

conseil national de la

cnra

recherche archéologique

Programmation nationale de la recherche archéologique



Ministère de la Culture et de la Communication
Direction générale des patrimoines – sous-direction de l'archéologie



Programmation nationale de la recherche archéologique



Le mammoth d'Arras : l'esprit d'une programmation

L'histoire est belle. En 1917, un combattant britannique grava la figure d'un mammoth sur l'une des parois du souterrain Wellington, en plein centre d'Arras. Insérée dans un réseau de galeries qui furent un atout majeur dans la bataille d'Arras du printemps 1917, cette galerie avait été aménagée à partir de la fin de l'hiver par les Néo-Zélandais et les Anglais. Elle fut occupée des mois durant, jusqu'à compter près de 25 000 hommes. Lequel de ces soldats réalisa ce graffiti parmi les milliers qui furent tracés dans ces galeries et comment eut-il cette idée ? Si l'homme reste anonyme, son geste s'explique peut-être par un épisode archéologique qui eut lieu la même année. Au printemps 1917, sur la ligne de front Hindenburg à Morchies (Pas-de-Calais), l'armée britannique mit au jour des ossements de mammoth. Sur ces terres où la Préhistoire vit le jour dans les années 1840, malgré la guerre, l'affaire fut prise très au sérieux, au point que Marcelin Boule, paléontologue au Muséum d'histoire naturelle, traversa alors les lignes de combat pour se rendre sur le site, au nom de la science et malgré le danger. Il revint à Paris avec toutes les données archéologiques et un récit poignant des paysages dévastés de la Picardie et du Pas-de-Calais. En 1919, la paix retrouvée, la *Revue anthropologique* publia la découverte qui avait, un instant, détourné l'esprit des hommes du vacarme des obus.

Selon les nécessités de la guerre, les troupes britanniques furent déplacées et affectées en plusieurs zones. S'il reste difficile d'en retrouver la preuve incontestable, il est tentant, ici, de penser que l'auteur du graffiti de mammoth eut connaissance de la découverte de Morchies, ou fut même présent sur le site, et s'en inspira lorsqu'il fut affecté à Arras. Dans cette perspective, la figure de ce pachyderme à longs poils, disparu de cette région d'Europe depuis des milliers d'années, incarne, matériellement, un fragment d'histoire du xx^e siècle autant qu'un moment de science archéologique.

Ouvrir la « Programmation nationale » par cette illustration est donc un choix mûrement réfléchi. Forme d'hommage aux soldats de la première guerre mondiale, c'est aussi un document emblématique de l'esprit de cette programmation et de l'archéologie qui la porte. Ce modeste mammoth rappelle que les archéologues bâtissent des ponts entre le monde contemporain et le passé des hommes qui se sont tus, mais qui ont laissé des traces que nous avons la responsabilité de mettre en récit, que ces hommes appartiennent à une époque récente ou au contraire très ancienne. Cette figure, en raison du lieu où elle a été découverte et du sujet qu'elle représente, combine l'archéologie contemporaine et l'histoire de la discipline. Pachyderme symbolique du Paléolithique, il adresse même un clin d'œil aux représentations animales sur les parois des cavités qui, en 1917, étaient encore peu connues. Enfin, réalisée dans un contexte de guerre, alors qu'un paléontologue de renom risqua sa vie pour étudier l'original au milieu des tranchées, cette trace du passé nous invite à ne pas oublier que des circonstances, plus ou moins dramatiques, mettent parfois en péril le patrimoine archéologique qu'il faut protéger, étudier et faire connaître pour en garder la mémoire au long cours.

L'archéologie contribue à mettre le passé en récit, grâce aux archives mises au jour dans le sol ou sous les eaux. Discipline historique à part entière, une et indivisible, qu'elle soit « préventive » ou « programmée » selon les cadres opérationnels français, inscrite dans le code du patrimoine, elle sert d'abord la science. Sa pratique s'inscrit dans une longue histoire, marquée par une évolution des méthodes comme par des problématiques spécifiques.

Le Conseil national de la recherche archéologique, instance scientifique représentative de l'ensemble des acteurs de l'archéologie nationale, accompagne les évolutions de la recherche et élabore les propositions d'évolution nécessaire de la discipline. Aujourd'hui, le CNRA définit une nouvelle « Programmation nationale » conçue comme un texte de référence dans un contexte national, et international, au sein duquel la France entend jouer un rôle de premier plan. Notre pays est l'héritier de vestiges anciens et moins anciens qu'il a le devoir d'étudier et de sauvegarder. Ces vestiges prennent tout leur sens dans une histoire globale, qu'il convient de mettre en perspective sur la très longue durée, et qui s'étend au-delà de nos frontières actuelles.

La programmation nationale a pour objectif de faire ressortir les problématiques majeures de l'histoire de l'homme, par l'étude de la documentation archéologique, en s'interrogeant sur ses interactions avec les milieux, en traitant ses comportements en société, ses choix économiques et culturels. Construite selon des axes-clefs, la programmation nationale valorise les atouts de l'archéologie française, aussi bien en termes de biens patrimoniaux et de connaissances que de savoir-faire et de stratégies. Alors que l'on définit les nouveaux aménagements du territoire qui déclenchent bien souvent l'activité archéologique, la programmation nationale a pour ambition de faire face aux enjeux scientifiques et de répondre au besoin de préservation des vestiges.

La programmation nationale entend ainsi reconnaître la passion des archéologues et promouvoir les institutions qui la portent. Elle s'adresse à tous ceux qui sont impliqués dans la vaste chaîne opératoire de l'archéologie, depuis le travail sur le terrain jusqu'à la diffusion des savoirs auprès de tous les publics et de tous les citoyens.

Audrey Azoulay
Ministre de la Culture et de la Communication

Publication

Sous-direction de l'archéologie

Coordination éditoriale

Bruno Marty

Suivi éditorial

Herveline Delhumeau et Michèle Monnier

Couverture

Pachyderme dessiné sur la paroi des souterrains britanniques d'Arras (Pas-de-Calais), 1917

(cliché : A. Jacques, Service archéologique d'Arras)

Ministère de la Culture et de la Communication, 2016

Table des matières

Introduction	15
Bilan	15
Objectifs de la programmation nationale	16
Présentation de la nouvelle programmation	18
Lignes de force	21
Présentation et préconisations transversales	21
Préconisations par axe	22
Axes de la programmation nationale de la recherche archéologique	
AXE 1	
Le Paléolithique ancien et moyen	33
Bilan et enjeux	33
Sous-axes et préconisations	34
Gisements paléontologiques, avec ou sans indices de présence humaine	34
Premiers indices de présence humaine et premières cultures paléolithiques (non acheuléennes) ; émergence, développement et disparition de l'Acheuléen <i>stricto sensu</i>	35
Cultures du Paléolithique moyen : émergence, développement et disparition	36
Les sites à enregistrement interglaciaires et/ou interstadias	36
Chronologies, méthodes et référentiels pour le Paléolithique	37
– La radiochronologie	37
– L'étude des géomatères	37
– Le contrôle ou la révision du statut « taphonomique » des assemblages	37
– Les études fonctionnelles	38
– La révision des inventaires cartographiques des sites	38
Perspectives	38
Références bibliographiques	38
AXE 2	
Le Paléolithique supérieur	43
Bilan et enjeux	43
Sous-axes et préconisations	44
Émergence et mise en place du Paléolithique supérieur, de la fin du Paléolithique moyen au Gravettien moyen	44
De la fin du Gravettien au Magdalénien inférieur/Épigravettien ancien	45
Magdalénien moyen et supérieur, Épigravettien et fin du Paléolithique supérieur	45
Promouvoir et former à la détection des séquences archéosédimentaires pléistocènes	46
Appréhender les espaces du Paléolithique supérieur	46
Perspectives	46
Références bibliographiques	47
AXE 3	
Les expressions graphiques préhistoriques : approches intégrées des milieux et des cultures	51
Bilan et enjeux	51
Sous-axes et préconisations	53
Les transitions temporelles	54
Les expressions graphiques dans leurs contextes environnementaux	54
Les fréquentations du milieu souterrain	55
Méthodes et techniques d'enregistrement et d'étude	55

Perspectives.....	56
Références bibliographiques.....	57
AXE 4	
Mésolithisations, néolithisations, chalcolithisations.....	61
Bilan et enjeux.....	61
Sous-axes et préconisations.....	62
Paléolithique terminal et « premier Mésolithique » (milieu du XIII ^e -début du VII ^e mill. av. n.è.).....	62
Mésolithique à trapèzes et étapes pionnières du Néolithique (VII ^e -VI ^e mill. av. n.è.).....	62
Achèvement des processus de néolithisation et prémices de la chalcolithisation (fin du VI ^e -fin du V ^e mill. av. n.è.).....	63
Plein-Néolithique/Chalcolithique et formation de l'âge du Bronze (fin du V ^e -III ^e mill. av. n.è.).....	63
Construire des chroniques précises et fiables.....	63
Systèmes techniques.....	64
Archéologie funéraire et anthropologie des populations du passé.....	65
Territorialité, écologie et régimes de mobilité.....	65
Perspectives.....	67
Références bibliographiques.....	68
AXE 5	
Les âges des métaux.....	75
Bilan et enjeux.....	75
Sous-axes et préconisations.....	77
Typochronologie, faciès culturels et échanges.....	77
– Corpus et outils.....	78
– Économie et société.....	78
Âge du Bronze.....	78
– De grandes fenêtres.....	78
– Problématiques et méthodes de fouille.....	79
– Les dépôts.....	79
Territoires et occupation du sol entre les III ^e et I ^{er} millénaires.....	79
Habitats du II ^e millénaire et du début du I ^{er} millénaire.....	80
Habitat du second âge du Fer.....	80
Espaces ruraux du second âge du Fer.....	81
– Organisation de l'espace rural.....	82
– Formes de l'occupation des espaces ruraux.....	82
– Productions en espace rural.....	83
– Contexte socio-économique.....	83
Sanctuaires et lieux de culte.....	83
– Corpus, typologie et bases de données.....	83
– Le continuum.....	83
– Paysage religieux.....	84
– Les dynamiques de long terme.....	84
– Structures, mobilier et pratiques culturelles.....	84
– La fouille des sanctuaires.....	84
Nécropoles.....	86
– Organisation de l'espace funéraire.....	86
– Monuments et signalisation des sépultures.....	86
– La sépulture.....	86
– Taphonomie des dépôts et des objets.....	87
Perspectives.....	87
Références bibliographiques.....	88
AXE 6	
Paysages religieux, sanctuaires et rites d'époque romaine.....	93
Bilan et enjeux.....	93
Sous-axes et préconisations.....	94
Grands complexes religieux.....	94
Romanisation des lieux de culte.....	94

Phases finales des sanctuaires.....	94
Environnement des sanctuaires.....	94
Intégration des sanctuaires au paysage.....	94
Le mobilier.....	95
Méthodologie pour les sanctuaires.....	95
Diffusion des connaissances, conservation, valorisation des sanctuaires.....	95
– Projets.....	95
– Publications.....	95
– Protection et mise en valeur.....	96
Perspectives.....	96
Références bibliographiques.....	96
AXE 7	
Phénomènes funéraires depuis la fin de l'Antiquité : origine, évolution, fonctions.....	103
Bilan et enjeux.....	103
Sous-axes et préconisations.....	103
La longue durée.....	103
Cimetière paroissiaux et communautaires, médiévaux et modernes.....	104
Le diagnostic dans les aires sépulcrales.....	105
Méthodes d'étude en « anthropologie de terrain ».....	105
– Diversité des gestuelles.....	105
– Pour une archéologie du rite.....	106
– Organisation et structuration des ensembles funéraires.....	106
– Les morts dans le paysage social, économique, politique et mental des communautés rurales et urbaines.....	107
Élaboration des référentiels chronologiques.....	107
Perspectives.....	107
Références bibliographiques.....	108
AXE 8	
Édifices de culte chrétien depuis la fin de l'Antiquité.....	111
Bilan et enjeux.....	111
Sous-axes et préconisations.....	111
Longue durée et échelles multiples.....	111
Approches transversales et sociétés « productrices » des édifices de culte chrétien.....	112
Accessibilité du corpus des sites.....	113
Matériaux de construction : nature et mise en œuvre.....	113
Thématiques transversales.....	113
– Archéologie du bâti.....	113
– Travaux d'aménagements.....	114
– Les rapports de fouille.....	114
Perspectives.....	114
Références bibliographiques.....	115
AXE 9	
Le phénomène urbain.....	121
Bilan et enjeux.....	121
Sous-axes et préconisations.....	123
L'implantation des villes : l'apport des études paléoenvironnementales.....	123
La fabrique de la ville : une dynamique à étudier sur la longue durée.....	123
Les modalités d'occupation de la ville : analyser les interactions sociospatiales.....	125
L'archéologie du bâti.....	125
– L'archéologie du bâti civil.....	126
– L'étude d'ensembles bâtis monumentaux anciens encore en élévation.....	126
– L'étude des collections lapidaires.....	126
La ville et sa périphérie.....	127
Les fonctions de l'espace péri-urbain.....	127
Réseaux et systèmes de villes.....	128
Perspectives.....	128
Références bibliographiques.....	131

AXE 10

Espace rural, peuplement et productions agricoles aux époques gallo-romaine, médiévale et moderne	139
Bilan et enjeux.....	140
Sous-axes et préconisations.....	148
Vestiges immobiliers et mobiliers découverts en fouille et singularité des sites.....	148
Statut des établissements.....	148
Datation des occupations.....	149
Les formes de l'occupation : dépasser le cas d'espèce.....	149
Approches territoriales et réseaux : dépasser l'échelle du site.....	149
L'archéologie agraire : un domaine à développer.....	149
Fouilles programmées sur les établissements ruraux du haut Moyen Âge et sauvegarde des sources matérielles des sociétés paysannes médiévales.....	150
Formation des villages et évolution.....	150
Diffusion des résultats.....	150
Perspectives.....	150
Références bibliographiques.....	151

AXE 11

Les constructions élitaires, fortifiées ou non, du début du haut Moyen Âge à la période moderne	157
Bilan et enjeux.....	157
Sous-axes et préconisations.....	160
Morphologie des quartiers, des équipements et des constructions élitaires au sein des <i>castra, oppida</i> et établissements de hauteur du début du haut Moyen Âge (IV ^e -VIII ^e siècles).....	160
Genèse, fonction, morphologie et développement des palais laïcs et/ou ecclésiastiques, résidences et fortifications de la période mérovingienne à la fin de la période carolingienne.....	160
Diversité des formes de l'habitat des élites rurales ou urbaines : morphologie, choix d'exploitation, niveaux sociaux, expression du pouvoir.....	160
Constitution de catalogues de référence des mobiliers.....	160
Pour une approche diachronique de l'analyse paysagère de l'environnement des constructions élitaires, ou construction et maîtrise des espaces paysagers aux abords des constructions élitaires.....	161
Fonction, morphologie et articulation des enclos ou enceintes des sites castraux (IX ^e -XVI ^e siècles).....	161
Enceinte urbaine, enceinte villageoise, frontière fortifiée.....	161
Perspectives.....	161
Références bibliographiques.....	161

AXE 12

Mines et matériaux associés	165
Bilan et enjeux.....	165
Sous-axes et préconisations.....	169
Le statut juridique, la protection des anciennes mines et les interventions de terrain.....	169
– La collaboration avec le Bureau de recherche géologique et minière (BRGM).....	169
– La question des mises en sécurité.....	169
– Fermetures et ouvertures des mines.....	170
L'approche archéométrique.....	170
Le rôle de la mine dans l'occupation du sol.....	170
L'archéologie expérimentale.....	170
Archéologie industrielle métallurgique.....	170
Perspectives.....	170
Références bibliographiques.....	171

AXE 13

Aménagements portuaires et commerce	177
Bilan et enjeux.....	177
Sous-axes et préconisations.....	178
Aménagements portuaires et commerce.....	178
Espaces et milieux portuaires.....	179
Géoarchéologie et paléoenvironnement.....	179
Architecture portuaire et aménagements en zones humides.....	180
Circuits commerciaux et espaces de stockage portuaire.....	180

Perspectives.....	181
Références bibliographiques.....	181
AXE 14	
L'archéologie des périodes moderne et contemporaine.....	185
Bilan et enjeux.....	185
Sous-axes et préconisations.....	186
L'habitat des élites.....	187
Le monde rural.....	187
L'archéologie de l'urbain.....	187
L'archéologie des moyens de production.....	188
L'archéologie des pratiques funéraires.....	188
L'archéologie des contextes militaires.....	188
L'archéologie coloniale.....	189
Des archéologies du récent et du très récent en question.....	189
– L'archéologie de nos grands-parents.....	189
– Entre problématiques scientifiques et enjeux sociétaux.....	190
Confrontation des sources et interdisciplinarité.....	190
– Sources archéologiques (« autopsiques ») <i>versus</i> sources d'archives (« testimoniales »).....	190
– L'archéologie au sein des sciences humaines et sociales.....	190
Nouvelles perspectives.....	191
– Une société rurale réduite à ses formes les plus manifestes.....	191
– Une archéologie sur le bâti à développer.....	191
– La culture matérielle moderne et contemporaine. La perte de sens des objets du quotidien récent.....	192
– Le milieu et l'espace.....	192
Perspectives.....	193
Références bibliographiques.....	194
AXE 15	
Archéologie d'Outre-Mer.....	199
Bilan et enjeux.....	199
Sous-axes et préconisations.....	200
Archéologie précolombienne et des sociétés amérindiennes traditionnelles.....	200
– Environnement, anthropisation et exploitation du milieu naturel.....	200
– Cultures et faciès chronoculturels.....	200
– Fonctionnalité des sites.....	201
– Sépultures et bioanthropologie des populations précolombiennes et expressions symboliques.....	201
Mayotte et l'océan Indien.....	202
– Échanges et productions.....	202
– Nécropoles.....	202
– Villages et mosquées.....	202
– Escales et pouvoir.....	202
L'archéologie de l'Outre-Mer moderne et contemporain.....	203
– La structuration des territoires coloniaux.....	203
– Économie et société d'habitation.....	204
– Vers une approche archéologique de l'esclavage.....	204
Perspectives.....	205
Références bibliographiques.....	205
Programmation nationale de la recherche archéologique mise en œuvre dans le cadre de la circulaire du 1 ^{er} juin 2004.....	209
Mise en concordance indicative des axes de la programmation actuelle avec les anciens programmes.....	210
Liste des contributeurs.....	212

Introduction

Introduction

La « programmation nationale de la recherche archéologique » a une histoire qui s'écrit en plusieurs chapitres, sur la longue durée. Celle d'aujourd'hui est une refonte de l'existant pour une meilleure adéquation avec les exigences actuelles, aux pratiques archéologiques renouvelées. Sur le terrain, la décennie écoulée a été celle d'une adaptation des opérations, dans un contexte législatif changeant et de plus en plus contraint économiquement, tout en gardant le cap des exigences scientifiques. Le défi n'a pas toujours été simple pour les équipes d'archéologues. À l'occasion d'opérations archéologiques réalisées dans des contextes très variés, les problématiques scientifiques étroitement liées au terrain ont évolué. Les questionnements des chercheurs ont pu être relayés dans les prescriptions ou les programmes de recherche, mais pas de manière systématique.

La programmation devait donc se réformer pour accompagner la recherche et l'aider à anticiper les enjeux à venir. Tel est l'esprit de cette « programmation nationale ». Pas plus que par le passé, les axes proposés dans le cadre de cette programmation ne pourraient avoir la prétention de constituer un cadre exclusif ou limitatif sur le plan scientifique. Tel n'est pas son but. Elle se veut incitative. C'est le résultat d'un travail collectif des représentants de l'ensemble de la communauté des archéologues, qui a l'ambition de servir de cadre de référence pour les opérations archéologiques et de venir en appui aux programmes de recherche nationaux et de collaborations internationales.

La recherche est une matière vivante. La programmation nationale ne saurait être ni exhaustive, ni surtout définitive. L'année 2015 fut celle de son actualisation. Le Conseil national de la recherche archéologique (CNRA), instance pluri-institutionnelle placée auprès du ministre chargé de la Culture, souhaite son application la plus large possible et sera attentif à la faire évoluer en fonction des nouveaux besoins et si certaines perspectives s'en faisaient sentir la nécessité.

Bilan

Trente années de programmation scientifique nationale

En décembre 1979, apparaît pour la première fois, sous la vice-présidence de Roland Martin, la notion de « programmes de recherche »¹. C'est une nouveauté au sein du ministère de la Culture qui s'en saisit. En liaison avec les préoccupations scientifiques actuelles, ces programmes peuvent avoir/ont également comme objectif de servir de cadrage à l'attribution des crédits et des autorisations de fouilles.

La première véritable programmation est établie en 1980. Le Conseil supérieur de la recherche archéologique (CSRA) – ancêtre du CNRA et des commissions inter-régionales de la recherche archéologique (CIRA), créés en 1994 – y établit quelques principes généraux, toujours d'actualité. Il considère en effet :

- que l'acte de fouille n'est pas une fin en soi mais un moyen de la recherche historique;
- qu'il ne saurait être question de fouiller pour fouiller, mais qu'il importe de poser clairement une problématique et de déterminer en quoi la fouille permettrait de répondre à certaines questions;
- que les fouilles ne devraient être entreprises que sur des sites ayant fait l'objet d'une sélection raisonnée;
- qu'il conviendra de soutenir plus activement des recherches que des fouilles en tant que telles, et que, dans cette optique, la pluridisciplinarité des équipes de recherche sera jugée indispensable.

1 Jean Chapelot & CSRA, « Les programmes de recherche 1980 du service des fouilles », *Les Nouvelles de l'archéologie*, 1, 1979, p. 57-60.

La pertinence de ces principes est confirmée par la publication en 1984 du deuxième livret de programmation qui comporte deux nouveaux programmes². Le CSRA indique que la notion d'urgence, pour les sites menacés, n'est qu'un des éléments déterminant l'importance de l'intervention; la priorité à lui accorder est examinée dans le cadre des « programmes » et la préoccupation essentielle demeure la publication et la diffusion des résultats acquis. La recherche conduite sur le terrain ne peut trouver son terme que dans la publication des résultats et dans la mise à disposition de la communauté scientifique de toute la documentation. Une fouille qui ne satisfait pas à ces obligations perd, de fait, sa justification.

Le CSRA, réformé en 1985, accueille désormais des représentants de toute la communauté archéologique afin de mieux prendre en compte l'ensemble de la politique archéologique et de renforcer la coordination interministérielle (Culture, Recherche, Éducation nationale, Affaires étrangères). Une partie des membres est alors élue et différentes catégories de professionnels du ministère chargé de la Culture y sont représentées, au côté des universités, du CNRS, des collectivités territoriales³. La programmation publiée en 1990 comporte des recommandations fortes, notamment sur les aspects méthodologiques⁴.

La programmation suivante est établie en 1995 et publiée en 1997. Elle suit le bilan de la mandature 1990/1994 du CSRA et est élaborée au lendemain de la réforme des instances de contrôle et d'évaluation instaurant en 1994 le Conseil national de la recherche archéologique (CNRA) et les commissions interrégionales de la recherche archéologique (CIRA)⁵. Ce volumineux document comprend, d'une part le bilan 1990-1994 et, d'autre part, la partie programmatique intégrant un examen exclusif par programme⁶. Cette réflexion en deux temps ouvre des possibilités de s'affranchir des cadres précédents et de transformer en profondeur les nouvelles orientations retenues.

Le « Bilan 1995-1999 du Conseil national de la recherche archéologique » expose un compte rendu analytique de la mandature présidée par Michel Gras et présente une simple nomenclature issue de la programmation de 1995⁷.

Refonte de la programmation face aux nouveaux enjeux de la recherche archéologique

La publication du bilan 1995-1999 a conduit le ministère de la Culture et de la Communication à élaborer une circulaire, datée du 1^{er} juin 2004⁸, visant à coordonner la réalisation, dans chaque région, par les services régionaux de l'archéologie, d'un bilan des acquis de la recherche archéologique sur une période de dix ou quinze ans. L'objectif de ces bilans régionaux, et leurs synthèses par interrégion, devaient, dès le lancement de cette initiative, permettre de nourrir la réflexion des CIRA⁹ et du CNRA pour l'établissement de la programmation nationale. Cette motivation reste d'actualité.

Cette entreprise ambitieuse n'est pas simple à mettre en œuvre et les résultats sont inégaux¹⁰ : pour la période 2003-2006, tous les bilans de CIRA ont été réalisés par les services dans chacune des six interrégions de l'époque; pour la période 2007-2010, seules deux CIRA ont mené à bien leur bilan. Ces bilans, malgré leur hétérogénéité, offrent une matière riche et stimulante qui invite à poursuivre et à dynamiser ces publications, en s'appuyant, par des moyens *ad hoc*, sur les CIRA et les services déconcentrés de l'État¹¹.

Depuis 2004, l'important travail réalisé durant les dernières mandatures du CNRA a été essentiellement dédié à la mise en place des agréments archéologiques et à un suivi précis de l'activité archéologique, sans lui laisser le temps de dresser un bilan exhaustif et de finaliser totalement une programmation nationale. Au terme d'un travail collectif de longue haleine, celle-ci voit finalement le jour en 2016.

Objectifs de la programmation nationale

La nécessité d'une nouvelle programmation nationale

Cette nouvelle programmation de la recherche archéologique est en premier lieu l'occasion de réaffirmer qu'il n'existe aucune raison autre qu'opérationnelle (et administrative) de distinguer l'archéologie préventive de l'archéologie programmée. L'unicité de la discipline a pour corollaire la complémentarité des deux modes d'intervention dans la poursuite des objectifs d'accroissement des connaissances et de diffusion des résultats de la recherche.

Ainsi, non contrainte par l'aménagement du territoire, la recherche programmée, engagée à seule fin de connaissance et de recherches scientifiques, peut investir des territoires ou des thèmes peu ou pas traités dans le cadre préventif, tandis

2 Soit au total 23 programmes en 1984.

3 « Le nouveau Conseil supérieur de la recherche archéologique », *Les Nouvelles de l'archéologie*, 20, 1985, p. 73-77.

4 *La recherche archéologique en France, 1985-1989*, ministère de la Culture, de la Communication, des Grands travaux et du Bicentenaire, Paris, 1990.

5 Décret n° 2007-823 du 11 mai 2007 relatif au CNRA et aux CIRA. 94-423 du 27 mai 1994.

6 *La Recherche archéologique en France. Bilan 1990-1994 et programmation du Conseil national de la recherche archéologique*, ministère de la Culture, direction du patrimoine, sous-direction de l'archéologie, Paris, éditions de la MSH, 1997.

7 « La recherche archéologique en France, Bilan 1995-1999 du Conseil national de la recherche archéologique », *Les Nouvelles de l'archéologie*, 88, 2002, particulièrement p. 74-76 pour une analyse de la programmation elle-même.

8 *Programmation scientifique de la recherche archéologique*, direction de l'architecture et du patrimoine, 1^{er} juin 2004.

9 Le décret n° 2007-823 du 11 mai 2007 (article 17) attribue en particulier un rôle programmatif aux CIRA.

10 La liste des bilans des CIRA est consultable en ligne [www.culturecommunication.gouv.fr/Politiques-ministerielles/Archeologie/Qu-est-ce-que-l-archeologie/bilans_cira].

11 En 2016, les nouvelles divisions territoriales régionales modifient l'organisation du dispositif des CIRA.

que les données issues de l'archéologie préventive peuvent s'intégrer à des programmes conduits par les organismes de recherche. Une vision d'ensemble des actions, où cette complémentarité s'exerce, est souhaitable.

Le CNRA, investi dans des dossiers d'actualité inscrits dans des calendriers contraints depuis 2003, n'a pas pu se consacrer à cette analyse autant qu'il le souhaitait. Toutefois, la question de la programmation a été abordée de manière récurrente durant ces dernières années. Il a paru nécessaire à l'ensemble de ses membres successifs de proposer une nouvelle « Programmation » afin de structurer les actions de recherche et de diffusion des acquis scientifiques, mais aussi d'assurer une meilleure répartition des ressources humaines et financières indispensables à leur réalisation.

Cette programmation se veut donc également un outil permettant d'assurer des choix et des arbitrages dans le cadre d'une coordination nationale de l'ensemble de la recherche archéologique.

Le CNRA identifie aujourd'hui la nécessité d'encadrer l'activité archéologique par des mesures programmatiques, en tenant compte de l'évolution des pratiques et des résultats de la recherche scientifique dans son ensemble, mais aussi du contexte professionnel et des évolutions territoriales. La programmation tente de concilier des enjeux scientifiques avec des contraintes liées à son application sur le terrain.

Avant la fouille, les lacunes scientifiques devront être définies afin de mieux appréhender les interventions sur le terrain. Cette étape gagnera à être clairement formalisée dans l'application de la programmation.

Après la fouille et la production de l'étude descriptive élémentaire, il faudra intégrer les nouvelles données dans des problématiques synthétiques mises en œuvre par des collectifs de chercheurs.

Pour cette phase de travail, plusieurs essais fructueux ont été envisagés, sous diverses formes, dans le cadre des dispositifs des différents ministères impliqués : groupements de recherche (GDR) du CNRS, projets collectifs de recherche (PCR); plus récemment, le ministère de la Culture, le ministère de la Recherche, le CNRS et l'Institut national de recherches archéologiques préventives (Inrap) ont conduit conjointement, avec un budget conséquent, les Actions collectives de recherche (ACR). On pourrait également évoquer les appels d'offre de l'Agence nationale de la recherche (ANR) et ceux des Laboratoires d'Excellence (Labex), ou même les projets européens.

Les difficultés de prise en compte de la programmation par les différents acteurs

Jusqu'à ce jour, les différents acteurs de la discipline se référaient à la nomenclature publiée à l'issue du bilan 1995-1999, qui n'a pas été mise à jour malgré l'entrée en vigueur de la loi relative à l'archéologie préventive en 2001¹².

Dès lors, un constat s'impose : les organismes en charge de l'archéologie préventive et programmée fondent leurs choix sur leur propre interprétation de cette programma-

tion ancienne, en fonction de priorités définies de manière interne et souvent arbitrées en fonction des moyens financiers disponibles :

- les SRA s'appuient insuffisamment sur une programmation d'ensemble, sur les bilans des CIRA et les bilans régionaux de la recherche lorsqu'ils existent, dans leur politique de prescription de mesures d'archéologie préventive et d'autorisation aux opérations programmées ;

- l'Inrap établit une programmation interne : cette réalité d'une programmation parallèle aux orientations de la programmation nationale est justifiée par l'Institut, en raison de l'existence d'une masse importante de données issues des opérations qu'il conduit, dont il doit hiérarchiser des priorités en vue de leur exploitation ;

- les autres acteurs, intervenant notamment en archéologie programmée, établissent une programmation de leurs interventions dans leur cadre institutionnel, identifiant eux-mêmes des sujets de recherche qui ne sont pas toujours intégrés à la programmation nationale, désormais ancienne; de plus, ils sont tributaires de budgets contraints pour lesquels ils sont fortement incités à répondre à des appels à projet, qui, eux-mêmes, n'ont pas nécessairement de liens avec une programmation non actualisée.

Ces différents facteurs contribuent à rendre déficitaire la coordination des programmes de l'archéologie préventive et de l'archéologie programmée, ce qui n'est pas sans conséquence pour la connaissance et la valorisation du patrimoine archéologique de certains territoires et de certaines périodes. Enfin, les difficultés en matière de coordination et de stratégie de programmation ont des répercussions sur les politiques de formation et de recrutement.

Faire de la programmation nationale un outil performant

La programmation nationale se veut un outil basé sur une réflexion scientifique conduite collectivement par l'ensemble des acteurs de l'archéologie, au-delà de leurs organismes de rattachement ou de leur spécialité individuelle. Elle a pour ambition de servir de manière efficace l'encadrement de la recherche archéologique dans toutes ses étapes, depuis la préparation d'une étude jusqu'à la diffusion des résultats, en passant par le diagnostic et la fouille. Son caractère « national » correspond au cadre administratif de son application et en aucune manière à une réalité scientifique limitée par les frontières nationales. Au contraire, cette programmation a également pour ambition de nourrir et d'appuyer des travaux de recherche archéologique internationale au sein desquels les problématiques scientifiques s'étendent au-delà des frontières nationales.

La programmation nationale vise donc à répondre aux objectifs suivants :

- rendre lisible et indiscutable la politique de prescription et d'autorisation de l'État ;
- faire converger objectifs et moyens pour les recherches de terrain répondant aux priorités scientifiques reconnues ;
- optimiser l'allocation de moyens pour la recherche au-delà de la restitution du rapport final d'opération (publications, recherches collectives...);

12 Titre II, Livre V du code du patrimoine.

– justifier plus clairement auprès des élus et de la société civile les contraintes archéologiques par les résultats acquis : pour atteindre ces objectifs, la Programmation doit être accessible à tous les citoyens ;

– servir de référent et donc de levier en faveur de projets de recherche nationaux et internationaux identifiés comme étant prioritaires dans les problématiques et travaux actuels.

Présentation de la nouvelle programmation

Le présent travail a été élaboré et réalisé dans le cadre de plusieurs mandatures du CNRA, par les membres nommés et élus qui s'y sont succédé et qui ont tout mis en œuvre pour coordonner et harmoniser leurs propositions. Au sein de cette programmation, un ensemble d'axes de recherche ont été distingués au terme de longs débats et d'échanges conduits avec les spécialistes de nombreux domaines concernés¹³.

Les axes de recherche retenus n'ont pas vocation à représenter de manière exhaustive la totalité des champs de la recherche archéologique. Certains sujets, absents de cette programmation, demeureront effectifs dans les programmes de recherche déjà existants. Ils ne disparaissent donc pas du paysage scientifique au prétexte qu'ils ne figurent pas dans le document de cette nouvelle programmation du CNRA. Il faut insister sur le fait que celle-ci a, fondamentalement, un caractère incitatif et régulateur en matière d'actions de recherche archéologique, accompagnant un dynamisme qui s'étend évidemment au-delà des axes retenus et énoncés ci-après, identifiés comme des ensembles cohérents sur le plan scientifique.

Les axes proposés reflètent un état présent de la recherche. Certains d'entre eux, antérieurement valorisés, ont été transformés voire abandonnés au profit de nouvelles problématiques issues de la réflexion de fond conduite par le CNRA. Ainsi, la nouvelle conception de l'impact des données spatiales a fait émerger celle de nouvelles dynamiques concernant l'espace rural, l'espace funéraire, l'espace religieux ou encore l'espace urbain. De même, plusieurs de ces axes assument pleinement une orientation diachronique, résultant de choix raisonnés reposant sur un long travail de bilan.

L'archéologie sous-marine et subaquatique, actuellement en plein développement, est soutenue par une technologie d'investigation de plus en plus performante et exigeante. Le CNRA, qui dispose d'une commission spécifique spécialisée pour aborder ce sujet, n'a toutefois pas jugé nécessaire d'identifier un axe spécifique pour ce très vaste domaine. En effet, si les littoraux, les espaces fluvio-lacustres ou les fonds immergés constituent des milieux particuliers, les thématiques archéologiques que les archéologues intervenant sous les eaux sont susceptibles d'étudier rejoignent de manière transversale les différents axes identifiés dans le cadre du présent travail programmatif.

Les axes de la programmation nationale

La programmation nationale comporte quinze axes recouvrant l'ensemble des grandes périodes chronologiques de l'histoire des Hommes, ainsi que des thématiques diverses. Elle est susceptible d'évoluer dans les années à venir au fil des débats, des découvertes et de la recherche dans son ensemble.

Afin de faciliter le suivi des évolutions entre l'ancienne nomenclature et la nouvelle Programmation, la référence aux anciens programmes est indiquée dans les notes de bas de page.

Une réflexion sur les terminologies a été amorcée, dont cette programmation rend compte. Ainsi, l'opposition entre Préhistoire et Histoire, établie sur la seule base de l'existence des textes, n'a pas été conservée. L'idée d'un *continuum* sur la longue durée, et donc la conviction qu'aucune société – y compris orale – n'est hors de l'histoire, a été affirmée et traduite par une numérotation continue des axes, sans autre précision (plus de « P » pour Préhistoire, ni de « H » pour Histoire). Par ailleurs, le choix a été fait d'écarter le terme de « Protohistoire », non pas pour nier sa validité, mais parce que trois définitions différentes coexistent, non sans conséquences pour la recherche et pour les prescriptions archéologiques elles-mêmes. En attendant que le sujet soit débattu scientifiquement, une terminologie découpée par grande période a été retenue pour l'ensemble des axes. Les datations sont homogénéisées, à partir de l'axe 4, en « avant notre ère » (av. n.è.) pour toutes les dates antérieures au « 0 » conventionnel du calendrier grégorien (soit des datations calibrées pour les datations radiocarbone calibrées cal BCE), les dates postérieures à ce « 0 » ne requérant aucune précision complémentaire.

Les contenus programmatiques des axes sont précédés d'un chapitre intitulé « Lignes de force » qui synthétise – sans les résumer individuellement – l'ensemble des argumentaires scientifiques et des préconisations associées.

Les quinze axes retenus

1. Le Paléolithique ancien et moyen
2. Le Paléolithique supérieur
3. Les expressions graphiques préhistoriques : approches intégrées des milieux et des cultures
4. Mésolithisations, néolithisations, chalcolithisations
5. Les âges des métaux
6. Paysages religieux, sanctuaires et rites d'époque romaine
7. Phénomènes funéraires depuis la fin de l'Antiquité : origine, évolution, fonctions
8. Édifices de culte chrétien depuis la fin de l'Antiquité
9. Le phénomène urbain
10. Espace rural, peuplement et productions agricoles aux époques gallo-romaine, médiévale et moderne
11. Les constructions élitaires, fortifiées ou non, du début du haut Moyen Âge à la période moderne
12. Mines et matériaux associés
13. Aménagements portuaires et commerce
14. L'archéologie des périodes moderne et contemporaine
15. Archéologie d'Outre-Mer

¹³ L'ensemble de ces débats est retranscrit dans les procès-verbaux du CNRA.

Lignes de force

Lignes de force

Présentation et préconisations transversales

Les « lignes de force » proposées dans la programmation nationale constituent une forme de synthèse et non un résumé particulier de chacun des quinze axes. Elles ont été rédigées au terme de l'écriture des différentes contributions qui se sont échelonnées sur plusieurs années. Elles ont pour vocation de retenir des idées-clefs et de faciliter l'organisation du travail programmatif lui-même.

Ces lignes de force se subdivisent en deux parties complémentaires : d'une part des préconisations transversales applicables à tous les axes ; d'autre part des indications particulières déclinées pour chaque axe et correspondant aux attentes des chercheurs au vu des bilans et des problématiques actuelles.

D'une manière générale, la programmation vise à :

- promouvoir et former à la détection des séquences archéosédimentaires pour faciliter la découverte des sites, mais aussi plus largement la compréhension de leurs contextes géomorphologiques et leur intégration dans les paysages à large échelle ;
- intensifier la recherche sur les épisodes pour lesquels apparaissent des « hiatus » documentaires afin de bénéficier d'une vision exhaustive des modalités de peuplement du territoire, d'occupation des espaces ou d'autres phénomènes inscrits sur la longue durée ;
- soutenir les projets thématiques de recherche qui valorisent conjointement les travaux de terrain préventifs et programmés et qui associent tous les acteurs de la discipline, les laboratoires de recherche apparaissant comme les structures d'accueil les plus aptes à l'accompagnement de ces projets ;
- privilégier les approches pluridisciplinaires, associant les différentes compétences et spécialités, sans perdre de vue l'objectif d'une connaissance, toujours accrue, de l'histoire des sociétés ;
- favoriser l'interdisciplinarité entre les différentes sciences de l'homme autour d'un même objet d'étude et construire les passerelles vers un dialogue plus systématique entre archéologie, histoire, sociologie, ethnologie,

anthropologie, géographie et dont dépend l'affirmation disciplinaire de l'archéologie, pour toutes les périodes, y compris récentes ;

- encourager, lorsque la période s'y prête, la prise en compte dans le cahier des charges des prescriptions de l'indispensable étape de collecte, d'exploitation et de confrontation des sources non archéologiques qui, seule, permet la construction d'un propos historique et sociologique ;
- favoriser la formation et le recours à des spécialistes formés à l'analyse des sources écrites, planimétriques, iconographiques, photographiques, voire audiovisuelles..., afin d'accompagner l'élaboration de méthodologies pertinentes et rigoureuses en vue de leur confrontation ;
- appuyer les approches et études liées au paléoenvironnement dans le cadre d'une meilleure compréhension possible des relations homme/milieu et de manière à restituer l'évolution diachronique du paysage ;
- privilégier les interventions de toutes les spécialités sur le terrain (telles que paléoenvironnement, anthropologie, étude des matières périssables, paléométallurgie...) pour réaliser les observations *in situ*, démontages, prélèvements ;
- encourager le développement des méthodes et techniques d'enregistrement ainsi que les études innovantes avec, en préalable, une réflexion méthodologique sur leur pertinence ;
- prendre en compte la vulnérabilité des sites et des vestiges, en fonction de la nature de chacun d'entre eux, et prévoir des mesures de préservation et de stockage adaptées sur le long terme ;
- favoriser des opérations programmées aux abords des zones fouillées en contexte préventif afin d'en compléter les plans et d'en explorer, dans le cadre programmé, les zones périphériques ou encore d'inscrire les sites en réserve archéologique, voire de recourir aux mesures de protection au titre des Monuments historiques, et lorsque cela est utile et possible, envisager une maîtrise foncière par la puissance publique ;
- favoriser l'accès aux résultats de la recherche pour soutenir la réflexion collective et permettre des travaux de synthèse grâce aux outils de signalement que sont les bilans scientifiques régionaux (BSR) mais aussi par la mise en ligne

des rapports finaux d'opération (RFO) et bien sûr par la publication des acquis scientifiques ; à cet égard, il conviendra de privilégier notamment les projets permettant de rendre accessible, de façon rapidement actualisable, le corpus des sites issus des travaux d'archéologie ;

– encourager la publication des ensembles déjà fouillés en veillant à une programmation financière adéquate et à la mobilisation des équipes sur la durée nécessaire ;

– inscrire l'archéologie du bâti dans le processus-même de conservation en tant que démarche productrice d'un savoir susceptible d'être mobilisé au service du projet de restauration ;

– veiller à l'insertion systématique dans les équipes d'un archéologue spécialiste en archéologie du bâti, en capacité de travailler sur des échelles de temps différentes ;

– insister sur la qualité de la documentation graphique produite pendant les opérations et veiller à ce que 3D et photogrammétrie ne se substituent pas aux relevés traditionnels, supports fondamentaux de la restitution et de l'interprétation ;

– soutenir des projets intégrant une chaîne scientifique complète de l'archéologie, des phases préparatoires aux opérations de terrain jusqu'à la diffusion et la médiation scientifique des résultats.

Préconisations par axe

Axe 1

Le Paléolithique ancien et moyen

- Favoriser les interventions sur les gisements paléontologiques au sein desquels il faut mettre en évidence les éventuelles interactions homme/animal (restes anciens).
- Renforcer les expertises taphonomiques et technologiques, pour établir le caractère assurément anthropique des objets lithiques découverts en contexte stratigraphique ancien, au-delà du recueil des restes anciens de la lignée humaine qu'il faut, par ailleurs, poursuivre assidûment.
- Poursuivre l'effort de datation et de caractérisation des ensembles culturels techniques du Paléolithique inférieur. Cette recherche devra évaluer la réalité des « faciès » reconnus au sein de l'Acheuléen et la pertinence de la distinction de traditions techniques, notamment concernant les industries anciennes dites « non-acheuléennes ».
- Accentuer la recherche sur les traditions techniques constituant des « marqueurs » géographiques et chronologiques et appréhender les modèles d'organisation techno-économiques des groupes de chasseurs-cueilleurs du Paléolithique moyen, porteurs de ces traditions, afin de mettre en évidence les différences régionales. Les études technologiques approfondies devront intégrer les séries issues des fouilles récentes, mais aussi réviser les collections anciennes.
- Renforcer l'acquisition, le traitement et l'exploitation de référentiels (radiochronologie, études des géomatères,

révisions taphonomiques des assemblages, études fonctionnelles, inventaires cartographiques des sites...).

Axe 2

Le Paléolithique supérieur

- Encourager les travaux de terrain, notamment sur les stratigraphies classiques, permettant de documenter de manière conséquente le contexte archéostratigraphique.
- Encourager l'analyse des systèmes techniques pour les cultures contemporaines du Dernier Maximum Glaciaire (à partir de $\pm 21\,000$ av. n.è.), en parallèle d'études environnementales poussées, afin de répondre aux questions de mobilités des populations dans un paysage compartimenté.
- Généraliser l'analyse des systèmes techniques afin d'atteindre, de manière globale, un niveau de résolution permettant d'aborder des problématiques techniques et fonctionnelles originales, mais aussi de développer les recherches sur la paléogéographie humaine (démographie, circulation des hommes et des idées).
- Promouvoir l'analyse intégrée des espaces connus, notamment en favorisant la poursuite d'études post-fouilles ambitieuses de séries issues des avancées récentes de la recherche sur le plein air, en articulation avec les séquences les mieux préservées en abris et grottes.

Axe 3

Les expressions graphiques préhistoriques : approches intégrées des milieux et des cultures

- Prendre en compte la pluralité des productions humaines en ouvrant le champ chronologique de l'étude des expressions graphiques à toutes les périodes préhistoriques et plus récentes.
- Replacer les expressions graphiques dans leurs contextes environnementaux, dans le but de permettre la compréhension des relations entre les milieux et leurs évolutions et d'améliorer leur préservation.
- Appréhender les sites et complexes de sites dans leur globalité par une approche interdisciplinaire pour prendre en compte les expressions graphiques dans un contexte culturel large.
- Intégrer, dans toute démarche, la notion de vulnérabilité des sites, à l'ensemble des échelles concernées.
- Caractériser, dans toute leur diversité, l'ensemble des comportements des hommes ayant parcouru et orné les cavités en étudiant la fréquentation du milieu souterrain.
- Construire des ressources cumulatives de référence en partageant une réflexion méthodologique, des méthodes d'enregistrement et d'étude innovantes, de préférence non-invasives.
- Favoriser l'archivage pérenne et la diffusion de la documentation, si possible dans un lieu commun et de préférence sous forme de données libres d'exploitation.

Axe 4**Mésolithisations, néolithisations, chalcolithisations**

- Rechercher les fondements et les modalités des changements sociaux par l'étude comparée de l'ensemble des premières sociétés post-glaciaires, qu'elles soient impliquées dans le maintien des traditions paléolithiques ou qu'elles inventent de nouveaux rapports à leur environnement.
- Favoriser les études à larges échelles géographique et environnementale pour les sociétés du plein Mésolithique et du Néolithique ancien, afin d'aborder les processus de diffusion des nouvelles normes techniques et économiques, qu'elles soient liées au phénomène de néolithisation ou aux dynamiques propres aux sociétés de chasseurs-cueilleurs.
- Décloisonner la recherche sur les sociétés du Néolithique pleinement affirmée, que ce soit au sein des interrégions ou entre Nord, Sud, Ouest et Est de la France, pour observer les phénomènes marquants de la période (monumentalisme, artisanat, intensification des processus d'échanges) au regard de la chalcolithisation des sociétés balkaniques et de la néolithisation des marges occidentales de l'Europe.
- Favoriser l'analyse globale et comparée de l'ensemble des productions culturelles, économiques, sociales, symboliques et environnementales des sociétés néolithiques dans une perspective de modélisation et de comparaison avec d'autres sociétés en voie de complexification (révolution urbaine du Proche-Orient notamment).
- Éviter le seul recours à la datation chronoculturelle ou chrono-environnementale pour la restitution des cadres sociétaux.
- Encourager et amplifier des approches intégrées, holistiques et systémiques, qui prennent en considération la culture matérielle dans son ensemble, depuis les sites d'acquisition jusqu'aux aspects fonctionnels des artefacts. Étendre ces approches à d'autres domaines que les industries lithiques afin de mieux contribuer à la caractérisation des modes de vie et des traditions culturelles.
- En matière d'archéologie funéraire et d'anthropologie, promouvoir les méthodes de relevé novatrices en matière d'interprétation taphonomique et architecturale et les analyses contribuant à la connaissance de la biologie et de la paléodémographie des populations.
- Travailler sur les composantes des réseaux territoriaux par l'identification fonctionnelle du statut de chacune d'elles et par la caractérisation temporelle courte (saisonniers) des activités économiques.
- Favoriser les opérations sur de très grandes surfaces, notamment pour une meilleure prise en compte des interactions entre différents types d'occupations (établissements ruraux, agglomérations fortifiées ou non, sanctuaires ou nécropoles...), avec une attention particulière portée aux voies de circulation (terrestres, fluviales, maritimes).
- Articuler les analyses paléoenvironnementales et l'étude des modes d'exploitation des terroirs.
- Encourager la prise en compte des espaces fragilisés par le dérèglement climatique.
- Encourager la fouille fine des habitats pour identifier les structures en terre ou en brique d'adobe sur soubassement (en bois ou en pierre).
- Favoriser l'examen de l'organisation interne de l'habitat, en particulier pour les sites de grande superficie, qui ne peuvent guère être fouillés intégralement.
- Développer l'examen diachronique des sanctuaires, et favoriser la publication des séries mobilières; développer les corpus et les bases de données à l'échelle nationale.
- Favoriser la prise en compte des sanctuaires ruraux modestes et des manifestations culturelles en milieu domestique.
- Favoriser la fouille d'ateliers de production ou de sites de consommation susceptibles de livrer des séries cohérentes.
- Articuler l'étude de l'artisanat (histoire des techniques et des modes de production/consommation) et celle des échanges, envisagés sur un plan multiscale (du local à l'international).
- Développer une individualisation spécifique de la période de l'âge du Bronze et combler les grands déséquilibres de connaissance (déficits sur le Bronze ancien dans la plus grande partie du territoire métropolitain; habitat moins documenté que le domaine funéraire dans le Nord de la France).
- Porter une attention accrue aux ensembles palafittes classés au Patrimoine mondial de l'Unesco dans le cadre d'études de synthèse internationales (Néolithique/âge du Bronze).
- Pour l'âge du Bronze, favoriser les prescriptions sur de grandes surfaces, mieux adaptées aux caractéristiques des occupations; promouvoir en particulier l'étude des sites permettant de documenter les « transitions », d'une part avec le Néolithique final et d'autre part avec le premier âge du Fer.
- Intensifier l'identification et l'analyse des dépôts (notamment de l'âge du Bronze et du premier âge du Fer) en envisageant leur organisation territoriale; porter une attention particulière à leurs contextes et aux compositions des dépôts, dans la diachronie.
- Favoriser la protection de sites identifiés (ou présumés) de dépôts métalliques contre le pillage par les détecteurs, notamment en encourageant des prospections systématiques.
- Dans le domaine funéraire, envisager l'organisation et la fréquentation des espaces sur la longue durée.
- Encourager la prise en compte de la monumentalité des vestiges.
- Recourir aux analyses sédimentaires, à la micromorphologie et aux analyses de restes organiques pour restituer

Axe 5**Les âges des métaux**

- Encourager l'établissement de référentiels typologiques, l'harmonisation des pratiques et du vocabulaire, notamment pour l'homogénéisation des connaissances, encore très disparates selon les régions.

l'architecture funéraire, l'organisation de la sépulture et les contenus des offrandes funéraires, en distinguant ces dernières de l'équipement personnel du défunt.

- Encourager l'analyse détaillée des mobiliers pour tester la continuité effective des occupations entre La Tène finale et le début de l'époque romaine.
- Favoriser l'étude de la taphonomie des sépultures, mais également des dépôts, en prenant compte des manipulations post-dépositionnelles.
- Encourager l'étude anthropologique des individus, en stimulant l'établissement de séries d'analyses ADN pour comprendre la dynamique de constitution des groupes humains.

Axe 6

Paysages religieux, sanctuaires et rites d'époque romaine

- Mettre en place une étude de l'environnement humain et naturel du lieu de culte de manière à restituer l'évolution diachronique du paysage ; étendre les enquêtes à l'environnement des sanctuaires, leur insertion dans l'espace social et le milieu.
- Accorder une attention particulière aux pratiques religieuses que l'on peut déduire des aménagements architecturaux et des offrandes.
- Favoriser la résolution de questions chronologiques, spatiales, territoriales et culturelles : en privilégiant un examen normalisé des offrandes ; en réunissant des équipes de spécialistes et d'experts sur la longue durée ; en stimulant la publication d'une longue série de grands ensembles cultuels.
- Développer les recherches centrées sur le phénomène de romanisation de lieux de cultes antérieurs, dans une perspective diachronique d'occupation des espaces à vocation culturelle.
- Mettre en évidence de nouveaux complexes cultuels par des méthodes non destructrices et une méthodologie permettant de mieux cerner l'extension surfacique des ensembles.
- Constituer des réserves archéologiques (par acquisition et protection au titre des Monuments historiques) autour des grands sanctuaires déjà exploités ou connus.
- Réaliser systématiquement les relevés architecturaux complets, selon des échelles normalisées, couvrant la totalité des édifices et complexes architecturaux.
- Exiger le calepinage complet et rigoureux des appareils avant toute restauration ainsi que la réalisation de tous les plans et coupes nécessaires, à des échelles normalisées.
- Promouvoir la normalisation des inventaires relatifs à l'identification des faciès de déposition considérés dans la durée.
- Impulser une dynamique nationale afin de favoriser la diffusion des méthodes, des indicateurs chronologiques et des résultats.

Axe 7

Phénomènes funéraires depuis la fin de l'Antiquité : origine, évolution, fonctions

- Promouvoir une approche globale des ensembles funéraires tant dans la programmation des opérations archéologiques que dans la publication de bilans régionaux ou d'études de cas très bien documentées, ainsi que des publications de synthèse démontrant l'apport de l'archéologie dans l'interprétation historique et anthropologique des phénomènes funéraires.
- Favoriser les approches diachroniques du fait funéraire des périodes de La Tène finale, antique, médiévale, moderne et contemporaine afin de contribuer à l'analyse sur la longue durée des pratiques sociales, et des phénomènes aussi capitaux que la christianisation de la mort.
- Mieux cerner l'ampleur, la chronologie et la signification du phénomène des sépultures isolées et des petits groupes de sépultures dispersées dans le terroir ou dans l'habitat.
- Mener une réflexion sur l'échantillonnage des sites et adapter les protocoles d'enregistrement et d'étude en regard du coût des interventions.
- Définir clairement dans le projet scientifique (puis les prescriptions), un protocole d'évaluation des ensembles sépulcraux par une analyse préparatoire ciblée intégrant l'état de conservation des vestiges osseux ou des aménagements.
- Porter une attention accrue aux gestes autres que ceux accomplis directement sur le défunt.
- Renouveler l'attention portée aux pratiques, aménagement et installations de surface qui ont accompagné la mise au tombeau ou qui signalent une démarche de commémoration.
- Promouvoir des approches interdisciplinaires (archéologie, anthropologie, micromorphologie, entomologie, archéozoologie...) permettant notamment de mieux identifier les vestiges discrets des matériaux organiques présents dans la tombe.
- Cibler des opérations de fouille sur lesquelles les problématiques relatives à la présence de vestiges organiques sont susceptibles de pouvoir être mises en œuvre.
- Soutenir les efforts de définition des problématiques attachées à l'interprétation des dépôts funéraires en référence à la sociologie, l'anthropologie sociale et aux sources écrites.
- Mieux caractériser la diversité des ensembles funéraires synchrones et comprendre la place des morts dans le paysage social, économique, politique et mental des communautés rurales et urbaines.
- Établir une hiérarchisation des sites en vue d'éclairer la structuration du territoire des morts et son articulation avec le territoire des vivants.
- Poursuivre l'effort dans l'élaboration des référentiels chronologiques notamment par l'augmentation des datations des ensembles sépulcraux et le soutien aux projets de construction de référentiels typo-chronologiques rai-sonnés des sépultures à l'échelle des territoires.

Axe 8**Édifices de culte chrétien depuis la fin de l'Antiquité**

- Conforter les recherches menées sur la longue durée et à des échelles multiples avec les problématiques spécifiques liées aux édifices de culte, y compris avec une mise en perspective avec les périodes antérieures (cf. l'axe 6).
- Privilégier les programmes de recherche qui portent sur toute la durée d'utilisation d'un site, et qui recourent à l'ensemble des sources disponibles (matérielles, textuelles et iconographiques).
- Privilégier les approches multiscalaires prenant en compte l'insertion de l'édifice dans des réseaux.
- Favoriser les approches transversales contribuant à une meilleure connaissance des sociétés « productrices » des édifices de culte chrétien.
- Privilégier les questionnements sur l'organisation et les usages de l'espace religieux, sans perdre de vue que l'espace monastique peut regrouper, outre des fonctions religieuses, funéraires, d'accueil ou de soin, des fonctions artisanales qui demeurent encore très mal connues.
- Privilégier les questionnements mettant l'accent sur la manière dont l'édifice de culte exprime hiérarchies et pouvoirs.
- Soutenir les questionnements relatifs aux pratiques liturgiques et à leur expression matérielle.
- Privilégier les enquêtes portées par des équipes pluridisciplinaires fortement intégrées.
- Conforter les travaux s'intéressant aux communautés monastiques jusque-là peu étudiées.
- Privilégier les projets permettant de rendre accessible, de façon rapidement actualisable, le corpus des sites issus des travaux d'archéologie préventive.
- Soutenir l'intérêt grandissant pour les matériaux de construction et leur mise en œuvre.

Axe 9**Le phénomène urbain**

- Définir de nouvelles stratégies d'intervention en milieu urbain et inciter au développement des recherches programmées dans ce domaine.
- Encourager l'essor de l'archéologie du bâti urbain et de ses équipements par une politique d'instruction plus systématique des travaux de réhabilitation des immeubles anciens.
- Accroître l'accompagnement ou le suivi des travaux de voirie qui échappent trop souvent à la recherche archéologique.
- Coordonner les données recensées sur les villes et la politique d'aménagement urbain.
- Réfléchir aux moyens de donner une meilleure lisibilité aux travaux de recherche portant sur les villes et d'en favoriser l'accès aux professionnels concernés, urbanistes, architectes, aménageurs ou encore élus.

- Multiplier les études paléoenvironnementales pour une meilleure compréhension du processus de formation et d'évolution des tissus anciens.
- Favoriser les études des dynamiques sur la longue durée, indispensables pour saisir les modalités et le rythme des transformations d'une ville, pour mettre en évidence des continuités ou, à l'inverse, des ruptures dans sa composition urbaine.
- Dynamiser la recherche sur la ville du haut Moyen Âge.
- Dynamiser la recherche sur les grands travaux d'urbanisme des XVIII^e et XIX^e siècles.
- S'émanciper des éléments monumentaux et porter l'attention sur les espaces vierges, sous-occupés, en friches, cultivés... qui font partie du contexte urbain.
- Encourager l'élargissement des approches spatiales du monde urbain, en modifiant les échelles d'approches afin de recomposer de larges pans du paysage péri-urbain, essentiel dans des visions d'ensemble.

Axe 10**Espace rural, peuplement et productions agricoles aux époques gallo-romaine, médiévale et moderne**

- Appréhender l'archéologie de l'espace rural sous l'angle de l'aménagement des milieux par les sociétés et les pratiques sociales qui en découlent.
- Rendre à l'étude de la culture matérielle son objectif initial, celui de la reconnaissance des pratiques sociales; encourager et redynamiser l'étude de la culture matérielle et l'histoire des techniques actuellement délaissées.
- Développer une meilleure caractérisation des vestiges immobiliers et mobiliers découverts en fouille et faire ressortir les singularités des sites.
- Favoriser les fouilles exhaustives, dans le cadre de l'archéologie programmée, d'établissements à vocation agricole du second Moyen Âge et de l'époque moderne, susceptibles de restituer une image plus précise des différents niveaux de la paysannerie.
- Mobiliser tous les types de sources documentaires : structures et sédiments, écofacts et artefacts, documentation écrite, iconographique et planimétrique.
- Favoriser les recherches visant à étudier les réseaux d'exploitation alimentant des circuits commerciaux à diverses échelles, dans toute leur complémentarité.
- Favoriser les approches environnementales permettant d'analyser les établissements ruraux dans leur milieu.
- Renforcer les études concernant l'archéologie agraire et la caractérisation des productions des établissements ruraux, dont on cherche, par la fouille, à comprendre le rôle et la fonction dans un système économique productif.
- Développer les champs d'investigation peu explorés comme celui des activités halieutiques et de l'exploitation des zones littorales.
- Favoriser les recherches sur la formation des villages et leur évolution.

Axe 11

Les constructions élitaires, fortifiées ou non, du début du haut Moyen Âge à la période moderne

- Favoriser les études sur la genèse et le développement des palais laïcs et/ou ecclésiastiques, résidences et fortifications de la période mérovingienne à la fin de la période carolingienne.
- Développer les recherches sur la demeure noble à l'époque moderne.
- Développer la thématique sur les petites élites en milieu rural ou urbain durant le Moyen Âge : morphologie, fonction culturelle, symbolique, sociale et politique.
- Soutenir les recherches portant sur la fonction, la morphologie et l'articulation des « enclos » ou « enceintes des sites castraux » des ^{x^e}-^{xvii^e} siècles, qui peuvent concerner des basses-cours à fonction artisanale ou domestique, des quartiers de milice castrale ou de seigneurs, des habitats lignagers fortifiés, des villages, parcs de chasse...
- Favoriser les études sur la notion d'enceinte et son expression matérialisée : enceinte urbaine, enceinte villageoise, frontière fortifiée comme mode d'expression d'un pouvoir ou comme « simple » objet architectural...
- Favoriser les approches diachroniques de l'analyse paysagère de l'environnement des constructions élitaires et des espaces paysagers localisés à leurs abords ; sur ce thème, il conviendra de porter une attention accrue aux secteurs des enceintes urbaines et d'y inclure des éléments symboliques et économiques (pigeonniers, garennes, viviers, jardins, parcs de chasse...) mais aussi l'ensemble des travaux hydrauliques, longtemps demeurés sous-évalués.
- Constituer des catalogues de référence des mobiliers découverts dans les sites fouillés afin de mieux distinguer, par une approche plus systémique, l'expression mobilière du mode de vie élitair en opposition – ou non – à celui de la société paysanne.

Axe 12

Mines et matériaux associés

- Aborder le sujet des mines et des matériaux associés en y intégrant, outre les questions de sécurité, des problématiques spécifiques pour chaque type de matériau, avec leur chaîne opératoire particulière, afin d'éviter toute confusion.
- Renforcer des opérations de terrain par l'intervention de spécialistes des matériaux sur les lieux miniers mais également sur les lieux de travail des matériaux (ateliers) ou de dépôt de produits manufacturés issus de la matière première concernée.
- Privilégier certains prélèvements *in situ* pour les vestiges mobiliers (micro-fragments pour études en laboratoire) pour bénéficier des informations directes sur leur contexte, qui permettent de combiner études en laboratoire, conservation et restauration éventuelle.

- Développer les programmes d'archéométrie dans une perspective historique (histoire des techniques et histoire des sociétés) et non pas uniquement de science des matériaux.
- Promouvoir les connaissances et les formations sur les spécificités des métaux, trop peu nombreuses, auprès des étudiants en archéologie (formation initiale) ou dans le cadre de la formation continue.
- Privilégier les études en laboratoire sur des prélèvements (fragment et non poudre) permettant de combiner tous les types d'examen (en évitant les analyses d'altération du matériau), plutôt que des analyses de surface ne portant aucune atteinte à l'objet, sauf si la priorité est accordée à une préservation de l'intégrité du vestige/objet pour des raisons muséographiques.
- Limiter les expérimentations à des problématiques scientifiques claires et y intégrer des estimations quantitatives et qualitatives sur les gestes, temps d'actions, processus...
- Développer des méthodes de restitution innovantes des lieux d'extraction des matières premières, des lieux de travail, allant même jusqu'à celle de productions altérées et lacunaires.

Axe 13

Aménagements portuaires et commerce

- Inciter les recherches sur les zones littorales et les fleuves en prenant en compte l'enjeu patrimonial de ces sites soumis à forte érosion mais aussi à des aménagements qui risquent de les faire disparaître.
- Apporter un soutien particulier aux équipes pluridisciplinaires en capacité de travailler de manière complémentaire dans des milieux différents : terrestre, sous-marin, subaquatique, palustre.
- Favoriser le développement d'une méthodologie évolutive et exploratoire tenant compte des spécificités de ces milieux.
- Inciter le développement de recherches programmées s'appuyant sur les approches spatiales et l'étude de dynamiques sur le temps long et notamment des interactions homme/milieu.
- Faire une estimation quantitative et qualitative, avant prélèvement, des mobiliers en provenance de zones humides et prévoir des mesures de préservation et de stockage adaptées sur le long terme.
- Développer les études globales sur les mobiliers et notamment sur les ensembles conséquents issus des fouilles subaquatiques et sous-marines.

Axe 14

L'archéologie des périodes moderne et contemporaine

- Encourager une meilleure reconnaissance et identification des vestiges modernes et contemporains par des politiques de relevés et d'enregistrements plus systématiques dans tous les domaines (funéraires, espaces urbains, ruraux, artisanaux ou industriels).

- Favoriser une archéologie des pratiques agraires modernes et contemporaines et ne pas limiter les études bioarchéologiques à des époques anciennes.
- Encourager le développement des sciences de l'environnement qui doivent jouer un rôle majeur dans la reconnaissance des changements culturels, économiques et sociaux qui affectent les campagnes de ces périodes.
- Encourager les recherches sur la diversité des formes de l'habitat rural paysan.
- Encourager l'étude de la lecture des espaces à petite échelle, celle du territoire, *via* l'archéogéographie, favorisée par l'abondance de la documentation planimétrique et cartographique à partir du XVI^e siècle.
- Favoriser les recherches sur la dynamique des espaces sociaux sur la longue durée.
- Encourager le développement d'une archéologie sur le bâti qui, comme pour les périodes précédentes, pâtit d'un déficit chronique de prise en compte dans les programmes de restauration et de réhabilitation des bâtiments civils ou religieux. Encourager les prescriptions en matière d'archéologie sur le bâti.
- Encourager les études fondées sur la confrontation de l'ensemble des sources disponibles (sources écrites, archéologiques, planimétriques...) et inscrire la réflexion dans une véritable démarche analytique des sources confrontées les unes aux autres.
- Encourager l'étude et la construction de référentiels typochronologiques pour ces périodes et permettant de mettre en lumière et en discours une culture matérielle mal connue. Encourager la formation de spécialistes sur les études de mobilier dont le nombre est encore trop insuffisant.
- Poursuivre les études d'archéologie funéraire afin d'accroître la connaissance des ensembles et pratiques funéraires, en intégrant les approches anthropo-biologiques les plus actuelles (ADN, isotopes stables).
- Systématiser l'étude des manifestations symboliques (inventaires et relevés des pétroglyphes, analyse des décors, céramiques et parures).
- Affirmer, pour Mayotte, le cadre chronoculturel de l'occupation humaine antérieure au protectorat français (VIII^e-XIX^e siècles) à l'échelle de l'océan Indien occidental (aire culturelle swahili).
- Favoriser les approches permettant d'établir des référentiels des productions matérielles pour les grandes phases historiques des Comores (travail sur les productions céramiques locales : ateliers, ensembles clos).
- Développer une meilleure caractérisation des vestiges immobiliers (habitats, mosquées, édifices funéraires).
- Poursuivre les recherches sur les ensembles funéraires.
- Intégrer, pour l'archéologie de l'Outre-Mer moderne et contemporain, comme pour toute archéologie des périodes récentes, les sources textuelles et archivistiques aux travaux de recherche sur le terrain.
- Privilégier les études permettant de mettre en évidence la structuration des territoires coloniaux : structuration de l'habitat et des implantations agricoles ou agro-manufacturères, ou encore des établissements industriels (type chauteries ou poteries), voies de communication.
- Préciser les modalités d'occupation des reliefs aussi bien à la Réunion que dans les îles antillaises.
- Développer la recherche sur l'histoire urbaine coloniale, la formation et l'évolution des noyaux urbains intégrant l'étude des mouillages et des ports avec une approche conjointe terrestre et sous-marine.
- Approfondir la connaissance des défenses côtières (répartition, architecture, chronologie) et encourager leur localisation systématique et leur caractérisation.
- Promouvoir les recherches, dans le domaine de l'économie et de la société d'habitation, sur la caractérisation des unités de production de toutes échelles, depuis les exploitations les plus modestes aux « habitations » et sous tous ses aspects (habitats, installations de production et de transformation). En Guyane, l'étude du patrimoine industriel des habitations de la fin du XVIII^e et du XIX^e siècles doit être entreprise de façon urgente.
- Approfondir l'étude des productions céramique et de terre cuite architecturale (fouilles d'ateliers, études de corpus de production).
- Intensifier les recherches portant sur la population servile, composante majeure de la société d'habitation, à travers l'étude des habitats, de l'équipement domestique et des ressources alimentaires, des productions céramiques spécifiques et des ensembles funéraires. En corollaire, les approches sur le marronnage initiées à la Réunion devraient être développées également aux Petites Antilles et à la Guyane.
- Favoriser les recherches sur l'impact de l'abolition de l'esclavage sur l'organisation des habitations et, en Guyane, le développement du baigne.

Axe 15

Archéologie d'Outre-Mer

- Préciser les conditions environnementales qui ont présidé aux premières occupations humaines et influencé les choix d'implantation des sociétés précolombiennes. Favoriser les programmes de recherche sur l'état des lieux relatif à la faune et la flore avant les premières présences humaines et sur l'introduction des premiers cultigènes.
- Poursuivre la construction du cadre chronoculturel des sociétés précolombiennes à l'échelle de chaque territoire et aussi à l'échelle macro-régionale (ensemble de l'archipel antillais, espace continental du nord du Brésil à l'est du Venezuela). Favoriser les recherches permettant de mesurer l'intensité et les mécanismes des interactions et de mobilité des groupes de l'archipel et avec les groupes continentaux (matières premières, technologie lithique et céramique, manifestations symboliques et parures).
- Favoriser les approches visant à comprendre l'organisation de l'habitat et des sites spécialisés, à différentes échelles : de l'étude intrasite aux études micro-régionale, régionale et macro-régionale.

Axes de la programmation nationale de la recherche archéologique

Axe 1



Vue générale du site paléolithique côtier du Rozel, Le Pou (Manche).
Fouille Dominique Cliquet, 2014 (cliché D. Cliquet, DRAC-SRA Normandie).

Le Paléolithique ancien et moyen

La Préhistoire ancienne du territoire national ne peut aujourd'hui s'appréhender et se comprendre que dans une perspective européenne, sans perdre de vue l'arrière-plan eurasiatique et eurafricain des dynamiques de dispersion des différentes espèces humaines. L'archéologie, programmée comme préventive, contribue, en proportions variables selon les régions, à la déconstruction-reconstruction des hypothèses et paradigmes concernant cette première époque de la « Préhistoire nationale ».

Bilan et enjeux

La recherche sur le Paléolithique ancien et moyen a longtemps été une histoire de grottes ou d'abris sous roche et de gisements de plein air choisis, fouillés dans un contexte d'archéologie programmée dans lequel les différentes régions du Sud de la France (Aquitaine, Midi-Pyrénées, Languedoc-Roussillon, Provence-Côte d'Azur-Corse, Rhône-Alpes) et du Nord (Picardie, Nord-Pas-de-Calais) ont longtemps joué un rôle pilote, renforcé par quelques implantations universitaires spécialisées dans ce domaine (Bordeaux, Aix-Marseille, Lille) et par la délocalisation saisonnière d'équipes parisiennes. La Préhistoire ancienne nationale a donc été construite, jusqu'au début des années 1990, sur ces bases inégales du point de vue territorial. Les fouilles étaient alors de superficies restreintes et visaient à l'établissement de la chronologie, à la reconstruction des environnements et la caractérisation technologique et surtout typologique des ensembles lithiques.

La découverte des gisements de Biache-Saint-Vaast (Pas-de-Calais), en 1976, et de Seclin (Nord), en 1977, a conduit aux premières fouilles de « sauvetage » (comme on disait alors) de vaste ampleur sur des gisements du Paléolithique moyen dans le Nord de la France. Ces deux interventions furent plutôt assimilables à des fouilles programmées, car elles s'étalèrent sur plusieurs années avec

des moyens financiers modestes. Elles illustrent cependant une démarche préventive pionnière et sont à l'origine de la fouille du site de Rencourt-les-Bapaume (Pas-de-Calais) en 1989, qui fut repéré sur une superficie d'un hectare sur le tracé du TGV Nord.

L'essor de l'archéologie préventive au début des années 1990 a permis une autre approche, complémentaire de celle des opérations programmées. La mise en place d'une méthodologie d'intervention (sur des sites de plein air conservés sur de grandes surfaces) et d'une politique de recherches sur la Préhistoire ancienne en archéologie préventive a mis un certain temps à s'imposer, non sans heurts. Sans surprise, ce type de fouille s'est surtout développé dans des régions où existait une forte tradition de recherche en archéologie programmée (Nord et Sud-Ouest de la France). Les exemples des fouilles réalisées à partir de la fin des années 1980 sur les tracés des autoroutes A5, dans le nord de la Bourgogne, et A16 en Picardie, eux-mêmes directement inspirés de l'opération de Rencourt-les-Bapaume, sont le résultat d'une démarche où les données géomorphologiques conditionnèrent la localisation des sondages profonds dans la recherche de sites préhistoriques enfouis et conservés en profondeur. Les fouilles furent réalisées sur des superficies considérables, à la pelle hydraulique sur les surfaces les moins denses et manuellement, de façon classique, dans les zones les plus denses. Par la suite, ces méthodes furent appliquées dans d'autres régions, comme sur l'autoroute A89 en Dordogne à la fin des années 1990.

Ces fouilles ont permis une nouvelle perception des sites paléolithiques dont l'extension atteint plusieurs milliers de mètres carrés. Leur cadre géomorphologique et pédostratigraphique a été appréhendé à partir de stratigraphies établies sur des longueurs et des puissances rarement atteintes auparavant (sondages profonds). La chronologie des occupations a été affinée à partir de ces nombreuses séquences et de la

multiplication des datations absolues réalisées, en parallèle avec celles obtenues directement sur le matériel archéologique. Après une vingtaine d'années d'archéologie préventive, grâce à l'acquisition d'une documentation jusqu'alors quasi inexistante dans certaines régions sur les occupations de plein air, un cadre chronostratigraphique plus fiable a ainsi été élaboré dans plusieurs régions, renforçant celui fourni par les cavités et permettant de comparer les types d'habitats.

Ces fouilles de grande superficie ont également apporté de nouvelles données sur le fonctionnement interne des gisements de plein air. Des structures d'habitats ont été mises en évidence sur un site (La Folie à Poitiers [Vienne]), alors que de nombreux autres ont confirmé une structuration latente de l'espace autour de foyers (Therdonne, Beauvais [Oise]) ou d'amas de débitage (Bettencourt-Saint-Ouen [Somme], La Doline de Cantalouette 2 [Creuse, Dordogne], Champs de Bossuet [Gironde]). La question de la gestion des territoires et des relations intersites a été alimentée dans le Sud-Ouest, par exemple, sous des aspects techno-économiques (circulation des matières premières et ramification des chaînes opératoires). Les identités culturelles des groupes du Paléolithique ancien et moyen ont elles aussi été précisées sur base des études typologiques et technologiques de nombreux ensembles lithiques. Les résultats diffèrent bien sûr selon les régions.

La détection des sites du Paléolithique ancien et moyen de plein air reste encore aujourd'hui effectuée de façon systématique par quelques équipes pluridisciplinaires seulement, en quelques régions du territoire national. À côté des régions « traditionnelles » du Nord et du Sud-Ouest de la France, cette approche particulière des sites paléolithiques s'est développée dans de nouvelles aires géographiques. Les opérations récemment réalisées dans les régions Poitou-Charentes et Île-de-France, par exemple, ont permis de combler quelques vides dans des territoires encore assez peu connus de ce point de vue. Il apparaît clairement que toutes les régions ne sont pas traitées de manière égale, aboutissant à une situation générale hétérogène.

D'une manière générale, sans surprise, on découvre de la Préhistoire là où il y a des préhistoriens!

Dans les services régionaux de l'archéologie, les agents susceptibles de prescrire spécifiquement sur les périodes paléolithiques sont encore trop peu nombreux. Au sein des opérateurs du pôle public de l'archéologie, Inrap et services archéologiques des collectivités territoriales, les agents en mesure de détecter de tels gisements lors d'opération de diagnostic et d'en estimer l'intérêt et les degrés de préservation restent également en sous-effectif. La solution idéale serait de sensibiliser l'ensemble des agents concernés aux modalités de conservation, de détection et de fouille des sites du Paléolithique.

Pour pérenniser cet aspect de la recherche, il serait souhaitable que l'ensemble des formations universitaires intègrent des enseignements de Préhistoire ainsi que les connaissances théoriques en sciences de la Terre qui leur sont nécessairement associées. Les contextes géologiques sont évidemment très diversifiés selon les régions et conditionnent les modalités de détection des sites paléolithiques. Celles-ci ne sont pas les mêmes, par exemple, dans le Sud-Est du territoire, où chaque bassin-versant est différent, où les espaces sont compartimentés et où les sites paléolithiques sont souvent enfouis

à de très grandes profondeurs et donc presque inaccessibles lors de travaux classiques, ou bien dans le Nord de la France où la couverture loessique est homogène, et les compétences en la matière ne sont pas immédiatement transposables d'un domaine géographique à un autre.

La réalisation de sondages systématiques par des équipes spécialisées (intégrant les différentes compétences dans les domaines paléoenvironnementaux et archéologiques) pourrait déboucher à long terme, au sein d'une même région naturelle, sur une connaissance cartographique des formations superficielles et des ensembles lithiques qu'elles contiennent. Des sondages, qui ont permis d'identifier des niveaux archéologiques en place et dont la chronologie a pu être établie, ne sont pas toujours suivis d'une fouille préventive ou programmée. Ils complètent cependant de façon évidente les données issues des fouilles et donnent une meilleure image de la fréquentation (en termes de densité) d'un territoire par les groupes humains durant les différentes phases du Pléistocène.

Sous-axes et préconisations

Les anciens programmes¹ avaient été établis en leur temps, au moins par référence à des critères paléo-anthropologiques relatifs aux seuls Néandertaliens et premiers Hommes modernes. Cependant, de rares indices plus anciens mis au jour sur le territoire national, pour certains toujours discutables, traduisent peut-être la présence de forme(s) d'homininé(s) plus ancienne(s) si l'on accepte les témoignages paléo-anthropologiques très anciens découverts sur le territoire espagnol. Ils invitent donc à faire évoluer les approches et les travaux de recherche.

Par ailleurs, les opérations archéologiques sont très largement fondées sur des témoins matériels et, tout en restant sur un découpage chronologique et thématique qui semble judicieux, il semble opportun d'abandonner les seuls critères d'humanités pour fonder le découpage programmatique et de réintroduire les « cultures » au cœur de la réflexion sur la Préhistoire ancienne. Au moment où la distance biologique et comportementale entre Néandertaliens et Hommes modernes se rétrécit significativement, il serait, par ailleurs, inutilement discriminant de persister à réserver le terme de « culture » aux seules expressions du Paléolithique supérieur et par conséquent aux seuls hommes modernes.

De nouvelles propositions sont faites, en gardant à l'esprit que, d'une part, dans le cadre des opérations programmées peu nombreuses, il ne convient sans doute pas de multiplier les sous-programmes et que, d'autre part, cette répartition est également pertinente pour l'archéologie préventive et donc exprime des priorités partagées concernant le Paléolithique ancien et moyen.

Gisements paléontologiques, avec ou sans indices de présence humaine

Tant en archéologie préventive que programmée, il convient de favoriser les interventions sur les gisements paléonto-

¹ En particulier les programmes 1 à 4.

logiques (et donc de maintenir l'obligation de demande d'autorisation spécifique pour les opérations programmées les concernant). Ces sites sont essentiels pour la caractérisation des paléoenvironnements préhistoriques et l'éventualité de découvrir de très anciens témoins de présence humaine.

Ils permettent en effet :

- d'affiner les modélisations taphonomiques sous différents aspects : processus d'accumulation et de modification par des agents biologiques, processus naturels de vieillissement des taphocénoses... ;
- de recueillir des restes anciens de la lignée humaine au sein de repaires de carnivores ;
- de mettre en évidence de possibles interventions humaines sur des accumulations préexistantes ou en tant que responsables des accumulations ; cet aspect dépasse la seule recherche de premiers indices de présence humaine et s'entend dans la diachronie (partages hommes-carnivores...) ; cela offre également des clefs de compréhension de l'accès par les paléolithiques aux espaces souterrains.

Premiers indices de présence humaine et premières cultures paléolithiques (non acheuléennes) ; émergence, développement et disparition de l'Acheuléen *stricto sensu*²

Bien que totalement empirique, l'assimilation, il y a près de trois millions d'années, de phénomènes aussi complexes que ceux de la fracturation intentionnelle d'une sélection de roches dures par les pionniers de la taille, a rendu le détachement de l'éclat reproductible à volonté, puis déclinable sous des formes de mieux en mieux contrôlées. Quand la simple utilisation d'outils de pierre de nature et de forme *quelconque* est mise en regard d'une production organisée d'éclats ou d'objets façonnés, la capacité à utiliser des roches et des outils naturels rigoureusement sélectionnés pour créer des outils pierre non-naturels s'impose toujours comme le critère discriminant de l'hominisation. D'après les données fiables actuellement disponibles, il semble que ce seuil ait été franchi il y a environ trois millions d'années. À partir de deux millions d'années, les sites se multiplient en même temps que leur charge technologique se diversifie et se complexifie, tandis que leur aire de distribution géographique s'étend de manière considérable.

L'étude technologique des premiers ensembles lithiques montre que la conceptualisation d'une succession de gestes techniques, aussi basique soit-elle, dans le but d'obtenir certains produits de taille a, à chaque fois, anticipé la maîtrise des gestes techniques nécessaires à sa matérialisation ou bien encore, a pu être le facteur déclenchant d'une innovation technologique majeure. Les études conduites sur les très nombreux et majoritairement riches ensembles lithiques plio-pléistocènes mis au jour de l'Éthiopie à l'Afrique du Sud montrent bien que l'on ne peut désormais plus fonctionner en se référant à un postulat aussi simpliste que celui selon lequel, plus un ensemble lithique est ancien, moins les élé-

ments qui le composent sont nombreux et plus ils sont difficiles à interpréter sur le plan technologique. Sur le territoire national, les objets les plus anciens qui nous sont proposés sont encore trop souvent abordés selon ce point de vue et sont ainsi depuis plusieurs dizaines d'années à l'origine de débats, pour ne pas dire de polémiques, récurrents. Ils sont souvent découverts en association plus ou moins bien établie avec des ensembles paléontologiques, le plus souvent en domaine karstique.

Il convient donc de renforcer les expertises portant sur les séries lithiques anciennes réputées d'origine anthropique (question géofacts *versus* artefacts), découvertes en contexte préventif ou programmé, et de préciser les modalités de mise en place et de préservation de ces vestiges ténus des premiers indices de présence paléolithique.

Les recherches menées depuis quinze ans et le développement conjoint des méthodes de datation ont sensiblement modifié le paysage et la chronologie des premiers moments du Paléolithique européen avéré. Bien que les matières premières utilisées soient parfois de lecture difficile et compliquent le diagnostic des documents les plus anciens, ceux-ci se répartissent en deux grandes catégories : des sites livrant des assemblages à technologie simple et sans production bifaciale et d'autres contenant des séries avec présence de production bifaciale et rassemblées sous la dénomination « Acheuléen », au sens de la région « classique » du Nord-Ouest de la France. S'insèrent dans cette dichotomie des séries originales comme « l'Acheuléen pyrénéo-garonnais », pour lequel certains auteurs avancent une filiation avec des techno-complexes ibériques ayant une possible origine nord-africaine.

La question des apports africains sur un substrat européen antérieur est un élément du débat et ce sont les datations numériques et la biostratigraphie qui doivent désormais apporter des éléments de réponse. Malheureusement, les conditions de préservation des vestiges (osseux en particulier) s'opposent souvent à cette démarche et la mise en œuvre des datations se révèle compliquée, tant en plein air que dans les grottes et abris.

Se greffe, *in fine*, la question de l'émergence du Paléolithique moyen à partir de ces différents substrats potentiels. En l'état actuel des recherches, les premières manifestations de cette période sont associées à celles de l'apparition du débitage Levallois, à la fin du stade isotopique 9 ou au début du stade 8. Dès le début, les principaux systèmes de productions lithiques (débitage Levallois, production de pointes, débitage laminaire...) apparaissent parfaitement maîtrisés du point de vue des techniques. Il est pour l'instant difficile de savoir si ces industries s'ancrent sur un substrat acheuléen ou si elles sont le témoin d'une émergence indépendante. Mais ces changements semblent toutefois refléter de profondes modifications cognitives, voire sociales et territoriales.

Au vu du relativement faible nombre de sites alimentant cette problématique, il paraît judicieux de conserver un programme très large et foncièrement diachrone, dans lequel pourraient se décliner quelques alinéas sur des critères géographiques, chronologiques, techniques, possiblement combinés et en évitant soigneusement les vocables « modes 1, 2... », simplificateurs à outrance et sans réel contenu technique. De même, on conçoit qu'une relative

2 Anciennement programme 2 : « Les premières occupations paléolithiques (contemporaines ou antérieures au stade isotopique 9 ; ≥ 300 000 ans). »

indigence de documentation puisse raisonnablement s'opposer dans certains cas à l'utilisation du terme « culture ».

On retiendra néanmoins pour le moment trois sous-axes « culturels » suivants :

- premiers indices ;
- cultures non acheuléennes ;
- cultures acheuléennes.

Cultures du Paléolithique moyen : émergence, développement et disparition³

L'étude du Paléolithique moyen ouest européen a bénéficié, ces dernières années, d'un apport conséquent de données. Les nombreuses opérations de terrain (fouilles préventives et programmées) et les projets de recherche fédérateurs (ACR, PCR) ont été un catalyseur de progrès décisifs concernant la dynamique de peuplement néandertalien en Europe occidentale : définition des techno-complexes lithiques, identification des types de gestion et de mobilité dans les territoires, singularités pédostratigraphiques et différences paléoclimatiques entre les territoires, calage chronologique et développement des datations.

Cependant, soixante ans après sa définition, la signification de la variabilité moustérienne du Sud-Ouest de l'Europe, et particulièrement sur le territoire aquitain, constitue encore une question d'actualité, bien que souvent très inféodée à la région. Face, par exemple, aux techno-complexes lithiques du Paléolithique supérieur du Sud-Ouest de la France diversifiés mais obéissant à un ordonnancement chronologique, la variabilité moustérienne peut dérouter par le caractère itératif de ses industries lithiques tout au long du Paléolithique moyen. Dans ce registre, le renouvellement méthodologique récent des études lithiques a modifié notre perception de la variabilité moustérienne en Aquitaine, en permettant notamment d'appréhender autrement la diversité et l'organisation archéostratigraphique des systèmes de production lithique.

Ces systèmes – Levallois, Quina, laminaire, discoïde(s) varié(s) ou bifacial, pour l'essentiel – renvoient à des registres de savoir-faire ayant valeur de grandes « traditions techniques » se perpétuant, sur le long terme, par transmission des chaînes opératoires. Face à ce constat, l'un des enjeux actuel est d'accentuer la recherche sur les traditions techniques constituant des « marqueurs » géographiques et chronologiques, d'appréhender (ou de préciser) les modèles d'organisation techno-économiques des groupes de chasseurs-cueilleurs moustériens porteurs de ces traditions et de mettre en évidence les différences régionales.

Dépassant la classification des industries moustériennes établies par François Bordes, les recherches sont actuellement axées sur la définition de ces techno-complexes moustériens, en considérant les chaînes opératoires dans leur globalité, ce qui tend à réduire les différences entre le Nord et le Sud du territoire national et entre l'Ouest et l'Est.

Il est désormais important de soutenir les études technologiques, non seulement pour les corpus mis au jour récemment mais également pour les séries anciennes offrant un

minimum d'intégrité, dans le but de dégager les caractéristiques stylistiques et culturelles des « groupes », si ces derniers existent.

Il paraît donc judicieux de conserver un programme très large et diachrone, dans lequel pourraient peut-être se décliner les aires d'extensions culturelles, chronologiques et géographiques de différents techno-complexes au lieu de séparer des alinéas sur une seule base chronologique.

Il serait intéressant de tendre vers un intitulé qui permette en outre de traiter, par exemple, du Châtelperronien et de la question de la « transition » sans recourir à un programme spécifique et la distinction de trois sous-axes de nature chronologique :

- l'émergence du Paléolithique moyen ;
- les cultures du Paléolithique moyen ancien (\geq MIS 5) ;
- les cultures du Paléolithique moyen récent et final (\leq MIS 5).

Les sites à enregistrement interglaciaires et/ou interstadiers

Ce domaine particulier de recherche est à présent bien identifié et doit faire l'objet d'un fort investissement dans le futur.

Durant l'ensemble du Pléistocène, les pressions climatiques et environnementales ont influencé les modalités de peuplement du territoire et semblent déterminer en grande partie la colonisation du continent européen. Cependant, en l'état actuel de la recherche, les périodes glaciaires (incluant surtout les phases de début de glaciations et les phases tardiglaciaires) sont mieux documentées que les phases interglaciaires *stricto sensu* mais donnent une fausse idée des contextes et des densités d'occupation. Ce phénomène est lié à la faible préservation des dépôts interglaciaires, voire interstadiers, et donc des niveaux archéologiques qu'ils contiennent.

En contexte karstique, ils sont difficiles à mettre en évidence et à individualiser, en l'absence de datations absolues, dont il faut considérer les marges d'erreur. En contexte de plein air, les horizons de surface des sols interglaciaires ont été érodés, et les niveaux archéologiques qui leur sont contemporains ont donc été démantelés. L'un des axes de la recherche semble donc devoir être orienté vers les contextes fluviatiles calcaires et plus particulièrement vers les sédiments alluviaux fins (limons, sables, tufs...). Lorsqu'ils sont conservés, ceux-ci peuvent avoir protégé des niveaux paléolithiques de façon optimale. L'enregistrement de l'évolution des paléoenvironnements dans les sédiments permet un calage plus fin que les dates. L'une des principales difficultés réside en la mise en évidence de ces contextes, car ces sédiments ont souvent été érodés lors des crises de péjoration climatique. De ce fait, les superficies sur lesquelles ces sédiments ont été conservés sont relativement restreintes à l'échelle d'une vallée ou d'un bassin-versant.

Découvert en 1976, le gisement de Bache-Saint-Vaast a ainsi longtemps fait figure d'exception, avec des niveaux archéologiques préservés en contexte fluviatile et attribués au stade isotopique 7 ayant livré deux crânes humains. En l'état actuel de la recherche, les stades 11 et 5e semblent être les mieux représentés dans les systèmes fluviatiles du Nord du territoire. Ainsi, des recherches récentes ont permis la mise en évidence de sédiments interglaciaires dont certains

³ Les peuplements néandertaliens *largo sensu* (stades isotopiques 8 à 4 : 300 000 à 40 000 ans ; Paléolithique moyen *largo sensu*).

ont livré des traces d'occupations humaines (La Celle-sur-Seine [Seine-et-Marne] et Saint-Pierre-les-Elbeuf [Seine-Maritime], stade isotopique 11 ; Caours [Somme] et Waziers [Nord], stade isotopique 5e).

D'un point de vue biostratigraphique, ces sites permettent une reconstitution fiable et fine des paléoenvironnements, avec la possible conservation de restes fauniques, anthracologiques, voire ligneux ou de petits végétaux. Les modalités de dépôts, non perturbantes, sont favorables à la préservation des vestiges archéologiques et à l'interprétation de leur répartition au sol, et donc à la reconstitution des modes de vies et des environnements des Néandertaliens et de leurs prédécesseurs.

D'autres séquences interglaciaires n'ayant pas (encore?) livré de vestiges archéologiques ont été (re)découvertes ces dernières années (Carrière Carpentier à Abbeville [Somme], stade isotopique 15 et Arrest [Somme], stade isotopique 11 ; Changis-sur-Marne [Seine-et-Marne], stade isotopique 7 ; Resson [Meuse], stade isotopique 5 ; Condat [Cantal]), stade isotopique 5). Elles participent néanmoins à la reconstitution globale des paléoenvironnements des anciens hominins.

La rareté des occupations d'âge interglaciaire semble être un constat sur l'ensemble du territoire métropolitain, pour des raisons qui peuvent être différentes, à des degrés divers, selon les régions (surtout taphonomiques au nord du territoire? dues à une fréquentation humaine moindre dans le Sud-Ouest? ou encore à la non-reconnaissance de tels dépôts dans les séquences favorables). Le constat actuel est donc celui d'une vision trop partielle des phases interglaciaires du Pléistocène. Il apparaît essentiel de les documenter afin d'avoir une vision exhaustive des modalités de peuplement du territoire français durant le Quaternaire, ce qui justifie une intégration de cet axe de recherche au sein de la programmation nationale.

Chronologies, méthodes et référentiels pour le Paléolithique

Ce programme, transversal et diachrone, est principalement fondé sur les approches naturalistes au sens large. Il pourrait tout à fait alimenter des PCR, des travaux sur corpus..., et est destiné à renforcer ou faire émerger des thématiques et à répondre à des besoins partagés concernant la Préhistoire ancienne : chronologies, méthodologies, nouveaux champs analytiques (isotopes, par exemple), révision des référentiels géologiques (réévaluation des processus cyogéniques, enregistrement d'événements exceptionnels par l'étude de nouveaux géomarqueurs tels les nanno polymères et les graphènes, par exemple), géomatériaux, géofacts, expérimentations diverses et établissement de référentiels « taphonomiques ».

Tenant pour acquis qu'un axe transversal diachrone « plus archéologique » sera consacré aux modèles territoriaux, plusieurs champs analytiques sont identifiés et doivent être fortement soutenus.

La radiochronologie

La recherche se développe de façon parallèle (déconnectée) dans plusieurs régions du territoire (Sud-Ouest, vallée

du Rhône et Massif central, Nord-Ouest...), où la chronologie de l'occupation par différents groupes culturels est établie de façon indépendante. Les comparaisons entre ces différentes aires géographiques se fait essentiellement au sein des différents stades isotopiques. Les exigences actuelles de la recherche nécessitent une chronologie plus fine au niveau national. Il convient dès lors de mettre l'accent sur la multiplication des datations absolues conjointement sur le matériel archéologique et les sédiments, en parallèle avec les indispensables contrôles pédosédimentaires.

Les méthodes fournissant des estimations d'âges antérieurs à la limite de la couverture par le radiocarbone demandent à être soutenues en priorité et l'on imagine aisément ce que pourrait être un laboratoire national (une unité mixte de recherche [UMR]?) couvrant les besoins essentiels en matière de thermoluminescence (TL), de luminescence stimulée optiquement (LSO), de résonance paramagnétique électronique (RPE) couplée aux séries de l'Uranium, d'Uranium/Thorium (U/Th). Les équipes universitaires en charge de ces techniques ne peuvent aujourd'hui répondre à la totalité des besoins exprimés par les paléolithiciens et les expériences menées avec des laboratoires privés ou universitaires étrangers « de service » ne sont pas toujours très concluantes.

L'étude des géomatériaux

La nécessité de déterminer la provenance de la matière première ayant servi à la fabrication des outils de pierre est aussi ancienne que les premières recherches des préhistoriens au milieu du XIX^e siècle. Ce type de démarche est pourtant souvent biaisé du fait d'une connaissance imparfaite et incomplète du domaine minéral réellement exploité par les hommes préhistoriques. Des difficultés persistent en outre pour constituer, harmoniser, échanger et diffuser des bases de données utilisables par le plus grand nombre.

Les nouveaux protocoles mis au point permettent de définir des polarités dynamiques dans la distribution entre les types génétiques (gîtes primaires et sub-primaires) et les types géologiques (gîtes secondaires). Il devient ainsi possible de mieux identifier le domaine exploité par l'homme en identifiant les associations de stigmates propres à chaque formation, sur les objets archéologiques en silex. Cette approche pétro-archéologique renouvelée permet de cerner les zones exploitées au sein des parcours des différents géomatériaux. Une expérience concluante a été conduite ces dernières années dans le cadre du PCR « réseau de lithothèques en Rhône-Alpes-Auvergne » qui a su fédérer autour de lui les différentes approches conduites dans le sud du territoire national. Cette dynamique doit se poursuivre et déboucher par le haut sur une démarche nationale.

Le contrôle ou la révision du statut « taphonomique » des assemblages

L'approche du comportement des populations archéologiques se fonde aussi sur l'analyse spatiale des gisements. Cette approche ne peut – et ne doit – se faire que sur des gisements dont l'intégrité du matériel archéologique a pu être estimée par le biais d'un filtre taphonomique. Ce type

d'étude s'est considérablement développé ces dernières années et plusieurs référentiels ont été élaborés ou sont en cours de construction (cf., par exemple, les approches sur le rôle du gel dans la distribution des vestiges conduites dans une ACR puis réactivées dans un PCR). L'importance de ces démarches pour la connaissance des modes de vie des populations pléistocènes justifie leur intégration au sein de ce chapitre de la nouvelle programmation.

Les études fonctionnelles

Ce thème est en partie associé au précédent. Le constat est que ces approches, qu'elles concernent les macro-traces ou les micro-traces d'utilisation, ne sont pas suffisamment nombreuses sur l'ensemble du territoire national et que les spécialistes ne sont pas assez nombreux pour les différentes périodes du Pléistocène qui nécessitent de prendre en compte leurs aspects taphonomiques spécifiques. Elles sont pourtant indispensables à la compréhension des sites structurés et à la compréhension de l'utilisation des outillages et donc des stratégies de subsistance.

La révision des inventaires cartographiques des sites

Il faut enfin souligner, malgré les apports conséquents de l'archéologie préventive, la disparité qui demeure entre les inventaires de sites connus (Carte archéologique nationale) et la réalité du terrain. Si l'on se fonde pour certains départements ou régions sur la masse d'observations obtenues par une pratique relationnelle positive avec les amateurs (prospecteurs au sol, spéléologues...), les visions partielles d'occupation des territoires s'en trouvent parfois considérablement modifiées. Un effort de récolement de ces données est impératif.

Perspectives

S'il convient d'insister encore une fois sur la complémentarité des résultats apportés dans les cadres préventifs et programmés, les enregistrements ne sont toutefois pas toujours réalisés de manière équivalente et les effectifs des séries lithiques issues de l'archéologie préventive sont parfois faibles; on pointera en outre le manque fréquent de valeur ajoutée (faune) en contexte de plein air. Enfin, le domaine des grottes et abris reste encore, pour de multiples raisons (entre autres de faisabilité avec des moyens limités), l'apanage des recherches programmées, le plein air bénéficiant très largement du développement de l'archéologie préventive. De manière générale, tant en programmé qu'en préventif, la caractérisation optimale des paléoenvironnements et des géomatières n'est pas effective dans la totalité des cas, soulignant la nécessité d'un thème méthodologique *ad hoc* et la mise en place nationale d'une harmonisation de caractérisation et de porter à connaissance. Enfin, il manque encore une réflexion commune aux acteurs du programmé et du préventif sur la complémentarité entre sites de grottes et de plein air, même si l'amorce du dialogue s'opère dans quelques opérations intégrées dont une ANR franco-anglaise sur l'Acheuléen du Nord-Ouest de l'Europe.

Il serait délicat et contre-productif de proposer une programmation trop sélective tant les sites de la Préhistoire

ancienne sont rares et le champ chronologique considérable. Même dans sa phase récente, le pas de résolution chronologique reste conséquent et, sauf cas exceptionnel micro-régional, les modèles établis n'ont pas la portée de ceux que l'on peut construire pour la Préhistoire récente.

Pratiquement chaque site découvert en contexte préventif et présentant un potentiel informatif jugé suffisant par les CIRA est de nature à enrichir sensiblement les corpus et à modifier les données culturelles et les modèles régionaux. En miroir, l'exploitation programmée de sites généralement très stratifiés sur la longue durée apporte d'autres informations, car la fouille y est strictement manuelle et on y consacre en général plus de temps de recherche. Et même si les questionnements adaptés au rythme des financements de la recherche appellent aujourd'hui des réponses de mieux en mieux ciblées et sur le court terme, les opérations programmées permettent d'y répondre, de former les étudiants, de tester la pratique pluridisciplinaire et de nouvelles méthodes dans les meilleures conditions.

Les axes et sous-axes proposés pour la programmation des recherches préventives et programmées en matière de Préhistoire ancienne sur le territoire métropolitain ont des contenus variables en items, mais pour être pleinement efficaces, ils doivent se décliner :

- en tenant compte des menaces naturelles pesant sur des sites liés aux aléas catastrophiques de tous ordres et aux tendances futures du climat;
- dans une pluridisciplinarité élargie et décloisonnée entre tous les acteurs scientifiques de l'archéologie préventive et programmée;
- avec une redéfinition des besoins en compétences analytiques, tant au niveau des équipements mutualisés que des ressources humaines;
- avec un accompagnement en investissement, fonctionnement et recrutements à la hauteur des enjeux liés à la préservation et à l'étude des vestiges des premières humanités.

Références bibliographiques

- Antoine P., Auguste P., Bahain J.-J. *et al.* (2003), « Paléoenvironnements pléistocènes et peuplements paléolithiques dans le bassin de la Somme (Nord de la France) », *Bulletin de la Société préhistorique française*, 100 (1), p. 5-28.
- Bourguignon L., Sellami F., Deloze V., Sellier-Segard N., Beyries S., Emery-Barbier A. (2002), « L'habitat moustérien de "La Folie" (Poitiers, Vienne) : synthèse des premiers résultats », *Paléo*, 14, p. 29-48.
- Bruxelles L., Berthet A.-L., Chalard P., Colonge D., Delfour G., Jarry M., Lelouvier L.-A., Arnoux T., Onézime O. (2003), « Le paléolithique inférieur et moyen en Midi toulousain : nouvelles données et perspectives de l'archéologie préventive », *Paléo*, 15, p. 7-28.
- Dabkowski J. (2014), "High potential of calcareous tufas for integrative multidisciplinary studies and prospects for archaeology in Europe", *Journal of Archaeological Science*, 52, p. 72-83.

- Delagnes A., Jaubert J., Meignen L. (2007), « Les technocomplexes du Paléolithique moyen en Europe occidentale dans leur cadre diachronique et géographique », in B. Vandermeersch, B. Maureille (dir.), *Les Néandertaliens. Biologie et cultures*, Paris, CTHS, coll. « Documents préhistoriques », 23, p. 213-229.
- Deloze V., Depaepe P., Gouédo J.-M., Krier V., Loch J.-L. (1994), *Le Paléolithique moyen dans le nord du Sénonais (Yonne). Contexte géomorphologique, industries lithiques et chronostratigraphie*, Paris, Maison des sciences de l'Homme, coll. « Documents d'archéologie française », 47, 278 p.
- Faivre J.-P., Discamps E., Gravina B., Turq A., Guadelli J.-L., Lenoir M. (2014), "The contribution of lithic production systems to the interpretation of Mousterian industrial variability in south-western France: The example of Combe-Grenal (Dordogne, France)", *Quaternary International*, 350, p. 227-240.
- Fernandes P., Raynal J.-P. (2006), « Péroarchéologie du silex : un retour aux sources », *Comptes rendus Palevol*, 5 (6), p. 829-837.
- Hiscock P., Turq A., Faivre J.-P., Bourguignon L. (2009), "Quina Procurement and Tool Production", in B. Adams, B.S. Blades (eds), *Lithic Materials and Paleolithic Societies*, Oxford, Wiley-Blackwell, p. 232-246.
- Jarry M. (2010), *Les groupes humains du Pléistocène moyen et supérieur en Midi toulousain : contextes, ressources et comportements entre Massif central et Pyrénées*, Toulouse, Université Toulouse le Mirail-Toulouse II, 472 p.
- Jaubert J., Bordes J.-G., Ortega I. (2008), *Les sociétés du Paléolithique dans un Grand Sud-Ouest de la France : nouveaux gisements, nouveaux résultats, nouvelles méthodes. Journées SPF, Université Bordeaux 1, Talence, 24-25 novembre 2006*, Paris, Société préhistorique française, coll. « Mémoires », 47, 372 p.
- Locht J.-L. (dir.) (2002), *Le gisement de Bettencourt-Saint-Ouen (Somme, France) : cinq occupations du Paléolithique moyen au début de la dernière glaciation*, Paris, Maison des sciences de l'Homme, coll. « Documents d'archéologie française », 90, 176 p.
- Locht J.-L. (2005), « Le Paléolithique moyen en Picardie : état de la recherche », *Revue archéologique de Picardie*, 3/4 (La recherche archéologique en Picardie : bilans et perspectives), p. 27-35.
- Locht J.-L., Herisson D., Antoine P., Gadebois G., Debenham N. (2010), « Une occupation de la phase ancienne du Paléolithique moyen à Therdonne (Oise) : chronostratigraphie, production de pointes Levallois et réduction des nucléus », *Gallia préhistoire*, 52, p. 1-32.
- Locht J.-L., Sellier N., Coutard S., Antoine P., Feray P. (2010), « La détection de sites du Paléolithique ancien et moyen dans le nord de la France : une approche particulière », in P. Depaepe, F. Séara, *Le diagnostic des sites paléolithiques et mésolithiques*, Paris, Inrap, coll. « Les Cahiers de l'Inrap », 3, p. 49-57.
- Moncel M.-H. (2008), *Le site de Payre (Commune de Rompon, Ardèche) : Occupations humaines dans la vallée du Rhône à la fin du Pléistocène moyen et au début du Pléistocène supérieur*, Paris, Société préhistorique française, coll. « Mémoires », 46, 336 p.
- Mourre V., Colonge D. (2007), « Et si l'Acheuléen méridional n'était pas là où on l'attendait ? », in J. Evin (dir.), *Un siècle de construction du discours scientifique en Préhistoire. Actes du XXVI^e congrès préhistorique de France, Avignon, 21-25 septembre 2004*, Paris, Société préhistorique française, vol. 3, p. 63-78.
- Raynal J.-P. (éd.) (2007), *Sainte-Anne I, Sinzelles, Polignac, Haute-Loire. Le Paléolithique moyen de l'unité J1*, Lausanne, Archéo-Logis/CDERAD, coll. « Dossiers de l'Archéo-Logis », 3, 266 p.
- Raynal J.-P., Magoga L., Bindon P. (1995), "Tephrofacts and the first human occupation of the French Massif central", in W. Roebroeks, T. van Kolfschoten (eds.), *The Earliest Occupation of Europe. Proceedings of the European Science Foundation, Workshop at Tautavel, France, 1993*, Leiden, University of Leiden, p. 129-146.
- Raynal J.-P., Magoga L. (2000), « Quand la nature mystifie le Préhistorien : géofacts et téphrofacts dans le Massif central », *Revue d'Auvergne*, 554/555 (Nouvelles archéologiques. Du terrain au laboratoire), p. 16-34.
- Rolland N. (1995), "Levallois technique emergence: single or multiple? A review of the Euro-African record", in H.L. Dibble, O. Bar-Yosef (eds.), *The Definition and Interpretation of Levallois Technology*, Madison, Prehistory Press, Monographs in World Archaeology, 23, p. 333-359.
- Texier P.-J. (2012), « Les grands singes, les premiers tailleurs et l'outil », in *La conquête de l'ouest. Il y a un million d'années en Europe*, Les Eyzies-de-Tayac, Musée national de préhistoire, p. 56-74.
- Tuffreau A. (dir.) (1993), *Riencourt-les-Bapaume (Pas-de-Calais). Un gisement du Paléolithique moyen*, Paris, Maison des sciences de l'Homme, coll. « Documents d'archéologie française », 37, 126 p.
- Tuffreau A., Lamotte A., Goval É. (2008), « Les industries acheuléennes de la France septentrionale », *L'Anthropologie*, 112, p. 104-139.
- Turq A., Brenet M., Colonge D., Jarry M., Lelouvier L.-A., O'Farrell M., Jaubert J. (2010), "The first human occupations in southwestern France: A revised summary twenty years after the Abbeville/Saint Riquier colloquium", *Quaternary International*, 223-224, p. 383-398.
- Turq A., Roebroeks W., Bourguignon L., Faivre J.-P. (2013), "The fragmented character of Middle Palaeolithic stone tool technology", *Journal of Human Evolution*, 65 (5), p. 641-655.
- White M.J., Ashton N.M. (2003), "Lower Palaeolithic core technology and the origins of the Levallois method in North-Western Europe", *Current Anthropology*, 44 (4), p. 599-609.

Axe 2



Outils de broyage de pigment rouge utilisés pour des activités de tannage
découverts sur le site de l'Hermitage, Auneau (Eure-et-Loire).
Fouille Marie Soressi, 2011 (cliché D. Gliksman, Inrap).

Le Paléolithique supérieur

La recherche sur le Paléolithique supérieur s'inscrit aujourd'hui dans des pratiques et des questionnements scientifiques qui doivent être appréciés à la lueur d'éléments para-disciplinaires comme l'internationalisation de la recherche et le resserrement des résultats jugés les plus significatifs au sein d'un bouquet restreint de supports éditoriaux et d'autres plus nationaux comme le développement de la recherche préventive ou l'émergence et la consolidation de pôles d'enseignements et de recherche robustes hors de la région parisienne.

Bilan et enjeux

L'augmentation régulière du nombre des personnels universitaires depuis le milieu des années 1990 a permis une meilleure mobilité des acteurs hors de leur espace de formation, en miroir de la mobilité des personnels CNRS. Une percolation des thématiques scientifiques émergentes et de leurs corollaires méthodologiques a ainsi été générée. Le développement de la pratique du post-doctorat a aussi permis à de nombreux jeunes chercheurs de se confronter à des questionnements et fonctionnements scientifiques différents de ceux de leur formation et de diffuser à l'étranger, avec des résultats variables, les questionnements et les approches en vogue au sein de la communauté française des préhistoriens. C'est par exemple le cas pour l'exigence des approches géoarchéologiques, maintenant banalisées pour évaluer l'intégrité des séries avant toute analyse ou pour l'étude systémique des productions matérielles, et pour les études géomorphologiques, qui doivent se développer plus largement vers l'analyse globale des paysages, afin de replacer le site dans son contexte morphologique, climatique et surtout dynamique¹.

La programmation nationale, pour le Paléolithique supérieur, doit donc s'inscrire à l'articulation :

- d'un bilan des travaux de terrain récents et des avancées mais aussi des manques qu'il pointe;
- des questionnements scientifiques actuels dans la communauté internationale (dont il faut d'ailleurs souligner le faible investissement dans les fouilles sur le territoire français par rapport au Paléolithique ancien et moyen);
- du renouvellement des pratiques induit par le retour d'expérience de l'archéologie préventive mais aussi par la généralisation de nouveaux outils d'enregistrement et de traitement de l'information.

S'il appartient aux différentes commissions interrégionales de la recherche archéologique de proposer un bilan actualisé et documenté des travaux sur le Paléolithique supérieur dans chacune des interrégions, quelques éléments sont rappelés ici, car opératoires pour la réflexion programmatique :

- les travaux en contexte préventif ont permis de documenter des espaces peu explorés jusqu'à présent (par exemple l'Ouest français ou à la frange Sud-Ouest/Massif central). Ces travaux correspondent souvent à des régions à substrat métamorphique et qui ne présentent pas, ou peu, de réseaux karstiques ou d'abris sous-roche. Il est toutefois difficile de programmer de véritables actions de recherche, si ce n'est par la promotion d'approches générales des bilans sédimentaires et les dynamiques des paysages, dans ces régions dont la connaissance des occupations du Paléolithique supérieur apparaît comme largement dépendante de l'activité d'aménagement du territoire²;
- l'archéologie préventive entraîne également la détection et la fouille de nombreuses occupations de plein air, en particulier du Gravettien et de la phase Badegoulien/

1 Lenoble et Bertran (2004), Ollivier *et al.* (2014), Zilhão *et al.* (2007).

2 Marchand *et al.* (2009), Jarry (2008).

Magdalénien ancien. Dans le Nord de la France, l'exploitation de ces séquences archéologiques bénéficie d'un contexte archéosédimentaire développé (séquences lœssiques) favorable à des décapages mécaniques sur de grandes surfaces et d'un référentiel de comparaison avec les classiques sites de plein air du Bassin parisien (Pincevent [Seine-et-Marne], Étiolles [Essonne]...). Dans le Sud de la France, au contraire, le contexte sédimentaire est en général moins favorable à l'utilisation de moyens mécaniques. Dans tous les cas, pour ces sites de plein air, l'enregistrement des données de terrain bénéficie de la pratique désormais routinière des traitements numériques. L'exploitation scientifique est cependant souvent sous-dimensionnée en raison des temps de traitement très importants que nécessitent les analyses de distribution spatiale qui doivent aujourd'hui se réfléchir en termes de dynamique de mise en place et d'évolution des dépôts archéologiques (raccords, remontages, appariements...);

– en contexte programmé, les opérations sur l'exploration de longues séquences multi-stratifiées ne sont plus très nombreuses (Taillis de Coteaux [Antigny, Vienne], grotte Bouyssonie [Brive-la-Gaillarde, Corrèze]). En revanche, les opérations plus courtes, ciblées sur la relecture archéostratigraphique et la datation de séquences multi-stratifiées, se développent, en particulier dans les zones karstiques;

– plusieurs PCR se sont attachés à faire des bilans documentaires exhaustifs sur des thématiques géo-chrono-culturelles, en prélude à une redéfinition des problématiques de recherches (Paléolithique supérieur ancien du Bassin parisien, du Solutréen au Magdalénien dans le quart sud-ouest de la France...)³;

– des programmes ambitieux de datations se mettent en place, pour bénéficier des avancées significatives récentes dans le traitement du signal chronologique à l'aide des statistiques bayésiennes⁴;

– enfin, le développement de la géoarchéologie a démontré de manière claire tout l'apport de la compréhension de l'évolution post-dépositionnelle des séquences pour l'étude des occupations archéologiques, mais aussi leur intégration dans l'histoire géomorphologique plus large permettant de préciser le cadre de vie, les choix d'implantation et la répartition des occupations dans les paysages.

Ces travaux s'insèrent dans des problématiques pour partie renouvelées et qui s'émancipent des cadres strictement nationaux.

La thématique de l'émergence des comportements modernes se substitue progressivement à celle de l'apparition et du développement du Paléolithique supérieur. Elle fait l'objet de travaux pluridisciplinaires croisant archéostratigraphie et datations; analyse systémique des productions; économie et traitement des ressources; anthropologie biologique.

L'une des voies de recherches les plus prégnantes est le renouveau du questionnement des cadres chronoculturels classiques du Paléolithique supérieur, qui illustre une réflexion plus large sur la nature des changements culturels. L'analyse

des vestiges manufacturés ou biologiques (cf. l'archéozoologie) cherche à documenter les modifications, changements, mutations, basculements, ruptures, transitions qui correspondent à autant de degrés de différenciation des industries et des comportements techniques et sociaux⁵.

La réflexion sur la mobilité des populations de chasseurs-cueilleurs du Paléolithique supérieur est désormais une constante. Elle intègre, au-delà des désormais classiques analyses de la caractérisation des matériaux lithiques, l'ensemble des vestiges, en particulier les vestiges biologiques. Ceux-ci sont interrogés en termes économiques d'acquisitions et de ressources, en termes écologiques pour les reconstitutions paléoenvironnementales et la détermination d'éco-zones et en termes de temporalité à plusieurs échelles, de l'échelon bioclimatique à la saisonnalité⁶.

Les programmes présentés ici s'inscrivent encore dans une logique chronologique qui s'articule autour des objets de la recherche qui sont aujourd'hui identifiés. Ce découpage a pour objet d'être opératoire par rapport aux questionnements scientifiques, sachant que les outils conceptuels, méthodologiques et techniques leur sont communs.

Sous-axes et préconisations

Émergence et mise en place du Paléolithique supérieur, de la fin du Paléolithique moyen au Gravettien moyen

Les travaux récents en France et en Europe sont en passe de transformer radicalement le modèle classique qui liait remplacement anthropologique – *Homo neandertalensis* versus *Homo sapiens* – et remplacement culturel Paléolithique moyen/supérieur à travers une phase de transition (le Châtelperronien) au sein de laquelle se mettaient en place les prémices des éléments constitutifs du Paléolithique supérieur. L'utilisation de parures et de colorants est proposée désormais dans les sociétés moustériennes (cf. Les Bossats [Ormesson, Seine-et-Marne]), la position des restes humains néandertaliens dans les séquences châtelperroniennes est en cours de révision (La Roche à Pierrot [Saint-Césaire, Charente-Maritime]), les données archéostratigraphiques sont revisitées (La Roche à Pierrot, Le Piage [Fayolles, Lot]...), les études paléogénétiques, anatomiques et chronologiques complexifient le paysage anthropologique aux stades isotopiques marins 5 & 4 (Denisova, ré-attribution des restes humains de Cro Magnon au Gravettien), la diversité des traditions techniques à la fin du Moustérien est mise en lumière (Néronien).

Dans le même temps, les études récentes sur l'Aurignacien soulignent le caractère déjà maîtrisé de ce qui est apparu longtemps comme des innovations : production lamellaire, productions symboliques de type Chauvet ou Hohle Fels ainsi que la diversité des systèmes techniques et économiques dans le temps et l'espace. Malgré les progrès méthodologiques, le cadre chronologique reste encore imprécis. La transition Aurignacien-Gravettien est encore

3 Bodu *et al.* (2013).

4 Banks (2015).

5 Pesesse (2013), Valentin (2008).

6 Bignon (2009), Kuntz et Costamagno (2011).

mal documentée, avec des scénarios variés entre émergence locale différenciée et diffusionnisme depuis le centre de l'Europe et la plaine nord-européenne. Ces différents points de vue influent sur la perception de ces sujets et l'interprétation des séquences du Gravettien ancien et moyen.

Enfin, pour l'ensemble de cet axe, le contrôle chronologique reste largement à affiner. Cette latence de cadre temporel ne permet pas une mise en confrontation efficace des données environnementales et archéologiques⁷.

Pour ce sous-axe, il est nécessaire d'encourager très fortement les travaux de terrain en particulier sur des séquences stratifiées permettant de documenter à haute résolution le contexte archéostratigraphique. La reprise des stratigraphies classiques afin de réévaluer l'intégrité des séries et des séquences doit être poursuivie. Cet axe se prête particulièrement au montage de programmes nationaux et internationaux de grande ampleur, inscrits dans la durée (appels à projets de l'Agence nationale de la recherche [ANR], du Conseil européen de la recherche [ERC] ou autres types de projets européens).

De la fin du Gravettien au Magdalénien inférieur/Épigravettien ancien⁸

Ce sous-axe démarre dès la fin du Gravettien pour prendre en compte, d'une part, la diversité des expressions matérielles à la fin du Gravettien, souvent décrites sous le terme peu opérant de « faciès », et, d'autre part, des travaux récents qui documentent le basculement des systèmes techniques entre le Gravettien et le Solutrén.

Si les systèmes techniques du Badegoulien et du Magdalénien commencent à être correctement décrits, de nombreuses interrogations de détail subsistent, par exemple autour de l'émergence du Badegoulien entre le Nord et le Sud de la France.

Le questionnement sur les relations Homme/milieux est particulièrement prégnant pour cette période avec des requêtes récurrentes sur l'articulation entre la diversité des traditions techniques et économiques et les rapides et drastiques variations paléoclimatiques entre les événements de Heinrich 2 & 1. La paléogéographie au cours du Pléniglaciaire apparaît également comme une donnée essentielle. Par exemple, elle est régulièrement invoquée pour expliquer la partition du territoire français à la fin du maximum glaciaire entre le Solutrén à l'ouest du Rhône et l'Épigravettien ancien à l'est du fleuve⁹.

Pour ce sous-axe, l'analyse serrée des systèmes techniques doit être encouragée, y compris par la reprise de séries anciennes. La constitution de bases de données chronologiques sur des échantillons contrôlés doit être développée avec une insistance sur le Gravettien et le Solutrén, encore très mal documentés. La question du compartimentage et de la différenciation des paysages et leurs conséquences sur la mobilité des populations et l'éventuelle partition de l'espace

autour du Pléniglaciaire reste ouverte (Solutrén/Badegoulien *versus* Épigravettien). Une véritable étude intégrée prenant en compte la morphologie, la climatologie et les occupations apporterait des éléments de réponses à cette partition.

Magdalénien moyen et supérieur, Épigravettien et fin du Paléolithique supérieur

Le bilan documentaire laisse apparaître des niveaux de connaissance très divers sur le territoire national. Le Bassin parisien (Pincevent, Étiolles) et dans une moindre mesure le Nord de la France présentent plusieurs gisements de plein air dont les conditions taphonomiques et la répétition des occupations dans un temps court permettent d'établir des scénarios d'évolution des équipements techniques qui ouvrent la voie à des réflexions d'ordre paléohistorique¹⁰.

Dans beaucoup d'autres régions, l'état des connaissances est plus variable. Un grand quart sud-ouest offre des séquences très riches avec une variété étonnante de vestiges, en particulier en matériaux organiques, mais dont l'archéostratigraphie et l'intégrité des séries ne sont pas toujours très assurées. Plusieurs fouilles récentes privilégient toutefois une approche géoarchéologique approfondie afin d'assurer le contexte des études (Peyrazet [Creyse, Dordogne], Taillis des Coteaux [Antigny, Vienne]...). Dans d'autres régions, les travaux sont rares voire quasi inexistantes (Est de la France, Bretagne). Dans le Sud-Est, les recherches de terrain sur les ensembles épigravettiens restent encore timides et sont surtout liés au contexte préventif (Saint-Antoine [Vitrolles, Hautes-Alpes], les Vaugreniers [Le Muy, Var]...).

C'est, sans conteste, sur cette période que la connaissance des systèmes techniques est la plus aboutie, avec un niveau de résolution parfois très fin qui permet de confronter les rythmes et les conditions des transformations au sein des différents registres d'outils entre industries lithiques et osseuses. La connaissance précise de ces transformations ouvre également la voie à une analyse croisée efficace des transformations biotiques et techniques selon un niveau de résolution similaire, ce qui est pour l'instant inaccessible pour les périodes précédentes¹¹.

Pour ce sous-axe, il serait nécessaire de redynamiser les travaux de terrains hors Sud-Ouest et Bassin parisien. L'analyse des systèmes techniques est à poursuivre, car le niveau de résolution permet d'aborder des problématiques techniques et fonctionnelles originales. L'accessibilité de degré du fait très fin permet également de développer les recherches sur la paléogéographie humaine, y compris dans ses aspects démographiques et dans la circulation des hommes et des idées.

C'est pour cette période que la mise en place de programmes transnationaux apparaît la plus prometteuse afin de confronter différents registres bien maîtrisés tels que, par exemple, les sujets portant sur l'identité des traditions techniques lithiques au Magdalénien moyen entre le Sud-Ouest de la France et l'Espagne cantabrique alors que les paléopaysages et les ressources animales sont différentes ou

7 Benazzi (2015), Bordes et Teyssandier (2011).

8 Cet axe recoupe en grande partie l'ancien programme 6 : « Solutrén, Badegoulien et prémices du Magdalénien (cultures contemporaines du maximum de froid du Dernier Glaciaire). »

9 Aubry et Walter (2003), Montoya *et al.* (2014), Renard (2010).

10 Valentin (2008).

11 Bodu *et al.* (2006), Bracco et Montoya (2005).

sur l'appréhension et l'exploitation des milieux d'altitudes dans les Alpes française et italiennes entre Magdalénien et Épigravettien.

Promouvoir et former à la détection des séquences archéosédimentaires pléistocènes

Le rythme et les conditions de détection des séquences archéosédimentaires du Pléistocène apparaissent, en contexte préventif, très dépendants de la formation et de la composition des équipes de diagnostic. Si, dans quelques régions, le taux de découverte de sites paléolithiques apparaît satisfaisant (Aquitaine, Picardie par exemple), dans beaucoup d'autres la faible intensité des découvertes présume un dramatique défaut d'identification contribuant à une perte importante d'information scientifique.

Une meilleure formation des personnels doit être une priorité forte; cela passe par :

- la compréhension des contextes géomorphologiques afin d'identifier, en amont des diagnostics, la possibilité et la nature de conservation de séquences pléistocènes;
- la reconnaissance des principales catégories d'artefacts, essentielle pour la détection de couches archéologiques peu anthropisées et qui ne présentent pas de traces évidentes d'aménagements de l'espace;
- l'identification de référents (au sein des UMR?), permettant aux équipes réalisant les diagnostics de disposer rapidement d'un avis scientifique en cas de besoin.

Ces formations doivent nécessairement être inscrites dans les contextes régionaux pour les aspects géomorphologiques et culturels. Cela nécessite de mobiliser les compétences au sein des centres de recherche et d'enseignement.

Plus largement, si l'apport des études géoarchéologiques à la compréhension des sites et de l'intégrité des traces qu'ils recèlent n'est plus à démontrer – et constitue même une condition indispensable à la conduite de n'importe quelle opération –, une approche géomorphologique des paysages mérite d'être amplifiée, afin de mieux appréhender la répartition spatiale des enregistrements archéologiques à l'échelle de ces mêmes paysages. Concrètement, il serait très important de bénéficier d'un bilan des enregistrements sédimentaires, contexte géomorphologique par contexte géomorphologique, et phase par phase, afin de mesurer la représentativité de l'information à laquelle nous avons effectivement accès. Ainsi, si les sociétés du Tardiglaciaire peuvent être appréhendées à travers une large panoplie de sites implantés dans des contextes géomorphologiques variés et complémentaires (habitats de plein air ou abris de fond de vallée, grottes perchées et habitats de plateaux), en est-il de même des sociétés antérieures au dernier Pléniglaciaire? Il apparaît en effet que, dans plusieurs régions (piémonts du Massif central comme des Pyrénées par exemple), bien peu de séquences d'occupations sont conservées dans les fonds de vallée pour ces phases anciennes, que celles-ci soient ennoyées sous une épaisse couverture sédimentaire en masquant profondément les traces, ou bien plutôt que ces portions de l'espace aient subi des phénomènes érosifs intenses. En conséquence, notre connaissance des sociétés du début du Paléolithique supérieur reste limitée à des contextes

géomorphologiques restreints (grottes perchées, plateaux), à l'exclusion de beaucoup d'autres, limitant d'autant toute entreprise d'archéologie du paysage et biaisant toute restitution des gestions territoriales comme des parcours saisonniers (cf. *infra*).

Une approche géoarchéologique comparée, visant à déterminer les conditions d'enregistrement des séquences sédimentaires à l'échelle régionale, constitue donc à présent une condition préalable indispensable à toute entreprise de modélisation territoriale.

Appréhender les espaces du Paléolithique supérieur

L'analyse approfondie des espaces domestiques est l'un des points forts de la Préhistoire française depuis les travaux fondateurs d'André Leroi-Gourhan à Pinchevent. Les recherches sur les régimes de mobilité et d'exploitation des espaces sont plus récentes, à l'exception de la caractérisation des matériaux siliceux mais qui a plus été utilisée comme traceur de déplacements que comme témoin de la gestion des ressources géolocalisées.

Ce sous-axe propose de dépasser l'artificielle barrière méthodologique entre approches intra et intersites pour construire des projets intégrés appuyés sur l'analyse approfondie des espaces connus (notamment ceux qui ont été fouillés). Les contextes de plein air, souvent issus de fouilles préventives, semblent plus favorables à ces travaux, mais ils nécessitent la mise en place d'opérations post-fouilles ambitieuses qui doivent mobiliser l'ensemble des acteurs institutionnels de l'archéologie. Mais on ne peut se satisfaire de l'étude des séquences les mieux préservées d'un point de vue taphonomique et l'analyse des dépôts d'abris sous roche et de grotte doit également être encouragée. Dans ce cas, ce sont plutôt les opérations programmées qui forment le cœur des recherches de terrain. Il faudra donc articuler des temporalités de fouilles et d'études différentes.

Perspectives

Les travaux récents démontrent que plusieurs points semblent désormais solidement ancrés dans les pratiques de terrain et les questionnements scientifiques : réflexions préalables sur l'intégrité des archéo-séquences et des ensembles industriels et fauniques, intégration des données naturalistes dans les problématiques au-delà de la juxtaposition des approches, contrôle minutieux des échantillons pour datation... Mais d'autres éléments restent à améliorer et à développer, en particulier autour de la structuration de la recherche, de l'exploitation des données de terrain et de la collaboration des différents acteurs. Elles relèvent donc en partie de stratégies et de politique d'organisation de la recherche dont les inflexions et les évolutions s'inscrivent souvent dans un temps long.

Il apparaît donc urgent de le prendre en compte :

- la couverture géographique des recherches sur le Paléolithique supérieur/Épipaléolithique est inégale, reflet de la disparité de l'implantation et des spécialités des centres de recherche. Certains espaces apparaissent comme des zones en déshérence, à l'instar d'une large bande allant de la moyenne

vallée du Rhône au Nord-Est de la France. L'absence de laboratoires ayant des programmes dédiés au Paléolithique supérieur/Épipaléolithique est un facteur explicatif majeur. La situation de Lyon, grande métropole universitaire sans laboratoire majeur travaillant sur le Paléolithique – et même plus généralement sur la Préhistoire – en France métropolitaine, apparaît par exemple comme un réel handicap pour les recherches régionales, y compris en Auvergne. Dans une moindre mesure, le Nord et une partie de l'Ouest de la France sont également concernés ;

– la sous-exploitation des données issues des fouilles préventives est préoccupante. Malgré une bonne intégration générale des chercheurs de l'Inrap et des services archéologiques des collectivités territoriales travaillant sur le Paléolithique dans les UMR, il reste difficile d'alimenter des actions programmatiques en routine au-delà des programmes dédiés de type ACR ;

– enfin, il est indispensable de rappeler qu'il faut renforcer l'identification et le diagnostic des séquences paléolithiques dans les phases de diagnostic. Les différences observées entre les différentes régions dans le taux de détection ne peuvent être seulement expliquées par des différentiels de conservation des sédiments pléistocènes. Ce sont le Paléolithique supérieur et l'Épipaléolithique – et le Mésolithique – qui souffrent probablement le plus de cette difficulté d'identification en raison de la petite taille générale des industries lithiques.

Dans une réflexion prospective, ces aspects organisationnels apparaissent cruciaux. Ils sont à compléter par des éléments qui ressortent plus de questionnements scientifiques :

– les collaborations transfrontalières sont à favoriser dans les projets de recherches sur les géoressources, l'exploitation des milieux et les études de la culture matérielle. Dans ce cadre, les PCR apparaissent comme une possibilité de programme-amorce efficace ;

– le développement des approches géoarchéologiques et géomorphologiques produit une grande quantité de données. Il serait important de constituer, à une échelle à déterminer (bassin versant ?), des bases de données participatives ;

– enfin, la recherche sur les mobilités, les parcours et les organisations, qui objective le passage d'une approche des espaces à celle des territoires, est actuellement très féconde. Elle nécessitera dans les prochaines années la prise en compte dans des études intégrées de l'ensemble des vestiges des sociétés du Paléolithique supérieur, y compris ceux qui ressortent de la catégorie grottes ornées/art paléolithique. La césure encore en cours, dans les approches scientifiques comme dans les logiques administratives, entre ces différentes catégories, devrait s'estomper dans un proche avenir.

Références bibliographiques

Aubry T., Walter B. (2003), « Reconstitution des modalités d'approvisionnement et de diffusion des matières premières lithiques pendant le Paléolithique Supérieur. L'apport du site solutréen et badegoulien des Maîtres (Indre-et-Loire, France) », *Préhistoire du Sud-Ouest*, supplément, 5 (table ronde interna-

tionale organisée à Aurillac [Cantal], 20-22 juin 2002 : « Les matières premières lithiques en Préhistoire », p. 41-49.

Banks W.E. (2015), "Constructing chronologies for the late Middle Paleolithic and Upper Paleolithic: limitations and means to overcome them", *World Archaeology*, 47 (4), p. 585-600.

Benazzi S., Slon V., Talamo S., Negrino F., Peresani M., Bailey S.E., Sawyer S., Panetta D., Vicino G., Starnini E., Mannino M.A., Salvadori P.A., Meyer M., Pääbo S., Hublin J.-J. (2015), "The makers of the Protoaurignacian and implications for Neandertal extinction", *Science*, 348, p. 793-796.

Bignon O. (2009), "Regional populations and big game exploitation in the Paris Basin during the Late Glacial: in Search of an integrated model", in N. Barton, M. Street, T. Terberger (eds.), *Humans, environment and chronology of the Late Glacial on the North European Plain. Workshop 14-XV^e UISPP of Lisbon*, Mainz, RGZM Verlag, p. 27-38.

Bodu P., Julien M., Valentin B., Debout G., Averbough A. *et al.* (2006), « Un dernier hiver à Pincevent : les Magdaléniens du niveau IV0 (Pincevent, La grande Paroisse, Seine-et-Marne) », *Gallia préhistoire*, 48, p. 1-154.

Bodu P., Chehmana L., Klaric L., Mevel L., Soriano S., Teyssandier N. (2013), *Le Paléolithique supérieur ancien de l'Europe du Nord-Ouest*, Paris, Société préhistorique française, coll. « Mémoires », 56, 132 p.

Bordes J.-G., Teyssandier N. (2011), "The Upper Paleolithic nature of the Châtelperronian in South-Western France: archeostratigraphic and lithic evidence", *Quaternary International*, 246, p. 382-388.

Bracco J.-P., Montoya C. (dir.) (2005), *D'un monde à l'autre : les systèmes lithiques pendant le Tardiglaciaire autour de la Méditerranée nord-occidentale. Actes de la table ronde internationale, Aix-en-Provence, 6-8 juin 2001*, Paris, Société préhistorique française, coll. « Mémoires », 40, 184 p.

Jarry M. (2008), « L'archéologie paléolithique à la reconquête de territoires oubliés », *Archéopages*, hors-série, 1, p. 28-33.

Kuntz D., Costamagno S. (2011), "Relationships between reindeer and man in southwestern France during the Magdalenian", *Quaternary International*, 238 (1-2), p. 12-24.

Lenoble A., Bertran P. (2004), "Fabric of Palaeolithic levels: methods and implications for site formation processes", *Journal of Archaeological Science*, 31 (4), p. 457-469.

Marchand G., Arthuis R., Philibert S., Sellami F., Sicard S. (2009), « Un habitat azilien en Anjou : les Chaloignes à Mozé-sur-Louet (Maine-et-Loire) », *Gallia préhistoire*, 51, p. 1-111.

●●●



Montoya C., Guendon J.-L., Boudias J.-B., Bouquet L., De Stefani M., Fabre M., Laroche M., Lopinet P., Portalier N., Rillardon M. (2014), « Le site paléolithique des Vaugreniers (Le Muy, Var) : un nouveau faciès épigravettien ancien dans le sud-est de la France? », *Quaternaire*, 25 (2) (Paysages et paléoenvironnements quaternaires de la Provence aux Alpes occidentales : excursion de l'AFEQ, juin 2011), p. 127-145.

Ollivier V., Magnin F., Guendon J.-L., Miramont C. (2014), « Regards sur les dynamiques paysagères du Pléistocène supérieur (SIM-3 et SIM-2) du Luberon et de basse Provence (France) », *Quaternaire*, 25 (2), p. 91-111.

Pesesse D. (2013), *Les premières sociétés gravettiennes. Analyse comparée de systèmes techniques lithiques*, Paris, CTHS, coll. « Documents préhistoriques », 31, 288 p.

Renard C. (2010), « Les premières expressions du Solutrén dans le Sud-Ouest français », in *Évolution techno-économique des équipements lithiques au cours du Dernier Maximum Glaciaire*, Oxford, John and Erica Hedges, British Archaeological Reports, International Series, 2070, 316 p.

Valentin B. (2008), *Jalons pour une Paléohistoire des derniers chasseurs (XIV^e-VI^e millénaire avant J.-C.)*, Paris, Publications de la Sorbonne, coll. « Cahiers archéologiques de Paris », 1, 326 p.

Zilhão J., d'Errico F., Bordes J.-G., Lenoble A., Texier J.-P., Rigaud J.-P. (2007), « La Grotte des Fées (Chatelperron, Allier) ou une interstratification "Chatelperronien-Aurignacien" illusoire. Histoire des fouilles, stratigraphie et datations », *Paléo*, 19, p. 391-432.

Axe 3



Bisons, chevaux, rennes et ours du Magdalénien supérieur,
gravés sur un fragment de plancher stalagmitique, grotte de la Mairie, Teyjat (Dordogne).
Relevé détaillé sur photo réalisé par Patrick Paillet (cliché J.-C. Domenech).

Les expressions graphiques préhistoriques : approches intégrées des milieux et des cultures

Le périmètre défini par cette programmation comprend un très important corpus national, tant d'un point de vue scientifique que patrimonial. Face à une très grande diversité de paramètres, la nouvelle Programmation archéologique amène à considérer, d'une part, des contextes physiques (milieu souterrain, abri sous roche et plein air), qui ouvrent sur autant de problématiques méthodologiques (outils d'enregistrement et d'analyse), taphonomiques (état originel et évolution des parois et des expressions graphiques) et conservatoires (études environnementales, études de vulnérabilité et d'impact) différentes et, d'autre part, des contextes archéologiques (fréquentation animale, fréquentation/activités anthropiques ou économiques...) qui ouvrent sur la question de la fonction des sites ornés.

Cet axe concerne l'étude des expressions graphiques tout au long de la Préhistoire dans une mise en perspective sur la très longue durée, intégrant, si cela s'avère nécessaire sur le plan scientifique, les périodes postérieures au Néolithique¹. De manière synthétique, il prend en compte l'évolution des problématiques définies depuis les années 1980.

Bilan et enjeux

En Europe, près de 350 grottes ou abris ornés sont connus à ce jour, répartis essentiellement entre la France (près de 180 sites, en grande majorité des grottes, une vingtaine d'abris sous roche et un site de plein air), l'Espagne et l'Italie. Ce patrimoine français appartient à 64 % à des propriétaires privés, 20 % à des collectivités locales et 16 % à l'État. Plus de

la moitié est classée ou bien inscrite au titre des Monuments historiques.

Depuis des décennies, les chercheurs insistent sur certains aspects de la recherche archéologique concernant ces ensembles spécifiques, en faisant évoluer les approches. La programmation nationale publiée en 1997 rappelait (p. 327) que « Les manifestations artistiques doivent être étudiées par des relevés systématiques dans leur contexte environnemental, topographique, archéologique et culturel en intégrant les contraintes liées à la conservation, qui demeure primordiale. Les recherches nécessitent ainsi la collaboration de nombreux spécialistes dont le travail réalisé dans un esprit interdisciplinaire permet d'aboutir à des monographies qu'il convient de privilégier ».

Une grande partie des opérations archéologiques consiste en programmes de prospection avec relevés d'art rupestre². Sont impliqués à égalité les personnels du CNRS, des universités ou du Muséum national d'histoire naturelle et ceux du ministère de la Culture et de la Communication. Ces dernières années, dans le cadre de l'archéologie préventive ou pour des études spécialisées, l'Inrap intervient également dans des sites ornés. Deux réalités régionales clefs, en nombre de sites, dominant la recherche sur les « sites ornés » paléolithiques : l'Aquitaine et Midi-Pyrénées. Le nombre de sites, le contexte historiographique mais aussi la dynamique de recherche sont à mettre sur le compte de ce constat.

Sur ce corpus national, un site sur deux a fait l'objet de recherches scientifiques ces dix dernières années en mobilisant des acteurs de multiples disciplines. Cette interdisciplinarité, préconisée dans la précédente programmation a été

1 C'est une forme de fusion de deux programmes précédents : P9 et P30. Il recouvre aussi en partie l'ancien programme P10 sur le Mésolithique et le programme P32 sur l'archéologie ultra-marine qui évoquaient des questions relatives aux expressions graphiques.

2 Exemples : rapports d'opérations annuels et pluriannuels de la grotte Chauvet Pont-d'Arc, de la grotte de Marsoulas, de Cussac, de l'abri sous roche du Roc-aux-Sorciers, etc.

mise en œuvre³. La publication des résultats a entraîné la production de synthèses de grande qualité. Cependant, elles ne prennent la forme, excepté quelques exemples⁴, que de compilations d'experts ou de synthèses trop ramassées, sans exposé des données primaires.

Parmi les opérations exemplaires à mettre en avant au moment du lancement de cette nouvelle programmation, il peut être rappelé les travaux réalisés depuis 17 ans dans la grotte Chauvet Pont-d'Arc (Ardèche), qui allient progrès méthodologiques (développement d'un SIG, 3D, campagnes de datations systématiques et croisées) et perméabilité entre les divers domaines disciplinaires (archéologies, géosciences et conservation) pour aboutir à des publications originales et exploitables par la communauté scientifique (mise en œuvre d'une publication monographique incluant un Atlas commenté, des études intégrées/croisées...)⁵.

Ces acquis méthodologiques trouvent des parallèles avec d'autres études de sites en grotte de périodes plus récentes, par exemple celles réalisées dans la grotte des Fraux⁶ (Saint-Martin-de-Fassegeas, Dordogne) ou bien celles concernant les manifestations graphiques rupestres amérindiennes (Guyane, Guadeloupe...⁷).

En outre, certaines approches méritent d'être signalées, car elles ont exploré les relations intersites, parfois à l'échelle internationale (Espagne, Allemagne...). Elles prennent la forme de projets collectifs de recherche ou de prospections thématiques, mais ne sont pas toujours identifiées dans la programmation :

– les analyses et synthèses des abris-sous-roche sculptés magdaléniens (Roc-aux-Sorciers [Angles-sur-Anglin, Vienne], Chaire-à-Calvin [Mouthiers-sur-Boëne, Charente], Cap-Blanc [Marquay, Dordogne] ou Reverdit [Sergeac, Dordogne], avec notamment une publication scientifique en ligne [<http://www.catalogue-roc-aux-sorciers.fr>]⁸ et des synthèses doctorales⁹);

– le PCR « peuplements et cultures à la fin du Tardiglaciaire dans le nord du Périgord » ou l'ANR « Madapca »¹⁰ ;

– les travaux sur les relations intersites de l'espace franco-cantabrique et les aires culturelles, menés par le Centre de recherche et d'étude sur l'art préhistorique (CREAP)-Centre Cartailhac¹¹ et leurs homologues espagnols.

Enfin, souvent dans ce cadre, un travail de récolement des collections issues des fouilles anciennes a permis de renouveler les données sur les arts mobiliers préhistoriques (cf. notamment les sites de Limeuil [Dordogne]¹², Rochereil [Dordogne], Teyjat [Ariège] ou encore le Mas d'Azil [Ariège]).

Il faudra veiller, à chaque opération engagée, que le récolement apparaisse comme une des premières phases de celle-ci.

Dans le cadre d'une nouvelle programmation pluriannuelle, une bonne partie de l'ancienne peut demeurer en l'état, en insistant sur l'interdisciplinarité qui doit être favorisée, notamment par l'intégration des approches conservatoires aux analyses purement archéologiques. Il devra aussi être rappelé que l'étude des vestiges d'art mobilier doit être intégrée dans les problématiques.

Enfin, il est toujours essentiel de rappeler la nécessité du dépôt annuel des données au Centre national de préhistoire (CNP), directement ou *via* les services régionaux de l'archéologie, pour assurer leur enregistrement aux normes nationales et leur pérennisation.

La programmation de 1997 avait isolé un programme portant spécifiquement sur « L'art postglaciaire (hors Mésolithique) » et soulignait : « Les résultats acquis sur l'art mégalithique de Bretagne et les roches gravées préhistoriques de l'arc alpin doivent inciter à étendre ce type d'enquêtes à d'autres régions y compris le monde amérindien. L'étendue du domaine à prospecter incite à favoriser l'émergence de programmes collectifs interrégionaux. Ceux-ci devront intégrer des approches archéologiques, ethnologiques et environnementales. Des sondages aux abords des œuvres ne sont pas exclus. L'élaboration des corpus devra s'appuyer sur des méthodes renouvelées d'enregistrement des données. » (p. 427, en note).

Les données concernées dans ce cadre sont de nature et de chronologie très différentes. Les espaces géographiques eux-mêmes sont variés, allant du site isolé à une chaîne montagneuse. Ces espaces peuvent dépasser le cadre du territoire national (art rupestre alpin, art amérindien...). Le dénombrement des sites susceptibles de relever de cette catégorie est, à l'heure actuelle, impossible à restituer. Seuls peuvent être ciblés quelques grands secteurs géographiques réputés pour leurs éléments graphiques archéologiques remarquables : la Bretagne pour l'art mégalithique, les zones montagneuses (arc alpin, Pyrénées, sud du Massif central), littorales et/ou fluviales (Guyane, Guadeloupe, Martinique) pour l'art rupestre, la zone méditerranéenne pour les statues-menhirs, les pierres à cupules et autres gravures de la Préhistoire récente.

Les programmations successives ont insisté sur la nécessité d'obtenir un corpus national, point de départ des études de synthèse et des études de vulnérabilité, et de permettre aussi de faire émerger de nouvelles problématiques. Pour les traiter, une grande partie des opérations archéologiques enregistrées dans ce programme ont consisté en prospections et en relevés d'art rupestre. Les précédents bilans avaient préconisé d'inciter fortement le lancement de nouvelles opérations, le dialogue entre équipes et le partage méthodologique, si nécessaire au moyen de programmes collectifs de recherche¹³. Les résultats sont restés très inégaux et l'on peut même s'interroger sur la pérennité de certains corpus réalisés au cours des dernières décennies.

3 Geneste (2005).

4 Par exemple : Lorblanchet (2010), Pinçon (2010).

5 Monographie de la grotte Chauvet Pont-d'Arc. Extrait du volume 1, *Atlas commenté*, 2015.

6 Burens *et al.* (2014).

7 Hayward *et al.* (2009).

8 Pinçon (2009).

9 Bourdier (2010), Fuentes (2013).

10 Paillet (2014).

11 CREAP, <http://www.creap.fr/>; Sauvet et Fritz (2008).

12 Tosello (2003).

13 *La recherche archéologique en France*, 1990, p. 85-86 et *La recherche archéologique en France*, 1997, p. 427-429.

Les actions précédemment préconisées restent d'actualité, à savoir :

- poursuivre ou reprendre les inventaires ;
- tenter de préciser le contexte archéologique des expressions graphiques ;
- cerner le lien entre expressions graphiques et contexte historique et environnement culturel ;
- développer les études environnementales, topographiques, cartographiques en complément des études iconographiques ;
- inciter et harmoniser les préconisations, les mesures et les méthodes de préservation ;
- assurer la pérennité de la documentation (relevés, moulages, photographies, mais aussi ressources 3D et SIG) en la déposant au CNP.

Parmi les opérations exemplaires, peuvent être cités les inventaires des mégalithes du Morbihan candidats au Patrimoine mondial de l'Unesco, le travail préparatoire sur les sites d'art rupestre des Caraïbes pour une inscription transnationale en série sur la Liste du patrimoine mondial de l'Unesco¹⁴, les publications et inventaires : des statues-menhirs du Rouergue¹⁵ et du Haut-Languedoc¹⁶, de Corse¹⁷, des gravures du Sud de la France¹⁸, des sites du sud du Bassin parisien¹⁹.

Parmi les travaux de recherche remarquables, tant sur le plan de l'interdisciplinarité que du développement des nouvelles technologies numériques, peuvent être notamment cités les travaux exemplaires sur (cf. bibliographie) :

- le Néolithique le plus ancien de la façade atlantique et ses structures symboliques²⁰ ;
- la Guadeloupe, inventaire (base de données, fouille et relevé 3D à la grotte du Morne Rita [Marie-Galante]).

Sous-axes et préconisations

Cet axe est résolument thématique et diachronique, les sites d'art rupestre étant parfois difficilement attribuables à une période précise de l'histoire humaine ou bien accumulant une succession d'expressions graphiques dans le temps.

La cohérence de ce thème tient à la transversalité de ses méthodes d'enregistrement et d'étude, aux nécessités de replacer les expressions graphiques dans leur contexte, d'intégrer les approches relatives à la vulnérabilité des sites qui induisent, entre autres, l'utilisation de méthodes les moins invasives possibles, l'inventaire exhaustif des expressions graphiques et de leur localisation, la gestion de multiples échelles d'observation et des informations associées.

L'exigence d'interdisciplinarité demande une attitude ambitieuse sur le plan conceptuel et méthodologique. L'objet d'étude doit impérativement être abordé dans sa globalité

et non segmenté en approches disciplinaires disjointes ou incomplètes, cela à toutes ses échelles d'analyse (intrasite et intersites). Les approches interdisciplinaires, aujourd'hui indispensables, doivent donc être posées comme des préalables à toute étude d'objet artistique, ceci en respectant bien entendu la cohérence des problématiques spécifiques prises en compte. Il serait souhaitable d'encourager leur formalisation lorsque plusieurs programmes de recherche se croisent et portent sur des expressions graphiques de nature et de périodes diverses. Il conviendrait aussi d'encourager les recherches inscrites dans des cadres interdisciplinaires, tout en conservant à l'esprit que l'objet d'étude fondamental demeure l'expression graphique.

Enjeu fondamental pour la connaissance des comportements symboliques, les recherches portant sur les expressions graphiques doivent intégrer l'ensemble des disciplines des sciences sociales et humaines. Il faut réaffirmer l'importance des démarches globales et intégrées pour contribuer à une réelle interdisciplinarité. L'archéologie, les géosciences, l'environnement, mais aussi les études liées à la conservation des sites, doivent être ainsi pris en compte de manière globale et conjointe. À cette fin, les derniers développements des méthodes d'enregistrement, de spatialisation et de relevés devront être favorisés, pérennisés et mis à la disposition de la communauté scientifique.

Les dispositifs pariétaux associés à des niveaux archéologiques ouvrent aussi sur des programmes interdisciplinaires où se croisent notamment les sphères technique et symbolique, tout en conservant comme objectif premier les attributions chronoculturelles classiques des traditions stylistiques ou techno-formelles.

Pour cela, il sera nécessaire :

- d'affiner les « géographies symboliques » (particularismes/unité culturelle) et d'aborder les questions d'innovation, de diffusion, d'influences, d'échanges ;
- de mettre en relation sphères techno-économiques et symboliques pour une meilleure définition chronoculturelle.

L'exigence de transversalité accrue de ce programme doit être comparable à d'autres programmes chronothématiques. Elle doit permettre de « désanctuariser » l'étude des arts préhistoriques en favorisant une plus grande amplitude et une meilleure intégration à la programmation nationale. Ainsi, par exemple, les frontières chronologiques doivent dépasser, ne serait-ce que sur le plan méthodologique, la stricte limite des cultures paléolithiques et des passerelles doivent être, *a minima*, envisagées vers le Néolithique et les Âges des métaux.

L'intégration dans le champ d'étude concerné de tous les supports potentiels (grottes, parois rocheuses extérieures, bâti..., mais aussi mobiliers) est essentielle. Au-delà de sa justification logique en termes d'histoire de l'art, l'art mobilier (intégrant également la parure) pour le Paléolithique, mais aussi, pour les périodes plus récentes, l'ensemble des expressions graphiques, quels que soient leurs supports, sont des éléments majeurs de compréhension de l'Homme et des sociétés. Les études de sites comportant des formes d'expression graphique inscrites sur des supports immobiliers ou mobiliers intégrant ce type d'approche ouverte, y compris sur le plan chronologique, doivent pouvoir s'inscrire dans ce

14 Sanz (2008).

15 Philippon (2002).

16 Maillé (2010).

17 Weiss (2006).

18 Lumley (de) (2003), Breteau (2010), Campmajo (2012).

19 Bénard (2014).

20 Cassen *et al.* (2005 et 2014).

programme afin d'être clairement identifiées, répertoriées et rattachées à cet axe de la programmation nationale.

De manière globale, il est essentiel d'évoluer vers une recherche interdisciplinaire et de prendre en compte la vulnérabilité des sites et des vestiges. En effet, le « risque archéologique souterrain » concerne autant l'archéologie préventive (projets d'aménagement concernant les massifs karstiques, carrières...) que l'archéologie programmée. Une attention accrue portée aux études karstologiques préliminaires, éventuellement complétées d'explorations spéléologiques ou de prospections géophysiques, permettrait d'éviter la découverte et l'ouverture fortuite de réseaux karstiques. Plus généralement, la fouille de tout site archéologique en grotte ou abri étant susceptible de révéler la présence d'éléments pariétaux, il conviendrait d'inciter à un examen systématique et attentif des traces potentielles sur les parois et sur les blocs d'effondrement des abris sous roche lors de leur dégagement. Enfin, un protocole d'instructions à suivre lors de toute découverte (premières mesures de protection, premières expertises, premières démarches de déclaration et d'information auprès des services concernés...) doit d'être formalisé, normé, détaillé et explicite²¹.

La notion d'« objet rupestre global » implique que toute recherche intègre une attention particulière à sa vulnérabilité (aux échelles micro comme macroscopique) et à sa conservation²². Les enjeux des politiques de conservation, de valorisation touristique, d'aménagement territorial ne sauraient être écartés des dimensions fondamentales d'un tel objet archéologique.

Dans le domaine disciplinaire de la recherche en art rupestre, il conviendrait d'élaborer, parallèlement à la programmation nationale proprement dite, des référentiels permettant de conduire une réflexion sur la diversité des pratiques de recherche dans les sites du territoire national, de manière à disposer d'un inventaire critique prenant en compte les différents types de protection environnementale, mais aussi l'accessibilité et la disponibilité des ressources archéologiques pour études et analyses (échantillonnages), les protocoles suivis, les modalités de leur gestion, l'existence ou non de bases de données spécifiques (cf. les programmes de calibration et d'analyses statistiques...). Il s'agit là d'un instrument d'évaluation indispensable à réaliser en appui à toute politique de programmation.

Tout en maintenant les orientations et programmes de recherche inscrits dans les programmes en cours portés par des équipes et institutions diverses, plusieurs nouveaux axes sont à promouvoir de façon prioritaire.

Les transitions temporelles

Les recherches conduites dans le cadre d'autres axes de la programmation nationale (concernant par exemple le Paléolithique moyen, mais aussi les évolutions biologiques et environnementales de la fin du Paléolithique supérieur...)

peuvent potentiellement concerner les formes d'expression artistique (art pariétal, rupestre, mobilier...), considérées de manière globale, tout en s'attachant aux données contextuelles des cultures matérielles concernées. Il importe donc de favoriser les réflexions appliquées à l'échelle européenne, voire à l'échelle du vieux monde, dès lors qu'elles abordent les prémices du symbolisme²³.

Dans cette perspective, il apparaît pertinent d'ouvrir le champ chronologique. En effet, les cas de fréquentation de grottes par les sociétés néolithiques sont nombreux : ils révèlent des comportements divers, symboliques (ornementation pariétale, inhumations...) mais aussi utilitaires voire « économiques » (prélèvement d'argile, gestion de l'eau souterraine...). L'ouverture du champ chronologique à la période postglaciaire²⁴ permet de développer des regards croisés sur la fréquentation et les utilisations du milieu souterrain, mais aussi de s'interroger, entre autres exemples, sur la manière dont les modes d'organisation socio-économique – chasseurs-collecteurs semi-nomades/agro-pasteurs sédentaires – a éventuellement eu un impact sur les expressions graphiques de ces sociétés, sur leur perception du monde souterrain et sur l'occupation des territoires (symbolique/économique).

Les expressions graphiques dans leurs contextes environnementaux

Comme une évidence, l'étude géomorphologique doit être intégrée à l'analyse des expressions graphiques, puisqu'il s'agit de leur support (art pariétal ou rupestre), des stratigraphies qui les recèlent (art mobilier) ou du paysage dans lequel ces expressions s'inscrivent. Ces approches, études et analyses, ne sont pas de simples préalables : elles sont au départ de l'étude et doivent ensuite accompagner la réflexion dans une véritable approche géoarchéologique. Une cartographie établie sur une base topographique fiable est essentielle pour dresser un premier état des lieux de l'objet d'étude, selon différentes échelles d'analyse. Cette cartographie multi-échelles doit pouvoir restituer l'ensemble des formations (naturelles ou archéologiques) présentes. Ce premier travail collectif doit intégrer les informations issues de la documentation ancienne (archives de fouilles, études des vulnérabilités). Il doit permettre de comprendre les relations entre les milieux et leur évolution.

Articulation des réseaux, genèse et évolution du contexte, nature et géométrie des remplissages, identification et description des dynamiques sédimentaires, chronologie relative et absolue des dépôts doivent permettre de tisser, en complément des études archéologiques et des analyses des expressions graphiques, un canevas interdisciplinaire reliant les dynamiques sédimentaires et les occupations archéologiques. Ces approches sont nécessaires à toute étude de spatialisation des expressions graphiques.

Les conditions de préservation des sites ornés qui ont contribué à leur conservation durant des millénaires constituent aussi un questionnement récent qu'il convient

21 Se reporter au « Manuel pour la conservation des grottes ornées », ministère de la Culture et de la Communication (à paraître).

22 Collectif (2011).

23 Renfrew et Morley (2009), Henshilwood et d'Errico (2011).

24 Hameau (2002).

d'aborder, notamment en ce qui concerne l'art rupestre en plein air²⁵. Certains environnements tels que les supports calcaires de plein air ou les cavités tropicales côtières exposées à la haloclastie²⁶ ne réunissent pas les conditions optimales de conservation. L'altération multi-séculaire ou multi-millénaire des représentations peut conduire à leur effacement, voire leur disparition totale, au point de fausser notre perception de leur répartition géographique originelle et de biaiser toute tentative d'analyse spatiale à l'échelle du territoire. Il convient donc d'encourager les programmes visant à évaluer la conservation différentielle des sites rupestres sur un territoire, ainsi que les initiatives de reprises de prospections ayant pour objectif la détection des traces rupestres en partie effacées.

Les fréquentations du milieu souterrain

Dans un esprit d'interdisciplinarité et pour ne pas demeurer focalisés sur les questions de graphisme pariétal, l'élargissement de la problématique d'étude aux modalités de fréquentation (souvent multiples) du milieu souterrain par les sociétés ou par le monde animal est souhaitable et mérite d'être encouragé. Les recherches conduites à Chauvet Pont-d'Arc, à Cussac [Haute-Vienne], aux Fraux ou à Foissac [Aveyron], mettent particulièrement bien en valeur un éventail de comportements beaucoup plus large que ceux traditionnellement repérés au sein de ces cavités et en lien direct avec la production de graphismes pariétaux. En témoignent, par exemple :

- les préoccupations techniques : témoignages de circulation à l'intérieur de la cavité (paléospéléologie, ichnologie, impacts de torche, aménagements de l'espace...), traces de feux (pour éclairage, production de matière colorante...), impact de la nature de la roche et de son état de surface dans le choix des techniques graphiques (géologie, taphonomie des parois...);

- les préoccupations symboliques : traitements funéraires (anthropologie funéraire), lien privilégié entre les panneaux ornés et les plages de griffades d'ours (ichnologie), gestes de types rituels comme les manipulations d'ossements d'animaux (paléontologie, archéozoologie) et/ou de concrétions (karstologie, archéologie des sols).

Il est nécessaire de mieux caractériser l'ensemble de ces comportements puisqu'il est patent, depuis quelques années, que les hommes paléolithiques ont largement fréquenté, de tout temps, le monde souterrain.

En outre, des programmes interdisciplinaires associant l'étude des parois ornées en relation avec les contextes archéologiques doivent permettre de développer tout un axe de recherche sur la fonction, ou plutôt sur la très vraisemblable pluralité fonctionnelle de ces gisements ornés archéologiques. L'étude des contextes de création et d'utilisation des sites ornés ou objets ornés amènera à une approche de la variabilité fonctionnelle du site orné ou du statut de l'objet orné dans la société qui le produit,

permettant ainsi une proposition de structuration symbolique des territoires (réseau de sites ornés).

Méthodes et techniques d'enregistrement et d'étude

L'importance méthodologique du relevé comme document de référence pour l'étude des expressions graphiques avait été clairement spécifiée dans la précédente programmation²⁷. Les préconisations en la matière (l'absence de contact avec la paroi, le contrôle direct...) et les objectifs (réaliser un support précis de lecture et d'analyses, confronter ses observations avec d'autres observateurs) restent les mêmes. La nouvelle programmation insiste sur l'orientation pluridisciplinaire (impact de la taphonomie des parois), qui implique de préciser les processus méthodologiques et l'usage d'une large panoplie d'outils d'enregistrement et d'analyse, parmi lesquels l'information géolocalisée (SIG) et la 3D dont le potentiel reste encore sous-exploité ainsi que les bases de données partagées qui deviennent incontournables.

Face au développement, voire la généralisation, des techniques d'enregistrement numérique tridimensionnel et des méthodes d'étude qui en découlent ou s'en nourrissent, il convient d'encourager une réflexion méthodologique sur la pertinence de l'utilisation privilégiée des ressources 3D dans les recherches et en particulier dans l'étude des manifestations graphiques²⁸.

Il paraît essentiel de réfléchir sur l'enregistrement 3D des sites ornés, notamment lors de nouvelles découvertes, dans un but d'archivage et de suivi de la conservation mais aussi de mise à disposition auprès de la communauté scientifique de cette ressource.

Il ne s'agit pas de se poser la question de la fabrication d'un nuage de points 3D, mais bien d'encourager son utilisation dans les pratiques, d'une part en tant qu'outil d'analyse (homothétie, coupes, données métriques) comme c'est déjà le cas, par exemple, dans le cadre des recherches conduites sur les abris sculptés magdaléniens et d'autre part en tant qu'outil d'aide à la restitution (Roc-aux-Sorciers, Marsoulas [Haute-Garonne], Chauvet, Lascaux, Font-de-Gaume [Dordogne])²⁹.

Ces techniques d'enregistrement fiables et adaptées laissent espérer des recherches nouvelles sans aucun risque conservatoire, voire un accès virtuel à des sites que les préconisations conservatoires rendent inaccessibles et qui, de ce fait, demeurent en marge de la recherche. Il est toutefois absolument indispensable de s'assurer que l'acquisition de données envisagée corresponde aux besoins analytiques des scientifiques et d'engager, à cette fin, un dialogue préalable en amont de la commande, puis de veiller à confronter les ressources 3D à la réalité.

25 Sacchi (2002).

26 Lenoble *et al.* (2013).

27 Ancienne programmation P9, p. 327.

28 Pinçon et Geneste (2010), Burens *et al.* (2014), Cassen *et al.* (2014), Cassen *et al.* (2015).

29 Pinçon et Geneste (2010).

Les acquis méthodologiques sont à partager entre disciplines comme dans le cadre des travaux sur les sculptures, gravures et graffiti du château de Selles à Cambrai (Nord)³⁰.

Ces recherches conduiront à produire une documentation constituant un outil patrimonial et scientifique qui doit être pérennisé et dont l'importance est rappelée ici³¹. Sa sauvegarde et sa centralisation doivent être une pratique systématique.

La documentation graphique représente une source d'information fondamentale pour l'étude des univers mentaux, visuels et symboliques des humains qui doit être parfaitement décrite et accessible. Les productions graphiques sont à considérer avec la plus grande attention, car elles traduisent, par l'image, une volonté d'exprimer un message, une pensée, des valeurs autant de reflets d'une conception du monde véhiculée par les sociétés humaines. Que ces images soient l'expression d'une société, d'un groupe social, d'un individu particulier, elles ne sont pas dissociables de leur support, mobilier ou immobilier, et d'un espace, vaste, contraint ou confiné. Bien que l'importance qui leur est accordée diffère, elles concernent les sociétés sans, ou avec écriture.

La diffusion des résultats de ces études pourra prendre la forme de monographies³², mais il faudra également s'attacher à produire et diffuser plus de données primaires. Données et documents doivent être conservés et faire l'objet d'un dépôt au Centre national de préhistoire (CNP) pour archivage. Ils y seront préservés et pourront, le cas échéant, être rendus accessibles, en accord avec les détenteurs des droits afférents à ces documents. Les données numériques seront également déposées au CNP sur une plate-forme dédiée à la conservation des très gros volumes de données. À terme, il est vital, pour la recherche comme pour la conservation, que les informations soient disponibles et cumulables.

Les études liées à la conservation doivent être accessibles pour les besoins de la recherche archéologique. Dans la mesure du possible, les équipes de recherche intervenant dans des cadres divers sur les sites devront, à l'avenir, se concerter et, éventuellement, utiliser des supports (photographies, cartographies, relevés analytiques, relevés tridimensionnels...) mis en commun. Il est, de ce fait, souhaitable d'inciter fortement les chercheurs à renseigner dès l'origine les documents qu'ils sont amenés à générer, en veillant à ce que les données descriptives du document (métadonnées) et celles relatives à leur

réalisation (ParaData) y soient associées. Enfin, il faut rappeler avec insistance la nécessité du dépôt annuel de ces ressources au CNP pour assurer leur pérennité, car il a pour mission d'archiver et de mettre à disposition ces ressources ainsi que d'orienter les acteurs du domaine vers ses producteurs.

Perspectives

On retiendra donc dans cet axe 3, les thèmes et les sujets à consolider suivants :

- poursuite des inventaires afin d'établir des corpus fiables;
 - utilisation d'outils permettant la gestion des informations à plusieurs échelles (SIG);
 - reprise des préconisations des précédents programmes incitant à préciser le contexte archéologique des expressions graphiques;
 - liaison entre expressions graphiques et contexte historique, environnement culturel;
 - dépôt de la documentation (relevés, moulages, photographies, mais aussi ressources 3D et SIG, résultats d'analyses...) au CNP;
 - approche conjointe, de la prospection archéologique, de l'établissement des vulnérabilités actuelles et passées des sites et des matériaux, et de la publication et conservation de la documentation générée;
 - développement et harmonisation des méthodes de préservation, des études environnementales, de la caractérisation géomorphologique du paysage et de son évolution (études des vulnérabilités, en relation avec des experts de la question : Laboratoire de recherche des Monuments historiques [LRMH], Bureau de recherches géologiques et minières [BRGM]);
 - incitation à la valorisation des résultats, aussi bien à destination de la communauté scientifique que vers le public.
- En outre, il est nécessaire de développer des problématiques pointues relatives aux sociétés étudiées, telles que les capacités cognitives, créatives ou sociologiques des groupes humains³³, la géographie culturelle ou l'appropriation des grands espaces pour la Préhistoire³⁴. Pour les périodes historiques, l'attention doit être portée sur ces témoignages qui peuvent paraître anecdotiques mais qui constituent cependant une alternative aux autres modes d'expression, plus « officiels ».
- Enfin, il est indispensable de réfléchir aux différentes solutions techniques permettant de connaître sans détruire. Cette problématique rejoint celle des sites archéologiques en général.

En effet, l'étude des arts paléolithiques et épipaléolithiques dépasse largement les seuls graphismes pariétaux pour recouvrir un ensemble de problématiques touchant à d'autres domaines de l'archéologie préhistorique (productions techniques et osseuses, aménagements de l'espace souterrain, anthropologie funéraire...) et des sciences dites connexes (géologie, géomorphologie, géosciences, paléontologie...).

30 Mélard et Motte (2011).

31 « La documentation est d'une importance capitale pour la connaissance et la conservation des sites ornés. La fragilité et la vulnérabilité des sites et des œuvres rupestres nécessitant un contrôle rigoureux de la présence humaine, il est vital que chaque intervention permette de générer des informations nouvelles, cumulables et non pas redondantes par rapport à celles existantes. C'est également la raison pour laquelle la documentation générée doit être conservée et rendue accessible. Elle doit aussi l'être, à la fois parce qu'elle représente un témoin de l'état du site à un moment donné et qu'elle est un élément constitutif du site (mobilier archéologique, prélèvement, etc.). » (extrait du « Manuel pour la conservation des grottes ornées », ministère de la Culture et de la Communication, à paraître).

32 Aujoulat (2005), Bégoüen *et al.* (2009 et 2014).

33 Par exemple : Azéma (2009) et (2010), Henshilwood et d'Errico (2011), Fuentes (2014).

34 Guilaine (2003), Saulieu (de) (2004), Martzluff (2005), Sauvet et Fritz (2008), Bourdier (2010), Hameau (2009), Petrognani (2013).

L'interdisciplinarité est donc nécessaire et doit être favorisée entre les différents spécialistes rassemblés dans une équipe au sein de laquelle les interactions doivent être organisées et concertées. Par exemple, les études géomorphologiques devront être favorisées afin de décrire précisément la morphologie intérieure et extérieure de la grotte, de connaître les dynamiques des remplissages, d'approfondir les connaissances sur la formation et l'évolution des cavités. De même, les études physico-chimiques (datation, analyse des matériaux...) devront être intégrées aux programmes de recherche et aux problématiques archéologiques.

Dans la mesure du possible, on favorisera les études non invasives et sans contact, du moins dans une première approche.

On veillera enfin à ce que les programmes intègrent le développement méthodologique de domaines disciplinaires qui peuvent actuellement être considérés comme en difficulté (ichnologie, étude des expressions graphiques) ou des nouveaux champs disciplinaires (études des traces anthropiques et naturelles).

Références bibliographiques

- Aujoulat N. (2005), *Lascaux : le geste, l'espace et le temps*, Paris, Seuil, 272 p.
- Aujoulat N., Briand J., Grenand P. et al. (1997), *L'Archéologie en Guyane*, Cayenne, APPAAG, 202 p., 1 cd-rom.
- Azéma, M. (2009), *L'art des cavernes en action*, t. 1, Paris, Errance, coll. « Les Hespérides », 222 p.
- Azéma, M. (2010), *L'art des cavernes en action*, t. 2, Paris, Errance, coll. « Les Hespérides », 470 p.
- Bégouën R., Fritz C., Tosello G., Clottes J., Pastoors A., Faist F., Wright Conkey M. (2009), *Le sanctuaire secret des Bisons. Il y a 14 000 ans, dans la caverne du Tuc d'Audoubert*, Paris, Somogy éditions d'art & Montesquieu-Avantès, Association Louis-Bégouën, 416 p.
- Bégouën R., Clottes J., Feruglio V., Pastoors A. (2014), *La caverne des Trois-Frères. Anthologie d'un exceptionnel sanctuaire préhistorique*, Paris, Somogy éditions d'art & Montesquieu-Avantès, Association Louis-Bégouën, 248 p.
- Bénard A. (2014), *Symboles et mystères. L'art rupestre du sud de l'Île-de-France*, Paris, Errance, coll. « Pierres tatouées », 222 p.
- Bourdier C. (2010), *Paléogéographie symbolique au Magdalénien moyen. Apport de l'étude des productions graphiques pariétales des abris occupés et sculptés de l'Ouest français (Roc-aux-Sorciers, Chaire-à-Calvin, Reverdit, Cap-Blanc)*, Thèse de doctorat, spécialité préhistoire, Université Bordeaux 1, 2 vol., 410 et 221 p.
- Breteau E. (dir.) (2010), *Roches de mémoire. 5000 ans d'art rupestre dans les Alpes*, Grenoble, Musée de l'ancien Évêché & Paris Errance, coll. « Pierres tatouées », 240 p.
- Burens A., Grussenmeyer P., Carozza L., Lévêque F., Guilemin S., Mathé V. (2014), "Benefits of an accurate 3D Documentation in Understanding the Status of the Bronze Age Heritage Cave "Les Fraux" (France)", *International Journal of Heritage in the Digital Era*, 3 (1), p. 179-195.
- Campmajo P. (2012), *Ces pierres qui nous parlent : les gravures rupestres de Cerdagne (Pyrénées orientales) des Ibères à l'époque Contemporaine*, Perpignan, Trabucaire, 640 p.
- Cassen S., Lefèbvre B., Vaquero Lastres J., Collin C. (2005), « Le Mané Lud en sauvetage (Locmariaquer, Morbihan). Enregistrement et restitution de signes gravés dans une tombe à couloir néolithique », *L'Anthropologie*, 109 (2), p. 325-384.
- Cassen S., L. Lescop, V. Grimaud, Robin G. (2014), "Complementarity of acquisition techniques for the documentation of Neolithic engravings: lasergrammetric and photographic recording in Gavrinis passage tomb (Brittany, France)", *Journal of Archaeological Science*, 45, p. 126-140.
- Cassen S., Grimaud V., Lescop L. (2015), "Intuition and analysis in the recording, interpretation and public translation of Neolithic engraved signs in western France", *Digital applications in Archaeology and Cultural Heritage*, 2 (2-3), p. 213-221.
- Collectif (2011), *Lascaux et la conservation en milieu souterrain. Actes du symposium international, Paris, 26 et 27 février 2009*, Paris, Maison des sciences de l'Homme, textes réunis par Noël Coye, 358 p.
- Fuentes O. (2013), *La forme humaine dans l'art magdalénien et ses enjeux. Approche des structures élémentaires de notre image et son incidence dans l'univers symbolique et social des groupes paléolithiques*, Thèse de doctorat, Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne.
- Fuentes O. (2014), « L'approche des identités au Magdalénien moyen : le rôle de marqueur identitaire des représentations humaines en contexte "Lussac-Angles" et "Navettes" », in Á. Medina-Alcaide, A.J. Romero Alonso, R. Ruiz-Márquez, J.L. Sanchidrián Torti (eds.), *Sobre rocas y huesos: las sociedades prehistóricas y sus manifestaciones plásticas*, p. 67-83.
- Geneste J.-M. (dir.) (2005), « Recherches pluridisciplinaires dans la grotte Chauvet. Journées SPF, Lyon, 11-12 octobre 2003 », *Bulletin de la société préhistorique française*, 102 (1), 208 p.
- Guilaine J. (dir.) (2003), *Arts et symboles du néolithique à la protohistoire*, Paris, Errance, coll. « Les Hespérides », 300 p.
- Hameau P. (2002), *Passage, transformation et art schématique : l'exemple des peintures néolithiques du sud de la France*, British Archaeological Reports, 1044, 280 p.

•••

- Hameau P. (2009), *Peintures et gravures schématiques à la Bergerie des Maigres. La longue tradition graphique*, Liège, Université de Liège, ERAUL, 122, 106 p.
- Hayward M, Atkinson L.G., Cinquino M. (eds.) (2009), *Rock Art of the Caribbean*, Tuscaloosa, University of Alabama Press, Caribbean Archaeology and Ethnohistory Series, 304 p.
- Henshilwood C.S., d'Errico F. (eds.) (2011), *Homo symbolicus. The Dawn of Language, Imagination and Spirituality*, Amsterdam, John Benjamins Publishing Company, 238 p.
- Lenoble A., Queffelec A., Bonnissent D., Stouvenot C. (2013), "Rock art taphonomy in Lesser Antilles: study of wall weathering and engravings preservation in two preColumbian caves on Marie-Galante Island", in *Proceedings of the 25th IACA Congress, Puerto Rico, July 15-21, 2013*.
- Lorblanchet M. (2010), *Art pariétal. Grottes ornées du Quercy*, Rodez, Éditions du Rouergue, 446 p.
- Lumley (de) H. (dir.) (2003), *Région du Mont Bego : gravures proto-historiques et historiques, Tende, Alpes-Maritimes, Aix-en-Provence*, Édisud, 14 vol.
- Maillé M. (2010), *Hommes et femmes de pierre. Statues-menhirs du Rouergue et du Haut-Languedoc*, Toulouse, Archives d'écologie préhistorique, 538 p.
- Martzluff M. (dir.) (2005), *Roches ornées, roches dressées : aux sources des arts et des mythes. Les hommes et leur terre en Pyrénées de l'Est. Actes du colloque en hommage à Jean Abélanet, Université de Perpignan, 24-26 mai 2001*, Perpignan, Presses universitaires de Perpignan & Association archéologique des Pyrénées Orientales, coll. « Études », 574 p.
- Mélarde N., Motte V. (2011), *Le château de Selles à Cambrai. Sculptures, gravures et graffiti*, Villeneuve d'Ascq, DRAC-SRA Nord-Pas-de-Calais, coll. « Archéologie en Nord-Pas-de-Calais », 28.
- Paillet P. (dir.) (2014), « Les arts de la Préhistoire : micro-analyses, mises en contextes et conservation. Actes du colloque Micro-analyses et datations de l'art préhistorique dans son contexte archéologique, programme ANR-MADAPCA, Paris, 16-18 novembre 2011 », *Paléo*, numéro spécial, 366 p.
- Petrognani S. (2013), *De Chauvet à Lascaux. L'art des cavernes, reflet de sociétés préhistoriques en mutation*, Paris, Errance, coll. « Les Hespérides », 254 p.
- Philippon A. (dir.) (2002), *Statues-Menhirs. Des énigmes de pierre venues du fond des âges*, Rodez, Éditions du Rouergue, 222 p.
- Pinçon G. (dir.) (2009), *Le Roc-aux-Sorciers : art et parure du Magdalénien*, Paris, RMN, catalogue en ligne [<http://www.catalogue-roc-aux-sorciers.fr>].
- Pinçon G., Geneste J.-M. (2010), « Art rupestre : la 3D un outil de médiation du réel invisible? », *In Situ, Revue des patrimoines*, 13, Actes du séminaire organisé par l'INP et le GDRI-STAR du CNRS, Angles-sur-l'Anglin (Vienne, France), 4-6 juin 2008 [<http://insitu.revues.org/6150>].
- Renfrew C., Morley I. (eds.) (2009), *Becoming human. Innovation in Prehistoric Material and Spiritual Culture*, Cambridge, Cambridge University Press, 282 p.
- Sacchi D. (dir.) (2002), *L'Art paléolithique à l'air libre : le paysage modifié par l'image. Actes du colloque international, Tautavel-Campôme, 7-9 octobre 1999*, Carcassonne, Gaep-Géopré, 246 p.
- Sanz N. (dir.) (2008), *L'art rupestre dans les Caraïbes. Vers une inscription transnationale en série sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO*, Paris, Unesco-World Heritage Centre, World Heritage Papers, Cahiers, 24, 370 p. [<http://whc.unesco.org/fr/series/24/UNESCO>].
- Saulieu (de) G. (2004), *Art rupestre et statues-menhirs dans les Alpes : des pierres et des pouvoirs 3000-2000 av. J.-C.*, Paris, Errance, coll. « Les Hespérides », 192 p.
- Sauvet G., Fritz C. (dir.) (2008), *Art rupestre et communication. Espaces symboliques, territoires culturels. Actes du colloque international de Toulouse*, Tarascon-sur-Ariège, Société préhistorique Ariège-Pyrénées, 352 p.
- Tosello G. (2003), *Pierres gravées du Périgord magdalénien. Art, symboles, territoires*, Paris, CNRS Éditions, *Gallia préhistoire*, supplément, 36, 578 p.
- Vialou D. (1998), *L'Art des grottes*, Paris, Scala, 126 p.
- Weiss M.-C. (2006), *La Statuaire mégalithique de Corse et de Sardaigne*, Corte, Université de Corse, département d'archéologie expérimentale, 62 p.

Axe 4



Lot d'armatures de flèches du Mésolithique moyen, Flamanville (Manche).
Fouille Laurent Juhel, 2007 (cliché H. Paitier, Inrap).

Mésolithisations, néolithisations, chalcolithisations

Bien qu'elle cerne des problématiques et des réalités opérationnelles très fructueuses, la programmation nationale actuelle n'est dotée que d'une très faible visibilité dans les espaces européen et global de la recherche. Cela est d'autant plus paradoxal que les phénomènes et processus analysés touchent de très vastes espaces européens et méditerranéens (et par ailleurs ultramarins). Dans le contexte de mondialisation au sein duquel la pertinence des actions publiques est évaluée en permanence, il importe de faire ressortir les enjeux scientifiques majeurs dans les domaines qui concernent l'origine et l'évolution de l'homme, l'homme en société, les interactions culturelles et l'emprise des sociétés sur l'environnement et les atouts dont l'archéologie française dispose – aussi bien en termes d'archives patrimoniales qu'en termes de connaissances, savoir-faire et stratégies des laboratoires et des chercheurs – pour répondre localement à ces questions d'intérêt global.

En outre, la visibilité de cette programmation passe par une réflexion sur les outils de diffusion des connaissances et leur évaluation, à différentes échelles (nationale et internationale) et dans différentes optiques (avancement des connaissances, enseignement, aménagement du territoire...).

Penser la programmation nationale en référence à des problématiques globales nécessite une remise à plat de la terminologie et de concepts, souvent objets de controverses ; un effort collectif qui n'est probablement pas envisageable dans le seul contexte offert par le CNRA, mais que ce dernier peut favoriser.

Bilan et enjeux

La déclinaison locale des projets de recherche doit impérativement articuler les ressources complémentaires offertes par les dispositifs d'archéologie préventive et programmée.

Si dans un certain nombre de zones (paysages ouverts, milieux urbains...) la démarche d'archéologie préventive est

parfaitement en mesure de subsumer la plupart des modes possibles d'intervention sur le terrain et donc de recueillir la plus grande partie des données d'archives du sol, dans d'autres (espaces protégés, paysages cloisonnés, espace rural dominé par de petites exploitations) elle est peu concernée ou moins bien adaptée. En outre, les délais d'intervention du préventif ne permettent pas toujours d'étudier certains détails et ces mêmes contraintes ne permettent pas toujours d'initier de nouveaux développements méthodologiques ou de consacrer le temps nécessaire à la formation.

La programmation devrait donc principalement intervenir au sein des territoires où le préventif n'est pas suffisamment présent mais aussi, et indépendamment du point qui précède, faire évoluer l'état de l'art en soutenant la constitution de référentiels à haute résolution temporelle et spatiale, en favorisant les démarches interdisciplinaires, systémiques/holistes, en favorisant l'élaboration de nouveaux protocoles de recherche théorique et pratique et en accompagnant un enseignement de qualité. Ces actions doivent en outre s'appuyer sur des problématiques à haute visibilité nationale et internationale. Sauf exception, ces opérations ont donc vocation à être conçues et opérées dans un cadre professionnel, le plus souvent celui des UMR¹.

Si une des grandes réussites de l'archéologie préventive a été de révéler des cultures ou des habitats nouveaux (cf. l'Aziilien en Anjou, le Rubané en Normandie), il importe que des programmes spécifiques prolongent et affinent les impacts de ces découvertes, au-delà des seules aides à la publication, évidemment cruciales. Le principe des ACR devrait en ce sens être conforté afin de mieux intégrer préventif et programmé.

¹ L'alimentation de la programmation par les UMR devrait constituer un fait générateur de la contractualisation avec le MCC (actuellement c'est le rattachement scientifique de personnels du ministère de la Culture et de la Communication à l'UMR qui constitue ce fait).

En outre, il serait nécessaire que cette nouvelle programmation vive à travers des manifestations scientifiques, des bilans d'étape, des forums... Il y aurait donc grand sens à ce qu'elle soit portée par les acteurs-mêmes de la recherche, dans le cadre de commissions scientifiques organisées par le CNRA. Des articulations avec les commissions de l'Union internationale des sciences pré- et protohistoriques (UISPP) et de l'European Association of Archaeologists (EAA) seraient sans doute fécondes.

Sous-axes et préconisations

Le cadre chronologique des sociétés et des milieux en transition des XIII^e-III^e millénaires av. n.è. est celui qui voit les grandes mutations sociales et environnementales conduisant à la mise en place des sociétés complexes à l'échelle de l'Eurasie. Ces mutations s'opèrent selon des scénarios et des pas de temps très variables, déterminés par des facteurs environnementaux et anthropiques diversement combinés mais opposant deux paradigmes majeurs, la néolithisation et ce que l'on peut convenir de nommer la mésolithisation.

Dans cet axe 4, les périodes du Paléolithique final, Épipaléolithique, Mésolithique, Néolithique (c'est-à-dire, du XIII^e au III^e millénaire av. n.è.) sont abordées avec des problématiques-phares en matière d'évolution culturelle et environnementale à travers l'étude des processus et des transitions².

Paléolithique terminal et « premier Mésolithique » (milieu du XIII^e-début du VII^e mill. av. n.è.)

Le premier point faisant débat concerne le Mésolithique et ses définitions³. Les plus anciennes manifestations du Mésolithique, que l'on peut considérer comme des aspects ultimes du Paléolithique (ou Paléolithique terminal), se placent au cours de la période du Dryas récent dans le Sud-Est. Étiqueter différemment ces aspects terminaux de l'Épigravettien et les premiers aspects du Sauveterrien n'a guère de sens et ne repose que sur une convention (donc certains peuvent considérer qu'elle est désuète), désignant comme Mésolithique le Paléolithique supérieur d'âge holocène. De la même manière, dans l'Ouest, le Nord et l'Est, les traditions techniques des groupes épipaléolithiques (Azilien, Federmesser, Arhensbourgien, Laborien...), fortement articulées avec celles du Magdalénien, débordent chronologiquement au-delà des débuts de l'Holocène (Épi-arhensbourgien, Belloisien)⁴. En outre, les changements de paradigmes techniques, économiques ou territoriaux sont souvent peu marqués, sinon inexistantes.

L'étude comparée de l'ensemble de ces manifestations, qui illustrent de fait les étapes ultimes de l'évolution des techno-complexes paléolithiques régionaux, serait plus cohérente et permettrait d'aborder plus frontalement les fondements et

les modalités de la mésolithisation, objet de recherche à part entière donnant matière à des controverses très productives⁵. En outre, ce domaine chronoculturel constitue un terrain d'étude exceptionnel pour aborder la dialectique évolution-adaptation/résistance-résilience en regard des évolutions environnementales⁶.

Mésolithique à trapèzes et étapes pionnières du Néolithique (VII^e-VI^e mill. av. n.è.)

L'émergence des complexes mésolithiques à trapèzes ou « Second Mésolithique » procède de dynamiques très différentes et marque une rupture nette au début du VII^e millénaire. Leur origine-même n'est pas tranchée en ce que les rôles respectifs du substrat, du Néolithique initial égéen, du Capsien supérieur ou du Mésolithique pontique dans leur genèse sont loin d'être clarifiés; cependant l'idée d'une diffusion rapide d'un nouveau *package* technique (quelques siècles entre le sud de l'Italie et le Massif armoricain) fait désormais consensus. Le « Second Mésolithique » perdure certainement au-delà de 5 600 dans le Midi (Montclus, Gard), 5 400 dans les Alpes (La Grande Rivoire, Isère), 5 300-5 200 aux marges septentrionales du Rubané récent (groupe de Belloy), jusqu'à 5 000 av. n.è. en Bretagne et même au-delà sur le littoral de la Mer du Nord⁷.

Pour ce qui concerne la Néolithisation, les décalages chronologiques sont très importants entre les tous premiers aspects du Néolithique sur les côtes provençales et languedociennes vers 5 800 av. n.è. (étape 2 de l'Impresso-cardial de Méditerranée occidentale) et les premiers aspects du Rubané vers 5 300 av. n.è. en Alsace (fin de l'étape 2 de la *Linearbandkeramik* [LBK]) et 5 200 dans la Marne (étape 3 de la LBK)⁸. Les problématiques touchant aux premières manifestations du Néolithique ne peuvent être dissociées de celles qui concernent le Mésolithique à lames et trapèzes. Pour les deux courants néolithiques, les possibilités d'interactions avec le Mésolithique sont ainsi assurées pendant une grande partie du VI^e millénaire; toutefois les expressions culturelles qui en découleraient sont peu claires et insuffisamment documentées⁹.

Des questions particulières restent également ouvertes pour ce qui concerne les effets des accidents climatiques sur les économies et les sociétés, que ce soit l'événement climatique dit « de 8.2 » (6 300-6 100 av. n.è.) où ceux qui sont enregistrés à la fin du VII^e millénaire, événements dont les liens avec la néolithisation restent pour le moins mal définis et dont les déclinaisons locales restent également très floues (cf. *infra* « Territorialité, écologie et régimes de mobilité »). Enfin, la question des concordances ou discordances entre les rythmes d'évolution technique et des systèmes de subsistance ou de production de la nourriture reste majeure.

2 Dans l'ancienne programmation, les programmes 8, 10, 11, 13 et 31.

3 Ghesquière et Marchand (2010).

4 Langlais *et al.* (2014).

5 Valdeyron *et al.* (2013), Valentin (2008), Verjux (2015).

6 Henry *et al.* (2012), Marchand (2014), Séara (2014).

7 Ducrocq (2001), Perrin (2013), Perrin *et al.* (2009).

8 Binder (2013), Blouet *et al.* (2013), Dubouloz (2008), Guilaine (2003), Manen et Perrin (2009), Meunier (2013).

9 Binder (2013), Nicod *et al.* (2012), Valdeyron *et al.* (2013).

Achèvement des processus de néolithisation et prémices de la chalcolithisation (fin du VI^e-fin du V^e mill. av. n.è.)

À la fin du VI^e millénaire, on doit pouvoir considérer que l'essentiel du territoire métropolitain est peuplé et contrôlé par des groupes pleinement néolithiques. Au cours du V^e millénaire, la période de consolidation du Néolithique peut être également vue comme celle d'une deuxième « révolution des symboles », pouvant faire écho à la mise en place du Chalcolithique dans les Balkans¹⁰. Ce changement de paradigme s'illustrerait par une exacerbation du monumentalisme, particulièrement dans le domaine funéraire, et par une amplification des réseaux d'échanges compétitifs, fondés sur une forte spécialisation artisanale dont le théâtre est européen. Si le tableau des cultures concernées par ces phénomènes est relativement clair dans le Nord de la France (Villeneuve-Saint-Germain, Cerny-Chambon et Rössen), c'est bien loin d'être le cas dans le Sud en raison de l'atomisation des données, compliquée par un rapide *turn-over* culturel; on songe notamment à l'articulation (chronologique et géographique) des différents aspects « Pré-Chasséens » (Fontbrégoua [Var], Sainte-Uze [Drôme]) avec l'Épicardial récent à l'Ouest ou avec les étapes formatives de la Culture des Vases à Bouche Carrée à l'Est¹¹. De même la confrontation des situations entre le Nord et le Sud revêt une réelle urgence. Ces problématiques sont également cruciales pour mieux cadrer la formation du Chasséen proprement dit, à la fin du V^e millénaire.

Plein-Néolithique/Chalcolithique et formation de l'âge du Bronze (fin du V^e-III^e mill. av. n.è.)

Les connaissances relatives aux cultures néolithiques (ou chalcolithiques) des IV^e et III^e millénaires et à leurs implantations territoriales ont considérablement progressé au cours des dernières années¹². La masse de données disponibles doit théoriquement permettre d'aborder l'ensemble des productions culturelles, économiques et les données sociales et environnementales dans une perspective de modélisation, dans un contexte de forte continuité opérationnelle et conceptuelle avec ce qui suit, et plus particulièrement l'âge du Bronze ancien inclus. L'intensification des spécialisations artisanales, l'émergence de grandes agglomérations dès le début du IV^e millénaire (plusieurs hectares voire dizaines d'hectares)¹³ et la visibilité croissante de la sphère publique, invitent à analyser les dynamiques de complexification sociale en Europe occidentale sur un pas de temps large : en quoi ces dynamiques sont-elles semblables ou dissemblables à celles qui conduisent à la « révolution urbaine » au Proche-Orient? Cette période est également très favorable à des études fines concernant les aspects d'interculturalité, en raison de l'intensification des échanges à longue distance et de plus grandes facilités à mettre en œuvre le *cross-dating* des assemblages

matériels. Dans ce cadre une attention soutenue devra être apportée aux témoignages de compétitions sociales et plus particulièrement de conflits¹⁴.

Outre des sous-axes chronologiques, cet axe promeut le développement d'axes méthodologiques et thématiques. Les évolutions méthodologiques fortes qui, pour la plupart, ne peuvent être conçues que dans la diachronie (le plus souvent une diachronie longue, pouvant parfois couvrir la totalité du champ de la recherche archéologique), s'appuient sur une forte interdisciplinarité dans le champ croisé des sciences de l'homme et de la société (SHS), des sciences de la vie et de la terre (SVT), de la chimie et de la physique et s'appliquent à différentes échelles.

Construire des chroniques précises et fiables

Cet aspect reste fondamental tant la littérature relative aux mesures d'âge – plus spécifiquement ici le ¹⁴C – et à leur utilisation comporte des données obsolètes¹⁵ :

- datations dotées d'un très fort écart type et de ce fait peu informatives;
- datations sur des matériaux inappropriés : par exemple, sur tests de mollusques terrestres ou marins; sur matière organique amorphe non caractérisée; matériaux contenant du carbone en quantité insuffisante; mélange de fragments organiques d'âge potentiellement très différents et/ou très pollués par du carbone plus ancien ou plus récent (*bulk*, mélange de micro-charbons en contexte de brassage sédimentaire/de pédogenèse);
- datations sur matériaux affectés par un phénomène de vieillissement, intrinsèque (par exemple, effet vieux bois) ou induit par des processus biogéochimiques complexes (effet réservoir en particulier sur les ossements d'animaux ou d'humains consommateurs de produits marins);
- datations associées de manière insuffisamment étroite à l'événement daté, que celui-ci soit anthropique ou naturel;
- nombre de mesures insuffisant par événement daté et pour les événements encadrant ledit événement; usage insuffisant des statistiques bayésiennes.

Dans les contextes pour lesquels la nécessité de dater est grande, sans pour autant disposer des matériaux offrant des qualités optimales, il convient, *a minima*, d'exiger l'explicitation de l'ensemble des caractéristiques du matériel daté permettant d'évaluer la précision et la fiabilité des mesures publiées.

Un des enjeux de la future programmation est d'améliorer très significativement la pertinence des datations en tendant vers la haute-résolution. Dans ce contexte, la méthode de datation radiocarbone par spectrométrie de masse par accélérateur (AMS) possède évidemment des atouts majeurs. Il conviendrait notamment d'enrichir la réflexion sur la programmation d'ARTEMIS (Accélérateur pour la Recherche en sciences de la Terre), infrastructure de recherche commune au ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et au ministère de la Culture et de la

10 Cassen (dir.) (2009), Pétrequin *et al.* (dir.) (2012).

11 Binder et Lepère (2014), Jeunesse *et al.* (2004).

12 Gandelin (2011), Lemerrier (2012), Lepère (2012).

13 Gandelin (2011).

14 Guilaine et Zammit (2001).

15 Binder (2005).

Communication, en encourageant des protocoles d'analyse, du terrain à l'accélérateur et à la publication, en faisant appel à la modélisation statistique (par exemple, les traitements bayésiens)¹⁶, tendant en cela vers une certification des données. Le recours à une large palette de laboratoires français et étrangers doit être également soutenu, non pas dans la perspective d'une intercomparaison qui a lieu par ailleurs, mais dans la celle d'une émulation légitime.

La programmation nationale devra soutenir le recours à des datations nombreuses et indépendantes permettant de ne plus utiliser les faits chrono-culturels ou chrono-environnementaux (chrono-zones) comme des éléments datant si l'on veut sortir des raisonnements circulaires. Il conviendra notamment de faciliter l'accès à des sites archéologiques ou à des séquences « naturelles » de référence pour des opérations ciblées ayant pour perspective la révision des chroniques.

Dans ce même contexte les aspects d'intercomparaisons des méthodes doivent être soutenus : ^{14}C versus dendrochronologie, thermoluminescence, paléomagnétisme, U/Th... mais aussi, moins classiquement, ^{14}C versus autres radio-nucléides cosmogéniques (^{10}Be , ^{26}Al , ^{36}Cl)¹⁷.

Systèmes techniques

La programmation nationale doit promouvoir des approches intégrées, holistes, qui prennent en considération la culture matérielle dans son ensemble, depuis les processus d'acquisition des matières premières jusqu'aux usages – utilitaires et symboliques –, en passant évidemment par les chaînes opératoires de production. Ces approches incluent évidemment une dimension spatiale (cf. *infra* « Territorialité, écologie et régimes de mobilité »).

Cet objectif passe notamment par le développement des recherches sur les géo- et bioressources. Les recherches intégrées sont plus ou moins classiques pour ce qui concerne les géoressources, qu'il s'agisse de roches siliceuses, de roches tenaces, de matériaux argileux, de métaux, de colorants..., et leur caractérisation par des méthodes appropriées, validées dans le champ des disciplines-mères. Certains de ces domaines doivent cependant être davantage confortés (par exemple : premiers métaux, roches tenaces utilisées pour les outillages ou la parure).

Les expériences, anciennes ou récentes, concernant les roches siliceuses taillées ou des roches alpines à polir par exemple, indiquent que les gîtes de matières premières eux-mêmes présentent le plus souvent des traces anciennes d'exploitation justifiant leur inscription à la Carte archéologique nationale et leur préservation. Il est donc nécessaire de favoriser des projets de prospection thématique et de fouilles sur les affleurements de matière première et ces contextes ne devraient pas être négligés par les prescriptions d'archéologie préventive au prétexte de leur faible visibilité. En outre, ce constat doit naturellement conduire à encadrer les prélèvements de géomatériaux réalisés à des fins expérimentales.

Cet axe a vocation à intégrer les perspectives archéologiques et analytiques déclinées dans l'ancien programme transversal *Mines et carrières* et, pour ce qui concerne les outillages taillés et polis, le programme de l'Union internationale des sciences préhistoriques et protohistoriques (UISPP) : *Flint Minings in Pre and Protohistoric Europe*. Ce dernier aspect s'articule naturellement avec la question des ateliers et celle de la segmentation spatio-temporelle des chaînes opératoires de production et d'usage, avec leurs conséquences en termes d'organisation des transferts et échanges, à l'échelle intra- ou interculturelle, problématiques fondamentales pour aborder les aspects de complexité sociale et les changements de paradigmes économiques et sociaux (systèmes et régimes de mobilité, stratification sociale)¹⁸.

En appui méthodologique à ces axes de recherche, la construction ou le confortement de référentiels des archéomatériaux sont absolument cruciaux. L'effort doit porter sur la mise en réseau de ces outils, une articulation des bases de données qui leur sont adossées et l'homogénéisation des descripteurs utilisés, l'explicitation et l'intercomparaison des méthodes de caractérisation mises en œuvre, et enfin sur la facilitation de leur consultation. Si la dernière période a vu une coordination des actions collectives des UMR du Sud de la France concernant les lithothèques de roches siliceuses, cette démarche doit être étendue à tout le territoire national et au-delà, considérant évidemment l'importance des diffusions à l'échelle de l'Europe.

Dans des domaines voisins, des pans entiers de connaissance restent à organiser, aussi bien pour ce qui concerne les géomatériaux (argiles, « tessonniers », roches tenaces, colorants minéraux, cuivre et alliages cuivreux, sel...) que pour ce qui concerne les archéomatériaux organiques. L'étude de ces derniers qui a longtemps accusé un important retard en regard des pays d'Europe du Nord (notamment la Grande-Bretagne) est en plein développement mais l'attention des archéologues sur ce sujet doit être appelée.

Pour ce qui concerne la caractérisation des assemblages et ensembles lithiques taillés, on doit se réjouir de la part croissante prise par les études techno-économiques alliant caractérisation des matériaux et des chaînes opératoires associées et analyses fonctionnelles. Cependant, les études fonctionnelles, bien articulées avec les études taphonomiques, sont insuffisamment développées en regard des réponses qu'elles apportent sur les économies de débitage, les économies d'outillage et plus largement les systèmes techniques. Dans ce domaine comme dans ceux qui se placent en amont, les besoins en matière d'expérimentation ou de recours aux données ethnoarchéologiques doivent être davantage pris en considération comme des aspects de démarche actualiste faisant partie intégrante du processus analytique.

L'importance grandissante des études technologiques dans le domaine des céramiques est hautement justifiée par la fécondité de ces approches qui permettent de caractériser les méthodes, les savoir-faire et les traditions techniques, en dépassant les cadres typologiques conventionnels (par

16 Whittle et Bayliss (2007), Whittle *et al.* (2011).

17 Bourlès et Calvet (2013).

18 Binder *et al.* (2012), Cassen et Weller (2013), Léa (2012), Pétrequin *et al.* (2012), Vaquer et Rémicourt (2010 et 2011).

exemple, sur l'Impresso-cardial, le Rubané du Bassin parisien, le Néolithique final du Jura ou du Centre-Ouest...)¹⁹. Dans ce domaine, d'importants chantiers restent ouverts à l'expérimentation, indispensable à la reconnaissance des procédés, à l'analyse taphonomique et fonctionnelle, indispensable à la reconstitution des usages.

Il y a grand intérêt à étendre ce type de démarche aux bioressources. Cela va de soi, et se pratique déjà largement, pour ce qui concerne l'exploitation des matières dures animales, avec le développement des approches technologiques et tracéologiques. C'est évidemment plus difficile pour les matériaux périssables d'origine animale qui peuvent cependant être tracés par la chimie organique ou isotopique appliquée à l'étude des conteneurs (céramique) ou des structures de traitement (foyers)²⁰.

De même, d'importantes perspectives restent ouvertes pour ce qui concerne les matières végétales en tant que matières d'œuvre (outillage en bois, vannerie, sparterie...) dans des contextes spécifiques (milieux humides, empreintes, etc.) ou en raison de leur implication à différents titres dans le déroulement des chaînes opératoires (dégraissants, combustibles utilisés pour la cuisson ou le fumage...).

Sur le terrain, l'attention accordée aux contextes de production et de consommation n'est pas toujours suffisante, qu'il s'agisse des espaces fonctionnels et des structures de rejet (structures évidentes ou latentes), des contextes sédimentaires associés et de leurs contenus à différentes échelles ou encore des modes d'association des artefacts aux vestiges fauniques et botaniques. Il est nécessaire de renforcer les exigences de qualité d'enregistrement – et, dans certains cas, d'exhaustivité des prélèvements sur le terrain – pour ne pas obérer toute possibilité d'analyse contextuelle des artefacts en termes de fabrication, d'usage et de rejet. Pour ce qui concerne le Mésolithique, il n'est tout simplement pas concevable que des autorisations de fouille puissent être accordées sans que des tamisages à l'eau et des tris extrêmement soigneux portant sur la plus grande partie des sédiments archéologiques ne soient systématiquement prescrits. Cette préoccupation peut d'ailleurs être étendue à la caractérisation des étapes ultimes de façonnage et d'entretien des outillages pour toutes les périodes concernées par ces programmes.

Ces postures méthodologiques systémiques qui visent à articuler les méthodes, techniques, procédés et usages, aux contextes de dépôt et aux représentations, et au-delà aux savoir-faire, connaissances, traditions techniques et symboliques, sont déjà fréquemment transposées à des gammes de géomatériaux autres que le lithique taillé ou poli (céramiques, parures lithiques, alliages cuivreux, etc.). Ce mouvement doit être fortement encouragé et amplifié en considérant son apport significatif à la caractérisation des modes de vie et des traditions culturelles.

Archéologie funéraire et anthropologie des populations du passé

L'archéologie funéraire et l'anthropologie des populations du passé restent des sources majeures d'information concernant la complexité/segmentation sociale, les identités culturelles, les systèmes symboliques et les représentations, les états sanitaires et les régimes alimentaires, la paléodémographie et les systèmes de peuplement, les lignages et les systèmes de parenté, les études de genre... Ce champ articule fortement une approche archéologique des gestes funéraires, la taphonomie, l'analyse des architectures et des mobiliers, écofacts ou représentations associés avec l'anatomie et la chimie isotopique ou élémentaire, la génomique et la métagénomique ou encore la paléoparasitologie²¹.

Un des verrous majeurs en matière de reconstitution des dynamiques populationnelles concerne la représentativité des contextes funéraires observés en regard de la structure démographique et de la structure sociale (hiérarchique, hétéroarchique) des populations d'origine qui sont autant de questions centrales pour les archéologues. Dans le Nord comme dans le Sud, des terrains très productifs en données (le karst, par exemple) ont été délaissés après avoir cristallisé l'intérêt des archéologues au cours des années 1970-1980 mais sans pour autant bénéficier des développements plus récents de l'archéologie préventive. Les milieux karstiques offrent des possibilités de développement majeur pour la caractérisation des populations mésolithiques, néolithiques et de l'âge du Bronze (voire de l'âge du Fer et des périodes historiques). En outre, ce patrimoine reste particulièrement menacé par certaines pratiques sportives ou par des recherches dans des champs autres que ceux de l'archéologie. Les projets de recherche dans ce domaine doivent donc être soutenus.

Dans le domaine du relevé – à l'échelle des monuments funéraires comme à l'échelle des vestiges osseux – la lasergrammétrie et la photogrammétrie permettent des gains considérables en temps, en justesse et en précision (cf. *supra* l'axe 3). Elles ouvrent également de nouvelles perspectives en matière d'interprétation taphonomique et architecturale. Ces méthodes sont donc à promouvoir en appui aux observations *in situ* propres à l'archéoanthropologie.

Territorialité, écologie et régimes de mobilité

Pour la période considérée ici, la caractérisation des régimes de mobilité constitue un enjeu majeur pour cerner les formes sociales elles-mêmes et donc les changements à l'œuvre au cours de la transition holocène.

L'opposition binaire chasseurs-collecteurs *versus* agropasteurs est insuffisante pour caractériser les anthrosystèmes préhistoriques et davantage fondée sur des présupposés que sur des exposés argumentés de faits. La diversité des régimes de mobilité des derniers chasseurs-collecteurs eux-mêmes est mal cadrée et se résume parfois à une approximation des concepts de l'ethnoarchéologie anglo-saxonne opposant *radiating* et *circulating mobility* ou en d'autres termes

19 Ard (2014), Gomart (2014), Lepère (2014), Manen *et al.* (2010).

20 Regert *et al.* (1999).

21 Deguilloux *et al.* (2011), Dudaý (2009), Jeunesse (2010), Lefranc *et al.* (2014).

(et de manière abusive) mobilité logistique et résidentielle, sans toujours tenir compte de la multiplicité nécessaire des échelles d'observation temporelles et spatiales.

Symétriquement, la sédentarité des populations agropastorales est trop souvent tenue pour acquise, parfois sans la moindre nuance alors que les poids de l'agriculture, du pastoralisme et de la chasse au sein des économies du Néolithique et de l'âge du Bronze peuvent induire des degrés divers de fixation au sol, des calendriers d'exploitation du territoire tout aussi divers et des « spécialismes » également contrastés. Pour les sociétés de prédateurs comme pour celles de producteurs une approche multiscalaire de ces questions est nécessaire afin de bien rendre compte de l'emboîtement des dispositifs territoriaux dans le temps et dans l'espace : du fonctionnement et du statut de l'habitat à la formation des réseaux sociaux (intra ou interculturels) et aux systèmes de peuplement.

Sur le terrain, un des principaux verrous concerne l'accès à une gamme aussi étendue que possible de sites susceptibles d'avoir constitué les composantes d'un réseau territorial. La capacité à modéliser à partir d'une information archéologique forcément fragmentaire (et d'autant plus fragmentaire que l'on s'intéresse à des périodes plus anciennes) dépend de la capacité à mettre en œuvre une approche fonctionnelle de la diversité des usages de l'espace.

Dans ce domaine, la situation n'a guère évolué au cours des dernières décennies avec un très fort déséquilibre documentaire entre le Nord de la France (avec des données majoritairement livrées par des sites de plein air souvent considérés à tort ou à raison comme centraux) et le Sud (avec des données encore majoritairement livrées par des sites en grotte et sous abris souvent considérés, également à tort ou à raison, comme périphériques). Ainsi, par exemple, tout oppose de ce point de vue le Rubané et l'Impresso-cardial.

Même si l'archéologie préventive a permis de camper un nouveau décor dans le Sud (cf. la mise en évidence des grandes agglomérations chasséennes dans le Toulousain ou plus récemment en Provence rhodanienne), le compte n'y est pas. Cela est dû particulièrement à des facteurs physiographiques (comme, par exemple, la forte compartimentation du relief dans certaines zones-clefs) mais aussi – et c'est parfois un corollaire du constat précédent – à l'importance des cultures viticoles n'offrant que des possibilités archéologiques limitées, y compris à l'occasion des arrachages et replantations qui ne donnent que difficilement lieu à des prescriptions. Au Nord comme au Sud, les milieux collinéens et montagnards sont également des zones à très fort enjeu pour la caractérisation des régimes de mobilité, et souvent moins favorables que les zones ouvertes aux grands décapages.

Des enjeux également colossaux sont portés par les milieux littoraux et par les milieux submergés au cours de la transgression holocène. Dans ce domaine, l'articulation avec les géosciences est cruciale pour ce qui concerne l'identification d'installations submergées et/ou fortement recouvertes, la remontée eustatique, l'ingression marine dans les paléovalées pléistocènes et tout ce que cela implique également pour estimer les conditions d'accès à la mer. Pour ce qui concerne les processus de « mésolithisation » sur le littoral atlantique, la connaissance des dynamiques littorales et la recherche de

traces d'installation submergées sont essentielles s'agissant de savoir si le tropisme vers les ressources halieutiques est ou n'est pas un caractère propre au « Mésolithique ». Du côté de la Méditerranée, où l'on suppose depuis longtemps que la colonisation néolithique a suivi des voies maritimes, on a systématiquement souligné les biais induits par la submersion probable des tout premiers établissements pionniers, mais sans que cela se traduise par la mise en place d'opérations spécifiques visant à démontrer la validité de ce point de vue. Sur les littoraux, les enjeux sont d'importance et devraient amener à des coopérations entre le Département des recherches sous-marines et subaquatiques (Drassm) et les services régionaux de l'archéologie, illustrées par des programmes conjoints alors que la situation actuelle a pu parfois générer conflits ou absence de décisions. Dans la plupart de ces contextes le recours à des méthodes d'investigation adaptées (géophysique, LiDAR aéroporté, sonar, carottages...) est de nature à faire progresser très significativement la connaissance et doit de ce fait être fortement encouragé.

Parallèlement à l'amélioration des connaissances sur la trame territoriale, deux axes majeurs doivent être confortés pour en aborder le fonctionnement : identifier par une approche fonctionnelle *lato sensu* le statut de chacune des composantes de ces réseaux et positionner les différents aspects d'activité sur des calendriers annuels.

Ce sous-axe concerne à la fois la caractérisation des milieux et celle des pratiques. Il s'appuie fortement sur les démarches technoéconomiques (cf. *supra* « Systèmes techniques ») mais aussi sur les données de la bioarchéologie²². D'une manière générale, il est nécessaire d'encourager les interactions entre les géo- et biochimistes, bio- et géoarchéologues et archéologues afin de procéder *ab initio* à l'intégration des données environnementales à haute résolution dans les opérations archéologiques, plutôt qu'à des tentatives de corrélation des unes avec les autres après qu'elles ont été réalisées par des équipes différentes, et sans concertation portant sur les problématiques et méthodes. Il s'agit d'exploiter les archives environnementales en dehors des sites présentant des indices d'implantation humaine bien caractérisés, afin de mesurer à la fois les conditions préexistant aux installations, l'impact de ces dernières sur le milieu, la capacité de ce dernier à enregistrer différents modes d'exploitation et les processus de résilience consécutifs à d'éventuelles déprises ou changements majeurs d'activité²³. Parmi les « proxies » concernées, la part des biomarqueurs est évidemment importante (pollen, charbons, microfossiles non polliniques, phytolithes, carporestes, malacofaune...) mais les marqueurs géochimiques sont également fort intéressants (notamment pour mesurer les pollutions liées aux premières activités métallurgiques). De même, les développements actuels dans le champ de la biochimie et de la biologie moléculaire sont particulièrement stimulants (par exemple, la caractérisation de molécules type miliacine, acides biliaires, traçage biochimique des formations végétales, génétique et méta-génomique...). Dans ces domaines il faut

22 Bréhard *et al.* (2010), Daire *et al.* (2013), Delhon *et al.* (2008), Dupont *et al.* (2008), Nicod *et al.* (2010), Salavert et Dufraisse (2014).

23 Delhon *et al.* (2009).

privilégier les analyses à haute résolution reposant sur des diagnostics géoarchéologiques de grande qualité (et pour autant que l'on dispose en effet d'acteurs en nombre suffisant dans le domaine de la géoarchéologie).

D'autre part, la contribution de l'archéozoologie et de l'archéobotanique à la caractérisation des pratiques intrasite reste essentielle. Dans le champ de l'archéozoologie, les analyses classiques portant sur les représentations squelettiques, les activités bouchères, les apports et emports restent indispensables. Dans le domaine de la zootechnie, l'évolution de connaissances en paléogénétique doit permettre d'affiner la perception des processus de sélection (ou de réintroduction) qui conduisent à la diversification ou au resserrement des objectifs d'élevage des ruminants. Ces mêmes méthodes doivent contribuer à la caractérisation des processus de maronnage (notamment des petits ruminants et des suinés), susceptibles de brouiller totalement la perception du « sauvage » et du « domestique » dans les assemblages fauniques et donc la perception du statut des sites concernés.

Dans le champ de l'archéobotanique, les méthodes de caractérisation éco-anatomique, physiologique et phénologique ou des aspects d'altération des bois (conditions de croissance et gestion des peuplements forestiers, frais, sec, à différents degrés de pourrissement, flottés, calibres, saison...) est de nature à modifier la perception de l'économie végétale (cf. culture ou proto-culture de certaines espèces ligneuses, nourrissage des ruminants dans un contexte de bergerie, bois d'œuvre, bois de feu, ramassage ou abattage) contribuant ainsi à une meilleure caractérisation fonctionnelle des unités recelant les assemblages anthracologiques. La caractérisation de marqueurs chimiques (moléculaires, élémentaires ou isotopiques) ouvre également la voie vers une localisation des ressources végétales, la caractérisation de l'état du bois (bois flotté), les disponibilités en eau (irrigation)²⁴.

Ces évolutions méthodologiques devraient avoir des conséquences importantes en termes de protocoles de prélèvement. En complément des apports de la carpologie, l'analyse des spectres de phytolithes doit permettre de mieux interpréter les modes d'introduction des végétaux sur les sites. S'agissant par exemple des céréales cet aspect est essentiel pour apprécier la position des sites receveurs à plus ou moins grande distance des lieux de production et leur place dans la chaîne opératoire de traitement (incluant les aspects de stockage et de transformation des ressources)²⁵.

Enfin, dans les champs croisés de l'archéobotanique, de l'archéozoologie et de la géoarchéologie, il faut souligner l'importante question de la zoochorie et des biais que peut entraîner une prise en considération insuffisante des recouvrements entre les origines possibles, naturelles ou anthropiques des écofacts. Cela est bien illustré, par exemple, par les interprétations contradictoires des assemblages carpologiques en contexte mésolithique, entre consommation humaine et rejets aviaires.

À ces aspects, il convient d'ajouter une autre approche essentielle dont la mise en œuvre constitue dans une certaine mesure un prérequis pour ce qui précède, en l'occurrence une approche géoarchéologique intrasite combinant lecture fonctionnelle (au sens de la caractérisation des marqueurs d'activité) et taphonomie. Cette orientation de la géoarchéologie, qui est notamment à l'origine de la caractérisation des bergeries néolithiques dans le Sud au cours des années 1980, s'est également enrichie au cours de la même période des apports de méthodes de la pédologie (micro-morphologie); elle doit être maintenue, soutenue, développée. Symétriquement, la prise en considération au meilleur niveau des apports de la bioarchéologie et de l'archéologie environnementale aux problématiques culturelles et sociétales devrait s'accompagner d'une meilleure prise en compte des archives « naturelles » dans la programmation et conduire à des opérations archéologiques préventives ou programmées dans ces contextes. Cela devrait aller de pair avec une meilleure représentation des spécialistes dans les CIRA et au CNRA.

Au sein de ce sous-axe, il convient d'insister sur l'importance de replacer les activités dans le temps court des cycles saisonniers. En effet les tissus biologiques sont à même de livrer des chroniques précises en croisant des données anatomiques et biogéochimiques. Au-delà des aspects classiques d'estimation des âges d'abattage des faunes à partir des marqueurs de croissance dentaire, la cémentologie couplée à l'analyse de rapports isotopiques ou de marqueurs élémentaires permet d'identifier des changements d'environnement ou d'alimentation qu'il est possible de positionner sur un calendrier, permettant ainsi de discuter les régimes de mobilité²⁶. Des données de saisonnalisation fine sont classiquement obtenues sur des restes de poissons (cernes de croissance des corps vertébraux ou des otolithes). Des données encore plus fines, avec des résolutions journalières pour certaines espèces, peuvent être obtenues sur tests de mollusques marins. Cette boîte à outils peut également permettre de réduire des questions cruciales dans le domaine de la paléoclimatologie en mettant en œuvre des analyses multi-proxies sur les tests de mollusques estuariens et d'apprécier dans ces conditions la répartition des précipitations à une résolution chronologique intrasaisonnière très fine : il s'agit là d'une clef importante pour qualifier les régimes climatiques au-delà d'une appréciation des températures moyennes annuelles qui renseignent insuffisamment sur les contraintes imposées aux sociétés humaines.

Perspectives

Les orientations proposées pour les recherches relatives à la Préhistoire récente ont l'ambition de favoriser le décloisonnement de problématiques jusqu'ici dissociées en mettant au premier plan les dynamiques culturelles et environnementales à l'œuvre durant les dix millénaires au cours desquels on voit se dessiner, à l'échelle du globe, les mutations majeures des scocio-écosystèmes préfigurant l'Anthropocène.

24 Terral *et al.* (2010), Théry-Parisot *et al.* (2010), Théry-Parisot et Henry (2012).

25 Martin (2014), Martin *et al.* (2012).

26 Balasse *et al.* (2012), Ferrio *et al.* (2007), Fiorentino *et al.* (2015).

Les axes de recherche énoncés sont délibérément larges et valorisent une interdisciplinarité indispensable à la reconstitution des scénarios historiques et leurs contextes paléontologiques et environnementaux. Ici, l'accent est mis particulièrement sur des questions relatives aux méthodes et aux référentiels, dans la double perspective de développer les connaissances sur les milieux et pratiques et de consolider les preuves scientifiques à même de valider les hypothèses proposées.

Compte tenu de la diversité des zones d'ombre – qu'il s'agisse des défauts de résolution chronologique, des difficultés à définir des entités culturelles multifformes à partir des seuls témoins matériels ou des aspects de conservation extraordinairement différenciés des archives du sol – ces axes ne peuvent en aucune manière être perçus comme restrictifs.

Néanmoins, pour l'ensemble de la période considérée, des terrains à plus fort enjeu peuvent être identifiés. D'une part, il s'agit, encore et toujours, des établissements de plein air dont la connaissance – en termes de logique d'implantation, de statut et de fonctionnement – reste particulièrement déficiente, d'une façon générale pour les périodes anciennes (Paléolithique terminal, Mésolithique) ou, dans certaines régions-clefs, pour les premières étapes du Néolithique (domaine méditerranéen, façade atlantique, *terrae incognitae* situées entre les aires culturelles de l'Impresso-cardial et du Rubané). D'autre part, il s'agit de sites de nature et de statuts variés – habitats de longue durée et sites d'agrégation, ensembles funéraires et cultuels, haltes de chasse et stations pastorales, champs exploités, gîtes de matières premières, mines et ateliers –, dans des contextes insuffisamment diagnostiqués à l'écart des grandes plaines alluviales mieux documentées actuellement grâce à l'effort d'archéologie préventive : paléolittoraux submergés, zones d'estran et littoraux (Atlantique, Manche, Méditerranée), bords de lacs et zones humides, milieux collinéens, moyenne et haute-montagne, karst...

Une déclinaison opérationnelle de ces orientations, susceptible de se traduire par l'élaboration de cartographies à l'échelle régionale, est évidemment nécessaire. Elle requiert une intensification des interactions entre les différents acteurs de la recherche, dans le cadre de dispositifs ou pôles interrégionaux, et leur capacité à mettre en œuvre des projets collectifs ambitieux.

Références bibliographiques

Ard V. (2014), *Produire et échanger au Néolithique. Traditions céramiques entre Loire et Gironde au IV^e millénaire*, Paris, CTHS, coll. « Documents préhistoriques », 33, 388 p.

Balasse M., Obein G., Ughetto-Monfrin J., Mainland I. (2012), "Investigating seasonality and season of birth in past herds: a reference set of sheep enamel stable oxygen isotope ratios", *Archaeometry*, 54, 2, p. 349-368.

Binder D. (2005), « Le radiocarbone et la néolithisation de la Méditerranée centrale et occidentale », *Dossiers d'archéologie*, 306, p. 30-37.

Binder D. (2013), « Mésolithique et Néolithique ancien en Italie et dans le sud-est de la France entre 7000 et 5500 BCE cal. Questions ouvertes sur les dynamiques culturelles et les procès d'interaction », in J. Jaubert, N. Fourment, P. Depaepe (dir.), *Transitions, ruptures et continuité en Préhistoire. Actes du 27^e congrès préhistorique de France, Bordeaux-Les Eyzies, 31 mai-5 juin 2010*, Paris, Société préhistorique française, p. 371-355.

Binder D., Gratuze B., Vaquer J. (2012), « La circulation de l'obsidienne dans le sud de la France au Néolithique », *Rubricatum*, 5, Special issue, Networks in the Neolithic: Exchange of raw materials, products and ideas in the Western Mediterranean (VII-III millennium BC), p. 189-200.

Binder D., Lepère C. (2014), "Impresso-cardial transition to SMP and Chassey in Provence", *Rivista di Studi Liguri*, 37-39, Special issue, Atti del convegno: il pieno sviluppo del Neolitico in Italia, p. 21-29.

Blouet V., Klag T., Petitdidier M.-P., Thomashausen L. (2013), *Le Néolithique ancien en Lorraine*, Paris, Société préhistorique française, coll. « Mémoires », 55, 2 vol., 377 et 360 p.

Bourlès D., Calvet M. (2013), « Les radionucléides cosmogéniques : des outils de datation pertinents pour l'étude des premiers peuplements », in C. Falguères, *Le temps long en Préhistoire. Contribution des méthodes de datation à la connaissance des peuplements anciens. Journées francophones. Paris, 22-23 octobre 2013*.

Bréhard S., Beeching A., Vigne J.-D. (2010), "Shepherds, cowherds and site function on middle Neolithic sites of the Rhône valley: An archaeozoological approach to the organization of territories and societies", *Journal of Anthropological Archaeology*, 29 (2), p. 179-188.

Cassen S. (dir.) (2009), *Autour de la Table. Explorations archéologiques et discours savants sur des architectures néolithiques à Locmariaquer, Morbihan (Table des Marchands et Grand Menhir)*, Nantes, Laboratoire de recherches archéologiques (LARA), CNRS (UMR 6566), Université de Nantes, 918 p.

Cassen S., Weller O. (2013), « Idées et faits relatifs à la production des sels marins et terrestres en Europe, du VI^e au III^e millénaire », in J. Soares (dir.), *Pré-história das Zonas Húmidas. Paisagens de sal*, Setúbal, Éd. MAEDS/ADS (Museu de Arqueologia e Etnografia do Distrito de Setúbal / Assembleia Distrital de Setúbal), SIMARSUL, S.A., Setúbal arqueológica, 14.

Cottiaux R., Salanova L. (dir.) (2014), « La fin du IV^e millénaire dans le Bassin parisien. Le Néolithique récent entre Seine, Oise et Marne (3900-2500 avant notre ère) », *Revue archéologique de l'Est*, supplément, 34, *Revue archéologique d'Île-de-France*, supplément, 1.

Daire M.-Y., Dupont C., Baudry A., Billard C., Large J.-M., Lespez L., Normand E., Scarre C. (dir.) (2013), *Anciens peuplements littoraux et relations homme/milieu sur les côtes de l'Europe atlantique / Ancient Maritime Communities and the Relationship*

- between People and Environment along the European Atlantic Coasts. *Actes du colloque HOMER2011*, Oxford, Archeopress, British Archaeological Reports, 2570.
- Deguiloux M.-F., Soler L., Pemonge M.-H., Scarre C., Joussaume R., Laporte L. (2011), "News From the West: Ancient DNA From a French Megalithic Burial Chamber", *American Journal of Physical Anthropology*, 144, p. 108-112.
- Delhon C., Martin L., Argant J., Thiébault S. (2008), "Shepherds and plants in the Alps: multi-proxy archaeobotanical analysis of neolithic dung from "La Grande Rivoire" (Isère, France)", *Journal of Archaeological Science*, 35 (11), p. 2937-2952.
- Delhon C., Thiébault S., Berger J.-F. (2009), "Environment and landscape management during the Middle Neolithic in Southern France: Evidence for agro-sylvo-pastoral systems in the Middle Rhone Valley", *Quaternary International*, 200 (1-2) (Rhythms and Causalities of the Anthropisation Dynamic in Europe between 8500 and 2500 cal BP: Sociocultural and/or Climatic Assumptions), p. 50-65.
- Dias-Meirinho M.-H., Léa V., Gernigon K., Fouéré P., Briois F., Bailly M. (dir.) (2008), *Les industries lithiques taillées des IV^e et III^e millénaires en Europe occidentale : colloque international, Toulouse, 7-9 avril 2005*, Oxford, John and Erica Hedges, British Archaeological Reports, 1884.
- Dubouloz J. (2008), "Impact of the Neolithic Demographic Transition on Linear Pottery Culture Settlement", in J.-P. Bocquet-Appel, O. Bar-Yosef (dir.), *The Neolithic Demographic Transition and its Consequences*, London, Springer, p. 207-235.
- Ducrocq T. (2001), *Le Mésolithique du bassin de la Somme : insertion dans un cadre morpho-sédatigraphique, environnemental et chronoculturel*, Lille, Université des sciences et technologies, Publications du CERP, 7, 254 p.
- Duday H. (2009), *The Archaeology of the Death. Lectures in Archaeo-Thanatology*, Oxford and Oakville, Oxbow Books, 230 p.
- Dupont C., Marchand G., Carrión Marco Y., Dese-Berset N., Gaudin L., Gruet Y., Marguerie D., Oberlin C. (2010), « Beg-an-Dorchenn (Plomeur, Finistère) : une fenêtre ouverte sur l'exploitation du littoral par les peuples mésolithiques du VI^e millénaire dans l'Ouest de la France », *Bulletin de la société préhistorique française*, 107 (2), p. 227-290.
- Ferrio J.P., Voltas J., Alonso N., Arous J.L. (2007), "Reconstruction of Climate and Crop Conditions in the Past Based on the Carbon Isotope Signature of Archaeobotanical Remains", in T.E. Dawson, R.T.W. Siegwolf (dir.), *Stable Isotopes as Indicators of Ecological Change*, New York, Elsevier Academic Press, p. 319-332.
- Fiorentino G., Ferrio J.P., Bogaard A., Arous J.L., Riehl S. (2015), "Stable isotopes in archaeobotanical research", *Vegetation History and Archaeobotany*, 24 (1), p. 215-227.
- Fouéré P. (2011), « La maison néolithique dans le sud-ouest de la France », in C. Servelle (dir.), *Haches de pierre. Au Néolithique, les premiers paysans du Tarn*, Castres, Centre départemental d'Archéologie, p. 311-317.
- Gandelin M. (2011), *Les enceintes chasséennes de Villeneuve-Tolosane et de Cugnaux dans leur contexte du Néolithique moyen européen*, Toulouse, Archives d'écologie préhistorique, 506 p.
- Georjon C., Léa V. (2013), « Les styles céramiques du Néolithique moyen en Languedoc oriental : caractérisation et premières comparaisons avec la périodisation des industries lithiques taillées », *Gallia préhistoire*, 55, p. 31-71.
- Gernigon K. (2014), « Le Chasséen entre temps et espace », in I. Sénépart, F. Leandri, J. Cauliez, T. Perrin et E. Thirault (dir.), *Chronologie de la Préhistoire récente dans le sud de la France. Actualité de la recherche*, Toulouse, Archives d'écologie préhistorique, p. 37-62.
- Ghesquière E., Marchand G. (2010), *Le Mésolithique en France*, Paris, La Découverte, coll. « Archéologies de la France », 178 p.
- Gomart L. (2014), *Traditions techniques et production céramique au Néolithique ancien. Étude de huit sites rubanés du nord est de la France et de Belgique*, Leiden, Sidestone Press, 344 p.
- Guilaine J. (2003), « Aspects de la néolithisation en Méditerranée et en France », in A. Ammerman, P. Biagi (dir.), *The Widening Harvest. The Neolithic Transition in Europe: Looking back, Looking forward*, Boston, Archaeological Institute of America, p. 189-206.
- Guilaine J., Zammit J. (2001), *Le Sentier de la guerre. Visages de la violence préhistorique*, Paris, Seuil, 372 p.
- Henry A., Valdeyron N., Bouby L., Théry-Parisot I. (2012), "History and evolution of Mesolithic landscapes in the Haut-Quercy (Lot, France)", *The Holocene*, 23 (1), p. 127-136.
- Jeunesse C. (2010), « Les sépultures en fosses circulaires de l'horizon 4500 – 3500. Contribution à l'étude comparée des systèmes funéraires du Néolithique européen », in L. Baray, B. Boulestin (dir.), *Morts anormaux et sépultures bizarres. Les dépôts humains en fosses circulaires et en silos du Néolithique à l'âge du Fer. Actes de la 2^e table ronde interdisciplinaire « Morts anormaux, sépultures bizarres : questions d'interprétation en archéologie funéraire », 29 mars-1^{er} avril 2006*, Sens, Dijon, Éditions universitaires de Dijon, p. 28-48.
- Jeunesse C., Lefranc P., Denaire A. (2004), « Groupe de Bischheim, origine du Michelsberg, genèse du groupe d'Entzheim. La transition entre le Néolithique moyen et le Néolithique récent dans les régions rhénanes », *Cahiers de l'Association pour la promotion de la recherche archéologique en Alsace*, 18/19, p. 1-280.

●●●

•••

- Langlais M., Naudinot N., Peresani M. (dir.) (2014), *Les groupes culturels de la transition Pléistocène-Holocène entre Atlantique et Adriatique. Actes de la séance de la Société préhistorique française, Bordeaux, 20-25 mai 2012*, Paris, Société préhistorique française, Séances de la Société préhistorique française, 3.
- Léa V. (2012), "The Diffusion of Obsidian in the North-West Mediterranean: toward a New Model of the Chassey Culture?", *Journal of Mediterranean Archaeology*, 25 (2), p. 147-173.
- Lefranc P., Denaire A., Jeunesse C. (dir.) (2014), *Données récentes sur les pratiques funéraires néolithiques de la Plaine du Rhin supérieur. Actes de la table ronde de Strasbourg, 1^{er} juin 2011*, Oxford, Archaeopress, 228 p.
- Lemercier O. (2012), "Interpreting the Beaker phenomenon in Mediterranean France: an Iron Age analogy", *Antiquity*, 86 (331), p. 131-143.
- Lepère C. (2012), « Chronologie des productions céramiques et dynamiques culturelles du Chasséen de Provence », *Bulletin de la Société préhistorique française*, 109 (3), p. 513-545.
- Lepère C. (2014), "Experimental and traceological approach for a technical interpretation of ceramic polished surfaces", *Journal of Archaeological Science*, 46, p. 144-155.
- Manen C., Perrin T. (2009), « Réflexions sur la genèse du Cardial "franco-ibérique" », in Collectif, *De Méditerranée et d'ailleurs... Mélanges offerts à Jean Guilaine*, Toulouse, Archives d'écologie préhistorique, p. 427-462.
- Manen C., Convertini F., Binder D., Sénépart I. (dir.) (2010), *Premières sociétés paysannes de Méditerranée occidentale. Structures des productions céramiques*, Paris, Société préhistorique française, coll. « Mémoires », 51, 282 p.
- Marchand G. (2014), *Préhistoire atlantique. Fonctionnement et évolution des sociétés, du Paléolithique au Néolithique*, Arles, Errance, coll. « Les Hespérides », 520 p.
- Marchand G., Perrin T. (2015), "Why this revolution? Explaining the major technical shift in Southwestern Europe during the 7th millennium cal. BC", *Quaternary international*.
- Martin L. (2014), *Premiers paysans des Alpes. Alimentation végétale et agriculture au Néolithique*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. « Tables des Hommes », 220 p.
- Martin L., Delhon C., Thiébaud S., Pelletier D. (2012), "Plant exploitation and diet in altitude during Mesolithic and Neolithic: Archaeobotanical analysis from a hunting camp in the Chartreuse massif (L'Aulp-du-Seuil, Isère, France)", *Review of Palaeobotany and Palynology*, 185, p. 26-34.
- Meunier K. (2013), « Chronologie de la céramique rubanée dans le sud-est du Bassin parisien », *Bulletin de la société préhistorique française*, 110 (3), p. 447-462.
- Nicod P.-Y., Picavet R., Argant J., Brochier J.-L., Chaix L., Delhon C., Martin L., Moulin B., Sordoillet D., Thiébaud S. (2010), « Une économie pastorale dans le nord du Vercors : analyse pluridisciplinaire des niveaux néolithiques et protohistoriques de la Grande Rivoire (Sassenage, Isère) », in A. Beeching, É. Thirault, J. Vital (dir.), *Économie et société à la fin de la Préhistoire. Actualité de la recherche. Actes des 7^e rencontres méridionales de Préhistoire récente, Bron, 3-4 novembre 2006*, Lyon, Maison de l'Orient et de la Méditerranée, coll. « Documents d'archéologie en Rhône-Alpes et en Auvergne », 34, p. 69-86.
- Nicod P.-Y., Perrin T., Brochier J.-L., Chaix L., Marquebille B., Picavet R., Vannieuwenhuysse D. (2012), « Continuités et ruptures culturelles entre chasseurs mésolithiques et chasseurs néolithiques en Vercors : analyse préliminaire des niveaux du Mésolithique récent et du Néolithique ancien sans céramique de l'abri sous-roche de la Grande Rivoire (Sassenage, Isère) », in T. Perrin, I. Sénépart, J. Cauliez, É. Thirault, S. Bonnardin (dir.), *Dynamismes et rythmes évolutifs des sociétés de la Préhistoire récente. Actualité de la recherche. Actes des 9^e rencontres méridionales de Préhistoire récente, Saint-Georges-de-Didonne, 8-9 octobre 2010*, Toulouse, Archives d'écologie préhistorique, p. 13-32.
- Perrin T. (2013), « Potentialités de contacts entre mésolithiques et néolithiques dans le sud de la France », in J. Jaubert, N. Fourment, P. Depaepe (dir.), *Transitions, ruptures et continuité en Préhistoire. Actes du 27^e congrès préhistorique de France, Bordeaux-Les Eyzies, 31 mai-5 juin 2010*, Paris, Société préhistorique française, p. 357-372.
- Perrin T., Marchand G., Allard P., Binder D. *et al.* (2009), « Le second Mésolithique d'Europe occidentale : origines et gradient chronologique », *Annales de la Fondation Fyssen*, 24, p. 163-178.
- Pétrequin P., Cassen S., Errera M., Klassen L., Sheridan A., Pétrequin A.-M. (dir.) (2012), *Jade. Grandes haches alpines du Néolithique européen. V^e et IV^e millénaires av. J.-C.*, Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté & Centre de recherche archéologique de la Vallée de l'Ain, 1518 p.
- Regert M., Dudd S.N., Pétrequin P., Evershed R. (1999), « Fonction des céramiques et alimentation au Néolithique final sur les sites de Chalain. De nouvelles voies d'étude fondées sur l'analyse chimique des résidus organiques conservés dans les poteries », *Revue d'Archéométrie*, 23 (1), p. 91-100.
- Salavert A., Dufraisse A. (2014), "Understanding the impact of socio-economic activities on archaeological charcoal assemblages in temperate areas: A comparative analysis of firewood management in two Neolithic societies in Western Europe (Belgium, France)", *Journal of Anthropological Archaeology*, 35, p. 153-163.

- Séara F. (2014), *Les occupations du premier Mésolithique des Basses Veuves (Pont-sur-Yonne)*, Paris, Inrap & CNRS Éditions, coll. « Recherches archéologiques », 8, 240 p.
- Terral J.-F., Breton C., Newton C., Ivorra S., Bervillé A. (2010), « Les apports décisifs de la morphométrie (éco-anatomie et morphométrie géométrique) et de la génétique (marqueurs moléculaires microsatellites) dans la reconstruction de l'histoire de la culture et de la domestication de l'olivier », in G. Barbieri, A. Ciacci, A. Zifferero (dir.), *Eleiva Oleum Olio. Le origini dell'olivicoltura in Toscana: nuovi percorsi di ricerca tra archeologia, botanica e biologia molecolare*, San Quirico d'Oria, DonChisciote p. 229-245.
- Théry-Parisot I., Chabal L., Chrzavetz J. (2010), "Anthracology and taphonomy, from wood gathering to charcoal analysis. A review of the taphonomical processes modifying charcoal assemblages", *Palaeogeography, Palaeoclimatology, Palaeoecology*, 291, p. 142-153.
- Théry-Parisot I., Henry A. (2012), "Seasoned or green? Radial cracks as a method for identifying the use of green wood as fuel in archaeological charcoal", *Journal of Archaeological Science*, 39 (2), p. 381-388.
- Thirault É. (2004), *Échanges néolithiques : les baches alpines*, Montagnac, Millau, Éditions Monique Mergoïl, coll. « Préhistoires », 10, 468 p.
- Valdeyron N. (2013), *Of Men and Nuts. Essai sur le Mésolithique et la place qu'y tient le végétal*, Habilitation à diriger des recherches, Toulouse, Université Toulouse II-Le Mirail.
- Valdeyron N., Manen C., Bosc-Zanardo B. (2013), « Mésolithique récent/final et néolithisation du sud-ouest de la France : vers de nouvelles perspectives ? », in J. Jaubert, N. Fourment, P. Depaepe (dir.), *Transitions, ruptures et continuité en Préhistoire. Actes du 27^e congrès préhistorique de France, Bordeaux-Les Eyzies, 31 mai-5 juin 2010*, Paris, Société préhistorique française, p. 373-390.
- Valentin B. (2008), *Jalons pour une Paléohistoire des derniers chasseurs (XIV^e-VI^e millénaire avant J.-C.)*, Paris, Publications de la Sorbonne, coll. « Cahiers archéologiques de Paris », 1, 326 p.
- Vaquer J., Remicourt M. (2010), « Rythmes et modalités d'approvisionnement en silex blond bédoulien dans le Chasséen du Bassin de l'Aude : le cas d'Auriac, Carcassonne (Aude) », in A. Beeching, É. Thirault, J. Vital (dir.), *Économie et société à la fin de la Préhistoire. Actualité de la recherche. Actes des 7^e rencontres méridionales de Préhistoire récente, Bron, 3-4 novembre 2006*, Lyon, Maison de l'Orient et de la Méditerranée, coll. « Documents d'archéologie en Rhône-Alpes et en Auvergne », 34, p. 39-56.
- Vaquer J., Remicourt M. (2011), « Aires culturelles et circulations de grandes lames, de plaquettes et de poignards à la fin du Néolithique et au Chalcolithique dans le midi de la France », in I. Sénépart, T. Perrin, E. Thirault, S. Bonnardin (dir.), *Marges, frontières, transgressions. Actes des 8^e rencontres méridionales de Préhistoire récente, Marseille, 7-8 novembre 2008*, Toulouse, Archives d'écologie préhistorique, p. 121-156.
- Verjux C. (2015), *Les structures en creux du site mésolithique d'Au-neau « le Parc du Château » (Eure-et-Loir). Nouveau bilan et implications concernant le mode de vie des dernières populations de chasseurs-collecteurs en Europe*, Paris, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.
- Whittle A., Bayliss A. (2007), "The Times of Their Lives: from Chronological Precision to Kinds of History and Change", *Cambridge Archaeological Journal*, 17 (1), p. 21-28.
- Whittle A., Healy F., Bayliss A. (2011), *Gathering Time: Dating the Early Neolithic Enclosures of Southern Britain and Ireland*, Oxford, Oxbow Books, 992 p.

Axe 5



Complexe funéraire monumental du v^e siècle avant notre ère, Lavau (Aube).
Deux enclos quadrangulaires associés à un tumulus abritant la sépulture d'un riche personnage,
superposés à des vestiges de la fin de l'âge du Bronze et du premier âge du Fer.
Fouille Bastien Dubuis, 2015 (cliché F. Canon, Inrap).

Les âges des métaux

Le traitement programmatique de la « Protohistoire » souffre du flou conceptuel qui entoure la définition de cette période chronologique dans les diverses traditions archéologiques. De fait, si dans l'ancienne programmation du CNRA, la « Protohistoire » désignait clairement les âges des métaux (bronze et fer), ce terme fait néanmoins l'objet de définitions différentes (pas moins de trois!) et d'usages inégaux dans la recherche française : il peut s'étendre du Néolithique à la Guerre des Gaules, ou se limiter à l'âge du Fer, voire juste à une partie de celui-ci¹. Cette incertitude épistémologique a par ailleurs alimenté des inégalités dans le traitement des divers segments chronologiques de la période dite « protohistorique ». Pour s'en tenir aux seuls âges des métaux, les circonstances de la recherche, la possibilité du recours aux sources écrites, les accents antérieurs de la programmation, ainsi que, probablement, les caractéristiques de l'aménagement actuel du territoire, ont en effet concouru à accentuer un déséquilibre dans la recherche et les connaissances, au détriment de l'âge du Bronze (principalement Bronze ancien et moyen) et au profit du second âge du Fer (tout particulièrement La Tène finale). On notera enfin que ce déséquilibre a accentué l'« effet de frontière » entre le Néolithique et le début de l'âge du Bronze.

En conséquence, dans cette programmation nationale, et afin d'éviter toute confusion, le terme d'« âges des métaux » a été préféré à celui de « Protohistoire ». Cet axe 5 rassemble donc l'âge du Bronze et l'âge du Fer pour le volet chronologique, les sujets thématiques étant le plus souvent mis en perspective, d'une part avec le Néolithique et, d'autre part, avec l'Antiquité.

Au sein de ces deux millénaires d'histoire environ, il convient de mieux individualiser les périodes et, en particulier, de soutenir les recherches sur l'âge du Bronze, avec

une approche de terrain adaptée à ses enjeux scientifiques propres. Cette meilleure identification des problématiques spécifiques à la période permettra, dans un second temps, une intégration cohérente de l'âge du Bronze sur la longue durée, du Néolithique à l'Antiquité, dans le contexte archéologique continental et en cohérence avec les usages et les pratiques de la recherche dans les pays voisins. Dans cet esprit, un programme chronologique spécifique « âge du Bronze » a été défini ci-dessous, afin de le renforcer. Celui-ci doit être combiné, tant avec les programmes thématiques concernant l'ensemble de cet axe qu'avec les programmes transversaux diachroniques.

Bilan et enjeux

Les études sur les âges des métaux sont marquées par un paradoxe : c'est sans doute la première époque « pré-antique » abordée par l'archéologie du XIX^e siècle qui bénéficiait de quelques repères pour les contemporains ainsi que d'une documentation abondante et prestigieuse ; en même temps, c'est également une période longue au sein de laquelle il y eut des confusions de datation (combien de mobiliers de l'âge du Bronze attribués aux Gaulois?) qui eurent parfois du mal à se faire oublier ; c'est aussi une époque – au moins pour les phases les plus récentes – présente dans certaines sources écrites, ce qui fut à la fois un atout et une forme de handicap ; c'est aujourd'hui une période pour laquelle la documentation ne cesse de croître, mais de manière inégale, selon les prescriptions et autorisations de fouille. Il est capital que les études sur le terrain comme les thématiques de recherche tiennent compte de ses spécificités, avec un découpage subtil qui permettra de sortir d'une illusoire homogénéité.

L'archéologie est ancrée dans les sciences humaines ; elle inscrit l'évolution des sociétés passées dans un cadre défini par les productions matérielles de l'humanité. Les travaux

1 Lehoërf (2011).

taxinomiques initiés dès le XVIII^e siècle ont ouvert la voie aux grands découpages chronologiques et à la définition des « cultures » archéologiques. Le discours scientifique se fonde encore en grande partie sur ces notions, mais celles-ci doivent être affinées, adaptées aux problématiques et aux enjeux actuels.

Tous les types de matériaux sont concernés, même si, historiquement, la métallurgie a occupé une place particulière, à la fois pour les populations des âges des métaux, et pour la recherche elle-même. L'introduction de la métallurgie des alliages dans les sociétés (après celle de la métallurgie dès le Néolithique) constitue un changement technologique clef de cette période. Les alliages cuivreux, associés progressivement au silex ou au bois à partir du II^e millénaire av. n.è., ouvrent à la fabrication de mobiliers inédits, d'usage large, aussi bien pour des productions dites « de prestige » que pour celles d'emploi courant. Le fer, moins rare et d'une technologie différente, se répand pour la confection de mobilier, là aussi dans des gammes fonctionnelles variées. Dans le domaine agricole, il joue un rôle essentiel du fait de l'intensification de l'exploitation des terroirs.

Les âges des métaux englobés sous le terme unique de « Protohistoire » ont parfois été envisagés comme un tout, alors qu'il convient aujourd'hui d'affiner les approches et de renforcer les connaissances sur l'âge du Bronze qui, dans certains domaines, souffre d'un véritable déficit documentaire dû, en particulier, aux modalités de prospection et de fouille qui ne permettent pas d'approcher la réalité de ses vestiges, notamment pour l'habitat et l'organisation du territoire, dès lors que les aménagements sont difficiles à caractériser ou à dater, mais aussi pour certaines structures funéraires. En outre, il faut noter une hétérogénéité des connaissances à l'échelle de l'ensemble de la période (vers 2200/800 av. n.è.). Les fouilles sur de grandes surfaces ont renouvelé les données sur cette période, mais de manière inégale, à la fois sur le plan chronologique et régional. Ainsi, le Bronze ancien souffre d'un déficit de documentation à l'échelle métropolitaine (dans une moindre mesure en Bretagne toutefois). Le caractère inégal de la documentation est également variable selon les sujets, en particulier pour ce qui concerne l'habitat et le territoire, par opposition au funéraire. Le Nord de la France, par exemple, a vu ses données augmenter dans le domaine funéraire, alors que l'habitat de la période reste encore largement méconnu.

La recherche conduite sur les territoires et les espaces ruraux a bénéficié d'enrichissements considérables au cours des deux dernières décennies, grâce aux apports notamment de la géographie, des études paléoenvironnementales et de la paléanthropologie. Ces acquis invitent à dépasser l'échelle de la simple entité archéologique pour étudier les relations qui unissent un groupe de cellules productrices exploitant des espaces naturels de tailles variées et les réseaux terrestres et/ou fluviaux qui les relient, de même que les outils et les pratiques de l'exploitation des ressources de ces divers terroirs. Les espaces ruraux revêtent ainsi une dimension culturelle, qui s'apprécie dans les formes de l'habitat et dans la distribution territoriale des sanctuaires, des lieux de culte ou des nécropoles.

L'environnement des sites d'habitat est un thème qui émerge de plus en plus dans les différentes problématiques tant d'archéologie préventive que programmée. Une des plus

intéressantes avancées, ces dernières années, est ainsi le passage d'une réflexion sur un site à celle touchant une micro-région. Ces réflexions sont apparues, à propos du monde rural, tant en Gaule septentrionale, que dans les régions méditerranéennes. Mais des observations similaires touchent le monde urbain. La découverte de fermes à proximité immédiate de certains *oppida*, comme à Villeneuve-Saint-Germain (Aisne), Moulay (Mayenne), Orléans (Loiret) permet de repenser le lien entre la ville et la campagne. Dans la région montpelliéraine, des sites implantés à proximité immédiate de Lattes permettent là aussi de faire sortir la réflexion des murs de la ville.

L'habitat est un sujet complexe traité inégalement selon les périodes et les types de site : un déficit d'études pour l'âge du Bronze, une situation hétérogène entre le Bronze final et le premier âge du Fer, une connaissance plus documentée pour le second âge du Fer, mais également hétérogène.

L'habitat de l'âge du Fer en France se subdivise actuellement à la fois par la chronologie, la géographie et le statut des sites. Ainsi, les sites de la fin de la période (III^e-I^{er} siècles av. n.è.) sont nettement mieux connus que ceux des périodes plus anciennes. Cette différence de connaissance repose avant tout sur la nature des sites qui, pour cette période, sont mieux délimités dans le monde rural (établissements ruraux délimités par un système de talus et fossé), ou de manière générale présentent une densité de structures plus importante.

Même si l'on peut réduire la fracture, bien souvent artificielle, entre la Gaule méditerranéenne et la Gaule septentrionale, il s'avère que dans le domaine de l'habitat ces différences sont bien réelles. À partir du VI^e siècle av. n.è., la zone méditerranéenne se caractérise par de petits sites fortifiés, de quelques hectares, dénommés « *oppida* ». Les autres formes d'habitat restent mal connues sinon inexistantes. Au nord, à l'inverse, les formes d'habitat semblent plus nombreuses et comprennent des établissements ruraux, ouverts ou enclos, des agglomérations agricoles ou artisanales et des grands sites fortifiés, les « *oppida* » septentrionaux.

La richesse de l'habitat reflète des statuts variés. Certains sont à vocation avant tout agricole, d'autres au contraire sont des sites à fonction artisanale et commerciale. Ces derniers vont évoluer, plus tôt dans le sud, plus tardivement dans le nord, vers de véritables entités urbaines.

L'archéologie française de l'âge du Fer a longtemps fonctionné sur la trilogie césarienne, *aedificium*, *vicus*, *oppidum*, termes généralement traduits par « ferme », « agglomération » (ou village) et « ville ». Si cette terminologie est d'un usage commode, elle s'applique surtout à la fin de la période, s'avère beaucoup trop schématique, même pour les derniers siècles avant le tournant d'ère que décrit le texte de César, et ne correspond que lointainement aux réalités archéologiques perceptibles à travers les fouilles programmées et préventives.

L'architecture monumentale en pierre bénéficie d'un statut spécial au sein du monde archéologique, impliquant l'intervention d'architectes spécialisés pour l'étude de différents bâtiments.

L'architecture protohistorique, de terre et de bois, reste le parent pauvre des études architecturales. Ce n'est que récemment, dans les années 1980, avec en particulier les fouilles du quartier de l'Île à Martigues (Bouches-du-Rhône) et de

Lattes (Hérault), que l'on a pu mettre en évidence, sur le pourtour méditerranéen, la construction en briques d'adobe sur des soubassements en pierre. Auparavant, on considérait que tous les bâtiments de la région étaient édifiés en pierres sèches. Dans le domaine de l'architecture, on a également longtemps vécu avec l'idée que la Gaule septentrionale ne comportait que de petits bâtiments sur poteaux plantés, avant de se rendre compte qu'un certain nombre d'entre eux étaient construits avec une paroi rejetée, établie sur une tranchée de fondation, qui bien souvent n'était pas perceptible lors des décapages mécaniques. Les bâtiments ruraux ont ainsi parfois doublé, voire triplé de surface. Pourtant, si ces aspects architecturaux commencent à être intégrés à la recherche, trop souvent encore la réflexion architecturale se limite à relier entre eux des trous de poteau plus ou moins bien alignés. La diversité des bâtiments, ruraux ou urbains, publics ou privés, que nous livrent les fouilles notamment préventives, oblige à réécrire de grandes pages sur l'architecture, à propos de laquelle notamment l'utilisation de bois et de terre ne signifie pas *de facto* une architecture misérabiliste.

Longtemps inexistante ou peu s'en faut (il n'est que de lire les manuels antérieurs aux années 2000), l'archéologie des espaces ruraux du second âge du Fer a d'abord émergé, en France, à la suite de la découverte d'enclos – « fermes indigènes » et autres *aedificia* (dont la terminologie actuelle a fait justice) – à l'occasion de prospections aériennes. Les sites étaient alors le plus souvent étudiés par opposition aux *villae*. L'archéologie préventive, seule ou presque, a investi à partir des années 1980 le champ de l'archéologie des espaces agraires du second âge du Fer et mis en place la plupart des protocoles d'étude plaçant l'interdisciplinarité au cœur des stratégies. L'impressionnante multiplication des données a naturellement conduit l'Inrap à promouvoir les recherches dans ce domaine en mettant en avant, dans sa programmation, une enquête nationale intitulée « L'organisation et l'évolution de l'espace rural au second âge du Fer ». La tenue de divers colloques spécifiquement consacrés à ce thème (dont celui de l'Association française pour l'étude de l'âge du fer [AFEAF] en 2007 à Chauvigny; Bertrand *et al.* 2009), traduit désormais l'émergence d'une recherche structurée aujourd'hui autour d'équipes pluri-institutionnelles dans le cadre, notamment, d'unités mixtes de recherche et de projets collectifs de recherche. Il est à remarquer que certaines équipes (UMR 6249 par exemple) inscrivent la recherche sur les établissements ruraux du second âge du Fer dans une perspective résolument diachronique, dont témoignent également quelques publications récentes².

Pour la connaissance des lieux de culte, des sanctuaires, les progrès réalisés dans l'acquisition de nouvelles connaissances ou dans l'initiation de nouveaux axes ou thématiques de recherche s'inscrivent le plus souvent dans la droite ligne des perspectives dressées lors de la décennie 1990-2000, qui s'appuyaient sur une activité de terrain et de publication forte et qui n'a pas faibli depuis³. C'est au renouvellement et à l'accroissement sans précédent des données, issues prioritairement

– mais pas seulement – des fouilles de quelques grands sanctuaires, que l'on doit la dynamique de la recherche actuelle. L'un des apports de ces recherches est, au-delà de la description de nouveaux sites, la mise en évidence de la diversité des organisations, des statuts, des pratiques et des fonctions. Parmi les évolutions récentes de la recherche, on retiendra aussi à la fois un élargissement du champ des investigations et des progrès méthodologiques notables, tant du point de vue de l'approche des lieux et des structures à vocation culturelle, que de l'analyse du mobilier associé au gisement.

La place essentielle, voire prédominante, des opérations programmées dans l'exploration des sites à caractère culturel demeure également une réalité, même si l'apport des fouilles préventives à l'accroissement du corpus des sites, à la diversification de la typologie des gisements et, *in fine*, au renouvellement des problématiques, s'est accru sensiblement ces dernières années. Les grands équilibres au sein des publications relatives à cette thématique se maintiennent également (monographies de sites, actes de colloques thématiques, publications de travaux universitaires, catalogues d'exposition) et une recension rapide des articles et ouvrages parus dans la décennie 2004-2014 montre que l'on a affaire à un pan de la recherche nationale très actif.

L'étude des ensembles funéraires datables de l'âge du Bronze et de l'âge du Fer bénéficie d'un intérêt soutenu depuis les origines de la recherche archéologique. La multiplication des interventions préventives a toutefois largement contribué au renouvellement des connaissances, tant en termes d'organisation territoriale et de faciès chronoculturels que du point de vue de la connaissance des rituels funéraires.

Cette abondance d'informations et la mise en œuvre d'approches multiscalaires permettent ainsi la constitution de synthèses thématiques ou géographiques. Si de telles approches ont évidemment déjà été réalisées avec succès, il reste à développer certains aspects, depuis la structuration de la sépulture jusqu'à celle de la nécropole, sans négliger l'enjeu essentiel que représente évidemment la restitution des pratiques funéraires (incluant désormais plus largement la restitution des manipulations post-dépositionnelles).

Sous-axes et préconisations

Typochronologie, faciès culturels et échanges

Ce thème a pour argument central l'objet archéologique, en tant que production matérielle susceptible d'alimenter une réflexion ne témoignant pas seulement d'aspects de la vie quotidienne des populations passées, mais mettant en jeu un ensemble de notions fondamentales pour une approche globale des sociétés des âges des métaux.

L'instrumentum, qui permet de mieux cerner les activités pratiquées dans les unités de production agricole, nécessite une connaissance approfondie des outils et de leurs usages. Encore trop souvent négligé, car considéré comme peu prestigieux, au regard des armes et des parures, son analyse apporte pourtant bien des éclairages, tant sur les pratiques agricoles (culture et élevage) que sur les techniques de construction, la fabrication d'objets. Des études systématiques doivent donc être entreprises.

2 Carpentier et Marcigny (2012).

3 Arcelin et Brunaux (2003).

Corpus et outils

Si la discipline s'est considérablement enrichie, en particulier au cours des dernières décennies et si la masse documentaire s'est accrue d'autant, les impératifs liés aux fondamentaux que constituent les référentiels mobiliers n'en demeurent pas moins d'actualité. L'affinement des chronologies, tout autant que la définition de « groupes », « faciès » et « techno-complexes », demeurent en effet des points d'ancrage incontournables pour pouvoir inscrire dans le temps et l'espace ces sociétés des âges des métaux. Concernant les chronologies, l'apport des méthodes physico-chimiques de datation absolue est fondamental, mais doit être mis en balance avec les référentiels typologiques. Or, l'actualisation de ces référentiels constitue un enjeu majeur, parfois négligé au cours des dernières décennies au profit d'autres types d'approches. Concernant la définition d'entités culturelles, avec des échelles d'analyse allant du contexte local à celui de macro-régions, l'enjeu est de pouvoir saisir les mécanismes d'emprunt ou d'échange, les mobilités humaines ou encore les processus d'ethnogenèse.

Les travaux sur corpus menés (notamment *via* des PCR) sur les productions matérielles (entre autres, la céramique et le métal) demeurent ainsi fondamentaux dans la perspective de fournir les outils indispensables au discours archéologique. La dimension régionale est ici prépondérante, et les déséquilibres géographiques (voire chronologiques) sont encore flagrants. Les travaux menés dans le Sud de la France pour l'âge du Fer, *via* des dictionnaires attachés au logiciel Syslat© tels que « DICOCER » (céramiques), « DICOBJ » (*instrumentum*) ou « DICOMON » (monnaies) constituent à ce titre un exemple à suivre et supposent un investissement de la communauté scientifique pour ce type de travail classificatoire dont l'impact est notable, tant en archéologie préventive que programmée.

Plus généralement, la constitution d'outils s'avère primordiale et suppose une harmonisation des pratiques et du vocabulaire. Par ailleurs, se pose le problème de la publication de séries anciennes et/ou inédites provenant de sites de référence. Une incitation forte à la mise à disposition de certaines séries apparaît donc comme une priorité, en particulier en ce qui concerne certaines fouilles urbaines bénéficiant (ou pâtissant) d'années de travaux de terrain encore très partiellement publiés. Entre PCR, travaux sur corpus et travaux faisant l'objet d'aides à la publication (APP), une programmation nationale devrait être à même de pallier ces carences.

Pour les opérations de terrain, la fouille d'ateliers de production ou de sites de consommation susceptibles de livrer des séries cohérentes de mobilier, devrait quant à elle être favorisée, sous réserve d'exigence de publication des données.

Économie et société

L'apparition du métal détermine une évolution importante des sociétés des deuxième et premier millénaires avant notre ère. Des structures sociales aux formes d'organisation politique, en passant par l'évolution des structures économiques, voire l'impact sur le milieu, les thématiques croisées inhérentes à cette période sont au cœur des enjeux actuels de la recherche.

Dans cette optique, la dimension économique est donnée, à côté de l'exploitation du milieu, par la prise en compte de deux volets complémentaires, l'artisanat et les échanges. Ici encore, ces questions doivent être envisagées sur le temps long et à l'échelle nationale.

L'artisanat constitue un sujet d'actualité, qui ne se résume pas aux aspects typologiques évoqués précédemment, mais qui renvoie à l'étude des mécanismes et des structures de production dans toute leur diversité technologique, géographique et chronologique. Au travers de la fouille d'habitats, pris au sens large du terme, les structures artisanales demandent encore à être mieux caractérisées, dans une perspective mettant en jeu les aspects sociaux (mode de production domestique *versus* artisanat spécialisé) et ceux liés à l'histoire des techniques. Ici encore, la fouille de structures de production s'impose comme une nécessité. Le contexte large (urbain/rural) ou restreint (intégration à l'échelle du site) est à ce titre important et nécessite impérativement – eu égard à la disparité de l'information disponible – une approche complémentaire entre archéologie préventive et programmée.

Si la circulation des biens manufacturés constitue un vecteur de diffusion de traits culturels, les mécanismes d'échanges, considérés dans leur globalité, constituent un thème central pour la perception du fonctionnement des sociétés protohistoriques. D'un strict point de vue économique, de l'âge du Bronze aux prémices de la conquête romaine, les ressources vivrières, les matériaux (lithique, métallique...) et les objets font ainsi l'objet d'échanges selon des mécanismes qu'il convient d'appréhender de manière multiscalaire, mettant en exergue la dimension locale ou interrégionale, voire plus, dans la mesure où peut être appréhendée par ce biais l'insertion dans des réseaux d'échange à longue distance dépassant le strict cadre national (mondes atlantique, méditerranéen, continental).

Intimement lié aux travaux sur corpus évoqués précédemment, ce volet présuppose également le développement d'études pluridisciplinaires, avec en particulier des regards croisés sur les productions vivrières, ou encore l'extraction de matériaux (mines, carrières). Il suppose également la mise en avant d'opérations menées sur des sites d'interface reconnus.

Âge du Bronze

De grandes fenêtres

Il faut favoriser des prescriptions sur des grandes surfaces, mieux adaptées aux caractéristiques des occupations de l'âge du Bronze. Il convient par conséquent d'éviter les trop petites fenêtres, inadaptées à la réalité de ces sites.

De fait, les habitats de l'âge du Bronze sont, sauf exception notable, dispersés et non concentrés : une micro-fenêtre permet au mieux une focale pointée sur quelques structures et la récolte de mobilier, au demeurant souvent indigent sur les habitats, mais ne permet pas de comprendre l'organisation spatiale.

Par ailleurs, une vigilance particulière devrait être portée aux sites fortifiés de hauteur. Souvent moins menacés par les travaux d'aménagement, ces sites fortifiés de l'âge

du Bronze (essentiellement du Bronze final) échappent très souvent aux prescriptions préfectorales ; un relais par le biais de fouilles programmées paraît nécessaire, afin de pallier le défaut de documentation qui risque de fausser la perception que nous avons de l'habitat de l'âge du Bronze et de l'organisation des sociétés. La même observation pourrait être faite pour les grottes et autres abris sous roche occupés à l'âge du Bronze, qu'il s'agisse de sites funéraires, d'habitats ou d'annexes d'habitat.

Si la bonne appréhension des habitats de l'âge du Bronze nécessite de grandes fenêtres de décapage, il en va de même pour les sites funéraires. Les exemples sont nombreux qui montrent que les sépultures, lorsqu'elles sont conservées, ne sont pas toujours implantées strictement dans l'aire interne des enclos fossoyés. Ces monuments (peut-être initialement sépultures de personnages puissants) servaient à l'évidence d'élément structurant dans le paysage funéraire : visibles, ils agrègent autour d'eux parfois plusieurs dizaines de sépultures, à inhumation ou à incinération, constituant ainsi de vastes espaces funéraires étendus parfois sur plusieurs centaines de mètres. Les fouilles récentes, inédites à ce jour, du Fort Saint Sébastien à Saint-Germain-en-Laye (Yvelines), ou celle de la Plaine du Moulin à Vent à Cesson (Seine-et-Marne), en sont de bons exemples. Ces deux nécropoles ont livré 162 et 177 sépultures, que de petites fenêtres de décapage strictement centrées sur les enclos fossoyés n'auraient pas pu révéler. Ainsi, comme pour l'habitat, de telles petites ouvertures ciblées n'apporteraient vraisemblablement que des éléments anecdotiques pour la compréhension du paysage funéraire des sociétés de l'âge du Bronze.

Problématiques et méthodes de fouilles

Une meilleure adéquation entre prescriptions, problématiques spécifiques à l'âge du Bronze et méthodes de fouilles est nécessaire. Une attention particulière devra être portée aux périodes les moins documentées comme le Bronze moyen, le Bronze ancien ou, plus largement, la transition Néolithique/Bronze ancien, cela en intégrant les questions de sites, de typochronologie et le problème de l'harmonisation avec nos voisins européens. Enfin, la transition Bronze moyen/final est un point qui demande un éclairage renouvelé, ainsi que le montrent les bilans régionaux effectués dans le cadre du colloque international tenu à Strasbourg en juin 2014 : « Le Bronze moyen et l'origine du Bronze final en Europe occidentale, de la Méditerranée aux pays nordiques (xvii^e-xviii^e siècles av. J.-C.) ».

Dans ces approches spécifiques, une attention soutenue est à accorder aux thématiques émergentes sur les occupations et aménagements littoraux (modes de pêche et pêcheries, exploitation du sel...) et plus largement sur les espaces maritimes à cette époque.

Les dépôts

Une plus grande attention sera à porter au sujet des dépôts métalliques, qui constituent une caractéristique de l'âge du Bronze (sans être toutefois exclusifs de cette période). On s'attachera tout particulièrement aux points suivants :

compositions (contenu et associations), contextes de dépôt, nature et évolution dans le temps, mise en perspective avec la pratique des dépôts de mobiliers de manière plus large, à la fois sur le plan diachronique et synchronique (liens avec la crémation dans les études anglaises actuelles).

Leur étude nécessite une attention particulière aux opérations de terrain de ces ensembles, associée à une lutte contre les recherches illégales réalisées au moyen de détecteurs de métaux qui privent les chercheurs des informations relatives au contexte de ces ensembles.

Les ensembles connus devront bénéficier de moyens adaptés pour les études (dont celles faites en laboratoire). Outre des études sur des dépôts particuliers, les projets de synthèse (PCR, ANR pour l'échelle nationale, mais aussi européens pour un phénomène international) seront privilégiés pour une compréhension globale du phénomène. Plus largement, l'étude de la métallurgie de l'âge du Bronze et de l'âge du Fer gagneront à bénéficier de formations spécifiques trop lacunaires aujourd'hui en dehors des approches typochronologiques.

Territoires et occupation du sol entre les III^e et I^{er} millénaires

Les données acquises pour l'âge du Bronze sont encore assez restreintes, mais les travaux engagés, par exemple en Normandie, révèlent un réseau de petits habitats inscrits dans un paysage de plus en plus marqué par l'exploitation agricole.

Pour l'âge du Fer, l'image qui se dessine est celle d'un territoire densément peuplé avec des sites en interaction constante. La recherche archéologique est passée de l'étude du site en tant que tel, à celui d'un territoire, d'une région, avec des sites de différente nature qui interagissent les uns avec les autres : la ville avec son faubourg, sa campagne et les voies de communication qui les relient.

Dans une perspective large, il s'agit d'ouvrir la réflexion à l'étude de l'interaction entre les différents types d'occupation : hameaux et villages, établissements ruraux, agglomérations fortifiées ou non, sanctuaires ou nécropoles. L'approche ne doit donc pas négliger les installations rurales plus modestes, permanentes ou saisonnières, mais aussi les dépôts ou les sépultures isolés, par exemple, qui font partie intégrante de cette trame.

Les réseaux terrestres et fluviaux qui les irriguent doivent faire l'objet d'une attention accrue. Le rôle structurant des établissements ruraux les plus importants, des regroupements de populations, des agglomérations doit être évalué par l'appréciation des modifications qu'il induit dans le reste du territoire.

Les rythmes de création et d'abandon des établissements influent directement sur les espaces naturels et leur entretien. Les approches environnementales, qui doivent caractériser les spécificités des ressources naturelles exploitables, permettent d'éclairer certaines variations importantes de la densité de l'occupation à travers le temps (réalité, problème d'enregistrement sédimentaire ou de la nature des témoins d'occupation). À cet égard, on soulignera l'absence, dans certaines régions, de vestiges du Bronze moyen voire du début du Bronze final.

Dans le cadre du programme international, et à la suite du classement d'une sélection de sites de Palaffites par l'Unesco, une attention particulière devra être accordée à poursuivre la dynamique d'étude sur les habitats lacustres et leur territoire. Ce sujet, largement documenté sur le territoire national (lac du Bourget [Savoie], lac de Paladru [Isère], sites de Chalain [Jura], Clairvaux [Aube]), devra être porté en France, et dans le cadre de collaborations internationales avec les pays impliqués dans le programme de l'Unesco.

La relation que les sites funéraires entretiennent avec le milieu naturel (au premier plan la topographie), mais aussi leur implantation au sein des réseaux de communication compteront ainsi parmi les angles d'analyse, à l'instar du lien les unissant aux habitats. De fait, on constate encore de grandes disparités à l'échelle nationale dans la possibilité d'établir un lien formel entre les communautés et leurs espaces funéraires.

Les sanctuaires et les manifestations cultuelles font l'objet d'un programme à part entière (cf. *infra* « Sanctuaires et lieux de culte »). On soulignera donc avant tout ici la portée de l'implantation des lieux de culte pour la compréhension de leurs fonctions politique et sociale.

Il conviendra ainsi d'être particulièrement attentif au paysage religieux, c'est-à-dire la position des sanctuaires dans le territoire, non seulement en termes de géographie (topographie, relation avec l'hydrographie, emprises territoriales), mais aussi au sein du réseau des implantations humaines. De même, leur place dans les agglomérations naissantes pourra utilement trouver une résonance dans l'analyse du fait urbain.

On précisera enfin que, par définition, ce domaine d'étude ne peut se concevoir que dans la longue durée : les territoires des âges des métaux ne se comprennent que dans une mise en perspective avec le Néolithique, et doivent tenir compte, inversement, des développements ultérieurs, au cours de la romanisation de la Gaule.

Dans un registre différent et en lien avec une problématique plus générale liée à la protection des sites, on soulignera enfin l'importance que revêt désormais une meilleure prise en compte des espaces fragilisés par le dérèglement climatique (estuaires, côtes maritimes et rivages fluvio-lacustres d'une part, certaines zones montagnardes d'autre part).

Les sujets et thématiques suivants devront donc être abordés de manière privilégiée :

- les systèmes agraires et la structuration des paysages (réseaux de fossés, « durcissement » des réseaux de circulation) ;

- l'*instrumentum* (cf. *supra* « Typochronologie, faciès culturels et échanges ») : l'étude approfondie des outils et de leurs usages doit être approfondie ; elle apporte en effet des éclairages importants, tant sur les pratiques agricoles (culture et élevage) que sur les techniques de construction, la fabrication d'objets... ;

- la chaîne opératoire, de la mise en culture et de l'élevage à la consommation ;

- la quantification économique de la production des sites : cette démarche doit être appliquée en particulier dans les zones et pour les périodes déjà richement documentées au plan quantitatif, qu'il s'agit désormais de valoriser au plan qualitatif ;

- les études climatologiques : identifier le lien entre les fluctuations climatiques et le nombre de sites ; prise en compte de la démographie.

Habitats du II^e millénaire et du début du I^{er} millénaire

La mise en évidence d'habitats des périodes plus anciennes des âges des métaux reste problématique. L'habitat de l'âge du Bronze ou du premier âge du Fer, hormis quelques exemples comme les établissements à enclos (partiel) de Champagne, ou des sites reconnus intégralement comme la ferme de Nonant (Calvados) en Normandie, semble beaucoup moins structuré, avec une absence de limite archéologiquement détectable (fossé, palissade...) et une organisation très lâche. Lors des diagnostics, ces sites n'apparaissent souvent que sous la forme d'une ou deux fosses, associées à quelques trous de poteau. La prescription est donc difficile. Les quelques indices retrouvés signalent-ils un site d'une certaine étendue et d'une certaine densité (avec les éléments éventuels d'une structuration), ou ne correspondent-ils qu'à un semis lâche de structures isolées ? En général, seule la fouille, consécutive au décapage de grandes surfaces, peut répondre à cette question.

Malgré le risque « économique » résultant de ces incertitudes, cet aspect de l'archéologie de l'habitat mérite d'être développé, sous peine de voir se créer une importante lacune dans nos connaissances des formes d'occupation du sol, de l'organisation des habitats protohistoriques et des activités qui y étaient menées. Si les fermes délimitées par un enclos sont en principe assez aisément repérées, à l'image des installations rurales antiques, les établissements antérieurs ressortent difficilement, les indices se limitant souvent, à l'issue du diagnostic, à quelques fosses. Il est donc souhaitable d'inciter à une caractérisation optimale de ces sites dans le cadre des diagnostics, tout comme il est nécessaire de promouvoir leur exploration dans le cadre des prescriptions de fouille.

Il est donc capital pour la connaissance de mettre l'accent sur des fouilles et des recherches (programmes collectifs de synthèse du type des PCR, ANR ou même internationaux) qui permettront de combler des lacunes actuelles.

Habitat du second âge du Fer

L'habitat de cette époque semble plutôt bien connu et il a effectivement bénéficié d'une attention accrue. Toutefois, les connaissances restent inégales. De plus, cette relative abondance de la documentation permet aujourd'hui d'affiner les problématiques.

Une typologie adaptée aux réalités de terrain peut être proposée, formant un cadre des études à venir. Cette typologie repose sur trois types de données : la fonction du site (à prédominance agricole ou artisanale et commerciale) ; la présence ou l'absence d'une limite matérialisée ; la forme de l'habitat (isolé ou aggloméré).

On peut donc retenir les types de sites suivants, même si certains d'entre eux peuvent correspondre à plusieurs catégories :

- sites isolés à vocation rurale munis ou non d'une délimitation archéologiquement appréhendable : type le plus fréquent

dans les trois Gaules, pour la fin de l'âge du Fer (III^e-I^{er} siècles av. n.è.). On en connaît plusieurs centaines actuellement, avec des plans complets ou partiels. Leurs équivalents pour les périodes anciennes restent mal identifiés. Si certains d'entre eux se caractérisent par la présence d'un enclos comme la ferme de Nonant (Calvados) qui date du Bronze moyen, ailleurs, généralement, ils ne révèlent pas de délimitation identifiable sur le terrain. Si pour la zone méditerranéenne l'existence d'habitats ruraux isolés ne peut pas être exclue, il faut reconnaître qu'ils ne sont actuellement identifiés qu'à travers les prospections;

– sites regroupés à fonction agricole, avec regroupement sous forme de hameau ou de village⁴;

– sites à vocation de stockage abritant des structures spécifiques⁵;

– sites « aristocratiques » : c'est sans doute dans cette catégorie que doivent se placer les sites qui correspondent à de grands domaines ruraux, où les activités artisanales peuvent être plus importantes que dans les autres types d'habitats ruraux, même si elles ne sont pas prédominantes⁶. Cette appellation peut s'appliquer aussi à certaines résidences princières du premier âge du Fer comme le site de Vix/Mont-Lassois (Côte-d'Or), dont l'organisation interne et l'environnement montrent clairement que le site fortifié tourne autour d'un personnage ou d'une famille de haut rang;

– sites isolés artisanaux à fonction artisanale et commerciale prédominante, que ce soient des enclos artisanaux isolés ou des agglomérations fortifiées ou non. Les sites isolés artisanaux sont surtout connus pour l'exploitation du sel. Parfois, on ne connaît que les fours des sauniers, sans l'habitat associé, mais, dans un nombre croissant de cas connus, l'activité saunière se fait à l'intérieur ou à proximité immédiate d'un habitat⁷. Les agglomérations ouvertes à fonction artisanale apparaissent surtout aux III^e et II^e siècles av. n.è.⁸.

4 L'exemple le plus caractéristique est le village d'Acy-Romance (Ardennes), mais d'autres fouilles récentes entrent également dans cette catégorie comme Vic-de-Chassenay (Côte-d'Or), ou Ymonville (Eure-et-Loir). Ces exemples datent encore une fois de la fin de l'âge du Fer, mais des sites comparables existent aussi aux périodes antérieures comme le montrent les villages du Bronze final de Malleville-sur-le-Bec (Eure) ou de Cahagnes (Calvados).

5 Ainsi le site de Bundenbach (Rhénanie-Palatinat) est une fortification qui protège plusieurs centaines de greniers. À Soupir (Aisne), c'est une batterie de plusieurs centaines de silos de La Tène ancienne (IV^e siècle av. n.è.), isolés de tout habitat, qui ont été fouillés. En Champagne, plusieurs grands enclos hallstattiens, dédiés principalement au stockage, ont été fouillés récemment. Ils sont délimités par une palissade et sont accessibles par un important bâtiment porche; ils renferment parfois jusqu'à cinquante greniers.

6 Batilly-en-Gâtinais (Loiret), Saint-Georges-lès-Baillargeaux (Vienne), Les Genêts à Fontenay-le-Comte (Vendée), ou Les Natteries près de Chollet (Maine-et-Loire), voire à de véritables fortifications comme Paule (Côtes-d'Armor).

7 Cela a été mis en évidence sur la côte de la Manche, comme à Pont-Rémy (Somme) et Conchil-le-Temple (Pas-de-Calais), ou sur la côte atlantique, à Andilly (Charente-Maritime) et Angoulin, Les Ormeaux (Charente-Maritime).

8 Nanterre (Hauts-de-Seine), Saint-Gence (Haute-Vienne) ou Lacoste (Mouliets-et-Villemartin, Gironde), qui viennent s'ajouter à des sites emblématiques comme Levroux (Indre).

Des sites agglomérés spécialisés dans des activités artisanales et/ou commerciales sont déjà connus pour la fin du premier et le début du second âge du Fer⁹;

– sites fortifiés à caractère urbain, sans doute, les types de site les mieux connus. Même s'ils sont entrés dans la littérature archéologique sous le nom d'« oppida », il convient de distinguer les sites méditerranéens, tels que Lattes (Hérault), Entremont (Bouches-du-Rhône) ou Ambrussum (Hérault), des oppida septentrionaux tels que Bibracte (Nièvre/Saône-et-Loire), Alésia (Côte-d'Or), Besançon (Doubs) ou Moulay (Mayenne). Les premiers sont en effet de taille modeste, quelques hectares au maximum et ont une durée de vie souvent longue, parfois depuis le VI^e jusqu'au I^{er} siècle av. n.è. Les sites septentrionaux se caractérisent, à l'inverse, par d'énormes surfaces de plusieurs dizaines, voire centaines d'hectares et une durée de vie beaucoup plus courte, située entre la fin du III^e et la fin du I^{er} siècle av. n.è.

Les sujets qui doivent être approfondis sont les suivants :

– l'organisation du territoire et la caractérisation des sites (cf. *supra*);

– l'organisation interne des sites : pour les plus grands d'entre eux (*oppida*), la fouille exhaustive n'est pas envisageable et il conviendra donc de cibler les fenêtres ouvertes de manière à rechercher les logiques d'organisation des espaces et d'articulation des fonctions; pour les sites ruraux, en plus de l'organisation spatiale des fermes, avec les questions de la séparation entre cour agricole et partie résidentielle, la fouille permet d'aborder, entre autres, l'agriculture et l'élevage. C'est dans les agglomérations que sont réparties les principales activités artisanales où il faut donc veiller à traiter de la question des ateliers de métallurgistes ou de céramique; c'est sur les *oppida* en particulier, mais aussi les sites ouverts, que l'on pourra le mieux comprendre les relations commerciales en Gaule même, mais aussi avec l'étranger, en particulier le monde méditerranéen;

– l'analyse de l'architecture : il faut aborder la question de la diversité des matériaux et porter l'attention aux choix de construction afin de dresser une typologie fine de l'architecture, majoritairement constituée de terre et de bois;

– les limites externes, dont les remparts, mais pas uniquement : l'étude des fossés, de leur typologie, de leur usage est également essentielle. De manière globale, les architectures de limite et de structuration des espaces devront être analysées. Il convient à cet égard de renforcer les méthodes complémentaires d'investigation, comme le LiDAR ou les prospections géophysiques, non destructives, et qui apportent une aide précieuse à la connaissance de sites de grandes dimensions.

Espaces ruraux du second âge du Fer

Telle qu'elle est pratiquée aujourd'hui, l'archéologie préventive ne favorise pas toujours la prise en compte dans des conditions équilibrées et optimales de la détection des établissements ruraux du second âge du Fer. Concernant les établissements à enclos de la fin de l'âge du Fer, pour lesquels on doit privilégier

9 Bragny-sur-Saône (Saône-et-Loire), Lyon-Vaise, Plombières-lès-Dijon (Côte-d'Or) ou même Port-Sec aux abords de Bourges (Cher).

la fouille d'ensembles aussi complets que possible afin de rendre pertinente l'analyse spatiale, outil qui a fait ses preuves, force est de constater que, à l'instar des *villae*, le périmètre de prescription dépasse rarement les limites des enclos, ce qui, *de facto*, revient souvent à se priver de la connaissance pourtant essentielle de l'emprise et de l'organisation réelles des établissements, mais aussi des réseaux parcellaires, des espaces de circulation et des espaces funéraires.

En outre, il est nécessaire de promouvoir la constitution d'équipes pluridisciplinaires et de favoriser les synergies entre les équipes investissant *a priori* des champs chronologiques cloisonnés (âges des métaux, Antiquité).

Fondamentalement, la « typologie » des établissements ruraux du début du second âge du Fer ne diffère guère, sauf exceptions notables, de celle qui prévaut depuis la fin de l'âge du Bronze (voire le Néolithique dans certains cas) : hormis une série d'enclos structurant l'habitat (en Normandie et en Bretagne notamment), la plupart des établissements ruraux des V^e-III^e siècles av. n.è. apparaissent comme des agrégats de fosses, silos et bâtiments, à l'organisation souvent difficilement intelligible.

En revanche, à partir des III^e-II^e siècles av. n.è., les établissements ruraux adoptent généralement des normes (organisation, architectures) proches de celles qui prévaudront à l'époque impériale, voire préfigurent ces dernières. En outre, l'émergence à cette même époque d'entités politiques aux liens discutés avec les *civitates* d'époque romaine et celle d'agglomérations dont le maillage structure les territoires impliquent que l'archéologie des espaces ruraux du second âge du Fer s'inscrive dans un contexte dont les enjeux dépassent largement le cadre strict de la chronologie de la fin de l'âge du Fer. Ainsi, l'existence de réseaux de fermes alimentant des marchés organisés à partir d'habitats groupés aux statuts variés, mise en évidence dans la proche campagne nîmoise, par exemple, et largement pressentie dans le Bassin parisien, instaure-t-elle un lien très étroit entre l'archéologie des établissements ruraux des âges des métaux et celle qui s'intéresse au monde rural gallo-romain.¹⁰

Ce changement de paradigme n'est pas sans conséquence sur la pratique archéologique : non seulement il implique de transcender les clivages, encore trop prégnants, entre Âges des métaux et Antiquité, en faisant converger objets de l'étude, problématiques et méthodologies, mais il oblige aussi à analyser les fermes de l'âge du Fer dans une perspective socio-économique élargie, comparable à celle qui préside à l'analyse de l'émergence des agglomérations gauloises et romaines¹¹.

L'échelle d'analyse s'en trouve ainsi nécessairement changée, puisque la ferme ne peut plus être considérée comme l'objet central de l'étude, mais comme un élément d'un système complexe, dans l'étude duquel interfèrent les recherches consacrées aux *oppida* et aux agglomérations ouvertes contemporaines, mais aussi celles qui s'intéressent aux territoires, aux sanctuaires, aux voies de circulation, aux échanges, ou encore à la mise en place d'une économie monétaire, etc. On retiendra plus particulièrement les points qui suivent.

Organisation de l'espace rural

Il est nécessaire d'envisager les établissements ruraux dans leur milieu et les interactions qui en découlent (approches environnementales), ainsi que dans le contexte plus général de l'occupation des sols et de l'organisation du territoire (réseaux). La prise en compte des milieux favorables à la préservation des pollens (chenaux, mares) et des macrorestes végétaux (puits, bords de berges) doit être favorisée. Ces recherches doivent avoir pour ambition de décrire les conditions d'implantation, d'analyser l'impact des occupations humaines, mais aussi de caractériser les spécificités des ressources naturelles disponibles (végétales, minérales).

L'exploitation des espaces naturels et leur entretien doivent être envisagés dans la longue durée et mis en relation avec les rythmes de création et d'abandon des établissements¹². Les relations aux axes de communication (y compris les voies fluviales et les voies antiques) nécessitent d'être explorées, de même que l'analyse des réseaux de peuplement, incluant toutes les formes d'occupation des sols dans un cadre diachronique (agglomérations, traces agraires, lieux de culte, nécropoles, dépôts...). Le rôle structurant des établissements ruraux qui paraissent les plus importants doit être apprécié à l'aune des modifications qu'ils induisent sur le reste du territoire. La hiérarchie des établissements, déduite des formes d'occupation et des productions, est un facteur déterminant. La permanence des occupations après la conquête doit faire l'objet d'une recherche attentive : la superposition d'un établissement antique sur un établissement de la fin de l'âge du Fer ne traduit pas nécessairement une transformation sur place. L'analyse détaillée des mobiliers doit permettre de distinguer les permanences réelles des continuités apparentes.

Les très grands décapages et les mosaïques de territoire largement explorées en raison des aménagements spécifiques dont elles sont l'objet (carrières, périphérie des grandes agglomérations) sont les espaces qui, en raison des superficies explorées, se prêtent le mieux à de telles approches globalisantes et diachroniques.

Formes de l'occupation des espaces ruraux

L'analyse des formes de l'occupation doit être conduite selon diverses focales. Il s'agit ici d'étudier la structuration des paysages ruraux (réseaux de fossés parcellaires, palissades, axes de circulation) dans lesquels s'insèrent les exploitations, ainsi que les formes prises par ces dernières (morphologie, emprises, systèmes de délimitation). L'organisation interne des établissements, notamment par le biais des analyses spatiales, l'étude des architectures et des aménagements divers, doivent permettre de déterminer des zones spécialisées (habitat, stockage, stabulation, jardins, artisanat, lieux de culte) et de restituer le fonctionnement des établissements.

In fine, ces analyses doivent conduire à la définition de standards, de spécificités régionales, de singularités, et à la détermination de la part des héritages des derniers millénaires dans les formes d'occupation rurales du début du Haut-Empire.

10 Breuil (2010).

11 Cf. le programme scientifique Bibracte.

12 Malrain, Blancquaert et Lorho (2013).

Productions en espace rural

L'analyse des productions végétales et animales doit avoir pour objet de faire la part entre ce qui ressortit de l'auto-consommation et de la production de surplus, voire de la consommation de denrées produites ailleurs dans le cas de sites de rang très élevé. La mise en évidence des chaînes opératoires passe par les analyses carpologiques et archéozoologiques, mais aussi par celle des structures (stockage, fumage...) et des outils spécifiquement liés à la production et à la transformation des matières premières.

Dans ce cadre, l'*instrumentum* requiert une étude approfondie (outils, usages), car c'est une source d'informations difficilement accessibles par ailleurs (arboriculture, mouture). Les productions végétales et animales ne sont pas exclusives : production saunière, extraction de minerais (mines, carrières), affinage de loupes, forge, production céramique, tissage, petit artisanat (alliages cuivreux, verre, lignite, corail...), peuvent constituer des activités d'appoint, voire l'un des pivots de l'activité économique.

Enfin, les activités halieutiques, l'exploitation des zones littorales sont encore insuffisamment étudiées.

Contexte socio-économique

La fonction et éventuelle spécialisation économique permettent d'aborder la question du statut, de la hiérarchie et des élites sociales.

Les mobiliers sont au cœur de cette thématique, notamment les objets de prestige, certains dépôts (monnaies, instruments du banquet...) et les importations. Les amphores trahissent des pratiques de consommation collective que peuvent confirmer d'autres indices (consommation d'animaux non élevés sur place, âges d'abattage, parties consommées, pièces de venaison). Le recours à la pluridisciplinarité est ainsi indispensable.

On n'oubliera enfin pas que l'étude des établissements ruraux du second âge du Fer contribue aussi à renseigner les pratiques funéraires (dépôts en silo, restes humains dispersés) et, plus largement, le domaine des activités cultuelles (dépôts).

Sanctuaires et lieux de culte

On tentera dans les lignes qui suivent de discerner quelques axes structurants de la recherche actuelle et quelques pistes pour les années qui viennent, pouvant déboucher sur des orientations en termes de programmes et de moyens.

Corpus, typologie et bases de données

Plusieurs actions thématiques récentes montrent l'intérêt de poursuivre et intensifier la collecte et la formalisation des données primaires, à échelle régionale ou interrégionale, ces données pouvant aussi bien être issues des fonds documentaires anciens que des rapports ou publications d'opérations récentes¹³. Si des bases de données régionales thématiques

existent depuis longtemps dans certaines parties du territoire national, toutes les régions ne sont pas couvertes et cette disparité est notamment un frein pour progresser dans la mise en évidence de types et parcours de sites ayant une pertinence géographique large ou au contraire étroite.

De ce point de vue, il est clair que les exigences en termes de critères ou descripteurs à prendre en compte, de précision des données informatives, se sont considérablement accrues ces dernières années, cela en lien avec la diversification des approches et axes de recherche, ce qui rend largement caduques des inventaires réalisés anciennement. Le renouvellement et l'accroissement du corpus de sites et données qui peuvent être mobilisées dans le cadre des problématiques actuelles de la recherche viendront évidemment, en priorité, de nouvelles investigations de terrain, mais celles-ci, nécessairement limitées en nombre, doivent aussi permettre d'éclairer les données acquises antérieurement. Il manque certainement, à l'échelle nationale, des bases de données thématiques, fondées sur des critères et protocoles communs, utilisables par l'ensemble de la communauté scientifique. Les enquêtes nationales récemment menées sur les établissements ruraux de l'âge du Bronze et de l'âge du Fer peuvent être, sinon un modèle, du moins une source d'inspiration, dans cette perspective. Les outils techniques existent et l'alimentation et la consultation de bases en ligne n'est plus un objectif inatteignable.

Le continuum

Les recherches de ces dernières années ont, entre autres, mis en lumière de façon plus précise qu'auparavant l'existence de pratiques cultuelles ou manifestations rituelles, individuelles ou collectives, en contextes domestique ou communautaire, qui posent la question de la diversité des pratiques entrant dans la sphère religieuse protohistorique, de leur hiérarchisation, de leur intégration à un système politique, social et territorial structuré et normalisé (voir notamment la question des banquets : Poux 2000).

Désormais, l'étude des manifestations cultuelles n'est plus réservée aux seuls sanctuaires bien identifiés ; elle s'étend à d'autres catégories de sites, ce qui permet d'inscrire l'étude du fait rituel dans une perspective territoriale et culturelle élargie.

La recherche doit donc s'attacher à développer des études sur le *continuum* entre sanctuaires, lieux de culte, dépôts particuliers, manifestations cultuelles en milieu domestique.

Là encore, si les données existent et s'accroissent avec régularité, voire de façon exponentielle (par exemple dans le domaine des vestiges cultuels en contexte d'établissements ruraux de l'âge du Fer), elles sont extrêmement dispersées et l'absence de bases de données communes permettant de rapprocher et confronter ces différentes catégories de données est un frein évident à la réalisation de synthèses à différentes échelles de temps et d'espace.

Il conviendrait donc de favoriser les dynamiques collectives (PCR, PAS, colloques) permettant de rompre avec une approche de plus en plus atomisée des modalités rituelles ou cultuelles, qui souffre également de la spécialisation croissante des acteurs de la recherche et des types d'analyse mises

¹³ Cazanove et Méniel (dir.) (2012).

en œuvre. Nous avons besoin dans les années qui viennent de protocoles de description et de bases de données communs.

Paysage religieux

Si le processus de création des grands sanctuaires, participant des mutations importantes de la transition entre La Tène ancienne et La Tène moyenne, est relativement bien appréhendé dans ses grandes lignes, il n'en va pas de même des vestiges de manifestations plus anciennes, qui restent largement dans l'ombre, à l'exception d'un petit nombre de cas (sanctuaires ou *herôon* associés à des nécropoles, complexes héroïques à stèles du Sud-Ouest de la France, *Brandopferplätze* de la zone alpine, dépôts votifs isolés).

Par ailleurs, des approches prospectives récentes, dans l'environnement de sites de hauteur considérés comme des centres de pouvoir, laissent présumer l'existence d'une gestion raisonnée de dépôts métalliques d'objets en fer, s'inscrivant sur un substrat de l'âge du Bronze et participant de la construction d'un paysage religieux dans la longue durée. Les choix d'implantation des sanctuaires de la fin de l'âge du Fer et de l'époque antique ne doivent eux non plus rien au hasard mais semblent obéir à des règles précises, au sein desquelles figure par exemple la proximité de sites funéraires plus anciens.

Il s'agit là de pistes prometteuses, encore embryonnaires, qu'il conviendrait de développer, au moyen d'études thématiques larges dans le cadre de projets collectifs et d'études micro-régionales ciblées sur un pôle de peuplement et son environnement.

Il faut donc intensifier les actions permettant de mieux percevoir l'intégration des sites à caractère culturel dans un réseau d'occupation et dans un système territorial, dans des perspectives à la fois synchronique et diachronique.

Les dynamiques de long terme

De même qu'il existe une continuité entre les manifestations culturelles de différentes natures à l'intérieur d'une entité géographique et culturelle donnée, il y a un intérêt évident à étudier les parcours des lieux de culte et sanctuaires dans la longue durée. Plus peut-être que pour d'autres catégories de sites, les permanences, les ruptures, les réinvestissements prennent tout leur sens et permettent d'éclairer certaines grandes mutations des âges des métaux, ou des transitions culturelles et historiques majeures. C'est particulièrement flagrant dans le cas de la romanisation, dont les effets sur le dispositif religieux gaulois sont loin d'être compris dans le détail. On commence tout juste, par exemple, à mieux percevoir le rôle de certains sanctuaires laténiens dans la mise en place du nouveau cadre territorial gallo-romain et particulièrement dans le déplacement ou le maintien de nouvelles capitales de cité et dans la construction de pôles de peuplement antiques.

La stabilité remarquable de la structuration de grands sanctuaires gaulois, progressivement romanisés dans leur architecture, mais pétrifiés dans leur organisation, sur des durées de fonctionnement qui peuvent atteindre le demi-millénaire, est un autre acquis récent (voir, par exemple,

les cas de Mandeuve [Doubs] et Mirebeau-sur-Bèze [Côte-d'Or]). Enfin, le lien entre processus d'urbanisation et création de sanctuaires communautaires devra être mieux étudié, notamment sous l'aspect de l'émergence d'espaces publics et de lieux de culte à l'intérieur des premières agglomérations ouvertes de La Tène C et D (cf. le cas d'Acy-Romance [Ardennes]). De même que les modalités d'émergence des grands sanctuaires et des lieux de culte modestes associés au tissu des établissements ruraux doivent être étudiées avec plus de précision, leur fin mérite aussi une attention plus grande, car elle est de nature à éclairer, *a posteriori*, la place de certains lieux de culte dans le paysage religieux de la fin de l'âge du Fer (on prendra pour exemple le souvenir de la fonction publique et religieuse de certains *oppida*, pérennisés par de modestes chapelles gallo-romaines).

En conséquence, de même qu'il importe d'étudier les sanctuaires dans toute leur extension spatiale, il est fondamental de favoriser les études qui prennent en compte la longue durée des lieux de culte et des sanctuaires. Dans cette perspective, les fouilles privilégiant une phase de fonctionnement, au détriment des autres, sont à proscrire définitivement.

Structures, mobilier et pratiques culturelles

Les pratiques de dépôt de mobilier dans les sanctuaires ou dans d'autres contextes (milieux humides, remparts, grottes...) continuent de faire l'objet d'une attention soutenue de la part des chercheurs, comme l'attestent des travaux universitaires et colloques ou tables rondes récents. Il reste que, globalement, certaines séries sont mieux étudiées que d'autres (notamment, les objets « nobles » : monnaies, armement) et que l'on manque encore d'analyses systématiques de séries de mobilier ainsi que de synthèses monographiques de sites livrant l'intégralité des données relatives au mobilier.

Certes, les sanctuaires fournissent fréquemment des lots très abondants, dont l'étude et la publication est ardue et nécessite du temps¹⁴. Mais il existe un passif important concernant des sanctuaires fouillés il y a déjà un certain nombre d'années, non des moindres, et un effort devra être mené dans les années qui viennent pour réduire le déficit de publications sur le mobilier des sanctuaires et lieux de culte. Il y a là un enjeu important pour parvenir à comparer les faciès de sanctuaires au sein d'une même région et entre différentes régions, et, au-delà, cerner des identités culturelles et religieuses à différentes échelles d'espace et de temps.

La fouille des sanctuaires

Faut-il encore fouiller des sanctuaires? Cette interrogation provocatrice n'est pas inutile.

On pourrait en effet considérer que le corpus des gisements n'est pas extensible à l'infini (même si on détecte sans cesse de nouveaux sites), que certains types de sites ont été extrêmement (trop?) explorés, que l'on peut faire du neuf avec du vieux (voir l'exemple du réexamen des sanctuaires

¹⁴ Voir le cas du site de La Tène : Honegger *et al.* (dir.) (2009).

dits de source : Chamalières, Sources de la Seine [Puy-de-Dôme], qui a permis de revoir nettement à la baisse la chronologie des dépôts d'ex-voto anatomiques en bois) et que, mécaniquement, les opérations d'archéologie préventive augmentent le corpus des données disponibles.

Or, les inventaires thématiques réalisés récemment montrent que moins de 10 % des gisements intégrés dans les bases de données usuelles répondent aux critères de fiabilité et de précision de l'information (chronologie, extension et organisation, caractérisation des vestiges structurels et mobiliers) indispensables aux types d'analyses adaptés aux problématiques actuelles. Il faut, en particulier, souligner que dans la majorité des cas d'explorations anciennes, le profil chronologique du site et son organisation ne sont connus que de façon très partielle et lacunaire.

Par ailleurs, certaines catégories de sites culturels sont notoirement sous-documentées au regard des exigences actuelles de précision et de qualité de l'information ; c'est notamment le cas des sanctuaires ruraux modestes, des lieux de culte anciennement dits « topiques ». Les disparités régionales, liées souvent à l'historique des recherches, sont, dans ce domaine, importantes.

Des découvertes récentes démontrent que les typologies de sites reposent sur une documentation biaisée et lacunaire. La découverte régulière de sites de type « inédit » confirme que l'on ne peut pas considérer que le corpus actuel est représentatif de la diversité des sites culturels protohistoriques (cf. les cas récents d'Ouessant [Finistère] et du Mormont [Suisse, canton de Vaud]).

Des explorations récentes ont démontré que les études fondées sur la base de fouilles anciennes partielles et de séries de mobilier non ou mal sériées chronologiquement ne permettraient pas de mettre en évidence de façon fiable les ruptures et transformations dans les modalités de dépôt, les assemblages et le traitement des mobiliers. Soulignons aussi que le caractère « exceptionnel » de sites ou dépôts découverts récemment (Tintignac [Corrèze], Le Mormont) n'est sans doute, pour une part, qu'une apparence trompeuse liée à l'état de nos connaissances actuelles des lieux de culte laténiens.

Certaines préoccupations, critères et protocoles nouveaux entrant dans la caractérisation des lieux de culte ne sont apparus que récemment ; cela démontre que l'étude des sanctuaires et lieux de culte connaît un renouvellement rapide et important. C'est le cas de l'insertion environnementale des sites culturels, déjà mentionnée dans la programmation de 1997, mais qui n'en est encore qu'à ses balbutiements¹⁵. Or, il s'agit sans nul doute d'un aspect fondamental dans la compréhension de la genèse et du fonctionnement de ce type de site.

La fouille de sanctuaires des âges des métaux est donc légitime et justifiée, sous réserve du respect des préconisations suivantes :

– *viser un équilibre des connaissances* : les nouvelles explorations de terrain sur des sanctuaires ou des lieux de

culte devraient relever bien sûr d'un cadrage national, mais aussi reposer sur un état des lieux régional ou interrégional. Un des objectifs est en effet de réduire les disparités liées tant à un historique de la recherche, qu'aux aléas de l'activité préventive, elle-même largement tributaire des bassins d'activité économique actuels ;

– *jouer sur les échelles* : l'exploration de quelques grands sanctuaires ou complexes culturels, revêtant un intérêt national ou international, doit être complétée à l'échelle des régions par des explorations ciblées sur une partie du corpus, destinées à pallier le déficit d'informations sur certains types de sites et à favoriser une information continue (voir le cas des sanctuaires ruraux modestes) ;

– *articuler le sacré et le profane* : l'appréhension de la réalité religieuse doit s'intégrer dans le cadre plus large de l'étude de territoires et sociétés inscrites dans un cadre géographique et culturel défini ;

– *échantillonner et favoriser les approches non invasives* : les fouilles ne devraient intervenir que sur une faible partie du corpus, en complément d'autres types d'analyse. Les évolutions dans le domaine de l'approche et de la caractérisation des lieux de culte, au moyen d'investigations non invasives, ont ainsi considérablement progressé ces dernières années et la pertinence et l'efficacité de ces dernières ne sont plus à démontrer. Il importe par conséquent de favoriser les approches intégrées extensives des sanctuaires et lieux de culte au moyen de méthodes prospectives et de télédétection (géophysique, ramassages de surface à vue et avec détecteur de métaux géoréférencés, photographie aérienne, LiDAR...). Ce type de démarche est de nature à accroître considérablement le potentiel informatif de sites connus et étudiés anciennement, aussi bien que de nouveaux sites, et à favoriser le choix de ceux qui sont susceptibles de faire l'objet de sondages d'évaluation complémentaire (destinés en particulier à reconnaître le faciès chronostratigraphique et taphonomique des gisements) ;

– *recourir ponctuellement à l'exhaustivité, couplée à une insertion dans le contexte géomorphologique et environnemental* : l'ouverture de fenêtres de fouille larges, visant, en complément des investigations non destructives préliminaires et des sondages à finalité chronostratigraphique, une exploration exhaustive des sites visés, devrait être couplée à des investigations à caractère géoarchéologique et paléo-environnemental (transects, carottages...) de façon, lorsque cela est possible, à cerner le contexte géomorphologique et environnemental dans lequel s'insère le gisement. Dans ce domaine (comme dans celui de la fouille), des protocoles d'analyses et d'enregistrement communs aux opérations programmées et aux opérations préventives devraient être mis au point, les disparités dans les stratégies d'échantillonnage, de prélèvement et d'analyses entre ces deux contextes opérationnels apparaissant encore trop marquées et relevant largement de facteurs opportunistes et aléatoires. Dans le même ordre d'idées, la constitution d'équipes pluridisciplinaires associant des chercheurs de différents établissements de recherche devrait être la règle ;

– *compléter le préventif par des investigations peu invasives* : dans la mesure du possible, il conviendrait enfin d'encourager les investigations non invasives (et d'éventuelles

15 Voir notamment le colloque d'Amiens intitulé « Sacrée science! Apports des études environnementales à la connaissance des sanctuaires celtes et romains du nord-ouest européen », juin 2013.

fouilles complémentaires) sur des sites touchés par des fouilles préventives, de manière à constituer, sur cette catégorie de sites, des dossiers documentaires aussi complets que possible. Le cas du site Batilly-en-Gâtinais (Loiret) fournit un bon exemple de l'intérêt de ces approches complémentaires.

Il n'est pas inutile d'insister en conclusion sur le fait que l'étude des sanctuaires et lieux de culte ne se réduit pas à la fouille. Outre la question de la résorption du passif de publication des données, notamment mobilières, issues des fouilles passées, les avancées techniques récentes dans le domaine des investigations de surface offrent aujourd'hui la possibilité d'acquérir un panel de données de qualité, sans intervention lourde, sur les sites à caractère cultuel ou rituel.

Sur un autre plan, l'exploration des sanctuaires et lieux de culte doit être problématisée à l'échelle régionale et inter-régionale, le niveau national (voire international) étant sans doute le bon pour juger de l'opportunité de lancer de nouvelles explorations lourdes sur de grands sanctuaires ou complexes culturels, qui sont, par essence, en nombre limité. Il est ainsi probable qu'il faille à l'avenir « sanctuariser » certains grands sites, notamment ceux possédant une stratification importante, un bon état global de conservation des vestiges et présentant de surcroît des niveaux d'occupation en place. Dans cette catégorie entrent en particulier quelques grands complexes suburbains de capitales de cité.

Enfin, on soulignera que ces grands sites, dont certains ne sont connus que par des photographies aériennes et quelques explorations anciennes, devraient faire l'objet d'une protection attentive au regard du pillage au moyen de détecteurs de métaux. Il est flagrant que les sanctuaires et lieux de culte, plus encore que les autres sites, font les frais de l'explosion récente de l'activité de détection sauvage. Il serait donc urgent de prévoir des mesures de protection spécifiques pour cette catégorie de sites, dont le pillage alimente par ailleurs le trafic international d'œuvres d'art. Ces mesures spécifiques pourraient être associées, dans le cadre de programmations régionales, à des campagnes de prospection systématiques et de prélèvement du mobilier de surface, afin de conserver une information qui sans cela sera irrémédiablement perdue pour les générations futures.

Nécropoles

Ce thème est transversal à l'ensemble de l'axe 5 et doit être mis en perspective, au besoin, avec le Néolithique (et tout particulièrement le III^e millénaire).

Organisation de l'espace funéraire

Régulièrement traitée, la question de l'organisation topographique des nécropoles se place à l'articulation de l'approche territoriale et de la gestion de l'espace funéraire dans la durée.

L'étude détaillée de la structuration de cet espace induit ainsi une approche de la constitution de ces ensembles, de leur gestion, de la matérialisation des sépultures et des modalités de fréquentation. Au-delà, c'est évidemment l'image sociétale des populations qui transparaît. L'analyse structurale des nécropoles doit ainsi être développée, s'appuyant sur des outils de lecture adaptés aux territoires et aux périodes.

Dans ce cadre, l'implantation des sépultures ne constitue qu'un aspect de la recherche, auquel s'adjoignent les cheminements et les délimitations (fossés, palissades, haies...).

L'organisation de la nécropole constituant un reflet de sa fréquentation, une attention particulière doit être portée aux indices liés d'une part aux offrandes et commémorations et, d'autre part, aux pratiques funéraires, comme bûchers et vidanges de crémations. À cet égard, les environs de Castres (Tarn) et les fouilles récentes conduites sur le site littoral d'Urville-Nacqueville (Manche) illustrent bien le potentiel de cette démarche.

Monuments et signalisation des sépultures

La matérialisation des sépultures en surface est différemment documentée selon les périodes et les secteurs géographiques. Si certaines catégories comme les *tumuli* de l'âge du Bronze ou les stèles de l'âge du Fer ont fait l'objet de travaux d'inventaire et de classification, la signalisation de la plupart des tombes simples reste difficile à interpréter. Il n'en demeure pas moins qu'elle entretient un lien fonctionnel étroit avec la gestion de l'espace funéraire et l'éventuelle organisation des cultes.

Au-delà des monuments de terre organisés de manière tumulaire, il semble donc utile d'encourager les travaux dans ce domaine. Stèles de pierre armoricaines ou méridionales (Ensérune [Hérault], Marseille [Bouches-du-Rhône] notamment), pour ne citer qu'elles, représentent la part visible des nombreux modes de signalisation.

Parallèlement, il est nécessaire de poursuivre les travaux relatifs à la chronologie des aménagements monumentaux de l'âge du Bronze et du premier âge du Fer, dont il est établi qu'ils s'inscrivent dans le temps long et participent de l'organisation du territoire.

La sépulture

Ce lieu particulier doit lui-même être décliné en fonction de plusieurs champs d'études :

- Architecture funéraire et organisation de la sépulture : si l'on en juge par les acquis récents, la sépulture doit avant tout être interrogée comme une architecture au sens le plus large du terme, c'est-à-dire comme un espace aménagé et structuré selon des principes fonctionnels et rituels.
- Au plan structurel, il semble désormais important de faire régulièrement appel aux analyses sédimentaires et micromorphologiques.
- Lorsqu'elle n'est pas perceptible à l'œil nu et que l'étude anthropologique ne fournit pas d'élément de réponse (contenants rigides périssables), la présence de bois doit en effet être recherchée. L'absence d'ossements conservés ou la mise en œuvre de chambres funéraires constitueront en ce sens des contextes d'étude privilégiés.

De manière plus générale, cette attention soutenue doit être portée à l'ensemble des restes organiques, qui constituent un potentiel encore trop peu exploité en matière d'archéologie funéraire. Dans ce cadre, la mise en œuvre de prospections chimiques au fond des sépultures permettrait d'engager

un travail plus systématique sur les dépôts organiques en contexte funéraire.

Si les offrandes alimentaires sont concernées au premier plan, cette démarche autorise par ailleurs à valider la présence originelle d'un corps, voire à en restituer la disposition.

- Contenants et contenus : s'ils constituent d'indéniables informations technologiques, chronologiques et culturelles, les contenants déposés dans les sépultures sont avant tout porteurs d'une dimension fonctionnelle. En ce sens, la systématisation des analyses de résidus ou l'expérimentation de nouveaux protocoles d'analyses constituent des pistes importantes, qui permettront à terme de préciser les rituels funéraires, notamment du point de vue des offrandes alimentaires.
- Image sociale des dépôts funéraires : par commodité, il a souvent été proposé de considérer le mobilier déposé comme fidèle image sociale du défunt, outils ou armes ayant ainsi contribué à définir autant de tombes d'artisans ou de guerriers. Parallèlement, des travaux très nourris ont pu être conduits sur les accessoires du banquet, tant dans le Nord de la Gaule que dans des contextes princiers du premier âge du Fer.

Globalement, il est utile d'affiner la lecture des assemblages funéraires en prenant en compte des éléments souvent peu mobilisés. La place des dépôts organiques doit ainsi être réinterrogée, en lien avec les contenants, mais aussi avec l'organisation générale de la sépulture. Espaces vides, banquettes et aménagements spécifiques comptent parmi les éléments susceptibles d'avoir accueilli des matières périssables susceptibles d'enrichir la réflexion.

Le mode de dépôt des objets constitue par ailleurs une source importante d'information. Il est en effet primordial de distinguer ce qui relève de l'équipement personnel de ce qui participe du dépôt. Parures, accessoires vestimentaires et équipements militaires (principalement l'épée dans son fourreau), selon qu'ils sont en position de port ou déposés aux côtés du défunt, livrent en effet des informations différentes.

Taphonomie des dépôts et des objets

Appliquée de manière systématique aux restes humains, l'approche taphonomique doit donc désormais investir pleinement le champ des dépôts funéraires.

- Le traitement des mobiliers : au-delà des séries typologiques qu'ils contribuent à établir, les mobiliers portent parfois en eux les indices de manipulations liées à leur usage, au rituel funéraire, voire à des manipulations post-dépositionnelles. Le bris rituel, considéré comme acquis dans certains contextes chronoculturels, doit être interrogé sous l'angle du *modus operandi* afin d'éclairer au mieux les pratiques présidant à l'enfouissement des dépôts funéraires. Si le bris d'amphores a fait l'objet d'approches méthodiques, la question des objets métalliques reste le plus souvent entière et doit vraisemblablement être traitée. En outre, elle doit être associée au traitement de ce sujet dans son volet culturel lorsqu'il s'agit de dépôt de mobiliers sans défunt (tels les dépôts métalliques). Les armes ployées, évident dénominateur

commun, peuvent ainsi poser la question de l'exposition et des dépôts différés. À cet égard, il s'agit néanmoins de tenir compte des enseignements de l'archéologie expérimentale et d'assurer des protocoles d'observation permettant de distinguer de manière plus efficace le caractère véritablement intentionnel des bris et des ploiements rapportés au domaine rituel.

- Les manipulations post-dépositionnelles : longtemps considérée comme l'archétype même de l'ensemble clos, la sépulture apparaît désormais comme un espace susceptible d'être ré-ouvert et remanié, non seulement de manière fortuite mais aussi intentionnelle.

Si l'action d'animaux fouisseurs est régulièrement invoquée pour justifier certaines perturbations, le déplacement et le bris, voire la présence d'objets lacunaires dans les sépultures, relèvent plus probablement de gestes codifiés. S'agissant d'objets en fer, il convient en ce sens de systématiser la radiographie et le dégagement des produits de corrosion. Au demeurant, cette opération doit être menée de façon à mettre en évidence une éventuelle stratigraphie des produits de corrosion dans lesquels des matériaux allogènes (bois, cuir, textiles, sédiments...) sont porteurs d'informations.

- La constitution des groupes humains : la dimension communautaire des populations regroupées dans la plupart des nécropoles doit pouvoir s'appuyer sur des bases plus solides. À cet effet, la mise en œuvre d'analyses ADN sur des ensembles pertinents permettra de mettre en évidence certaines dynamiques, à l'échelle de la nécropole mais aussi à celle du territoire. Cette lecture permettra non seulement d'éclairer les modalités de constitutions des grands ensembles, mais aussi d'expliquer certains phénomènes d'accrétion dans ou autour des monuments.

Perspectives

La réflexion conduite dans le cadre de cette nouvelle programmation invite à repenser les cadres et les termes de cette période comprise globalement entre le II^e et le I^{er} millénaire avant notre ère.

Isoler les Âges des métaux, et au sein de ceux-ci, promouvoir plus clairement l'âge du Bronze d'une part et l'âge du Fer de l'autre (en distinguant les deux subdivisions) a du sens au regard des découvertes et des lacunes qui peuvent être listées. L'évolution des pratiques sur le terrain et les méthodes d'exploitation de la documentation ont permis d'explorer de nouveaux champs de recherche. Toutefois, les résultats sont inégaux selon les époques, avec de vrais *hiatus* à certains moments. Les débuts de l'âge du Bronze, comme les débuts de l'âge du Fer, sont en particulier lacunaires pour certaines thématiques.

Il convient donc d'isoler plus particulièrement des moments et des thèmes-clefs, que la Programmation aidera à promouvoir. Ce redécoupage et les zooms spécifiques qu'il implique ne sont en rien contradictoires avec une mise en perspective des résultats sur la longue durée, au-delà des subdivisions traditionnelles utilisées, y compris avec le Néolithique d'une part et la période antique d'autre part.

Cet axe 5 invite donc à un jeu d'échelles temporelles et spatiales, avec des problématiques spécifiques ou transversales qui permettront de dynamiser des thématiques anciennes sur l'habitat, les territoires, les pratiques funéraires, les actes de dépôt, etc. qui tiennent compte des possibilités de fouille de larges superficies, dans une chaîne intégrée de travail. Ces grandes thématiques sont complétées par une approche sur les données matérielles, classiques, mais qui méritent également aujourd'hui un nouveau regard au sein d'une archéologie renouvelée.

Références bibliographiques

- Arcelin P., Brunaux J.-L. (dir.) (2003), « Cultes et sanctuaires en France à l'âge du Fer », *Gallia*, 60, p. 1-267.
- Aubin G. et al. (éd.) (1997), *La recherche archéologique en France. Bilan 1990-1994 et programmation du Conseil national de la recherche archéologique*, Paris, Maison des sciences de l'Homme, 462 p.
- Audouze F., Buchsenschutz O. (1989), *Villes, villages et campagnes de l'Europe celtique, du début du II^e millénaire à la fin du 1^{er} siècle avant J.-C.*, Paris, Hachette, coll. « Bibliothèque d'archéologie », 362 p.
- Barral P. et al. (dir.) (2007), *L'âge du Fer dans l'arc jurassien et ses marges. Dépôts, lieux sacrés et territorialité à l'âge du Fer. Actes du XXIX^e colloque international de l'Association française pour l'étude de l'âge du fer, Bienne, 5-8 mai 2005*, Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté, 872 p.
- Barral P., Dedet B., Delrieu F., Giraud P., Le Goff I., Marion S., Villard-Le-Tiec A. (2011), *L'âge du Fer en Basse-Normandie. Gestes funéraires en Gaule au second âge du Fer. Actes du XXXIII^e colloque international de l'Association française pour l'étude de l'âge du Fer, Caen, 20-24 mai 2009*, Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté, coll. « Annales littéraires », 293, vol. I, 336 p., vol. II, 360 p.
- Bataille G. (2008), *Les Celtes : des mobiliers aux cultes*. Dijon, Université de Dijon, coll. « Art, archéologie et patrimoine », 300 p.
- Bérenger D., Bourgeois J., Talon M., Wirth S. (dir.) (2012), *Gräberlandschaften der Bronzezeit. Paysages funéraires de l'âge du Bronze. Actes du colloque international d'Herne, 15-18 octobre 2008*, Darmstadt, Ph. V. Zabern, Bodenaltertümer Westfalens, 51, 700 p.
- Bertrand I., Duval A., Gomez de Soto J., Maguer P. (dir.) (2009), *Habitats et paysages ruraux en Gaule et regards sur d'autres régions du monde celtique. Actes du XXXI^e colloque de l'AFEAF, Chauvigny, 17-20 mai 2007*, Chauvigny, Association des publications chauvinoises, coll. « Mémoires », 35, 544 p.
- Besnard-Vauterin C.-C. (dir.) (2009), *En plaine de Caen, une campagne gauloise et antique. L'occupation du site de l'Étoile à Mondeville*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. « Archéologie et Culture », 314 p.
- Blanchet J.-C. (dir.) (1987), *Les relations entre le continent et les Îles britanniques à l'âge du Bronze. Actes du colloque de Lille dans le cadre du 22^e congrès préhistorique de France, 2-7 septembre 1984*, *Revue archéologique de Picardie*, supplément, 318 p.
- Bourgeois J., Talon M. (dir.) (2005), *L'âge du Bronze du Nord de la France dans son contexte européen. Actes du colloque CTHS de Lille 2000*, Paris, CTHS, 378 p.
- Breuil J.-Y. (2010), « Nîmes : de la ville gauloise à la Nemausus romaine », in P. Ouzoulias, L. Tranoy (dir.), *Comment les Gaules devinrent romaines*, Paris, La Découverte, p. 125-141.
- Brun P., Mordant C. (dir.) (1988), *Le groupe Rhin-Suisse-France orientale et la notion de civilisation des Champs d'Urnes. Actes du colloque international de Nemours, 1986*, Nemours, APRAIF, coll. « Mémoires » du Musée de préhistoire d'Île-de-France, 1, 660 p.
- Buchsenschutz O. (2007), *Les Celtes de l'âge du Fer*, Paris, Armand Colin, 278 p.
- Buschenschutz O., Mordant C. (dir.) (2005), *Architectures protohistoriques en Europe occidentale du Néolithique final à l'âge du Fer. Actes du 127^e congrès national des sociétés historiques et scientifiques de Nancy, 15-20 avril 2002*, Paris, CTHS, 550 p.
- Carozza L., Marcigny C. (2007), *L'âge du Bronze en France*, Paris, La Découverte, coll. « Archéologies de la France », 156 p.
- Carozza L., Marcigny C., Talon M. (dir.) (à paraître), *L'habitat et l'occupation des sols à l'âge du Bronze et au début du premier âge du Fer. Actes de la table ronde sur la restitution de l'enquête nationale, Bayeux, 29-30 novembre 2011*, Paris, CNRS Éditions & Inrap.
- Carpentier V., Marcigny C. (dir.) (2012), *Des hommes aux champs. Pour une archéologie des espaces ruraux du Néolithique au Moyen Âge*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 460 p.
- Cazanove O. de, Meniel P. (dir.) (2012), *Étudier les lieux de culte en Gaule romaine. Actes de la table ronde internationale organisée par l'UMR ARTHÉHIS, Dijon, Université de Bourgogne, 18-19 septembre 2009*, Montagnac, Éditions Monique Mergoil, coll. « Archéologie et histoire romaine », 24, p. 161-179.
- Chevillot C., Coffyn A. (dir.) (1991), *L'âge du bronze atlantique. Ses faciès, de l'Écosse à l'Andalousie et leurs relations avec le Bronze continental et la Méditerranée. Actes du 1^{er} colloque du Parc archéologique de Beynac, Beynac-et-Cazenac, 10-14 septembre 1990*, Beynac-et-Cazenac, Association des musées du Sarladais, 386 p.

- Clark P. (éd.) (2009), *Bronze Age Connections: Cultural Contact in Prehistoric Europe. Proceedings of the Dover Bronze Age Trust, Second Conference*, Oxford, Oxbow Books, 224 p.
- Collectif (1989), *Dynamique du Bronze moyen en Europe occidentale. Actes du 113^e congrès national des sociétés savantes, Strasbourg 1988*, Paris, CTHS, 604 p.
- Collectif (1999), *L'Europe au temps d'Ulysse. Dieux et héros de l'âge du Bronze. Catalogue de la 25^e exposition d'art du Conseil de l'Europe, Copenhague, Bonn, Paris, Athènes, décembre 1998-mai 2000*, Paris, RMN, 314 p.
- Daubigney, A., Milcent, P.-Y., Talon, M., Vital J. (dir.) (2009), *De l'âge du Bronze à l'âge du Fer en France et en Europe occidentale (X^e-VII^e siècles av. J.-C.). La moyenne vallée du Rhône aux âges du Fer. Actes du XXX^e colloque international de l'AFEAF, co-organisé avec l'APRAB, Saint-Romain-en-Gal, 26-28 mai 2006, Revue archéologique de l'Est, supplément, 27, 576 p.*
- Delattre V., Peake R. (2015), *La nécropole de « la Croix-Saint-Jacques » à Marolles-sur-Seine (Seine-et-Marne) et l'étape initiale du Bronze final à l'interfluve Seine-Yonne*, Paris, Société préhistorique française, coll. « Mémoires », 60, 182 p.
- Fichtl S. (2013), « À propos des résidences aristocratiques de la fin de l'âge du Fer : l'exemple de quelques sites du Loiret », in S. Krausz, A. Colin, K. Gruel, I. Ralston, T. Dechezleprêtre (éd.), *L'âge du Fer en Europe. Mélanges offerts à Olivier Buchsenschutz*, Pessac, Ausonius, coll. « Mémoires », 32, p. 329-343.
- Golosetti R. (dir.) (2012), *Effacer ou réécrire le passé à l'âge du Fer : entre iconoclastie, récupération de monuments et réoccupation de sites*, table ronde internationale de Bibracte, 10-12 octobre 2012.
- Gruat P., Garcia D. (dir.) (2011), *Stèles et statues du début de l'âge du Fer dans le Midi de la France (VIII^e-IV^e siècles av. J.-C.) : chronologies, fonctions et comparaisons. Actes de la table ronde de Rodez, Documents d'archéologie méridionale, 34, 350 p.*
- Honegger M. et al. (dir.) (2009), *Le site de La Tène : bilan des connaissances, état de la question. Actes de la table ronde internationale de Neuchâtel, 1-3 novembre 2007*, Neuchâtel, Office et musée cantonal d'archéologie, coll. « Archéologie neuchâteloise », 43, 274 p.
- Le Goff E. (2009), « Habitats, terroir et paysage rural : Aménagement et structuration du territoire et de la campagne gauloise, Ifs, ZAC "Object'Ifs Sud" (Calvados) », in I. Bertrand, A. Duval, J. Gomez de Soto, P. Maguer (dir.), *Habitats et paysages ruraux en Gaule et regards sur d'autres régions du monde celtique. Actes du XXXI^e colloque de l'AFEAF, Chauvigny, 17-20 mai 2007*, Chauvigny, Association des publications chauvinoises, coll. « Mémoires », 35, p. 93-107.
- Lehoërff A. (2011), « L'âge du Bronze est-il une période historique ? », in D. Garcia (dir.), *L'âge du Bronze en Méditerranée. Recherches récentes*, Paris, Errance, coll. « Les Hespérides », p. 13-26.
- Lehoërff A. (dir.) (2012), *Par-delà l'horizon. Sociétés en Manche et mer du Nord il y a 3 500 ans / Beyond the Horizon. Societies of the Channel and North Sea 3,500 years ago / Voorbij de Horizon. Samenlevingen in Kanaal en Noordzee 3500 jaar geleden*, Paris, Somogy, catalogue de l'exposition du projet européen BOAT 1550 BC, 160 p.
- Lehoërff A., Talon M. (dir.) (2016), *Beyond Frontiers. Travels, exchanges, communications. Proceeding of international conference, BOAT 1550 BC european projet, APRAB, Boulogne-sur-Mer, 2012*, Oxford, Oxbow Books.
- Malrain F., Blancquaert G., Lorho T. (dir.) (2013), *L'habitat rural du second âge du Fer. Rythmes de création et d'abandon au nord de la Loire*, Paris, CNRS Éditions & Inrap, coll. « Recherches archéologiques », 260 p.
- Menez Y. (2009), *Le Camp de Saint-Symphorien à Paule (Côtes-d'Armor) et les résidences de l'aristocratie du second âge du Fer en France septentrionale*, Thèse de doctorat, Archéologie, Université de Paris 1, 2 vol., 1132 p.
- Méniel P. (2008), *Manuel d'archéozoologie funéraire et sacrificielle (âge du Fer)*, Gollion, Infolio, coll. « Vestigia », 188 p.
- Mordant C., Richard A. (dir.) (1992), *L'habitat et l'occupation du sol à l'âge du Bronze en Europe. Actes du colloque international de Lons-le-Saunier, 15 -19 mai 1990*, Paris, CTHS, 480 p.
- Mordant C., Gaiffe O. (dir.) (1996), *Cultures et sociétés du Bronze ancien en Europe. Actes du 117^e congrès national des sociétés historiques et scientifiques, Clermont-Ferrand, 27-29 octobre 1992*, Paris, CTHS, 750 p.
- Mordant C., Pernot M., Rychner V. (dir.) (1998), *L'atelier du bronzière en Europe du XX^e au VIII^e siècle avant notre ère. Actes du colloque international Bronze '96*, Neuchâtel et Dijon, 1996, Paris, CTHS, 3 vol., 272 p.
- Mordant C., Depierre G. (dir.) (2004), *Les pratiques funéraires à l'âge du Bronze en France. Actes de la table ronde de Sens-en-Bourgogne, 10-12 juin 1998*, Paris, CTHS & Sens-en-Bourgogne, Société archéologique de Sens, 526 p.
- Poux M. (2000), « Espaces votifs, espaces festifs : banquets et rites de libation en contexte de sanctuaires et d'enclos », in J.-L. Brunaux (dir.), *Des enclos, pour quoi faire? Actes de la 4^e table ronde de Ribemont-sur-Ancre, 5 et 6 décembre 1999*, Revue archéologique de Picardie, 1-2, p. 217-231.
- Reddé M. et al. (dir.) (2011), *Aspects de la romanisation dans l'Est de la Gaule*, Glux-en-Glenne, Bibracte, coll. « Bibracte », 21, 2 vol., 966 p.
- Richard H., Magny M., Mordant C. (dir.) (2007), *Environnements et cultures à l'âge du bronze en Europe occidentale. Actes des 129^e congrès nationaux des sociétés historiques et scientifiques, Besançon 2004*, Paris, CTHS, 396 p.

Axe 6



Fragment d'intrados à caissons ornés de motifs floraux, monument antique de Pont-Sainte-Maxence (Oise), II^e siècle.
Fouille Véronique Brunet-Gaston, 2014 (cliché D. Gliksman, Inrap).

Paysages religieux, sanctuaires et rites d'époque romaine

Ce programme reprend et prolonge nombre de propositions faites dans les précédentes programmations¹, notamment celle publiée en 1997². Toutefois, le nouvel intitulé met l'accent d'une part sur l'insertion des sanctuaires dans leur environnement et leur territoire, d'autre part sur les pratiques religieuses que l'on peut déduire des aménagements architecturaux et des offrandes. Le bilan dressé par les dossiers ou ouvrages collectifs depuis 1997 montre l'importance de l'analyse dans la longue durée³.

La division en deux programmes chronologiquement distincts et la constitution d'une équipe composée de spécialistes exclusivement d'une même période ont quelquefois privilégié l'une d'elles au détriment de l'autre. Plusieurs études de cas récentes révèlent au contraire les avancées faites à partir de l'approche diachronique du site et les apports d'une équipe pluridisciplinaire composée de protohistoriens, d'antiquisants et d'autres spécialistes.

La recherche sur les sanctuaires d'époque romaine devra favoriser la résolution de questions chronologiques (fonda-

tion ; éventuelles antécédences, fermeture ou abandon), spatiales (organisation interne ; implantation dans le paysage), territoriales (situation par rapport au chef-lieu de cité) et culturelles (nature des édifices reconnus, rites et cérémonies ; l'examen normalisé des offrandes de toutes natures sera privilégié afin de préciser les pratiques religieuses). La diversité des questions à aborder nécessite de réunir des équipes de spécialistes et d'experts sur la longue durée. On devra donc sélectionner avec soin les sites justifiant une fouille.

Par ailleurs, on s'attachera à stimuler la publication d'une longue série de grands ensembles culturels dont la poursuite de l'exploration systématique avait été encouragée dans la programmation précédente⁴, mais aussi d'autres sanctuaires fouillés ces dernières décennies, ou au moins de séries de données les concernant, au besoin en procédant par appel d'offres.

Bilan et enjeux

À l'exemple de ce qui s'est fait à Mandeure (Doubs), il convient de s'attacher à la mise en évidence de nouveaux complexes culturels par des méthodes non destructrices (prospections aériennes, géophysiques, LiDAR, télédétection ou autres) et à leur interprétation en concertation avec les archéologues à partir d'études pluridisciplinaires⁵.

Lors des diagnostics, une attention accrue doit être portée, par les spécialistes concernés, au mobilier caractéristique des offrandes afin de permettre de déterminer au mieux la nature des sites. Les opérations de terrain devront s'appuyer sur des équipes pluridisciplinaires réunissant, autant que faire se peut, des géoarchéologues, des protohistoriens, des antiquisants et

1 Plusieurs programmations successives avaient réuni l'étude des sanctuaires laténiens et romains. Citons en 1984, H42 « Lieux de culte païens » (*Programmation de la recherche archéologique de terrain en France*, Paris, 1984, p. 94-96), puis en 1990, H15 « Sanctuaires et lieux de pèlerinage protohistoriques et gallo-romains » (*La recherche archéologique en France 1985-1989*, Paris, 1990, p. 206-209). Bilan dans *La recherche archéologique en France*, 1997, p. 261-269).

2 La programmation de 1997 proposa deux programmes en étroite liaison : le P17 « Sanctuaires, rites publics et domestiques », le P22 « Lieux de culte et pratiques rituelles gallo-romains », en y ajoutant également le P21 « Architecture monumentale gallo-romaine » (*op. cit.*, p. 360-361, p. 382-383, p. 380-381).

3 Van Andringa (2000), Bost (2004), Brouquier-Reddé *et al.* (2006), Dondin-Payre et Raepsaet-Charlier (2006), Christol *et al.* (2007), Castella et Meylan Krause (2008), Cazanove et Méniel (2012), Dechezleprêtre *et al.* (2015), Raux *et al.* (2015).

4 *La recherche archéologique en France*, 1997, p. 260-269, 383.

5 Barral *et al.* (2011), Barral (dir.) (2015).

des spécialistes de l'architecture, la numismatique, l'épigraphie, la céramique, la faune, des mobiliers métalliques gaulois et romains... Dans le cas de fouilles, qu'elles soient préventives ou programmées, les sanctuaires devront être reconnus sur une surface maximale, c'est-à-dire par décapage intégral de l'aire sacrée à l'intérieur de l'enceinte (ou du fossé) et en effectuant une recherche ciblée à l'extérieur de ses limites. Une fouille par phases sera alors privilégiée afin de mettre en évidence les aménagements successifs sur la plus grande superficie possible. Elle devra naturellement être exhaustive sur le secteur occupé le plus anciennement. On s'efforcera à bien rechercher les limites du sanctuaire (fossé ou péribole construit), et à prospecter, le cas échéant par sondages, les alentours à la recherche d'éventuelles zones de dépositions et de stockage de mobilier rituel, mais aussi de bâtiments annexes liés au fonctionnement du sanctuaire.

Pour les structures bâties, les relevés architecturaux en plan, pierre à pierre, devront être complétés par des relevés des élévations et par des coupes longitudinales et transversales de l'ensemble du complexe à des échelles normalisées; l'étude des blocs architecturaux devra être confiée à un spécialiste⁶; il en va de même pour tous les éléments du décor (pavements, revêtements muraux, enduits, stucs). Dans le cas d'architecture en terre et en bois, il est indispensable de multiplier, selon des protocoles rigoureux, les prélèvements micro-morphologiques.

La totalité du mobilier devra être géoréférencée afin de suivre au mieux l'évolution des pratiques rituelles; l'examen des assemblages permettra d'établir un raisonnement d'identification des faciès de déposition dans la durée. La documentation des fouilles anciennes devra être rassemblée et le matériel devra être inventorié selon des critères normalisés dans le cadre de recherches collectives interrégionales ou nationales. Les protocoles employés en archéologie funéraire devront servir de modèle.

Des recherches récentes ont défini la notion d'archéologie du rite, notamment pour les nécropoles et les sanctuaires, constituant désormais un volet méthodologique à part entière des études menées sur les lieux de culte⁷. En cas de découverte d'ex-voto et d'objets liés à la pratique religieuse, les moyens nécessaires à la collaboration entre l'équipe de terrain, les laboratoires de traitement des objets et les spécialistes devront viser à améliorer le prélèvement, l'étude et la conservation (notamment pour le bois et le matériel métallique), incluant une intervention de ces spécialistes sur le terrain. En collaboration avec un géoarchéologue (géographe et/ou géomorphologue), une étude de l'environnement humain et naturel du lieu de culte devra être entreprise de manière à restituer l'évolution diachronique du paysage. On s'attachera à reconstituer la topographie des lieux à différentes périodes, à rechercher les raisons de l'emplacement, en fonction du relief, des voies terrestres et fluviales, de la géographie historique de la cité.

6 Voir l'enquête en cours menée dans le cadre de l'ANR Ornementation architecturale des Gaules (ORAV), dirigée par Dominique Tardy.

7 Scheid (2000), Lepetz et Van Andringa (2008).

Sous-axes et préconisations

Grands complexes religieux

Une attention particulière devra être portée sur l'organisation des grands complexes religieux et en particulier sur les sanctuaires à édifices multiples et les sanctuaires de capitales de cités, y compris ceux qui sont situés à l'extérieur des centres urbains.

Romanisation des lieux de culte

La recherche devra être centrée sur le phénomène de romanisation des lieux de culte(s) antérieurs avec, en particulier, un intérêt particulier porté à l'étude des structures fossoyées, sur sablières ou sur poteaux et des premières constructions en pierre.

On suggère ainsi de privilégier les sanctuaires attestés au I^{er} siècle apr. J.-C. dont les antécédents romains peuvent remonter au I^{er}, voire selon les provinces, au II^e siècle av. J.-C.

On ne négligera pas pour autant les lieux de culte plus récents, construits *ex nihilo*.

Phases finales des sanctuaires

Une attention particulière devra être apportée à la phase finale d'utilisation des sanctuaires : démantèlement, abandon, récupération, transformation et réoccupation éventuelle, avec changement de fonction. On tentera d'en préciser la chronologie fine et les modalités d'évolution, en se gardant de toute sur-interprétation⁸.

Environnement des sanctuaires

L'enquête devra être étendue à l'environnement des sanctuaires, à leur insertion dans l'agglomération, aux relations entretenues avec les grandes installations publiques (places, thermes, théâtres...) mais aussi aux installations artisanales et à l'habitat (édifices culturels établis dans les *villae* ou à proximité de celles-ci).

Les connexions réalisées entre les sources (ou gués), les sanctuaires et les installations hydrauliques de natures très diverses (captages de sources, bassins, aqueducs ou canalisations, thermes, fontaines) devront être précisées.

Intégration des sanctuaires au paysage

Les traces de plantations doivent également être recherchées et pourront éventuellement être confirmées, dans les milieux favorables, par des analyses archéobotaniques.

La malacologie pourra également être mise à contribution pour caractériser le type d'espace naturel et/ou anthropique situé à proximité immédiate d'un sanctuaire. En effet, des prélèvements systématiques réalisés aux abords des fossés et murs d'enclos peuvent permettre de déterminer si le sanctuaire a été initialement implanté au milieu

8 Van Andringa (dir.) (2014).

d'une forêt, s'il est entouré de parcelles cultivées (champs) ou exploitées (pâtures)...

On pourrait ainsi renouveler de façon notable la question des sanctuaires « isolés » ou bien montrer comment un sanctuaire était intégré à son paysage environnant.

Le mobilier

Les études normalisées de mobilier seront privilégiées et la nature des offrandes (végétaux, faune, pierre, métal, terre-cuite...) doit être caractérisée. La relecture de la sculpture (dont la statuaire), des inscriptions et de leur support (y compris pour les graffitis) et de certains mobiliers (lapidaire, métal, revêtements peints ou non), liés en l'occurrence à l'architecture des sanctuaires, devra s'appuyer sur des approches croisées des contextes et des constructions.

On prendra, évidemment, soin de distinguer le mobilier rituel du mobilier lié à la construction ou à la fréquentation des lieux⁹. Enfin, les moyens nécessaires pour réaliser ces analyses spécifiques devront être prévus.

Méthodologie pour les sanctuaires

Dans le cadre de l'archéologie préventive, lorsque l'évitement n'est pas possible, la fouille doit être prescrite sur la totalité des sanctuaires identifiés comme tels lors des diagnostics. Des exclusions dans ce domaine sont pour le moment prématurées, faute d'un corpus suffisant. Le cahier des charges scientifique devra privilégier l'organisation spatiale, l'évolution chronologique et la nature des offrandes. Il devra également préciser les compétences attendues du responsable chargé de l'opération.

Une sorte de « droit de suite » devra être exercé en favorisant des opérations programmées aux abords des zones fouillées dans le cadre d'opérations préventives afin de compléter les plans et de fouiller les zones périphériques. Le cas échéant, il pourra servir à justifier l'inscription à titre conservatoire de certains sites en « réserve archéologique », voire à solliciter la mise en œuvre d'une mesure de protection au titre des Monuments historiques. L'expertise et la collaboration de spécialistes appartenant à d'autres institutions sont, dans ce cadre, vivement souhaitées.

Toute demande d'opération programmée sur un nouveau site de sanctuaire devra être précédée d'une phase de reprise totale de la documentation existante (archivistique, graphique, écrite, mobilière) et de l'étude du bâti. La problématique devra être développée et inclure un programme détaillé des interventions.

Compte tenu des opérations de fouilles déjà en cours, et des moyens humains nécessaires, peu de nouveaux projets sont envisageables à court terme. Ils devront être solidement argumentés et présenter toutes les garanties de bonne fin jusqu'à la publication. En effet, de telles opérations représentent au moins une décennie de travail. Plusieurs dossiers sont en préparation, mais des choix drastiques seront nécessaires.

Diffusion des connaissances, conservation, valorisation des sanctuaires

Projets

L'impulsion d'une dynamique nationale est très souhaitable afin de favoriser la diffusion des méthodes, des indicateurs chronologiques et des résultats acquis. On veillera à encourager une concertation entre les institutions, les opérateurs et les chercheurs pouvant aller jusqu'à une harmonisation des programmes de recherche. Différentes entités de recherche sont envisageables : les projets collectifs de recherche au niveau régional et ANR ou une formule proche des anciennes actions collectives de recherche au niveau national. Des actions pluridisciplinaires pourraient être suscitées dans le cadre de projets de Laboratoires d'excellence (Labex) et d'Initiatives d'excellence (Idex). Des opérations de ce type sont en cours en Bourgogne (Projet INCUBO : « Inventaire des lieux de culte en Bourgogne »), dans le Sud-Est (PCR « Autour des Voconces ») et dans l'Ouest¹⁰ (Réseau interinstitutionnel : « Les sanctuaires et lieux de culte antiques dans l'Ouest de la Gaule »).

Publications

Les publications des sanctuaires fouillés, parfois depuis plusieurs décennies, sont un axe prioritaire de ce programme. Cela nécessite une programmation financière et une mobilisation des équipes. Il revient à chaque CIRA, avec le concours des services régionaux de l'archéologie et en lien avec le Conseil scientifique de l'Inrap, d'établir une liste de sites dont la documentation est en déshérence et de favoriser le montage d'appels d'offres scientifiques (une première liste est fournie en annexe). À cet égard, il serait souhaitable qu'une part des projets d'activité scientifique de l'Inrap (PAS) soit dédiée à la mise en œuvre de publications de « sites en déshérence ».

Un support de publication disposant d'un comité de lecture sera privilégié et la dispersion des données dans de multiples revues devra être évitée. Pour les fouilles de longue durée en cours, la publication de synthèses intermédiaires serait très souhaitable dans des revues nationales ou inter-régionales. Les principaux acquis pourront faire l'objet d'un dossier dans une revue spécialisée nationale. La publication d'un corpus actualisé et illustré ainsi que d'une synthèse est également très recommandée.

Par ailleurs, les bases de données déjà constituées relatives aux sanctuaires et à leur mobilier devraient être rassemblées et intégrées dans un SIG national. Se pose naturellement la question de son entretien et de son hébergement. Des cartes issues du SIG devraient être dressées à partir de données nouvelles.

9 Lepetz et Van Andringa (2008).

10 Sur les sanctuaires des Aulerques Cénomans et Diablintes, voir Raux *et al.* (2015).

Protection et mise en valeur

Une maîtrise foncière par la puissance publique des principaux sanctuaires mériterait d'être envisagée (par exemple pour les sanctuaires de Ribemont-sur-Ancre [Somme], Sceaux-du-Gâtinais [Loiret], Alise-Sainte-Reine et Mâlain [Côte-d'Or], Autun [Saône-et-Loire]...). On veillera également à constituer des réserves archéologiques (par acquisition et/ou protection au titre des Monuments historiques) autour des grands sanctuaires déjà fouillés (Allonnes [Sarthe], Barzan [Charente-Maritime], Chassenon [Charente], Mandeuire [Doubs]...), ou de sanctuaires dont l'exploitation devrait être réservée aux générations futures (notamment celui de Mâlain).

La mise en valeur des monuments culturels devra tenir compte des acquis de la recherche et privilégier l'état le mieux conservé, en accord avec les institutions compétentes (Alise-Sainte-Reine, Allonnes, Ribemont-sur-Ancre, Vieil-Évreux [Eure]...).

L'état de conservation des édifices culturels (cf. le temple de Mazerioie à Naix-aux-Forges [Meuse]...) devra faire l'objet de réflexions (fouille des niveaux encore conservés, protection, rebouchage). On favorisera l'étude des techniques de construction lors des interventions des Monuments historiques, et exigera le calepinage systématique des appareils avant restauration, par une personne compétente.

L'exposition du mobilier issu des fouilles, sa prise en charge par les musées compétents et la présentation de l'évolution des sanctuaires devront être proposées en concertation avec les acteurs de la recherche.

Perspectives

La priorité est d'assurer l'achèvement des opérations anciennes en menant à bon terme leur publication monographique afin de disposer de référentiels et de valoriser les acquis de la recherche dans ce domaine.

Le lancement d'opérations nouvelles sera limité et devra faire l'objet d'une sélection rigoureuse. Toute demande d'opération programmée sur un nouveau site devra être précédée d'une phase de reprise de la documentation *existante* (graphique, écrite, mobilière) et de l'étude du bâti. La problématique devra être développée, en tenant compte des préconisations du CNRA et en incluant un programme détaillé des interventions. Afin d'éviter le lancement de trop nombreuses opérations nouvelles sur le territoire, les CIRA sont invitées à consulter le CNRA par le biais de leur représentation au sein du Conseil. Parmi les édifices mal connus, on portera une attention particulière aux sanctuaires des capitales de cités.

En revanche, dans le cadre de l'archéologie préventive, lorsque l'évitement ne sera pas possible, la fouille devra être prescrite sur tous les sanctuaires identifiés comme tels lors de la phase du diagnostic. Des exclusions dans ce domaine sont prématurées, faute d'un corpus suffisant.

L'amélioration de la méthodologie devrait constituer un objectif commun, autant dans le repérage des complexes culturels que dans l'élaboration de normes (relevés, étude et publication des offrandes, datations) facilitant les comparaisons et l'élaboration de synthèses. La communauté scientifique doit s'organiser en conséquence.

Références bibliographiques

- Aupert P. (2010), *Barzan II. Le sanctuaire au temple circulaire (« Moulin-du-Fâ »)*. Tradition celtique et influences gréco-romaines, Pessac, Éditions de la Fédération Aquitania, *Aquitania*, supplément, 22.
- Barral P. *et al.* (2011), « Les sanctuaires de Mandeuire », in M. Reddé, P. Barral, F. Favory *et al.*, *Aspects de la romanisation dans l'Est de la Gaule*, Glux-en-Glenne, Bibracte, coll. « Bibracte », 21, p. 557-565.
- Barral P. (dir.) (2015), « Nouvelles données sur l'agglomération antique d'*Epomanduodurum* (Mandeuire et Mathay, Doubs) », *Gallia*, 72.2, p. 11-142.
- Bazin B. (2013), « Le complexe monumental suburbain et l'ensemble funéraire de Saint-Martin-au-Val (Chartres, Eure-et-Loir) : état de la recherche (2006-2011) », *Gallia*, 70.2, p. 91-196.
- Bost J.-P. (intro.) (2004), « Temples ronds monumentaux de la Gaule romaine : journée d'étude (Bordeaux, 23 novembre 2003) », *Aquitania*, 20, p. 5-122.
- Bourgeois L. (dir.) (1999), *Le sanctuaire rural de Bennecourt (Yvelines). Du temple celtique au temple gallo-romain*, Paris, Maison des sciences de l'Homme, coll. « Documents d'archéologie française », 77, 220 p.
- Brouquier-Reddé V., Gruel K. (dir.) *et al.* (2004), « Le sanctuaire de *Mars Mullo* chez les Aulerques Cénomans (Allonnes, Sarthe), v^e s. av. J.-C.-iv^e s. apr. J.-C. État des recherches actuelles », *Gallia*, 61, p. 291-396 [http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/galia_0016-4119_2004_num_61_1_3066].
- Brouquier-Reddé V., Bertrand E., Chardenoux M.-B., Gruel K., L'Huillier M.-C. (éd.) (2006), *Mars en Occident. Actes du colloque international Autour d'Allonnes (Sarthe), les sanctuaires de Mars en Occident, Le Mans, 4-6 juin 2003*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. « Archéologie et culture », 338 p.
- Brunaux J.-L. (dir.) *et al.* (2009), *Les temples du sanctuaire gallo-romain de Ribemont-sur-Ancre (Somme)*, Saint-Germain-en-Laye, Commios, 320 p.
- Castella D. (dir.), Meylan Krause M.-F. (dir.) (2008), *Topographie sacrée et rituels. Le cas d'Aventicum, capitale des Helvètes. Actes du colloque international d'Avenches, 2-4 novembre 2006*, Bâle, Archéologie suisse, coll. « Antiqua », 43, 352 p.
- Cazanove O. de, Scheid J. (dir.) (2003), *Sanctuaires et sources dans l'Antiquité : les sources documentaires et leurs limites dans la description des lieux de culte. Actes de la table ronde organisée par le Collège de France, l'UMR 8585 Centre Gustave-Glotz, l'École française de Rome et le Centre Jean-Bérard, Naples, 30 novembre 2001*, Naples, Centre Jean-Bérard & Paris, Collège de France, coll. « Cahiers du Centre Jean-Bérard », 22, 182 p.

- Cazanove O. de, Méniel P. (dir.) (2012), *Étudier les lieux de culte de Gaule romaine. Actes de la table ronde de Dijon, 18-19 septembre 2009*, Montagnac, Éditions Monique Mergoïl, 264 p.
- Christol M., Fiches J.-L., Scheid J. (2007), « Sanctuaires et lieux de culte en Narbonnaise occidentale. Topographie religieuse et faits de culte : éléments de réflexion et d'orientation », *Revue archéologique de Narbonnaise*, 40, p. 9-13.
- Dechezleprêtre T., Gruel K., Joly M. (dir.) (2015), *Agglomérations et sanctuaires. Réflexions à partir de l'exemple de Grand. Actes du colloque de Grand 20-23 octobre 2011*, Épinal, Conseil départemental des Vosges, coll. « Grand, archéologie et territoire », 2, 456 p.
- Derks T. (1998), *Gods, Temples and Ritual Practices. The transformation of Religious Ideas and Values in Roman Gaul*, Amsterdam, University Press, 326 p.
- Dondin-Payre M., Raepsaet-Charlier M.-T. (dir.) (2006), *Sanctuaires, pratiques cultuelles et territoires civiques dans l'Occident romain*, Bruxelles, Le Livre Timperman, XXVI, 514 p.
- Durand M. (dir.) (2000), *Le temple gallo-romain de la forêt d'Halatte (Oise)*, *Revue archéologique de Picardie*, numéro spécial, 18, 288 p.
- Fauduet I. (2010), *Les temples de tradition celtique*, Paris, Errance, coll. « Les Hespérides », 2^e éd. rev. et augm., 352 p.
- Fauduet I. (dir.) (2014), *Dieux merci! Sanctuaires, dévots et offrandes en Gaule romaine*, Saint-Marcel, Musée d'Argentomagus, catalogue d'exposition, 108 p.
- Fiches J.-L., Barberan S., Berdeaux-Le Brazidec M.-L. et al. (2007), « Un enclos cultuel sur la berge du Vidourle à Ambrussum, Villetelle, Hérault », *Revue archéologique de Narbonnaise*, 40, p. 47-116.
- Gruel K., Brouquier-Reddé V. (dir.) (2003), *Le sanctuaire de Mars Mullo, Allonnes (Sarthe)*, Le Mans, Éditions de la Reinette, 190 p., 1 cédérom.
- Lepetz S., Van Andringa W. (dir.) (2008), *Archéologie du sacrifice animal en Gaule romaine. Rituels et pratiques alimentaires*, Montagnac, Éditions Monique Mergoïl, 306 p.
- Lerat L. et al. (1998), *Les Villards d'Héria (Jura). Recherches archéologiques dirigées par l'auteur de 1958 à 1982 sur le site gallo-romain du « Pont des Arches »*, Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté, 2 vol., 246 p.
- Mangard M. (2008), *Le sanctuaire gallo-romain du Bois l'Abbé à Eu (Seine-Maritime)*, Lille, Université Charles-de-Gaulle-Lille 3, coll. « Art et architecture », 12, *Revue du Nord*, hors-série, 302 p.
- Mantel E. (dir.) (1997), « Le sanctuaire de Fesques, "Le Mont du Val aux Moines", Seine-Maritime », *Nord-Ouest Archéologie*, 8, 360 p.
- Marcadal Y. (dir.) (2001), *Un complexe culturel dédié à Jupiter : I^{er}-III^e siècle après J.-C., Calès- Mézin (Lot-et-Garonne)*, Agen, Association des archéologues du Lot-et-Garonne, 328 p.
- Méténier F. (2011), « Le sanctuaire gallo-romain de Drevant (Cher) : état des connaissances et nouvelle approche archéologique des façades sud et est », *Revue archéologique du Centre de la France*, 50, p. 385-452 [http://racf.revues.org/1653].
- Monteil M., Maligorne Y., Aubin G., Besombes P.-A., Bouvet J.-P., Guitton D., Levillayer A., Mortreau M., Thébaud S., Saget Y. (2009), « Le sanctuaire gallo-romain de Vieille-Cour à Mauves-sur-Loire (Loire-Atlantique) : bilan des connaissances », *Revue archéologique de l'Ouest*, 26, p. 153-188.
- Naveau J. (1997), « Le sanctuaire suburbain de Jublains (Mayenne) », in J. Naveau (dir.), *Recherches sur Jublains (Mayenne) et sur la cité des Diablintes*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. « Documents archéologiques de l'Ouest », p. 115-202.
- Péchoux L. (2010), *Les sanctuaires de périphérie urbaine en Gaule romaine*, Montagnac, Éditions Monique Mergoïl, coll. « Archéologie et histoire romaine », 18, 504 p.
- Pilon F. (2008), *Les sanctuaires et les habitats de Châteaubateau (Seine-et-Marne) : bilan des travaux antérieurs à 2005*, Nanterre, Association Dioecesis Galliarum, coll. « Document de travail », 8, 170 p.
- Pommeret C. (dir.) (2001), *Le sanctuaire antique des Bolards à Nuits-Saint-Georges (Côte-d'Or)*, *Revue archéologique de l'Est*, supplément, 16, 410 p.
- Poux M., Demierre M. (dir.) (2016), *Le sanctuaire de Corent (Puy-de-Dôme, Auvergne). Vestiges et rituels*, Paris, CNRS Éditions, *Gallia*, supplément, 62, 716 p.
- Provost A., Mutarelli V., Maligorne Y. (2010), *Corseul. Le monument romain du Haut-Bécherel. Sanctuaire public des Coriosolites*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. « Documents archéologiques », 3, 250 p.
- Quérel P., Woimant G.P. (dir.) et al. (2002), « Le site d'Estrées-Saint-Denis : sanctuaire et habitat, une agglomération secondaire », *Revue archéologique de Picardie*, 3-4, p. 273-277.
- Raux S., Brouquier-Reddé V., Monteil M., Van Andringa W. (2015), *Des dieux et des hommes. Cultes et sanctuaires en Sarthe et en Mayenne dans l'Antiquité*, Le Mans, Ville du Mans, catalogue d'exposition, 316 p.
- Reddé M. (dir.), Schucany C., Schwarz P.A. et al. (2011), *Oedenburg. Fouilles françaises, allemandes et suisses à Biesheim et Kunheim, Haut-Rhin, France. 2. L'agglomération civile et les sanctuaires*, Mayence, Römisch-Germanisches Zentralmuseum zu Mainz, Forschungsinstitut für Vor- und Frühgeschichte, Monographien, 79 (2), 2 vol.

•••

Reddé M., Barral P., Favory F. *et al.* (2011), *Aspects de la romanisation dans l'Est de la Gaule*, Glux-en-Glenne, Bibracte, coll. « Bibracte », 21, 966 p.

Romeuf A.-M., Dumontet M. (2000), *Les ex-voto gallo-romains de Chamallières (Puy-de-Dôme). Bois sculptés de la source des Roches*, Paris, Maison des sciences de l'Homme, coll. « Documents d'archéologie française », 82, catalogue sur cédérom, 168 p.

Schaad D. (dir.) (2007), *La Graufesenque (Millau, Aveyron). I. Condatomagos, une agglomération de confluent en territoire rutène, II^e s. a.C. - III^e s. p.C.*, Pessac, Éditions de la Fédération Aquitania, coll. « Études d'archéologie urbaine », 378 p.

Scheid J. (2000), « Pour une archéologie du rite », *Annales HSS*, mai-juin, 3, p. 615-622.

Schenck-David J.-L. (2005), *L'archéologie de trois sanctuaires des Pyrénées centrales : contribution à l'étude des religions antiques de la cité des Convènes*, Saint-Bertrand-de-Comminges, Musée archéologique départemental, coll. « Pirénéica. Monographie d'archéologie pyrénéenne », 1, 128 p.

Sire M.-R. (1997), *Le Sanctuaire des Tours Mirandes (Vendeuvre, Vienne)*, Chauvigny, Publications chauvinoises, coll. « Cahier du Pays Chauvinois », 15, 86 p.

Van Andringa W. (dir.) (2000), *Archéologie des sanctuaires en Gaule romaine. Table ronde*, Université Jean Monnet, Saint-Etienne, 1999, Saint-Étienne, Université Jean Monnet, coll. « Mémoires-Centre Jean-Palerne », 22, 210 p.

Van Andringa W. (2002), « La religion en Gaule romaine. Piété et politique (I^{er}-III^e siècle apr. J.-C.) », *L'Histoire*, 270.

Van Andringa W. (dir.) (2014), *La fin des dieux. Les lieux de culte du polythéisme dans la pratique religieuse du III^e au V^e siècle apr. J.-C. (Gaules et provinces occidentales)*, Paris, CNRS Éditions, *Gallia*, 71.1, 326 p.

Vezeaux de Lavergne É. De (1999), *Le sanctuaire gallo-romain de Mazamas à Saint-Léomer (Vienne)*, Paris, Éditions de Boccard, coll. « Gallia Romana », 3, 234 p.

Annexe

Cette liste des sanctuaires fouillés ou en cours de fouille est fournie à titre indicatif; elle devra être complétée par les SRA afin de donner une suite aux préconisations du programme.

Opérations programmées en cours (2015)

Alise-Sainte-Reine (Côte-d'Or), « La Croix Saint-Charles », Apollon Moritasgus.
Autun (Saône-et-Loire), « La Genetoye, temple de Janus ».
Baron-sur-Odon (Calvados), « Le Mesnil ».
Chartres (Eure-et-Loir), « Saint-Martin-au-Val ».
Chassenon (Charentes), « Montelu ».
Eu-Bois-l'Abbé (Seine-Maritime).
Genainville (Val-d'Oise), « Les Vaux-de-la-Celle ».
Isles-et-Bardais (Allier), « Les Petits Jardins » (forêt domaniale de Tronçais).
Vieil-Evreux (Eure), « La Mare Losier ».
Villeneuve-sur-Lot (Lot), « Eysse ».

Opérations programmées achevées, en préparation de publication

Alise-Sainte-Reine (Côte-d'Or), « En Surelot ».
Allonnes (Sarthe), « La Forêterie » : sanctuaire de Mars Mullo.
Amboise (Indre-et-Loire) « Les Châtelliers ».
Macé (Orne), « Les Hernies ».
Mandeure (Doubs), « Champs des Fougères ».
Meistratzheim (Bas-Rhin), « Station d'épuration intercommunale Pfett ».
Mirebeau-sur-Bèze (Côte-d'Or), « La Fenotte ».
Montluçon (Allier), « Les Hauts-de-Bufferon », lotissement 2006.
Naix-aux-Forges, Saint Amand-sur-Ornain (Meuse), « plateau de Mazerioie ».
Neuville-sur-Sarthe (Sarthe), « Le Chapeau ».
Nuits-Saint-Georges (Côte-d'Or), « Pré de Nuits »

Orange (Vaucluse), « Sainte-Eutrope ».
 Rennes (Ille-et-Vilaine), « Les Jacobins ».
 Saint-Marcel-Argentomagus (Indre) « Les Mersans », temples III-IV.
 Saint-Valérien (Yonne), « Sur Le Pré de la Ville, Rue du Chemin de César ».
 Sarry (Marne), « Les Auges ».
 Septeuil (Yvelines), « La Féérie ».
 Sierentz (Bas-Rhin), « Zac Hoell ».

Opérations préventives en cours ou achevées, en préparation de publication

Angers (Maine-et-Loire) : *mithraeum*.
 Bavilliers (Belfort), « 45 grande rue François Mitterrand ».
 Cahors (Lot), « Centre hospitalier ».
 Entrains-sur-Nohain (Nièvre), « 16, route d'Etas ».
 Estrées-Saint-Denis (Oise), « Le Moulin brûlé », en cours.
 Jouars-Ponchartrain (Yvelines), « La Ferme d'Ithe ».
 La Roche-Blanche (Puy-de-Dôme), « Gergovie ».
 Langres (Haute-Marne), « Les Franchises, Freudenburg ».
 Magny-Cours (Nièvre), « Pré de la Fontaine ».
 Mâlain (Côte-d'Or), « La Magnotte, La Jennelière, rue de Sercey », diagnostic.

Opérations (programmées ou préventives) achevées dont la publication serait souhaitable

Alba-la-Romaine (Ardèche), « Les Bagnols ».
 Alba-la-Romaine (Ardèche), « Les Basaltes ».
 Antigny (Vienne), « Le Gué-de-Sciaux ».
 Arras (Pas-de-Calais), « rue Baudimont » : sanctuaire des dieux orientaux.
 Aubigné-Racan (Sarthe), « Cherré ».
 Aunou-sur-Orne (Orne), « Pré du Mesnil ».
 Chartres (Eure-et-Loir), « Place des Epars ».
 Châteaubleau (Seine-et-Marne), « L'Aumône, La Justice, La Tannerie ».
 Déols (Indre), « ZAC des Maussants ».
 Faverges (Haute-Savoie), « Viuz ».
 Lyon (Rhône), « Verbe-Incarné ».
 Meaux (Seine-et-Marne), « La Bauve ».
 Menestreau (Nièvre), « La Chaume du Sauveur ».
 Montbouy (Loiret), « Le Déchargeoir ».
 Morvillers-Saint-Saturnin (Somme), « Digeon ».
 Naves (Corrèze), « Tintignac ».
 Nitry (Yonne), « Champagne ».
 Orcines (Puy-de-Dôme) : temple de Mercure.
 Orléans (Loiret), « ZAC Clos de la Fontaine ».
 Pannes (Loiret), « Le Clos du Détour ».
 Pithiviers-le-Vieil (Loiret) « Les Jardins du Bourg », lot 51.
 Saint-Ambroix (Cher), « Terre de la Chaussée des Vignes ».
 Sanxay (Vienne), « Herbord ».
 Sceaux-du-Gâtinais (Loiret), sanctuaire des eaux d'*Aquae Segetae*.
 Tours (Indre-et-Loire), « rue Nationale ».
 Vernègues (Bouches-du-Rhône), « Château-Bas ».
 Vieille-Toulouse (Haute-Garonne), « Baulaguet ».
 Vieux (Calvados), « Le Bas-de-Vieux », site du musée archéologique.
 Vioménil (Vosges), « la Pille ».

On ajoutera à cette liste non exhaustive les sanctuaires d'Aix-les-Bains (Diane) et Vienne (Auguste et Livie) sur lesquels il conviendrait de disposer d'un relevé des élévations, voire d'une analyse du bâti.

Axe 7



Deux caveaux du XVIII^e siècle abritant des cercueils en plomb mis au jour dans le chœur de l'ancienne église Saint-Germain de Flers (Orne). Fouille Hélène Dupont, 2014 (cliché H. Dupont, Inrap).

Phénomènes funéraires depuis la fin de l'Antiquité : origine, évolution, fonctions

Cet axe porte sur une thématique spécifique, envisagée sur la longue durée depuis l'Antiquité. Dans le domaine de l'archéologie funéraire, toutes les périodes sont concernées par un double mouvement : un élargissement des problématiques et, en même temps, des approches sur des points précis, spécifiques de pratiques funéraires avec des caractéristiques particulières. Ce renouvellement de la recherche a été soutenu par un développement important de techniques d'analyses.

Bilan et enjeux

En matière d'archéologie funéraire, les dernières décennies ont été le théâtre d'un développement spectaculaire des méthodes d'étude des tombes dites « d'anthropologie de terrain », qui sont venues entièrement renouveler la manière de comprendre les ensembles funéraires.

Désormais, il semble normal de faire appel à un anthropologue spécialisé dans l'analyse des indices permettant de restituer l'aménagement et l'histoire d'une tombe, ainsi que, le cas échéant, les traces des soins prodigués au cadavre (toilette mortuaire, application de parfums, d'huiles d'aromates, habillement, embaumement...). En revanche, il est encore difficile de trouver des personnes possédant une expérience pratique et un minimum de recul, capables de proposer des interprétations et d'apporter des résultats. Quand c'est le cas, la qualité de l'information relative à chaque tombe s'en trouve ainsi considérablement accrue, permettant ensuite d'établir une typochronologie des aménagements, puis d'affiner les conclusions relatives à l'organisation et la gestion de l'aire sépulcrale, ainsi qu'à ses développements dans l'espace et dans le temps.

Aux éléments acquis lors de la fouille des tombes s'ajoutent ceux tirés de l'étude biologique des squelettes qui s'affine sans cesse pour mieux caractériser les populations (état sanitaire,

marques des activités exercées...), pour déterminer les différentes modalités de recrutement de l'ensemble funéraire et mettre en évidence d'éventuelles zones spécialisées en corrélant ces observations aux déductions établies sur les pratiques et les gestes funéraires.

Or, il faut remarquer que cette technicisation accrue de l'archéologie funéraire a engendré la définition de protocoles d'étude de plus en plus élaborés qui ont eux-mêmes fini par devenir des sujets de recherche à part entière, laissant parfois dans l'ombre la finalité de la fouille des tombes et des aires sépulcrales, qui reste la compréhension de ce que les sociétés du passé ont fait et dit sur leur manière de concevoir leurs rapports aux morts et, à travers eux, à la mort.

Dans cette perspective, il est aujourd'hui nécessaire de promouvoir une approche globale des ensembles funéraires tant dans la programmation des opérations archéologiques que dans la publication de bilans régionaux ou d'études de cas très bien documentées, ainsi que des publications de synthèse démontrant l'apport de l'archéologie dans l'interprétation historique et anthropologique des phénomènes funéraires tels qu'ils s'illustrent dans mais aussi autour de la tombe.

Sous-axes et préconisations

La longue durée

L'enquête sur les rapports que les sociétés du passé ont entretenus avec leurs morts et avec la mort s'inscrit nécessairement dans une périodisation différente de celle qui prévaut dans l'étude d'autres domaines archéologiques, précisément pour questionner la manière dont cette histoire de la mort s'articule avec les phénomènes socioculturels contemporains.

À ce titre, il apparaît utile d'extraire l'archéologie funéraire médiévale de l'archéologie des églises et d'opter à nouveau

pour une approche diachronique du fait funéraire des périodes antique, médiévale, moderne et contemporaine afin de contribuer à l'analyse, sur la longue durée, des pratiques sociales et des phénomènes aussi capitaux que la christianisation de la mort.

Il s'agit également de répondre à des interpellations formulées il y a longtemps déjà par les historiens de la mort, tels Philippe Ariès et Pierre Chaunu, et auxquelles les archéologues n'ont toujours pas apporté de réponse notamment à propos de l'individualisation dans la conduite des funérailles et dans l'économie du salut, ou encore sur les conséquences matérielles de la piété baroque du XVIII^e siècle et l'émergence de pratiques annonçant la « mort bourgeoise du XIX^e siècle »¹. Les pratiques sociales se perçoivent en effet sur de longues plages d'évolution lente, ponctuées parfois d'à-coups brutaux, dans un processus qui ne parvient jamais à complètement effacer les représentations antérieures, qui constituent autant de strates dont l'existence se manifeste dans les ensembles sépulcraux.

En ce qui concerne le phénomène de la christianisation de la mort, il apparaît aujourd'hui nécessaire de porter plus précisément l'attention sur les sépultures les plus récentes dans les nécropoles éloignées des lieux de culte et sur les inhumations les plus précoces dans les cimetières de tradition médiévale qui se sont développés à l'ombre des oratoires chrétiens ou qui sont à l'origine de leur édification.

Dans la même optique, les aires sépulcrales qui paraissent refléter une continuité d'occupation sur les périodes antique et médiévale ou celles qui ont fait l'objet d'une ré-appropriation après un délaissement temporaire devraient pouvoir bénéficier d'une étude détaillée, destinée à observer les indices relevant des rythmes (y compris de possibles hiatus) et les modalités de transformation des espaces funéraires en lien avec la christianisation du lieu (aménagement des sols et des signaux de surface, ré-intervention sur les sépultures, interaction entre les sépultures et les architectures présentes dans le même espace...). L'objectif est notamment d'en établir la datation, de qualifier les défunts qui s'y trouvent, afin de distinguer les signes qui relèvent des prémices du passage d'un cimetière à l'autre, de ceux qui en marquent la généralisation, l'achèvement, sans jamais vraiment aboutir à l'exclusivité.

En effet, si, à l'époque carolingienne, le transfert du cimetière auprès des oratoires chrétiens ainsi que la naissance de la paroisse demeurent des sujets débattus dans le cadre de la recherche historique actuelle, force est de constater que les apports de l'archéologie dans l'analyse de ces phénomènes apparaissent de plus en plus brouillés dans la mesure où ils prêtent une attention plus soutenue à la marge qu'à la masse. À cet effet, il conviendrait de mieux cerner l'ampleur, la chronologie et la signification du phénomène des sépultures isolées et de petits groupes de sépultures dispersées dans le terroir ou dans l'habitat, qui paraissent transcrire des organisations sociales différentes selon les cas (espaces funéraires « réguliers » de l'unité d'habitation, inhumations des domestiques d'un grand domaine). Diverses opérations d'archéologie préventive, principalement localisées dans la France méridionale ont par ailleurs mis en évidence l'existence,

jusqu'aux XI^e-XII^e siècles, d'ensembles sépulcraux parfois très importants, de l'ordre de plusieurs dizaines, voire de plusieurs centaines de tombes, qui semblent dépourvus d'édifice cultuel ou funéraire. L'ampleur et la répartition géographique de ce phénomène reste à établir dans l'optique de définir le statut de ces ensembles et, en quelque sorte, la « géographie religieuse des morts ».

Les autres phénomènes marquant l'histoire de la mort aux temps médiévaux et modernes, qui n'ont cessé d'interpeller historiens et archéologues, engagent ces derniers à s'interroger sur la manière d'aborder les cimetières communautaires ou paroissiaux. Là encore, l'attention doit continuer à se porter sur les signes de la permanence des pratiques et de développement des aires sépulcrales ou, à l'inverse, sur les manifestations de discontinuité pour tenter d'en cerner les causes. Or, une telle approche nécessite de fouiller exhaustivement ou tout au moins un échantillon significatif des cimetières utilisés, alors que les coûts induits par la conduite dans de bonnes conditions de ce type d'opération demeurent très élevés.

Cimetières paroissiaux et communautaires, médiévaux et modernes

La manière de réaliser la fouille des cimetières communautaires ou paroissiaux densément utilisés au cours des temps médiévaux et modernes demeure un sujet d'interrogation dans la mesure où ce type de fouille nécessite des moyens et un temps importants si l'on veut obtenir une chronologie suffisamment précise pour en comprendre l'évolution, l'organisation et la gestion.

Dans ce domaine, l'apport des méthodes d'étude des tombes, dites « d'anthropologie de terrain », est évident puisqu'elles permettent désormais de repérer des phénomènes jusqu'alors difficilement perceptibles : il est maintenant possible d'établir le phasage des modes d'inhumation et de distinguer les divers groupes sociaux qui furent inhumés dans ces cimetières. Ce renouvellement de l'approche des aires sépulcrales, où les inhumations sont denses et stratifiées, mobilise cependant des moyens importants dont la mise en œuvre reste à justifier au regard des apports scientifiques produits par l'exploration exhaustive de ce type de site. Il faut remarquer que cette dernière interrogation ne concerne pas le principe de telles fouilles, étant donné que plusieurs opérations menées ces dernières années en attestent la pertinence, mais plutôt l'utilité de les multiplier.

Dès lors, c'est la question de l'échantillonnage qui est posée : échantillonnage des sites, échantillonnage à l'intérieur d'un site sous forme de fenêtres d'étude judicieusement choisies ou sous forme d'une adaptation des protocoles d'enregistrement et d'étude. Une réflexion dans ce domaine visant à établir la nature des informations susceptibles d'être engrangées au regard des critères de sélection permettrait d'en évaluer la valeur quantitative et qualitative. En effet, trop souvent encore, l'inadéquation souvent constatée entre les moyens initialement prévus et la réalité du terrain, oblige à procéder, en cours de fouille, à une sélection des tombes ou des fractions d'aires sépulcrales selon des critères avant tout financiers ou de calendrier. Il en résulte que l'information

¹ Vovelle M. (1983).

scientifique acquise est tronquée, sans qu'il soit possible de s'assurer de la pertinence d'un échantillonnage produit par défaut et des interprétations qu'il induit.

De la même manière, force est de constater que certains sites d'ampleur ne sont pas traités ou sont superficiellement approchés afin de limiter les coûts d'une fouille, alors qu'ailleurs le moindre petit décaissement susceptible d'affecter une portion de cimetière paroissiale engage une exploration pointilleuse sans qu'aucune problématique scientifique ne vienne la justifier. Prime d'un côté une logique comptable, de l'autre une logique patrimoniale et conservatoire dont il est bien difficile d'apprécier la pertinence dans la mesure où l'évaluation de la « ressource » archéologique disponible n'a pas été faite. Dans les deux cas, les questionnements socio-historiques qui devraient motiver la prescription, guider la conduite de la fouille et orienter les études qui en découlent disparaissent. Si le constat n'est pas neuf, il faut remarquer que les questions déjà maintes fois posées par la fouille des cimetières dont l'occupation dense sur la longue durée se solde par une stratigraphie complexe et longue à décrypter n'ont toujours pas trouvé de réponse satisfaisante. Le risque encouru est toujours celui d'une solution retenue par défaut, impliquant la destruction partielle de certains sites faute des moyens nécessaires ou, à l'inverse, l'accumulation d'une documentation dont l'ampleur rend, en définitive, son exploitation difficile, voire impossible.

Ces constats rendent aujourd'hui nécessaire de mener une réflexion collective sur la manière d'engager la fouille des cimetières². Cette réflexion, qui devrait prendre la forme de rencontres scientifiques réunissant l'ensemble des acteurs impliqués dans les opérations funéraires, aurait pour objectif de rediscuter de l'adéquation entre le potentiel et les contraintes des cimetières paroissiaux, les problématiques scientifiques qui en justifient la fouille et les protocoles selon lesquels ils peuvent être étudiés.

Cette réflexion doit passer par un bilan critique des fouilles engagées ces dernières années sur ce type de sites et elle ne pourra faire l'économie de la question de la pertinence à procéder à des échantillonnages raisonnés de sites, dans les sites ou dans les protocoles d'étude.

Le diagnostic dans les aires sépulcrales

La fouille de ces ensembles funéraires complexes nécessite en amont, de définir clairement un protocole d'évaluation des ensembles sépulcraux dans la prescription de diagnostic.

En premier lieu, il faut rappeler que les acquis de la recherche tant historique qu'archéologique ont permis de démontrer qu'il existe des problématiques propres aux aires sépulcrales selon leur place dans l'organisation sociale et leurs fonctions. Ainsi, bien que les questions posées à un ensemble d'urnes funéraires ne soient pas les mêmes que celles posées au sous-sol d'une abbatale, une telle évidence mérite d'être rappelée dans la mesure où la conduite des diagnostics semble répondre à un modèle de plus en plus standardisé, sans rapport avec la nature de l'objet scientifique sur

lequel il porte. Or, une telle préoccupation est indispensable pour que le diagnostic réponde clairement aux objectifs qui sont les siens, à savoir produire lui-même des données sur l'ensemble des composantes et données chronologiques d'un site, à partir desquelles il sera possible de déterminer si les vestiges en présence sont à même de contribuer à une réflexion articulée à une problématique scientifique donnée. De fait, s'inquiéter dès la phase préparatoire du diagnostic des problématiques qui prévalent selon le type d'aire sépulcrale concernée (notamment lorsque la fonction funéraire est connue au préalable ou fortement pressentie) permet de cerner au plus vite la capacité des vestiges à répondre à ces problématiques avant qu'ils ne donnent lieu, le cas échéant, au développement de nouveaux questionnements scientifiques propres à l'histoire du site.

Par ailleurs, dans le cas d'ensembles sépulcraux déjà identifiés, cette analyse préparatoire, ainsi que la collecte des informations déjà disponibles, demeurent incontournables pour cibler en amont la manière de conduire au mieux le diagnostic. Enfin, pour définir au plus près les moyens nécessaires à la fouille d'une aire sépulcrale, il est nécessaire que le diagnostic établisse clairement l'état de conservation des vestiges osseux ou des aménagements sépulcraux et qu'il évalue précisément la densité des tombes et des recoupements entre les tombes tout en évaluant également la représentativité du site dans l'emprise archéologique et sur toute son épaisseur historique. À ce titre, il convient de procéder à l'ouverture du nombre de fenêtres nécessaires pour procéder à une telle évaluation, y compris sur les sites stratifiés où il est tout autant nécessaire d'aller jusqu'à la base de la séquence stratigraphique sans pour cela s'exonérer d'une fouille manuelle des sépultures selon les méthodes d'étude dites « d'anthropologie de terrain ».

Méthodes d'étude en « anthropologie de terrain »

Diversité des gestuelles

La mise en œuvre des techniques d'analyse dites « d'anthropologie de terrain » a eu pour corollaire de renouveler l'attention portée aux pratiques qui ont accompagné la mise au tombeau ou qui signalent un souci de commémoration. Dans la tombe, ces pratiques sont appréhendées au moyen de l'étude de l'agencement des dépôts funéraires ainsi que par l'interprétation des phénomènes taphonomiques dont ils témoignent.

L'un des objectifs est de distinguer ce qui relève de gestes intentionnels (installation du défunt au sein d'une architecture périssable, dépôt ou port des vêtements, bris de vases, sélection des portions de vases, préparations alimentaires pour les pièces de viandes...) de ce qui est le résultat du devenir de la tombe après sa fermeture, par suite d'une intervention humaine (prélèvement volontaire, réduction, pillage...) ou d'un événement fortuit (dissolution des éléments organiques, mobilisation gravitaire, intrusion d'origine animale ou végétale...). Si dans ce domaine les avancées sont manifestes, il n'en demeure pas moins nécessaire de promouvoir des approches interdisciplinaires (archéo-anthropologie, micromorphologie, entomologie, archéozoologie...) et de soutenir les efforts de

² Treffort C. (2010).

définition des problématiques attachées à l'interprétation des dépôts funéraires en référence à la sociologie, l'anthropologie sociale et aux sources écrites.

Parallèlement s'amorce en France, avec retard par rapport à d'autres pays européens, la mise en œuvre de protocoles de fouille et d'analyse de plus en plus fins, destinés à identifier et à étudier les vestiges discrets des matériaux organiques présents dans la tombe (pollens et graines pour les bouquets et couronnes de fleurs, traces d'huile et de parfum dans les récipients posés auprès des défunts, tissus et cuir...) ou participant de son architecture. Le regard se porte encore trop rarement sur les traces que ces matériaux organiques ont laissées sur les autres vestiges (empreintes de tissus dans les oxydes métalliques, restes de caramels de cuisson dans les vases...).

Si depuis longtemps, quoique très exceptionnellement, pour les périodes antique, médiévale et moderne, l'analyse de ces vestiges organiques est entreprise pour des sépultures où ils sont particulièrement bien conservés, il est aujourd'hui nécessaire de leur prêter une réelle attention dans des tombes et sur des sites plus ordinaires. En effet, leur apport est déterminant pour l'appréhension des gestes funéraires, car ils documentent le vêtement funéraire, révèlent l'existence de dispositifs tels que nattes ou matelas, de dépôts en paquets ficelés ou enveloppés dans des textiles...

À ce titre, il conviendrait de cibler des opérations de fouille sur lesquelles les problématiques relatives à la présence de vestiges organiques dans les tombes pourraient être prises en compte en y associant des spécialistes dès la phase de terrain. Ces opérations offrirait l'occasion de développer des protocoles d'expertise et d'étude déclinables à l'avenir sur différents types de contextes, comme cela fut mis en œuvre ces dernières années pour l'interprétation des phénomènes taphonomiques du cadavre et du squelette.

Du point de vue pratique, la réalisation de cet objectif demande une sensibilisation des responsables d'opération mais surtout la formation de personnes sachant identifier et enregistrer ces vestiges ténus, à la fois sur le terrain et surtout lors de la fouille des prélèvements en mottes en laboratoire. La formation des restaurateurs devrait être approfondie dans ce domaine.

Pour une archéologie du rite

Outre le renouvellement des questions relatives aux indices ténus de l'aménagement de la tombe et de l'apparat funéraire, l'attention se porte désormais sur l'interprétation des aménagements et autres installations de surface qui illustrent aussi bien la manière dont ont été conduites les funérailles (comme dans le cas des crémations antiques, ou encore de la réutilisation volontaire de tombe) que les moyens mis en œuvre pour entretenir la mémoire du mort, voire pour se prémunir de la nocivité dont il est potentiellement porteur.

Une telle attention devrait également porter sur les aménagements structurants ou identifiant les aires sépulcrales elles-mêmes (cheminements, aménagements paysages, clôture, emblèmes et autres marques...). Si, dans nombre d'entre elles, les installations temporaires et les aména-

ments permanents de surface ont été détruits par les labours, les rares cas où ces derniers sont préservés, même partiellement (cf., par exemple, les « négatifs » de conduits à libation dans les amas osseux de l'époque romaine) méritent de bénéficier d'une fouille complète et soignée permettant au moyen, là encore, d'une approche interdisciplinaire (micromorphologie, taphonomie et le cas échéant archéozoologie, palynologie, carpologie, anthracologie...) d'aborder la question des rapports qu'ont entretenus les vivants vis-à-vis de leurs morts durant l'Antiquité et le Moyen Âge.

Cette préoccupation, de plus en plus manifeste pour les gestes intentionnels accompagnant la mise au tombeau ou reflétant la volonté d'entretenir la mémoire individuelle ou collective des morts, s'identifie à cette « archéologie du rite » qui fait aujourd'hui l'objet d'une promotion active de la part d'archéologues et d'historiens travaillant sur la période antique³.

Ce retour à la question des rites vient d'ailleurs utilement rappeler que les pratiques funéraires visent avant tout à construire une relation entre les vivants et les morts et à travers eux avec la mort elle-même, le numineux⁴, le sacré et la transcendance.

Cette double dimension du rapport à la mort par le truchement des morts demeure une donnée essentielle pour qui veut tenter de comprendre le discours dont le rituel funéraire se fait le porteur, comme n'ont cessé de le rappeler aussi bien les sociologues⁵, les socio-anthropologues⁶ que les historiens⁷ de la mort.

Organisation et structuration des ensembles funéraires

Si les pratiques funéraires sont l'un des supports au moyen desquels les sociétés du passé expriment la manière de conduire leur relation avec la mort, elles apparaissent également comme le reflet partiel de l'institution du social dans les rapports et les divisions qui l'animent.

Ce constat justifie le fait que, depuis longtemps déjà, l'organisation des aires sépulcrales fasse l'objet d'interprétations sociales, économiques, politiques et culturelles prenant pour appui l'analyse de la diversité des pratiques funéraires, les différences perceptibles dans l'apparat de la tombe et du défunt lui-même ou encore la hiérarchisation des sépultures en fonction de leur aménagement et de leur localisation au sein de l'aire sépulcrale. Les données biologiques sont utilisées prioritairement pour la compréhension de l'ensemble funéraire. Pour autant que la chronologie soit suffisamment précise, les outils de la paléodémographie sont employés aujourd'hui pour discuter la nature de l'échantillon étudié (« population biaisée »), tandis que l'étude de l'état sanitaire des squelettes permet de percevoir des groupements d'individus au sein de l'ensemble funéraire et de comparer les niveaux de vie des populations. Il faut rappeler qu'il est très difficile de mettre en évidence les

3 Scheid (éd.) (2008).

4 Pour le concept de numineux, voir Otto (2001).

5 Baudry (2006).

6 On renverra aux ouvrages de Louis-Vincent Thomas.

7 *Op. cit.*, Ariès, Vovelle et Chaunu.

regroupements familiaux : les caractères discrets se révèlent peu fiables au sein d'une micro-population, tandis que les études ADN sont encore très chères et entachées de problèmes techniques pour l'os ancien; relevant de la recherche fondamentale, elles sont réservées à certains questionnements, pour des faits très particuliers.

Si, dans certains cas, la mise en œuvre de ces méthodes a permis d'approfondir certains questionnements historiques, elles ne deviennent vraiment opérantes qu'à condition d'être attachées à une problématique clairement définie et elles nécessitent un dialogue permanent entre les différents intervenants. Ces perspectives sont bien illustrées par les travaux réalisés ces dernières années sur la gestion des morts en cas de crises de mortalité et sur la caractérisation des différents épisodes de crise (courbes de mortalité spécifiques, recherches des marqueurs ADN spécifiques, études en archives). Il en est de même des recherches menées en contextes hospitaliers pour le bas Moyen Âge et l'époque moderne (gestion des morts, recrutement).

Les morts dans le paysage social, économique, politique et mental des communautés rurales et urbaines

Au-delà de l'étude des aires sépulcrales dans leur individualité, il reste aujourd'hui à comprendre la place de chacun dans un paysage funéraire dont la complexité, à l'intérieur d'un même territoire, est perceptible à la fois sur un plan synchronique et diachronique.

En effet, la juxtaposition d'opérations archéologiques de petite et moyenne ampleur, au même titre que les interventions portant sur de vastes surfaces, ont mis en valeur la coexistence d'ensembles funéraires différents dans leurs caractéristiques, leur composition ainsi que dans le mode de recrutement des défunts. Cette pluralité de formes illustre la diversité des rapports entre les différentes aires sépulcrales et le monde des vivants dans ses aspects pratiques, sociaux, économiques, politiques, mémoriels, identitaires ou religieux (entendu ici dans les acceptions antique et médiévale du terme).

Pour tenter de comprendre cette diversité, il convient de chercher à élaborer, à une échelle régionale ou micro-régionale, une grille de lecture fondée sur les critères qualitatifs et quantitatifs à partir desquels il sera possible d'établir une hiérarchisation des sites destinée à comprendre la structuration du territoire des morts et son articulation avec le territoire des vivants.

Dans la même perspective, il conviendrait de s'assurer, dans les territoires bénéficiant d'un suivi archéologique sur la durée ou faisant l'objet de fouilles spatialement étendues, de fouiller l'intégralité des ensembles reconnus, de les caractériser du point de vue des pratiques socioculturelles et de leur recrutement; et cela afin de comprendre comment les sites funéraires s'articulent entre eux.

De la même manière, l'attention portée à la diversité des formes des champs sépulcraux oblige à s'intéresser à ceux qui prennent place au cœur des villages actuels, dont l'étude contribue également à répondre aux problématiques de la mise en place du cadre paroissial et de la morphogenèse de l'espace villageois.

La reconnaissance de la diversité des ensembles funéraires contemporains prenant place au sein d'un même territoire amène désormais à écrire l'histoire des espaces funéraires antiques et des cimetières médiévaux au pluriel, en substituant à l'image qui prévalait jusqu'ici d'une histoire commune et linéaire celle d'histoires dans lesquelles les aires sépulcrales par leur diversité de forme participent pleinement à notre perception de la structuration et de l'évolution des territoires et des sociétés. Mieux les caractériser permettrait de restituer la place des morts dans le paysage social, économique, politique et psychique des communautés rurales et urbaines dans leur particularité, qui pourront ensuite être comparées entre elles; cela afin d'écrire l'histoire des représentations collectives de la mort selon des échelles d'analyse emboîtées.

Élaboration des référentiels chronologiques

Les efforts de datation des ensembles sépulcraux doivent être poursuivis. À ce titre, il faut soutenir les projets de construction de référentiels typonchronologiques raisonnés des sépultures à l'échelle des territoires.

Ce sont des outils de recherche et leur confrontation permettrait probablement de percevoir des phénomènes historiques qui sont observés à des échelles spatiales différentes de celles dans lesquelles s'opère aujourd'hui la recherche archéologique.

Dans le même domaine et pour les premiers siècles du Moyen Âge, la typonchronologie des mobiliers funéraires actuellement établie constitue un outil d'étude remarquable qu'il convient toutefois d'affiner selon les territoires étudiés.

Il faut noter, en dernier lieu, le recours de plus en plus massif à la datation radiométrique des sépultures, qui, comme toute discipline scientifique, ne peut être mise en œuvre sans que soit discutée entre les différents acteurs d'une fouille la valeur des résultats obtenus.

Si le recours aux méthodes de datation physico-chimiques est de mise dans les ensembles ne bénéficiant d'aucun autre moyen de datation, celles-ci ne peuvent en aucun cas se substituer à d'autres approches, recours aux référentiels typonchronologiques et à l'étude stratigraphique, qui offrent bien souvent des intervalles de datations bien plus affinés, indispensables à la perception des variations des composantes démographiques ou sociales de ces ensembles.

Perspectives

L'archéologie funéraire a été très largement renouvelée au cours des dernières décennies sur le plan méthodologique, dans les pratiques d'intervention sur la fouille comme dans l'exploitation post-fouille des données prélevées. Cet axe, tout en mettant en avant les apports d'une grande technicité à chacune des étapes opérationnelles, entend valoriser une approche globale sur ce sujet.

L'étude de la prise en charge des défunts au sein des sociétés est un acte qui ne peut se concevoir que sur la longue durée. Au sein de chaque période, les fouilles et les problématiques scientifiques doivent s'appuyer sur des données représentatives sur le terrain, en posant clairement des réflexions, en argumentant des choix sur l'emprise des fouilles et en

adaptant les problématiques selon l'ampleur de l'ouverture réalisée. Par ailleurs, le développement des diagnostics permettra d'accompagner l'approfondissement de la définition des problématiques.

Sur le terrain, les méthodes à développer sont celles pratiquées aujourd'hui en anthropologie : prise en compte des gestuelles de dépôts, l'identification des rituels spécifiques, organisation et structuration des ensembles funéraires, prise en compte de l'impact des choix funéraires dans le monde des vivants contemporains.

En outre, si les orientations scientifiques présentées dans cet axe promeuvent les études conduites sur la longue durée, elles mettent également en avant la nécessité de l'existence de référentiels chronologiques appuyés d'une part par les vestiges eux-mêmes (typonchronologie) et d'autre part par les méthodes de datation radiométrique.

Références bibliographiques

- Ariès P. (1977), *L'homme devant la mort*, Paris, Seuil, 1977, 642 p.
- Barrau A. (1994), *Mort à jouer, mort à déjouer. Socio-anthropologie du mal de mort*, Paris, Presses universitaires de France, coll. « Sociologie d'aujourd'hui », 222 p.
- Baudry P. (2006), *La place des morts. Enjeux et rites*, Paris, L'Harmattan, 206 p.
- Chaunu P. (1978), *La mort à Paris, XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles*, Paris, Fayard, 544 p.
- Otto R. (2001), *Le sacré, l'élément non rationnel dans l'idée du divin et sa relation avec le rationnel*, Paris, Payot, traduit de l'allemand par A. Jundt, 284 p.
- Scheid J. (éd.) (2008), *Pour une archéologie du rite. Nouvelles perspectives de l'archéologie funéraire*, Rome, École française de Rome, 358 p.
- Treffort C. (2010), « Une archéologie très "humaine" : regard sur trente ans d'étude des sépultures médiévales en France », in J. Chapelot (dir.), *Trente ans d'archéologie médiévale en France. Un bilan pour un avenir. Actes du IX^e congrès international de la Société d'archéologie médiévale, 16-18 juin 2006, Vincennes*, Caen, Publications du CRAHM, p. 213-226.
- Vovelle M. (1983), *La mort et l'Occident de 1300 à nos jours*, Paris, Gallimard, 794 p.

Axe 8



Vestiges de l'église à chevet carré du ^xe siècle de Saleux (Somme), abritant un sarcophage du ^{vii}e siècle et construite à l'emplacement d'une église en bois antérieure au milieu d'une vaste nécropole. Fouille Isabelle Catteddu, 1994 (cliché I. Catteddu, Inrap/Afan).

Édifices de culte chrétien depuis la fin de l'Antiquité

Longtemps placé au cœur des préoccupations des spécialistes de l'Antiquité tardive, ce sujet a récemment subi une double évolution : une diminution claire de sa place dans les thématiques de cette période – comme le monde religieux chrétien plus largement – et un renouvellement de la documentation dans le cadre des fouilles archéologiques.

La nouvelle programmation nationale se devait de l'aborder dans ses spécificités, dans le cadre de l'archéologie d'aujourd'hui.

Bilan et enjeux

Le développement spectaculaire de l'anthropologie de terrain a complètement modifié la manière de comprendre les ensembles funéraires en faisant émerger des problématiques spécifiques aux aires sépulcrales¹. Il a également contribué au profond renouvellement des questionnements relatifs aux édifices de culte chrétien².

Face à cette évolution de la recherche, il est, de fait, apparu opportun de distinguer formellement ces deux champs d'enquête et d'identifier un programme de recherche spécifiquement consacré à l'archéologie des édifices de culte chrétien, de leur origine à l'époque contemporaine³.

La singularisation d'un axe spécifiquement dédié aux édifices de culte chrétien répond également à la complexité particulière de leur fouille : l'analyse de la stratification enfouie doit le plus souvent s'accompagner d'une étude des élévations qui nécessite des connaissances particulières et des modes

d'enregistrement spécifiques; les sources écrites et iconographiques sont souvent plus abondantes que pour n'importe quel édifice civil, et appellent une critique particulièrement serrée; l'interprétation des espaces ne peut souvent se concevoir sans compréhension de la liturgie dont ils sont le théâtre.

Il va naturellement de soi que ce nouveau programme ne peut que fortement interagir avec les programmes intitulés « Le fait urbain », « Espace rural, peuplement et productions agricoles aux époques gallo-romaines, médiévale et moderne ». Il ne peut également qu'entretenir des relations privilégiées avec le programme « Archéologie du funéraire des temps antiques médiévaux et modernes ».

Cette articulation devra d'ailleurs être soigneusement pilotée, afin d'éviter la résurgence d'approches parallèles par trop ignorantes l'une de l'autre, à l'instar de ce qui a souvent pu être observé en France jusqu'aux années 1970, voir 1980⁴.

Sous-axes et préconisations

Longue durée et échelles multiples

On a souligné le profond renouvellement de la recherche archéologique relative aux édifices de culte chrétien, dont l'un des aspects les plus marquants n'est sans doute pas sans résider dans la relecture de quelques grands sites emblématiques, dont l'image même a pu être modifiée⁵.

1 Cet axe renouvelle l'ancien programme 23.

2 Voir notamment Sapin (2010). Sur l'archéologie des sites monastiques, voir Bonde et Maines (2004) et Sapin (2008), p. 83-102.

3 Programme qui existait d'ailleurs en tant que tel dans la programmation 1990-1994, mais alors qu'il n'en existait pas de spécifiquement consacré au fait funéraire.

4 Sur l'articulation entre ces deux questions, voir notamment Alduc-Le Bagousse (éd.) (2004).

5 Ainsi la cathédrale de Reims (Berry et Neiss 1998), le baptistère de Poitiers (Boissavit-Camus), Saint-Victor de Marseille (Fixot et Pelletier 2004), les cryptes de Jouarre (Mecquenem 2002). À noter également l'intérêt du suivi des travaux de restauration sur la cathédrale d'Aix-en-Provence, l'église Saint-Gilles du Gard, l'abbaye Saint-Michel de Cuxa, l'église Saint-Martin d'Arinay.

De fait, les deux dernières décennies ont été marquées par le dépassement d'un cadre monographique dicté par l'étude des murs et de la forme des édifices, et perçu jusqu'alors comme seul et unique mode de compréhension desdits édifices. C'est là une évolution aux conséquences extrêmement fructueuses qu'il convient en tout état de cause de conforter. Ce dépassement s'est exprimé de façon multiple, mais d'abord de façon « chronologique » et « spatiale » : « chronologique » donc, avec l'insertion des édifices de culte dans la longue durée, de sorte qu'une attention soutenue a été portée à leurs processus de formation, notamment pour les établissements anciens s'appuyant sur des bâtiments antiques ou sur des édifices chrétiens dotés d'une autre fonction⁶; « spatiale », avec le nouveau regard porté à l'environnement des édifices de culte, l'« autour de l'église ».

Le troisième colloque de la Société d'archéologie médiévale, tenu en 1989 et précisément consacré à l'environnement des églises et à la topographie religieuse des campagnes médiévales⁷, a initié, sur ce point, un grand renouvellement du questionnement sur la constitution de l'espace religieux⁸ et un approfondissement significatif de la réflexion relative à la naissance et au développement du réseau paroissial⁹ d'une part, à l'organisation du peuplement et à la structuration des terroirs d'autre part¹⁰.

Il convient donc aujourd'hui de :

– privilégier les programmes de recherche qui portent sur toute la durée d'utilisation d'un site, y compris avant et après l'usage religieux du terrain, et qui recourent à l'ensemble des sources disponibles (matérielles, textuelles et iconographiques);

– privilégier les approches multiscalaires qui prennent en compte l'insertion de l'édifice dans des réseaux, qu'il s'agisse de réseaux pré-existants (réseau paroissial, réseau de monastères comparables, réseau de peuplement...) ou de réseaux créés par ledit édifice (dépendances de statut divers...) ¹¹;

– pour ce qui concerne en particulier les établissements monastiques, privilégier les questionnements sur les relations entre la communauté monastique et son environnement immédiat, qu'il s'agisse du milieu « naturel » ou de l'habitat voisin tels les bourgs fondés ou développés par la communauté elle-même aux portes du monastère en attachant une importance particulière – pour le haut Moyen Âge en particulier – au rôle du monastère dans la production et les échanges¹².

Approches transversales et sociétés « productrices » des édifices de culte chrétien

La recherche sur les édifices de culte chrétien se caractérise également désormais par un décloisonnement disciplinaire mettant en contact des approches jusque-là parallèles, que celles-ci s'inscrivent dans le champ de l'archéologie, de l'histoire, de l'histoire de l'art, de l'histoire des religions. Ce décloisonnement se révèle d'autant plus fécond que la lecture de la stratification se fait de plus en plus fine, permettant une meilleure appréciation des différents usages du sol et de l'organisation de l'espace, des relations dedans/dehors, de la hiérarchie des espaces (y compris des lieux d'inhumation, avec la distinction entre espaces réservés aux religieux ou accessibles aux laïcs), des circulations¹³.

Le croisement des informations liturgiques d'une part, archéologiques et architecturales d'autre part, a ainsi conduit à un renouvellement des études, aussi bien, par exemple, en matière d'installation liturgique autour de tombes de fondateurs¹⁴ que de définition des fonctions liturgiques des différents églises coexistant d'un même enclos monastique et à ses abords. À la lueur de ces approches croisées, l'image même de certains monuments s'en trouve renouvelée et considérablement enrichie¹⁵.

Il faut donc désormais envisager de privilégier :

– les questionnements sur l'organisation et les usages de l'espace religieux¹⁶, sans perdre de vue que, dans le cas des monastères, l'espace monastique peut regrouper, outre des fonctions religieuses, funéraires, d'accueil ou de soin, des fonctions artisanales qui demeurent encore très mal connues¹⁷;

– les recherches mettant l'accent sur la manière dont l'édifice de culte exprime hiérarchies et pouvoirs¹⁸;

– les réflexions relatives aux pratiques liturgiques et à leur expression matérielle¹⁹;

– les enquêtes portées par des équipes pluri-disciplinaires fortement intégrées²⁰.

Il faut enfin rappeler l'immense intérêt des recherches permettant d'appréhender l'intégralité d'un monument ou d'un ensemble, même si ces recherches demeurent, pour des

6 Par exemple les recherches menées à Saint-Laurent de Grenoble (Collardelle 2008), Marmoutiers (Lorans 2015 et à paraître), aux Îles de Lérin (Codou et Lauwers [éd.] 2009), à Saint-Germain d'Auxerre (Sapin 2000) ou sur les monastères du Jura (Bully 2009).

7 Fixot et Zadora-Rio (dir.) (1994).

8 Par exemple les travaux relatifs à la place des communautés canonicales dans les villes médiévales et modernes à la suite de Picard et Esquieu (dir.) (1994). Cf. également un exemple de réflexion intégrant un ensemble religieux dans la ville avec Saint-Jean Vitus (2006).

9 Cf. notamment Reynaud (1999), Delaplace (dir.) (2005), Heijmans et Guyon (dir.) (2006).

10 Un exemple avec Colin (2008).

11 Par exemple, fondés surtout sur l'analyse des sources écrites : Defflou-Leca (2010).

12 Sur l'environnement des monastères altomédiévaux, voir en particulier Schneider (2000).

13 Exemple sur ce point de l'exploitation des données d'une fouille exemplaire avec Lorans (1998).

14 Par exemple Chevalier (2004) et Macquet (2004).

15 Par exemple les travaux de N. Reveyron sur l'architecture religieuse des XI^e-XII^e siècles qui mettent en correspondance les aspects techniques, morphologiques, liturgiques et artistiques, et notamment le rôle de la lumière dans l'architecture : Reveyron (2010).

16 Exemple avec Reynaud (2002).

17 Par comparaison avec des sites italiens, comme San Vincenzo al Volturno, ou des sites anglais.

18 Par exemple, les travaux relatifs à la basilique Saint-Seurin de Bordeaux dans Cartron, Barraud, Henriot et Michel. (dir.) (2009).

19 Sur ce point Baud (éd.) (2010) ou, pour un exemple précis, Bully (2009).

20 En rappelant néanmoins l'extrême intérêt de certains travaux demeurant principalement fondés sur les sources écrites, par exemple Magnien (éd.) (2009), Malone (2009), Pichot et Mazel (dir.) (2006).

raisons contingentes, nécessairement exceptionnelles²¹. On soulignera aussi la nécessité de conforter les travaux s'intéressant aux communautés monastiques jusque-là peu étudiées : chartreux, hospitaliers et surtout frères prêcheurs²².

On notera enfin le profit potentiel qu'il y aurait à tirer de l'étude, à la faveur de travaux de restauration ou en contexte préventif, de séries régionales d'édifices éventuellement modestes²³.

Accessibilité du corpus des sites

L'un des enjeux de la programmation nationale est non seulement un enrichissement des corpus, mais également leur meilleure accessibilité. L'extension du champ thématique s'est accompagnée d'une consolidation du corpus des édifices les plus anciens, avec, notamment, la poursuite du réexamen critique des sources écrites et archéologiques entrepris depuis 1986 dans le cadre des travaux de la « Topographie chrétienne de la Gaule », les volumes relatifs aux « Premiers monuments chrétiens de la Gaule²⁴ ». Consolidé, le corpus s'est également enrichi de façon significative grâce aux découvertes issues de l'archéologie préventive : églises en relation avec un habitat rural²⁵, sanctuaires urbains ou suburbains jusque-là totalement inconnus²⁶.

Il faut donc favoriser les projets permettant de rendre accessible, de façon rapidement actualisable, le corpus des sites issus des travaux d'archéologie préventive.

Matériaux de construction : nature et mise en œuvre

Une attention non moins soutenue a par ailleurs été portée aux matériaux constitutifs des édifices, dont l'intérêt déterminant était déjà souligné en leurs temps par Jean Hubert et

Michel de Bouärd, mais qui auront dû attendre les vingt dernières années pour être placés au centre du questionnement²⁷.

On observe ainsi une meilleure étude de l'articulation entre les données stratigraphiques et les élévations, la prise en compte d'une plus large palette de matériaux (enduits peints, verre, stuc, fer)²⁸, d'un recours plus systématique aux méthodes de datations archéométriques (dendrochronologie sur les charpentes, archéomagnétisme et thermoluminescence pour les terres cuites architecturales, du radiocarbone sur les charbons de bois contenus dans les mortiers)²⁹. Cet intérêt pour le matériau a conduit, d'une part, à renouveler les datations de phases de construction, d'autre part, à mieux connaître les modes de diffusion des techniques et savoir-faire, ainsi que les modalités de mises en œuvre des matériaux eux-mêmes et l'économie des chantiers³⁰.

Il faut donc veiller à favoriser :

- les questionnements sur la mise en œuvre des matériaux autres que la pierre ;
- les questionnements relatifs aux techniques renouvelées (choix des matériaux, techniques de taille de la pierre, développement du fer et du plomb...) ;³¹
- les enquêtes relatives à la conduite des chantiers, entre autres à partir de l'étude des documents comptables³² et de leur expression sur le terrain.

Thématiques transversales

Trois questions conditionnent néanmoins un bon déroulement de cette nouvelle programmation.

Archéologie du bâti

On rappellera que les attentes dans le domaine de l'archéologie du bâti, sont restées pour l'essentiel sans réponse satisfaisante, en particulier dans le cadre de l'archéologie préventive. La mise en œuvre d'opération d'archéologie du bâti demeure donc soumise à des contingences locales dont la moindre n'est naturellement pas la résistance de certains des protagonistes.

En ce qui concerne les édifices protégés, la circulaire du 5 août 1985 relative à « l'organisation des études et travaux sur les Monuments historiques classés », et notamment la directive sur « la programmation, l'organisation et la conduite

21 Voir ainsi les recherches menées à Auxerre (Sapin 2000), Cluny (Baud 2003), Ganagobie (Fixot, Pelletier et Barruol 1996), Valence ou celle en cours à Fontevraud (Prigent 2004).

22 Voir ainsi les travaux de J.-Y. Mordefroid sur la Chartreuse de la Verne (Var), de N. Pousthomis-Dalle sur le Grand Prieuré des Hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem de Toulouse, de L. Agostinho sur la commanderie de Montbrison, de P. Volti sur les ordres mendiants (Volti 2003).

23 Voir par exemple l'intérêt des travaux menés sur de petites églises du Limousin (Roger 2005), de l'Yonne (Aumard et Henrion 2000) ou de l'Allier (Maquet et Regond 2001).

24 *Les Premiers monuments chrétiens de la France*, Paris, Picard, 3 vol., 1996-1998.

25 Nombreux exemples, voir l'un des plus spectaculaires avec Saleux (Somme) dans Catteddu (1997).

26 Là encore, nombreux exemples : baptistères de Roanne, Brioude, Ajaccio, Limoges ; basilique funéraire de la rue Malaval à Marseille et première cathédrale d'Arles ; première cathédrale éventuelle de Bordeaux ; grande église de Rezé (Pirault 2005). Au titre des découvertes inattendues, voir également le grand bâtiment (hôtellerie) découvert auprès de l'ancienne abbaye Saint-Genest-Notre-Dame de Nevers (Saint-Jean Vitus B., « Palais des hôtes » ou bâtiments laïcs aux marges des abbayes, VII^e-X^e siècles. Comparaisons et évolutions des sites jusqu'aux XI^e-XII^e siècles »).

27 Voir ainsi Hubert (1938) et de Bouärd (1975).

28 Voir ainsi Sapin (dir.) (2006). Sur l'emploi du métal, voir Timbert (dir.) (2009). Sur le verre, Le Maho et Langlois (2004).

29 Pour la nouvelle datation proposée pour la charpente de la nef de la cathédrale Saint-Jean de Maurienne, qui renouvelle la compréhension du phasage initial de l'édifice, Parron-Kontis (2002) ; voir également les travaux du groupe de recherche européen du CNRS sur « Terres cuites architecturales et nouvelles datations » et ses travaux sur les édifices de l'Ouest de la France.

30 Pour l'emploi de la pierre, voir les travaux menés à Fontevraud par D. Prigent, in Prigent et Tonnerre (éd.) (1998).

31 Pour les travaux sur les constructions des XII^e-XV^e siècles en Lyonnais, Reveyron (2005) ou en Auvergne (PCR « Sept sanctuaires romans d'Auvergne »), Provence (palais des Papes) ou Bourgogne (cathédrale d'Auxerre).

32 Cailleaux (1999).

des études afférentes aux opérations de travaux sur les monuments historiques », ne permet pas actuellement de problématiser de manière opératoire la contradiction initiale entre une archéologie « préventive » et une démarche de restauration « programmée » orientée dans une perspective conservatoire, contradiction qui, dans sa non-résolution, demeure aux fondements des relations complexes – de fait structurées par des jeux de prérogatives – qu’entretiennent archéologues et architectes-restaurateurs, services régionaux de l’archéologie et conservation régionale des monuments historiques³³.

L’argumentaire permettant de dépasser cette opposition, inscrivant l’archéologie du bâti dans le processus même de conservation en tant que productrice d’un savoir susceptible d’être mobilisé au service du projet de restauration lui-même existe pourtant³⁴. Il conviendrait de lui donner enfin sa traduction réglementaire.

Travaux d’aménagements

De nombreux travaux d’aménagement des édifices et de leurs abords, certains s’inscrivant d’ailleurs dans des perspectives de valorisation de ceux-ci, sont de nature à porter atteinte à une partie de leur sous-sol archéologique : installation de système de chauffage enterré, pose de drain, composition paysagère.

La réponse à ces demandes de travaux ne peut en aucun cas ne relever que de l’archéologie préventive, sous forme de l’exploration des seules surfaces ou fractions de stratification, concernées par les travaux d’aménagement. Sur des sites aussi complexes que les édifices de culte chrétien, les fouilles trop réduites n’apportent que peu d’éléments de compréhension, tout en contribuant, par la fragmentation du sous-sol qu’elles occasionnent, à ce « mitage » qu’elles sont censées compenser.

Il conviendrait donc d’apporter tout le soutien nécessaire aux services régionaux de l’archéologie afin que ceux-ci puissent inviter de la façon la plus active qui soit les aménageurs à prendre toute disposition permettant d’éviter les atteintes partielles au sous-sol. On ne peut en particulier admettre que la réalisation d’aménagements à courte durée de vie – et on pense notamment là aux aménagements paysagers des abords des édifices – viennent faire peser une menace sur des archives enfouies constituées sur de nombreux siècles.

Les rapports de fouille

Un nombre encore significatif de rapports de fouille produit une documentation graphique d’une qualité tout à fait insuffisante.

Si la documentation graphique est nécessaire à l’analyse de tous les sites archéologiques, elle revêt une importance cruciale sur ces sites éminemment complexes que sont les édifices de culte chrétien, aussi bien pour réunir les conditions d’une bonne compréhension des vestiges par le fouil-

leur que pour permettre une transmission claire de cette dernière auprès du lecteur.

La production des plans, coupes et élévation ne doit donc pas être pensée comme une démarche de nature illustrative, mais bel et bien comme le moment déterminant de la compréhension des vestiges. De fait, si le recours aux prises de vues photogrammétriques ou redressées, ainsi qu’aux scans 3D, peut et doit être encouragé, pour la qualité et la précision de leur restitution de la matérialité de l’édifice, ils ne sauraient en aucun cas se substituer aux relevés traditionnels. Cette remarque peut être étendue – mais ce n’est pas spécifique aux rapports relatifs aux édifices de culte – aux inventaires des données stratigraphiques et de la documentation s’y rapportant tels que produits dans les rapports de diagnostics et les rapports finaux d’opération³⁵. Ces inventaires sont souvent sommaires, difficilement exploitables – notamment en ce qui concerne la documentation graphique ou photographique – et ne peut de fait jouer son rôle de « pièces justificatives » du discours produit³⁶.

Perspectives

L’archéologie des édifices de culte chrétien a considérablement progressé ces dernières années, en particulier par une meilleure prise en compte de nécessaires études en amont et en accompagnement de travaux de restauration et d’aménagements du lieu et de ses abords. C’est dire que la collaboration entre l’archéologue et l’architecte, qu’il soit architecte des Monuments historiques ou du patrimoine, devient, dans bien des cas, une évidence lorsqu’il s’agit d’édifices conservés en élévation. Mais la démarche archéologique, qui doit considérer l’ensemble des vestiges et notamment ceux qui sont enfouis dans le sol, se heurte encore aux différences de vue de la part de la majorité des acteurs, alors que l’indice à priori invisible renvoie aussi aux origines de l’histoire du site et aide à la compréhension de ce qu’il est devenu.

L’archéologie du bâti est désormais admise, sinon par tous du moins par le plus grand nombre, et si un mur reste un mur, il convient d’admettre que la démarche méthodologique s’est plus encore affirmée, par le nombre d’édifices concernés, dans le domaine religieux. Mais il faut se garder d’inclure trop facilement dans ce terme toute approche d’une élévation ou d’une fondation par le simple enregistrement graphique de son existence. Le développement de nouvelles méthodes numériques, avec la photographie redressée, l’ortho-photographie ou le scan 3D, par exemple, ne doit pas hypothéquer, par l’acquisition d’images renvoyant une réalité visible, l’analyse de l’objet archéologique, par les éléments qui le constituent : matériaux mis en œuvre, techniques de mise en œuvre, étude du chantier et de son économie... Ces nouvelles méthodes, censées faire gagner du temps sur le terrain, ne doivent rendre obsolètes ni la réflexion ni l’analyse dans la démarche de l’archéologue. Les méthodes traditionnelles de relevé devraient être dans la plupart des cas préférées.

33 Derieux D., *L’archéologie du bâti en Europe : comparaison entre la France et la Suisse*, Maison des sciences de l’Homme, 2004, p. 47-50 [<https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-00417438>].

34 Boucharlat E., « L’archéologie du bâti », séance du CNRA du 6 septembre 2002.

35 Section 3 des actuels rapports finaux d’opérations.

36 Section 2 actuellement.

La compréhension des mécanismes de fondation et d'évolution des établissements monastiques a également progressé mais doit être poursuivie, tant dans le cadre des créations précoces, à la charnière entre Antiquité tardive et haut Moyen Âge, dans celui des établissements accompagnant ou suivant les réformes carolingiennes, que dans le cadre épiscopal et canonial, sans omettre le développement des établissements mendiants et des nouvelles congrégations.

L'église paroissiale manque encore d'attention réelle, et si la dimension historique de l'émergence d'un réseau encore prégnant aujourd'hui a fait l'objet d'études renouvelées et novatrices, l'archéologie de ces édifices, souvent modestes à l'instar des communes dont ils dépendent, peine encore à s'imposer. Trop fréquemment, l'accent est mis, dans le cadre de travaux nécessitant une archéologie préalable ou d'accompagnement, sur la sauvegarde d'informations par l'étude des sépultures, sans pour autant comprendre le lieu qui les a accueillies. C'est peut-être un des travers du développement, ô combien nécessaire et riche d'enseignements, de l'anthropologie de terrain que de privilégier l'individu inhumé au détriment de la tombe et de son environnement. Il conviendrait d'accentuer le rôle de l'anthropologue aux côtés de l'archéologue dans la recherche et la réflexion sur la naissance, le fonctionnement et l'évolution des édifices de culte chrétien.

Cette archéologie est aujourd'hui en pleine mutation, non seulement par l'apport de nouvelles méthodes et des réflexions qui en résultent, mais également par un contexte législatif et économique qui tarde à s'adapter à la recherche. Beaucoup d'études et d'interventions de terrain sur des édifices religieux sont tributaires de programmes de travaux et de restauration, sans que le statut de la recherche soit clairement défini. Plus encore, lorsqu'une équipe intervient sur un site dans le cadre des opérations programmées, parfois sur de nombreuses années, et qu'un projet de travaux, opportunité réelle d'avancer dans la connaissance du monument, risque d'impliquer l'intervention d'équipes nouvelles, il faudrait alors véritablement privilégier la recherche.

Références bibliographiques

Alduc-Le Bagousse A. (éd.) (2004), *Inhumations et édifices religieux au Moyen Âge entre Loire et Seine*, Turnhout, Brepols, coll. « Tables rondes du CRAHM », 1, 224 p.

Aumard S., Henrion F. (2000), « Découvertes récentes de sarcophages à Courson-les-Carrières : éléments de réflexion sur les origines du centre paroissial », *Bulletin de la société des sciences de l'Yonne*, 132, p. 275-279.

Baud A. (2003), *Cluny, un grand chantier médiéval au cœur de l'Europe*, Paris, Picard, 198 p.

Baud A. (éd.) (2010), *Espace ecclésial et liturgie au Moyen Âge*, Lyon, Université Lumière Lyon 2 & CNRS Éditions, coll. « Travaux de la Maison de l'Orient et de la Méditerranée », 53, 382 p.

Berry W., Neiss R. (1998), « Reims, cathédrale et baptistère », in Collectif, *Les premiers monuments chrétiens de la France*, Paris, Picard, p. 105-111.

Boissavitt-Camus B. (2003), « Archéologie et restauration des monuments. Instaurer de véritables "études archéologiques préalables" », *Bulletin monumental*, 161 (3), p. 195-222.

Bonde S., Maines C. (2004), "The Archaeology of Monasticism in France: The State of the Question", in J. Hamesse (éd.), *Bilan et perspectives des études médiévales (1993-1998). Actes du II^e congrès européen d'études médiévales*, Turnhout, Brepols, p. 171-191.

Boüard M. de (1975), *Manuel d'archéologie médiévale. De la fouille à l'histoire*, Paris, SEDES, 340 p.

Bully S. (2004), « Chapelles, dispositifs et pratiques funéraires à l'abbaye de Saint-Claude (Jura, France) », *Hortus Artium Medievalum*, 10, p. 143-163.

Bully S. (2009), « Archéologie des monastères du premier millénaire dans le Centre-Est de la France. Conditions d'implantation et de diffusion, topographie historique et organisation », *Bulletin du Centre d'études médiévales d'Auxerre*, 13, p. 257-290.

Cailleaux D. (1999), *La cathédrale en chantier. La construction du transept de Saint-Étienne de Sens d'après les comptes de la fabrique 1490-1517*, Paris, CTHS, 668 p.

Cartron I., Barraud D., Henriot P., Michel A. (dir.) (2009), *Autour de Saint-Seurin : lieu, mémoire, pouvoir. Des premiers temps chrétiens à la fin du Moyen Âge. Actes du colloque de Bordeaux, 12-14 octobre 2006*, Pessac, Ausonius, coll. « Mémoires », 21.

Catteddu I. (1997), « Le site médiéval de Saleux "Les Coutures" : habitat, nécropoles et églises du haut Moyen Âge », in G. De Boe, F. Verhaeghe (éd.), *Rural Settlements in Medieval Europe. Papers of the "Medieval Europe Brugge 1997" Conference, Zellik (Belgique)*, IAP Rapporten, 6, p. 143-148.

Chevalier P. (2004), « Le tombeau et les monuments funéraires médiévaux des saints abbés Mayeul et Odilon de Cluny », *Hortus Artium Medievalum*, 10, p. 119-132.

Codou, Y., Lauwers M. (éd.) (2009), *Lérins, une île sainte de l'Antiquité au Moyen Âge*, Turnhout, Brepols, collection d'études médiévales de Nice, 9, 788 p.

Colardelle R. (2008), *La ville et la mort, Saint-Laurent de Grenoble, 2000 ans de tradition funéraire*, Turnhout, Brepols, 414 p.

Colin M.-G. (2008), *Christianisation et peuplement des campagnes entre Garonne et Pyrénées, IV^e-X^e siècles, Archéologie du Midi médiéval*, supplément, 5, 308 p.

•••

- Deflou-Leca N. (2010), *Saint-Germain d'Auxerre et ses dépendances (V^e-XIII^e siècle) : un monastère dans la société du haut Moyen Âge*, Saint-Étienne, Publications de l'Université de Saint-Étienne, 792 p.
- Delaplace C. (dir.) (2005), *Aux origines de la paroisse rurale en Gaule méridionale (IV^e-IX^e siècles). Actes du colloque international de Toulouse, 21-23 mars 2003*, Paris, Errance, 256 p.
- Fixot M., Zadora-Rio E. (dir.) (1994), *L'environnement des églises et la topographie religieuse des campagnes médiévales. Actes du III^e congrès international d'archéologie médiévale, Aix-en-Provence, 28-30 septembre 1989*, Paris, Maison des sciences de l'Homme, coll. « Documents d'archéologie française », 46.
- Fixot M., Pelletier J.-P., Barraud G. (1996), *Ganagobie, Mille ans d'un monastère en Provence*, Forcalquier, Alpes de Lumière, 260 p.
- Fixot M., Pelletier J.-P. (2004), *Saint-Victor de Marseille, de la basilique paléochrétienne à l'abbatiale médiévale*, Marseille, Images en Manceuvres éditions, 116 p.
- Heijmans M., Guyon J. (dir.) (2006), *Réseau des cités, monde urbain et monde des morts (I^{re} partie). Antiquité tardive, haut Moyen Âge et premiers temps chrétiens en Gaule méridionale*, Paris, CNRS Éditions, *Gallia*, supplément, 63, 170 p.
- Hubert J. (1938), *L'Art pré-roman*, Paris, Éditions d'art et d'histoire, 202 p.
- Le Maho J., Langlois J.-Y. (2004), « Aux origines de l'art du vitrail (VII^e-IX^e siècles) : les découvertes de Notre-Dame-de-Bondeville et de Rouen (Seine-Maritime) », in J.-F. Luneau (éd.), *Le vitrail roman, études sur les arts de la couleur, nouvelles approches sur le vitrail du XII^e siècle*, Aurillac, Alliance universitaire d'Auvergne, coll. « Terres romanes », p. 19-32.
- Lorans É. (2015), « Circulation et hiérarchie au sein des établissements monastiques médiévaux : autour de Marmoutier », in M. Lauwers (dir.), *Monastères et espace social. Genèse et transformation d'un système de lieux dans l'Occident médiéval*, Turnhout, Brepols, collection d'études médiévales de Nice, p. 323-386.
- Lorans É. (à paraître), « Aux origines du monastère de Marmoutier : le témoignage de l'archéologie », in B. Judic, C. Bousquet (dir.), *Les abbayes martinienues en Europe. Actes du colloque de Tours, 7-8 novembre 2008*, Annales de Bretagne et des pays de l'Ouest.
- Macquet A. (2004), « Cluny et la mort : le cas des abbés Mayeul et Odilon à Souvigny », *Hortus Artium Medievalum*, 10, p. 109-118.
- Magnien A. (éd.) (2009), *Saint-Riquier-Une grande abbaye bénédictine*, Paris, Picard, 326 p.
- Malone C. M. (2009), *Saint-Bénigne de Dijon en l'an Mil. Totius Galliae Basilicis Mirabilior. Interprétation politique, liturgique et théologique*, Turnhout, Brepols, 332 p.
- Maquet A., Regond A. (2001), « Découvertes d'un portail roman à Chassenard (Allier, France) », *Hortus Artium Medievalum*, 7, p. 225-230.
- Mecquenem C. de (2002), « Les cryptes de Jouarre (Seine-et-Marne). Des indices pour une nouvelle chronologie », *Archéologie médiévale*, 32, p. 1-29.
- Parron-Kontis I. (2002), *La cathédrale Saint-Pierre en Tarentaise et le groupe épiscopal de Maurienne*, Lyon, Maison de l'Orient et de la Méditerranée, coll. « Documents d'archéologie en Rhône-Alpes », 22.
- Picard J.-C., Esquieu Y. (dir.) (1994), *Les chanoines dans la ville. Recherches sur la topographie des quartiers canoniaux en France*, Paris, Éditions de Boccard, 424 p.
- Pichot D., Mazel F. (dir.) (2006), *Prieurés et Société au Moyen Âge*, Annales de Bretagne et des pays de l'Ouest, 113 (3).
- Pirault L. (2005), « La basilique paléochrétienne de Rezé », *Archéologia*, 422, p. 30-37.
- Prigent D. (2004), « Fontevraud au début du XII^e siècle. Les premiers temps d'une communauté monastique », in J. Dalarun (dir.), *Robert d'Arbrissel et la vie religieuse dans l'Ouest de la France. Actes du colloque de Fontevraud, 13-16 décembre 2001*, Turnhout, Brepols, p. 255-279.
- Prigent D., Hunot J.-Y. (1998), « Les édifices religieux antérieurs à l'an Mil en Anjou », in D. Prigent, N.-Y. Tonnerre (éd.), *La construction en Anjou au Moyen Âge. Actes de la table ronde d'Angers, 29-30 mars 1996*, Angers, Presses de l'Université d'Angers, p. 33-54.
- Reveyron N. (2005), *Chantiers lyonnais du Moyen Âge (Saint-Jean, Saint-Nizier, Saint-Paul). Archéologie et histoire de l'art*, Lyon, Alpara, coll. « Documents d'archéologie en Rhône-Alpes », 28, 384 p.
- Reveyron N. (2010), « Marcigny, Paray-le-Monial et la question de la chapelle mariale dans l'organisation spatiale des prieurés clunisiens au XI^e-XII^e siècle », *Viator*, 41, p. 63-94.
- Reyraud J.-F. (1998), *Lugdunum Christianum : Lyon du IV^e au VIII^e siècle*, Paris, Maison des sciences de l'Homme, coll. « Documents d'archéologie française », 69, 286 p.
- Reyraud J.-F. (1999), « Aux origines des paroisses », in J. Decaëns, A.-M. Flambard Hélicher (dir.), *Actes du III^e colloque européen des professeurs d'archéologie médiévale, 11-15 septembre 1996*, Université de Caen, septembre 1996, Caen, CRAM, p. 145-157.
- Reyraud J.-F. (2002), *Espaces monastiques ruraux en Rhône-Alpes*, Lyon, Alpara, coll. « Documents d'archéologie en Rhône-Alpes », 23, 208 p.
- Roger J. (2005), « Autour des édifices religieux : quinze années d'archéologie préventive en Limousin », *Archéopages*, 17, p. 28-33.

- Saint-Jean Vitus B. (2006), *Tournus, le castrum, l'abbaye, la ville, XI^e-XIV^e siècles et prémices. Analyse archéologique d'un développement monastique et urbain*, Thèse de doctorat de l'Université de Lyon 2 sous la direction de J.-F. Reynaud, janvier 2006, inédit, résumé dans *Bulletin du Centre d'études médiévales d'Auxerre*, 10, p. 275-285.
- Sapin C. (dir.) (1994), *Édifices et peintures aux IV^e-XI^e siècles. Actes du colloque CNRS, 7-8 novembre 1992*, Auxerre, Musée d'Auxerre.
- Sapin C. (2000), *Architecture et archéologie d'un site monastique. V^e-XX^e siècles. 10 ans de recherche à l'abbaye Saint-Germain d'Auxerre*, Auxerre, Paris, CTHS, 350 p.
- Sapin C. (dir.) (2006), *Stucs et décors de la fin de l'Antiquité au Moyen Âge (V^e-XI^e siècles). Actes du colloque international de Poitiers, 16-19 septembre 2004*, Turnhout, Brepols, coll. « Bibliothèque de l'Antiquité tardive », 10, 348 p.
- Sapin C. (2008), « L'archéologie des premiers monastères en France (V^e-déb. XI^e s.), un état des recherches », in F. De Rubeis, F. Marazzi (éd.), *Monasteri in Europa occidentale (secoli VIII-XI): topografia e strutture. Atti del convegno internazionale, Museo Archeologico di Castel San Vincenzo, 23-26 settembre 2004*, Rome, Edizioni Viella, p. 83-102.
- Sapin C. (2010), « L'église dans tous ses états, 30 ans d'archéologie des sites et édifices religieux », in J. Chapelot (dir.), *Trente ans d'archéologie médiévale en France. Un bilan pour un avenir*, Caen, Publications du CRAHM, p. 195-211.
- Schneider L. (2000), « Sites sacrés, sites profanes. Recherches récentes sur les établissements ruraux du haut Moyen Âge dans les périphéries monastiques de Saint-Sauveur d'Aniane et Saint-Sauveur de Gellone (V^e-XI^e siècles) », in C. Duhamel-Amado, X. Barral i Altet (dir.), *Saint-Guilhem-le-Désert dans l'Europe du haut Moyen Âge*, Montpellier, Amis de Saint-Guilhem-le-Désert, p. 47-64.
- Timbert A. (dir.) (2009), *L'homme et la matière. L'emploi du plomb et du fer dans l'architecture gothique. Actes du colloque de Noyon, 16-17 novembre 2006*, Paris, Picard, 232 p.
- Volti P. (2003), *Les couvents des ordres mendiants et leur environnement à la fin du Moyen Âge*, Paris, CNRS Éditions, 312 p.

Axe 9



Vue des fouilles urbaines liées au creusement du tunnel de la Major à Marseille (Bouches-du-Rhône).
Fouilles 2000-2001 (cliché T. Maziers, Inrap).

Le phénomène urbain

Depuis le colloque international d'archéologie urbaine tenu à Tours en 1980 qui eut, pour la compréhension de l'espace urbain, un rôle déterminant, les recherches en archéologie urbaine ont connu un développement sans précédent et donné lieu à des acquis décisifs tant pour la connaissance des villes que pour l'évolution méthodologique et de la variété des angles d'étude. De fait, comme l'a rappelé Pierre Garmy dans une rapide analyse des documents élaborés entre 1981 et 1999¹, la ville et l'urbain ont toujours figuré en bonne place dans la programmation nationale de la recherche archéologique².

Parmi les principaux acquis, figure l'appréhension du fait urbain dans sa globalité, quels que soient la taille et le statut de l'entité urbaine considérée et cela sur la longue durée. S'y ajoute aussi le fait que cette dernière soit prise en compte non plus seulement comme cadre mais comme objet d'étude, qu'elle soit observée selon des focales multiscalaires, avec un croisement des sources disponibles et surtout que la dialectique entre la démarche archéologique centrée sur la matérialité de la ville et l'approche géographique se concentre désormais (entre autres) sur la perception du rapport des sociétés à l'espace.

Bilans et enjeux

S'il est un aspect qui mérite d'emblée d'être souligné, c'est désormais le caractère interdisciplinaire des approches de la ville – « objet complexe, multiforme et polysémique³ » –, que l'on doit en partie à l'extension conceptuelle qu'Henri Galinié a donnée à la notion de développement urbain, à

savoir « le processus par lequel l'interaction entre société urbaine et ville, dans sa réalité matérielle, espaces et territoires, produit un urbain spécifique en perpétuelle transformation⁴ ». Cette large ouverture des champs d'investigation que recouvre l'étude du fait urbain avait déjà été prise en compte dans les précédentes programmations et bien relayée par les services archéologiques régionaux prescripteurs.

Même si l'essentiel des publications porte encore sur des entités singulières des villes⁵ (monument, quartier, surface contrainte d'une opération de fouille...), les nombreux colloques, séminaires et tables rondes organisés sur ou autour de la « fabrique de la ville⁶ », et une production scientifique prolifique que caractérisent le plus souvent des approches croisées, témoignent de ce mouvement. Il suffit d'évoquer, à cet égard, la rencontre répondant au beau titre « Composition(s) urbaine(s) » organisée en 2012 à Tours, lieu de l'étude urbaine par excellence⁷. Croisant les champs historique, archéologique et géographique, les thématiques qui y furent abordées résument parfaitement l'état de la question : outre une approche résolument diachronique de l'espace urbain, elles ont privilégié les rapports sociétés-espaces urbains et mis en lumière « l'importance du changement d'échelle et de

1 Garmy (2012), p. 67. Voir : *Nouvelles de l'Archéologie*, 6, p. 15-57.

2 Cet axe est un renouvellement de l'ancien programme 19.

3 Garmy (2012), p. 15.

4 Galinié (2000), p. 45.

5 Un cas assez remarquable est celui fourni par la série des publications sur *Lugdunum Convenarum* (Saint-Bertrand-de-Comminges), qui ne s'attachent, chaque fois, qu'à un élément remarquable du paysage urbain.

6 Notion anglo-saxonne introduite en France par M. Roncayolo : Roncayolo (1997), p. 277 ; Galinié (2000).

7 Ce colloque tenu en avril 2012 a été organisé par le laboratoire Archéologie et Territoires de l'UMR 7324 CITERES, dans le cadre du 137^e congrès du CTHS, Il a donné lieu à une publication dirigée par Élisabeth Lorans et Xavier Rodier : *Archéologie de l'espace urbaine* (Lorans et Rodier 2013).

la modélisation pour comprendre les systèmes urbains dans leur ensemble »⁸.

Il convient de s'arrêter un instant sur ce dernier point qui a fait l'objet de cadres méthodologiques novateurs en matière d'archéomorphologie à la suite des travaux pionniers, quelquefois divergents, de Jean Benoit, André Nickels⁹ et de Gérard Chouquer¹⁰, qu'ont poursuivis selon d'autres orientations des chercheurs tels que Bernard Gauthiez¹¹ ou Henri Galinié¹². Les méthodes d'investigation sur les formes urbaines ont connu une nouvelle impulsion avec l'application de la théorie des chorèmes ou chorématique, inventée par Roger Brunet¹³, dont se sont emparés divers archéologues et géographes¹⁴. Indépendamment des critiques qu'appellent certaines applications de modélisation chronochorématique, l'outil géographique permet « d'injecter dans la modélisation spatiale, des villes en l'occurrence, celle du temps et des dynamiques sur la longue durée »¹⁵. Fondée sur les propriétés spatiales de la topographie historique et aidée par l'utilisation des systèmes d'information géographique¹⁶, l'approche géographique de l'espace urbain constitue donc une avancée très importante en ce qu'elle autorise la compréhension des dynamiques de transformation de l'espace urbain¹⁷. Les travaux de l'Atelier de chronochorématique urbaine animé par l'équipe du Centre national d'archéologie urbaine en ont été une belle illustration¹⁸.

Initialement centrée sur les objets qui la constituent, l'étude de la ville est désormais appréhendée de façon tout à la fois globale et multiscalaire, mais aussi dynamique.

Dans les propositions développées pour cet axe 9, ces thématiques générales en plein essor ne sont pas écartées. Toutefois l'accent est mis sur certaines orientations qui paraissent plus d'actualité et/ou émergentes sans être, bien évidemment, exclusives d'autres sujets d'étude plus classiques et toujours incontournables (habitat, monuments publics, voirie, espaces funéraires...).

Par ailleurs, la question du « fait urbain » recoupe nombre de thématiques développées dans d'autres axes de la présente programmation, tant du point de vue chronologique (axes 5 et 14 notamment qui traitent aussi de l'archéologie de l'urbain), que thématique (axes 6, 7, 8 et 13). Il est évident, en effet, que la question des paysages religieux (axe 6) est indissociable du fait urbain en ce qui concerne les villes-sanctuaires antiques, par exemple. Il en va de même pour celles relatives au domaine funéraire, qui, pour l'Antiquité encore, documentent non seulement les

limites urbaines, mais contribuent aussi à approcher les dynamiques d'occupation de l'espace péri-urbain.

Dans le domaine urbain, l'acquisition des données s'opère la plupart du temps dans le cadre de l'archéologie préventive. Cette dernière a certes fait avancer de façon spectaculaire les connaissances sur l'évolution urbaine de nombreuses villes, ce dont témoigne un nombre très important de publications. Pour autant, on ne saurait ignorer les deux principaux biais qui l'accompagnent. Strictement tributaire de la politique d'aménagement du territoire, ce mode d'intervention pêche par son caractère ponctuel, voire parfois par l'absence de véritable problématique (la liberté du choix est, en effet, très relative en matière de prescription archéologique en milieu urbain). Par ailleurs, dans certaines agglomérations, deux tendances s'opposent radicalement : d'une part, la réduction des opportunités d'intervention, résultant autant de la mise en œuvre de périmètres de protection qui contribuent à figer l'état existant (cf. les plans de sauvegarde et de mise en valeur) que de l'évolution des manières d'occuper la ville et d'y circuler, et d'autre part, la politique de densification des secteurs urbanisés impliquée par la loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (loi ALUR) qui a été promulguée en mars 2014. La première a pour conséquence de « geler » les centres historiques et, par voie de conséquence, de réduire les programmes d'aménagement qui ont fait les belles heures de l'archéologie urbaine (sur le plan de la recherche et de la connaissance, pour nombre de centres urbains, la grande période d'acquisition des données par l'archéologie préventive relève déjà du passé). La seconde devrait, au contraire, entraîner la relance des recherches de terrain au cœur même ou dans l'immédiate périphérie des villes où l'urbanisme s'est traduit par un mitage de l'espace, ce que l'on cherche désormais à modérer, voire à corriger.

S'il peut apparaître un peu forcé, ce double constat mérite réflexion. Il met, en effet, en évidence les limites de l'acquisition des données matérielles dans certaines agglomérations, du moins pour les périodes non renseignées par les textes et impose, de ce fait, de réfléchir à d'autres façons d'investir la ville et de repenser les politiques de recherche en milieu urbain. Si l'archéologie préventive va continuer à être, en la matière, un facteur significatif de connaissance, il faut aussi envisager de développer d'autres formes d'investigation qui pourraient devenir, dans certains centres urbains, les seules façons de renseigner le processus de leur morphogenèse¹⁹. Il impose d'autre part d'anticiper autant que possible une politique d'aménagement volontariste qui pourrait avoir des conséquences assez dommageables, notamment dans les secteurs où les chercheurs sont peu nombreux et où les travaux d'inventaire font encore défaut.

8 Lorans et Rodier (2013), p. 18.

9 Nickels (1981).

10 Chouquer (1994).

11 Gauthiez (1991, 1994, 1999, 2003).

12 Galinié *et al.* (2004).

13 Brunet (1980).

14 Dufâÿ (2002), Boissavit-Camus *et al.* (2005), Rodier, Grataloup et Guilloteau (2010).

15 Garmy (2012), p. 144.

16 Rodier (2011).

17 Lorans et Rodier (2013), p. 20.

18 Ces travaux ont donné lieu, en 2009, à une table ronde.

19 Si elle ne remplace pas l'approche archéologique, l'analyse spatiale constitue aussi un ressort essentiel pour recomposer la morphologie urbaine. Un récent ouvrage consacré à l'analyse de l'espace parisien médiéval et moderne réalisée à partir du plus ancien plan parcellaire de Paris (le plan Vasserot, 1810-1836) en est une remarquable illustration : Noizet, Bove et Costa (2013).

Sous-axes et préconisations

Dans l'étude d'un lieu, par nature contraint et soumis à des transformations rapides, l'interaction obligée entre l'évolution de l'aménagement urbain et celle des modalités de la recherche conduit à réfléchir à de nouvelles stratégies d'intervention. En se fondant sur l'état des lieux que l'on peut en faire, il a paru nécessaire de définir quels pouvaient être les *minima* requis dans un domaine de recherche qui, peut-être plus que d'autres, nécessite d'être conduit sur la longue durée et de façon collégiale. Cela implique d'aborder la question de l'exploitation et du partage des données qui, en dépit de belles tentatives, paraissent aujourd'hui encore très insuffisants au regard de la masse considérable des informations exhumées.

Pour éviter des redites, le choix des sous-axes développés ci-après tient compte des thématiques abordées dans les autres axes de recherche qui croisent le fait urbain, qu'il ne reprend donc pas.

L'implantation des villes : l'apport des études paléoenvironnementales

Alors qu'elle s'est longtemps exclusivement appuyée sur des considérations géographiques et historiques (topographie, proximité d'une voie, localisation par rapport à un autre établissement), la question relative au choix d'implantation des villes a récemment bénéficié de l'intégration de géomorphologues aux équipes d'archéologie urbaine. En contribuant à dessiner la paléotopographie ancienne, les études géomorphologiques et paléoenvironnementales systématiques qui ont été réalisées dans certaines agglomérations (Paris, Bordeaux, Nantes et Rézé, Lyon, Fréjus, Aix-en-Provence²⁰, Marseille...) ont permis de préciser la nature des sites où elles se sont développées, de reconnaître d'une certaine manière « la ville avant la ville » et de mettre en évidence des contraintes locales demeurées jusque-là insoupçonnées (ou mal appréciées) ainsi que les solutions choisies pour les contourner ou les dépasser.

Ce type d'approche doit se multiplier pour permettre de porter un regard plus « objectif » sur les considérations topographiques originelles qui ont motivé le choix d'un site et qui ont, dans certains cas, longtemps pesé sur les modalités du développement de l'urbanisation, mais aussi sur l'évolution des milieux environnants, particulièrement sensible dans le cas des sites littoraux²¹ ou fluviaux²². Ainsi, le rapport à l'eau et les modalités de mise en œuvre de sa gestion (affranchissement des contraintes ou transformation en précieuse ressource) apparaissent-ils déterminants dans l'évolution des

transformations urbaines²³. Prenant en compte l'ensemble du parcours d'un cours d'eau et la logique de la morphodynamique sur la longue durée, l'interaction des systèmes fluviaux avec les systèmes sociaux riverains est actuellement un objet d'études pluridisciplinaires en plein développement²⁴.

Cette question de l'implantation des villes mérite également d'être prise en compte dans les processus d'échec urbain. À ce titre, l'implication des spécialistes des sciences de la terre apparaît tout aussi importante dans l'espace urbain que dans l'espace rural, quelle que soit la période considérée.

On rappellera par ailleurs tout l'intérêt de compiler l'ensemble des données disponibles sur le sous-sol et de créer des bases de données géoréférencées dans l'optique de construire des modèles d'évolution paysagère. Parmi les données disponibles, figurent celles, très nombreuses, fournies par les études de sol réalisées à l'occasion de projets de construction. Partout où les recherches ne peuvent être conduites jusqu'au substrat géologique, rarement atteint, il paraît également judicieux de procéder à des carottages systématiques (faciles à mettre en œuvre, peu coûteux et peu intrusifs) en vue de compléter les données stratigraphiques et d'appréhender au mieux l'épaisseur des dépôts anthropiques. Les données ainsi recueillies répondent à un double objectif : participer à la restitution de la paléotopographie et renseigner les potentiels archéologiques²⁵. Déjà conduites dans différentes villes²⁶, ces approches combinées doivent être multipliées.

Les données fournies par la géoarchéologie ne concernent du reste pas seulement la compréhension du processus de formation et d'évolution des tissus anciens d'une ville. Elles sont aussi susceptibles d'intéresser les urbanistes et les responsables de l'aménagement. Elles donnent sens à certaines formations sédimentaires, à des « accidents topographiques », à des phénomènes de rupture ou de continuité qu'il peut être opportun de prendre en compte dans l'aménagement contemporain des villes.

La fabrique de la ville : une dynamique à étudier sur la longue durée

Les acquis des recherches conduites sur le « fait urbain » ont démontré l'intérêt de l'approche chronologique large voulue dans la précédente programmation. L'espace urbain étant en grande part issu de l'interrelation entre un espace et un groupe social, son étude nécessite, en effet, d'intégrer la

20 Bonnet, Jorda et Nin (2010).

21 Exemples des recherches conduites sur le littoral atlantique et tout particulièrement l'estuaire de la Gironde (Burnouf *et al.* 1998), celles menées sur l'agglomération du Fà à Barzan (Charente Maritime) ou encore dans et autour de l'agglomération de Lattes (Hérault).

22 Voir le processus d'occupation et d'exploitation des terroirs médocains à l'Antiquité et au Moyen Âge, selon P. Garmy.

23 Hermenault et Mirlou (2013).

24 Cette thématique des habitats en prise directe avec l'eau et plus particulièrement au contact de milieux humides a notamment constitué un volet du 37^e colloque de l'AFEAF, avec les questions liées à l'architecture, à l'agencement des structures à proximité de l'eau, à l'implantation globale des sites, et à la gestion des risques (déplacements des habitats?) : Ollmer et Roue (éd.) (2015).

25 La connaissance des niveaux anciens est impérieuse pour la prescription dont on n'hésitera pas à dire qu'elle doit, dans certains cas, aller au-delà des cotes fixées par le seul projet d'urbanisme qui la motive.

26 À titre d'exemple, on citera le PCR Loire « Archéologie fluviale et Environnements holocènes des vallées de la Loire et ses affluents en pays nantais », piloté par M. Monteil (Université de Nantes) et R. Arthuis (Inrap).

dimension temporelle la plus ample possible, seule condition pour réfléchir sur la longue durée et donc sur la dynamique urbaine. L'approche diachronique de l'espace urbain étant propre à chaque ville, elle doit donc être définie de façon singulière, mais en prenant en compte l'ensemble des entités, continues ou discontinues, qui composent cet espace.

Cela suppose de prendre en considération l'ensemble de l'histoire d'une ville, en sa qualité d'entité urbaine, depuis ses origines (VI^e siècle av. J.-C. pour Marseille par exemple²⁷) ou à travers ses antécédents pré-romains (Nîmes, Arles), jusqu'aux grands travaux d'urbanisme de la fin XVIII^e-début XIX^e siècle au moins, voire au-delà. Seule une telle approche diachronique peut permettre de suivre le processus de structuration et de développement urbain. De fait, la prise en compte du « temps accumulé que représente la ville », pour reprendre une expression de Marcel Roncayolo²⁸, est indispensable pour saisir les modalités et le rythme des transformations qu'elle peut connaître, pour mettre en évidence des continuités ou, à l'inverse, des ruptures dans sa structuration, pour y déceler les processus d'identification ou de négation par rapport à tel ou tel monument, afin d'y discerner la part des influences extérieures (phénomène d'hellénisation ou de romanisation pour les villes antiques de l'arc méditerranéen, par exemple), d'apprécier, dans la trame urbaine actuelle, les héritages subsistant des siècles antérieurs et cela même en cas d'occupation continue de l'espace. Elle est, enfin, essentielle pour cerner l'articulation entre la ville « organique » et la ville post-moderne. Comme le relève Marcel Roncayolo, elle touche aussi à la manière de concevoir, à travers le projet urbain actuel, la relation avec la ville héritée²⁹.

L'appréhension du « processus urbain » doit mettre en relief les principales étapes de la fabrique urbaine, mais il convient d'échapper à la tentation d'écrire une histoire urbaine linéaire, calquée sur les grandes périodes historiques. S'il est évident que ces dernières ont compté dans l'histoire des villes, chacune de ces villes a suivi, dans le détail, des rythmes d'évolution qui lui sont propres et lui confèrent des caractères spécifiques. La lecture des processus d'urbanisation et de développement urbain à l'échelle régionale, voire nationale, a besoin que ces particularités soient bien perçues et mises en relief. Il faut pour cela encourager des projets collectifs de recherche sur la notion des rythmes urbains à l'échelle de territoires différents.

Ces étapes concernent certains moments-clefs. On citera entre autres :

- le passage d'un modèle proto-urbain protohistorique à la ville antique (bien qu'il soit abordé dans l'axe 5, qui traite des âges des métaux) : héritage et/ou rupture ;
- la charnière entre les périodes pré-augustéenne (voire tardo-républicaine en domaine méditerranéen) et augustéenne, pour apprécier le processus de romanisation des villes anciennes ;

– les phénomènes de rétractation ou de restructuration de l'espace urbain, amorcés dès le courant du III^e siècle dans certaines agglomérations et qui s'amplifient à la fin de l'Antiquité, pour finir par donner aux villes des physionomies très différentes de celle qui les caractérisait durant le Haut-Empire. Comment et pourquoi les modes d'habiter se transforment-ils et quelle est la physionomie des villes au cours de l'Antiquité tardive ?

– le haut Moyen Âge, période sur laquelle il conviendrait de dynamiser les recherches. Plus que l'Antiquité tardive durant laquelle bien des villes ont conservé, malgré leurs transformations, leurs caractéristiques antérieures, le haut Moyen Âge est la période durant laquelle la structure urbaine semble véritablement se métamorphoser pour prendre la forme qu'on lui connaît au Moyen Âge. Plusieurs phénomènes méritent une attention particulière : la constitution des « terres noires » sur l'interprétation desquelles la mise en place de protocoles d'observation apporte des informations nouvelles (notamment fonctionnelles)³⁰, la récupération – en tant que corollaire de processus constructifs – ou rétractation de l'espace urbain et les modalités de délaissement et de mitage qu'ils supposent, enfin, sa recomposition, réutilisation ou transformation.

Il est une autre période essentielle dans l'appréciation des transformations urbaines : celle des grands travaux d'urbanisme qui ont touché les villes à partir de la fin du XVIII^e et surtout au cours du XIX^e siècle. Ces travaux ont, en effet, largement contribué à les remodeler, en les dégagant tout d'abord de leur corset fortifié, ce qui a permis de les ouvrir sur l'extérieur (création des cours après abattage des remparts). Ils ont également participé à leur conférer la physionomie qu'on leur connaît aujourd'hui par la mise en œuvre des grands programmes d'urbanisme, par la création des grandes percées urbaines... qui furent à la fois structurants mais aussi destructeurs et ont laissé des cicatrices que l'urbanisation récente n'a pas toujours réussi à faire disparaître.

Entrent bien évidemment dans ces problématiques les questions d'industrialisation et les transformations liées à l'avènement de la voie ferrée, notamment, qui ont eu un impact considérable sur la topographie urbaine au même titre que le percement des grandes artères ou la pénétration, dans les centres urbains, des grandes voies routières, importants vecteurs de décentrement. Autant de travaux qui ont soit constitué des pôles dynamisants, soit, au contraire, contribué à créer des césures que l'évolution ultérieure des agglomérations a quelquefois eu du mal à corriger ou à réduire.

La prise en compte de la longue durée est enfin essentielle pour appréhender les phénomènes de translation et de déplacement de l'habitat, nombreux entre la fin de la Protohistoire et le Moyen Âge en particulier³¹. Elle l'est aussi pour comprendre les raisons qui ont prévalu à ces mouve-

27 *Marseille. Trames et paysages urbains de Gyptis au roi René. Actes du colloque international d'archéologie, Marseille, 3-5 novembre 1999*, Aix-en-Provence, Édusud & Centre Camille-Jullian, coll. « Études massaliètes », 7, 2001.

28 Roncayolo (1996), p. 70.

29 Roncayolo (1996), p. 28.

30 Fondrillon (2012).

31 Février 1964. La région de Martigues offre plusieurs exemples de déplacements de sites à caractère urbain : du village insulaire protohistorique de l'Île installé dans le chenal de Caronte à l'agglomération secondaire littorale de *Maritima Avaticorum*, implantée en bordure de l'étang de Berre, à 2 km du premier ; occupation, abandon et réoccupation du site de Saint-Blaise (Saint-Mitre les Remparts),

ments ou encore pour cerner la question de la composition polynucléaire qui caractérise certaines villes, de fait polycentriques et donc marquées par une discontinuité territoriale qui nuit à leur lisibilité en tant que centre urbain. Si elle répond souvent à des relations d'autorité (pouvoir seigneurial, juridiction religieuse...), cette (re)structuration éclatée induit également des processus de transfert dans le cadre des recompositions urbaines.

Les modalités d'occupation de la ville : analyser les interactions sociospatiales

L'approche des modalités de l'occupation urbaine repose souvent sur ses éléments les plus structurants (lignes de fortification, édifices publics et religieux, trame viaire et réseaux, habitat, ensembles funéraires). Si l'on a pu parfois reprocher aux études de demeurer trop centrées sur l'objet architectural et/ou fonctionnel que ces éléments représentent, ils sont aujourd'hui considérés sous des angles beaucoup plus variés, notamment en fonction de leur insertion dans la trame urbaine et des interrelations qu'ils entretiennent (perspectives, frontalité, complémentarité, opposition, rupture) y compris avec les autres composantes de l'espace urbain qu'ils contribuent à structurer et au sein duquel ils constituent des références ou des repères.

La fonction subjective des espaces urbains, entendus ici au sens large, ne doit pas non plus être ignorée de même que le rapport spéculaire qui unit les différentes entités urbaines à leur environnement.

La ville, en tant que cadre particulier de l'action sociale, est elle-même un produit social et les différents éléments qui la composent (voirie, bâtiments, espaces libres...) sont les manifestations matérielles de cette activité sociale. Henri Galinié a bien défini cette caractéristique de l'espace urbain : « La ville est un pur produit et un pur construit, elle n'existe pas en soi : chaque société la transforme selon ses besoins et la structure selon son organisation propre. » Pour appréhender l'espace urbain, ce sont donc les diverses activités sociales qui s'y expriment qu'il faut considérer, à toutes les échelles possibles, en tenant compte de leurs interactions.

Il est hors de question de dresser ici la liste des éléments à étudier, toute composante de l'entité urbaine ayant vocation à l'être.

Plusieurs axes méritent de retenir tout particulièrement l'attention :

- la question du réseau viaire, qui doit être appréhendé moins sous le seul angle de la planification planimétrique, comme c'est souvent le cas, que sous celui des dynamiques de circulation (internes et en lien avec les voies qui desservent la ville de l'extérieur) ;
- les notions de centralité urbaine, souvent plus tributaires d'un état des connaissances ou d'une approche topographique que de notions d'attractivité, de sociabilité ou d'échanges ;
- la gestion des vides et les pleins : les données recensées révèlent des aspects assez inattendus dans un espace

que l'on a tendance à imaginer densément occupé (surtout quand il est clos). L'archéologie dévoile, au sein d'un urbanisme souvent très structuré, des parcelles vierges, indiquant l'existence, *intra-muros*, de friches ou d'espaces cultivés autres que les jardins des maisons résidentielles, des cœurs d'îlots ou des espaces conventuels... La présence de ces zones « vides », qu'il n'est pas toujours possible de qualifier et que l'on a quelquefois tendance à négliger, intéresse la question de la composition urbaine (équilibre entre espaces bâtis et non bâtis, relations que ces derniers entretiennent), le statut des espaces aussi ; elle intéresse enfin la notion de pression foncière qui a pu s'exercer à tel ou tel moment ou au contraire se dissoudre au fil du temps. Elle nécessite, de ce fait, une mise en relation avec l'occupation de l'espace immédiatement péri-urbain (présence ou absence de faubourgs par exemple) ;

- les données matérielles (autres qu'architecturales) qui renseignent l'occupation des espaces urbains et la qualifient : on pensera, plus précisément, aux études de mobiliers/artefacts qui permettent d'aborder la ville sous une focale plus anthropologique et fonctionnelle ;

- l'image mentale de la ville à ses différentes phases d'occupation : ce point concerne surtout la ville aux périodes médiévale, moderne et contemporaine pour lesquelles l'espace physique peut être confronté à ses représentations iconographiques ou cartographiques, mais aussi au corpus de textes permettant de les restituer.

Pour illustrer le processus de transformation de l'espace urbain, on évoquera les phénomènes d'enchâtellement attachés à la récupération de sites antiques ou tardo-antiques fortifiés (emplacement symbolique d'une ancienne porte en particulier) récemment mis en évidence à Toulouse (porte narbonnaise)³² ou à Périgueux (porte de Mars)³³ qui traduisent la pérennisation topographique du pouvoir souverain, judiciaire en particulier, et montrent, à travers l'évolution du monument, des implications historiques importantes avec des répercussions sur la teneur de l'autorité publique et la privatisation des espaces vacants à l'aube du Moyen Âge.

L'archéologie du bâti

« Artefact parmi d'autres, le bâti peut/doit faire l'objet d'analyses archéologiques : il y a ainsi une archéologie du mur comme il existe une archéologie du sédiment³⁴. » Au même titre que la stratigraphie, parce qu'elle permet de passer de l'objet singulier (le mur, l'espace, la maison) à l'objet complexe (l'îlot, le quartier), l'archéologie du bâti produit de la connaissance sur la ville dans son *continuum* topographique et chronologique. Elle permet, à ce titre, d'investir aussi le champ de l'urbain.

Il n'est pas le lieu de revenir ici sur l'intérêt, largement démontré, de cette composante de la discipline archéologique, qui s'applique à tout type de construction (bois, pierre, terre, brique), à tout type d'édifice et à toutes périodes, sauf

32 Catalo (2014).

33 Gaillard et Laborie (2014). On pourrait également citer le cas d'Aix-en-Provence.

34 Garmy (2012), p. 150.

entre le VI^e siècle av. n.è. et le Moyen Âge. Sur ces questions, on n'oubliera pas non plus l'apport de la toponymie.

pour relever les réelles difficultés que pose encore sa prise en compte dans l'archéologie préventive d'une part et dans l'accompagnement des programmes de restauration des Monuments historiques aussi quelquefois.

L'archéologie du bâti civil

« Œuvre de médiévistes pionniers qui ont posé un autre regard sur la construction et organisé la réflexion non plus en termes d'esthétique ou d'architecture, mais d'histoire et de cultures matérielle et technologique³⁵ », l'étude des constructions civiles est la première impactée par le déficit d'études de bâti.

Aujourd'hui, à la suite de la réforme de l'instruction des permis de construire³⁶, les travaux projetés par un tiers ne nécessitent plus d'autorisation d'urbanisme dès lors qu'ils ne touchent que l'aménagement intérieur d'un immeuble ou d'un appartement. Interdisant toute instruction des services patrimoniaux de l'État, cette disposition a pour première incidence l'altération ou la disparition des composantes de l'habitat ancien (organisation interne des îlots et des habitations, destruction de leurs équipements intérieurs qui sont souvent les seuls indices pour comprendre leur fonctionnement, effacement des recompositions du bâti et de l'évolution de la morphologie même des îlots, voire de celle du cadre urbain). Si l'on connaît des études exemplaires sur cette question, on relève aussi qu'elles ont tendance à concerner préférentiellement l'habitat résidentiel dont la qualité retient plus l'attention.

Il est difficilement envisageable que l'ensemble des travaux d'aménagement du bâti civil, extrêmement nombreux et fréquents, soient systématiquement accompagnés par une approche archéologique, mais le caractère inéluctable des destructions qu'ils entraînent impose de réfléchir à des stratégies d'intervention, au premier rang desquelles comptent au moins la recension et le descriptif des éléments significatifs de l'architecture civile et de ses aménagements avant leur démolition. Pour être pertinentes, ces actions nécessitent de s'appuyer sur des travaux d'inventaire plus généraux permettant de définir des typologies d'habitations et, par suite, de définir des stratégies d'intervention ciblées³⁷. Dans l'impulsion et l'accompagnement de ce type d'approche, les services patrimoniaux déconcentrés de l'État ont, sans nul doute, un rôle décisif à jouer.

Dans les centres urbains qui ont fait l'objet d'un plan de sauvegarde et de mise en valeur, ce travail d'inventaire est en général inclus dans la phase de diagnostic par les architectes

du patrimoine qui en sont chargés, mais il l'est parfois de façon partielle, incomplète et souvent sans véritable analyse historique ni archéologique. Ce biais pourrait être pallié par l'insertion, dans ces équipes, d'un archéologue spécialiste de l'archéologie du bâti apte à travailler sur des échelles de temps différentes et dans une optique moins tributaire de l'outil réglementaire.

La protection des centres urbains appelle paradoxalement un autre constat : l'absence d'intervention et d'opportunités d'étude, alors même que le choix de leur protection a été motivé par le caractère remarquable de leur patrimoine architectural et leur valeur de modèle (cf. l'exemple de Sarlat [Dordogne]). Il y a assurément ici une meilleure articulation à mettre en œuvre entre les services territoriaux de l'architecture et du patrimoine et les services régionaux de l'archéologie³⁸.

L'étude d'ensembles bâtis monumentaux anciens encore en élévation

Si l'archéologie du bâti est de mieux en mieux prise en compte dans le cadre des projets de restauration portant notamment sur des monuments protégés au titre des Monuments historiques³⁹, il est pourtant surprenant de constater combien des édifices remarquables qui animent le paysage monumental des centres urbains actuels ou des villes à la campagne (fortification, édifices de spectacles antiques, édifices religieux...) demeurent privés d'études dignes de ce nom. La reprise de ces dossiers dans le cadre de projets collectifs paraît d'autant plus prioritaire que ces recherches s'inscrivent souvent dans le moyen terme, ne nécessitent pas d'intervention trop intrusive et ont donc des coûts très modestes.

L'étude des collections lapidaires

Bien qu'elles ne relèvent pas *stricto sensu* de l'archéologie du bâti, et selon la démarche consistant à tirer parti des fonds engrangés évoquée *supra* pour les mobiliers archéologiques, il semble utile de rappeler l'intérêt de dynamiser l'étude des collections lapidaires (éléments d'architecture ou épigraphie) qui constituent un « stock » d'informations encore trop insuffisamment exploité, notamment en ce qui concerne les villes antiques peu documentées par les textes. Si l'archéologie de terrain reste muette sur la parure monumentale de certaines agglomérations, plusieurs exemples ont montré combien les études systématiques conduites sur les ensembles lapidaires, même dépourvus de contexte, peuvent enrichir la connaissance d'édifices inconnus ou méconnus car disparus ou inaccessibles (identification, restitution architecturale, chronologie). Les inventaires menés sur les collections lapidaires de Saintes (Charente-Maritime), de Périgueux (Dordogne)

35 Arlaud et Burnouf (1993), p. 5.

36 Initiée par l'ordonnance du 8 décembre 2005 et ratifiée par la loi portant Engagement national pour le logement (ENL), cette réforme touche le permis de construire et les autres autorisations d'urbanisme. Il n'est notamment plus besoin de faire une demande d'autorisation d'urbanisme.

37 On peut citer ici l'exemple des travaux de recension conduits par la direction du patrimoine de la ville de l'Isle-sur-la-Sorgue (Vaucluse), actuellement pilotée par un archéologue médiéviste, en s'appuyant, chaque fois que nécessaire, sur une expertise archéologique et architecturale.

38 La même remarque vaut pour les travaux sur les édifices classés ou inscrits au titre des Monuments historiques, sur lesquels il est inenvisageable de dissocier archéologie sédimentaire et archéologie du bâti, comme on peut le voir encore parfois.

39 Avec une marge de progrès possible toutefois très importante.

et de Bordeaux (Gironde) par Dominique Tardy⁴⁰ en sont l'exemple, tout comme l'ANR sur l'« Ornementation architecturale des Gaules » qu'il pilote, qui a pour objectif de favoriser le développement des études consacrées au décor architectural et notamment aux collections de blocs sculptés⁴¹.

Participant à l'identification et la documentation de fonds anciens souvent conservés dans des collections publiques et quelquefois mal renseignés, ce type d'approche mérite d'être encouragé et soutenu, et peut concourir à la mise en œuvre de partenariat fructueux avec les musées en particulier⁴².

La ville et sa périphérie

L'élargissement du champ spatial d'étude des villes apparaît également comme une nécessité à divers titres. L'évolution que connaît depuis quelques années l'aménagement des agglomérations l'impose souvent. Corollaire de la fermeture des centres anciens, le déplacement des aires d'intervention de l'archéologie préventive sur les périphéries urbaines, a, en effet, contribué, ces dernières années, à modifier le regard des archéologues sur la ville, en leur donnant l'occasion de l'aborder sous d'autres angles, notamment depuis l'extérieur et non plus seulement à travers la seule étude de l'espace clos (ou urbanisé en l'absence de rempart) qui en constitue la matrice première⁴³.

Maints exemples montrent l'intérêt d'une modification des focales en matière d'approche urbaine.

Dans certaines régions, l'étude de la périphérie urbaine constitue l'une des principales sources de connaissance de la ville. C'est le cas de Nîmes⁴⁴, d'Aix-en-Provence, de Toulouse ou encore de Saintes pour ne citer que quelques exemples particulièrement éclairants. La multiplication des recherches sur la périphérie méridionale de Nîmes et d'Aix a permis de recomposer de larges pans du paysage péri-urbain. À Saintes, le processus de recherche a concerné un semis de terrains répartis sur l'ensemble de la périphérie urbaine. Les observations réalisées ont ouvert de nouveaux champs de recherche relatifs à la structuration de l'espace périphérique, à sa gestion et aux modalités de son occupation, imposant aussi d'appréhender les données en dialectique avec la ville. Concernant la périphérie des villes, il ne faut pas négliger non plus ce que les textes ou les documents anciens apportent à la restitution d'éléments, disparus (cimetières

médiévaux et modernes en particulier, mais aussi édifices religieux, artisanaux...) et que des travaux peuvent brutalement faire resurgir.

En raison des nouvelles orientations visant à une densification de la construction en milieu urbanisé⁴⁵, le domaine péri-urbain va sans doute constituer un domaine de recherche privilégié dans les prochaines années et il revient aux équipes travaillant sur les villes d'en définir les différents périmètres et de les hiérarchiser en vue de mieux comprendre l'articulation entre la ville et son territoire. Quels contours, quelle « épaisseur » leur dessiner ? Ces questions supposent de comprendre leur organisation, de définir la façon dont la structure urbaine a pu ou non peser sur eux, d'aborder aussi les relations tout à la fois structurelles et dynamiques qu'ils ont entretenues avec les domaines *intra-muros* et ceux plus proprement ruraux. Il s'agit, en fait, de tenter de définir la composition de l'agglomération au sens large, presque actuel du terme, et de cerner l'évolution des contours au fil du temps.

La terminologie moderne (faubourg, banlieue...) étant inadaptée pour qualifier ces espaces, du moins pour les périodes anciennes, les termes d'« espaces périphériques, péri-urbains ou extra-urbains » leur sont préférés par souci de neutralité. À l'instar de la ville, l'étude de ces zones périphériques nécessite d'être conduite sur la longue durée. Leur statut d'espaces intermédiaires fait, aussi, de ces zones extra-urbaines les lieux privilégiés de la transition avec le territoire. Comme l'ont récemment relevé Carmen Belarte et Rosa Plana-Mallart, ils constituent, en effet, « un trait d'union entre la ville et le domaine rural⁴⁶ ».

Les fonctions de l'espace péri-urbain

L'opportunité offerte par l'archéologie préventive d'investir la périphérie des villes ouvre le champ à des approches diversifiées et complémentaires de la connaissance des centres urbains eux-mêmes. Elle permet d'identifier les « territoires » constitutifs de l'espace urbain, entendu au sens large, puis d'appréhender leurs histoires et leurs interactions, et de dégager, ce faisant, les dynamiques spatio-temporelles qui ont prévalu à leur constitution, leur abandon, leur évolution.

Parmi les problématiques que des recherches récentes ont participé à mettre en évidence figure celle des circuits de circulation périphériques extérieurs qui modifient sensiblement l'idée que l'on pouvait se faire des modalités de déplacement au sein des agglomérations à partir des seules données connues de la voirie urbaine. Elles conduisent à un réexamen de l'ensemble du réseau viaire, interne et externe, et à l'analyse des modes de raccordement imaginés entre les voies qui convergeaient vers la ville et le réseau interne à celle-ci. Cet aspect renvoie à une question essentielle que Pierre Gros avait déjà soulevée il y a plus de vingt ans pour les villes antiques : de quelle façon les édiles ont-ils géré les

40 Tardy (1989, 1994 et 2005). À Marseille, ce sont deux pièces lapidaires qui documentent le stade et le seul temple du VI^e siècle connu pour la cité grecque.

41 Dans d'autres domaines de l'Antiquité, sont aussi les travaux de recension et d'étude systématique de collections épigraphiques ou de sculpture qui visent également à éclairer décor, structure et organisation urbaine : ANR conduit par Sandrine Boularot en vue de la publication du corpus des Inscriptions latines de Narbonnaise ou opération du Nouvel Espérandieu, Recueil général des sculptures sur pierre de la Gaule, menée par l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres sous la direction d'Henri Lavagne.

42 Cas de l'étude des blocs sculptés de Narbonne antique, par Stéphanie Zugmeyer (IRAA-Aix-en-Provence) en vue de la création du nouveau musée archéologique de la ville.

43 Voir Plana-Mallart et Belarte (2012), par exemple.

44 Pomarès *et al.* (2012).

45 Ce processus concerne tout autant les grandes agglomérations que les bourgs et villages.

46 Plana-Mallart et Belarte (2012), p. 11.

contraintes matérielles et sociales générées par les grandes voies de liaison ou de pénétration⁴⁷ ?

Les espaces périphériques sont aussi les lieux où peuvent être abordées de multiples fonctions attachées à la ville (sportives, culturelles, funéraires, résidentielles, artisanales, agricoles, d'échanges, portuaires) ou en lien avec elles. S'y sont déployés, durant l'Antiquité, les ensembles funéraires par exemple et, aux périodes médiévale et moderne, tout un réseau d'établissements religieux complété par des maisons conventuelles assurant des fonctions hospitalières.

Il en va de même pour les activités artisanales et de production, souvent installées extra-muros ou aux abords des agglomérations pour des raisons tenant autant à des problèmes de nuisances et de sécurité que d'opportunité foncière ou de lien avec des axes de circulation. Ainsi, l'étude des agglomérations à vocation portuaire n'a guère de sens si elle est considérée indépendamment des structures maritimes ou fluviales, même et surtout pourrait-on dire, quand ces dernières sont relativement éloignées du centre urbain.

La prise en compte de ces différentes fonctions, qui peuvent se côtoyer ou se succéder et interagir, permet d'approcher les modalités de coexistence entre des secteurs d'activité très différents. C'est le cas, un peu singulier, de la gestion des déchets sur laquelle les espaces péri-urbains ont apporté récemment des éclairages inattendus : ils renseignent tout autant sur les activités qui les ont générés que sur les pratiques propres à des individus, des groupes d'individus ou, plus largement, sur les pratiques collectives⁴⁸.

Réseaux et systèmes de villes

L'approche du fait urbain impose enfin de dépasser l'échelle intra-urbaine d'analyse des dynamiques de transformations spatiales d'une ville, pour appréhender la place et le rôle de cette dernière dans un cadre géographique plus large.

Déplacée à l'échelle inter-urbaine, l'approche systémique permet d'examiner les interactions entre les différents modes d'habitat (village, agglomération, ville), leurs liens structurels, économiques, administratifs, hiérarchiques, la façon dont ils se projettent les uns par rapport aux autres. Relativement nouvelle pour les archéologues, cette notion de réseau a été bien mise en évidence à l'échelle de certains territoires pour l'Antiquité (à Nîmes notamment), et elle est également très importante pour la période médiévale, durant laquelle elle a trouvé à s'exprimer de façon très diverse (cf. l'Atlas de Saint-Émilien, 2^e vol).

Perspectives

L'archéologie urbaine : une approche pluridisciplinaire et inscrite dans la durée. Il n'est pas inutile de rappeler que la complexité du fait urbain a comme double exigence de nécessiter une approche pluridisciplinaire et donc collégiale, mais aussi un travail sur la longue durée. Ces deux conditions supposent avant tout la fédération d'équipes réunissant des chercheurs

d'horizons divers, qui doivent surtout être en mesure de travailler de façon pérenne. Quelle que soit l'institution qui porte le projet, la continuité de la recherche apparaît déterminante ; elle doit être autant que possible motivée et soutenue. La ville est en effet, moins que tout autre objet d'étude, le lieu de la recherche ponctuelle, car celle-ci est nécessairement pointilliste. Prescrire en milieu urbain suppose donc de s'attacher à développer des dynamiques de recherche pérennes.

S'il n'a pas vocation à être systématique, l'un des cadres le plus adapté paraît être celui des projets collectifs de recherche : il offre une grande souplesse en matière de programmation, tout en contribuant à dynamiser des recherches collégiales et à donner de la visibilité à l'avancement des travaux. C'est sous cette forme qu'est piloté, depuis plus de vingt ans, le programme sur l'*Atlas topographique des villes de Gaule méridionale*, imaginé par Paul-Albert Février à la fin des années 1980 et mis en œuvre par Jean Guyon dans l'espace de la Narbonnaise⁴⁹. C'est sous cette forme également que nombre d'ambitieux programmes d'étude d'agglomérations ont été gérés, souvent en lien avec des projets de valorisation (cf. à Lyon, Clermont-Ferrand, Rennes par exemple, mais aussi à Chassenon, Mandeure, Toulouse...).

Aborder la question des modalités de la construction de la recherche sur le domaine urbain et les problèmes qu'elles soulèvent impose de distinguer deux contextes : d'une part, les villes anciennes, antiques ou médiévales, abandonnées et demeurant encore aujourd'hui des « villes à la campagne » et, d'autre part, les villes dont l'occupation s'est perpétuée et qui sont donc demeurées des sites urbains vivants.

La recherche sur les villes abandonnées. Dans les agglomérations désertées, où les fouilles sont le plus souvent conduites dans le cadre de la recherche programmée, il n'est pas rare de voir des chercheurs s'attacher au dégagement d'une seule de leurs composantes. Dans ce domaine préservé, préalablement ou, tout au moins, concurremment à toute fouille ciblée, il paraît indispensable de recourir autant que possible et en amont, aux méthodes d'investigation non intrusives (prospections pédestres comme à Vendreuvre-du-Poitou [Vienne] et plus encore prospections géophysiques, couvertures par LiDAR comme à Aléria [Corse], ou encore à Barzan [Charente-Maritime]), qui ouvrent de larges possibilités de reconnaissance du sous-sol, en vue de préciser les grandes lignes de la topographie urbaine. Cette étape de la connaissance est un préalable à la définition des priorités en termes de recherche et est essentielle pour garantir leur cohérence.

Définir de nouvelles stratégies d'intervention en milieu urbain.

Si la protection dont bénéficient de nombreux centres historiques au titre des dispositifs réglementaires relatifs aux plans de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV), aires de valorisation et de protection du patrimoine (AVAP) et zones de protection du patrimoine architecturale, urbain et paysager (ZPPAUP), a eu le mérite de les préserver, en les figeant peu ou prou dans leur état actuel, elle a aussi entraîné une forte limitation dans l'acquisition des données, du moins

47 Gros (2008).

48 Leguilloux (1996), Ballet, Cordier et Dieudonné-Glad (2003).

49 Actuellement coordonné par Marc Heijmans, ce projet en est à son 8^e programme triennal.

pour les périodes non renseignées par les textes. Cela impose de réfléchir à d'autres façons d'investir la ville et de repenser les politiques de recherche en milieu urbain⁵⁰. Si l'archéologie préventive continuera à y être un facteur significatif de connaissance, il faut désormais envisager de développer d'autres formes d'investigation qui pourraient devenir, dans certains centres urbains, les seules manières de renseigner le processus de leur morphogenèse.

L'une des orientations possibles est la reprise, l'incitation ou le développement des recherches programmées dès lors qu'elles sont possibles (terrains en friche encore accessibles et/ou concernés par des projets de mise en valeur, espaces en sous-sol des villes). En témoigne le cas remarquable des recherches méthodiques conduites depuis plusieurs années dans les caves de la ville d'Apt où des sondages restreints, judicieusement localisés, et les études de bâti réalisées sur les maçonneries visibles ont permis de restituer le plan et la chronologie du théâtre antique et de compléter de façon significative la connaissance du centre monumental de ce chef-lieu de cité de la province de Narbonnaise. On peut faire le même constat pour Arles, Marseille ou Aix-en-Provence, qui font pareillement l'objet de programmes de recension des vestiges conservés dans leurs espaces souterrains. Il en va de même à Bordeaux également (cf. les recherches conduites sur le quartier de l'amphithéâtre de Gallien) ainsi qu'en Arles où se déroulent des fouilles programmées sur une *domus* qui a livré des peintures murales du I^{er} style pompéien de très grande qualité, ainsi qu'à Nice (fouilles de la colline du Château). Ces exemples illustrent particulièrement bien l'intérêt de conduire, en centre urbain, des recherches programmées qui sont souvent le support d'importants programmes de médiation culturelle et deviennent, de ce fait, des lieux de rendez-vous très fructueux avec le public.

Enfin, il est un domaine où la vigilance doit être accrue : l'accompagnement ou le suivi des travaux de voirie, car ils échappent souvent à la recherche archéologique alors qu'ils sont fréquents et particulièrement destructifs. Le cadre législatif et réglementaire actuel concernant l'archéologie préventive les prend mal (voire pas) en compte. S'ils constituent un mode d'acquisition des connaissances difficile et ingrat, du fait des conditions d'intervention, ils n'en sont souvent pas moins la seule opportunité d'explorer un quartier.

Quiconque travaille sur une ville sait bien que, même ténue, toute découverte compte ; le moindre élément structurant peut s'avérer essentiel pour restituer les trames urbaines et en saisir l'évolution, pour détecter la présence d'un édifice.

Développer l'archéologie du bâti et renforcer les liens avec les conservations régionales des Monuments historiques, les services territoriaux de l'architecture et du patrimoine et les Écoles d'architecture. Bien qu'elle soit aujourd'hui mieux prise en compte, l'archéologie du bâti est une voie à encourager, notamment dans le domaine de l'habitat et des équipements,

très menacés, qui le composent⁵¹. Cela suppose une instruction plus systématique des travaux de réhabilitation des immeubles anciens, la multiplication des diagnostics, voire des opérations de fouille sous la forme de suivi de travaux.

Ces modes d'intervention nécessitent non seulement d'être mieux accompagnés financièrement, mais demandent aussi une meilleure articulation entre les services déconcentrés de l'État concernés (services régionaux de l'archéologie, conservations régionales des Monuments historiques, services départementaux de l'architecture et du patrimoine), tant lors de l'instruction des dossiers que de la réalisation des opérations. Les liens entre les archéologues et les architectes des bâtiments de France doivent être renforcés : en effet, en tant qu'instructeurs des dossiers d'urbanisme touchant à des secteurs protégés ou à des périmètres de sites classés ou inscrits, ces derniers sont largement responsables des choix relatifs aux programmes d'aménagement du bâti civil et sont les mieux à même de les articuler avec les exigences patrimoniales et scientifiques. Partout où le dialogue s'est instauré de façon régulière entre ces interlocuteurs, sous l'égide des services régionaux de l'archéologie le plus souvent, des politiques cohérentes ont pu être mises en œuvre, servies par la continuité de la veille archéologique.

Mieux coordonner les données recensées sur les villes et la politique d'aménagement urbain : le rôle des inventaires et des Atlas urbains. Sujet d'un colloque organisé dans les années 1990, à un moment de pleine expansion de l'archéologie urbaine⁵², les relations entre les archéologues et les acteurs de l'aménagement des villes se sont certes beaucoup améliorées, notamment grâce à la loi sur l'archéologie préventive qui a fourni un cadre réglementaire structuré à la prise en compte du patrimoine archéologique dans les projets d'urbanisme. Mais le dialogue qui s'est instauré ne s'appuie pas suffisamment sur ce que la connaissance des tissus urbains anciens successifs peut apporter aux politiques urbanistiques des villes.

L'articulation entre archéologie et aménagement urbain relève encore trop souvent du seul registre réglementaire (porter à connaissance de la carte archéologique nationale dans les plans d'urbanisme par exemple, politique de prescription, mise en œuvre des opérations de diagnostic et de fouille) et les données issues des recherches ne sont pas suffisamment intégrées dans la dynamique d'analyse et de recomposition urbaine contemporaine. Il convient donc de réfléchir aux moyens de conférer une meilleure lisibilité aux travaux portant sur les villes et d'en favoriser l'accès non seulement à l'ensemble de la communauté archéologique et scientifique, mais aussi aux professionnels concernés, urbanistes, architectes, aménageurs ou encore élus.

Si les entreprises collectives d'inventaires couplés à de la cartographie ne manquent pas – *Carte archéologique de la Gaule, Atlas historique des villes de France, Plan d'occupation des sols historique et archéologique, Documents d'évaluation du patrimoine archéologique des villes de France, Atlas*

50 Le nouveau classement de « cité historique » prévu dans le projet de loi actuellement en cours d'examen, relatif à la liberté de création, l'architecture et le patrimoine, et destiné à se substituer aux trois dispositifs antérieurs, ne devrait pas changer cet état de fait.

51 On pourrait citer d'autres champs d'investigation, comme celui des activités de production développées dans l'axe 14 pour les périodes moderne et contemporaine.

52 *Archéologues et aménageurs*, 1994.

topographique des villes de Gaule méridionale, pour citer les principales – et si la production d’atlas archéologiques ou historiques propres à une entité urbaine s’est considérablement développée, on ne peut que faire le constat un peu décevant du caractère très lacunaire en ce qui concerne la couverture nationale des corpus d’histoire urbaine, pourtant à priori conçus pour favoriser l’harmonisation des données et du caractère composite des secondes, ce qui rend difficile toute tentative de comparaison à grande échelle.

Favoriser le partage des données. C’était l’un des rôles dévolus aux Documents d’évaluation du patrimoine archéologique des villes de France (DEPAVF) pilotés par le passé par le Centre national d’archéologie urbaine (CNAU)⁵³. Prenant en compte l’histoire d’une ville et réunissant une documentation présentée de façon synthétique et normée, les volumes publiés dans le cadre de cette collection ont permis une lecture diachronique de l’évolution des tissus urbains étudiés, très utile pour la communauté des archéologues, historiens et architectes, tout en étant accessible aux non-spécialistes. Cette dynamique impulsée en matière d’archéologie urbaine a contribué à construire des liens fondamentaux entre les différents acteurs de l’aménagement urbain. À l’heure où l’on prône le partage des données et leur harmonisation, seul un organe à vocation nationale (et indépendant des unités de recherche) peut garantir l’établissement de normes pertinentes répondant aux diverses situations urbaines, leur respect dans le traitement et l’exploitation des données, leur traduction sous des formats pouvant être utilisés par l’ensemble de la communauté archéologique (SIG par exemple).

Les Atlas historiques des villes de France. Conçue par Philippe Wolff et Charles Higounet et mise en œuvre par Jean-Bernard Marquette, cette collection a pour objet de dresser sous une forme très synthétique (deux plans et une courte notice⁵⁴) les principales données relatives à la topographie historique des villes mais aussi à leur histoire économique, politique et sociale. Elle réunit aujourd’hui 49 documents. L’étude de Bastien Lefebvre⁵⁵ a néanmoins relevé deux biais importants. D’abord un fort déséquilibre géographique dans la liste des villes étudiées, concentrées dans le quart Sud-Ouest de la France et sur une étroite bande Est-Ouest partant de la Lorraine à la Bretagne, ce qui laisse de côté tout le grand Sud-Est, les régions de la Loire, la Bourgogne, la Franche-Comté, Rhône-Alpes et le Nord. Ensuite, la difficulté de définir, pour chaque ville, un découpage chronologique reflétant de façon objective son propre rythme de développement.

Parce qu’elle peut constituer une première étape dans la définition des principaux jalons chronologiques d’une ville,

l’entreprise mériterait d’être poursuivie en tenant compte de ces remarques.

L’Atlas topographique des villes de Gaule méridionale concerne une quinzaine de villes, anciens chefs-lieux de cités antiques des provinces romaines de Narbonnaise et des Alpes maritimes pour la période allant des origines à l’entrée de ces deux provinces dans le *Regnum francorum*. La collection propose une trame d’analyse et une normalisation très rigoureuses et s’accompagne, à l’échelle de la ville, d’une cartographie au 1/1000^e des vestiges reportés sur fond cadastral actuel. Ce travail est conduit sous la forme de projets collectifs de recherche depuis plus de vingt ans, de façon très collégiale, ce qui contribue à rompre l’isolement des équipes. On a pu faire le reproche, justifié, du faible taux de publication depuis le lancement de l’entreprise au début des années 1990 (seulement trois volumes parus jusqu’à présent⁵⁶). Il n’en reste pas moins que c’est actuellement le cadre le plus structuré et le plus neutre pour cerner le rythme de l’évolution urbaine au cours de toute l’Antiquité et que cette entreprise d’envergure a su évoluer en intégrant notamment les données paléoenvironnementales qui faisaient défaut à l’origine.

La fiabilité des informations recensées, leur caractère exhaustif au moment de l’édition et la précision de leur restitution confèrent à cette collection un statut à part, dont le principe a été adapté pour l’étude d’autres villes (Lyon, Clermont-Ferrand, Reims). Il faut s’interroger sur l’intérêt (et les moyens) d’étendre la démarche aux périodes historiques qui permettrait d’avoir une vision vraiment diachronique des différentes composantes des villes et de leur morphologie.

L’exploitation sous format informatique. Devant les difficultés soulevées et les attentes justifiées de la communauté archéologique de pouvoir disposer d’un accès rapide à la documentation accumulée par les différentes équipes, souvent dans le cadre de programmes de recherche financés par l’État, il n’est sans doute pas inutile de relancer le débat sur les modalités techniques de recueil et de partage des informations.

Grâce à leur structure, les données, tant textuelles que cartographiques, réunies dans les DEPAVF comme dans les *Atlas topographiques des villes de Gaule méridionale* présentent les conditions idéales pour un versement dans des systèmes de gestion informatique. Outre de garantir la transmission régulière des acquis de la recherche à l’ensemble de la communauté scientifique, de telles bases relationnelles sont susceptibles d’être également utilisées par les acteurs de l’aménagement du territoire, ce qui participerait à la visibilité des travaux de recherche, souvent très intimistes. Elles constitueraient de surcroît, pour les services prescripteurs, un outil d’aide à la décision en matière de prévention archéologique.

À l’heure où le dispositif français en matière d’archéologie préventive est revendiqué comme un modèle, le temps est peut-être venu d’avoir, au plan national et donc avec les financements adaptés, une politique ambitieuse de collecte et d’analyse de l’information archéologique et historique

53 Créé en 1984, il a eu un rôle important dans l’exploitation et la structuration des données relatives aux centres urbains. La communauté des archéologues l’a souligné dans *Les Nouvelles de l’archéologie*, n° 134, 2013, p. 64.

54 Trois villes ont donné lieu à des ouvrages copieux : Bordeaux (Lavaud et Jean-Courret [dir.] 2009), Oloron-Saintes-Marie (Dumonteil 2003) et Orthez (Cursente 2007).

55 Lefebvre (2013).

56 Aix-en-Provence : Guyon *et al.* (1998) ; Fréjus : Rivet *et al.* (2000) ; Saint-Paul-Trois-Châteaux : Lert *et al.* (2009).

qui justifie le pilotage et l'accompagnement de certaines des entreprises citées *supra*, qui répondent à des objectifs différents et sur des délais de réalisation également divers. Une telle coordination n'est nullement incompatible avec la dynamique de travail collégial engagée. La création de SIG doit en outre être pensée totalement différemment de l'actuelle carte archéologique nationale, c'est-à-dire pleinement partagée et collective de manière à être véritablement efficiente comme outil de recherche. Toutefois, si la constitution d'outil(s) informatique(s) apparaît aujourd'hui comme une évidence, elle n'est certainement pas contradictoire avec le maintien de publications papier à certaines étapes de l'analyse, notamment en ce qui concerne les synthèses par nature destinées à évoluer avec l'accumulation des données.

Références bibliographiques

- Archéologues et aménageurs* (1994), Lyon, Certu, 178 p.
- Arlaud C., Burnouf J. (dir.) (1993), « L'archéologie du bâti médiéval urbain », *Les Nouvelles de l'archéologie*, 53/54, p. 5-69.
- Atlas historique des villes de France*, une cinquantaine de volumes parus depuis 1982.
- Aupert P. *et al.* (1998), « Agglomérations secondaires de l'Aquitaine atlantique », in *Actes du 120^e congrès national CTHS, Aix-en-Provence, 1995*, Paris, CTHS, p. 45-69.
- Ballet P., Cordier P., Dieudonné-Glad N. (2003), *La ville et ses déchets dans le monde romain. Rebut et recyclages. Actes de la table ronde organisée à Poitiers, 19-21 septembre 2002*, Montagnac, Éditions Monique Mergoïl, 320 p.
- Barles *et al.* (1999), *Le sol urbain*, Paris, Economica-Anthropos, coll. « Villes », 278 p.
- Bocquet D., Fettah S. (dir.) (2007), *Réseaux techniques et conflits de pouvoir. Les dynamiques historiques des villes contemporaines*, Rome, École française de Rome, 328 p.
- Bedon R. (2001), *Atlas des villes, bourgs, villages de France au passé romain*, Paris, Picard, 352 p.
- Bellet M.-E., Cribellier C., Ferdière A., Krausz S. (dir.) (1999), *Agglomérations secondaires antiques en région Centre*, vol. 1, Tours, FERACF, *Revue archéologique du Centre de la France*, supplément, 17, 224 p.
- Benoit J. (1981), « Nîmes : études sur l'urbanisme antique. Problèmes de méthode et résultats », *Bulletin de l'École antique de Nîmes*, 16, p. 69-90.
- Berger J.-F., Bertoncello F., Braemer F., Davtian G., Gazenbeek M. (dir.) (2005), *Temps et espace de l'homme en société, analyses et modèles spatiaux en archéologie. Actes des XXV^e rencontres internationales d'archéologie et d'histoire d'Antibes*, Antibes, APDCA, 534 p.
- Bodineau P., Lamarre C. (dir.) (2014), *Capitales ou villes d'appui? Les petites villes et leurs campagnes du Moyen Âge au XXI^e siècle*, Dijon, Presses universitaires de Dijon, coll. « Histoires », 362 p.
- Boissavit-Camus B. *et al.* (2005), « Chrono-chorématique urbaine : figurer l'espace/temps des villes », in *Temps et espace de l'homme en société, analyses et modèles spatiaux en archéologie. Actes des XXV^e rencontres internationales d'archéologie et d'histoire d'Antibes*, Antibes, APDCA, p. 67-80.
- Bonnet S., Jorda C., Nin N. (2010), « Nouvelles données sur la paléographie et le peuplement à Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône) : premiers résultats des approches géomorphologique et géoarchéologique », *Quaternaire*, 21 (4), p. 485-496.
- Bourdin S. (2015), « Pré-urbain, proto-urbain, urbain : les agglomérations et les archéologues », in S. Bourdin, M. Paoli, A. Reltgen-Tallon (dir.), *La forme de la ville de l'Antiquité à la Renaissance*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, p. 353-363.
- Bourdin S., Paoli M., Reltgen-Tallon A. (dir.) (2015), *La forme de la ville de l'Antiquité à la Renaissance*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. « Histoire », 474 p.
- Bourgeois L. (dir.) (2000 et 2005), *Les petites villes du Haut-Poitou de l'Antiquité au Moyen Âge : formes et monuments*, vol. 1 et 2, mémoires XVII et XXVII, Chauvigny, Association des publications chauvinoises, vol. 1, 144 p ; vol. 2, 176 p.
- Bourgeois L., Rémy C. (dir.) (2014), *Demeurer, Défendre et paraître. Orientations récentes de l'archéologie des fortifications et des résidences aristocratiques médiévales entre Loire et Pyrénées. Actes du colloque de Chauvigny, 14-16 juin 2012*, Chauvigny, Association des publications chauvinoises, 704 p.
- Bourgine P., Lesne A. (éds.) (2006), *Morphogénèse. L'origine des formes*, Paris, Belin.
- Boutouille F. *et al.* (2011), *Fabrique d'une ville médiévale : Saint-Émilion au Moyen Âge*, Pessac, Éditions de la Fédération Aquitania, *Aquitania*, supplément, 26, 412 p.
- Brunet R. (1980), « La composition des modèles dans l'analyse spatiale », *L'Espace géographique*, 9 (4), p. 253-265.
- Burnouf J. *et al.* (1998), « Paléopaysages littoraux et occupation du sol holocènes en Nord-Médoc (Gironde) », in *Actes du 3^e colloque GERHICO, Rochefort, 18-20 avril 1995, Les sociétés littorales du centre-ouest atlantique*, Poitiers, Société des antiquaires de l'Ouest p. 39-50.
- Catalo J. (2014), « La représentation du château Narbonnais à Toulouse », in L. Bourgeois, C. Rémy (dir.), *Demeurer, défendre et paraître. Actes du colloque de Chauvigny, juin 2012*, Chauvigny, Association des publications chauvinoises, coll. « Mémoire », XLVII, p. 471-489.

•••

•••

- Cerruti M.-C. *et al.* (2007), « La perception archéologique de la ville médiévale à travers les données du Centre national d'archéologie urbaine », in M.-C. Cerruti *et al.*, *Actes du 4^e congrès international d'archéologie médiévale et moderne, "Medieval Europe Paris 2007", 3-8 septembre 2007* [http://medieval-europe-paris-2007.univ-paris1.fr/CNAU.pdf].
- Chevet P. (dir.) (2010), *Un quartier d'Angers. De la fin de l'âge du Fer à la fin du Moyen Âge*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 330 p.
- Chouquer G. (1993), « La ville, la mémoire et la forme. Paysages découverts », in *Paysages découverts : histoire, géographie et archéologie du territoire en Suisse romande*, Lausanne, Groupe roman d'études d'archéologie du territoire, p. 61-78.
- Chouquer G. (1994), « Le plan de la ville antique et de la ville médiévale de Besançon », *Revue archéologique de l'Est et du Centre-Est*, 45 (2), p. 361-407.
- Chouquer G., Odier T. (1984), « L'évolution morphohistorique de la cité de Valence », *Dialogues d'histoire ancienne*, 10, p. 361-396.
- Collectif (1999), *Rapport sur la situation de l'archéologie urbaine en Europe*, Strasbourg, Éditions du Conseil de l'Europe, 254 p.
- Collectif (2004a), *Diagnostiques archéologiques et milieu urbain. Objectifs, méthodes et résultats. Actes de la table ronde organisée par la sous-direction de l'Archéologie et le Centre national d'archéologie urbaine, Tours, 6 et 7 octobre 2003*, Tours, Centre national d'archéologie urbaine, 272 p.
- Collectif (2004b), *Informatisation des documents d'évaluation du patrimoine archéologique des villes de France. Système de gestion des bases de données, système d'information archéologique. Bilan d'étape 2002-2003*, Tours, Centre national d'archéologie urbaine, 162 p.
- Coste M.-C. *et al.* (2000), *Compiègne*, Tours, DEPAVF, 184 p.
- Cribellier C., Ferdière A. (dir.) (2012), *Agglomérations secondaires antiques en région Centre (vol. 2)*, Tours, FERACE, *Revue archéologique du Centre de la France*, supplément, 42, 188 p.
- Cursente B. (2007), *Orthez*, Pessac, Ausonius, coll. « Atlas historique des villes de France », 94 p.
- Delage P. *et al.* (1999), « Caractérisation spatiale des sols urbains », in Barles *et al.* (1999), p. 215-259.
- Demolon P. *et al.* (dir.) (1994), *Archéologie des villes dans le Nord-Ouest de l'Europe (VII^e-XIII^e siècle). Actes du IV^e congrès international d'archéologie médiévale, Douai, 26-28 septembre 1991*, Caen, Société d'archéologie médiévale, 230 p.
- DEPAVF (DEPAU), « Documents d'évaluation du patrimoine archéologique des villes de France », collection publiée par le ministère de la Culture et de la Communication, Centre national d'archéologie urbaine, Tours (23 documents publiés).
- Desachy B., Guilhot J.-O. (dir.) (1999), « Archéologie des villes. Démarches et exemples en Picardie », *Revue archéologique de Picardie*, numéro spécial, 16, 214 p.
- Documents d'évaluation du patrimoine archéologique des villes de France*, collection publiée par le ministère de la Culture et de la Communication, Centre national d'archéologie urbaine, Tours (23 documents publiés).
- Duby G. (dir.) (1980), *Histoire de la France urbaine, 1. La ville antique; 2. La ville médiévale*, Paris, Seuil, t. 1 : 600 p; t. 2 : 654 p.
- Dufay B. (2001), « Quel avenir pour la carte archéologique urbaine? Éléments de réflexion », *Les Nouvelles de l'archéologie*, 85, p. 37-49.
- Dufay B. (2002), « De la topographie à l'histoire : comprendre l'évolution des villes anciennes », *M@ppemonde*, 67 (3), p. 32-37.
- Dumonteil J. (2003), *Oloron-Sainte-Marie*, Pessac, Ausonius, coll. « Atlas historique des villes de France », 62 p.
- Faure-Boucharlat É. (coord.) (2004), « Archéologie urbaine et époque moderne : quelques réflexions à partir d'expériences lyonnaises », *Les Nouvelles de l'archéologie*, 96, p. 17-31.
- Faure-Boucharlat É. *et al.* (2005), « L'archéologie du bâti : un champ idéal pour une synergie entre disciplines et institutions (Propositions pour des protocoles d'interventions) », in Parron-Kontis, Reveyron (2005), p. 125-128.
- Ferdière A. (2004), *Capitales éphémères : des capitales de cités perdent leur statut dans l'Antiquité tardive. Actes du colloque de Tours, 6-8 mars 2003*, Tours, FERACE, *Revue archéologique du Centre de la France*, supplément, 25, 500 p.
- Février P.-A. (1964), *Le développement urbain en Provence de l'époque romaine à la fin du XIV^e siècle (archéologie et histoire urbaine)*, Paris, Éditions de Boccard, coll. « BEFAR », 202, 232 p.
- Fiches J.-L. (dir.) (2002), *Les agglomérations gallo-romaines en Languedoc Roussillon*, 2 vol., coll. « Monographies d'archéologie méditerranéenne », 13, 14, 994 p.
- Fondrillon M. (2012), « Formation des sols et usages sociaux, les terres noires urbaines en France », in S. Archambault de Beaune, H.-P. Francfort (dir.), *L'archéologie à découvert*, Paris, CNRS Éditions, p. 145-151.
- Fontaine S., Satre S., Tekki A. (éds.) (2011), *La ville au quotidien. Regards croisés sur l'habitat et l'artisanat antiques (Afrique du Nord, Gaule et Italie). Actes du colloque international, Maison méditerranéenne des sciences de l'Homme, Aix-en-Provence, 23-24 novembre 2007*, Aix-en-Provence, Presses universitaires de Provence, 246 p.

- Gaillard H., Laborie Y. (2014), « De la *magna porta* antique de la cité de Périgueux à la résidence des Périgueux. Approche archéologique d'une reconversion architecturale (IV^e-XI^e siècles) », in L. Bourgeois, C. Rémy (dir.), *Demeurer, défendre et paraître. Actes du colloque de Chauvigny, 14-16 juin 2012*, Chauvigny, Association des publications chauvinoises, coll. « Mémoire », XLVII, p. 401-424.
- Galinié H. (2009), « Vers une appréhension partagée de l'archéologie des villes », in O. Buchsenschutz, M.-B. Chardenoux, S. Krausz, M. Vaginay (éd.), *L'âge du Fer dans la boucle de la Loire. Les Gaulois sont dans la ville. Actes du XXXII^e colloque de l'AFEAF, Bourges, 2008*, Tours, FERACF, *Revue archéologique du Centre de la France*, supplément, 35, p. 199-206.
- Galinié H. (2000), *Ville, espace urbain et archéologie. Essai*, Tours, Maison des sciences de la ville, de l'urbanisme et des paysages, CNRS-UMS 183, Université de Tours, coll. « Sciences de la ville », 16, 128 p.
- Galinié H. (dir.) (2007), *Tours antique et médiéval. Lieux de vie, temps de la ville. 40 ans d'archéologie urbaine*, Tours, FERACF, *Revue archéologique du Centre de la France*, supplément, 30, 440 p.
- Galinié H. (2010), « La question urbaine entre Antiquité et Moyen Âge », in J. Chapelot (dir.), *Trente ans d'archéologie médiévale en France. Un bilan pour un avenir. Actes du IX^e congrès international de la Société d'archéologie médiévale, 16-18 juin 2006, Vincennes*, Caen, Publications du CRAHM, p. 145-151.
- Galinié H. et al. (2003), « Utilisation du pénétromètre dynamique de type PANDA en milieu urbain pour l'évaluation et la caractérisation du dépôt archéologique », *Revue d'Archéométrie*, 27, p. 15-26.
- Galinié H. et al. (2004), « Entités fonctionnelles, entités spatiales et dynamique urbaine dans la longue durée », *Histoire et Mesure*, XIX (3/4), p. 223-242.
- Garmy P. (2012), *Villes, réseaux et systèmes de villes. Contribution de l'archéologie*, Paris-Arles, Errance, 330 p.
- Gauthiez B. (1991), *La logique de l'espace urbain, formation et évolution : le cas de Rouen*, Thèse de doctorat EHESS, 3 vol.
- Gauthiez B. (1994), « La topographie de Lyon au Moyen Âge », *Archéologie du Midi médiéval*, 12, p. 3-38.
- Gauthiez B. (1999), *Atlas morphologique des villes de Normandie*, Lyon, Éditions du Cosmogone, 226 p.
- Gauthiez B. (2003), *Espace urbain, vocabulaire et morphologie*, Paris, Éditions du Patrimoine, 494 p.
- Gauthiez B. et al. (2003), *Village et ville au Moyen Âge : les dynamiques morphologiques*, Tours, Presses universitaires François-Rabelais & Paris, Maison des sciences de l'Homme, coll. « Villes et Territoires », 5, 2 vol.
- Gleizes M.-F. (2004), *La prescription et la mise en œuvre des diagnostics urbains aujourd'hui*, in Collectif (2004a), p. 15-27.
- Goodman P. (2006), *The Roman City an its Periphery. From Rome to Gaul*, Abingdon, Routledge, 328 p.
- Gros P. (1998), « Villes et "non-villes" : les ambiguïtés de la hiérarchie juridique et de l'aménagement urbain », *Actes du 120^e congrès national CTHS, Aix-en-Provence, 23-29 octobre 1995*, Paris, CTHS, p. 11-25.
- Gros P. (2008), « Entrer dans la ville ou la contourner ? Remarques sur les problèmes posés par les tronçons urbains des voies de communication sous le Haut-Empire », in D. Mertens (éd.), *Stadtverkehr in der antikenWelt. Internationales Kolloquium zur 175-Jahrfeier des Deutschen Archäologischen Instituts, Rome, 21-23 avril 2004*, Wiesbaden, Reichert, coll. « Palilia », 18, p. 145-163.
- Gros P., Torelli M. (1992), *Storia dell'urbanistica, il mondo romano*, Rome; Bari, Laterza, 532 p.
- Guyon J. et al. (1998), *Atlas topographique des villes de Gaule méridionale, 1 : Aix-en-Provence*, Montpellier, Presses universitaires de la Méditerranée, *Revue archéologique de Narbonnaise*, supplément, 30.
- Hanoune R. (dir.) (2007), *Les villes romaines du Nord de la Gaule : vingt ans de recherches nouvelles. Actes du XXV^e colloque international de HALMA-IPEL CNRS 8164*, Lille, Université de Lille 3, *Revue du Nord*, hors-série, coll. « Art et archéologie », 10, 508 p.
- Heijmans M. (2004), *Arles durant l'Antiquité tardive. De la Duplex Arelas à l'Urbs genesisii*, Rome, École française de Rome, coll. « L'École française de Rome », 324, 446 p.
- Hermenault L., Mirlou L. (2013), « L'eau dans la fabrique urbaine de Paris du I^{er} au XIX^e siècle », in E. Lorans, X. Rodier, *Archéologie de l'espace urbain*, Paris, Presses universitaires François-Rabelais, CTHS, coll. « Perspectives Villes et Territoires », p. 179-194.
- Jean-Courret E. (2006), *La morphogénèse de Bordeaux des origines à la fin du Moyen Âge. Fabrique, paysages et représentations de l'Urbs*, Thèse de doctorat, Bordeaux, Université Michel de Montaigne-Bordeaux III, 3 vol.
- Jean-Courret E. (2011), « Approche des dynamiques spatio-temporelles de la formation de Saint-Emilion à travers le plan de 1845 », in F. Boutouille, D. Barraud, J.-L. Piat (textes réunis par), *Fabrique d'une ville médiévale : Saint-Emilion au Moyen Âge*, Pessac, Éditions de la Fédération Aquitania, *Aquitania*, supplément, 26, p. 155-180.

•••

- Lafon X. (2015), « *Urbs duplex* : une forme particulière de la ville romaine au début du principat? » in S. Bourdin, M. Paoli, A. Reltgen-Tallon (dir.), *La forme de la ville de l'Antiquité à la Renaissance*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, p. 265-279.
- Laurent A., Fondrillon M. (2010), « Mesurer la ville par l'évaluation et la caractérisation du sol urbain : l'exemple de Tours », *Revue archéologique du Centre de la France*, 49.
- Lavaud S., Jean-Courret E. (dir.) (2009), *Bordeaux. La formation d'un espace urbain des origines à nos jours. Atlas historique des villes de France*, t. 1 : Plans historiques; t. 2 : Notice générale; t. 3 : Sites et monuments, Pessac, Ausonius, t. 1 : 29 p.; t. 2 : 334 p.; t. 3 : 452 p.
- Lavaud S., Schmidt B. (dir.) (2012), *Représenter la ville*, Pessac, Ausonius, coll. « Scripta Mediaevalia », 20, 414 p.
- Lefebvre B. (2013), « La périodisation de l'histoire urbaine à travers la collection Atlas historique des villes de France », in E. Lorans, X. Rodier, *Archéologie de l'espace urbain*, Paris, Presses universitaires François-Rabelais, CTHS, coll. « Perspectives Villes et Territoires », p. 293-306.
- Leguilloux M. (1996), « La charcuterie en Gaule romaine. L'exemple du dépotoir de la ZAC Sextius-Mirabeau », *Gallia*, 53, p. 231-260.
- Lepelley C. (dir.) (1996), *La fin de la cité antique et le début de la cité médiévale de la fin du III^e siècle à l'avènement de Charlemagne. Actes du colloque tenu à l'université de Paris-X-Nanterre, 1-3 avril 1993*, Bari, Edipuglia, 362 p.
- Lert M. et al. (2009), *Atlas topographique des villes de Gaule méridionale. 3. Saint-Paul-Trois Châteaux*, Montpellier, Presses universitaires de la Méditerranée, *Revue archéologique de Narbonnaise*, supplément 39, 210 p.
- Leveau M., Rémy B. (2005-2006), « Les agglomérations urbaines de la cité antique de Vienne », *Revue archéologique de Narbonnaise*, 38-39, p. 7-169.
- Lorans E., Rodier X. (dir.) (2013), *Archéologie de l'espace urbain*, Paris, Presses universitaires François-Rabelais, CTHS, coll. « Perspectives Villes et Territoires », 536 p.
- Lorentz P., Sandron D. (2006), *Atlas de Paris au Moyen Âge. Espace urbain, habitat, société, religion, lieux de pouvoir*, Paris, Parigramme, 240 p.
- Lynch K. (1960), *The Image of the City*, Cambridge (MA), MIT Press, 194 p.
- Madoeuf A., Cattedra R. (dir.) (2012), *Lire les villes. Panoramas du monde urbain contemporain*, Tours, Presses universitaires François-Rabelais, coll. « Villes et Territoires », 374 p.
- Mangin M. et al. (1986), *Les agglomérations secondaires de Franche-Comté romaine*, Paris, Les Belles Lettres, coll. « Annales littéraires de l'université de Besançon », 337, 258 p.
- Massy J.-L. (dir.) (1998), *Les agglomérations secondaires de la Lorraine romaine*, Paris, Les Belles Lettres, coll. « Annales littéraires de l'université de Franche-Comté », 647, 434 p.
- Monteil M. (1999), *Nîmes antique et sa proche campagne*, Lattes, Association pour la recherche archéologique en Languedoc oriental, coll. « Monographies d'Archéologie méditerranéenne », 3, 528 p.
- Nickels A. (1981), « Recherches sur la topographie de la ville antique d'Agde (Hérault) », *Documents d'archéologie méridionale*, 4, p. 29-50.
- Noizet H. (2007), *La fabrique de la ville. Espaces et sociétés à Tours (IX^e-XIII^e siècles)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 504 p.
- Noizet H., Bove B., Costa L. (2013), *Paris de parcelles en pixels. Analyse géomatique de l'espace parisien médiéval et moderne*, Saint-Denis, Presses universitaires de Vincennes & Paris, Comité d'histoire de la ville de Paris, 354 p.
- Olmer F., Roure R. (éd.) (2015), *Les Gaulois au fil de l'eau. Actes du 37^e colloque international de l'AFEAF Montpellier, 8-13 mai 2013*, Pessac, Ausonius, AFEAF, vol. 1, coll. « Mémoires », 39, 554 p.
- Parron-Kontis I., Reveyron N. (éds.) (2005), *Archéologie du bâti : pour une harmonisation des méthodes. Actes de la table ronde des 9-10 novembre 2001, musée archéologique de Saint-Romain-en-Gal*, Paris, Errance, 160 p.
- Pécout T. (coord.) (2009), *Marseille au Moyen Âge, entre Provence et Méditerranée. Les horizons d'une ville portuaire*, Paris, Désiris, 432 p.
- Pellecuer C. (2005), « Les territoires de la villa et de l'agglomération : quelques réflexions à propos de la Narbonnaise occidentale », in *Territoires et paysages de l'âge du fer au Moyen Âge. Mélanges offerts à Philippe Leveau*, Pessac, Ausonius, coll. « Mémoire », p. 101-110.
- Petit J.-P., Mangin M. (dir.) (1994), *Atlas des agglomérations secondaires de la Gaule Belgique et des Germanies*, Paris, Errance, coll. « Archéologie aujourd'hui », 294 p.
- Pichard C., Gonzalez-Villaescusa R. (2015), « Reims : la part de l'Antiquité dans la forme urbaine. Éléments de réévaluation des héritages médiévaux et modernes », in S. Bourdin, M. Paoli, A. Reltgen-Tallon (dir.), *La forme de la ville de l'Antiquité à la Renaissance*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, p. 339-351.
- Plana-Mallart R., Belarte C. (dir.) (2012), *Le paysage péri-urbain en Méditerranée occidentale pendant la Protohistoire et l'Antiquité. Actes du colloque international de Tarragone, 6-8 mai 2009*, Tarragona, Institut Català d'Arqueologia Classica, 348 p.

- Pomarède H. *et al.* (2010), « Le paysage péri-urbain à Nîmes (Gard, France) de la Protohistoire au Haut-Empire (VI^e s. av. n.è.-II^e s. de n.è.) », in Plana-Mallart, Belarte (dir.) (2012), p. 287-317.
- Pumain D. (2006), « Systèmes de villes et niveaux d'organisation », in P. Bourguin, A. Lesne (éd.), *Morphogénèse. L'origine des formes*, Paris, Belin, p. 239-263.
- Reddé *et al.* (2003), *La naissance de la ville dans l'Antiquité*, Paris, Éditions de Boccard, coll. « De l'archéologie à l'histoire », 298 p.
- Rivet L. *et al.* (2000), *Atlas topographique des villes de Gaule méridionale. 2. Fréjus*, Montpellier, Presses universitaires de la Méditerranée, *Revue archéologique de Narbonnaise*, supplément, 32, 510 p.
- Rodier X. (2000), « Le système d'information géographique TOTOPI : Topographie de TOurs Pré-Industriel », *Les petits cahiers d'Anatole*, 4, 14 p.
- Rodier X. (2011), *Information spatiale et archéologie*, Paris, Errance, coll. « Archéologiques », 254 p.
- Rodier X., Galinié H. (2006), « Figurer l'espace/temps de Tours pré-industriel : essai de chrono-chorématique urbaine », *M@ppemonde*, 83 (3) [<http://mappemonde.mgm.fr/num11/articles/art06303.html>].
- Rodier X., Saligny L. (2010), « Modélisation des objets historiques selon la fonction, l'espace et le temps pour l'étude des dynamiques urbaines dans la longue durée », *Cybergeo: European Journal of Geography*, « Systèmes, Modélisation, Géostatistiques », article 502.
- Rodier X., Grataloup C., Guilloteau C. (dir.) (2010), « Dossier Chrono-chorématique urbaine », *M@ppemonde*, 100 (4) [http://mappemonde.mgm.fr/dos_chrono.html].
- Ronciolo M. (1996), *Les grammaires d'une ville. Essai sur la genèse des structures urbaines de Marseille*, Paris, École des hautes études en sciences sociales, 508 p.
- Ronciolo M. (1997), *La ville et ses territoires*, Paris, Gallimard, 288 p.
- Ronciolo M. (2002), *Lectures de villes. Formes et temps*, Marseille, Parenthèses, 386 p.
- Sarfati H., Melli P. (dir.) (1999), *Rapport sur la situation de l'archéologie urbaine en Europe*, Strasbourg, Éditions du Conseil de l'Europe, coll. « Patrimoine culturel », 252 p.
- Tardy D. (1989), *Le décor architectural de Saintes antique*, Paris, CNRS Éditions & Pessac, Éditions de la Fédération Aquitania, *Aquitania*, supplément, 5, 184 p.
- Tardy D. (1994), *Le décor architectural de Saintes antique. II. Les entablements*, Pessac, Éditions de la Fédération Aquitania, *Aquitania*, supplément, 7, 184 p.
- Tardy D. *et coll.* (2005), *Le décor architectural de Vesunna (Périgueux antique)*, Pessac, Éditions de la Fédération Aquitania, *Aquitania*, supplément, 12, 146 p.
- Tarpin M. (2002), *Vici et pagi dans l'Occident romain*, Rome, École française de Rome, collection de l'École française de Rome, 299, 485 p.
- Tassaux F. (1994), « Les agglomérations secondaires de l'Aquitaine romaine : morphologie et réseaux », in Petit *et al.* (1994), p. 197-194.
- Van Ossel P. (dir.) (1998), *Les jardins du Carrousel (Paris). De la campagne à la ville : la formation d'un espace urbain*, Paris, Maison des sciences de l'Homme, coll. « Documents d'archéologie française », 73, 388 p.
- Wyss M. (dir.) (1996), *Atlas historique de Saint-Denis des origines au XVIII^e siècle*, Paris, Maison des sciences de l'Homme, coll. « Documents d'archéologie française », 59, 444 p.

Axe 10



Vue aérienne montrant les installations vinicoles de la villa des Toulons, à Rians (Var).
Fouilles programmées Gaétan Congès, Jean-Pierre Brun, 1993-1996 (cliché Ch. Hussy, DRAC-SRA Provence-Alpes-Côte d'Azur).

Espace rural, peuplement et productions agricoles aux époques gallo-romaine, médiévale et moderne

Un rapide retour en arrière sur l'origine ainsi que sur l'évolution de la programmation nationale et celle de certaines terminologies permet de saisir les attendus et enjeux. Cet axe 10 résulte de la réunion, opérée au fil des ans, de plusieurs thématiques d'archéologie rurale auparavant réparties entre habitat groupé ou dispersé, en fonction du statut social des occupations et selon les périodes chronologiques...¹.

Ainsi, au début des années 1980, la nomenclature établie par le CSRA ne comptait pas moins de cinq programmes différents pour le monde rural². C'est à la fin des années 1990 que s'est affichée plus nettement l'ambition de l'archéologie des terroirs et que la question de la production des établissements ruraux a été formulée³. Toutefois, cette approche restait subdivisée entre période gallo-romaine et périodes suivantes et affichait une certaine dissymétrie puisque la notion d'établissement rural médiéval, distinct du village, n'était pas envisagée, du moins dans le libellé⁴. Il faut rappeler que la programmation nationale structurait alors essentiellement les fouilles programmées dont, pour le Moyen Âge, le village constituait le pôle d'intérêt majeur. La programmation nationale publiée en 1997, à partir du bilan de la recherche 1990-1994, a constaté que les cadres proposés étaient désormais trop étroits pour englober toutes les formes d'occupations rurales révélées par l'archéologie préventive (notamment) et a souligné le bien fondé d'étu-

dier les phénomènes ruraux dans la durée. Le « nouveau » programme 20 a donc alors englobé l'espace rural, transcendant les approches chronologiques traditionnelles⁵. Son intitulé ne ciblait pas des types ou des modes d'occupation particuliers, mais considérait le « peuplement » de cet espace essentiellement en lien avec les productions agricoles, mettant ainsi l'accent sur la mise en valeur des territoires. Il est important de souligner que les termes « agglomérations secondaires » et « villages » ont totalement disparu de la nomenclature, non pour les laisser de côté mais pour les intégrer dans la notion de « mise en réseau » des établissements. Le bilan de la recherche du CNRA pour la période 1995-1999 a élargi les contours conceptuels du programme 20 sans en modifier la terminologie⁶. Pour l'Antiquité, il a surtout souligné le changement d'échelle d'observation, spatiale et temporelle et a constaté l'attention portée à l'environnement ainsi qu'aux phases dites « de transition », à la remise en cause des typologies traditionnelles des établissements, à l'illustration de la diversité des techniques agricoles... Pour le Moyen Âge, il a exhorté l'archéologie de l'espace rural à considérer son objet sous l'angle de l'aménagement des milieux par les sociétés et des pratiques sociales qui en découlent. Les commentaires soulignaient la porosité de ce programme 20 avec d'autres programmes dévolus aux lieux de culte, aux établissements religieux, au domaine funéraire et aux sites castraux⁷ ainsi qu'avec les programmes transversaux, tels que « Réseaux de communications », « Paléoenvironnement et géoarchéologie »⁸. Les pistes de

1 Cet axe 10 résulte en particulier d'une évolution de l'ancien programme 20.

2 H13 : Systèmes et structures agraires ; H7 : Les *villae* gallo-romaines ; H20 : Les agglomérations rurales gallo-romaines ; H21 : Les villages médiévaux, où sont encouragées les recherches sur la maison paysanne ; H37 : Palais et villas des temps carolingiens.

3 *La recherche archéologique en France, 1985-1989*.

4 H11 : terroirs, productions et établissements ruraux gallo-romains ; H18 : villages et terroirs médiévaux et postmédiévaux.

5 *La recherche archéologique en France. Bilan 1990-1994 et programmation du CNRA*.

6 *La recherche archéologique en France. Bilan 1995-1999 du CNRA*.

7 P22, 23 et 24.

8 P27 et 31.

réflexion et les orientations exprimées par le CNRA en 1997 puis en 2002 restent d'actualité (cf. *infra*).

La collecte des informations n'est pas la moindre des difficultés de l'exercice. Les bilans quadriennaux des CIRA et les quelques bilans régionaux de la recherche qui ont abouti⁹ sont d'autant plus précieux qu'ils offrent une part de constats synthétiques et critiques sur les objectifs, méthodes et résultats des travaux concernant l'archéologie de l'espace rural. Sous une forme différente, les « axes de recherche » consacrés à l'habitat rural et à son environnement dans le cadre de la programmation de l'Inrap expriment les orientations scientifiques assignées aux opérations d'archéologie préventive.

Évidemment, pour un domaine aussi vaste, les publications sont nombreuses et diverses : articles monographiques plus ou moins développés, ouvrages régionaux regroupant notices monographiques et synthèses thématiques issus du travail combiné des projets collectifs de recherche et des projets d'activité scientifique de l'Inrap. Enfin, les colloques réguliers de différentes associations réunissant les spécialistes de telle ou telle période (Association française pour l'étude de l'âge du fer [AFEAF], Association du monde rural gallo-romain [AGER], Société française pour l'étude de la céramique antique en Gaule [SFECAG], Association française d'archéologie mérovingienne [AFAM], Société d'archéologie médiévale [SAM]...) favorisent la publication des données primaires et/ou permettent d'exprimer la position d'une communauté de chercheurs sur une problématique donnée. Mais, globalement, le constat est celui d'une grande dispersion de l'information et, en corollaire, d'une difficulté à la hiérarchiser.

Bilan et enjeux

La période antique

Le bilan de la recherche publié en 1997 suggérait de passer de l'approche typologique à une approche territoriale du réseau des établissements antiques.

On peut reconnaître que cette ambition sous-tend nombre de programmes à vocation territoriale, souvent issues de PCR, qui ont enregistré des progrès sensibles dans le domaine de l'occupation des sols et des contextes paléo-environnementaux qui y sont associés : densité et diversité des vestiges, hiérarchisation possible (établissements modestes ou opulents) dans leur environnement agraire, relations dynamiques entre eux, permanence et mutations des parcellaires. C'est l'échelle de l'exploitation rurale, de l'espace naturel et humain dans lequel elle s'inscrit qui est ici concernée. L'approche est nécessairement trans-chronologique.

Lorsqu'elles ont été collectées et valorisées par des équipes pérennes, les données accumulées par la combinaison de l'archéologie préventive et programmée, dans les zones péri-urbaines notamment, ont permis l'interprétation globale d'observations ponctuelles. La prospection au sol s'est avérée déterminante dans les approches territoriales méridionales, notamment, où la recherche se nourrit de données héritées

des années 1980-1990 ; la pratique de cette méthode est encore vivace. Le travail réalisé sur le Lodévois (Hérault), conduit jusqu'en 2003, est à cet égard exemplaire en ce qu'il a mis en évidence sur la longue durée (I^{er}-XVIII^e siècles) la singularité de l'organisation de l'occupation de l'arrière-pays par rapport à la plaine littorale.

À certains égards, ces approches territoriales ont traduit un intérêt nouveau pour l'échelle de la cité. Le cas de la ZAC Sextius Mirabeau à Aix-en-Provence en est très représentatif, avec une trentaine d'opérations réalisées en 25 ans sur 21 ha, grâce à de nombreux partenariats scientifiques conclus dans la durée et la continuité, donnant lieu à une moisson scientifique qui a considérablement élargi les problématiques initiales, et cela depuis le Néolithique jusqu'aux Temps modernes¹⁰. Une expérience comparable est en cours dans la plaine de Nîmes : un large corpus réuni sur environ 400 ha, toujours en cours d'enrichissement, permet d'identifier les antécédents, les ruptures, les permanences et les prolongements des occupations antiques. Les archéologues y observent le passage de la ferme à enclos d'époque républicaine aux constructions maçonnées du Haut-Empire. À l'autre terme chronologique, les ramassages de surface et des stratigraphies parfois bien conservées permettent la lecture de l'évolution des centres domaniaux dans l'ancienne cité de Nîmes durant les premiers siècles du Moyen Âge : il s'avère que plus du tiers des villas¹¹ était encore occupé au VI^e siècle¹². Dans le Centre de la France, les programmes d'archéologie spatiale, soutenus de longue date par l'université de Tours et stimulés par les méthodes de la géomatique, ont démontré la dynamique du peuplement du territoire de la cité des Bituriges Cubi¹³. Les exemples pourraient être multipliés.

Dans les régions septentrionales, sous la pression de l'aménagement de ZAC démesurées, la périphérie des villes (Caen, Metz, Reims, Troyes...) a ainsi pu parfois être documentée sur plusieurs centaines d'hectares. À l'intérieur de ces espaces, se dessinent le semis d'habitats et d'installations annexes, les voies de communication, les réseaux parcellaires, les traces de culture, l'implantation des zones funéraires. Entre enthousiasme des découvertes et vertige devant la masse de données engrangées, les chercheurs reconnaissent la difficulté à aborder des synthèses sur la fonction et le statut des établissements, comme sur les rythmes du peuplement. Toutefois, le volontarisme de certains parvient à faire bouger les lignes : si les manifestations de la romanisation du monde rural demeurent difficiles à caractériser globalement, la connaissance de l'Antiquité tardive a largement progressé grâce à des programmes

10 Nin (2006).

11 L'amélioration du dialogue entre antiquisants et médiévistes, entre archéologues et spécialistes des sources écrites conduit actuellement à écrire le mot villa (pluriel villas) avec des caractères romains et un accord en français lorsqu'il s'agit d'une villa (aristocratique) antique de tradition gallo-romaine, mais villa (villae) lorsqu'il s'agit d'évoquer les situations du haut Moyen Âge, des établissements ruraux divers, villages, terroirs et autres qui sont mentionnés dans les chartes. Nous nous conformerons autant que possible à cette graphie, sauf dans les citations.

12 Buffat et coll. (2011).

13 Gandini (2008).

9 Cf. *supra* : « Introduction à la programmation nationale. »

collectifs de recherche dynamiques, à l'image de ceux qui concernent la Bourgogne et la Champagne-Ardenne, d'une part, l'Île-de-France et le Bassin parisien, d'autre part.

D'une manière générale, les archéologues prennent acte d'une diversité morphologique, parfois insoupçonnée, des établissements ruraux de la période antique. Il en résulte une terminologie variée et non fixée pour désigner la hiérarchie des établissements où se mêlent critères topographiques, fonctionnels, dimensionnels, architecturaux. De fait, les fluctuations du vocabulaire traduisent la perplexité de la communauté scientifique devant l'enrichissement permanent de l'objet de la recherche qui va de pair avec la remise en cause rapide des typologies.

Peu de régions, semble-t-il, sont aujourd'hui en capacité de proposer une typologie périodisée des formes de l'occupation des campagnes antiques de la fin de La Tène au Bas-Empire. Aussi, la synthèse proposée en 2005 pour la Picardie, dans le cadre du bilan scientifique régional, constitue une bonne base de réflexion¹⁴. La région jouit, il est vrai, d'une forte tradition d'études sur les campagnes pré-romaines et romaines grâce à l'archéologie aérienne et aux prospections de surface, que les nombreuses fouilles archéologiques sont venues compléter et nuancer. La moisson d'informations et la densité des sites sont telles que les chercheurs ont pu établir une nomenclature des habitats dispersés et groupés qui combine critères morphologiques et fonctionnels et fait ressortir les différences de nature et de vocation des occupations. Cette approche synthétique permet également de poser des modèles d'évolution des établissements ruraux et de renseigner les phases de transition : héritages laténiens et Haut-Empire, Antiquité tardive et prolongements médiévaux. Une fois encore, c'est la très grande diversité des situations qui ressort et les auteurs se gardent bien de toute généralisation.

Il n'existe pas encore d'inventaire des grands domaines et des grandes villas¹⁵ révélés par l'archéologie préventive durant ces quinze dernières années en France, sans parler de ceux qui, bien que déjà connus, sont touchés par quelque aménagement. Des chercheurs y travaillent activement dans une perspective de mise en évidence d'une « géographie » de la villa à l'échelle de la Gaule¹⁶.

Il apparaît d'ores et déjà qu'il n'y a pas de distribution uniforme de ce type d'établissement rural qui signe une forme particulière de développement économique, sinon de romanisation. Les fouilles réalisées, pour la plupart en des temps limités, s'attachent en priorité à caractériser le plan, l'architecture et les décors de la partie résidentielle, les zones de l'exploitation proprement dite restant, dans un premier temps, souvent hors de portée. Il est alors assez difficile d'esti-

mer les retombées, pour les spécialistes, de toutes ces données partielles. Ainsi, encore en 2012, qui pouvait répondre, de façon documentée, à la question posée une fois encore dans le bilan CNRA 1997 : « Faut-il continuer à fouiller des *villae* gallo-romaines? » Sans le faire directement, les chercheurs s'accordent à envisager toutes les informations susceptibles d'être extraites de l'ensemble de matériaux déjà réunis, si toutes les pistes de recherche étaient correctement exploitées. Il est clair que l'accroissement de nouvelles données ne peut plus constituer une fin en soi.

Dans les régions méridionales, où les connaissances reposaient sur une solide tradition de recherche académique, la situation s'est modifiée de façon radicale avec l'apport de l'archéologie préventive ces quinze dernières années, en particulier du fait de l'enrichissement du corpus des plans de grands établissements et de la grande variabilité des scénarios relatifs à leur fondation.

L'étude des grandes villas (résidences aristocratiques) héritées d'ensembles du Haut-Empire plus modestes demeure l'un des thèmes forts de la recherche programmée dans le Sud de la France : en témoignent la poursuite ou la reprise de l'étude de sites connus de longue date avec des problématiques renouvelées comme à Séviac (Gers) ou Montmaurin (Haute-Garonne), où sont observés les transformations architecturales et culturelles ainsi que les témoignages de la christianisation. Dans les Pyrénées-Atlantiques, le site de L'Arribéra deus Gleisiars à Lalouquette, offre un condensé des tribulations d'un ensemble bâti couvrant 9 000 m², entre la période augusto-tibérienne et le v^e siècle. En Languedoc et en Provence, des monographies de sites majeurs récemment publiées (Saint-Martin de Taradeau [Var], Saint-André de Codols [Gard]), marquent une étape dans l'exploitation scientifique de ce type de gisements¹⁷. Dans ces régions (Narbonnaise, territoire de la cité de Nîmes et région des Alpes occidentales), la perception de la villa et du grand domaine traduit également une nette avancée grâce à des synthèses régionales d'ampleur (thèses universitaires notamment). La reprise de la documentation pour une autre province, l'Aquitaine, permet de lancer des pistes de réflexion au niveau interprovincial¹⁸.

Les provinces septentrionales ne sont pas en reste dans les traditions de recherche, puisque, avec des formes variées d'investigation, dont la très productive prospection aérienne, elles jouissent de corpus étoffés. La reprise de la documentation disponible débouche sur des publications qui marquent une étape de la recherche, comme la typologie hiérarchisée des villas à pavillons multiples alignés¹⁹. En Bretagne, la poursuite des fouilles et études de la villa maritime de Mané-Véchen à Plouhinec (Morbihan), occupée du II^e au IV^e siècle, fait figure d'apax dans le paysage antique de la région, tandis que l'étude de la villa du Quiou (Côtes-d'Armor) s'attache autant à la composition architecturale de l'édifice qu'à l'insertion de la villa dans son environnement antique.

14 Ben Redjeb, Duvette, Querel *et al.* (2005).

15 L'expression « grand domaine » demeure plutôt réservée aux établissements bipartites du monde franc et carolingien d'entre Loire et Rhin. L'expression « grandes villas » est peut-être plus appropriée à l'échelle nationale.

16 Cf. le travail en cours mené par Pierre Ouzoulias, en particulier, sur la base du dépouillement des volumes de la Carte archéologique de la Gaule. Voir aussi sur le site www.villa.culture.fr une carte des villas recensées dans la base Patriarche du ministère de la Culture établie par Christophe Pellecier.

17 Pomaredes, Barberan, Maufrais et Sauvage (dir.) (2012).

18 Rechin (dir.) (2006).

19 Ferdière, Gandini, Nouvel et Collart (2010).

La documentation s'est également notablement enrichie dans le Centre-Est de la France. Il faut signaler, à ce propos, la synthèse rapidement publiée des opérations préventives réalisées entre 1997 et 2002 à Beaumont (Puy-de-Dôme) qui livre les évolutions d'un grand domaine patricien de Limagne entre le I^{er} et le IV^e siècle et éclaire la transition avec l'établissement laténien qui l'a précédé²⁰. Autre exemple, des interventions récentes complètent et réorientent les interprétations concernant la villa des Vernes à La Boisse (Ain). Alors que l'exploration minutieuse du domaine de Saint-Romain-de-Jalionas (Isère) se poursuit, une fouille programmée, lancée en 2008, confirme l'existence à Saint-Laurent-d'Agnay (Rhône) d'un vaste domaine à caractère palatial, précédé d'un établissement indigène, occupé entre le II^e siècle avant notre ère et le IV^e siècle.

Dans l'Est de la France, où peu de villas étaient répertoriées, les données nouvelles sont légion. On retiendra avant tout le dossier de la villa de Larry, à Liéhon (Moselle). Après une fouille préventive (portant sur 3 ha) de la *pars urbana* en 2003, un programme complémentaire, associant études documentaires, prospections géophysiques et ramassages de surface, a permis de disposer du plan complet de cette villa qui s'étendait sur 8 ha ainsi que du « hameau » médiéval qui lui a succédé. La publication monographique de ce site d'intérêt national doit impérativement aboutir. Plusieurs autres villas ont été diagnostiquées ou fouillées ces dernières années dans le même secteur de la périphérie sud-est de Metz (Peltre, Laquenexy, Coligny). Un tel exemple montre comment, en peu d'années, la connaissance du territoire d'un chef-lieu de cité s'est considérablement enrichie. La difficulté est maintenant de digérer et d'organiser ces informations.

C'est sans doute la typologie du semis des établissements « ordinaires », ou « petites exploitations », qui souffre des plus grandes incertitudes à ce jour, tant les biais de la recherche peuvent être nombreux. En particulier, les fouilles partielles de bien des sites laissent des doutes sur l'identification des installations : partie de villas ou petits établissements autonomes ? Une vision d'ensemble, même à l'échelle régionale, est difficile face à une documentation abondante et disparate.

Ces dernières années, dans le Sud-Est de la Gaule, c'est la typologie de l'habitat rural qualifié de « de rang inférieur » du Haut-Empire qui a le plus progressé en faisant apparaître la richesse et la diversité de leurs formes : un type dominant de ferme peut être individualisé dans certains secteurs (cité de Nîmes, par exemple). Ailleurs, on reconnaît dans des habitats isolés le schéma de l'établissement enclos de tradition laténienne en France septentrionale ; encore ailleurs, c'est le regroupement qui prévaut : regroupement d'exploitations individuelles, ou regroupement d'installations en bord de voies où fonctions d'accueil et agricoles se côtoient (exemple des « fermes auberges » mises au jour sur le tracé de l'autoroute A75, Clermont-L'Hérault-Béziers, se superposant à la voie *Cessero-Segodunum*).

Pour l'Est de la Gaule, en Champagne-Ardenne et particulièrement dans la Marne et l'Aube, on dispose désormais pour le Haut-Empire d'un corpus relativement étoffé

d'établissements de petites dimensions, dont ressortent des traits généraux suivants : architecture de bois dominante pour les bâtiments dévolus à des activités économiques, plans récurrents dont la filiation avec l'âge du Fer se confirme, architecture en dur pour les bâtiments résidentiels. Les informations recueillies pour la fin de l'Antiquité permettent de percevoir les profondes transformations de l'organisation et de l'aspect des établissements qui ont perdu leurs caractéristiques « romaines » dès la seconde moitié du IV^e siècle. L'Alsace offre également un bon exemple de l'enrichissement rapide du corpus des petits habitats ruraux bâtis en matériaux périssables, méconnus jusqu'alors du fait de la fugacité des vestiges (Entzheim-Geispolsheim, Scherwiller ou Wiwersheim, Bas-Rhin). S'ils partagent des traits communs par leur morphologie, les études spécialisées permettent de dégager leurs spécificités.

Le récent bilan sur les exploitations agricoles antiques établi pour la Basse-Normandie montre également la diversité, sur des territoires relativement restreints, de l'architecture et de l'organisation des « petits sites », enclos ou non, découverts dans la plaine de Caen. La coexistence, à partir de la période flavienne, de villas et d'exploitations familiales est désormais démontrée dans cette région, comme dans nombre d'autres²¹.

Les recherches portant sur la fonction des établissements et la dévolution des équipements qu'ils comportent rejoignent le domaine de l'archéologie agraire. Si les attendus théoriques de cette dernière sont désormais mieux définis pour les périodes historiques grâce à des travaux érudits, son application concrète se heurte encore à de nombreuses difficultés²². Certes, les fouilles programmées comme préventives affichent de belles ambitions : étude de l'organisation de l'espace agraire, des techniques agricoles, de la nature des productions agricoles, des pratiques d'élevage, du mode de stockage des récoltes, de l'outillage... Ces sujets devraient en effet fonder toute recherche entreprise dans le monde rural : que produit-on, comment et pour qui ?

Dans la réalité, les recherches sur les productions agricoles livrent des données diffuses, au gré des chantiers, rarement suffisantes pour éclairer la dimension économique de l'établissement agricole fouillé. Les laboratoires et les organismes qui abritent un nombre restreint de spécialistes qui interviennent « en prestation » sur des séries importantes de chantier disposent de banques de données bioarchéologiques considérables dont l'exploitation requiert un temps et des moyens tout aussi considérables. Cependant, certains programmes s'emploient en priorité à déterminer les activités et le rôle des établissements dans la gestion de l'espace environnant : stratégie de production, échelle économique. Ainsi, les études paléoenvironnementales (archéobotaniques, entomologiques, xylogiques) permettent de restituer, de manière coordonnée, les principales composantes végétales et paysagères de l'environnement proche. Dans le Midi méditerranéen, par exemple, des pistes de recherches prometteuses

21 « Les exploitations agricoles », *Bilan de la recherche archéologique en Basse-Normandie (1984-2004)*, vol. II, l'Antiquité, Caen, MCC, DGP, 2011, p. 58-75.

22 Ouzoulias (2006 et 2012).

20 Alfonso et Blaizot (2004).

pour la reconstitution des systèmes de productions proviennent de la fouille de puits qui livrent, en milieu humide, des assemblages de restes botaniques inédits jusqu'à présent.

En ce qui concerne les pratiques agraires, l'arboriculture bénéficie de données nouvelles. On mentionnera, entre autres, les fouilles préventives du contournement routier de Reims. Si la nature exacte et la destination des espèces cultivées demeure indéterminée, en revanche, il a été possible de déterminer une durée d'exploitation relativement brève ce qui soulève la question d'une baisse de rentabilité et de la réadaptation des productions autour du chef-lieu de cité. Par ailleurs, on note quelques découvertes récentes sur la culture de l'olivier et sur la fabrication de l'huile en Provence orientale (cf. la fouille du site d'Encoulourde-Vallauris [Alpes-Maritimes], probablement inclus dans un quartier spécialisé au cœur d'un siège de *pagus*).

Jadis apanage de l'aire méditerranéenne, la viticulture et la vinification sont désormais attestées sur l'ensemble du territoire et sur de vastes surfaces ce qui en facilite la lecture. En Bourgogne, la fouille d'une plantation à Gevrey-Chambertin (Côte-d'Or), opération exemplaire par la qualité de l'exploitation des données et la rapidité de sa publication²³, a fourni l'un des témoignages archéologiques les plus septentrionaux de la viticulture antique. Dans le Midi, l'état de la recherche sur la vigne et le vin, publié en 2001, est depuis lors largement dépassé en raison du nombre d'occurrences nouvelles qui concernent toute la chaîne opératoire. Les données collectées en Languedoc comme en Aquitaine permettent de préciser les techniques de plantation et d'entretien et d'approcher d'autres aspects tels que l'extension des vignobles, leur position par rapport au centre d'exploitation, les volumes vinifiés, et de réfléchir au niveau d'investissement économique qu'ils pouvaient constituer. On observe notamment un *continuum* entre la fin de la Protohistoire et l'Antiquité tardive.

En revanche, on peut regretter que la connaissance de la céréaliculture reste en retrait, en dépit de la place essentielle qu'occupaient les céréales dans l'alimentation des sociétés traditionnelles. Les procédures de prélèvements carpologiques se répandent, les moyens pour les analyses sont plus régulièrement dégagés, les données s'accumulent. Mais la restitution organisée des résultats par les spécialistes reste trop limitée. Quand elle est possible, par exemple pour la France septentrionale, elle montre le saut qualitatif que le croisement des disciplines (flore et faune) confère à la compréhension des vestiges archéologiques²⁴. De manière incidente, l'intérêt grandissant pour le matériel de mouture, en situation d'emploi ou sur les lieux de sa fabrication, profite à l'approche de la céréaliculture (cf. le PCR « Évolution typologique et technique des meules du Néolithique à l'An Mille »).

Les indices d'activités artisanales apparaissent fréquemment lors des fouilles d'établissements ruraux, mais faire la part entre productions auto-suffisantes et productions commercialisées n'est pas toujours aisé. Ces dernières années, le « dossier » des produits manufacturés au sein des établissements agricoles a profité d'attestations archéologiques plus nombreuses et

d'études plus affûtées, clairement ancrées dans l'histoire des techniques. C'est le cas, en particulier, de la métallurgie qui fait l'objet de synthèses décisives en Gaule méridionale et occidentale, dont témoignent plusieurs travaux universitaires et projets collectifs de recherche, comme celui consacré à la « Production du fer dans les ateliers de l'est du Bassin parisien, de l'âge du Fer au haut Moyen Âge ». Pour l'artisanat de la terre cuite, on repère désormais mieux la diversité de statut des ateliers : ateliers liés à la fabrication de masse spécialisée dans un type de contenants en lien avec la commercialisation des produits de quelques domaines agricoles ou ateliers visant à la seule satisfaction des besoins du domaine en vaisselle, bien qu'il soit difficile, pour les céramiques fines en particulier, de juger des effets du morcellement des réseaux de production et de commercialisation à la fin de l'Antiquité, n'excluant pas une diffusion élargie. Plus rares sont les attestations d'exploitation de carrières dans le cadre domaniale : on mentionnera la carrière de pierre de Thénac (Charente-Maritime) et surtout l'étonnante carrière de granulat de Plichancourt (Marne) installée dans la cour agricole d'une villa en activité, dépassant largement les besoins de l'autosuffisance. Nombre de questions surgissent alors, comme la mise en corrélation des lieux d'activité et de l'habitat temporaire ou stable destiné aux artisans, ou encore le statut de ceux-ci.

Les périodes médiévale et moderne

Le constat le plus marquant est la forte augmentation du corpus des sites alto-médiévaux durant ces quinze dernières années dans le cadre de l'archéologie préventive.

Une estimation réalisée à partir d'un dépouillement des principales revues archéologiques et des bilans des services régionaux de l'archéologie permet d'avancer le chiffre minimal de 300 nouveaux sites ruraux comportant une occupation du haut Moyen Âge découverts de 1997 à 2010, cela uniquement pour la moitié septentrionale du pays, avec une concentration particulière dans le Nord-Est de la France. À ce jour, dans l'ensemble de la France, le nombre de sites ruraux connus du haut Moyen Âge peut être estimé à plus d'un millier. S'ajoute à ces effets quantitatifs l'accroissement des surfaces étudiées, généralement supérieures à un hectare et pouvant atteindre plusieurs dizaines d'hectares.

La reconnaissance des sites ruraux du second Moyen Âge n'a pas bénéficié du même dynamisme. On peut légitimement s'interroger sur les raisons de ce décalage. Est-ce un point faible relevant des prescriptions d'archéologie préventive ou des programmations régionales ? On peut également se demander si cette disparité n'est pas liée à la particularité de cette recherche qui nécessite (beaucoup plus que pour la période précédente pour laquelle la documentation écrite est nettement plus restreinte) une collaboration, toujours pas « naturelle » en France, entre historiens des textes et archéologues. Toutefois, depuis environ 2005, le nombre de sites fouillés datant du second Moyen Âge est en nette augmentation²⁵.

23 Garcia et Chevrier (2010).

24 Lepetz et Matterné (2003).

25 Tendance relevée en dépouillant les chroniques d'*Archéologie médiévale*.

Enfin, on note au cours de ces dernières années l'intérêt croissant, mais inégal selon les régions, porté aux établissements agricoles de la période moderne, même si, la plupart du temps, ils se sont en quelque sorte « imposés » dans une série d'opérations préventives sur grands aménagements.

Les approches territoriales évoluent : contrairement aux thèses établies sur l'instabilité de l'habitat, une majorité de sites livre des occupations d'une durée supérieure à deux siècles, aussi bien dans le Midi de la France²⁶ que dans la partie septentrionale où un rythme général en quatre temps a été distingué entre le v^e et la fin du xii^e siècle²⁷. Mais au-delà de cette avancée notable, c'est bien la mise en avant d'une extrême diversité des rythmes de peuplement qui est soulignée par les chercheurs. Si des chronologies globales peuvent être proposées, il n'en demeure pas moins qu'à des échelles régionales, voire locales, apparaissent des différences notables témoignant de situations politiques, religieuses, écologiques et économiques extrêmement variées et bien difficilement modélisables en un schéma de peuplement unifié à l'échelle du pays. Un autre apport récent à la compréhension des réseaux de peuplement est la prise de conscience de l'importance des « héritages » du passé dans la construction des paysages, la constitution des domaines, la trame des agglomérations... Il est certain que l'influence de l'archéogéographie y joue un grand rôle. La continuité d'occupation d'espaces bâtis depuis l'Antiquité jusqu'au vi^e-vii^e siècles est démontrée depuis des décennies dans le Midi de la France. Aujourd'hui, elle est reconnue un peu partout dans l'hexagone et les cas de permanence jusqu'aux x^e-xii^e siècles, voire au-delà, se multiplient. Les changements opérés touchent principalement la topographie des constructions et leur architecture qui se dégage progressivement des canons de la *romanitas*. L'opportunité d'exploration aux abords des cités (Reims, Dijon, Auxerre, Orléans, Tours, Nîmes...) apporte également des informations qui renouvellent les problématiques des relations entre cités et campagnes.

Aux « héritages » des périodes précédentes s'ajoutent les créations de nouveaux pôles de peuplement²⁸, dont la dynamique se distingue de celle des occupations anciennes. L'attrait manifesté pour des implantations en fond de vallée en est une caractéristique. Les modalités d'occupation des terroirs affichent une grande diversité (fermes isolées, groupements lâches de fermes, petites agglomérations, agglomérations pourvues d'enceintes généralement en hauteur), tout autant que les dynamiques qui les animent. Les systèmes de peuplement étudiés sur le plateau de Melun-Sénart (Seine-et-Marne) et en Plaine de France en témoignent. L'importance de ces apports ne doit pas dissimuler l'hétérogénéité des résultats selon les régions. En fonction de la qualité des corpus de sites ou de l'intérêt des équipes régionales, l'étude des rythmes et des réseaux de peuplement progresse de manière irrégulière.

Parallèlement, on assiste à l'élargissement des champs géographique et thématique de l'archéologie de l'espace rural. Des milieux estimés jusque-là peu propices à la fixation des occupations sont désormais concernés par des programmes de recherche tenant compte des dimensions territoriales où la géoarchéologie tient une place primordiale : milieux forestiers denses (Lorraine, Bourgogne, Limousin, par exemple), versants de moyenne et haute montagne (Alpes, Pyrénées, Massif central) où les recherches sur le paléoenvironnement accompagnent systématiquement les repérages archéologiques diachroniques. Les zones littorales, comprises dans un sens large intégrant leurs relations avec l'arrière-pays, fournissent des matériaux souvent entièrement neufs sur les modes d'occupation, d'exploitation et de subsistance des populations (cf. les recherches conduites dans les basses plaines littorales de Languedoc, dans le delta du Rhône, dans l'estuaire de la Canche en Pas-de-Calais, par exemple²⁹, ou encore dans les zones humides du littoral normand³⁰).

Une autre illustration de la diversification des territoires est fournie par le renouvellement des recherches portant sur les habitats perchés de l'Antiquité tardive et du premier Moyen Âge, généralement épargnés par l'archéologie préventive. Ce thème traditionnel de l'archéologie méditerranéenne, à savoir la réoccupation des *oppida* dans le cadre d'« occupations tardives », a été revisité et revivifié depuis une dizaine d'années par des fouilles d'ampleur de *castra* et *castella* dans le Var et l'Hérault. Le développement de recherches de qualité dans le Massif central (Lozère et Ardèche), le Jura³¹ et les Vosges (reprise de la chronologie du Mont Sainte-Odile) aura une portée considérable une fois digérées les nombreuses données nouvelles qui contrastent avec celles des établissements de plaine, en même temps qu'elles les complètent.

Les apports touchant aux rythmes et aux réseaux de peuplement paraissent encore faibles pour le second Moyen Âge, tant les recherches semblent avoir stagné depuis les années 1970, époque où la problématique du village sous-tendait les principaux programmes de recherche des médiévistes. Aujourd'hui, les études portant sur des villages désertés, même dans le cadre de l'archéologie programmée, sont très rares. Ce fait mérite d'être analysé plus avant pour ce qu'il révèle de l'évolution des questionnements et des conditions d'exercice de l'archéologie³². Néanmoins, l'un des apports indirects de l'archéologie préventive, lié aux recherches sur les établissements du haut Moyen Âge, est la révélation d'occupations stables sur la longue durée. Les observations faites à Vitry-sur-Orne où l'on parle du « village de Valange » (Moselle), Saint-Ursin (Manche), le Tremblay-en-France (Seine-Saint-Denis) ont révélé autant d'occupations qui débutent aux premiers siècles du Moyen Âge, voire plus tôt encore, et s'achèvent entre le xiv^e et le xvi^e siècle, voire encore plus tard, comme à Yutz (Moselle). Ainsi, de manière assez disparate, la problématique de la formation des villages progresse, posant encore aujourd'hui nombre de questions

26 Schneider (2007 et 2010).

27 Peytremann (2003).

28 Ou « plaques » selon la terminologie employée dans le Midi de la France (Schneider 2010, p. 136).

29 *Archéopages*, n° 30, 2010.

30 Carpentier (2007).

31 Gandel et Billoin (dir.) (2011).

32 Hanusse (2012).

irrésolues. Dans les régions comme la Bourgogne où l'intérêt pour les établissements du bas Moyen Âge n'a pas faibli, en archéologie préventive et programmée, on constate une attention soutenue pour la compréhension des processus d'agglomération de l'habitat³³. Les opérations conduites au Bois de Cestres, à Saint-Martin-du-Mont (Côte-d'Or), accompagnées d'une étude archéo-environnementale, offrent une approche sur les cadres de vie et la colonisation agricole des XIV^e-XV^e siècles dans le cadre d'une entreprise de valorisation foncière³⁴.

L'étude de la morphologie des établissements est probablement le champ de la recherche pour lequel l'évaluation des apports nouveaux présente le plus d'ambiguïté. En effet, la caractérisation « facile » de l'habitat par la présence de trous de poteau, fonds de cabanes..., est à l'origine d'une homogénéisation infondée, produisant un effet de saturation néfaste.

On ne peut nier que, pratiquement dans toutes les régions, les structures composant les habitats sont mieux identifiées qu'il y a quinze ans, mais l'absence de normalisation du vocabulaire est source de confusion et entrave les démarches comparatives. À y regarder de plus près, il y a peu d'endroits où ces structures ont bénéficié d'études approfondies. La géographie des sites fouillés explique en partie cette faiblesse : ces habitats étant établis en général dans les plaines, l'érosion prive les fouilles d'éléments décisifs d'interprétation. C'est souvent grâce à des PCR et à des travaux universitaires que la morphologie des établissements est abordée au-delà du cas par cas. Les PCR portant sur l'habitat rural médiéval en Pays de la Loire³⁵, en Île-de-France³⁶, dans le Centre et, plus récemment, en Auvergne et en Champagne-Ardenne, offrent, à cet égard, des exemples notables de recherches sur les équipements qui entourent les bâtiments : fours et foyers, silos, greniers, puits. Parmi ceux-ci, les grandes aires de stockage des récoltes observées de manière récurrente, en particulier dans la moitié sud de la France (Lyonnais, Languedoc oriental, Toulousain...), jouent un rôle particulier. Datées en majorité des IX^e-XI^e siècles, leur identification a ouvert des perspectives nouvelles sur la question des rapports entre lieux de résidence paysanne et espaces agricoles. Mais la reprise, fin 2012, des fouilles du site de Saint-Gilles le Vieux à Aimargues (Gard), sur une parcelle non défoncée où l'habitat a été préservé, appelle à nuancer l'association entre aires de stockage de plein air et habitats dispersés : cet exemple languedocien est celui d'habitats concentrés en contexte d'agglomération lâche, c'est-à-dire incluant des espaces bâtis mais aussi beaucoup d'espaces ouverts tels que cours, enclos, jardins... Seules des conditions rares de conservation, associées à des décapages larges, permettent de repérer cette forme d'occupation³⁷.

L'un des apports significatifs des travaux récents est la prise de conscience d'une importante diversité des formes d'habitat, à l'échelle nationale, régionale, voire micro régionale. Par ailleurs, le contexte topographique des établissements est de mieux en mieux appréhendé grâce à l'attention particulière portée au parcellaire, au réseau viaire mais aussi aux clôtures et autres éléments structurants. Cette évolution s'est opérée sous l'impulsion des travaux de géoarchéologie, par exemple à Montours (Ille-et-Vilaine)³⁸, à Vitry-sur-Orne (Moselle) et à Courbépine (Eure). On constate également la mise en évidence de la complexité et de la diversité des organisations rurales, mieux perçue dans le cadre des grands décapages. Ces dernières n'apparaissent plus comme une simple juxtaposition d'unités agricoles mais bien comme des pôles de peuplement qui comportent parfois un édifice religieux, des espaces funéraires, une ou des habitations privilégiées. Ces sites nourrissent le dossier de la diversité des formes de l'habitat regroupé. Aux exemples emblématiques du site des Ruelles à Serris (Seine-et-Marne) ou de Porte-Joie à Tournedos-sur-Seine (Eure), maintes fois signalés, se sont ajoutés, au fil de la dernière décennie, d'autres vastes ensembles, comme Les Coutures à Saleux (Somme), Tautecourt à Prény (Meurthe-et-Moselle), pour ne citer qu'eux. Avec la reprise exhaustive, bien des années après les fouilles, de l'étude des ensembles funéraires de Serris, on peut juger de la nécessaire imbrication des études spécialisées pour une interprétation satisfaisante des étapes de la mise en place de ces pôles de peuplement³⁹.

Concernant la morphologie des établissements du second Moyen Âge, des avancées ponctuelles liées à l'archéologie préventive sont à signaler. À cet égard, l'exemple de la région Rhône-Alpes est symptomatique : dans la Loire, lors d'une même opération linéaire (autoroute A89) réalisée en 2009-2010, a été mise au jour une importante série d'établissements à vocation agricole datés du XI^e au XVI^e siècle, catégorie chronologique jusque-là très peu représentée régionalement. En Lorraine, à Vitry-sur-Orne, ZAC de la Plaine (Moselle), un hameau de laboureurs et un hameau de vigneron caractérisés par des maisons sur cave ont été identifiés. Les récentes monographies de « fermes » de la fin du Moyen Âge et de l'Époque moderne (Lorraine, Île-de-France) réunissent les informations sur les modes de valorisation d'un terroir et aussi sur les pratiques sociales d'une petite élite rurale⁴⁰. C'est un modèle à suivre. Ailleurs, des projets collectifs associent l'étude des habitats ruraux modernes en relation avec les centres urbains (exemple de Troyes). Dans le cadre de l'archéologie programmée, ce sont des enquêtes territoriales et pluridisciplinaires qui associent prospections, fouilles et études des textes et cadastres : habitats dispersés et exploitations du sud-ouest du Massif central ; en zone de montagne, Cerdagne, Aubrac ; en Limousin, les habitats désertés du plateau des Milles Vaches livrent des schémas d'organisation fonctionnels⁴¹.

33 Chopelain (2003).

34 Beck *et al.* (2007).

35 Valais (dir.) (2012).

36 Gentili et Lefevre (dir.) (2009). Voir aussi la série des volumes du groupe de travail Dioecesis Galliarum.

37 Information orale d'Odile Maufras (Inrap), responsable de cette fouille préventive.

38 Catteddu (2007).

39 Blaizot (2011).

40 Hurard (2012), Jeandemange, Caillet, Frauciel, Proteau et Wiethold (2011).

41 Conte, Fau et Hautefeuille (2010), Fau (2006), Rendu (2003).

Les problématiques liées à la fonction et au statut des établissements émergent depuis quelques années avec un intérêt particulier pour les élites. Ces nouvelles interrogations peuvent être considérées comme un apport de ces quinze dernières années de recherche. La résidence élitaires fossoyée de Lamothe, à Pineuilh (Gironde), rapprochée de celle de Charavines (Isère), en livre un exemple saisissant : sa publication est évidemment très attendue.

Concernant les fonctions agricoles, d'une manière globale, l'apport de la dernière décennie est considérable : les cultures sont de mieux en mieux appréhendées avec la mise en évidence de particularités régionales, comme, par exemple, la présence d'avoine sableuse à Montours (Ille-et-Vilaine), probablement en relation avec l'élevage d'équidés. L'élevage et ses singularités régionales sont également mieux perçus. Il convient néanmoins de relativiser ces acquis, dans la mesure où ils demeurent très ponctuels : vision d'ensemble difficile compte tenu du caractère disparate des ensembles étudiés, selon les régions et compte tenu de la présence ou non de spécialistes ou de laboratoires. Les apports récents de l'archéobotanique, lorsque les conditions de conservation le permettent, ont fait évoluer la compréhension des pratiques agro-pastorales, comme, par exemple, dans le bas Limousin aux XI^e-XIII^e siècles ou en Île-de-France aux époques médiévale et moderne. Il faut également souligner les efforts faits par les équipes de l'Inrap travaillant en Champagne-Ardenne et en Lorraine pour intégrer les données bioarchéologiques à l'interprétation des établissements ainsi qu'aux modes d'exploitation et de subsistance de leurs occupants⁴². Dans la même démarche, un essai de synthèse des travaux relatifs à la fructiculture en France méridionale a été intégré dans un programme conjoint des laboratoires de Toulouse⁴³.

La connaissance des productions artisanales a progressé de manière significative, notamment celles qui sont en relation avec la métallurgie.

Le lien entre fabrication de terres cuites et établissements agricoles est beaucoup plus rarement démontré. Les grands ateliers alto-médiévaux (Saran [Loiret], Sevrey [Saône-et-Loire], Argonne [Meuse]...) sont en effet des centres de production spécialisés, dotés de leur propre logique économique, comme le montre encore la récente découverte des ateliers de Romans-sur-Isère (Drôme). Mais les informations publiées, parfois avec retard, démontrent également la présence de fours de potiers inscrits dans les structures d'habitat, comme à Oisy-le-Vergier (Pas-de-Calais) ou La Saulotte (Aube).

Les activités du textile sont, quant à elles, fréquemment illustrées, mais la documentation demeure extrêmement éparpillée. D'une manière générale, les connaissances sur l'artisanat « domestique », tout comme sur l'outillage agricole, mériteraient des synthèses nouvelles.

Le caractère prolifique des données engrangées sur la thématique de l'archéologie des espaces ruraux durant la quinzaine d'années écoulée est une évidence. Cependant, la portée globale des résultats est grandement tributaire des

conditions et des modalités de la recherche. Sur cet aspect, le bilan note des avancées mais aussi des reculs.

Les référentiels typochronologiques

En la matière, le recul le plus inquiétant, souligné par certains chercheurs, concerne l'étude des témoins de « la vie matérielle » ou du mobilier, entraînant un certain manque de prudence quant aux attributions chronologiques. Le faible nombre de spécialistes y est pour une grande part. Mais certaines orientations qui privilégient les études de peuplement, spatiales et diachroniques, ont contribué à « ringardiser » ce qui doit pourtant être considéré comme un domaine fondamental de l'archéologie. Pour l'Antiquité, on peut craindre le recours, par routine, aux référentiels fixés depuis longtemps qui mériteraient des révisions. Il convient de souligner l'apport déterminant des congrès réguliers organisés par la SFECAG, outil efficace de divulgation rapide des avancées en matière d'études céramologiques. Pour le Moyen Âge, la vision d'ensemble se heurte à l'extrême diversité des faciès régionaux, si bien que chaque région doit construire ses propres référentiels. On enregistre de réels progrès dans plusieurs régions où des travaux collectifs progressent en parallèle sur les vestiges immobiliers et sur les collections mobilières⁴⁴. D'une manière générale, la confrontation avec les datations numériques devrait inciter à questionner davantage que cela n'est fait certains critères typologiques communément admis.

Les datations numériques

Les datations par radiocarbone ont connu une expansion considérable au cours de la dernière décennie, particulièrement en contexte médiéval, et c'est heureux ; mais il reste beaucoup à faire pour rationaliser davantage l'utilisation de cette méthode par les archéologues. Le manque de dialogue avec les spécialistes d'archéométrie est manifeste : en amont, lors des choix de prélèvement, mais aussi en aval, pour assurer une interprétation archéologique pertinente des datations. Par ailleurs, le développement des analyses dans le cadre des appels d'offres entraîne le recours à des prestataires éloignés des problématiques des sites de prélèvement. L'impression d'ensemble est celle d'une accumulation de résultats peu discutés et mal valorisés. Quant à l'archéomagnétisme, naturel en contexte artisanal, il est finalement assez peu sollicité au regard du nombre important de structures de chauffe disponibles en contexte domestique, sauf peut-être

44 On citera, par exemple, le PCR « La céramique de l'Antiquité tardive et du haut Moyen Âge (V^e-XI^e siècles) entre Meuse et Rhin » (Inrap Grand-Est Nord), le PCR : « La céramique médiévale dans le Centre-Ouest de la France » et le réseau Iceram qui rayonne à partir de l'UMR de Tours, le PCR : « La céramique médiévale dans les Pays de la Loire et en Bretagne du XI^e au XVI^e siècle » porté par l'université de Nantes, le PCR « Typochronologie de la céramique médiévale dans l'espace bas-normand du X^e au XVI^e siècle » porté par le CRAHAM, les colloques de Dioecesis Galliarum sur « Les céramiques de l'Antiquité tardive en Île-de-France et Bassin parisien », ou encore, la reprise systématique des études céramologiques en Auvergne dans le cadre d'une publication de synthèse en cours.

42 Bonnaire, Wiethold, Gérard et Marchaisseau (2010).

43 Ruas (2005-2006).

pour ce qui est des foyers domestiques de l'Antiquité tardive et du premier Moyen Âge pour lesquels on commence à disposer d'un corpus de dates de qualité. Il y a certainement là un champ à développer.

La culture matérielle et l'histoire des techniques

Il s'agit là de domaines insuffisamment étudiés (cf. les anciens programmes 25 et 26 de la programmation nationale). Ainsi, le vœu émis en 1997 par le CNRA d'établissement d'un catalogue des outils agricoles et artisanaux n'a pas été assez suivi. Certains travaux universitaires constituent des apports notables, mais sont peu diffusés. Ces constats ne sont pas sans rapport avec la question de la conservation-même des collections métalliques éminemment vulnérables.

Les études bioarchéologiques

Si l'impression d'ensemble est celle d'une progression sensible de la contribution des analyses bioarchéologiques dans les recherches sur l'espace rural pour toutes les périodes, des difficultés subsistent : disparités régionales sensibles, mais aussi disparités thématiques. C'est probablement l'apport de la carpologie qui a le plus évolué. L'anthracologie et la palynologie montrent des progrès plus lents et le recours à la palynologie dans le cadre des études de sites correspondant aux périodes historiques demeure souvent mal compris. Mais d'autres domaines restent à développer comme la parasitologie et les analyses concernant les phytolithes, indicateurs d'occupation des espaces. L'archéozoologie, quant à elle, est loin d'être suffisamment sollicitée et les résultats en la matière accusent un déficit inquiétant dans certains secteurs (moins de la moitié des sites importants découverts ces dix dernières années en région Centre ont donné lieu à l'étude de la faune). Ces points faibles sont liés au nombre insuffisant de spécialistes et à leur très inégale répartition sur le territoire, mais aussi aux conditions de coûts et de marché des opérations préventives. D'autre part, ces insuffisances privent les archéologues d'indispensables arguments pour la caractérisation des sites. En contrepoint, on note la volonté d'organisation de certaines équipes en vue de la mise en commun des résultats (cf. dans le Nord-Est pour la carpologie, le Centre-Nord pour l'archéozoologie, la Normandie pour les études paléoenvironnementales). Il faut également noter la remarquable base de données Bioarchéodat du Muséum national d'histoire naturelle de Paris, élaborée initialement dans le cadre d'une ACR, puis de l'ANR « Sociétés, pratiques et environnement : données et résultats de l'archéozoologie et de l'archéobotanique métropolitaines ».

Les études géoarchéologiques

Ces études recouvrent une large palette d'objets et de méthodes. Leur développement est indéniable et l'impression d'ensemble est celle d'un grand foisonnement. Favorisées par la multiplication des opérations de très grande surface, les recherches géomorphologiques ont pu être soutenues grâce au recrutement de spécialistes, notamment au sein de l'Inrap. Les exemples d'application aux dynamiques environ-

nementales hommes/milieu sont nombreux dans le cadre de recherches pluridisciplinaires centrées sur des « territoires ateliers ». Toutefois le passage de l'échelle du site à l'échelle du « hors site » ne va pas de soi : il implique forcément des mises en perspective régionales qui ne peuvent se faire dans le strict cadre de l'archéologie préventive. Se pose alors la question de la pérennité de la coordination scientifique de ces opérations, étalées autant dans l'espace que dans le temps. D'une manière générale, on est face au paradoxe de l'accumulation d'une grande quantité de données, de qualité, de progrès méthodologiques certains, de l'apport sophistiqué des sciences de la terre et de la nature, mais aussi de progrès limités faute de publications suffisantes. Par ailleurs, face au coût des études environnementales et biologiques et de la part d'ajustement que cela peut représenter dans des budgets soumis à la concurrence des opérateurs dans le cadre de l'archéologie préventive, il est souhaitable que les prescriptions et le contrôle de l'État soient exigeants dans ce domaine.

Les prospections

La place prépondérante tenue depuis une quinzaine d'années par les décapages de très vastes surfaces a quelque peu relégué les méthodes classiques de la prospection au sol, méthode apte à apprécier la distribution des établissements, l'organisation du maillage territorial et donc des rythmes de peuplement selon des échelles d'observation micro-régionales, sur des secteurs géographiques et écologiques cohérents (vallée, plaine, plateau). Mais des programmes en cours (Basse-Normandie, Bretagne, Picardie, Bourgogne, Lorraine) montrent que la prospection au sol, combinant les techniques traditionnelles et les plus sophistiquées de la détection, s'attaque avec profit à des territoires inexplorés. Des progrès spectaculaires ont été obtenus, notamment, en milieu forestier grâce aux prospections LiDAR. Ailleurs, la mise en œuvre de prospections pédestres et géophysiques en complément de fouilles, programmées ou préventives, de grandes villas est une formule efficace qui permet d'aborder l'intégration des établissements dans leur environnement et d'en faire ressortir les prolongements dans l'espace et le temps. Le changement d'échelle d'observation qu'autorisent ces méthodes conduit à réviser les schémas traditionnels : les hiatus supposés de l'occupation sont gommés, le concept d'instabilité ou d'isolement des établissements est remis en cause. Surgissent alors des représentations spatiales (facilitées par les SIG) qui compensent les angles morts de la recherche.

Cloisonnement... et décroisonnement

Les chercheurs sont unanimes sur le constat de diverses formes de cloisonnement dans les pratiques professionnelles. Les grandes fouilles trans-chronologiques réalisées sur plusieurs dizaines d'hectares sont l'un des traits marquants de l'archéologie récente. Pourtant, en ce qui concerne les campagnes, elle apparaît encore très cloisonnée entre les périodes, et cela dès la phase de fouille. Pendant et après la fouille, les spécialistes des disciplines connexes ne communiquent pas assez entre eux ni avec les archéologues.

En outre, les programmes d'aménagement des grandes surfaces, en tranches discontinues, accusent le phénomène de morcellement des informations et de dispersion des responsabilités. Il en découle une accumulation de recherches ponctuelles et spécifiques qui apparaissent plus ou moins coupées des problématiques historiques générales.

On note heureusement le développement des formules de travail collectif (cf. les PCR), qui permettent la confrontation des méthodes et des résultats, l'élaboration des approches territoriales, et sont un cadre stimulant pour l'avancement des publications. Les apports des travaux de ces formations sont bien soulignés dans le bilan qui précède même s'il convient de demeurer attentif à la transversalité des collaborations (opérateurs publics et privés) et au soutien financier alloué par les institutions concernées à ces projets collectifs de recherche. Des mesures incitatives de recherches collectives et pérennes (au sein de structures institutionnelles telles que les UMR) sont indispensables.

Les chercheurs sont souvent désespérés devant la multiplicité des sources d'informations et face à la diversité des institutions qui les gèrent. Il faut reconnaître le rôle positif des colloques consacrés au monde rural en matière de décloisonnement institutionnel, chronologique, géographique et thématique, au premier rang desquels les colloques portés par l'Association française pour l'étude de l'âge du fer (AFEAF) et par l'Association d'étude du monde rural gallo-romain (AGER). Les colloques de l'Association française d'archéologie mérovingienne (AFAM), non exclusivement dévolus au monde rural, ont cependant régulièrement abordé la question des habitats ruraux du haut Moyen Âge. Il est important de donner une bonne visibilité à ces rendez-vous réguliers et aux publications qui en émanent. Dans cet ordre d'idée, on citera la table ronde tenue à Caen en 2008 consacrée à l'archéologie des espaces ruraux sur la longue durée, dont la récente publication illustre bien les orientations actuelles de la recherche⁴⁵.

Sous-axes et préconisations

Avant d'aborder les perspectives de programmation, il importe de rappeler avec force que l'archéologie du mode rural constitue un tout insécable : un vaste domaine de recherche consacré à l'exploitation des espaces ruraux depuis leurs origines néolithiques jusqu'à l'époque moderne.

En effet, et, même si c'est un lieu commun, il n'est pas inutile de rappeler que, s'il existe des dynamiques et des formes d'occupations spécifiques à chaque grande période, les transformations de l'espace rural obéissent à des rythmes asynchrones d'une région à l'autre et sont tributaires tant des conditions naturelles que des évolutions socio-économiques ou historiques locales.

Les évolutions récentes de la discipline – les sciences naturalistes et les contributions des géographes n'étant pas étrangères à ce changement de perspectives – ont bien montré tout l'intérêt qu'il y a à saisir l'évolution de l'espace agraire dans la longue durée. Il est donc nécessaire de décloisonner

la recherche en ce domaine et de favoriser tous les projets s'inscrivant dans une perspective diachronique afin de saisir toutes les nuances d'une évolution souvent complexe.

Vestiges immobiliers et mobiliers découverts en fouille et singularité des sites

Une caractérisation plus précise des vestiges découverts en fouille est une priorité. Elle va de pair avec une désignation plus adéquate des structures : secteur artisanal, secteur résidentiel, secteur agricole, secteur funéraire, zone de stockage...

Pour ce faire, il est indispensable que soient préconisées et réalisées non seulement les études environnementales nécessaires, mais également celles portant sur les mobiliers céramique, métallique, lithique et organique et cela par des personnels compétents. Parallèlement, ces efforts redonneront toute sa place à l'étude de l'*instrumentum* au bénéfice de la culture matérielle et de l'histoire des techniques. Ce sont, en effet, ces informations qui permettront de caractériser la nature et le statut des occupations et donc de les nommer en renonçant à la terminologie par trop simplificatrice sous le terme générique « d'habitat rural ». C'est à ce prix que l'on évitera une accumulation de fouilles « technicistes et répétitives » renvoyant l'impression, fautive, de la vanité de la démarche.

Statut des établissements

La hiérarchie des établissements est au cœur des interrogations touchant à l'archéologie des espaces ruraux antiques. Les productions, leur importance et les réseaux de diffusion constituent l'une des voies d'approche, complémentaire de celles, plus académiques, portant sur les architectures et le décor des villas (plans, matériaux, approvisionnements, programmes iconographiques), sur les installations de confort (balnéaires...) et d'agrément (jardins). Les denrées exotiques (qui demandent le recours à la carpologie, l'archéozoologie...) apportent de précieux renseignements sur les élites sociales, de même que les monuments funéraires et les nécropoles attachées aux établissements, ou encore les lieux de culte privés.

L'analyse des équipements des établissements ruraux du Moyen Âge nécessite un intérêt plus soutenu, en dépit de leur caractère souvent ténu et répétitif. Il s'agit de repérer les « marqueurs » matériels (pas seulement mobiliers) susceptibles de faire ressortir les singularités des sites et la qualité de leurs occupants, tels que les indices de lieux de vie ou de travail, lieux de résidence ou dépendances. Il s'agit bien de restituer à l'étude de la culture matérielle son objectif initial, celui de la reconnaissance des pratiques sociales. Dans cet ordre d'idées, on tirera mieux partie des acquis de l'archéologie préventive pour accompagner le renouvellement de la recherche des médiévistes sur les élites rurales. À cet égard, les fouilles exhaustives d'établissements à vocation agricole du second Moyen Âge et de l'époque moderne doivent être favorisées, car elles sont susceptibles de restituer une image assez juste des différents niveaux de la paysannerie.

⁴⁵ Carpentier et Marcigny (dir.) (2012).

Toutes les sources de l'histoire doivent être mobilisées : structures et sédiments, écofactes et artefacts, documentation écrite et planimétrique.

Datation des occupations

Comme cela a précédemment été souligné, les études de mobilier céramique sont souvent succinctes faute d'un nombre de spécialistes suffisant, tandis que l'usage des datations numériques n'est pas toujours maîtrisé.

Il importe de rester vigilant sur ces questions primordiales pour la juste interprétation des sites. Les approches territoriales larges doivent également se garder de se référer à des attributions chronologiques fragiles ou sur-interprétées. La mise en œuvre de méthodes de prospections et de statistiques de plus en plus sophistiquées ne saurait conférer à ces informations une certitude qu'elles n'ont pas. Il faut insister, au contraire, sur la nécessité de confronter les données des approches spatiales à celles des fouilles stratifiées.

Les formes de l'occupation : dépasser le cas d'espèce

Sur le thème de la morphologie des établissements ruraux et des aménagements agricoles qu'ils abritent, il est difficile, tant que l'on raisonne au cas par cas, de distinguer les faits récurrents des données ponctuelles. Les résultats présentent rarement un degré de cohérence suffisant sur chacun des sites explorés et l'on ne saurait trop encourager l'émergence de groupes de travail qui permettront de dépasser les cas d'espèce en dégageant ce qui relève de la règle ou de l'exception.

Devant la grande diversité des établissements, il importe désormais de privilégier les recherches permettant de déterminer non plus seulement des types morphologiques, mais aussi des standards d'organisation spatiale répondant à divers impératifs de production, approche nécessairement doublée d'une étude aboutie des équipements liés à ces dernières. L'étude de l'organisation interne des établissements, couplée à celle des aménagements, des architectures, des matériaux de construction, doit permettre de les caractériser, de déterminer des zones spécialisées (habitation, stockage, locaux abritant des machines, chais, aires de stabulation, jardins...) et de restituer le fonctionnement des établissements dans le cadre de l'économie domaniale.

Approches territoriales et réseaux : dépasser l'échelle du site

L'organisation administrative du territoire des Gaules constitue un contexte déterminant, notamment au Haut-Empire, période au cours de laquelle les cités ne bénéficient pas nécessairement du même droit, impliquant une diversité de statuts de la propriété foncière et d'organisation des territoires. Il en découle que les analyses régionales ayant pour objet une cité ou un espace partagé par deux cités voisines présentent des atouts incomparables. Néanmoins, l'analyse des espaces ruraux antiques doit s'adapter à diverses échelles : un bassin versant, une vallée, une micro-région, la proche campagne d'un chef-lieu de cité, un *pagus*, un grand domaine...

Dans ce cadre, on favorisera toute recherche permettant d'étudier les réseaux d'exploitations alimentant des circuits commerciaux à diverses échelles, dans toute leur complémentarité. Les approches environnementales permettront d'analyser les établissements ruraux dans leur milieu (cadre et conditions d'implantation, ressources naturelles), les interactions qui en découlent et, notamment, l'impact éventuel de celles-ci sur les rythmes de création et d'abandon des établissements. L'insertion dans des systèmes parcellaires, qui restent à définir dans bien des régions, et les relations aux voies fluviales et terrestres constituent, avec toutes les autres composantes des paysages anthropisés (agglomérations, traces agraires, lieux de culte, nécropoles...) le cadre structurant de ces réseaux d'établissements. On s'attachera particulièrement à analyser les permanences et discontinuités de ces réseaux et des établissements qui les composent.

Dans ce cadre, la maîtrise des référentiels typo-chronologique s'avère indispensable.

L'archéologie agraire : un domaine à développer

La caractérisation des productions des établissements ruraux constitue l'un des enjeux majeurs actuels, tant on peine encore aujourd'hui à élaborer un discours cohérent en la matière, en dehors de certaines spécificités (les villas viticoles, par exemple). La spécialisation et/ou la complémentarité des productions (céréaliculture, horticulture, élevage...) nécessite des analyses spécialisées faisant la part de ce qui relève de la consommation domestique et de la production commercialisée proprement dite.

Appareils de production, macro-restes végétaux, restes de faune... doivent être examinés tout autant que les pollens. La production artisanale est partie intégrante de l'économie domaniale et les déchets tout comme les outillages spécifiques servent à en caractériser la nature et l'importance : production du sel, de matériaux de construction, de minerais, de déchets de forge, production céramique, tissage, artisanat du verre, tableterie...

Les activités halieutiques et l'exploitation des zones littorales constituent des champs d'investigation à développer. Ce thème est étroitement complémentaire des thématiques concernant les villes, les agglomérations et les lieux de culte, qui constituent les débouchés commerciaux des productions domaniales.

Enfin, il faut affirmer plus fermement que l'objectif principal de la fouille et de l'étude d'une exploitation agricole est de comprendre son rôle et sa fonction dans un système économique productif. En simplifiant le propos et en s'inspirant des économistes, les questions archéologiques que l'on doit se poser portent donc sur :

- la main-d'œuvre de l'exploitation (en distinguant pour la villa la villégiature de la production) ;
- les bâtiments d'exploitation ;
- les structures de transformation des biens agricoles ;
- les outils ;
- le cheptel ;
- la gestion des fumures et l'amendement des sols ;
- les productions végétales ;
- les modes de stockage ;

- l'équipement de l'*ager* (fossés, mare);
- les relations avec le *saltus* (prélèvement de matériaux).

Fouilles programmées sur les établissements ruraux du haut Moyen Âge et sauvegarde des sources matérielles des sociétés paysannes médiévales

La recherche programmée attachée à l'étude du monde rural est très active en ce qui concerne l'Antiquité et permet aux données de l'archéologie préventive d'être, au moins en partie et dans certaines régions, intégrées dans des programmes structurants. On sait que nombre de villas gallo-romaines sont conservées, pour tout ou partie, dans des réserves archéologiques. En revanche, très peu d'établissements agricoles médiévaux ont été fouillés en France, depuis quinze ans, en dehors du cadre préventif : on assiste ainsi à la disparition, à un rythme soutenu, des vestiges matériels du monde paysan pour des périodes où les témoignages écrits sont extrêmement limités.

Un soutien plus important aux fouilles programmées doit être envisagé et l'on doit se préoccuper de protéger des sites aux structures ténues, tout autant que des ruines de monuments. Outre le classique argument de la formation des étudiants, émergent de nouveaux raisonnements en faveur de recherches complémentaires pour des sites partiellement fouillés dans le cadre d'opérations d'archéologie préventive : les problématiques peuvent être définies et les méthodes peuvent être testées selon une organisation et un rythme propres à la recherche programmée.

Formation des villages et évolution

La problématique du village, autour de laquelle s'est en partie construite l'archéologie médiévale dans les années 1970, doit être régénérée, y compris dans le cadre préventif.

Le développement des fouilles sur grandes surfaces et l'intérêt soutenu pour la problématique des relations hommes/milieu ont eu pour conséquence un certain désintérêt pour les fouilles de moindre surface, particulièrement en milieu villageois. Or, c'est l'exploration de ces milieux encore occupés qui permettra de comprendre les dynamiques de peuplement, de façonnage et de transformation du village.

Cet axe de la programmation doit être relayé dans les prescriptions d'archéologie préventive. Une telle problématique appelle, en parallèle, de nouvelles fouilles de villages désertés associées à de solides enquêtes documentaires.

Diffusion des résultats

Le porter à connaissance des résultats obtenus dans le cadre des opérations archéologiques est un chantier à part entière. Une préconisation forte doit être exprimée à l'adresse des institutions et organismes pour que des formules facilitent la transmission des données sans attendre les délais finaux des publications.

L'objectif est de favoriser l'accès aux résultats de la recherche pour soutenir la réflexion collective et permettre ainsi des travaux de synthèse. Cela passe, au minimum, par la tenue à jour des outils de signalement (Bilans scientifiques

régionaux [BSR], Archéologie de la France-Informations [AdlFI]). L'accès aux données primaires, doit être facilité par la généralisation de la mise en ligne des rapports finaux d'opérations, par la résorption du passif et grâce à un système de consultation plus aisé de ces documents pour les chercheurs et les étudiants. Sans prôner la réalisation utopique d'une base de données nationale, on peut envisager la mise en place d'un portail de collecte des informations de terrains, à l'image de ceux qui existent pour les sciences humaines, où les rapports de fouilles, les volumes numérisés des BSR, les notices d'AdlFI pourraient être signalés.

Dans le domaine des publications proprement dites, le constat général reste mitigé. Depuis 1997, des monographies et des synthèses régionales bien diffusées ont été publiées et ont stimulé d'autres travaux comparables, en cours ou tout juste aboutis. Mais le report de la publication des monographies de sites reconnus d'intérêt majeur par la communauté scientifique handicape les progrès de la recherche. Se pose également la question de l'absorption d'ouvrages imposants (et coûteux!) par les supports éditoriaux disponibles. Une hiérarchisation des informations et des supports éditoriaux s'impose : de nouvelles formes de synthèse sont nécessaires, car on ne peut plus croire que nos connaissances sur les établissements ruraux de l'Antiquité aux Temps modernes, pour ne prendre en compte que ce seul domaine, vont progresser par la simple accumulation d'études monographiques de sites, nécessaires, mais qui tardent souvent à venir. Ces nouvelles synthèses demanderont de passer de la notion d'exemple représentatif à celle de séries.

Perspectives

Au-delà de leur intérêt intrinsèque, les recherches sur le monde rural participent d'un renouvellement global des connaissances des sociétés préindustrielles et, à ce titre, ne peuvent être détachées des thématiques développées autour du fait urbain, de l'économie *lato sensu*, de la construction des espaces sociaux...

Il est nécessaire d'inscrire les recherches qui lui sont consacrées à la fois dans un cadre systémique (dynamiques, organisation, formes, hiérarchie et mise en réseaux des exploitations agraires, productions – y compris artisanales – et relations au milieu naturel/anthropisé...) et dans une perspective élargie (décloisonnement géographique et chronologique [ouverture aux âges des métaux et au monde contemporain]).

Ces perspectives passent par le développement de recherches collectives, thématiques et transversales, dépassant le strict cadre de l'Antiquité et du Moyen Âge, selon diverses focales, de l'établissement rural dans son contexte jusqu'aux enquêtes régionales, en passant par l'analyse des réseaux (productions, marchés...). Dès lors, l'élaboration de programmes interinstitutionnels et interdisciplinaires s'impose d'elle-même.

Références bibliographiques

- Alfonso G., Blaizot F. (2004), *La villa gallo-romaine de Champ Madame à Beaumont (Puy-de-Dôme). Habitat et ensemble funéraire de nourrissons*, Lyon, Alpara, coll. « Documents d'archéologie en Rhône-Alpes et Auvergne », 27, 282 p.
- Bayard D., Collart J.-L. (1996), *De la ferme indigène à la villa romaine, la romanisation des campagnes de la Gaule. Actes du deuxième colloque de l'association AGER, Amiens, 23-25 septembre 1993*, *Revue archéologique de Picardie*, hors-série, 11, 336 p.
- Beck P. et al. (2007), « La mémoire du sol. Les bordes désertées du Bois de Cestres et leur finage (commune de Saint-Martin-du-Mont, Côte-d'Or) », in *Actes du 1^{er} colloque d'archéogéographie, Paris, 3-8 septembre 2007* [archeogeographie.org].
- Ben Redgeb T., Duvette L., Quérel P. (et coll.) (2005), « Les campagnes antiques, bilans et perspectives », in *La recherche archéologique en Picardie : bilans et perspectives. Journées d'étude, Amiens, 21-22 mars 2005*, *Revue archéologique de Picardie*, 3/4, p. 177-222.
- Blaizot F. (2011), *Les espaces funéraires de l'habitat groupé des Ruelles, à Serris (Seine-et-Marne) du VII^e au XI^e siècle : taphonomie du squelette, modes d'inhumation, organisation et dynamique*, Thèse de doctorat soutenue en 2011, sous la direction d'H. Duday, Laboratoire d'anthropologie des populations du passé, Université de Bordeaux I, 2366 p.
- Bonnaire E., Wiethold J., Gérard F. (coll.), Marchaisseau V. (coll.) (2010), « L'alimentation médiévale dans l'Est de la France à travers des études carpologiques de sites champenois et lorrains », in C. Delhon, I. Théry-Pariset, S. Thiébault (dir.), *Des hommes et des plantes. Exploitation du milieu et gestion des ressources végétales de la préhistoire à nos jours. Actes des XXX^e rencontres internationales d'archéologie et d'histoire d'Antibes, 24-26 octobre 2009*, Antibes, Éditions APDCA, p. 161-192.
- Buchsenschutz O., Méniel P. (1994), *Les installations agricoles de l'âge du Fer en Île-de-France. Actes de la table ronde de Paris, 1993*, Paris, Presses de l'École normale supérieure, coll. « Études d'histoire et d'archéologie », IV, 304 p.
- Buffat L. (et coll.) (2011), *L'économie domaniale en Gaule Narbonnaise. Les villae de la cité de Nîmes*, Lattes, Éditions de l'Association pour le développement de l'archéologie en Languedoc-Roussillon, coll. « Monographies d'archéologie méditerranéenne », 29, 296 p.
- Carpentier V. (2007), « *Les Pieds dans l'Eau...* » *La basse Dives et ses riverains, des origines aux temps modernes. Contribution à l'histoire environnementale des zones humides et littorales de Normandie*, Thèse de doctorat sous la direction de Claude Lorren, soutenue en 2007 à l'Université de Caen-Basse-Normandie, Histoire et archéologie des mondes anciens et médiévaux, 7 vol., 2186 p.
- Carpentier V., Marcigny C. (dir.) (2012), *Des hommes aux champs. Pour une archéologie des espaces ruraux du Néolithique au Moyen Âge. Actes de la table ronde de Caen, 8-9 octobre 2008*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 460 p.
- Catteddu I., avec la coll. de Marguerie D. (2007), « Une création parcellaire carolingienne. Les établissements agricoles médiévaux de Montours (Ille-et-Vilaine) », in A. Antoine, D. Marguerie, *Bocages et sociétés. Actes du colloque organisé à l'université Rennes 2, 29, 30 septembre et 1^{er} octobre 2004*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, p. 81-90.
- Chopelain P. (2003), « De la villa au village (VI^e-XI^e siècle). Le processus d'agglomération des habitats du haut Moyen Âge dans la région dijonnaise d'après les données récentes », in F. Passard et al., *Burgondes, Alamans, Francs et Romains dans l'Est de la France, le Sud-Ouest de l'Allemagne et la Suisse. Actes des XXI^e journées internationales d'archéologie mérovingienne, Besançon, 20-22 octobre 2000*, Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté, p. 129-142.
- Collectif (1990), *La recherche archéologique en France, 1985-1989*, Paris, ministère de la Culture, de la Communication, des Grands travaux et du Bicentenaire.
- Collectif (1997), *La recherche archéologique en France. Bilan 1990-1994 et programmation du CNRA*, Paris, ministère de la Culture et de la Communication & Maison des sciences de l'Homme.
- Collectif (2001), *Bilan de la recherche archéologique en Basse-Normandie (1984-2004)*, Caen, ministère de la Culture et de la Communication, Direction générale des patrimoines, vol. II, « L'Antiquité », p. 58-75.
- Conte P., Fau L., Hautefeuille L. (2010), « L'habitat dispersé dans le sud-ouest de la France médiévale (X^e-XVII^e siècle) », in J. Chapelot (dir.), *Trente ans d'archéologie médiévale en France. Un bilan pour un avenir. Actes du IX^e congrès international de la Société d'archéologie médiévale, Vincennes, 16-18 juin 2006*, Caen, Publications du CRAHM, p. 163-178.
- Durand-Dastès F., Favory F., Fiches J.-L., Mathian H., Pumain D., Raynaud C., Sanders L., Van der Leeuw S. (1998), *Archaeomedes. Des oppida aux métropoles. Archéologues et géographes en vallée du Rhône*, Paris, Anthropos, 280 p.
- Fau L. (dir.) (2006), *Les Monts d'Aubrac au Moyen Âge, Genèse d'un monde agropastoral*, Paris, Maison des sciences de l'Homme, coll. « Documents d'archéologie française », 101, 216 p.
- Favory F., Van der Leeuw S. (1998), « Archaeomedes, la dynamique spatio-temporelle de l'habitat antique dans la vallée du Rhône : bilan et perspective », *Revue archéologique de Narbonnaise*, 31, p. 257-298.

●●●

•••

- Ferdière A., Gandini C., Nouvel P., Collart J.-L. (2010), « Les grandes *villae* « à pavillons multiples alignés » dans les provinces des Gaules et des Germanies : répartition, origine et fonctions », *Revue archéologique de l'Est*, 59, p. 357-446.
- Gandel P., Billoin D. (dir. et coll.) (2011), « Le site de Gaillardon à Ménétru-le-Vignoble (Jura) : un établissement de hauteur de l'Antiquité tardive et du haut Moyen Âge », *Revue archéologique de l'Est*, 60, p. 313-421.
- Gandini C. (2008), *Des campagnes gauloises aux campagnes de l'Antiquité tardive. I – La dynamique de l'habitat rural dans la cité des Bituriges Cubi (II^e s. av. J.-C. - VII^e s. apr. J.-C.)*, Tours, FERACF, *Revue archéologique du Centre de la France*, supplément, 33, 512 p., 1 cédérom.
- Garcia J.-P., Chevrier S. (2010), « Le vignoble gallo-romain de Gevrey-Chambertin, "Au-dessus de Bergis", Côte-d'Or (I^{er}-II^e s. apr. J.-C.) : modes de plantation et de conduite de vignes antiques en Bourgogne », *Revue archéologique de l'Est*, 59 (2), p. 505-537.
- Gentili F., Lefèvre A. (dir.) (2009), *L'habitat rural du haut Moyen Âge en Île-de-France*, Travaux du PCR 2004-2006, Guiry-en-Vexin, *Bulletin archéologique du Vexin Français et du Val-d'Oise*, supplément, 2, 296 p.
- Hanusse C. (2012), « Les habitats désertés au moyen Âge. Quelques réflexions à propos d'un paradigme », in V. Carpentier, C. Marcigny (dir.), *Des hommes aux champs. Pour une archéologie des espaces ruraux du Néolithique au Moyen Âge. Actes de la table ronde de Caen, 8-9 octobre 2008*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, p. 157-180.
- Hurard S. (dir.) (2012), *La ferme du Colombier à Varennes-sur-Seine (XVI^e-XVIII^e siècles). Expression matérielle de l'ascension sociale d'élites rurales en milieu humide*, Paris, CNRS Éditions & Inrap, coll. « Recherches archéologiques », 3, 278 p.
- Jeandemange S., Caillet P., Frauciel M., Proteau R., Wiethold J. (2011), « Une ferme seigneuriale (XIII^e-XV^e siècle) à Laquenexy "Entre deux cours" (Moselle) », *Revue archéologique de l'Est*, 60, p. 423-485.
- Lepetz S., Mattered V. (2003), « Élevage et agriculture dans le nord de la Gaule durant l'époque gallo-romaine : une confrontation des données archéozoologiques et carpologiques », *Revue archéologique de Picardie*, 1/2, p. 23-35.
- Leveau P., Raynaud C., Sablayrolles R., Trément F. (2009), *Les formes de l'habitat rural gallo-romain : terminologies et typologies à l'épreuve des réalités archéologiques. Actes du colloque AGER VIII, Toulouse 2007*, Pessac, Éditions de la Fédération Aquitania, 396 p.
- Malrain F., Blancquaert G., Lorho T. (2013), *L'habitat rural du second âge du Fer. Rythmes de création et d'abandon au nord de la Loire*, Paris, CNRS Éditions & INRAP, 256 p.
- Marcigny C., Carpentier V. (2012), *Des hommes aux champs. Pour une archéologie des espaces ruraux du Néolithique au Moyen Âge. Actes de la table ronde de Caen, 8-9 octobre 2008*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 460 p.
- Marion S., Blancquaert G. (1999), *Les installations agricoles de l'âge du fer en France septentrionale*, Paris, Presses de l'École normale supérieure, coll. « Études d'histoire et d'archéologie », 6, 528 p.
- Nin N. (2006), « Synthèse et pré-inventaire de la commune d'Aix-en-Provence », in F. Mocci, N. Nin (dir.), *Aix-en-Provence, Pays d'Aix, Val de Durance*, Carte archéologique de la Gaule, 13/4, p. 124 et p. 169-493.
- Nouvel P., Barral P., Deffressigne S., Riquier V., Séguier J.-M., Tikonoff N., Zehner M. (2009), « Rythmes de création, fonctionnement et abandon des établissements ruraux de la fin de l'âge du Fer dans l'Est de la France », in I. Bertrand, A. Duval, J. Gomez de Soto, P. Maguer (dir.), *Habitats et paysages ruraux en Gaule et regards sur d'autres régions du monde celtique. Actes du XXXI^e colloque de l'AFEAF, Chauvigny, 17-20 mai 2007*, Chauvigny, Association des publications chauvinoises, coll. « Mémoires », 35, p. 109-151.
- Ouzoulias P. (2006), *L'économie agraire de la Gaule : aperçus historiographiques et perspectives archéologiques*, Thèse de doctorat en Archéologie, Besançon, Université de Franche-Comté, 2 vol. [<http://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00011567/fr>].
- Ouzoulias P. (2012), « Les campagnes romaines : quelle spatialité ? Retour sur l'expérience d'Archaeomedes », in V. Carpentier, C. Marcigny (2012), p. 131-156.
- Ouzoulias P., Van Ossel P. (dir.) (1995), *L'époque romaine tardive en Île-de-France. Pré-actes du colloque « Les campagnes de l'Île-de-France de Constantin à Clovis », Paris, 14-15 décembre 1995*, Nanterre, Association Dioecesis Galliarum, coll. « Document de travail », 2.
- Petit C. (2005), *Occupation, gestion des plaines alluviales dans le Nord de la France de l'âge du Fer à l'époque gallo-romaine. Actes de la table ronde de Molesme, 17-18 septembre 1999*, Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté, coll. « Annales littéraires », 786, série « Environnement, société et archéologie », 8, 214 p.
- Peytreman É. (2003), *Archéologie de l'habitat rural dans le nord de la France du IV^e au XII^e siècle*, Saint-Germain-en-Laye, Association française d'archéologie mérovingienne, coll. « Mémoires de l'AFAM », 23, 2 vol., 452 et 432 p.
- Pomarède H., Barberan S., Maufras O., Sauvage A. (dir.) (2012), *La villa de Saint-André de Codols (Nîmes, Gard) du I^{er} au XII^e siècle de n.è.*, Lattes, Éditions de l'Association pour le développement de l'archéologie en Languedoc-Roussillon, coll. « Monographies d'archéologie méditerranéenne », 32, 436 p.

- Réchin F. (dir.) (2006), *Nouveaux regards sur les villae d'Aquitaine : bâtiments de vie et d'exploitation, domaines et postérités médiévales. Actes de la table ronde, Pau, 24-25 novembre 2000*, Pau, Université de Pau, Groupe de recherche archéologique, *Archéologie des Pyrénées occidentales et des Landes*, hors-série, 2, 406 p.
- Reddé M., Barral P., Favory F., Guillaumet J.-P., Joly M., Marc J.-Y., Nouvel P., Nuninger L., Petit C. (dir.) (2011), *Aspects de la romanisation dans l'Est de la Gaule*, Glux-en-Glenne, Bibracte, coll. « Bibracte », 21, 2 vol., 966 p.
- Rendu C. (éd.) (2013), « Habitats et systèmes pastoraux d'altitude (Pyrénées, Alpes, Massif central). L'occupation de la haute montagne, premiers acquis et perspectives. Table ronde de Lattes, 30 janvier 2002 », *Archéologie du Midi Médiéval*, 21 (avant-propos au dossier spécial : « La montagne »), p. 142-224.
- Ruas M.-P. (coord.) (2005-2006), « Cultures des fruits et lieux de culture de l'Antiquité, du Moyen Âge et de l'Époque moderne. Des savoirs en pratiques, des mots et des images. Actes du séminaire tenu à Toulouse, 31 mars-1^{er} avril 2005 », *Archéologie du Midi Médiéval*, 23-24 (dossier spécial : « Fructiculture »), p. 5-206.
- Schneider L. (2007), « Structures du peuplement et formes de l'habitat dans les campagnes du sud-est de la France de l'Antiquité au Haut Moyen Âge (IV^e-VIII^e siècles). Essai de synthèse », *Gallia*, 64, p. 11-56.
- Schneider L. (2010), « De la fouille des villages abandonnés à l'archéologie des territoires locaux. L'étude des systèmes d'habitat du haut Moyen Âge en France méridionale (V^e-X^e siècle) : nouveaux matériaux, nouvelles interrogations », in J. Chapelot (dir.), *Trente ans d'archéologie médiévale en France. Un bilan pour un avenir. Actes du IX^e congrès international de la Société d'archéologie médiévale, Vincennes, 16-18 juin 2006*, Caen, Publications du CRAHM, p. 133-161.
- Trément F. (1999), *Archéologie d'un paysage. Les étangs de Saint-Blaise (Bouches-du-Rhône)*, Paris, Maison des sciences de l'Homme, coll. « Documents d'archéologie française », 74.
- Valais A. (dir.) (2012), *L'habitat rural au Moyen Âge dans le Nord-Ouest de La France (Deux-Sèvres, Ille-et-Vilaine, Loire-Atlantique, Maine-et-Loire, Mayenne, Sarthe et Vendée)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 790 p.
- Zech-Matterne V. (2001), *Agriculture et alimentation végétale durant l'âge du Fer et l'époque gallo-romaine en France septentrionale*. Montagnac, Éditions Monique Mergoïl, 310 p.

Axe 11



Vue aérienne du village fortifié du XII^e siècle de la Garde-Freinet (Var), qui a fait l'objet de fouilles par l'Inrap en 2014 (cliché Ch. Hussy, DRAC-SRA Provence-Alpes-Côte d'Azur).

Les constructions élitaires, fortifiées ou non, du début du haut Moyen Âge à la période moderne

Les dernières décennies, tout particulièrement depuis les années 1990 et la définition d'un programme dédié au château, ont connu un indéniable progrès dans la connaissance des résidences fortifiées. Ces avancées sont devenues plus marquantes depuis le début des années 2000, offrant des colorations diverses, nées de l'émergence ou de l'affirmation de nouveaux champs d'enquête. L'archéologie préventive y a joué un rôle non négligeable aux côtés de l'archéologie programmée qui demeure prépondérante.

Ces recherches diverses par leur nature et leur cadre d'intervention se sont d'abord concentrées sur le château, l'un des « représentants » les plus emblématiques du Moyen Âge. Mais il faut reconnaître, au fur et à mesure des découvertes, combien ce terme semble vague et générique, prêtant facilement à confusion et couvrant, « par flottement », des réalités historiques, sociales, morphologiques, politiques ou encore symboliques bien diverses. Le château médiéval, devenu aujourd'hui une notion difficile à manipuler, est un objet soumis à de profondes ré-interrogations de la part des archéologues et des historiens médiévistes. Ces derniers en sont venus à questionner davantage la diversité des formes des lieux de pouvoir comme de représentation, et l'analyse a dépassé largement celle du château-forteresse, considéré sous le seul angle d'« objet architectural et militaire ».

Le château ne peut ainsi plus être retranché du discours sur les sociétés médiévales et modernes comme étant un objet à part, une entité indépendante, favorisant la partition d'une société d'ordres, au détriment d'une lecture des sociétés dans leur complexité et leur mobilité. Il importe aujourd'hui de le remettre à sa juste place. À l'image des sociétés préhistoriques dont on connaît surtout l'outillage lithique, le château, témoin emblématique du Moyen Âge, ne doit pas faire oublier toutes les formes moins pérennes ou plus discrètes des lieux de pouvoir. Il doit être utilisé comme un outil de la « re-composition » des paysages sociaux des périodes médié-

vale et moderne. En outre, l'archéologie a permis de montrer ces dernières décennies, au gré des découvertes nombreuses, que le lieu de pouvoir, la construction élitaires, n'est pas nécessairement monumentale ni fortifiée.

De la redéfinition de la notion d'habitat élitaires, d'élite et de lieux de pouvoir et même de fortification dépend celle de la société médiévale et moderne dans son ensemble et d'une compréhension renouvelée des stratifications sociales.

Bilan et enjeux

Comme le notait Élise Boucharlat en 2009 « les catégories morphologiques instaurées initialement par les chercheurs ne sont plus étanches, entre châteaux de terre et châteaux de pierre, entre châteaux à motte, enceintes et plates-formes fossoyées, entre résidences des champs et maisons des bourgs »¹. On parle donc à juste titre de décloisonnement des champs d'enquêtes.

La recherche est foisonnante et dynamique mais présente des disparités selon les régions. Celles demeurées longtemps à part, comme la Bretagne, connaissent aujourd'hui une véritable dynamique. On peut en juger avec les travaux menés sur le site carolingien de Bressillien à Paule et le site castral de Guingamp (Côtes d'Armor) ainsi que les études des châteaux de Suscinio (Morbihan), du Guildo à Créhen (Côtes d'Armor) ou de la Roche-Maurice (Finistère). Mais de fortes disparités peuvent exister au sein de mêmes régions. Ainsi, les recherches conduites en Alsace se sont principalement focalisées sur les sites de hauteur, surtout dans le massif vosgien, moins le Jura. Les sites de plaine (cours royales, mottes, tours d'habitation...) ou du piémont y restent sous représentés alors que le potentiel existe bien (exemples de tours

¹ Boucharlat (2009).

d'habitat conservées dans diverses communes du vignoble, habitat urbain élitaires strasbourgeois, par exemple), ce dont témoigne la thèse inédite d'Adrien Vuillemin consacrée aux enceintes villageoises en moyenne Alsace (Strasbourg, 2014). Dans le Sud-Ouest de la France, si le Périgord reste assez peu étudié, la partie centrale du massif pyrénéen a connu une évolution positive ces dernières années.

Depuis quelques décennies, on constate par ailleurs une diminution générale des opérations de longue haleine. Certes, à moins de disposer d'une structure forte pérenne, le plus souvent universitaire, et d'une forte capacité « personnelle » de renouvellement sur la durée, il est difficile d'ignorer la difficulté d'aboutir à une publication de synthèse au bout de quinze ans de recherches, voire plus. Mais à l'exemple d'Andone (Charente), du château comtal de Montfélix à Chavot-Courcourt (Marne) ou aujourd'hui de Boves (Somme) et d'Orville (Île-de-France), on peut constater que les sites souvent très complexes ne peuvent être saisis qu'à partir d'une investigation « totale » ou presque. À l'inverse, on peut s'inquiéter qu'une forte majorité d'opérations soit entreprise sur des durées plus courtes, de l'ordre de trois années renouvelées au maximum une seule fois. Ainsi, en parallèle des quelques grands sites emblématiques, pour l'étude desquels il est indispensable de veiller à bien évaluer les moyens et le temps par rapport aux objectifs envisagés, nombre de recherches ne concernent qu'un unique monument. Encore ne sont-elles pas à l'abri du risque de voir la recherche abandonnée au milieu du gué, dans un état posant davantage de questionnements que de résultats concrets ! À cet égard, la mise en œuvre des moyens adaptés aux objectifs scientifiques visés n'a pas toujours été optimale et les résultats pas toujours à l'unisson d'une analyse exhaustive et fine. Enfin, il n'est pas certain que les projets collectifs de recherche puissent, en ce domaine, suppléer à cet état de fait, même s'ils peuvent s'avérer être un indéniable facteur de dynamisation des équipes de recherche.

Comme le soulignaient déjà les contributeurs de la programmation publiée en 1997, « seules des études de longue haleine portant sur l'ensemble d'un site sont susceptibles de répondre aux questions sur les origines et l'évolution du château, la répartition des espaces et la vie matérielle en son sein, les réseaux de fortifications et leur hiérarchie ». Cette réflexion demeure d'actualité, tout en se portant sur une typologie plus ouverte de constructions et sites.

Comme partout, à l'initiative des services patrimoniaux (services régionaux de l'archéologie et conservations régionales des Monuments historiques) les interventions réalisées sur les édifices protégés au titre des Monuments historiques sont devenues courantes avec des acquis considérables pour des sites castraux tels que Saumur et Angers (Maine-et-Loire), Chinon (Indre-et-Loire), Caen et Falaise (Calvados), Pons (Charente-Maritime), Ventadour (Corrèze), tout comme pour les grandes enceintes du Mont-Saint-Michel (Manche), Rennes (Ille-et-Vilaine), Bordeaux et Saint-Émilion (Gironde), Périgueux (Dordogne), Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône), Strasbourg (Bas-Rhin)... Toutefois, trop souvent, bon nombre d'interventions conduites dans ce cadre contraint n'ont pas toujours permis d'aborder les édifices ou les sites dans leur globalité,

ni de manière suffisamment approfondie. Ce ne sont alors que des fenêtres bien étroites qui peuvent forcer l'hypothèse au moment de la conclusion. La nécessité de poursuivre ou conforter par d'autres programmes les premières avancées acquises reste une priorité.

Toutefois, il faut souligner les apports récents de l'archéologie préventive sur des sites aristocratiques (Pineuilh [Gironde], Guingamp [Côtes d'Armor], Caen [Calvados], château médiéval des comtes de Toulouse [Haute-Garonne], Viarmes [Val-d'Oise]...) et, plus généralement, ceux de l'archéologie du bâti qui se déploie enfin aujourd'hui de manière quasi générale sur le territoire : cela a notamment permis d'affiner des datations et de mieux distinguer les phases d'évolution des monuments. Elle permet d'aborder également des petits habitats élitaires ruraux ou urbains, de réinterroger des enceintes urbaines ou villageoises ou des pôles castraux dont on discerne enfin les premières phases architecturales. Mais le développement de recherches portant spécifiquement sur le bâti maçonné a parfois été opéré au détriment de la fouille classique, comme si l'archéologie du bâti suffisait à répondre à toutes les questions... Il importe donc de reconnaître les apports comme les limites de la méthode.

Force est aussi de constater la disparité des sujets d'intérêt et donc d'avancée de la recherche sur la thématique du château : dans plusieurs régions, elle s'est élargie à la notion de résidence élitaires, fortifiée ou non, et ailleurs à celle du château aristocratique et ses composantes. La nature des problématiques suivies est donc éminemment variable. De manière générale, dans la France du Sud-Est et du Sud-Ouest, la question privilégiée a été celle de la morphologie des habitats fortifiés et du pôle castral, étudiée en relation avec les modes et dynamiques de peuplement de territoires hérités de l'Antiquité. Le plus souvent, la fortification peut être perçue comme un élément indissociable de l'habitat. Elle tire même ses valeurs de sa relation réciproque avec les autres constituantes de celui-ci, à savoir les unités d'habitations, les équipements économiques, l'organisation du terroir, plus largement la mise en place d'un nouveau peuplement au sein d'anciens territoires.

À l'inverse, dans la France du Nord, l'approche paraît encore trop marquée par une conception très architecturale du château. Il est trop souvent traité comme une entité isolée, des progrès étant cependant indéniables sur les aspects relevant de sa genèse ainsi que sur les caractéristiques de ses fortifications et de sa structuration interne.

Pour caricaturale qu'elle puisse paraître, cette analyse relève en tout cas un profond renouveau de la recherche dans le Sud de la France à l'exemple des travaux de Luc Bourgeois et Laurent Schneider. Les actes du colloque de juin 2012, tenu à Chauvigny : « Demeurer, Défendre et paraître. Orientations récentes de l'archéologie des fortifications et des résidences aristocratiques médiévales entre Loire et Pyrénées », publiés en 2014, en sont le témoin et cela ne peut qu'inciter les « écoles » du Nord à y puiser de nouvelles réflexions sur les relations entre le pôle castral et les formes et modalités de peuplement.

Les champs d'enquêtes se sont notablement élargis. La plupart des régions françaises sont animées par des travaux soutenant l'inventaire des sites fortifiés (Normandie,

Bourgogne, Aquitaine, Rhône-Alpes, Midi-Pyrénées, Alsace, Provence-Alpes-Côte d'Azur, par exemple). Parallèlement, la recherche s'est fortement penchée sur la question de la genèse des ensembles castraux, de pierre comme de terre et de bois. À cet égard, l'exemple de la fouille de Boves (Somme) mérite d'être signalé ainsi que les travaux initiés par Michel Fixot et poursuivis par Daniel Mouton sur les sites d'Allemagne-en-Provence ou de Niozelles (Alpes-de-Haute-Provence). Il faut souligner les recherches, encore trop peu nombreuses en France, portant sur l'analyse de la structuration interne des basses-cours (Normandie, Île-de-France, Bretagne, Picardie, Nord-Pas-de-Calais, Aquitaine, Provence-Alpes-Côte d'Azur) dont témoignent les travaux conduits par Anne-Marie Flambard-Héricher sur Bretoncelles (Orne) puis à Château-Ganne à la Pomeraye (Calvados).

Les réflexions actuelles s'ouvrent à la notion de « construction élitare », fortifiée ou non.

Le terme « élitare » est à préférer à celui d'« aristocratique » qui paraît trop réducteur : en effet, il établit une césure entre les habitats de la haute paysannerie et ceux des élites artisanales et surtout de la riche bourgeoisie urbaine. Or, ils sont présents aussi bien dans le monde urbain que dans le monde rural, tels le château de Morlanne (Pyrénées-Atlantiques) et la maison forte de Lacassagne, à Boé (Lot-et-Garonne). Cette dernière illustre un type de construction, en l'occurrence une bastide établie dans une propriété foncière bourgeoise, sur laquelle se manifeste un fort enjeu social. Cette approche, autour de laquelle sont appelés à se côtoyer davantage historiens, historiens de l'art, historiens de l'architecture et archéologues, interroge les formes diverses et parfois complexes que les constructions élitaires ont revêtues depuis la fin de l'Antiquité tardive. Elles interpellent ainsi une diversité typologique que l'on peine encore à bien cerner tant les formes de ces habitats apparaissent nombreuses. Il peut s'agir de monuments (*turris*, donjon, bastide, maison forte, manoir...) ou d'ensembles plus complexes (palais, *castrum populatum* et *castra* ou *oppida* du Sud, castelnaux...). Du reste, la variété du champ lexical relevée dans les sources écrites pour désigner le même type de sites témoigne d'une grande diversité d'appréciation (pour la *domus*, le *manerium* par exemple), avec une multiplicité des variantes au travers de leurs significations et de leurs acceptions (évoluant de plus d'une langue à l'autre).

Les inventaires souvent réalisés dans le cadre de projets collectifs de recherche sont venus enrichir le corpus des sites fortifiés. Mais ils abordent aussi, plus largement, celui des constructions présentant souvent un caractère ostentatoire. Ces dernières manifestent, par leur présence, leur architecture ou leur ornementation, des enjeux divers, souvent autres que défensifs, qui s'appliquent jusqu'au château dans la ville qui en est le meilleur représentant. C'est une recherche qui aborde enfin pleinement le long Moyen Âge, depuis la fin de l'Antiquité tardive jusqu'au début de la période moderne. Dans ce cadre, se signalent les travaux menés dans le Sud-Est, qui visent à comprendre les formes et modes de peuplement de territoires hérités de l'Antiquité, ce que Laurent Schneider désigne comme étant une nouvelle forme de « territorialisation des pouvoirs et d'encadrement des espaces ruraux ».

L'analyse des habitats fortifiés de hauteur, de la genèse et de l'évolution des *castra* depuis l'Antiquité tardive constitue une approche innovante permettant d'aborder les formes diverses du peuplement et l'émergence de nouvelles hiérarchies ou de cadres de pouvoirs. Cette recherche, qui concerne des établissements perchés et fortifiés, s'est déployée en Provence, Languedoc et Rhône-Alpes ainsi qu'en Auvergne ou encore en Franche-Comté. On peut aussi mentionner les récentes interrogations sur les palais carolingiens d'*Aquitania* (vaste territoire s'étendant entre Loire, Rhône, Pyrénées et côtes atlantiques). S'y ajoutent les acquis de travaux forçant dorénavant le regard sur les IX^e-X^e siècles qui s'avèrent être véritablement les siècles d'émergence d'ensembles castraux (Château-Thierry [Aisne], Boves [Somme], Pineuilh et Andone [Charente], Falaise [Calvados], Bressillon à Paule [Côtes d'Armor], la tour d'Albon [Drôme], Mayenne [Sarthe], Langeais [Indre-et-Loire], Pons [Charente-Maritime], Saissac ou Talmont [Vendée] (si proche des forteresses de haut rang comme Tours, Fécamp...). Que leur origine ne remonte plus aux XI^e-XII^e siècles est un fait marquant, le château s'avérant ne pas être une création du second Moyen Âge. Pour le Sud-Ouest, on commence ainsi à mieux saisir le processus de formation des fortifications de terre et de bois entre le VIII^e et le X^e siècle. Encore faut-il se méfier des raccourcis et s'interroger sur la morphologie comme sur la fonction de sites du haut Moyen Âge plus tard transformés ou donnant naissance à des résidences fortifiées. Des découvertes effectuées, par exemple, à Oisy-le-Berger (Nord) ou Demuin (Somme), révèlent que de semblables interrogations peuvent être portées dans le cadre de l'étude de la mise en défense d'habitats d'origine altomédiévale.

Chacun connaît la mise en évidence, par Pierre Toubert, du processus de l'*incastellamento*². P. Toubert a démontré la place des structures fortifiées dans l'organisation du territoire villageois en mettant aussi l'accent sur les rôles, autres que défensifs, que pouvait jouer le pôle castral dans la vie médiévale. C'est en partie l'objet des recherches menées dans le Sud-Est.

Les études portant sur les habitats fortifiés se sont récemment développées, principalement dans la moitié Sud de la France, abordant notamment de grands sites castraux à basse-cour aristocratique de la fin du haut Moyen Âge et surtout du second Moyen Âge relevant du *castrum populatum*, siège de pouvoir seigneurial et d'habitat fortifié pluri-lignager, associé aussi à des lieux de culte et souvent à un habitat subordonné. On mesure ici le caractère complexe du phénomène castral qui pose la question de la fonction de nombreux enclos souvent improprement décrits sous le nom trop générique de « basse-cour ». Par ailleurs, l'existence sur un même site de plusieurs seigneuries a offert une autre image de la morphologie castrale, à l'exemple de Chauvigny (Vienne), où les enceintes résultent d'un système de co-seigneurie, en l'occurrence une association ayant pour objet de former une autorité unique œuvrant pour une défense conjointe. Le cadre des espaces fortifiés habités a constitué un autre champ

2 Toubert P., *Les structures du Latium médiéval. Le Latium méridional et la Sabine du IX^e siècle à la fin du XII^e siècle*. Thèse de doctorat, 1973.

d'étude, illustré par les *castelnaux* (cf. ceux de l'Adour dans les Landes et du Béarn), associant originellement, dans un même ensemble, espace seigneurial et espace villageois souvent structurés par une rue médiane.

La recherche a ainsi abordé des cas illustrant pleinement la manifestation des enjeux de pouvoir, notamment dans le cadre des palais princiers ou d'enceintes urbaines antiques progressivement « castralisées ». Le château Narbonnais à Toulouse, celui de Nîmes et la Porte d'Arles reconverte en *castellum* aux ^{x^e}-^{xⁱ} siècles, la « *Magna Porta* » de Périgueux comme la porte d'Aix démontrent que l'architecture antique a bien été bien réutilisée au service de revendications dynastiques. Les enceintes de bourgs comme de villes (encore si mal connues et souvent guère au-delà de leur enveloppe encore visible) ne peuvent donc uniquement se traiter sous l'angle de l'analyse du monde urbain. Ces questionnements sont concomitants aux travaux qui ont conduit à repenser les hiérarchies sociales médiévales (dont la notion d'élite) et la place de la construction élitaires dans une composition complexe tant sur les aspects sociaux, culturels, qu'environnementaux, politiques ou symboliques.

Enfin, de nombreux travaux ont permis de renouveler les connaissances sur l'évolution architecturale de grands ensembles castraux (Vincennes [Val-de-Marne], Lillebonne [Seine-Maritime], Caen [Calvados], Châteaux-Thierry [Aisne], Carcassonne [Aude], Angers [Maine-et-Loire], Montmorency et La Roche-Guyon [Val-d'Oise], Montargis [Loiret]...) en s'intéressant autant à leur enveloppe défensive qu'aux aspects relevant de la culture matérielle au sein des hautes et basses cours castrales. Ils ont abordé aussi bien la morphologie des châteaux Plantagenêts (Pays-de-Loire, Normandie) avec les adaptations aux progrès de l'armement de siège et de l'artillerie, que la représentation du pouvoir au sein de forteresses qui sont elles-mêmes, on ne peut en douter, des marqueurs de pouvoir sur un territoire, à l'exemple de la forteresse de Villebois-Lavalette (Charente). Ils ont ainsi révélé une plus grande complexité morphologique des sites, bien différente de celle qui est donnée à voir.

Il convient donc d'insister sur l'apport considérable de l'archéologie à la compréhension de l'organisation spatiale des résidences et à leur évolution, en ce qu'elle permet de comprendre la logique interne d'ensembles à vocations multiples et souvent complexes conjuguant de manière plus ou moins forte défense, symbole, résidence, administration, religion et économie.

La culture matérielle des sites élitaires a aussi fait l'objet de nombreuses études qui montrent la voie (cf., par exemple, le cas des rejets de cuisines liés à des banquets « royaux » au château de Caen ou encore les fouilles du Louvre à Paris).

On se demande souvent s'il existe ou même s'il est possible de définir un « marqueur » du mode de vie élitaires, susceptible d'être appréhendé au travers de l'étude des mobiliers. Mais il peut aussi être recherché, à l'échelle d'un site ou d'une aire spécifique d'usages, pour identifier des savoir-faire particuliers, des comportements sociaux ou économiques, des symboles. Cette démarche interroge également les choix de consommation, la diversité des modes d'approvisionnement, les manifestations de niveaux de vie différenciés. Plus large-

ment, cela ouvre sur la question fondamentale de la caractérisation et de la hiérarchisation des élites rurales ou urbaines et il ne s'agit pas de ne s'intéresser qu'aux consommations et pratiques ostentatoires. Si l'on exclut les franges supérieures des élites seigneuriales, les élites de moindre rang comme les élites intermédiaires et *a fortiori* les franges inférieures des élites rurales ou urbaines partagent avec le reste de la société une culture commune au sein de laquelle sont dispersés les signaux distinctifs. Les élites peuvent être caractérisées par des sites manifestes aux consommations banales, mais les indicateurs peuvent tout autant être cherchés sur des sites *a priori* modestes où les modes de consommation peuvent témoigner de pratiques de distinction certaine au sein d'un environnement social donné.

Sous-axes et préconisations

À partir de ce bilan, plusieurs sous-axes ont été retenus pour contribuer à orienter une recherche dont les années 2000-2015 ont tracé la voie.

Morphologie des quartiers, des équipements et des constructions élitaires au sein des castra, oppida et établissements de hauteur du début du haut Moyen Âge (IV^e-VIII^e siècles). Ce type d'établissement encore trop peu fouillé en France, commence à être exploré dans le Midi méditerranéen, dans l'Allier et l'arc Jurassien, mais demeure encore passablement méconnu dans d'autres régions, bien que des sites puissent lui être rattachés.

Genèse, fonction, morphologie et développement des palais laïcs et/ou ecclésiastiques, résidences et fortifications de la période mérovingienne à la fin de la période carolingienne. Dans de nombreuses régions (comme l'Alsace ou la Normandie), la question de la morphologie comme celle de la genèse des résidences élitaires au haut Moyen Âge n'ont été que peu ou pas encore abordées. Ailleurs, les hypothèses avancées sont à même de soutenir des démarches de terrain, non seulement en termes de vérification mais plus encore d'études approfondies.

Diversité des formes de l'habitat des élites rurales ou urbaines : morphologie, choix d'exploitation, niveaux sociaux, expression du pouvoir. On soulignera, par exemple, le grand intérêt d'une recherche sur les hôtels urbains, princiers ou patriciens (aristocratiques ou non), qui demeure encore trop discrète. Il conviendrait d'insister notamment sur les modes de circulation au sein de ces espaces, en particulier sous l'angle du rapport étroit avec la catégorisation des populations qui y vivaient ou y transitaient.

Constitution de catalogues de référence des mobiliers. Il convient de référencer les mobiliers découverts dans les sites fouillés afin de mieux distinguer, par une approche plus systémique, l'expression mobilière du mode de vie élitaires par rapport à celle d'autres sociétés, dont la société paysanne. Au-delà des catalogues, ces collections permettraient de s'interroger sur des thèmes tels que les marques de distinction décelables à travers la culture matérielle, les constructions élitaires

conçues comme des centres de production, de collecte de redevances et de consommation, ou encore l'économie de la construction élitaires.

Pour une approche diachronique de l'analyse paysagère de l'environnement des constructions élitaires, ou construction et maîtrise des espaces paysagers aux abords des constructions élitaires. Ce point est encore plus prégnant pour les enceintes urbaines et peut inclure des éléments symboliques et économiques (pigeonniers, garennes, viviers, jardins, parcs de chasse...) mais aussi l'ensemble des travaux hydrauliques dont l'importance a longtemps été sous évaluée.

Fonction, morphologie et articulation des enclos ou enceintes des sites castraux (IX^e-XVI^e siècles). Ce sujet peut concerner aussi bien des basses cours à fonction artisanale ou domestique, que des quartiers dévolus aux milices castrales ou résultat de partages entre plusieurs co-seigneurs, des habitats lignagniers fortifiés, des villages, des parcs de chasse...

Enceinte urbaine, enceinte villageoise, frontière fortifiée. Il s'agit d'aborder le mode d'expression d'un pouvoir, à l'articulation de milieux politiques, culturels ou militaires, ou simple objet architectural à fonction militaire.

Perspectives

Il paraît ainsi important de considérer l'ensemble du phénomène des résidences élitaires, dans le temps long, depuis ses origines jusqu'à ses derniers développements.

La recherche ne doit plus se limiter aux microcosmes sociaux que constituent les grandes résidences élitaires, dont l'espace peut être scindé en fonction de l'existence de co-seigneureries, de milices castrales, d'établissements religieux ou à caractère civil. La production et la consommation dans les espaces élitaires, tout comme les usages très divers des fortifications urbaines selon les périodes doivent également être abordés à partir de l'étude des assemblages de mobilier, des détails d'aménagement interne et de la prosopographie.

Un autre aspect marque ce nouveau type d'approche, celui des relations, parfois complexes et difficiles à restituer, entre les résidences élitaires et leur environnement : en effet, celles-ci modifient de façon plus ou moins prégnante, le paysage « immédiat » qui les entoure qui peut devenir un marqueur politique et symbolique fort de l'élite.

Enfin, il paraît important d'insister sur l'absolue nécessité scientifique du maintien d'une archéologie programmée reposant sur des fouilles de longue haleine et sur la reprise des inventaires régionaux, mieux couplée avec l'étude des sources écrites.

De même on ne peut que souhaiter une meilleure concertation entre historiens, archéologues et historiens de l'art pour une approche plus systémique du phénomène de la résidence élitaires, l'environnementaliste devant aussi avoir part à ce type de recherche.

La recommandation ultime demeure, encore et toujours, l'effort de publication, notamment en ce qui concerne les monographies attendues de fouilles castrales.

Références bibliographiques

- Barraud D., Hautefeuille F., Rémy C. (dir. et coord.) (2006), *Résidences aristocratiques, résidences du pouvoir entre Loire et Pyrénées X^e-XV^e siècles. Recherches archéologiques récentes, 1987-2002. Actes du colloque de Pau, 3-5 octobre 2002*, Carcassonne, Centre d'archéologie médiévale du Languedoc, *Revue Archéologie du Midi médiéval*, supplément, 4, 472 p.
- Blary F. (2013), « Origines et développements d'une cité médiévale, Château-Thierry : approches archéologique et historique d'une petite ville d'accession médiévale », *Revue archéologique de Picardie*, supplément, 29.
- Boucharlat É. (2009), « Panorama de l'archéologie castrale en France », *Revue archéologique du Centre de la France*, 48 [http://racf.revues.org/1353].
- Bourgeois L. (2006), « Les résidences des élites et les fortifications du haut Moyen Âge en France et en Belgique dans leur cadre européen : aperçu historiographique (1955-2005) », *Cahiers de civilisation médiévale X^e-XII^e*, 49, p. 113-142.
- Bourgeois L. (dir.) (2009), *Une résidence des comtes d'Angoulême autour de l'an Mil. Le castrum d'Andone (Villejoubert, Charente). Fouilles d'André Debord (1971-1995)*, Caen, Publications du CRAHM, 562 p.
- Bourgeois L., Rémy C. (dir.) (2014), *Demeurer, défendre et paraître. Orientations récentes de l'archéologie des fortifications et des résidences aristocratiques médiévales entre Loire et Pyrénées. Actes du colloque de Chauvigny, 14-16 juin 2012*, Chauvigny, Association des publications chauvinoises, coll. « Mémoires », 47, 700 p.
- Burnouf J. (2007), « Les estimateurs archéologiques de l'interprétation sociale de la notion d'élite et la question des lieux centraux », Sonderdruck aus : *Deutsche Königspfalzen, Beiträge zu ihrer historischen und archäologischen Erforschung*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, p. 35-44.
- Burnouf J., Metz B. (1986), « Sic et non. Archéologie et histoire de la maison forte alsacienne : points de vue contradictoires à partir de l'exemple de Mittelhausen », in M. Bur (dir.), *La maison forte au Moyen Âge. Actes de la table ronde de Nancy-Pont-à-Mousson des 31 mai-3 juin 1984*, Paris, CNRS Éditions, p. 153-162.
- Centre de Castellologie de Bourgogne (publications du) [http://cecab-chateaux-bourgogne.fr]
- Collectif (2014), « Archéologie et monuments historiques », *Monumental*, semestriel 1, 128 p.
- Cursente B., Mousnier M. (dir.) (2005), *Les territoires du médiéviste*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 464 p.

•••

- Débax H. (2012), *La seigneurie collective. Pairs, pariers, paratge : les coseigneurs du XI^e au XIII^e siècle*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 464 p.
- Ettel P., Flambard Héricher A.-M., O'Connor K. (dir.) (2012), *L'origine du château médiéval. Études de castellologie médiévale. Actes du colloque international de Rindern (Allemagne), 28 août-3 septembre 2010*, Caen, CRAHM, coll. « Château Gaillard », 25, 336 p.
- Guillot B. (dir.) (2015), *Forges médiévales et écurie de la Renaissance au château de Caen*, Caen, Presses universitaires de Caen, collection des publications du CRAHAM, 404 p.
- Hurard S. (dir.) (2012), *La ferme du Colombier à Varennes-sur-Seine (XVI^e-XVIII^e siècles). Expression matérielle de l'ascension sociale d'élites rurales en milieu humide*, Paris, CNRS Éditions & Inrap, coll. « Recherches archéologiques », 3, 278 p.
- La recherche archéologique en France 1985-1989* (1990), « Naissance, évolution et fonctions du château médiéval (anciens programmes H39 et H40) H17 », Paris, ministère de la Culture et de la Communication, p. 216-225.
- La recherche archéologique en France. Bilan 1990-1994 et Programmation du Conseil national de la recherche archéologique* (1997), « Ancien programme H17 : Naissance, évolution et fonctions du château médiéval », p. 276-286; « Nouvelle programmation P24. Naissance, évolution et fonctions du château médiéval », p. 388-391, Paris, ministère de la Culture et de la Communication & Maison des sciences de l'Homme.
- Litoux E., Cron E. (dir.) (2010), *Le château et la citadelle de Saumur. Architectures du pouvoir*, Paris, Société française d'archéologie, 230 p.
- Maerten M., Mouillebouche H. (dir.) (2010), *L'habitat fortifié en Bourgogne ducale (Côte-d'Or, Saône-et-Loire)*, Base de données sur DVD Rom, Chagny, CeCaB.
- Mouton D. (dir.) (2015), *La Moutte d'Allemagne-en-Provence. Un castrum précoce du Moyen Âge provençal*, Paris, Errance & Aix-en-Provence, Centre Camille-Jullian, coll. « Bibliothèque d'archéologie méditerranéenne et africaine », 19, 172 p.
- Pesez J.-M. (1986), « Maison-forte, manoir, bastide, tour, motte, enceinte, maotied-site, wasserburg ou les ensembles en archéologie », *La maison forte au Moyen Âge. Actes de la table ronde de Nancy-Pont-à-Mousson, 31 mai-3 juin 1984*, Paris, CNRS Éditions, p. 331-341.
- Porte P. (dir.) (2011), *Larina de l'Antiquité au Moyen Âge*, Biarritz, Atlantica-Séguier, 2 vol., Mémoires publiés par l'Association française d'archéologie mérovingienne, XXV, 304 p.
- Remy C. (2006), *Seigneuries et châteaux-forts en Limousin*, Limoges, Culture et patrimoine en Limousin, t. 1 : « Le temps du castrum, X^e-XIV^e siècles »; t. 2 : « La naissance du château moderne, XIV^e-XVII^e siècles ».
- Schneider L. (2007), « Structures du peuplement et formes de l'habitat dans les campagnes du sud-est de la France de l'Antiquité au Haut Moyen Âge (IV^e-VIII^e siècles). Essai de synthèse », *Gallia*, 64, p. 11-56.

Axe 12



Galleries de la mine de cuivre de Bonac-Irazein (Ariège).
Connu des Romains, le site a surtout été exploité au XIX^e siècle;
sa fermeture totale a été ordonnée en 1966 (cliché J.-F. Peiré, DRAC-SRA Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées).

Mines et matériaux associés

Les mines ont joué un rôle majeur dans l'acquisition des ressources, l'organisation et l'aménagement des territoires, leur encadrement politique et la constitution des paysages. Cette recherche s'intéresse à la fois à l'histoire des techniques, à l'histoire géoéconomique, à celle des acteurs de l'activité minière et métallurgique (possédants, techniciens), à son impact sur l'occupation du sol et sur le paléoenvironnement, à l'incidence sur les autres activités humaines...¹. Le sujet ne saurait oublier les activités humaines liées au travail d'acquisition, de transformation, d'utilisation ou de diffusion de ces matériaux.

Bilan et enjeux

En France, la recherche sur ce sujet est encore jeune : elle a débuté à la fin des années 1970. Dès 1982, les chercheurs ont éprouvé le besoin de se regrouper au sein d'une association afin de favoriser les échanges indispensables à l'établissement des fondements, méthodes et objectifs de cette nouvelle discipline. En 2013, la Société archéologique française d'étude des mines et de la métallurgie (SAFEMM) comptait 90 adhérents travaillant sur l'ensemble des périodes chronologiques concernées par le métal et sur l'ensemble de la chaîne opératoire qui va du minerai à l'objet. Les acteurs de cette recherche viennent de différents milieux institutionnels, œuvrant en archéologie préventive comme en archéologie programmée : CNRS, universités, culture, collectivités territoriales, opérateurs privés agréés.

Les rapports de la discipline avec les institutions ont varié au cours de ces trente années d'existence. Cette évolution est perceptible dans l'intitulé des programmes du ministère de la

Culture et de la Communication². En 1994, un important bilan a été établi et publié³. Les nouveaux axes de recherches de la programmation nationale ont alors gommé la spécificité du programme préexistant pour l'englober dans une « Histoire des techniques de la protohistoire au XVIII^e siècle et archéologie industrielle⁴ ». Les conséquences de cette évolution ont été sensibles pour la discipline qui s'est, au même moment, heurtée à la décision du ministère chargé de l'Industrie visant à « mettre en sécurité » les mines, ce qui se traduit généralement par leur destruction. Malgré une forte mobilisation des archéologues, il n'a pas été possible de défendre l'adoption de solutions alternatives à la disparition du patrimoine minier national et il a rarement été possible d'obtenir le temps et les moyens indispensables pour réaliser une véritable étude des sites (cf. *infra*).

Malgré ces aléas, les résultats de la recherche sont de qualité et la communauté s'accroît. Le savoir-faire français en la matière intéresse nos voisins étrangers⁵ et l'interdisciplinarité conduit à des échanges de plus en plus étroits avec d'autres partenaires. Plusieurs projets collectifs de recherche concernent ou ont concerné, en totalité ou en partie, les

¹ Il s'agit ici d'un renouvellement de l'ancien programme 25.

² D'abord baptisée programme H27, puis H3 Mines et métallurgie, cette recherche a été soutenue par le ministère via les services régionaux de l'archéologie.

³ *La recherche archéologique en France. Bilan 1990-1994 et programmation du Conseil national de la recherche archéologique*, 1997, p. 175-188.

⁴ Le programme était alors le P25.

⁵ Béatrice Cauuet et Bruno Ancel en Roumanie, Marie-Christine Bailly-Maitre en Italie (Toscane et Sardaigne) et en Catalogne, Florian Téreygeol au Yémen et en Bolivie, etc.

mines et la métallurgie. D'autre part l'ANR finance des projets centrés sur ce thème⁶.

La recherche s'est d'abord principalement intéressée aux techniques extractives et les pionniers ont eu à « inventer » les méthodes à même d'obtenir des données scientifiques rigoureuses. Depuis une dizaine d'années, une nouvelle génération de jeunes chercheurs est désormais « opérationnelle » et la poursuite des travaux est assurée. Pour autant, cette recherche connaît un tournant important puisque l'accent est mis désormais sur l'approche archéométrique et sur une caractérisation de plus en plus précise des techniques métallurgiques à partir d'analyses chimiques, isotopiques, pétrographiques, paléométallurgiques. Appartiennent notamment à cette veine les travaux conduits sur le métal dans la construction⁷, la recherche sur les signatures isotopiques des non-ferreux (le plomb)⁸, la pétrologie des scories⁹, sur la compréhension des chaînes opératoires¹⁰ et la diffusion des procédés, sur les questions de pollutions, sur les maladies professionnelles...

Le champ de la recherche est large et, selon les périodes et la documentation disponible, prend en compte l'ensemble des phénomènes liés à l'activité minière et métallurgique : les rapports de force politiques et économiques ; les incidences sur le plan social (localisation de l'habitat, évolution du statut des acteurs au fil des siècles) ; les flux des compétences ; les grandes phases de mutations techniques (pourquoi, comment, à partir d'où, selon quel mode de diffusion) ; le poids des données naturelles sur le déroulement de l'activité (géologie et gîtologie, hydrologie, réserves en combustibles) ; l'impact de l'activité sur le paysage et l'environnement (modification de la topographie naturelle, pollution, déforestation)...

L'histoire des techniques a tout à gagner des résultats de l'archéologie. C'est au xv^e siècle qu'ont été publiés les premiers traités et encore concernaient-ils exclusivement la « grande province germanique ». Pour autant, même si les sources documentaires deviennent de plus en plus nombreuses et précises dans le temps, cela ne dispense pas d'une approche archéologique, car on sait qu'il y a souvent une grande différence avec la réalité sur le terrain, même lorsqu'il s'agit de rapports d'ingénieurs des mines du xix^e siècle. Seule une lecture croisée des données fournies par les textes, l'iconographie, l'archéologie et l'archéométrie permet d'écrire

cette histoire des techniques et de la comprendre dans son contexte historique.

On sait, désormais, que ce que les traités de la Renaissance¹¹ illustrent et décrivent était déjà connu et pratiqué depuis l'Antiquité, voire des périodes plus anciennes. Ainsi, l'archéologie a conduit à reconsidérer une affirmation qui revient sans cesse dans les traités : selon ces derniers, l'abattage par le feu, technique particulièrement dévoreuse de bois et très polluante, était réservé aux roches très dures (quartz). L'étude de terrain a montré qu'en réalité, le procédé était très répandu alors même que la nature de l'encaissant ou de la gangue ne le justifiait pas. La généralisation de cette technique a eu des incidences importantes sur la pollution et sur le couvert forestier.

La possession et l'exploitation de gisements miniers sont des faits politiques et stratégiques, tout autant qu'économiques et techniques. Dès le Néolithique, les hommes ont mis en œuvre des techniques minières pour exploiter des gisements, souvent dans des conditions extrêmes. Pour ne citer qu'un exemple, dans les Alpes du Nord, dans le massif de l'Oisans, au Bronze ancien, à plus de 2000 mètres d'altitude, des hommes ont exploité par le feu des gisements de chalcopirite sur plusieurs kilomètres de long alors qu'ils ne disposaient d'aucun combustible sur place. Seules les prospections archéologiques systématiques ont permis la découverte de ce champ filonien très important pour l'étude de la métallurgie alpine (plus de 60 occurrences de chantiers miniers). Durant l'âge du Fer, en Gaule, l'exploitation des mines d'or du Limousin a mis en œuvre des méthodes de drainage (système de vis sans fin) et de soutènement des plus ingénieuses pour l'époque¹². Toutes ces prouesses techniques supposent une organisation et une logistique élaborées¹³ que seule l'archéologie minière et métallurgique permet de mettre en évidence pour des périodes où les mentions textuelles sont rares ou absentes. À l'époque antique, de riches territoires en métaux précieux, très convoités, ont entraîné les légions romaines jusqu'aux limites septentrionales de la Transylvanie en Dacie¹⁴. Afin de s'assurer la maîtrise des métaux, les possédants se sont affrontés, des spécialistes ont cherché à faire évoluer les techniques d'extraction et de transformation des minerais, et les progrès réalisés dans ces domaines ont eu des répercussions directes sur les autres secteurs d'activités : monnayage, armement, agriculture, artisanat, construction... La naissance, au Moyen Âge, de bourgades ou de villes dont la disparition (cf. le cas de Brandes-en-Oisans [Isère]) ou la survie jusqu'à nos jours (tels Argentière en Vivarais [Ardèche], l'Argentière en Embrunais [Hautes-Alpes], Saint-Laurent-le-Minier dans les Cévennes [Gard], Sainte-Marie-aux-Mines dans les Vosges [Haut-Rhin]) sont liées à la poursuite du fonctionnement des mines et sont la preuve manifeste de

6 Par exemple le projet MINEMET coordonné par Béatrice Cauuet et le laboratoire TRACES.

7 Travaux de Philippe Dillmann sur le fer dans la construction du Palais des Papes à Avignon, d'Émeline Lefèbre sur les chaînages de la cathédrale d'Amiens, de Maxime L'Héritier sur la cathédrale de Rouen, d'Amélie Juhin sur les fers du château de Vincennes.

8 Thèse de Sandrine Baron « Traçabilité et évolution d'une pollution métallurgique médiévale de plomb argentifère sur le Mont-Lozère », doctorat de l'Université de Montpellier II, soutenue en 2005.

9 Travaux de Cécile Mahé-Le Carlier (CReAAH UMR 6566 du CNRS), Paul Merluzzo et Marc Leroy (IRAMAT UMR 5060 du CNRS) sur les scories de fer et de non-ferreux.

10 Recherches de Anne-Marie Desauty sur le « Comportement des éléments traces dans la chaîne opératoire sidérurgique directe et indirecte » sous la direction de Philippe Fluzin et Philippe Dillmann (IRAMAT UMR 5060).

11 Comme le célèbre *De Re Metallica* de G. Agricola, ou l'ouvrage du vénitien V. Biringuccio *De la Pirotechnia*, pour ne citer que deux exemples.

12 Cauuet (1996).

13 Bailly-Maître et Gonon.

14 Ancel *et al.* (1998), Cauuet (2008 et 2011), Cauuet et Tamas (2012).

l'impact de cette activité sur l'occupation du sol et la structuration d'un territoire¹⁵.

Pour les étapes situées le plus en aval de la chaîne opératoire, à savoir la réduction du minerai et les phases de post-réduction, les recherches ont majoritairement porté sur la métallurgie des ferreux. Parallèlement, les travaux de recherche conduits sur l'exploitation de l'or durant les âges des métaux ont été menés avec autant d'intensité sur l'ensemble de la chaîne opératoire, de la mine à l'atelier minéralurgique et à la métallurgie, révélant des pratiques d'affinage du métal précieux encore ignorées pour le IV^e siècle av. J.-C. en Gaule¹⁶. Il est difficile de généraliser la vision technique pour une période, cependant de grandes zones peuvent se dégager. Ainsi, par exemple, pour le haut Moyen Âge, il semble que le même type de petits fourneaux soit employé en Lorraine, en Franche-Comté et dans le Jura, sur un espace constitué par l'ancien royaume des Burgondes¹⁷. Les périodes plus tardives ont vu l'apparition de techniques nouvelles basées sur l'utilisation de la force hydraulique. On peut citer parmi celles-ci l'apparition du marteau hydraulique, mise en évidence dans les sources écrites par Catherine Verna et Paul Benoit, dès 1135 à l'abbaye de Clairvaux (Aube). Ici, la preuve archéologique n'est fournie que pour des périodes ultérieures¹⁸. Pour la transition d'importance majeure entre les procédés de réduction directe et indirecte, rappelons que le procédé indirect apparaît et est diffusé entre le XII^e et le XV^e siècle à partir de territoires situés au nord de l'Europe (Suède, Belgique, Allemagne) mais que cette diffusion est encore mal connue.

Cependant, la lecture archéologique de la diffusion du procédé permet d'obtenir une maille bien plus fine et même de mieux appréhender la persistance du procédé direct alors que le procédé indirect est attesté. À ce titre, l'étude des sites de production (par exemple, la forge de Glinet, du XV^e siècle, en Pays de Bray normand [Seine-Maritime]¹⁹), des régions liées à l'emploi d'une technique (cf. la mainmise de la mouline, technique particulière de réduction directe apparue au XIII^e siècle dans les Pyrénées au travers des études historiques et archéologiques²⁰) ou celle des objets dans lesquels il est maintenant possible de lire le procédé de réduction (voir plus bas les travaux sur les fers employés dans les grands monuments) apportent, depuis quelques années, une lecture renouvelée.

La spécificité des vestiges suppose de mettre en œuvre des méthodes à la fois traditionnelles et adaptées aux besoins de la recherche. La première démarche, traditionnelle, est la constitution d'une base documentaire à partir des auteurs anciens, des cartes géologiques, topographiques (toponymie), les plans, cartes et cadastres anciens, les archives médiévales,

les archives récentes et imprimées²¹. L'apport de l'iconographie est important pour les techniques, mais les images sont très rares avant le XVI^e siècle.

L'observation du paysage tient une place essentielle dans ce type d'étude. La prospection aérienne du paysage menée au départ par photo-interprétation, aujourd'hui également au LiDAR, est à la base de la recherche pour mesurer l'emprise des activités extractives de surface, comme souterraines. Ce travail produit des cartographies détaillées des vestiges ayant marqué le relief, tant en zones dégagées qu'en zones boisées : il est indispensable pour comprendre et interpréter la dynamique des travaux, notamment dans les mines exploitées en sédiments alluviaux. Les *baldes*, amas de stériles généralement situés à l'aval des galeries et dépourvus de végétation, constituent un indicateur fiable, de même que les affaissements de terrain ou la résurgence de sources pouvant indiquer l'emplacement d'une galerie effondrée par laquelle se fait l'exhaure des eaux souterraines. Si les méthodes de détection géophysique permettent la localisation des sites métallurgiques, en revanche, elles semblent inefficaces pour détecter les réseaux souterrains.

La cartographie des sites ainsi inventoriés met en évidence la densité et l'impact des activités sur le paysage et le peuplement. Mais, la datation des mines trouvées en prospection est difficile. L'abattage de la roche évolue peu dans ses techniques avant l'usage systématique de la poudre noire à partir du début du XVII^e siècle²². Les traces d'outils laissées sur les parois des chantiers donnent des indications sur les techniques mises en œuvre (abattage par le feu ou par percussion posée ou lancée, préparation des fronts de tailles, qualité de l'outillage), mais ne permettent pas de préciser la chronologie des travaux.

C'est pourquoi, la fouille, sur la longue durée, d'ensembles bien documentés permet de dater des techniques et de mesurer le rôle économique, social, politique et écologique joué par un grand centre ou un district miniers²³. L'archéologie préventive joue désormais un rôle important, car elle a donné accès à des secteurs où l'archéologie programmée n'aurait pas été mise en œuvre. Grâce à ces opérations, il a été possible d'étudier des minières à ciel ouvert et des ensembles de bas-fourneaux pour des périodes encore peu documentées, les âges des métaux ou le haut Moyen Âge. Les recherches menées sur les bas-fourneaux des Clérimois (Yonne) ou sur le tracé de l'autoroute A28 et plus récemment dans le cadre des travaux sur la LGV Le Mans-Rennes en sont l'illustration²⁴.

L'étude archéométrique des vestiges mis au jour fait désormais partie du protocole « ordinaire » des phases de post-fouille, mais elle doit être réalisée dans le cadre de problématiques claires et ne pas consister uniquement en

15 Bailly-Maitre (2004).

16 Cauuet, Happ et Tollon (sous presse).

17 Pour la Lorraine on pourra notamment consulter les travaux de Marc Leroy : Leroy (1997).

18 Bernardi et Dillmann (2005). Observation de traces de l'usage du marteau hydraulique sur les tirants du Palais des Papes en Avignon.

19 Arribet-Deroin (2001).

20 Verna (2001).

21 Les sources antérieures au XIX^e siècle livrent très peu de renseignements à caractère technique, mais informent sur l'évolution du mode d'appropriation, les fluctuations des prix des métaux, les conflits pour la possession des gisements, le mode de gestion des entreprises, etc.

22 Pierre (1993).

23 Bailly-Maitre, Benoit, Téreygeol, Ancel, Cauuet.

24 Dunikowski et Cabboï (1995), Langlois (2008).

des analyses de composition et de résultat en science des matériaux.

La diachronie est souvent la règle. L'histoire des techniques s'écrit sur la longue durée, rythmée par des ruptures techniques ou socio-économiques.

La fouille de surface s'intéresse aux carreaux de mines, ferriers, haldes, ateliers de métallurgie, forges et autres structures de travail, aménagements hydrauliques, mais aussi aux installations liées à la vie quotidienne des mineurs et de leur famille, leur niveau de vie, les réseaux de communication...

Les vestiges métallurgiques sont difficiles à interpréter et la collaboration avec des partenaires venant d'autres disciplines est nécessaire. Ainsi, le fonctionnement des bassins de lavage du minerai à Brandes (Isère, XIII^e siècle) a-t-il été compris en combinant les données de la fouille, de l'iconographie (traité du XVI^e siècle), de l'ethnoarchéologie (mines actuelles de Potosi en Bolivie) et de l'analyse sédimentologique des sables remplissant ces bassins²⁵.

Le milieu souterrain – obscur, humide, froid et étroit – impose des contraintes. C'est pourquoi le mode de progression et le matériel sont ceux de la spéléologie. Les relevés topographiques et photographiques sont faits dans des conditions extrêmes. La réflexion se fonde sur l'ampleur et la forme des « vides », sur l'organisation de l'espace souterrain, sur les traces d'outils laissées en parois, sur les aménagements internes aux réseaux : rigole d'exhaure, niches à lampes, traces d'ancrages de bois permettant de restituer des niveaux de circulation, étagères, voies de roulage... Les mines souterraines sont aussi des lieux de conservation exceptionnelle des matières organiques et dans les mines d'or des Lémovices, comme dans celles romaines de Dacie (actuelles Roumanie et Moldavie), la découverte de nombreux équipements en bois conservés en place (étagères, plates-formes, échelles, systèmes de pompage...) permet des datations très fines grâce à la dendrochronologie²⁶.

La nature des interventions et travaux a immédiatement placé cette recherche dans une démarche transdisciplinaire. Sont ainsi prises en considération certaines spécialités communes de l'archéologie, mais envisagées sous un angle particulier : la gîtologie joue un rôle dans l'organisation de l'espace souterrain, car on n'exploite pas de la même façon des gisements filoniens, stratiformes, en lentilles ou amas ; la palynologie mesure l'impact écologique de l'activité, en particulier ce qui touche à l'approvisionnement en combustible nécessaire à la métallurgie, pour les chantiers d'abatage par le feu ; l'anthracologie permet de savoir s'il y a eu sélection des bois en fonction des usages ; le paléoclimat donne un cadre environnemental aux chantiers d'altitude ; l'anthropologie, enfin, s'intéresse aux pathologies et maladies professionnelles.

S'y ajoutent les rapports que l'archéologue entretient avec des disciplines plus spécifiques. C'est avec l'archéométrie, utilisée sur les résidus de l'activité minéralurgique et métallurgique et les artefacts métalliques, que les contacts sont les plus étroits.

Désormais, on sait mieux restituer la chaîne opératoire du minerai à l'objet, puis de l'objet à ses usages par les hommes. Ainsi, très tôt s'est installé entre l'archéologue, l'historien et l'archéomètre un dialogue fructueux obligeant chaque protagoniste à faire tomber les barrières entourant sa propre discipline. Il est établi que toute démarche de compréhension de la chaîne opératoire nécessite un continuum va et vient entre l'archéologie, l'archéométrie et les sources écrites (quand elles sont disponibles). Dans cette discipline, tout rapport « de service » de l'archéologue avec le laboratoire est stérile.

Pour l'analyse des produits et déchets de la chaîne opératoire (et notamment celle du fer), trois approches totalement complémentaires se sont progressivement dégagées au fur et à mesure des progrès de cette transdisciplinarité :

- L'étude métallographique de l'objet pour la compréhension des techniques de mise en forme, d'usage et de réparation. Ce type d'approche, uniquement si celle-ci est concentrée sur quelques objets, peut être relativement limitée²⁷.
- L'étude des déchets (scories, groupés) mis au jour sur un site de production. Cela permet la compréhension de la chaîne opératoire (réduction, épuration, forge) dans un contexte géographique, historique et technique précis. De nombreuses études ont permis d'établir une typologie des déchets de la métallurgie²⁸ (forme, répartition des phases au sein des spécimens, composition en éléments majeurs et présents à l'état de traces). Aujourd'hui, il est possible, dans les cas favorables, de reconnaître sur un site les différentes phases de la chaîne opératoire à partir de l'étude de ces déchets²⁹. On peut alors préciser la nature des ateliers étudiés, celle des produits, des opérations réalisées. À partir de cette interprétation technique découle une vision renouvelée du contexte socio-économique spécifique à chaque site et, par intercomparaison, pour l'ensemble des sites d'une période ou d'une aire géographique.
- L'étude d'objets pour suivre la diffusion des procédés (transition direct/indirect pour la métallurgie du fer par exemple³⁰). Cette recherche requiert une approche résolument diachronique pour la mise en place d'un corpus de référence et apporte, *in fine*, des éclairages fondamentaux pour la compréhension de certains sites. Ces dernières années, l'étude de l'emploi des alliages ferreux dans la construction du Moyen Âge³¹ a permis de préciser la diffusion du procédé indirect en fonction du type de fer utilisé (cf. les études conduites sur les grandes cathédrales gothiques, le Palais des Papes en Avignon ou encore le donjon de Vincennes). Il s'ensuit une meilleure compréhension du fonctionnement des chantiers médiévaux, notamment par l'étude de l'homogénéité ou non des fournitures en métal et de leur qualité.

27 Lehoërrff (2015).

28 Leroy (2001).

29 Fluzin, Ploquin et Serneels (2000).

30 Recherches conduites par Philippe Dillmann : Dillmann, Fluzin, Chevallier (2002).

31 Dillmann, Bernardi et Fluzin (2004), L'Héritier, Juhin, Dillmann, Aranda et Benoit (sous presse).

25 Étude non publiée, réalisée en 2003 par Christophe Marconnet, géologue sédimentologue, Arkemine.

26 Cauuet (2008).

Ces types de travaux, relativement novateurs, ont encore peu été exposés jusqu'à présent dans les ouvrages de synthèse et se placent à la croisée de l'archéologie du bâti, de l'étude des textes et de l'archéométrie.

La démarche ne saurait être complète sans l'expérimentation et l'ethnoarchéologie. La compréhension du geste technique n'est acquise qu'après avoir reproduit ce geste. Ces expérimentations sont conduites avec une rigueur extrême, souvent en collaboration avec des scientifiques étrangers³². Pour la métallurgie d'élaboration, les produits obtenus – déchets, parois de fours, creusets, loupe de fer, plomb d'œuvre – permettent de mener des analyses comparatives avec les résidus archéologiques. Dans une logique de compréhension de l'ensemble de la chaîne opératoire, l'expérimentation scientifique relative à la fabrication des objets, leurs réparations éventuels, leur bris volontaire éventuel avant dépôt prend également ici tout son sens.

Sous-axes et préconisations

Le statut juridique, la protection des anciennes mines et les interventions de terrain

Outre leur intérêt très concret au moment de leur fonctionnement, les mines sont également un objet d'étude pluridisciplinaire, car elles se situent à l'interface de deux milieux : le milieu naturel et l'espace organisé par l'homme. Les anciennes mines font partie intégrante du patrimoine archéologique. Toutefois, leur prise en compte et leur statut juridique n'est pas toujours simple.

La recherche et l'exploitation des substances minérales relèvent du code minier dont les fondements ont été constitués par la loi impériale du 21 avril 1810. Créé par décret en 1956, réformé à plusieurs reprises, notamment en 1994 et plus récemment encore fin 2015, le code minier est prééminent à toute autre réglementation, notamment à celle du code du patrimoine pour ce qui concerne l'archéologie, car la responsabilité des exploitants en termes de mise en sécurité des sites d'extraction minière ne s'éteint pas avec l'arrêt de l'exploitation de telle ou telle zone, les concessions couvrant souvent de très vastes surfaces.

Malgré ce dispositif réglementaire, le patrimoine minier est gravement menacé et subit une érosion et une disparition rapide due à plusieurs facteurs. Les atteintes au milieu souterrain, particulièrement fragile, sont nombreuses et il n'est pas question de placer au même niveau minéralogistes, spéléologues, visiteurs curieux... Cependant, depuis les années 1990, l'atteinte la plus drastique résulterait des décisions de mise en sécurité des mines décidées par le ministère chargé de l'Industrie, bien que l'avis des services patrimoniaux soit recueilli. Si, depuis 1994, les dispositions du code minier ont autorisé ces services à mieux servir les intérêts du patrimoine, il s'est souvent avéré que ces derniers n'ont été réservés qu'aux sites majeurs et que les intérêts de l'archéologie n'étaient pas prééminents : dans la majorité des cas, la destruction des sites archéologiques a prédominé.

La collaboration avec le Bureau de recherche géologique et minière (BRGM)

Après une phase expérimentale en région Provence-Alpes-Côte d'Azur, le ministère chargé de l'Industrie a lancé, en 1999, un programme national de mise en sécurité des mines orphelines et a opté avec le ministère de la Culture pour une politique commune visant à concilier au mieux les intérêts de l'archéologie et les impératifs de sécurité publique par le biais d'une « Convention cadre d'assistance scientifique et technique du BRGM auprès de la sous-direction de l'archéologie pour la connaissance du sous-sol et l'appui aux études d'archéologie », signée en février 2000.

Dans ce cadre, les archéologues miniers ont été mis à contribution et des études ont été subventionnées. Les expertises scientifiques, dont la compétence a été déléguée aux services régionaux de l'archéologie, avaient pour objet d'élaborer un cahier des charges archéologiques en accompagnement des travaux. Il s'agissait, en particulier, d'établir des prescriptions techniques pour sécuriser les entrées d'ouvrages souterrains, de façon à limiter les fermetures de type « irréversibles » préconisées par la directive de sécurité (consistant à dynamiter les entrées, remblayer les puits à ciel ouvert et remodeler le terrain). Les archéologues ont proposé des fermetures réversibles ou ménageant un accès contrôlé réservé aux spécialistes concernés et de créer des réserves archéologiques pour les générations futures. Les intérêts touristiques n'étaient pas oubliés dans cette démarche.

En 2003, le BRGM a dressé l'inventaire national des titres miniers en cours d'abandon, visés par cette procédure : il devait permettre, après validation par les DRAC en 2004, d'identifier et de hiérarchiser l'intérêt patrimonial et le potentiel archéologique de certains sites (3 000 titres miniers recensés) afin de les conserver ou les mettre en valeur. Or, cette entreprise n'a pas réellement eu de suites pour les archéologues spécialistes des mines, si ce n'est la fermeture de nombreux sites identifiés à cette occasion.

La question des mises en sécurité

Le programme de mise en sécurité des mines orphelines ou encore en concession n'est pas achevé. Il est donc urgent de conduire une réflexion au niveau national afin de respecter au mieux les intérêts des différents services concernés. Il n'est pas question de sauvegarder tous les sites miniers avec leurs installations de surface, mais de véritables études archéologiques préalables doivent pouvoir être réalisées et des solutions de fermeture réversibles doivent pouvoir être choisies de façon préférentielle.

La recherche sur le métal connaît un développement extraordinaire, grâce notamment aux recherches archéométriques menées à partir de spécimens archéologiques incontestables par leur contexte de découverte. Ces approches, qui allient sciences humaines et sciences « dures » attirent de plus en plus de doctorants. Les applications touchent aux questions relatives à l'évolution dans le temps des pollutions, des métaux, des corrosions. Mais pour cela, le retour au terrain, en l'occurrence la mine et le minerai, est indispensable. Or, les opérations de mise en sécurité des mines réduisent à néant

32 La plate-forme expérimentale de Melle est utilisée par de nombreux chercheurs et étudiants.

cet objet d'étude et pénalisent lourdement le développement de la recherche.

Fermetures et ouvertures des mines

L'arrêt total de l'activité minière en France est programmée depuis longtemps (échéance prévue en 2018). Mais depuis peu, la recherche de gisements est à nouveau à l'ordre du jour, avec des objectifs très concrets de reprise de l'extraction.

Un récent colloque organisé par le laboratoire Edytem a eu lieu au Bourget-du-Lac dans le cadre des entretiens Jacques Cartier³³, réunissant des universitaires, membres du BRGM, de Géoderis, de l'ICF Environnement, du ministère chargé de l'Industrie ainsi que des représentants de différents pays européens, du Maghreb et du Canada. Il a démontré que la reprise minière était engagée, en France comme ailleurs. Tous les intervenants ont insisté sur la prise en compte indispensable de l'impact environnemental, mais aucune allusion n'a été faite aux conséquences de la reprise d'exploitation sur des sites miniers qui sont actuellement des sites archéologiques et des objets d'étude. Il y a donc urgence à y mener des opérations d'archéologie préventive.

L'approche archéométrique

Le développement des recherches archéométriques est spectaculaire, car les progrès sont très rapides et la collaboration avec les sciences de laboratoire a ouvert des horizons nouveaux.

Un certain retard des recherches sur les matériaux non-ferreux est à noter, qui demande à être comblé. Il est imputable, pour partie, au fait que la documentation relative à la métallurgie du fer est plus abondante pour les phases mine/métal que pour les non-ferreux ; en outre, les mobiliers produits en fer sont plus abîmés, souvent moins prestigieux et posent donc moins de difficultés pour des études en laboratoire intégrant des protocoles de prélèvement de fragment (non de poudre ou des études de surface). Il convient donc de renforcer les études sur les non-ferreux en faisant des choix sur les objectifs, au prix si nécessaire d'une décision tranchée (et définitive) entre étude archéométrique ou préservation sans prélèvement.

La prise en compte des questions de pollution et des impacts environnementaux doit également progresser. En effet, le développement de la recherche en la matière peut ouvrir des débouchés directs pour les étudiants lors de leur entrée dans la vie active. Les archéologues sont des partenaires indispensables pour dater des activités humaines du passé, les impacts engendrés par ces activités et permettre d'en mesurer, ensuite, l'évolution sur la longue durée.

Il est aujourd'hui urgent de développer les recherches autour des non-ferreux, car des questions fondamentales se posent sur les liens entre métallurgie et organisation des territoires, et cela depuis le Néolithique. Ainsi, par exemple,

les recherches sur la caractérisation des isotopes du plomb et de l'argent qui permettront de comprendre le commerce des métaux au cours des siècles. Dans ce cadre, les problématiques posées tiendront compte des spécificités des matériaux, mais également de la nature précise des vestiges archéologiques, de leur contexte, de leur abandon plutôt que de leur recyclage. Tout ne s'analyse pas et si tracer les routes des échanges est une ambition légitime, elle ne peut se soustraire à la réalité archéologique. Il faut donc à la fois promouvoir cette approche par des méthodologies innovantes, sans perdre de vue les écueils particuliers des métaux.

Le rôle de la mine dans l'occupation du sol

La place des mines est déterminante pour les recherches sur la territorialisation, l'occupation du sol, le commerce, la formation des paysages, la constitution de réseaux de circulation, la place du métal dans la culture matérielle... Pour en mesurer le rôle, il faut pouvoir connaître l'importance de l'exploitation, la nature du minerai recherché, la ou les datations des entreprises. Autant d'informations qui requièrent le développement de programmes de recherches coordonnées associant des chercheurs ayant des approches complémentaires, soit sur des territoires, soit sur des types de minerais, soit chronologiques. Ces travaux existent déjà, mais il est nécessaire de favoriser à la fois la recherche individuelle et collective sur ces thématiques.

L'archéologie expérimentale

L'archéologie expérimentale a déjà fait ses preuves, mais elle reste à développer, à partir de modèles archéologiques, afin d'aboutir à une meilleure compréhension des activités passées, mais aussi pour modéliser des schémas de fonctionnement.

Elle doit pouvoir combiner des programmes scientifiques recouvrant des thématiques liées à l'ensemble de la chaîne opératoire d'acquisition, de fabrication, d'utilisation, puis d'abandon ou de réemploi. Elle doit y associer des études spécifiques en laboratoire et une mise en œuvre des moyens technologiques de restitution 3D des résultats obtenus.

Archéologie industrielle métallurgique

L'archéologie industrielle peine à trouver sa place en France, au contraire de nos voisins, en particulier anglo-saxons. Une usine du XIX^e siècle nécessite une étude archéologique tout autant qu'un bas fourneau du haut Moyen Âge ou une mine protohistorique. L'ensemble des périodes doit être pris en compte, avec une mise en perspective sur le très long terme, avec des approches spécifiques et adaptées aux périodes, aux matériaux comme aux sites.

Perspectives

L'archéologie liée aux mines a subi de profondes mutations aux cours des dernières décennies, en raison d'une approche différente sur le terrain et grâce à des méthodes d'examen et d'analyse en laboratoire de plus en plus nom-

³³ *Exploitations minières passées et présentes. Impacts environnementaux et sociétaux*, Technolac, Le Bourget-du-Lac (Savoie), 26-27 novembre 2013.

breuses et performantes. Le sujet est aujourd'hui abordé sous l'angle de la chaîne opératoire dans une approche exhaustive pour chacune des étapes. Cela ne signifie pas que le dossier soit simple. Les mines recèlent des matières premières multiples, dont la valeur justifie la mise en place de moyens d'exploitation par les sociétés qui les ont travaillées, échangées, exportées...

C'est un sujet fortement ancré sur une assise territoriale, à double titre puisqu'il porte d'une part sur les lieux d'extraction et d'autre part sur ceux réservés à la fabrication de produits manufacturés, intégrant parfois de nombreuses étapes intermédiaires. Cette réalité implique à la fois une forme de mobilité liée aux matières et produits échangés et une certaine stabilité des installations, le tout associé à la très grande technicité des acteurs.

Les enjeux sont multiples dans un dispositif de circulation et de contrôle dont la connaissance est légitime pour mieux comprendre les sociétés concernées. Les scénarios sont complexes, les moyens divers, avec des spécificités par matériau, sans jamais perdre de vue des problématiques relevant des sciences humaines, même si les protocoles liés aux sciences des matériaux sont ici très sollicités.

Cet axe requiert donc de promouvoir une meilleure connaissance des données de terrain qu'il s'agisse de la mine ou des matières premières travaillées (en associant les spécialistes aux opérations de fouille), tout en développant de manière explicite les enjeux historiques et sociétaux des protocoles des études post-fouille en laboratoire.

Références bibliographiques

- Ancel B. (2008), « Les vestiges en bois de la mine du Fournel à L'Argentière-La Bessée (Hautes-Alpes) » in M.-C. Bailly-Maitre, C. Jourdain-Annequin, M. Clermont-Joly, *Archéologie et paysages des mines anciennes. De la fouille au musée*, Paris, Picard, p. 75-87.
- Ancel B., Fluck P. (1988), *Une exploitation minière du XVI^e siècle dans les Vosges. Le filon Saint-Louis du Neuenberg (Haut-Rhin) : caractères et évolution*, Paris, Maison des sciences de l'Homme, coll. « Documents d'archéologie française », 16, 124 p.
- Ancel B., Morin D., Tizzoni M., Kammenthaler É., Cottet M. (1998), « La mine de cuivre de Campolungo (BS) : une exploitation révolutionnaire de l'âge du Fer. Premières hypothèses et observations », *Notizie Archeologiche Bergomensi*, 6, 163-184.
- Ancel B., Parent G., Beyrie A., Kammenthaler E., Dardignac C. (2012), « Stratégie d'exploitation et galeries d'exhaure dans la mine de cuivre antique de Banca (St-Étienne-de-Baigorry, Pyrénées-Atlantiques) », in *L'eau : usages, risques et représentations, dans le Sud-Ouest de la Gaule et le Nord de la péninsule Ibérique, de la fin de l'âge du Fer à l'Antiquité tardive (II^e siècle av. J.-C.-VI^e siècle apr. J.-C.)*. Actes du colloque de Dax, 2009, Pessac, Éditions de la Fédération Aquitania, *Aquitania*, supplément, 21, p. 69-193.
- Aranda B., Le Carlier de Veslud C., Marcigny C., Le Banner J.-C. (2013), « Le dépôt de haches à douille de type armoricain du Hallstatt moyen/final 1 de Trelly (Manche) : interprétations à partir des analyses chimiques élémentaires », *Bulletin de la Société préhistorique française*, 110 (1), p. 105-119.
- Archéopages* (2008), « Mines et carrières », 22.
- Arles A., Téreygeol F. (2009), « La fonte des alliages dans les ateliers monétaires médiévaux : l'exemple de Montreuil-Bonnin (Vienne) », in *Numismatique et Archéologie en Poitou-Charentes. Actes du colloque de Niort, 7-8 décembre 2007, Musée Bernard d'Agesci*, Paris, Société d'études numismatiques et archéologiques, coll. « Recherches et travaux de la société d'études numismatiques et archéologiques », 2, p. 129-148.
- Arribet-Deroin D. (2001), « Quantifying iron production in medieval Europe: methodology and comparison with African metallurgy », in J. Humphris, T. Rehren (eds.), *The World of Iron*, Londres, Archetype Publications, p. 454-461.
- Arribet-Deroin D. (coord.) (2009), « Archéologie expérimentale du bas fourneau. Réduction et post-réduction du fer médiéval », *Les Nouvelles de l'archéologie*, 116 (7 articles).
- Arribet-Deroin D. (2010), « Rythmes et pratiques de la métallurgie du fer aux XIV^e et XV^e siècles : les "bloomeries" de Tudeley (Kent) et de Byrkeknott (comté de Durham) », *Archéologie médiévale*, 40, p. 147-168.
- Arribet-Deroin D. (2010), « Une industrie normande au début du procédé indirect (1450-1600) : la sidérurgie du pays de Bray et l'usine à fer de Glinet », in M. Arnoux, A.-M. Flambard-Héricher (dir.), *La Normandie dans l'économie européenne (XII^e-XVII^e siècle)*. Actes du colloque de Cerisy-la-Salle, 4-8 octobre 2006, Caen, Publications du CRAHM, p. 119-137.
- Bailly-Maitre M.-C. (2004), « Les agglomérations minières au Moyen Âge en Europe occidentale », *Naissance et développement des villes minières en Europe. Colloque international de l'Université d'Artois, Liévin-Lens, mars 2002*, Arras, Artois Presses Université & Paris, Presses universitaires de la Sorbonne, coll. « Histoire », p. 215-226.
- Bailly-Maitre M.-C. (2009), « Les paysages miniers et métallurgiques. Histoire d'une construction et d'une disparition », in L. Lévêque, M. Ruiz del Arbol, L. Pop (COST A27), *Patrimoine, Images, Mémoire des paysages européens / Heritage, Images, Memory of European Landscapes*, Paris, L'Harmattan, coll. « Histoire, Textes, Sociétés », p. 375-387.
- Bailly-Maitre M.-C., Ploquin A., Garioud N. (dir.) (2001), *Le fer dans les Alpes du Moyen Âge au XIX^e siècle. Actes du colloque international, St-Georges d'Hurtières (Savoie), 22-25 octobre 1998*, Montagnac, Éditions Monique Mergoïl, coll. « Temps Modernes », 4, 244 p.

•••

•••

- Bailly-Maitre M.-C., Dhénin M. (2004), « Ateliers monétaires et mines d'argent dans les Alpes (x^e-xv^e siècle). Histoire, archéologie, numismatique et archéométrie », *Archéologie médiévale*, 34, p. 43-64.
- Bailly-Maitre M.-C., Poisson, J.-M. (dir.) (2007), *Mines et pouvoir au Moyen Âge. Actes de la table ronde Mines et pouvoir châtelain, Lyon, 15 mai 2002*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, collection d'histoire et d'archéologie médiévales, 214 p.
- Bailly-Maitre M.-C., Clermont-Joly M., Annequin C. (dir.) (2008), *Archéologie et paysages des mines anciennes. De la fouille au musée. Actes du colloque international Les vestiges de l'archéologie minière. De la fouille au musée et de la table ronde Les paysages miniers européens*, Paris, Picard, 278 p.
- Bailly-Maitre M.-C., Dillmann P. (2010), « Mines et métallurgies au Moyen Âge. Évolution d'une discipline », in J. Chapelot (dir.), *Trente ans d'archéologie médiévale en France. Un bilan pour un avenir. Actes du IX^e congrès international de la Société d'archéologie médiévale, 16-18 juin 2006, Vincennes, Caen, Publications du CRAHM*, p. 227-237.
- Barge H. (dir.) (2006), *4000 ans d'histoire des mines, l'exemple de la région Provence, Alpes, Côte d'Azur. Mélanges Jean-Paul Jacob*, Theix, Actilia Multimedia, 302 p.
- Baron S., Tămaș C.G., Cauuet B., Munoz M. (2011), "Lead isotope analyses of gold-silver ores from Roșia Montană (Romania): a first step of a metal provenance study of Roman mining activity in *Alburnus Maior* (Roman Dacia)", *Journal of Archaeological Science*, 38 (5), p. 1090-1100.
- Baron S., Coustures M.-P. (2011), « Lingots de plomb et barres de fer des épaves romaines des Saintes-Maries-de-la-Mer (Bouches-du-Rhône, France) : Questions de traçabilité comparée », *Revue archéologique de Narbonnaise*, 44, p. 71-98.
- Bauvais S., Fluzin P. (2009), "Archaeological and Archeometrical Approaches of the Chaîne Opératoire in Iron and Steelmaking: Methodology for a Regional Evolution Study", in V. Roux, S. Rosen (eds.), *Techniques and People. Anthropological Perspectives on Technology in the Archaeology of the Proto-historic and Early Historic Periods in the Southern Levant*, Jérusalem, Centre de recherche français à Jérusalem & Paris, Éditions de Boccard, coll. « Mémoires et Travaux », p. 157-178.
- Bauvais S., Fluzin P. (2013), "The Acquisition and Circulation of Iron Raw Material during Iron Age II in the North of the Paris Basin (France)", in J. Humphris, T. Rerhen (eds.), *World of Iron Conference. Actes du colloque de Londres, 16-20 février 2009*, Londres, Archetype Publications, p. 322-328.
- Benoit P. (1997), *La mine de Pampailly : xv^e-xviii^e siècles, Brussieu (Rhône)*, Lyon, DRAC, coll. « Documents d'archéologie en Rhône-Alpes », 14, 140 p.
- Benoit P., Cailleaux D. (1991), *Moines et métallurgie dans la France médiévale*, Paris, AEDEH, 368 p.
- Benoit P., Fluck P. (1992), *Les techniques minières de l'Antiquité au xviii^e siècle. Actes du 113^e congrès national des sociétés savantes, Strasbourg, 5-9 avril 1988*, Paris, CTHS, 602 p.
- Benoit P., Verna C. (éds.) (1999), *Le charbon de terre en Europe occidentale avant l'usage industriel du coke. Proceedings of the XXth International Congress of History of Science, Liège, 20-26 July 1997*, Turnhout, Brépols, collection de travaux de l'Académie internationale d'histoire des sciences, vol. IV, 224 p.
- Bernardi P., Dillmann P. (2005), "Stone skeleton or iron skeleton: The provision and use of metal in the construction of the Papal Palace at Avignon in the 14th century", R. Bork (dir.), *De Re Metallica. The uses of metal in the Middle Age*, Londres, Ashgate, p. 297-315.
- Bourgeois L., Téreygeol F. (2005), « Melle (Deux-Sèvres) », in L. Bourgeois, *Les petites villes du Haut-Poitou de l'Antiquité au Moyen Âge. Formes et monuments*, Chauvigny, Association des publications chauvinoises, vol. 2, p. 77-112.
- Cauuet B. (dir.) (1996), *L'Or dans l'Antiquité de la mine à l'objet. Actes du colloque international de Limoges, novembre 1994*, Pessac, Éditions de la Fédération Aquitania, *Aquitania*, supplément, 9.
- Cauuet B. (2008), « Équipements en bois dans les mines d'or protohistoriques et antiques (Gaule et Dacie romaine) », in M.-C. Bailly-Maitre, C. Jourdain-Annequin, M. Clermont-Joly, *Archéologie et paysages des mines anciennes. De la fouille au musée*, Paris, Picard, p. 57-73.
- Cauuet B. (2011), « L'espace minier romain. Le cas des mines d'or et d'argent d'Alburnus Maior en Dacie romaine (Roșia Montană, Roumanie) », *Actas del V Congreso Internacional sobre Minería y Metalurgia Históricas en el Suroeste Europeo. Homenaje a Claude Domergue, León, 2008*, Madrid, Sociedad Española para la Defensa del Patrimonio Geológico y Minero, p. 342-379.
- Cauuet B., Tamas C.G. (2012), « Les travaux miniers antiques de Roșia Montană (Roumanie). Apports croisés entre archéologie et géologie », in A. Orejas, C. Rico, J. Sánchez-Palencia (dir.), *Minería antigua. Estudios regionales y temas de investigación actual. Colloque international, Casa de Velazquez, Madrid, 28-29 novembre 2005*.
- Dillmann P. (2012), « Étude de la production, la circulation et la datation des matériaux ferreux archéologiques », colloque international « L'archéologie au laboratoire », Paris, 27-28 janvier 2012, INRAP.
- Dillmann P., Fluzin P. (2003), « Analyse des matériaux et histoire de la sidérurgie. Apport de la métallographie et de l'analyse à l'étude de l'élaboration et de l'utilisation des fers anciens », *Technè*, 18.

- Dillmann P., Bernardi P., Fluzin P. (2004), "Iron in medieval monuments. Metallographic analysis of irons coming from the Palais des Papes in Avignon", *La Revue d'Archéométrie*, 27, p. 183-192.
- Dillmann P., Pérez L., Verna C. (2011), *L'acier en Europe avant Bessemer*, Toulouse, CNRS Éditions-Université Toulouse-Le Mirail, 530 p.
- Disser A., Dillmann P., Bourgain C., L'Héritier M., Vega E., Bauvais S., Leroy M. (2014), "Iron reinforcements in Beauvais and Metz Cathedrals: from bloomery or finery? The use of logistic regression for differentiating smelting processes", *Journal of Archaeological Science*, 42, p. 315-333.
- Domergue C. (2008), *Les mines antiques. La production des métaux aux époques grecques et romaine*, Paris, Picard, 240 p.
- Dunikowski C., Cabboï S. (1995), « La sidérurgie chez les Sénonis. Les ateliers celtiques et gallo-romains des Clérimois (Yonne) », Paris, Maison des sciences de l'Homme, coll. « Documents d'archéologie française », 51, 186 p.
- Fluck P. (1994), « Du minerai au lingot : l'élaboration de l'argent à l'époque de la Renaissance. Une conjonction de l'histoire, de l'archéologie et de la géologie », *Bulletin de la Société d'histoire naturelle de Colmar*, 62, p. 3-47.
- Fluzin P., Ploquin A., Serneels V. (2000), « Archéométrie des déchets de production sidérurgique, Moyens et méthodes d'identification des différents éléments de la chaîne opératoire directe », *Gallia*, 57, p. 101-121.
- Fluzin P., Dillmann P. (2012), « Du minerai à l'objet : une lecture multidisciplinaire du métal », in S.A. de Beaune, H.-P. Francfort (éd.), *L'archéologie à découvert*, Paris, CNRS Éditions, p. 105-114.
- Gauthier J. (2013), « L'essai des minerais au XVI^e siècle : réductions expérimentales de galènes au four à moufle », in F. Téreygeol (dir.), *Comprendre les savoir-faire métallurgiques antiques et médiévaux*, Paris, Errance, p. 155-167.
- Gauthier J., Fluck P. (2012), "Assaying ores at Sainte-Marie-aux-Mines (Alsace, France) in the 16th century: diffusion and role of a technical innovation", *Acta rerum naturalium*, 12, p. 25-30.
- Hözl S., Åberg G., Hedges R., Horn P., Hull B., Rummel S., Téreygeol F. (2007), "Auf Spurensuche in der Vergangenheit – Isotope schreiben Geschichte", in G.A. Wagner (Hrsg.), *Einführung in die Archäometrie*, Berlin, Springer, p. 264-277.
- Jacquemot S. (2008), « Les vestiges de l'archéologie minière », in M.-C. Bailly-Maître, M. Clermont-Joly, C. Annequin (dir.), *Archéologie et paysages des mines anciennes. De la fouille au musée. Actes du colloque international Les vestiges de l'archéologie minière. De la fouille au musée et de la table ronde Les paysages miniers européens*, Paris, Picard, p. 23-35.
- Langlois J.-Y. (2008), « Le minerai de fer et son extraction de la Protohistoire au XIX^e siècle. Présentation des quatre mines fouillées sur le tracé de l'A28 », *Archéopages*, 22, p. 24-27.
- Le Carlier C., Leroy M., Merluzzo P. (2007), « L'apport de l'analyse morphologique, microscopique et chimique des scories en forme de culot à la restitution des activités de forge », *ArchéoSciences*, 31, p. 23-35.
- Le Carlier de Veslud C. (2010-2011), « La sidérurgie ancienne en Bretagne. Recherche des ateliers de production. Filiation minerais/objets », *Bulletin de la Société d'archéologie et d'histoire du Pays de Lorient*, 39, p. 7-38.
- Lehoërf A. (2015), « Le métal archéologique du côté du laboratoire : mythes et réalités d'un matériau », in S. Boulud-Gazo, T. Nicolas (dir.), *Artisanats et productions à l'âge du Bronze. Actes de la journée de la SPF, Nantes, 8 octobre 2011*, Paris, APRAB & SPF, p. 97-108.
- Leroy M. (1997), *La sidérurgie en Lorraine avant le haut fourneau. L'utilisation du minerai de fer oolithique en réduction directe*, Paris, CNRS Éditions, coll. « CRA-Monographies », 18, 310 p.
- Leroy M. (2001), « La production sidérurgique en Gaule : changements et mutations perceptibles entre le Haut-Empire et les débuts du haut Moyen Âge », in M. Polfer (dir.), *L'artisanat romain : évolutions, continuités et ruptures (Italie et provinces occidentales). Actes du 2^e colloque d'Erpeldange, 26-28 octobre 2001*, Montagnac, Éditions Monique Mergoïl, coll. « Monographies Instrumentum », 20, p. 79-95.
- Leroy S., Cohen S., Bertrand L., Verna C., Téreygeol F., Dillmann P. (2011), "Multidisciplinary analytical approach and first development of multivariate analyses: depiction of the medieval iron market in Ariège (France)", *Metalla*, Sonderheft, 4, p. 258-259.
- Leroy S., Delqué-Kolic E., Dumoulin J.-P., Moreau C., Dillmann P. (2012), *Datation radiocarbone des alliages ferreux anciens. Actes du colloque Sciences des matériaux du patrimoine culturel, Paris, 20-21 novembre 2012*, 2^e édition, Paris, ministère de la Culture et de la Communication, 146 p.
- L'Héritier M., Juhin A., Dillmann P., Aranda R., Benoit P. (2005), « Utilisation des alliages ferreux dans la construction monumentale du Moyen Âge. État des lieux de l'avancée des études métallographiques et archéométriques », *ArchéoSciences*, 29, p. 117-132.
- L'Héritier M., Téreygeol F. (2010), "From copper to silver. Understanding the saigerprozess through experimental liquation and drying", *Historical Metallurgy*, 44 (2), p. 136-152.
- Mahé-Le Carlier C., Ploquin A., Fluck P. (2010), « Apport de la géochimie et de la pétrologie à la connaissance de la métallurgie primaire du plomb argentifère au Moyen Âge. Les exemples du Mont Lozère (Cévennes) et de Pfaffenloch (Vosges) », *ArchéoSciences*, 34, p. 159-176.

•••

- Mangin M. (1994), « La sidérurgie ancienne de l'Est de la France dans son contexte européen. Archéologie et archéométrie », Paris, Les Belles Lettres, coll. « Annales littéraires de l'Université de Besançon », 536, 426 p.
- Mordant C., Pernot M., Rychner V. (dir.) (1998), *L'atelier du bronzier en Europe du xx^e au viii^e siècle avant notre ère. Actes du colloque international Bronze '96, Neuchâtel et Dijon, 1996*, Paris, CTHS, 3 vol., 300 p.
- Morin D., Herbach R., Rosenthal P. (2012), "The Laurion shafts, Greece: ventilation systems and mining technology in antiquity", *Historical Metallurgy*, 46 (1), p. 9-18.
- Pagès G., Fluzin P., Long L. (2011), "A study of the roman iron bars of Saintes-Maries-de-la-Mer (Bouches-du-Rhône, France). A proposal for a comprehensive metallographic approach", *Journal of Archaeological Science*, 38 (6), p. 1234-1252.
- Pierre F. (1993), « Les mines de cuivre et d'argent de la Haute-Moselle. Apparition et évolution des techniques de percement à la poudre noire, Le Thillot (Vosges) », *Lotharingia*, V, p. 91-159.
- Pierre F. (2011), « Étude de l'évolution des procédés de percement de la roche en mine » – in R. Smolnik (Hrsg.), *Aufbruch unter Tage. Stand und Aufgaben der montanarchäologischen Forschung in Sachsen. Arbeits- und Forschungsberichte zur sächsischen Bodendenkmalpflege*, Freistaat Sachsen, Landesamt für Archäologie, Beiheft, 22, p. 223-231.
- Pierre F., Weber A. (2013), « L'innovation dans les mines du Thillot avant la guerre de Trente Ans », in L. Jalabert, S. Simiz (dir.), *Charles III 1545-1608. Prince et Souverain de la Renaissance*, Nancy, Annales de l'Est, p. 135-168.
- Ploquin A., Bailly-Maitre M.-C., Allée P. (dir.) (2011), *Les métallurgies du plomb ancien. Apports des méthodes contribuant à leur étude. Actes du colloque international de Florac, septembre 2006*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, *ArchéoSciences*, supplément, 34, p. 97-307.
- Py V., Durand A., Ancel B. (2013), "Antracological analysis of fuel wood used for firesetting in medieval metallic mines of the Faravel district (southern French Alps)", *Journal of Archaeological Science*, 40, p. 3878-3889.
- Renoux G. (2010), *Les archers de César. Recherches historiques, archéologiques et paléométallurgiques sur les archets dans l'armée romaine et leur armement de César à Trajan*, Toulouse, Université Toulouse le Mirail - Toulouse II, 420 p.
- Robion-Brunner C. (2010), *Forgerons et sidérurgie en pays dogon. Vers une histoire de la production du fer sur le plateau de Bandiagara (Mali) durant les empires précoloniaux*, Frankfurt am Main, Africa Magna Verlag, Monographie du programme Paléoenvironnement et peuplement humain en Afrique de l'Ouest, 168 p.
- Téreygeol F. (dir.) (2012), *Comprendre les savoir-faire métallurgiques antiques et médiévaux*, Paris, Errance, 246 p.
- Verna C. (2001), *Le temps des moulines. Fer, technique et société dans les Pyrénées centrales (xiii^e-xvi^e siècles)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 426 p.

Axe 13



Reconstitution d'un dépotoir portuaire réalisé à partir de plusieurs sites fouillés autour de Marseille et présentée dans le cadre de l'exposition « Mémoire à la mer. Plongée au cœur de l'archéologie sous-marine », Marseille (Bouches-du-Rhône), 2016. Réalisation Denis Delpalillo, conception Souen Fontaine, Florence Richez (cliché S. Cavillon, Drasm).

Aménagements portuaires et commerce

L'axe 13 reprend les choix de plusieurs programmes précédents, pour en proposer une mise en perspective basée sur de nouvelles découvertes et problématiques de recherche¹.

Regroupant des thématiques extrêmement diversifiées, à la charnière entre l'archéologie terrestre et l'archéologie subaquatique ou sous-marine, cet axe est enrichi par les résultats de fouilles récentes effectuées dans les principales villes de Gaule, où d'importantes structures liées aux aménagements portuaires ou à la navigation ont été découvertes. Les interventions en milieu fluvial ou sur le littoral, qui ont fait l'objet de nombreuses recherches programmées, constituent un domaine particulièrement dynamique, à la croisée des approches historiques, archéologiques et paléoenvironnementales.

Bilan et enjeux

Les recherches sur les aménagements portuaires et le commerce s'inscrivent au cœur des questions d'histoire économique mais également de l'histoire des techniques et des interactions homme/milieu. Elles bénéficient d'une longue

tradition de recherches en milieu humide² et s'insèrent dans des études sur le temps long. Elles s'appuient fortement sur des équipes interdisciplinaires associant archéologues, historiens, géographes, géophysiciens et paléoenvironnementalistes.

Les fouilles de Marseille ont constitué un tournant essentiel avec les découvertes de navires, des infrastructures du port, des activités associées et par la prise en compte de l'environnement ainsi que de la question des variations du niveau marin³.

Les ports sont des témoins essentiels des modifications environnementales en lien avec les activités humaines. Les fouilles des espaces portuaires renouvellent également le corpus des épaves et sont un apport à la connaissance des types de bateaux comme à l'évolution de la construction navale, tant pour le milieu maritime que fluvial, ainsi qu'ont pu le démontrer les fouilles à Lyon⁴ puis en Arles⁵. Les grands aménagements urbains ont permis de poursuivre cette dynamique de recherche et de prendre en compte la spécificité de ces fouilles avec notamment les matières organiques conservées. La dynamique autour de ces questions est également illustrée par de nombreux colloques internationaux traitant soit des ports⁶, soit des zones humides. Un projet européen ("PortusLimen Project") financé par l'European Research Council – The Rome's Mediterranean Ports Advanced Grant (RoMP) – est également en cours et a principalement pour objet les interconnexions entre les grands ports de Méditerranée.

1 Dans la programmation publiée en 1997, le programme 28, « Aménagements portuaires et commerce maritime » était présenté en lien étroit avec les réseaux de communications (P 27) et l'archéologie navale (P 29) (programmation 1997, p. 415-424). Dans le bilan 1995-1999 publié en 2002, ces trois programmes, réunis sous le titre « Réseau de communications et aménagements portuaires » (bilan 1995-1999, p. 48), sont inclus dans l'« Archéologie de la Gaule romaine ». Ces mêmes programmes sont développés en « Archéologie subaquatique et sous-marine » où ils sont déclinés en objectifs et résultats scientifiques (bilan 1995-1999, p. 57-61). Il faut souligner que « l'Archéologie des rivages (*waterfront archaeology*) et de la batellerie » est traitée pour la période médiévale dans la partie « Archéologie du paysage » (bilan 1995-1999, p. 55-56).

2 Dumont (dir.) (2006), Carpentier et Leveau (2013), Izarra (1993).

3 Hesnard (2004), Hesnard *et al.* (2011), Morhange *et al.* (2001), Marriner et Morhange (2007).

4 Ayala (2013).

5 Long (2008).

6 Hugot et Tranoy (2010).

Sous-axes et préconisations

Aménagements portuaires et commerce

Sur la base des résultats de ces dernières années, le contenu et les contours du programme précédemment nommé « Aménagements portuaires et commerce maritime » peuvent être mieux définis et regroupés en précisant plusieurs points.

La division chronologique des aménagements portuaires était en contradiction avec l'aspect thématique, méthodologique et diachronique de ce thème qu'il faut donc redéfinir comme tel. Les premiers aménagements portuaires sont connus pour l'époque gauloise avec les fouilles d'Orléans (Loiret), Chalon-sur-Saône et Mâcon (Saône-et-Loire), Amiens (Somme), Les Mureaux (Yvelines), Chelles (Seine-et-Marne), Vannes (Morbihan) ou Urville-Nacqueville (Manche). Si l'époque romaine s'impose par le nombre de découvertes et leur massivité (Tours, Lyon, Reims, Rezé [Loire-Atlantique], Aizier [Eure]...), les vestiges du Moyen Âge sont aussi nombreux. Ils se retrouvent parfois dans la continuité des constructions antérieures (Marseille, Bordeaux, Rouen) ou dans un processus de création de ports avec l'expansion économique carolingienne en Europe du Nord (Quentovic [Pas-de-Calais]) ou encore avec la création d'un « port de croisade » comme Aigues-Mortes (Gard).

D'autre part, les prospections subaquatiques renouvellent la documentation sur les aménagements portuaires liés au cours d'eau notamment pour la Charente⁷, le Cher⁸, la Saône ou le Doubs depuis l'Antiquité jusqu'à nos jours (cf. l'ancien programme 27).

Depuis 1999, les découvertes terrestres concernant les aménagements portuaires ont été exponentielles sur l'ensemble du territoire et se répartissent au bord des cours d'eau ou sur le littoral. De forts recouvrements sédimentaires et la défluviation ont modifié le régime hydrologique de certaines zones. De ce fait, le port, malgré ses caractéristiques par définition maritimes ou fluviales, est de plus en plus souvent étudié grâce à des fouilles terrestres qui renouvellent la façon d'aborder cette thématique.

Dans le bilan de 2002, on perçoit que les « installations fluviales », « portuaires », les « aménagements de berges » et « les ports maritimes » constituent à eux seuls un champ de recherche. Il est aujourd'hui nécessaire de conforter cette spécificité. Même si, bien entendu, ils s'inscrivent dans un réseau de communication, ces aménagements, qui participent d'une fonction portuaire globale, constituent un domaine en tant que tel. On constate que l'étude des voies fluviales, développée dans l'ancien programme 27, distinguait les ouvrages de franchissement et les installations fluviales liées au commerce. L'archéologie des cours d'eau livre, depuis plusieurs années, des résultats remarquables pour ces deux thèmes et confirme que, bien qu'ils partagent un même milieu physique, la voie fluviale, ils doivent cependant garder leur spécificité.

Si « aménagements portuaires » est une appellation générale qui ne porte pas à confusion, « commerce maritime »

est trop connoté « navigation » et « épaves ». Il faudrait plutôt mettre en avant la notion de circuits commerciaux où les « dépotoirs portuaires » constituent aussi une source d'information importante.

Dans la nouvelle programmation le terme « maritime » pourrait utilement être complété par celui de « fluvio-maritime » afin d'inclure les lieux de rupture de charge pour la navigation fluviale ou lagunaire.

Identifier les réseaux de ports dans une économie maritime dont il convient d'estimer le degré d'intégration implique d'étudier l'activité commerciale de ces ports dans une approche multiscalaire : interprovinciale, provinciale, locale et également dans une perspective diachronique. Les prospections systématiques permettent de mettre en relation les épaves et le territoire, approche qui a notamment été proposée pour les rives de la Charente⁹. Cette dernière remarque est surtout valable pour les fleuves mais reste plus difficile à appliquer pour les espaces maritimes. Des prospections systématiques pourraient permettre de mettre en évidence les réseaux de structures (quais, entrepôt, canaux).

Les entrepôts dans les contextes portuaires sont à prendre en compte en tant que témoignages directs du rôle du port dans les échanges, tout comme les mouillages forains utilisés le temps d'une rupture de charge (épaves de Camargue aux Saintes-Maries-de-la-Mer [Bouches-du-Rhône]). Les activités de redistribution devaient se pratiquer, comme on le voit encore sur de nombreuses gravures d'époque moderne et jusqu'au début du xx^e siècle, par des navires (même de moyen tonnage) au mouillage devant des plages proches de centres urbains ou, pour les plus petits, tirés au sec sur la grève. Cette forme d'activité portuaire mériterait que l'on « revisite » les nombreux sites considérés indistinctement comme des abris ou des mouillages afin de distinguer les véritables abris naturels (Port-Vendres [Pyénées-Orientales], Cala Culip [Espagne, Catalogne]), les mouillages pour les transbordements et les « jets à la mer » pratiqués en cas de voie d'eau ou de tempête pour alléger le navire le temps de gagner la côte.

Les épaves apportent des données majeures sur l'architecture navale et sur les embarcations de transport¹⁰ (cf. l'ancien programme 29) : en ce sens, elles participent pleinement à la définition des espaces portuaires et des circuits commerciaux. Découvertes en contexte portuaire (Marseille, Toulon, Naples), elles révèlent de nouvelles catégories de bateaux en relation avec le fonctionnement des ports (*caudicariae*, *horeiae*). L'analyse des espaces de navigation devrait permettre de caractériser des « signatures de chantiers » comme cela a été entrepris pour les « navires à ligatures ». L'observation de la disposition des cargaisons dans la cale des navires permet en outre de détecter les types de commerce : importations ou exportations hauturières, redistribution par cabotage, collecte des marchandises dans les centres producteurs régionaux... Ainsi, les épaves, non par leur distribution géographique mais par l'étude de leurs chargements croisée avec celle des tonnages et des capacités nautiques, permettent-elles

7 Chapelot et Rieth (2011).

8 Serna (2013).

9 Chapelot et Rieth (2011).

10 Boetto (2010), Boetto *et al.* (2011), Boetto (2012), Marlier (2014).

de voir se dessiner des routes maritimes comme l'ont tenté Giulia Boetto¹¹ et Pierre Arnaud¹² pour les épaves du littoral de la Corse.

De la géoarchéologie aux circuits commerciaux, les recherches de ces dernières années permettent de parler d'archéologie des espaces portuaires. Les nombreuses découvertes d'installations à vocation portuaire se répartissent sur l'ensemble du territoire et ne restent pas concentrées sur le littoral, reflet de l'organisation économique antique où les fleuves jouaient un rôle majeur.

Espaces et milieux portuaires

À partir de l'époque romaine, la complexité des zones portuaires ne peut être appréhendée sans une approche multiscalaire, conduite sur un territoire parfois important qui dépasse le cadre de l'opération archéologique ou du site. En effet, l'espace portuaire prend en compte des structures diverses sur des secteurs géographiques variés (fleuve, lagune, mer).

Si dans des villes comme Marseille ou Bordeaux le port est présent dans l'espace urbain, il peut se situer dans sa proche périphérie, comme à Barzan (Charente-Maritime). Dans les contextes fluvio-lagunaires où l'accès au fleuve n'est pas toujours aisé pour les navires de haute mer, les zones de transbordement des marchandises depuis ces gros porteurs vers des allèges, peuvent également se trouver à quelque distance de la ville. Comme *Portus* à Rome, Arles et Narbonne illustrent cette situation. L'évolution du littoral et les fluctuations du cours du fleuve nécessitent une adaptation constante et parfois un changement des zones de déchargement. Le port, même s'il peut être géographiquement distant de la ville, reste une entité qui ne peut en être déconnectée et le lien organique est le plus souvent maintenu par le fleuve. Les espaces portuaires urbains ont fait l'objet de fouilles préventives récentes à Lyon, Tours, Reims ou Antibes et trouvent des parallèles en Italie, à Naples ou Pise par exemple. En revanche, les zones portuaires déconnectées de la ville sont souvent étudiées dans le cadre de fouilles programmées. Les deux approches sont techniquement différentes, l'une circonscrite dans un espace défini mais bénéficiant des parois moulées du futur chantier, l'autre s'inscrivant dans des espaces naturels fragiles et souvent protégés qui restreignent les ouvertures mécaniques mais rendent possible l'exploration de vastes étendues, jusqu'à présent délaissées, en particulier les marécages. La programmation de recherches, notamment à travers des projets collectifs de recherche concernant les zones littorales, permet de mettre en œuvre des méthodologies spécifiques en réalisant des opérations de géophysique couplées à la géomorphologie et aux sondages. L'étude des ports constitue ainsi un domaine privilégié d'un point de vue des méthodes d'investigation et revêt un caractère exploratoire pour certaines disciplines.

Si l'on revient aux recommandations de la programmation de 1997, les auteurs avaient insisté sur la nécessité de développer des prospections (p. 415). Ces dernières ont concerné le domaine subaquatique (Charente, Saône, Rhône, Finistère) et le littoral (marais de la Dives [Calvados], Camargue). Les prospections terrestres dans des zones aujourd'hui colmatées bénéficient du développement d'outils géophysiques et parfois des données LiDAR. La méthodologie développée dans le cadre des projets collectifs de recherche propose de coupler la photo-interprétation avec le géoréférencement des cartes anciennes, les données géomorphologiques et archéologiques afin d'aboutir à une interprétation paléogéographique de la zone littorale.

L'interaction homme/milieu est ici particulièrement sensible du fait d'un contexte spécifique : l'établissement d'un port répond à un choix géographique fort et sa construction a un impact sur son environnement. Le maintien de cet espace dans la durée est lié à l'évolution du milieu et donc à sa gestion. Plusieurs PCR ont d'abord mis en avant la question environnementale qui vient éclairer le choix d'une implantation portuaire et son développement. Dans le cas de Fréjus, le PCR concernait « L'occupation du sol et le patrimoine archéologique dans la basse vallée de l'Argens » avec un fort investissement sur la géomorphologie tout comme le PCR « Archéologie fluviale et environnements holocènes des vallées de la Loire et de ses affluents en Pays nantais ». En revanche, le PCR « Barzan, Littoral, zones portuaires », le PCR « Les ports antiques de Narbonne », le PCR sur Quentovic ou celui sur Mandeuire mettent le port au cœur du programme. Les recherches se font généralement sur trois niveaux : à l'échelle du site (la fouille des structures, les études de mobilier), de son territoire (prospections, environnements) et dans un contexte élargi.

La mise en place de plusieurs projets collectifs de recherche a donc répondu à une des préconisations de la programmation de 1997 sur la nécessité de prendre en compte l'ensemble des données en impliquant les équipes pluridisciplinaires terrestres et sous-marines. Ces travaux, dont les résultats ont montré la pertinence, pourraient être développés en Méditerranée (Fos-sur-Mer, entre autres) et sur la côte atlantique, dans les zones plus particulièrement soumises à des processus naturels de destructions qui dégagent de nouveaux sites tout en les rendant vulnérables.

Géoarchéologie et paléoenvironnement

Il faut bien entendu considérer que le programme sur l'archéologie portuaire, qui est avant tout une archéologie des milieux humides, s'inscrit systématiquement dans l'interdisciplinarité, notamment pour comprendre les interactions entre les processus naturels et les pratiques de gestion du milieu. La fouille des ports a nécessité une collaboration très étroite entre archéologues et géomorphologues. L'approche géoarchéologique avec notamment la question du niveau marin, fut un des aspects novateurs de fouilles comme celles de Marseille.

Le paléoenvironnement et la géoarchéologie sont dorénavant obligatoirement sollicités pour les ports et ne peuvent être dissociés de thèmes de l'ancien programme 31

11 Boetto (2012).

12 Arnaud (2012).

« Anthropisation et aménagements des milieux durant l'Holocène (paléoenvironnement et archéologie) » qui pose la question des modifications des rivages maritimes et des rives fluviales ainsi que des risques fluviaux (cf. dans la vallée du Rhône). L'étude géoarchéologique renvoie à des enjeux actuels sur la gestion de ces risques fluviaux (inondations) et sur l'impact des installations humaines sur l'environnement naturel. L'archéologie rend compte des conséquences de l'altération anthropique sur les zones humides et offre des exemples d'adaptation des riverains à un milieu soumis aux menaces de crues.

Les zones portuaires sont remarquables pour les lectures croisées qu'elles permettent entre naturalistes et archéologues. Elles constituent un véritable laboratoire et livrent une documentation exceptionnelle, notamment par la conservation des matières organiques en milieu humide. Outre les objets issus d'artisans établis à proximité des fleuves (tabletterie, vannerie, tissage, tournage, peausserie), de nombreux vestiges végétaux sont conservés sous conditions anaérobies. Les fouilles archéologiques y livrent les restes xylogiques, carpologiques et palynologiques dans un état de conservation exceptionnel qui permet de travailler qualitativement et quantitativement sur l'évolution de la consommation des espèces végétales issues du couvert proche.

Les recherches conduites dans les zones portuaires permettent de croiser les abondantes données issues des observations géomorphologiques, archéobotaniques et archéologiques afin d'identifier les différents facteurs de l'évolution du milieu sous l'action de l'Homme (aménagements de berges, digues, reprofilage) et des dynamiques environnementales (dynamiques hydro-sédimentaires, variation du niveau marin, impacts climatiques, érosion des sols...). Les paléoenvironnements peuvent bénéficier, dans ces contextes, des observations stratigraphiques réalisées à l'échelle du site et à l'échelle des unités lagunaires (échelle micro-régionale). Celles-ci reposent sur des analyses sédimentologiques, minéralogiques et biologiques (malacologie, ostracodologie, xylogie, dendrochronologie) et permettent de restituer la géographie (topographie, milieu) contemporaine de ces occupations humaines. La sédimentologie associée aux études biologiques (ostracodes, foraminifères, malacologie) permet de mesurer la paléosalinité des milieux aquatiques et de comprendre l'évolution des potentialités du milieu à différentes époques. De même, la carpologie, la palynologie, la xylogie et l'anthracologie restituent le paysage végétal retraçant ainsi l'évolution des milieux, des ressources et de leur exploitation.

Architecture portuaire et aménagements en zones humides

Les aménagements portuaires ont pour spécificité leur installation en zones humides. Les constructions mises en œuvre sont d'autant plus difficiles à fonder qu'elles reposent sur des terrains instables soumis à l'altération de l'eau.

Les plus courantes correspondent aux maintiens de berges mis au jour notamment à Bordeaux, Tours, Orléans, Rezé ou Chelles. L'utilisation de pieux et de palplanches en bois se généralise dès l'époque gauloise comme l'illustrent

les quais de Chelles. Enfouis sous les sédiments humides, à l'abri de l'air et de la lumière, les vestiges ligneux sont en général exceptionnellement bien conservés et contribuent à la connaissance du paléoenvironnement. L'importance des bois utilisés et la chronologie relative des aménagements permettent de proposer un référentiel pour la dendrochronologie. L'utilisation d'essences allochtones illustre également le transport de ce matériau.

Ces bois sont aussi essentiels à la connaissance des techniques de construction. Des artisans qualifiés sont sollicités pour leur mise en œuvre. Le choix des essences, leur débitage, leur transport et leur assemblage sont autant d'étapes permettant d'aborder un aspect méconnu de la construction. Bien entendu, les marées différencient la côte atlantique de la Méditerranée dans la façon de construire. Si le principe est le même (par exemple la construction en caissons) la mise en œuvre présente des particularités : les berges de Rezé trouvent ainsi des similitudes dans des ports comme Londres en Angleterre ou Irù en Espagne.

L'architecture portuaire bénéficie de témoignages textuels dont on retrouve la trace dans de nombreuses découvertes en Méditerranée. Le recyclage de matériaux (amphores dans des caissons) ou d'épaves servant d'assise aux constructions est attesté chez Vitruve, Varron ou Pline par exemple. L'usage du béton hydraulique va également se développer à l'époque romaine et donner lieu à des commentaires dans les sources.

Grâce à tous ces éléments, les fouilles sur le territoire national contribuent à la connaissance des procédés techniques de construction en milieu immergé.

Circuits commerciaux et espaces de stockage portuaire

Le commerce maritime renvoie essentiellement à l'étude des chargements des épaves. Or, les ports, en tant que point de rupture de charge, constituent des zones de dépotoirs qui témoignent également du commerce. Ce sont des lieux à vocation multiple où peuvent coexister des activités artisanales ou halieutiques, sans oublier les secteurs réglementés attribués au lestage/délestage, les zones d'approvisionnement en eau douce, les ateliers de construction ou de réparation et même les activités administratives dont on retrouve la trace entre autre grâce aux plombs de douanes.

Les études de mobiliers permettent de mieux définir le rôle du port comme lieu de redistribution. La difficulté repose sur la distinction à faire entre le matériel provenant du dépotoir strictement portuaire (c'est-à-dire les ratés de transbordement, le jet de la marchandise gâtée ou brisée, le reconditionnement, la vaisselle de bord abandonnée) et d'autre part les rejets de la ville et l'apport des riverains. Il ne s'agit donc pas d'ensembles clos, et cela d'autant moins qu'il y a souvent une accumulation sur le long terme avec une constitution stratigraphique parfois complexe (déplacements dû au courant, curage, dragages, remblaiements...). Récemment, les fouilles d'Antibes ont permis de visualiser le fond du port et les répartitions de mobiliers. Les quantités prélevées dans les dépotoirs portuaires sont en général massives ainsi qu'on a pu le voir à Arles, ce qui peut constituer un frein à l'étude. La programmation doit donc aussi s'attacher à solliciter la publication de ces contextes. Il

paraît indispensable de renforcer les équipes de céramologues pour le traitement de ces masses de données.

Concernant les aménagements portuaires, les entrepôts ont également bénéficié ces dernières années de fouilles d'envergure et d'un programme de l'ANR intitulé « Entrepôts et systèmes de stockage dans le monde gréco-romain antique¹³ ». Ce programme a permis des échanges entre spécialistes et la création d'une base de données mais également une réflexion sur le rôle du stockage dans les trafics commerciaux et de manière plus large sur le fonctionnement des économies antiques. Rezé, Narbonne, Vienne, Arles correspondent à des grands entrepôts « têtes de réseaux » qui constituent autant de points de redistribution pour l'approvisionnement des populations et, à partir de la vallée du Rhône, du *limes*. Ils sont situés sur des voies fluviales majeures : axe rhodanien, isthme gaulois, axe ligérien. Ils sont relayés par un réseau d'entrepôts plus modestes organisant la desserte locale.

Il conviendrait également de rechercher les débarcadères (ou embarcadères) de villas maritimes (comme celle des Laurons près de Martigues [Var]) établis dans des anses abritées naturellement et dont la protection est parfois renforcée par la construction d'un môle. Les exemples italiens montrent que, dans la mesure où les *villae* étaient aussi des centres de production, ces installations avaient une fonction liée aux échanges.

Perspectives

L'archéologie portuaire regroupe tous les témoignages en lien avec le fonctionnement d'un port, espace d'accueil et de redistribution. Elle est à la charnière de plusieurs disciplines et nécessite la collaboration de géographes, archéologues, paléoenvironnementalistes, géophysiciens... Elle repose essentiellement sur :

- la question de l'évolution du rivage et/ou du fleuve basée sur le croisement des données archéologiques et l'étude des dynamiques morpho-sédimentaires ;
- l'étude des structures portuaires ;
- les témoignages des activités portuaires.

Dans les prochaines années, les espaces portuaires continueront à être explorés dans le cadre de l'aménagement du territoire mais également grâce à des opérations programmées car l'archéologie portuaire repose sur la complémentarité des approches et des zones d'études. Si la fouille préventive est contrainte dans un espace défini par le projet d'aménagement, les programmes de recherche peuvent prendre en compte un territoire vaste. Ces fouilles peuvent intervenir dans des milieux spécifiques, notamment sur le littoral où les zones humides bénéficient d'un statut particulier, car elles constituent des espaces sensibles soumis aux risques mais également fragiles d'un point de vue écologique. Après une période de forte pression immobilière sur les littoraux, ces derniers font désormais l'objet de protection et constituent des réserves naturelles et patrimoniales (Conservatoire du Littoral). Ils restent cependant vulnérables en raison de l'érosion mais aussi de probables

submersions à venir dues au réchauffement climatique, comme on le constate déjà en Camargue.

En ce qui concerne les eaux intérieures et les risques induits par les travaux de rectification ou de reprofilage des fleuves, les projets de recherche doivent être encouragés et suivis avec attention par les services régionaux de l'archéologie et par les CIRA. Ces questions trouvent un fort écho dans les enjeux sociétaux actuels : l'impact des modifications anthropiques sur un milieu et sur le long terme est amplement illustré par l'archéologie portuaire.

Le vaste champ géographique et chronologique embrassé par l'archéologie portuaire témoigne de son potentiel de même que les sujets abordés (sociétés, environnements, économie, histoire des techniques) et les enjeux scientifiques qui dépassent le strict cadre de la discipline. Les colloques organisés ces dernières années et ceux en préparation illustrent la richesse de ce thème à forte visibilité internationale.

Références bibliographiques

- Arnaud P. (2012), « L'homme, le temps et la mer », in S. Keay (ed.), *Rome, Portus and the Mediterranean*, Rome, The British School at Rome, coll. "Archaeological Monographs of the British School at Rome", 21, p. 127-146.
- Ayala G. (dir.) (2013), *Lyon, Saint-Georges. Archéologie, environnement et histoire d'un espace fluvial en bord de Saône*, Paris, Maison des sciences de l'Homme, coll. « Documents d'archéologie française », 106, 440 p.
- Boetto G. (2010), « Le port vu de la mer : l'apport de l'archéologie navale à l'étude des ports antiques », in S. Keay, G. Boetto (eds.), *Portus, Ostia and the ports of the Roman Mediterranean. Contributions from Archaeology and History, 17th International Congress of Classical Archaeology: Meetings between Cultures in the Ancient Mediterranean. Rome, 22-26 september 2008*, Rome, Ministero per i Beni e le Attività Culturali, p. 112-128.
- Boetto G. (2012), « Les épaves comme sources pour l'étude de la navigation et des routes commerciales : une approche méthodologique », in S. Keay (ed.), *Rome, Portus and the Mediterranean*, Rome, The British School at Rome, coll. "Archaeological Monographs of the British School at Rome", 21, p. 153-173.
- Boetto G., Pomey P., Tchernia A. (2011), *Batellerie gallo-romaine. Pratiques régionales et influences maritimes méditerranéennes*, Paris, Errance & Aix-en-Provence, Centre Camille-Jullian, coll. « Bibliothèque d'archéologie méditerranéenne et africaine », 9, 192 p.
- Carpentier V., Leveau P. (2013), *Archéologie du territoire en France, 8000 ans d'aménagements*, Paris, La Découverte & Inrap, coll. « Archéologies de la France », 176 p.

13 <http://www.entrepots-anr.fr/>

•••

- Chapelot J., Rieth É. (2011), « Navigation et ports fluviaux dans la moyenne Charente, de l'Antiquité tardive au XI^e siècle d'après l'archéologie et les textes », *Actes du 35^e congrès de la Société des historiens médiévistes de l'enseignement supérieur public, La Rochelle, 2004, Ports maritimes et ports fluviaux au Moyen Âge*, Paris, Publications de la Sorbonne, p. 195-215.
- Dumont A. (dir.) (2006), *L'archéologie des lacs et des cours d'eau*, Paris, Errance, 166 p.
- Hesnard A. (2004), « Terre submergée, mer enterrée : une "géo-archéologie" du port antique de Marseille », in L. de Maria, R. Turchetti, *Evolución Paleambiental de los puertos y fundaderos antiguos en el Mediterráneo occidental, I Seminario ANSER, Alicante, 14-15 novembre 2003*, Soveria Mannelli, Rubbettino Editore, p. 3-29.
- Hesnard A., Marriner N., Morhange C. (eds.) (2011-2012), « Géo-archéologie en Méditerranée », *Méditerranée*, 117, p. 11-13.
- Hugot L., Tranoy L. (coord.) (2010), *Les structures portuaires de l'arc atlantique dans l'Antiquité. Bilan et perspectives de recherche, journée d'étude, 24 janvier 2008*, La Rochelle, Université de La Rochelle & Pessac, Éditions de la Fédération Aquitania, *Aquitania*, supplément, 18.
- Izarra F. de (1993), *Hommes et fleuves en Gaule romaine*, Paris, Errance, coll. « Les Hespérides », 240 p.
- La recherche archéologique en France. Bilan 1990-1994 et Programmation du Conseil national de la recherche archéologique* (1997), Paris, ministère de la Culture et de la Communication & Maison des sciences de l'Homme, p. 415-424.
- La recherche archéologique en France. Bilan 1995-1999 du Conseil national de la recherche archéologique* (2002), Paris, *Les Nouvelles de l'archéologie*, numéro spécial, 88, p. 48 (ancien programme transversal « Réseaux des communications et aménagements portuaires ») et p. 58-59 (ancien programme « Aménagements portuaires et commerce maritime »).
- Long L. (2008), *Secrets du Rhône : les trésors archéologiques du fleuve à Arles*, Arles, Actes Sud, 272 p.
- Marlier S. (dir.) (2014), *Arles-Rhône 3, un chaland gallo-romain du I^{er} siècle après Jésus-Christ*, Paris, CNRS Éditions, coll. « Archaeonautica », 18, 330 p.
- Marriner N., Morhange C. (2007), "Geoscience of ancient Mediterranean harbours", *Earth Science Reviews*, 80, p. 137-194.
- Morhange C., Laborel J., Hesnard A. (2001), "Changes of relative sea level during the past 5000 years in the ancient harbor of Marseille, southern France", *Palaeogeography, Palaeoclimatology, Palaeoecology*, 166, p. 319-329.
- Serna V. (dir.) (2013), *Le Cher. Histoire et archéologie d'un cours d'eau*, Tours, FERACF, *Revue archéologique du Centre de la France*, supplément, 43.

Axe 14



Illustration de la densité des inscriptions laissées par les soldats de la Grande Guerre dans le réseau souterrain de Naours (Somme).

Fouille Gilles Prillaux, 2015 (cliché D. Gliksman, Inrap).

L'archéologie des périodes moderne et contemporaine

L'archéologie des périodes moderne et contemporaine n'est pas à proprement parler un champ nouveau de la discipline, mais a connu, ces deux dernières décennies, un remarquable essor qui permet aujourd'hui de rediscuter la place des archéologies du récent dans les programmations scientifiques¹.

Souvent laissées de côté ou réduites à la portion congrue des programmes et ouvrages généraux, elles ont aujourd'hui acquis une légitimité certaine qui mérite encore d'être consolidée². Le développement de l'archéologie moderne et contemporaine permet aujourd'hui de dégager ces périodes du champ de l'implicite où elles n'ont longtemps été considérées que comme des extensions de l'archéologie médiévale, dans le meilleur des cas.

De récents travaux et publications affichent résolument la capacité de l'archéologie à construire discours et problématiques scientifiques sur des périodes où l'évidente abondance des sources d'archives a longtemps contribué à dispenser l'archéologie de réflexions sur les objets d'étude auxquels elle était pourtant depuis longtemps confrontée. De fait, cette archéologie est longtemps apparue comme une illustration de « l'histoire », sinon comme un « bouche trou » lorsque les textes se font rares.

Il faut reconnaître que si fouiller le « moderne » est désormais mieux accepté, la légitimité du « plus récent » est encore sujette à de nombreuses suspensions. Cette situation s'inscrit aussi dans un autre débat au sein de la discipline, définitoire de celle-ci : lorsque le degré d'« archéologicités » tient à celui de l'ancienneté de son objet d'étude, à la complexité de son observation et au rétablissement de son identité. Ce sont

autant de critères qui, confondant difficultés de l'enquête et visées de celle-ci, expliquent aussi une négligence de ce champ chronologique : ni ancien, ni rare, ni disparu, souvent mieux ou bien documenté et conservé, le vestige récent semblerait dès lors rester en quête d'« archéologicités ». Encore « en devenir », mise dans une situation issue d'une sectorisation chronologique quelquefois prégnante, l'archéologie moderne et contemporaine gagnera pourtant à s'intégrer systématiquement dans des programmes thématiques. En outre, la fiabilité accrue de ses observations, due à une riche relève documentaire, en fait un champ expérimental à des fins rétrospectives sans rival pour les périodes plus anciennes, à l'instar de la démarche dite ethno-archéologique.

Les interrogations posées aux archéologues des périodes dites récentes suscitent donc des questionnements qui engagent la définition de l'archéologie. Aussi, dans un débat épistémologique. Et pour être opératoire, il faudra considérer que globalement « l'archéologique » ne se réduit pas à l'enfouï et que l'archéologie se donne pour objet l'analyse du monde matériel quelles que soient ses conditions d'observation ou de conservation³.

Bilan et enjeux

La lente maturation et le développement tardif des archéologies moderne et contemporaine en France sont en grande partie liés au poids des héritages historiographiques, où l'importance accordée aux périodes anciennes (Préhistoire, Âges des métaux et Antiquité), a longtemps entravé le décollage des discours sur le « récent », Moyen Âge inclus⁴.

1 À l'heure actuelle, l'archéologie moderne et contemporaine ne sont affichées dans la composition des CIRA que pour la CIRA Outre-Mer au titre de ce qu'il est convenu de désigner par le terme d'archéologie coloniale.

2 Trombetta (2004).

3 Journot et Bellan (2011), Bellan (2011).

4 Journot et Bellan (2011), Demoule et Landes (2010).

La recherche anglo-américaine s'est appropriée ces périodes beaucoup plus tôt en s'attachant au concept d'*Historical archaeology* couvrant l'ensemble des périodes postérieures à 1492. Il serait pourtant réducteur de penser que ce développement n'a été lié qu'au caractère récent de la colonisation européenne puisque la Grande-Bretagne, par exemple, qui a aussi une « Préhistoire » et une Antiquité classique, a très tôt assimilé le récent comme une part entière de sa recherche archéologique. Leur historiographie, davantage fondée sur les notions héritées de l'anthropologie sociale, a eu le mérite d'émanciper la source archéologique de l'archive⁵. Libéré du rapport de hiérarchisation, l'archéologie a pu se construire dans un dialogue plus libre avec les autres sources disponibles. Les questions ne se posent pas selon l'angle de l'ancienneté des vestiges, mais sous l'angle élargi des groupes humains et des phénomènes sociaux⁶.

En France, les stimuli décisifs pour la prise en compte du récent en archéologie ont été envoyés par les destructions massives du patrimoine industriel du XIX^e et du XX^e siècle qui dans les années 1970 furent illustrées par la destruction des Halles parisiennes. L'archéologie industrielle a ainsi largement contribué à l'intérêt porté au récent⁷. Simultanément, l'enseignement académique prenait un nouveau tournant, sous l'impulsion de Philippe Bruneau à l'université de Paris IV-Sorbonne et la création de la revue *Ramage*.

Les fouilles de la Cour Napoléon et du Carrousel du Louvre à Paris ont constitué, dans les années 1980, des chantiers pionniers de l'archéologie préventive et ont fait entrer, l'archéologie moderne dans une nouvelle ère⁸. Dans les années 1990, c'est l'archéologie des deux conflits mondiaux, dans le Nord de la France, qui a opéré une nouvelle étape du processus, surtout matérialisée par les découvertes de sépultures de soldats⁹.

Aujourd'hui, la situation de l'archéologie des périodes moderne et contemporaine a singulièrement évolué. Le développement de l'archéologie préventive a permis d'accroître considérablement les occurrences de sites explorés. La confrontation répétée avec ces périodes a fait œuvre de pédagogie. Ces sites font l'objet de prescriptions indépendantes et sont parfois ceux dont le diagnostic permet de mettre en évidence des occupations plus anciennes¹⁰. Le nombre de sites fouillés s'est considérablement accru en une décennie, toutes les zones géographiques et toutes les institutions sont concernées. Camps militaires napoléoniens¹¹, dépotoirs industriels du XIX^e siècle, camp américain de prisonniers allemands de 1944 à Marseille ou à Reims (camp de repos allemand), habitats ruraux font maintenant partie des sujets courants, bien que non systématiques, de la prescription archéologique. L'affirmation des archéologies du récent est aussi celle de ses

acteurs qui peuvent désormais s'afficher comme modernistes ou contemporanéistes.

Depuis une vingtaine d'années, l'essor de l'archéologie préventive a permis une meilleure intégration et une meilleure approche scientifique du patrimoine récent. Les champs de recherches se sont diversifiés, s'étendant à l'ensemble du monde matériel, enfoui ou non¹². On y intègre de plus en plus les questions de territoire et de milieu, largement soutenues par les disciplines bio- et géoarchéologiques. Les archéologies du récent ont aussi changé d'échelle de lecture spatiale. L'acquisition des données sur ces périodes s'est faite en quelques décennies seulement et a permis de renouveler, voire de construire des pans entiers de la connaissance archéologique.

La liste des thématiques qui suit ne se veut pas exhaustive et invite surtout à une réflexion plus large sur les champs explorés en quelques décennies. Pratiques funéraires, pratiques de consommation, de distinction sociale, exploitation des ressources sont autant de sujets qui montrent clairement, au travers de travaux récents, l'expansion de la recherche et témoignent de la dynamique engagée. Il ne s'agit pas nécessairement de thématiques neuves à l'archéologue mais de thématiques placées sous une focale nouvelle et qui profitent de l'essor de nouvelles disciplines et techniques d'enquête, de l'ouverture de ces champs les uns vers les autres où le monde matériel est autant reflet que moteur de la société¹³, générateur de comportements, et composant à part entière de l'histoire humaine; car la culture matérielle dessine justement d'autres ensembles que linguistique, politique et juridique...

C'est là l'un des enjeux de l'archéologie; c'est là probablement, pour l'archéologue, des plus passionnantes problématiques à poser dès lors que la documentation des siècles récents, de plus en plus abondante, la rend possible. Considérant l'autonomie de cette spécifique « histoire archéologique », resteraient alors à revoir à l'inverse la complémentarité interdisciplinaire, l'apport de l'archéologie aux questions de l'histoire académique.

Sous-axes et préconisations

Les thématiques de recherche dans le champ de l'archéologie moderne et contemporaine se répartissent, au même titre que pour d'autres périodes plus anciennes, d'une part en axes thématiques diachroniques et, d'autre part, autour d'interrogations spécifiques sur le « très récent ». Les questions de méthodologie couvrent les deux types de sujets.

Les thèmes retenus dans cet axe 14 ne doivent pas être conçus comme des thèmes retranchés et indépendants de la recherche sur les périodes plus anciennes. Il s'agit de problématiques partagées sur l'espace rural, les modes de peuplement, les rythmes d'urbanisation, les pratiques religieuses et funéraires; ils doivent être conçus dans la longue durée historique et des pratiques spirituelles, techniques et sociales. Les

5 Wheeler (1954), Rathje et Murphy (1992).

6 Journot et Bellan (2011), Burnouf *et al.* (2012).

7 Daumas (1980).

8 Van Ossel (1998), Journot et Bellan (2011).

9 Desfossés *et al.* (2008).

10 Hurard, Roumégoux et Derieux (2014).

11 Lemaire (2010).

12 Journot et Bellan (2011).

13 Bruneau et Balut (1982).

découpages chronologiques n'étant pas un cloisonnement épistémologique, mais une simple nécessité de classement¹⁴.

L'habitat des élites

Comme pour les périodes médiévales, de récents travaux ont contribué à proposer de nouveaux éclairages sur l'habitat des élites de la période moderne. Sites castraux, résidences seigneuriales fortifiées ou non, maisons de plaisance ont offert de nouvelles occasions d'interroger la hiérarchisation sociale de l'Ancien Régime et de montrer à travers la diversité des formes de l'habitat, celles des situations sociales, des franges supérieures de la paysannerie aux franges supérieures des élites seigneuriales. Rythmes et phases d'aménagement, évolution des pratiques de consommation sur un même site, instabilité des situations sociales sont autant de sujets qui éclairent les pratiques sociales sur la longue durée. Les fouilles récentes sur ces habitats, y compris royaux, doivent permettre en abordant l'environnement des sites, de s'attacher à l'économie des chantiers et à l'exploitation des ressources, locales ou non. Force est de constater que depuis les fouilles du Louvre ou de Vincennes, les très grands habitats d'élites et leur culture matérielle ont été abordés de manière presque anecdotique, sans mesure avec les travaux des années 1980. Les élites rurales, plus modestes, n'ont pas été laissées de côté et sont devenues des sujets d'enquête à travers la fouille d'établissements agricoles qui permettent d'interroger l'économie rurale et les interactions entre seigneurs et fermiers, fermiers et paysans et de mieux comprendre les modes d'exploitation agricoles à une période de grandes transformations des pratiques¹⁵. Largement favorisé par le développement des sciences environnementales, ces cas éclairent les choix d'exploitation adaptés à des milieux et contextes différents. Ils témoignent des grandes transformations sociales qui s'opèrent entre la fin du xv^e et le xix^e siècle dans les campagnes autour des rapports de production¹⁶.

Le monde rural

Pratiques et structures agricoles en transformation apparaissent comme un champ récent des préoccupations des archéologues.

Réseaux de fossés, pratiques viticoles, murs à pêches, culture d'asperges¹⁷, fosses de plantation sont aujourd'hui enregistrés comme des faits archéologiques en ce qu'ils révèlent des techniques agricoles, l'occupation et les modes d'exploitation de l'espace rural, mais aussi les transformations et la fabrication de cet espace vécu comme naturel, bien que largement transformé, artificialisé. En témoignent les vestiges des pratiques maraichères des xix^e-xx^e siècles, autour de Paris, dont la destruction s'est accélérée avec la réhabilitation des centres urbains, mais il en va de même pour les réserves

de chasse, les parcs à gibiers et autres faisanderies¹⁸ isolées des xvii^e et xviii^e siècles. Là aussi les sciences de l'environnement doivent jouer un rôle majeur dans la reconnaissance des changements culturels qui affectent les campagnes françaises par l'introduction de nouvelles espèces (faune et flore), par la mise en place d'un capitalisme agricole qui, à partir du xviii^e siècle, constitue déjà une phase de remembrement des espaces ruraux et une recomposition des forces économiques.

À bien des égards les xvii^e, xviii^e et xix^e siècles sont marqués par un processus de révolution agricole dont il appartient aussi aux archéologues d'identifier les signaux et de caractériser les invariants comme les changements. De ces vastes recompositions sociales et spatiales, il serait temps d'organiser une lecture à petite échelle, celle du territoire, *via* l'archéogéographie.

Les résultats proposés par ces études encore trop peu nombreuses invitent à des réflexions plus larges que l'échelle intrasite et révèle l'insertion sociale à travers l'insertion spatiale.

L'archéologie de l'urbain

Les opportunités d'explorer les villes anciennes et le fait urbain se sont multipliées ces dernières décennies, notamment sous la pression de l'archéologie préventive. Par touches successives, les fouilles menées dans le cadre préventif comme programmé permettent de dresser un portrait plus affiné de l'évolution de tissus construits sur la longue, voire la très longue durée.

Si les niveaux stratigraphiques modernes et contemporains ont longtemps été négligés dans l'examen des formations stratigraphiques urbaines, ils sont heureusement aujourd'hui de mieux en mieux pris en compte. Amiens, Metz, Strasbourg, Marseille, Bordeaux, Lyon et bien d'autres villes livrent aujourd'hui de précieuses données sur la construction urbaine, les conditions d'émergence, sur les phases de contraction, d'expansion en relation étroite avec l'environnement social, naturel et topographique. L'espace urbain cristallise ainsi les idéologies qui résultent des grands travaux d'aménagement de sites portuaires, de fortifications, de transformations du xix^e siècle. Les travaux de grande ampleur qui s'y opèrent affectent les logiques anciennes de circulation, de rapports entre les quartiers et entre les communautés.

L'archéologie peut rendre compte des travaux réalisés¹⁹ et des pensées qu'ils sous-tendent, notamment grâce à l'archéogéographie²⁰. Le développement des problématiques et la multiplication des fouilles dans le tissu urbain de Marseille²¹, Lyon²², Toulouse et bien d'autres, conduisent aujourd'hui à une lecture de ces espaces sur la longue durée et à une compréhension accrue des transformations profondes opérées au cours des périodes moderne et contemporaine. Accompagnés d'approches géoarchéologiques, toutes

14 Le Goff (2014).

15 Dufour (2014).

16 Hurard (2012), Bruley-Chabot *et al.* (2012).

17 Billoin et Dufour (2005).

18 Dufour et Hurard (2010).

19 Gerber et Nibodeau (2014).

20 Lavigne (2011).

21 Bouiron *et al.* (2012).

22 Ayala (2009, 2013).

les couches constitutives de l'histoire stratigraphique sont prises en compte, les niveaux contemporains du XIX^e et du début du XX^e siècle ne doivent pas échapper à la règle, tant les transformations des soixante-dix dernières années sont marquées.

L'archéologie des moyens de production

Des moyens de production artisanaux aux productions industrielles, les périodes moderne et contemporaine sont affectées par des changements qui, en l'espace de quelques siècles, ont donné lieu à de profondes évolutions, voire révolutions des méthodes et des échelles de production.

Les méthodes géoarchéologiques permettent d'envisager de nouveaux outils de caractérisation des zones artisanales ou spécialisées, parfois difficiles à mettre en évidence ou à cerner. C'est notamment le cas des phénomènes de « terre noires » au sujet desquelles les études récentes montrent une contamination au plomb²³.

Mines, tuileries, briqueteries²⁴, faïenceries, mais aussi artisanat domestique tel que la marqueterie, sont autant d'exemples de recherches récentes sur ces sites de production qui peuvent être retranchés de la ville ou du village, ou leur être intimement liés. Trop rares encore sont les recherches conduites sur les boucheries du XIX^e siècle, sur les fermes aujourd'hui incluses dans le tissu urbain, sur les ateliers de raffinerie de sucre et autres officines artisanales. Ce sont autant de supports de compréhension de la transformation de l'espace urbain et des phénomènes de transmission des espaces bâtis dont les changements de vocation successifs sont significatifs de l'évolution des pratiques sociales et économiques. La mémoire et la connaissance de ces pratiques disparaissent, tout comme celle de leurs modalités d'insertion dans le tissu urbain ou villageois.

Il est regrettable, comme de manière générale pour les bâtiments en élévation (qu'il s'agisse des habitats d'élites, des établissements agricoles ou ecclésiastiques) que les études d'archéologie sur le bâti ne soient que trop rarement menées, souvent faute de prescription spécifique. Ce bâti, autre forme de la stratigraphie, enregistre les épisodes de stress, de crise et d'expansion qui sont irrémédiablement perdus quand seul le sous-sol est envisagé comme un objet de l'archéologie, qu'il soit ou non soumis à l'urgence préventive²⁵.

L'archéologie des pratiques funéraires

Pour les périodes moderne et contemporaine, ce thème connaît un nouvel essor depuis quelques années grâce au développement d'un large panel d'analyses biologiques et physiques permettant datations, identifications de séquences ADN, analyses des environnements d'inhumation.

Les opérations récentes ont permis d'appréhender la longue durée de la gestion des espaces funéraires et les changements importants intervenus à partir du XVI^e siècle

dans les rapports entre l'urbain et le funéraire. Modes de recrutement des populations, ségrégation ou exclusion, sont autant de questions ayant un impact sur la topographie des espaces funéraires et auxquelles se confrontent les anthropologues.

L'organisation des espaces en révèle tout autant sur les défunts que sur la hiérarchisation sociale, spirituelle ou symbolique de la société des vivants. Espaces de commémoration et de souvenir, ils doivent être envisagés sur le plan de la topographie des sépultures mais aussi de celui d'un espace géré par et pour les vivants où la monumentalité, les circulations, les espaces dégagés sont les indicateurs d'un espace social vécu et fortement lié à l'habitat. Certains cas d'exclusion de groupes complets ou de communautés sont à même d'éclairer les tensions et conflits autour de confessions ou de courants religieux et leur gestion politique.

La gestion des sépultures de masse ou sépultures de crise apparaît également sous un nouveau jour permettant de profiter des techniques d'analyse plus fine des modes et rythmes de dépôt ainsi que des traitements adjoints²⁶, qu'il s'agisse de crises épidémiologiques comme à Paris ou de sépultures de guerre, par exemple dans le cas des guerres vendéennes du XVIII^e siècle²⁷.

L'archéologie des contextes militaires

Cette archéologie s'est longtemps limitée à la violence de guerre, matérialisée notamment par les sépultures de soldats des deux conflits mondiaux, par les retentissantes découvertes d'escouades britanniques ou par celle de la tombe d'Alain-Fournier (Desfossés 2008).

Ces dernières années, les problématiques se sont enrichies de champs de recherche qui avaient été relativement délaissés jusque-là. Vie quotidienne, culture matérielle, analyse des techniques, stratégies offensives et défensives sont livrées grâce à un examen approfondi, en contexte préventif comme programmé, des lignes de front, en particulier dans le Nord et l'Est de la France, où les vestiges des cinq derniers siècles sont légion et ont peiné à être envisagés comme des objets d'étude pour l'archéologie. Loin des discours de propagande, l'archéologie livre, de manière non censurée, la matérialité et la complexité des pratiques sociales en temps de guerre ou en zone de conflits²⁸. Les travaux récents ont su démontrer que l'examen par l'archéologie de cette histoire récente, parfois encore douloureuse dans un pays où l'empreinte des deux conflits est encore très marquée, est capable de renouveler les connaissances et de relativiser la part de discours officiels ou trop généralisateurs sur des périodes très documentées où, face à l'abondance et à la diversité, l'analyse critique des sources pêche souvent.

L'archéologie des camps en contexte militaire connaît depuis quelques années un intérêt inédit. Camp d'entraînement des troupes de Louis XIV, camp de stationnement des troupes napoléoniennes dans le Nord de la France, camp de

23 Ploquin *et al.* (2010).

24 Van Ossel (1998), Journot et Bellan (2011).

25 Mataouckecq (2009 et 2012).

26 Kacki et Castex (2013).

27 Bonnabel (2012).

28 Schnitzler et Landolt (2013).

repos allemand du premier conflit mondial dans l'Est de la France, camp d'emprisonnement de la seconde guerre mondiale livrent quantité d'informations sur la préparation de la guerre, la gestion des ressources humaines et matérielles, la gestion des temps longs de l'affrontement et permettent d'examiner les pratiques militaires sous un angle plus quotidien, presque domestique, notamment sur l'adaptation des modes de vie de la troupe, pour ne pas dire « de la masse », à des contingences diverses²⁹.

La culture matérielle apparaît comme une nouvelle énigme tout aussi familière qu'étrangère face à l'évolution extrêmement rapide des pratiques sociales et des modes de consommation au cours de la période contemporaine, y compris en contexte militaire.

L'archéologie coloniale

Il s'agit d'un sujet intégré à la programmation scientifique française depuis plusieurs décennies au titre des territoires et départements d'Outre-Mer. Elle s'intéresse donc aux cultures et pratiques sociales matérialisant la colonisation, à l'expansion et à l'exploitation de territoires et des populations par les Européens et sont, pour les Français, le point de contact avec *l'Historical Archaeology*. L'introduction des cultures européennes aux Antilles, en Guyane ou dans l'océan Indien marque une rupture brutale avec les cultures amérindiennes.

Cette archéologie dite coloniale n'est un sujet distinct que par l'éloignement géographique.

Modes de consommation, pratiques culturelles et économies sont des champs communs à toutes les autres périodes étudiées par l'archéologie. Au-delà des questions relatives aux modalités d'implantation, d'exploitation, de développement économique, la spécificité est ici de capter les indices et marqueurs des jeux d'influences mutuelles entre cultures endogènes et cultures exogènes.

Il faut veiller à ne pas penser trop mécaniquement ni trop verticalement les relations sociales de ces ensembles culturels et à ne pas négliger la part des pratiques vernaculaires. C'est notamment le cas des questions relatives aux pratiques de consommation, aux approvisionnements. Si le lien indéniable avec la métropole doit être questionné, l'économie de ces régions répond à d'autres logiques, d'autres circulations et contingences naturelles, concurrentielles ou complémentaires des réseaux européens³⁰.

Les travaux récents montrent que la part des échanges et des adaptations est importante et qu'elle fonctionne dans les deux sens. L'archéologie coloniale ne peut être une simple transposition des problématiques « européen-centrées » sur des territoires à la construction sociale complexe. Les questions environnementales sont également fondamentales et nécessitent des analyses géoarchéologiques adaptées à ces contextes lointains.

Des archéologies du récent et du très récent en question

L'archéologie de nos grands-parents

Les archéologies du récent ont clairement progressé ces dernières décennies. Toutefois, certains travaux montrent que, si le moderne a pris sa place, bon an mal an, la situation est encore contestée pour les périodes récentes à actuelles. La première bénéficie du soutien de beaucoup de médiévistes, dans une continuité logique. C'est le fruit de combats anciens et d'une pédagogie soutenue. La seconde en revanche, s'attaquant à des questions relatives au récent, voire au très récent, est loin d'être évidente.

Les fouilles et les recherches qui portent depuis quelques années maintenant sur les camps d'internement ou de concentration de la seconde guerre mondiale³¹, sur les vestiges des monuments de propagande des années 1930³² ou sur les décors de cinéma des années 1970³³, n'ont *a priori* rien de commun tant leurs problématiques sont éloignées les unes des autres. Elles suscitent pourtant de nombreuses interrogations sur la légitimité du discours archéologique.

Ces objets d'étude très récents bouleversent les mentalités à plus d'un titre. Pour les archéologues du récent, la question de savoir pourquoi fouiller, pour quel apport, se pose de manière permanente. Chaque cas est une nouvelle interrogation qui place le chercheur face à ses propres paradoxes et à ses motivations subjectives, même inconscientes.

Par ailleurs, être confronté aux vestiges des camps nazis, à ceux de l'esclavage du XVIII^e siècle, aux traces des combats des deux conflits mondiaux ne permet pas le détachement de tout affect et il est beaucoup plus difficile de distancier ces événements et leurs traces matérielles pour lesquels nous avons tous construit des images, alimentées par les différents médias et par l'abondance de la documentation.

Que dire de la place de l'archéologie quand elle est sollicitée pour exhumer les charniers des dictatures chiliennes ou franquistes, ceux du génocide rwandais³⁴, ou pour localiser, comme ce fut le cas en Grande-Bretagne à la fin des années 1970, les sépultures des victimes d'un tueur en série du Yorkshire? Ce qu'il est d'usage d'appeler la *Forensic Archaeology* qui fait appel aux compétences techniques et à la qualité d'analyse des processus taphonomiques des archéologues formés à l'anthropologie.

Qui plus est, le quotidien de nos grands-parents n'a pas été que conflits et drames. Et c'est au final toute une civilisation matérielle déjà plus ou moins disparue qu'il s'agit d'appréhender et que l'archéologie contemporaine peut se donner pour objet.

29 Hurard (2012b), Hurard, Lorin et Tixador (2014), Desfossés *et al.* (2008), Carpentier et Marcigny (2014).

30 Arcangeli (2014).

31 Valentin et Charpentier (2014), Pouvreau (2014), Gilead, Haimi et Mazurek (2009).

32 Gentili (2013).

33 Weller (2014).

34 Haglund (2008).

*Entre problématiques scientifiques
et enjeux sociétaux*

L'enjeu est ici la capacité de l'archéologie à s'approprier et à construire des problématiques qui permettent de dépasser l'affect pour s'inscrire dans une véritable démarche analytique des sources confrontées les unes aux autres. Sommes-nous capables d'échantillonner, de raisonner les choix et de les justifier systématiquement ?

Sans cet effort, deux situations sont observées : la première consiste à aborder, sans réflexion préalable, n'importe quel objet d'étude pourvu qu'il suscite un intérêt dont la motivation n'est pas toujours explicite, sinon qu'elle est laissée au gré de la curiosité du moment ; la seconde, également observée, consiste à rejeter l'étude de tout site récent – sur le seul critère chronologique, celui de sa non-ancienneté – en doutant même de sa nature archéologique dans la mesure où les archives seraient susceptibles de le renseigner.

C'est tout l'objet de la programmation que d'inviter à la mise en discours, en enquête de nos pratiques et méthodes. Il ne s'agit évidemment pas de fouiller toutes les cuves à fuel mises en évidence sur les sites ou de s'arrêter à toutes les dalles de béton. Force est de constater que sur le terrain, l'équilibre est souvent trouvé au moment de la collecte des données. Il faut au minimum pouvoir échantillonner, reconnaître, caractériser une nature d'occupation, sa chronologie et souvent organiser un relevé des ensembles qui appartiennent à l'histoire sédimentaire du site. Elles peuvent faire l'objet, ensuite, d'une exploitation même sommaire pour les replacer dans un contexte historique plus large. Il y a un équilibre à trouver, au cas par cas, en fonction de l'importance des vestiges, de leur densité et du caractère non réitérable de l'observation.

L'archéologie peut d'ailleurs être un puissant moteur de réactivation de la mémoire et participer aux débats civiques quand par son intercession, un objet (sépultures de soldats, ou cimetière militaire de Thiais [Val-de-Marne], par exemple) réintègre le champ social actuel. Elle a donc évidemment une responsabilité vis-à-vis du public et de la société, celle de donner à lire et à comprendre les objets en cours de décomposition sociale. Cette obligation est celle de l'ensemble des acteurs de l'archéologie.

L'extension des champs de recherche au récent et à l'actuel est une question de logique déjà soulignée par Philippe Bruneau³⁵. C'est une question de cohérence de la longue durée. Les historiens actuels travaillent déjà à la mise en perspective des affrontements qui se déroulent en Ukraine ou en Syrie. Pourquoi les archéologues ne pourraient-ils pas travailler sur les formes sociales de l'habitat des bidonvilles aux abords des grandes capitales notamment et sur les traces qu'ils laissent quand ces derniers sont désaffectés ? Pourquoi ne pourraient-ils pas envisager les dépotoirs industriels du xx^e siècle comme des objets de l'archéologie ?

De ces interrogations naît la confrontation avec d'autres disciplines, d'autres discours épistémologiques et méthodologiques.

Confrontation des sources et interdisciplinarité

*Sources archéologiques (« autopsiques »)
versus sources d'archives (« testimoniales »)*

S'il n'y a pas de spécificité méthodologique à l'archéologie moderne et contemporaine³⁶, l'abondance de la documentation écrite, cartographique ou planimétrique déplace le centre de gravité et oblige l'archéologue du récent à une démarche d'investigation s'appuyant sur un large ensemble de sources.

Naturellement, la plus grande disponibilité des archives ne dispense pas d'une observation archéologique. Bien que de natures différentes, l'observation des choses et les témoignages historiques – souvent fortuits – dont on dispose concourent à une seule archéologie, entendue comme discours historique. Mais la démarche méthodologique est un travail d'équilibriste qui consiste à mener une analyse critique des deux types de sources indépendamment l'une de l'autre, avant leur confrontation. Il est trop souvent tentant de plaquer les informations fournies par une source sur l'autre et d'essayer de trouver dans l'une ce qui n'est pas dans l'autre : elles ne sont pas d'emblée complémentaires sinon au gré de la problématique archéologique. Cette analyse ne peut être menée à la légère et nécessite des spécialistes compétents, encore trop peu nombreux, qui peinent, quand ils existent, à être reconnus par les institutions et sont encore trop souvent formés de manière superficielle. Dans le cadre des opérations autorisées, il est aussi rare de trouver, dans les cahiers des charges des prescriptions archéologiques, le souhait de recourir à ces spécialités. Et quand c'est le cas, la prescription se borne à exprimer le besoin d'interroger les sources sans pour autant que les questions d'archéologie soient explicites, comme si c'était une évidence sous-jacente.

Cette « évidence » en dit long sur l'absence d'une archéologie mieux raisonnée qu'en tant que sorte de « bouche trou » d'une histoire déjà écrite.

Il est donc urgent de prendre en considération, d'une part, la prise en charge des sources testimoniales comme sources « d'archéologie », d'autre part d'en mieux raisonner la confrontation aux sources « autopsiques » que constituent les observations archéologiques.

L'archéologie au sein des sciences humaines et sociales

Face à ces sujets en construction qui procéderont naturellement par tâtonnements successifs, l'archéologie interroge aussi sa place dans le concert des sciences humaines, clame la spécificité de ses méthodes et problématiques et montre sa capacité à produire une information renouvelée ou tout au moins des questions et pistes divergentes.

L'archéologie est également une source historique, celle de la matérialité. La confrontation des sources archivistique et archéologique est productrice de discours historiques plus riches, mieux étayés et surtout de raisonnements plus serrés. La finesse d'analyse qu'apportent la confrontation des sources et l'interdisciplinarité, amène souvent à questionner

35 Bruneau et Balut (1982).

36 Burnouf et Journot (2004).

la validité de certaines interprétations archéologiques trop peu étayées, mais qui fonctionnent comme des paradigmes et pèsent lourdement sur la construction des modèles.

Les interrogations posées au récent, qui nécessitent d'affûter argumentaires et problématiques, suscitent des questionnements qui engagent bien plus que les « archéologues du récent » sur les enjeux méthodologiques et épistémologiques.

Le renouvellement des données et des problématiques archéologiques sur les périodes moderne et contemporaine questionne les frontières entre sciences humaines, archéologie, anthropologie, sociologie, histoire et ethnologie. Le volume et la qualité des données que l'on peut désormais prendre en considération ne permettent plus de considérer la source archéologique seulement comme une donnée auxiliaire ou même complémentaire. Les champs de recherche peuvent être communs et la liberté de l'un ne devrait pas s'arrêter là où commence celle de l'autre. L'objet d'étude peut être partagé, puisque les méthodes et angles d'analyse diffèrent. Un même objet d'étude peut subir différentes questions dans le but d'obtenir des réponses de nature différente. Les questions des historiens, celles des archéologues, des ethnologues ou encore des géographes sont rarement les mêmes. La notion de culture matérielle, commune aux archéologues, aux ethnologues, aux anthropologues, aux historiens, n'enferme pas l'archéologue dans une stricte matérialité, la seule dimension technique de l'artefact. Elle considère l'objet, l'espace et le milieu comme des productions sociales, aux significations plus ou moins manifestes, comme des marqueurs ou instruments privilégiés de l'adaptation de l'homme à un milieu donné.

Ces disciplines sont encore trop souvent cloisonnées et ne confrontent encore que trop rarement leurs discours, leurs méthodes et leurs problématiques spécifiques. Les ouvrages interdisciplinaires sont encore trop rares. On peut tout de même observer que, dans la filiation des arts et traditions populaires, certains sujets, comme l'habitat vernaculaire par exemple, ont davantage fait l'objet d'échanges et de dialogues entre géographes, ethnologues, archéologues et historiens. Ces échanges doivent être étendus à d'autres champs de recherche. Il est urgent de réussir à engager un dialogue interdisciplinaire et des confrontations constructives plus systématiques sur la base de l'ensemble des sources disponibles.

Nouvelles perspectives

Si la place de ces périodes récentes dans le champ de l'archéologie est mieux assurée, la pratique montre que des efforts importants restent à faire, qu'il s'agisse de la construction de nouveaux champs d'investigation, de la réappropriation de thèmes et problématiques en déshérence, mais aussi des réflexions à mener sur les cloisonnements chronologiques et sur le rapport au non-enfouï.

Une société rurale réduite à ses formes les plus manifestes

Dans le champ des thèmes à approfondir, voire à dynamiser, il est urgent de se pencher de manière beaucoup plus rigoureuse et systématique sur la diversité des formes d'habitat rural, en incluant dans ce champ les contextes les plus

modestes. L'habitat paysan fait depuis trop longtemps partie des sujets déficitaires. Les initiatives qui permettraient sa prise en compte, son examen archéologique et le développement de véritables problématiques de recherche font notoirement défaut.

La société rurale paysanne, qui représente les deux tiers de la population européenne à la période moderne et jusqu'au début du XIX^e siècle, est victime d'un désintérêt global qui condamne à n'aborder les problématiques relatives aux modes de vie, aux pratiques de consommation et aux modes économiques de ces sociétés que de façon tronquée, privant ainsi la réflexion d'une part conséquente des données sur la culture matérielle. Or, celle-ci permet d'envisager la société dans sa complexité et de sortir la société rurale des stéréotypes miséreux dans lesquels on la cantonne encore trop souvent. Ces écueils sont malheureusement observés également pour l'archéologie du second Moyen Âge, ce dont héritent aussi les périodes plus récentes.

L'essentiel de la société rurale échappe à la mise en discours. Modestes fermes, petits habitats villageois, masures n'intègrent que rarement le corpus des cas d'espèces par le fait qu'ils ne constituent pas des signaux matériels suffisamment forts pour retenir l'attention. Le problème est similaire avec les habitats d'artisans en milieu aujourd'hui urbain, pour les fermes maraîchères et autres ateliers. On devrait être capable, surtout quand ces témoins du bâti moderne et contemporain sont encore conservés en élévation, d'organiser à leur égard une lecture archéologique.

Cette pratique, trop rare, n'est pas encore acquise et relève encore trop d'une démarche basée sur la curiosité et l'initiative individuelle du chercheur ou du prescripteur³⁷.

Une archéologie sur le bâti à développer

L'archéologie sur le bâti est, de manière générale, encore trop rarement sollicitée. Si elle a connu un engouement certain dans les années 1990, il semble qu'aujourd'hui, face aux défis techniques que représentent les élévations, l'archéologie sur le bâti a perdu du terrain. Elle pâtit également parfois de la démarche non avertie des restaurateurs, aspect qui pourrait être également amélioré dans le cadre des travaux réalisés sur les édifices protégés au titre des Monuments historiques. Par manque de coordination et de sensibilisation aux enjeux de la démarche archéologique appliquée au domaine bâti, la nécessaire coordination des services concernés et l'articulation des travaux dans un objectif commun sont trop rarement pris en compte. L'archéologie du bâti est pourtant le pilier de l'acte d'enquête qui consiste à reconnecter la part enfouie d'un site et sa part conservée en élévation. Elle est à bien des égards la partie émergée d'un processus stratigraphique qui doit être lu comme une chaîne insécable de la culture matérielle.

La prescription des opérations nécessitant des analyses sur le bâti connaît de fortes disparités régionales et des pratiques très hétérogènes. Il est pourtant évident que ces vestiges ne sont pas plus renouvelables une fois détruits, réaménagés ou transformés que ne le sont les vestiges enfouis.

³⁷ Lafarge (2008).

L'habitat vernaculaire n'est pas qu'un sujet patrimonial ; il participe de plein droit aux problématiques relatives à l'artisanat, l'habitat rural qui peuvent être partagées avec les géographes ou les ethnologues.

Il n'en demeure pas moins que l'archéologie doit pouvoir élaborer des problématiques à leur propos qui ne peuvent naître que de la démarche archéologique³⁸.

La culture matérielle moderne et contemporaine.

La perte de sens des objets du quotidien récent

La culture matérielle des périodes récentes n'est pas mieux comprise ni mieux connue parce qu'elle date d'hier ou d'avant-hier. De nombreux éléments remontant à l'époque de nos grands parents nous sont aujourd'hui complètement étrangers. Leur prise en compte ne peut être écartée sous prétexte que leur perte d'usage est récente, car ils sont révélateurs de pratiques traduisant des mentalités, des modes de vie, des économies différentes des nôtres.

Les études de mobilier constituant la culture matérielle de ces sociétés récentes ont fait un bon qualitatif et quantitatif considérable en une vingtaine d'années. Elles sont constitutives et nourrissent les problématiques abordées précédemment. Ainsi, les référentiels typo-chronologiques constitués en région lyonnaise³⁹ pour la céramique moderne et contemporaine, en Île-de-France⁴⁰, en région toulousaine ainsi que dans l'Est de la France pour le verre⁴¹ sont aujourd'hui des outils indispensables à la connaissance des pratiques de consommation, d'échanges et de production. Les spécialistes de la discipline ont d'ailleurs largement contribué au développement des recherches sur l'ensemble des périodes récentes. Force est de constater, là aussi, des disparités régionales notables où le dynamisme de la recherche dépend encore trop souvent des acteurs qui investissent le sujet. Le constat ne peut donc pas être généralisé à l'échelle nationale. Les démarches de construction de ces référentiels doivent être encouragées, y compris pour la période contemporaine. Cette exhortation concerne le vaisselier mais aussi l'outillage artisanal, agricole ou industriel, profondément transformés depuis le milieu du xx^e siècle et dont les usages disparaissent rapidement ainsi que leur sens⁴².

On doit malheureusement déplorer la faiblesse du nombre de spécialistes formés qu'il s'agisse, entre autres domaines, de mobilier métallique ou de verre. La question de la culture matérielle est un sujet autour duquel les archéologues ont pris l'habitude, dans les années 1970, de dialoguer avec les ethnologues.

Il semble que la pratique n'ait pas fait école, en tout cas pas de manière systématique. Il est pourtant essentiel de confronter les données issues de l'archéologie avec celles des musées et écomusées sur les pratiques agricoles, artisanales

ou militaires où l'archéologie ne se positionne pas seulement de manière interrogative, car elle est aussi porteuse de sens⁴³.

Le milieu et l'espace

Les thèmes diachroniques de la programmation traitent de l'anthropisation et de l'aménagement des milieux durant l'Holocène. Ils permettent, au minimum, de rappeler l'importance prise par l'archéologie dans la construction des problématiques des disciplines bio- et géoarchéologiques. Les questions environnementales ne doivent pas être étrangères aux périodes moderne et contemporaine⁴⁴.

Les choix d'exploitation, l'artificialisation des sols et des paysages sont autant de thèmes qui ne peuvent être exclus des problématiques sur le récent. Si la période moderne appartient à l'Holocène, on peut considérer que la période contemporaine est entrée dans l'ère de l'Anthropocène. Même si le concept est toujours débattu au sein de la communauté des géologues, il ne doit pas empêcher de s'interroger sur les changements opérés sur l'environnement par les activités humaines : en effet, celles-ci ont connu, à partir de la fin du xviii^e siècle et de la révolution industrielle, un véritable changement d'échelle et affectent durablement des systèmes plus anciens, souvent fruits d'une anthropisation plus discrète.

L'archéologie des périodes récentes doit au minimum s'interroger sur ces notions et chercher les marqueurs éventuels dans les changements d'occupation des sols par exemple qui permettraient d'entrer dans un débat sans doute loin d'être clos. Sommes-nous capables avec les outils de l'archéologie de caractériser un « anté-Anthropocène » ou une phase d'émergence de l'Anthropocène ? Pollutions des sols, réaménagements des milieux, exploitation extrême des ressources, déforestation, érosion des sols sont autant de sujets à explorer, dans la suite des travaux récents conduits sur la reconstitution historique des effets de la pollution sur le Mont Lozère⁴⁵. Les travaux interdisciplinaires portant sur l'histoire des hydrosystèmes en relation avec les sociétés humaines ont démontré la pertinence des regards transversaux où la géoarchéologie tient une bonne place⁴⁶. Pour la période moderne, des interrogations similaires mériteraient d'être mieux formulées sur la matérialité du petit âge glaciaire⁴⁷.

La dynamique des espaces, le milieu compris comme le fruit de construction sur la longue durée sont des enjeux essentiels pour les périodes récentes. Le changement des échelles de lecture, évoluant du site au territoire, est d'autant plus important que la documentation relative au domaine foncier et les sources cartographiques, plus abondantes, permettent d'élaborer des problématiques nouvelles.

L'archéogéographie, ferment de ce profond renouvellement, est encore trop peu sollicitée. Elle se place à la frontière entre la démarche archéologique, géohistorique et géographique pour réinterpréter la dynamique des espaces,

38 Mataouchek *et al.* (2009, 2012).

39 Horry (2012).

40 Journot et Bellan (2011).

41 Cabart (2011).

42 Demoule (2013).

43 Péru et Dufour (2015).

44 Beck *et al.* (2007), Hurard (2012).

45 Ploquin *et al.* (2010).

46 Burnouf et Leveau (2004b), Burnouf *et al.* (2007).

47 Castanet *et al.* (2008), Bravard et Magny (2002), Ayala (2013).

des paysages et de l'environnement dans la durée. Par conséquent, elle est capable d'insuffler un élan nouveau aux problématiques relatives à l'organisation de l'espace rural et urbain, cadres dans lesquels l'archéologie prend une part active aux problématiques concernant la construction de l'espace social. Elle permet ainsi de comprendre l'espace comme un objet résultant de processus longs, multiples et complexes qui contribuent à nous rendre étrangers des paysages même très récents. La permanence des milieux entre le XVII^e siècle et aujourd'hui (voire entre le XIX^e siècle et nos jours!) est rompue, sans parler des ruptures antérieures survenues au fil des siècles.

Seul le changement d'échelle d'analyse peut permettre de prendre la pleine mesure de ces évolutions⁴⁸.

Perspectives

L'archéologie moderne et contemporaine connaît depuis quelques années un accroissement certain du nombre de publications permettant la diffusion des données, des connaissances et la sensibilisation certaine d'un public de plus en plus large. Cet essor accompagne la multiplication des manifestations, colloques, journées d'études qui témoignent de ce dynamisme.

Comme pour d'autres périodes, il faut néanmoins constater que les travaux de synthèse manquent encore et que beaucoup des publications récentes ne concernent que des études de cas. On notera toutefois, depuis plus de trente ans, la régularité des débats autour des périodes récentes au sein de la revue *Ramage* (1982-2001) et des *Nouvelles de l'archéologie* (pas moins de trois numéros ont été consacrés à ce sujet en moins de quinze ans). Deux manuels ont également promu cette extension chronologique de la discipline⁴⁹. Mais, globalement, le secteur éditorial demeure dépourvu de périodiques spécialisés attachés à faire connaître ces nouveaux champs.

Il manque encore sans doute les rendez-vous réguliers du type de ceux organisés par l'Association du monde rural gallo-romain (AGER) ou par l'Association française d'archéologie mérovingienne (AFAM) qui, pour des périodes plus anciennes, permettent débats et échanges sur des sujets transversaux, indispensables à la construction des champs de recherche répondant aussi aux besoins programmatiques. Les publications monographiques n'ont pas manqué ces dernières années⁵⁰. Aujourd'hui, les archéologues modernistes et contemporanéistes ont trouvé des solutions diverses pour publier sous forme d'articles les résultats de leurs travaux : revues nationales ou régionales, cahiers de géographie, d'ethnologie, d'histoire parfois. Ils contribuent à l'interdisciplinarité. En d'autres termes, il est temps de bousculer les cadres, pour le plus récent comme le plan ancien d'ailleurs.

On peut en particulier regretter qu'au sein des structures d'enseignement universitaires, l'archéologie moderne et contemporaine soit si mal affichée et enseignée, exception

faite des universités parisiennes pionnières, Paris-Sorbonne-Paris IV et Panthéon-Sorbonne-Paris I. À quand des programmes d'archéologie intégrant de manière normalisée les époques moderne et contemporaine dans les cursus d'histoire et d'archéologie? Cette question se pose aussi au sein des programmes d'Histoire pour l'enseignement de l'histoire des sociétés antérieures aux sources écrites, étudiées par l'archéologie, qui n'entrent pas dans la quadripartition académique élaborée au XIX^e siècle (antique, médiéval, moderne et contemporain).

On cessera peut-être alors de parler de « moderne » pour désigner comme une acception générique toutes les périodes archéologiques « post-médiévales » dans un tout incohérent et dépassé.

Renouveler nos mises en œuvre de recherche? Si la fouille de sites de périodes récentes, entendue comme savoir-faire professionnel, est similaire sinon identique à celle de la plupart des sites antiques et médiévaux, c'est la mise en œuvre de la recherche qui doit mieux se raisonner :

- dans l'appropriation et l'élaboration de nouvelles problématiques ;

- dans l'exploitation systématique des sources testimoniales selon des visées archéologiques : lecture et surtout critique des textes, confrontation de leur contenu aux réalités archéologiques, selon qu'il s'agisse d'archives aux finalités diverses ou de traités théoriques et pratiques ; analyse critique du même ordre en ce qui concerne des sources iconographiques et photographiques, cartes et plans en particulier, potentiellement étendus aux témoignages oraux ;

- dans la prise en compte d'une documentation établie dans le cadre d'autres disciplines et institutions ;

- dans une confrontation élargie au non-enfouï récent (le bâti, l'aménagé, le cultivé) dont il s'agit non seulement d'établir le phasage mais aussi de comprendre la succession des conceptions, réalisations, usages et affectations (le cas échéant dans une démarche associée à la fouille sédimentaire).

Il s'agit aussi d'admettre qu'une démarche toute archéologique n'est pas subordonnée obligatoirement à l'exploration du sous-sol et de la ruine ; faire de l'enfouissement un critère d'« archéologicités » n'a aucun sens si l'on veut s'intéresser systématiquement aux tombes, aux usines, aux cultures des XIX^e et XX^e siècles.

Ainsi reconsidérés, les cinq derniers siècles offriraient un énorme potentiel de recherche mais d'emblée intraitable, quand bien même les moyens dont disposeraient les modernistes et contemporanéistes seraient décuplés, même si la fouille n'est pas la seule modalité d'observation.

La question des choix scientifiques – n'est-ce pas là la raison d'une programmation? – devient donc primordiale, moins comme un pis aller, moins comme un sauvetage patrimonial, que comme l'occasion de raisonner notre « civilisation matérielle » (l'expression est de Braudel), d'en comprendre le sens, les effets, les bénéfices et les dangers : c'est l'un des enjeux, et pas des moindres, du rôle citoyen de l'archéologie.

48 Burnouf *et al.* (2012), Chouquer et Watteaux (2013), Watteaux (2011).

49 Journot et Bellan (2001), Burnouf *et al.* (2009).

50 Ayala (2013), Horry (2012), Hurard (2012).

Références bibliographiques

- Arcangeli M. (2014), « Un canari dans la cuisine. Céramiques de consommation et pratiques culinaires en Guadeloupe à la période moderne », *Les Nouvelles de l'archéologie*, 137, novembre/décembre, p. 25-30
- Ayala G. (dir.) (2009), *Lyon, les bateaux de Saint-Georges. Une histoire sauvée des eaux*, Lyon, Éditions lyonnaises d'art et d'histoire & Paris, Inrap, 128 p.
- Ayala G. (dir.) (2013), *Lyon, Saint-Georges. Archéologie, environnement et histoire d'un espace fluvial en bord de Saône*, Paris, Maison des sciences de l'Homme, coll. « Documents d'archéologie française », 106, 436 p.
- Beck C. et al. (2007), *Les zones humides européennes : espaces productifs d'hier et d'aujourd'hui. Actes du 1^{er} colloque international du Groupe d'histoire des zones humides, Le Blanc, Indre, 21-23 octobre 2005*, Cordemais, Estuarium, coll. « *Æstuarina. Histoire et terres humides* », 9, 516 p.
- Bellan G. (2011), « Archéologie du présent », *Nike bulletin*, 6, p. 38-41 [http://www.nike-kultur.ch/fileadmin/user_upload/Bulletin/2011/06/PDF/Archeologie_2.pdf].
- Billoin D., Dufour J.-Y. (2005), « La reconnaissance archéologique des cultures maraîchères anciennes : l'exemple des aspergeries », *Archéopages*, 15, p. 12-15.
- Bonnabel L. (2012), *Archéologie de la mort en France*, Paris, La Découverte, coll. « Archéologies de la France », 174 p.
- Bouiron M. et al. (2011), *Fouilles à Marseille. La ville médiévale et moderne*, Paris, Errance & Aix-en-Provence, Centre Camille-Jullian, coll. « Bibliothèque d'archéologie méditerranéenne et africaine », 7, « Études massaliètes », 10, 464 p.
- Bravard J.-P., Magny M. (dir.) (2002), *Les fleuves ont une histoire. Paléoenvironnement des rivières et des lacs français depuis 15 000 ans*, Paris, Errance, 312 p.
- Bruley-Chabot G. et al. (2012), « Les fermes d'Herneuse à Verberie (Oise). Deux fermes voisines des xv^e-début xviii^e siècles », *Revue archéologique de Picardie*, 3/4, p. 207-295.
- Bruneau P., Balut P.-Y. (1982), « Positions », *Ramage*, 1, p. 3-33.
- Burnouf J. et al. (2009), *Manuel d'Archéologie médiévale et moderne*, Paris, Armand Colin, coll. « U », 352 p.
- Burnouf J., Journot F. (2004a), « L'archéologie moderne : une archéologie opportuniste et dérobée? », *Les Nouvelles de l'archéologie*, 96, p. 5-6.
- Burnouf J., Leveau P. (dir.) (2004b), *Fleuves et marais, une histoire au croisement de la nature et de la culture*, Paris, CTHS, 494 p.
- Burnouf J. et al. (2007), « Des milieux et des hommes : méthodes d'études en archéologies environnementales », in J.-P. Demoule (dir.), *L'archéologie préventive dans le monde. Apports de l'archéologie préventive à la connaissance du passé*, La Découverte, coll. « Recherches », p. 117-130.
- Burnouf J. et al. (2012), *Manuel d'archéologie médiévale et moderne*, Armand Collin (coll. « U »), 384 p.
- Cabart H. (2011), *La verrerie archéologique, Dieulouard et l'Est de la France aux xvi^e et xvii^e siècles*, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 308 p.
- Carpentier V., Marcigny V. (2014), *Archéologie du Débarquement et de la bataille de Normandie*, Rennes, Ouest-France & Paris, Inrap, coll. « Histoire », 144 p.
- Castanet C. et al. (2008), « Interactions sociétés – milieux fluviaux holocènes dans la plaine alluviale de la Loire moyenne orléanaise », in A.-M. Guimier-Sorbets (éd.), *L'eau. Enjeux, usages et représentations*, Paris, Éditions de Boccard, p. 163-171.
- Chouquer G., Watteaux M. (2013), *L'archéologie des disciplines géo-historiques*, Paris, Errance, coll. « Les Hespérides », 408 p.
- Daumas M. (1980), *L'archéologie industrielle en France*, Paris, Robert Laffont, 464 p.
- Demoule J.-P. (2013), « Nouveaux réalistes, nouveaux archéologues? », *Les Nouvelles de l'archéologie*, 134, p. 25-29.
- Demoule J.-P., Landes C. (2010), *La fabrique de l'archéologie en France*, Paris, La Découverte & Inrap, 304 p.
- Desfossés Y. et al. (2008), *L'archéologie de la Grande guerre*, Paris, Inrap & Rennes, Ouest-France, 128 p. [*Great War Archaeology*, Paris, Inrap & Rennes, Ouest-France, coll. "History", 2009].
- Dufour J.-Y. (2014), « Le château de Roissy-en-France (Val-d'Oise). Origine et développement d'une résidence seigneuriale du Pays-de-France (xii^e-xix^e siècle) », *Revue archéologique d'Île-de-France*, supplément, 2, 618 p.
- Dufour J.-Y., Hurard S. (2010), « Les lieux auxiliaires de chasse à l'époque moderne. Trois exemples franciliens », *Archéopages*, 28, p. 60-65.
- Gentili F. (2013), « Les sculptures du pavillon de l'Urss à l'exposition de 1937 », *Les Nouvelles de l'archéologie*, 134, p. 12-19.
- Gerber F., Nibodeau J.-P. (2014), « Impact de la découverte du Nouveau Monde sur l'espace urbain des villes portuaires de la façade atlantique : Bordeaux et La Rochelle », *Les Nouvelles de l'archéologie*, 137, p. 14-19.
- Gilead I., Haimi Y., Mazurek W. (2009), « Excavating Nazi Extermination Centres », *Present Pasts*, vol. 1, p. 10-39.

- Haglund W. D. (2008), « L'archéologie et l'anthropologie médico-légales dans le contexte international », in J.-P. Demoule, B. Stiegler, *L'avenir du passé. Modernité de l'archéologie*, Paris, La Découverte & Inrap, p. 114-131.
- Horry A. (2012), *Poteries de Lyon 1500-1850. Morceaux choisis du quotidien à Saint-Georges*, Lyon, Éditions lyonnaises d'Art et d'Histoire & Paris, Inrap, 160 p.
- Hurard S. (dir.) (2012a), *La ferme du Colombier à Varennes-sur-Seine (XVI^e-XVII^e siècles)*, Paris, CNRS Éditions & Inrap, coll. « Recherches archéologiques », 3, 296 p.
- Hurard S. (2012b), « Le fort Saint-Sébastien de Saint-Germain-en-Laye, camp d'entraînement du XVII^e siècle », in J. Burnouf, D. Arribet-Deroin, B. Desachy, F. Journot, A. Nissen-Jaubert, *Manuel d'Archéologie médiévale et moderne*, Paris, Armand Colin, coll. « U », p. 45-46.
- Hurard S., Roumégoux Y., Chaoui-Derieux D. (2014), « L'archéologie à l'épreuve de la modernité. De l'opportunisme à la maturité », *Les Nouvelles de l'archéologie*, 137, p. 3-9.
- Hurard S., Lorin A., Tixador Y. (2014), « Une archéologie de la guerre de siège moderne (XVII^e-XVIII^e siècles) à l'échelle européenne », *Les Nouvelles de l'archéologie*, 137, p. 19-25.
- Journot F., Bellan G. (2011), *Archéologie de la France moderne et contemporaine*, Paris, La Découverte & Inrap, 180 p.
- Kacki S., Castex D. (2013), « Funérailles en temps d'épidémie : croyances et réalités archéologiques », *Les Nouvelles de l'archéologie*, 132, p. 23-30.
- Lafarge Y. (2008), « Habitat paysan à Tremblay-en-France (Seine-Saint-Denis). Aperçu sur la construction en plâtre du XIV^e au XIX^e siècle », in *Maisons paysannes en Europe occidentale, XV^e-XXI^e siècle. Actes du colloque de Paris, 14-16 septembre 2006*, Paris, Presses universitaires Paris-Sorbonne, p. 231-237.
- Lavigne C. (2011), « L'archéogéographie, une expertise au service des politiques publiques d'aménagement. L'exemple de la commune de Bègles (Gironde) », *Les Nouvelles de l'archéologie*, 125.
- Le Goff J. (2014), « Faut-il vraiment découper l'histoire en tranches ? », Paris, Seuil, coll. « La Librairie du XXI^e siècle », 224 p.
- Lemaire F. (2010), « Les camps napoléoniens d'Étapes-sur-Mer (camp de Montreuil 1803-1805). Recherches en cours », *Revue du Nord*, 388, p. 39-49.
- Mataouchek V. (2012), « Des murs muets... aux stratifications maçonnées : derrière l'apparente homogénéité des maçonneries », *Archéopages*, hors-série, 3, p. 180-187.
- Mataouchek V. *et al.* (2009), « Archéologie du bâti. Une démarche scientifique à part entière en butte à des enjeux antagonistes », *Archéopages*, 24, p. 66-77.
- Paillet A. (2005), *Archéologie de l'agriculture moderne*, Paris, Errance, coll. « Les Hespérides », 286 p.
- Péru J.-J., Dufour J.-Y. (2015), « Éléments d'histoire et d'archéologie des techniques arboricoles fruitières du village de Montreuil du milieu du XVII^e siècle aux années 1950. Le cas du pêcher », in *Actes des rencontres d'Archéobotanique, Montpellier, 13-16 octobre 2010*.
- Ploquin A. *et al.* (2010), « PCR - Le Plomb argentifère ancien du Mont Lozère (Lozère) », *ArchéoSciences*, 34, p. 99-114.
- Pouvreau B. (2014), « La stratigraphie complexe du camp de Drancy. Une contribution à l'archéologie de la seconde guerre mondiale », *Les Nouvelles de l'archéologie*, 137, p. 34-40.
- Rathje W., Murphy C. (1992 / 2001), *Rubbish! The Archaeology of Garbage*, New York, Harper Collins / Tucson, University of Arizona Press, 280 p.
- Roumégoux Y. (2014), « Mémoires d'outre-monde. Retour d'expérience sur l'archéologie des conflits du XX^e siècle dans le Nord-Pas-de-Calais et en Île-de-France », *Les Nouvelles de l'archéologie*, 137, p. 9-14.
- Schnitzler B., Landolt M. (dir.) (2013), *À l'est, du nouveau! Archéologie de la Grande Guerre en Alsace et en Lorraine*, Strasbourg, Éditions des musées de Strasbourg & Paris, Seuil, 368 p.
- Trombetta P.-J. (2004), « Archéologie du plus récent que l'ancien (XVI^e-XX^e siècles) », *Les Nouvelles de l'archéologie*, 96, p. 7-13.
- Valentin B., Charpentier V. (2014), « Archéologie de l'extermination à Sobibor. Dialogue entre deux préhistoriens », *Les Nouvelles de l'archéologie*, 137, p. 30-34.
- Van Ossel P. (dir.) (1998), *Les jardins du Carrousel (Paris). De la campagne à la ville : la formation d'un espace urbain*, Paris, Maison des sciences de l'Homme, coll. « Documents d'archéologie française », 73, 380 p.
- Watteaux M. (2011), « L'archéogéographie : un projet d'archéologie du savoir géohistorique », *Les Nouvelles de l'archéologie*, 125.
- Weller O. (2014), « L'archéologie peut-elle raconter des contes de fée? Peau d'Âne sous la truëlle », *Les Nouvelles de l'archéologie*, 137, p. 40-45.
- Wheeler M. (1954), *Archaeology from the Earth*.

Axe 15



Tête amérindienne en terre cuite découverte sur le site de Hope Estate, Saint-Martin (Antilles).
Fouille Dominique Bonissent, 2007 (cliché D. Bonissent, DAC-SRA Gouadeloupe).

Archéologie d’Outre-Mer

Trente années après son introduction dans la programmation nationale, l’archéologie d’Outre-Mer est en mesure de dresser un bilan, de mieux évaluer des besoins, de poser des problématiques-clés. Longtemps sous-estimée, parfois même dévaluée, l’archéologie d’Outre-Mer est aujourd’hui à même de promouvoir ses résultats et d’affirmer non seulement sa légitimité, mais aussi son caractère indispensable au sein de l’archéologie française et internationale.

La Programmation 2015 doit pourvoir lui servir de cadre pour lui permettre d’atteindre ses objectifs.

Bilan et enjeux

L’archéologie d’Outre-Mer a été portée pour la première fois dans la programmation nationale en 1995. Il s’agissait alors essentiellement de signaler les enjeux et développements possibles de la recherche archéologique conduite aux Antilles et en Guyane¹. Tous les projets de recherche ayant été développés ou méritant de l’être tournaient alors autour de deux grandes périodes : avant et après l’arrivée des premiers Européens.

Cette programmation militante, rappelant notamment toute l’importance de la carte archéologique, s’articulait autour de trois grands axes de recherche :

- l’étude des premiers peuplements et des premiers contacts avec les Européens ;
- l’archéologie précolombienne des Antilles et de la Guyane ;
- les premiers établissements européens, la colonisation française.

Concernant l’« archéologie de la colonisation », le bilan de la recherche archéologique paru en 2002, portant unique-

ment sur les trois départements d’Amérique, proposait de privilégier trois axes :

- les premiers établissements coloniaux ;
- la première mise en valeur des sols par les institutions religieuses ;
- l’exploitation agro-industrielle.

Ce bilan insistait également sur la nécessité d’engager des « travaux à caractère chronoculturel » sur les artefacts d’origine métropolitaine et européenne.

Une décennie plus tard, considérant l’apport de plus de 440 opérations conduites sur ces trois départements entre 2000 et 2010, période au cours de laquelle, la loi sur l’archéologie préventive² est entrée en application, le bilan des programmes de 1995 et 2002 reste en demi-teinte. Peu de ces orientations ont donné lieu à des programmes de recherches spécifiques. Seules, pour la période coloniale, les fouilles portant sur l’habitation jésuite de Loyola en Guyane, ou encore, en Martinique, celles explorant partiellement les habitations Val d’Or et Château Dubuc ou, en Guadeloupe, l’habitation caféière La Grivelière, ainsi que les travaux en cours du PCR sur « Les poteries des îles » répondent pour partie à ces attentes. Il est clair en revanche, qu’au gré des opérations, notamment d’archéologie préventive, le corpus des données documentant tel ou tel des sujets évoqués plus haut s’est considérablement enrichi.

De cette expérience encore bien récente, il ressort qu’un unique programme ne peut à lui seul permettre de qualifier et orienter la recherche sur des champs culturels et chronologiques aussi vastes. Il était possible de s’accommoder de cette incomplétude dès lors que les investigations se limitaient aux Petites Antilles et à la Guyane. Mais, au moment où les

1 Ancien programme 32.

2 Sur les trois départements, plus de 187 diagnostics ou évaluations et 21 fouilles préventives ont été réalisés. Données issues des BSR régionaux et comptes rendus des CIRA de 2000 à 2010.

collectivités de l’océan Indien, Réunion et Mayotte, entrent dans le champ de la programmation de la recherche archéologique, cette position ne peut être tenue plus longtemps.

Sur des territoires aussi éloignés et disparates du point de vue géographique, la mise en place de nouveaux programmes doit s’efforcer de tirer parti d’un certain nombre de points communs parmi lesquels deux semblent faire sens : à l’échelle de l’histoire de l’humanité, la conquête de ces territoires, notamment des îles, apparaît tardive, voire quasi contemporaine pour certaines. Cette entrée dans l’histoire les inscrit dans des courants culturels dépassant de loin nos limites administratives (Amérindiens, Caraïbes, Africains, Arabes...); elle s’accompagne par ailleurs de changements significatifs de l’environnement; la colonisation européenne s’est produite selon des modalités et objectifs à peu près identiques sur l’ensemble des territoires concernés. Elle est à l’origine d’une culture et d’une économie bien spécifiques.

Ces points communs ne doivent cependant pas masquer les singularités territoriales. La plus importante sans doute est celle de Mayotte où se croisent, depuis le premier millénaire de notre ère, les civilisations africaines, arabes, indiennes, persanes, austronésiennes et aussi européennes. Plus près de nous, la période péninsulaire (1852-1953) a profondément marqué la Guyane, dont l’histoire suit pendant un siècle un chemin sensiblement différent de ses voisins antillais.

Ces spécificités étant énoncées, la programmation proposée a été conçue en complémentarité de la nomenclature métropolitaine à laquelle les chercheurs et gestionnaires de l’archéologie ultramarine sont invités à se reporter. Seuls les champs matériels ou culturels qui ne figurent pas dans cette programmation ont été retenus. Trois programmes répondent ainsi à des faits culturels spécifiques à l’Outre-Mer auxquels s’ajoute un dernier programme dont le parallèle pourra aisément être trouvé dans la liste métropolitaine, mais sur lequel il a semblé important d’insister tant les enjeux apparaissent forts pour l’avancée de la recherche ultramarine.

Sous-axes et préconisations

Archéologie précolombienne et des sociétés amérindiennes traditionnelles

Aussi bien pour les Petites Antilles que pour la Guyane, le développement de la recherche archéologique et sa programmation sont tributaires des recherches menées dans les îles et pays voisins : le cadre des frontières actuelles n’a aucun sens au regard des cultures préhistoriques.

À cet égard, il conviendrait d’examiner la possibilité de construire des programmes internationaux à l’échelle du plateau des Guyanes ou de l’archipel antillais (en s’inscrivant dans un accord-cadre entre les ministères chargés de la Culture et des Affaires étrangères?).

Environnement, anthropisation et exploitation du milieu naturel

Antilles et Guyane : la connaissance du contexte environnemental du peuplement des îles des Petites Antilles et de la Guyane est insuffisante. L’étude des variations du niveau

marin, du rythme de sa remontée au cours de l’Holocène et des phénomènes plus régionaux liés à la tectonique, la connaissance de l’évolution des surfaces de terres émergées et les incidences sur la circulation des courants dans la mer des Caraïbes et des côtes et embouchures des fleuves de Guyane sont autant de données qui doivent être précisées. L’échelle d’observation doit être celle de l’archipel vu le rôle que ces phénomènes ont pu avoir lors du peuplement primitif des Antilles (et incidemment sur la taphonomie des sites les plus anciens qui ont pu disparaître – ou du moins être submergés – lors de la remontée marine ou à des périodes plus récentes du fait de mouvements tectoniques). La recherche de ces sites submergés impliquera la mise en œuvre de prospections sous-marines appuyées sur un travail de cartographie et de géologie.

De même, la connaissance des évolutions climatiques (périodes plus sèches ou plus humides, phénomènes el Niño/la Niña, dont on commence à mieux connaître l’impact) complétée dans les Antilles par celle des événements catastrophiques tels que les éruptions volcaniques, la sismicité et ses conséquences (tsunami, mouvements tectoniques), l’activité cyclonique devraient avoir pour objectif de mieux comprendre leur impact sur le peuplement amérindien et en particulier sur leurs modalités de gestion de l’espace des Antilles.

L’état des lieux sur la faune et la flore, antérieur aux premières présences humaines doit être établi afin de mieux mesurer l’impact anthropique sur l’environnement (rythme d’introduction et de disparition d’espèces animales et végétales, pression sur certaines populations animales...); il doit aussi permettre de donner des indices d’occupation lorsque les vestiges anthropiques ne sont pas présents ou conservés. De même, devront être recherchés tous les indices permettant de rendre compte des mises en culture : présences de restes végétaux, cultivés, apparition de cultigènes dans l’environnement, traces de plantation, drainage, champs surélevés, mais aussi évolutions pédologiques, rythmes érosifs ou bien encore tracéologie, inclusions organiques (amidon). Dans la recherche programmée, l’exploitation de sites, y compris « naturels », permettant d’appréhender les pratiques agricoles, halieutiques et cynégétiques, ainsi que les témoins de l’exploitation du milieu naturel devra être privilégiée.

À cet égard, des programmes de recherche multiproxy devront être encouragés (cf. le PCR d’Arnaud Lenoble « Occupations animales et humaines de cavités de Guadeloupe » ou l’ACR de Stephen Rostain consacrée à la côte occidentale de Guyane française, études de faune, mise en place d’une base de données).

Cultures et faciès chronoculturels

Définition des ensembles culturels : si, dans les Guyanes comme dans les Petites Antilles, durant les vingt dernières années, les recherches menées aussi bien dans les régions françaises que dans le reste de l’archipel, ou à Porto Rico, par les équipes américaines, hollandaises et françaises, ont permis la construction d’un cadre chronologique mieux assuré, essentiellement pour la période céramique (ou néoindienne), la plus grande rareté des sites archaïques n’a pas permis

d'aboutir à une même définition et structuration des groupes culturels. Aussi, un accent tout particulier doit être mis sur la recherche des premiers peuplements de l'archipel : rappelons qu'une série de sites est maintenant connue de Saint-Martin à la Guadeloupe, mais que, plus au sud de l'archipel ainsi qu'en Guadeloupe, la présence de ces premiers groupes repose sur des indices encore très fragiles.

En Guyane, si la présence d'amas coquilliers précéramiques comme ceux étudiés au Guyana, au Surinam et au Brésil n'est pas avérée, une recherche ciblée sur les plus anciens cordons littoraux, s'appuyant sur des études géomorphologiques pourrait être un axe à favoriser. De plus, les groupes culturels restent définis avec un niveau de précision insuffisant dans plusieurs domaines.

Tout d'abord, le cadre chronologique doit encore être affermi. Les cortèges de dates obtenus ne sont pas exempts d'incohérences. La pratique de datations sur coquillages marins ou sur animaux marins n'est pas étrangère à cette situation tant qu'une recherche approfondie n'aura pas été menée dans la zone caraïbe sur la valeur de « l'effet réservoir » et de ses éventuelles fluctuations.

La définition de chacun des groupes culturels doit encore être précisée grâce à l'approfondissement des typologies céramiques et lithiques sur la base d'études d'ensembles clos avérés. Tous les outils modernes d'analyses doivent être mobilisés pour dépasser les typologies strictement morpho-stylistiques (études technologiques, études des matériaux et de leur provenance...). La reconnaissance des variabilités régionales et de l'évolution interne de chacun des groupes identifiés doit également être une priorité : aux Antilles, Huécoïde, Saladoïde, Troumassoïde, Suazoïde... ; en Guyane Koriabo, Aristé, « Île de Cayenne », complexes arauquinoïdes... L'interprétation des processus de peuplement de l'archipel antillais, la compréhension des vecteurs d'évolution et de mutation ne seront possibles qu'à ce prix : aux Petites Antilles, si la « néolithisation » est sans aucun doute un phénomène de migration à partir du continent sud-américain, ses modalités restent à éclaircir ; en particulier la question de la présence d'un substrat archaïque et de son intégration par les nouveaux arrivants doit être débattu. Plusieurs questions demeurent comme celle du nombre de vagues migratrices, du schéma d'installation (îles privilégiées, zones privilégiées autour des « canaux » inter-îles, îles délaissées, essaimages multiples...) et de l'impact de nouvelles migrations sur les sociétés préexistantes pendant les transitions culturelles.

Mobilité et réseaux : un autre axe important de la recherche concerne le recueil de tous les éléments permettant d'établir l'intensité des rapports entre les groupes de l'archipel et avec les groupes continentaux. Pour ce thème, la recherche des gisements de matières premières de l'industrie lithique et de la parure est un élément essentiel de même que l'étude des ateliers lithiques (étude technologique).

C'est aussi sous cet angle que pourra être abordée l'étude des pétroglyphes. En Guyane, les études des sources de matières premières de l'industrie lithique, des ateliers et celles des pétroglyphes doivent être aussi menées de manière plus systématique et replacées dans un cadre régional (bassins de l'Amazone et de l'Orénoque).

En Guyane et dans les Antilles, la présence de groupes contemporains appartenant à des traditions culturelles différentes oblige à s'interroger sur leur interaction. Pour la compréhension de ces mécanismes et, pour la partie la plus tardive de la chronologie seulement, une réévaluation des récits des premiers explorateurs n'est pas sans incidence sur l'approche archéologique – qui doit se construire de façon autonome, donnant éventuellement des outils pour traiter des notions de peuples et de cultures.

L'étude des sites des sociétés amérindiennes traditionnelles postérieures aux premiers contacts devra s'intégrer à ce thème.

Fonctionnalité des sites

La problématique de l'organisation de l'habitat et des sites spécialisés – habitats groupés de type village et établissements temporaires, sites spécialisés – doit rester centrale : l'organisation interne des sites d'habitats, la forme même des habitats restent méconnues dans la plupart des horizons culturels. La gestion de l'espace aux différentes échelles micro-régionale (localisation des habitats et sites d'activités), régionale (île, archipel de la Guadeloupe, bassin fluvial sur le continent), macro-régionale (archipel antillais, plateau des Guyanes) restent des thèmes insuffisamment traités. La connaissance des territoires est très inégale : les zones à l'intérieur des terres restent largement méconnues. Une approche des aires de mobilité des populations nomades archaïques précéramiques puis semi-nomades des populations « horticoles » plus qu'agricoles de l'époque céramique et de leurs réseaux de relation doit être développée et les recherches évoquées plus haut sur les matériaux en seront un des instruments.

Sépultures et bioanthropologie des populations précolombiennes et expressions symboliques

Compte tenu des développements actuels des méthodes d'anthropologie moléculaire (ADN, approches isotopiques), et de l'existence d'un ambitieux programme de recherche sur le peuplement des Amériques, l'étude des gisements sépulcraux amérindiens devra faire l'objet de précautions particulières aussi bien au moment de la fouille que lors des prélèvements et des traitements post-fouilles, cela afin de ne pas compromettre les possibilités d'analyse.

Les études d'archéologie funéraire ne sauraient se limiter à ces aspects : beaucoup reste à faire sur la connaissance des ensembles et des pratiques funéraires, et cela pour l'ensemble des périodes. Les gestes funéraires aussi bien que le recrutement des ensembles sépulcraux doivent être renseignés en tant que marqueurs culturels essentiels pour la connaissance des sociétés et de leur histoire.

Les aspects symboliques et religieux des cultures précolombiennes mériteraient – au-delà des tentatives explicatives et interprétatives toujours fragiles – de faire l'objet d'une approche plus concrète et systématique de type inventaire, et d'analyses technologique et structuraliste appliquées aux pétroglyphes mais aussi à la céramique et à la parure.

Mayotte et l'océan Indien

Si, dans l'océan Indien, l'île de La Réunion présente des similitudes historiques pour les périodes moderne et contemporaine avec les départements français d'Amérique, le cas de Mayotte est spécifique à cette zone géographique : située dans le Canal du Mozambique, l'île fait partie de l'aire swahilie, née de la rencontre des mondes arabe et africain à leurs confins. Cette culture littorale est basée sur la navigation et les échanges, les populations côtières partageant une organisation sociale, une architecture et une religion : l'Islam. Mayotte est aussi influencée par la civilisation malgache toute proche et le contact avec les voyageurs européens à leur arrivée dans l'océan Indien en 1488, qui n'entraîne pas de rupture aussi radicale qu'au Nouveau Monde.

Elle mérite donc un programme spécifique pour la période qui s'étend des premières traces de peuplement connues, autour du VIII^e siècle, jusqu'à l'établissement du protectorat français en 1841. Un tel programme ne se comprend qu'à l'échelle de l'océan Indien à laquelle s'étudient les phénomènes concernés. La période contemporaine se rattache pleinement au programme 15.3 concernant la période coloniale, qui à Mayotte s'achève conventionnellement en 1975, date de l'indépendance des autres îles des Comores, Mayotte seule restant française et accédant en 2011 au statut de département d'Outre-Mer.

Quarante ans d'archéologie à Mayotte ont permis de localiser près de deux cents sites, comportant davantage d'indices de culture matérielle que de structures bâties reconnues, de réunir des collections désormais inventoriées dans le cadre d'un projet de musée, et d'identifier des problématiques de recherche, sur lesquelles travaillent aujourd'hui des équipes de bon niveau. Quelques sites importants ont fait l'objet d'intervention de sauvetage face à des menaces naturelles ou liées à des aménagements.

L'archéologie bénévole reste importante. Une amorce de professionnalisation en 1999-2000 n'a pas abouti, mais la mise en place du service de l'État en 2011 achève de structurer la programmation. En l'état des connaissances, on ne trouve pas à Mayotte d'occupations antérieures au VIII^e siècle, peut-être ne les cherche-t-on pas véritablement : cette problématique reste à explorer par l'archéologie tout particulièrement au regard des dates anciennes d'occupation humaine de Madagascar.

Échanges et productions

Mayotte se situe à l'extrémité de la route des navigateurs arabopersans tels le mythique Sindbad le marin, et de l'expansion australe des peuples islamisés. Dès cette époque de contact, aux VIII^e et IX^e siècles, l'île est connectée au grand commerce de l'océan Indien, favorisant l'importation de pièces de verre, de céramiques arabes, persanes, chinoises et de vaisselle de pierre malgache. Elles se retrouvent en quantité dans les dépotoirs d'un grand comptoir, occupé jusqu'au XII^e siècle : le site de Dembeni Ironi Be, dont la prospérité s'explique aujourd'hui par la réexportation du cristal de roche de Madagascar vers le monde arabo-musulman. Certains de ces objets d'art (carafes, aiguères) se retrouvent jusque dans l'occident médiéval. Bien

qu'exogènes à Mayotte, ces pièces représentent des ensembles remarquables tant pour l'étude de la culture matérielle de l'océan Indien, que pour la chronologie relative des occupations sur l'île, et des productions locales, ou régionales, puisque aucun atelier n'a été mis au jour à Mayotte. Il s'agira d'arrêter une chrono-typologie de la céramique à Mayotte, à partir d'une part de l'analyse d'ensembles clos renforcée par des datations absolues et une mise en regard avec celle des produits importés et, d'autre part, de la recherche et de l'étude sur le terrain de séquences stratifiées lisibles.

Nécropoles

Les premiers peuplements connus à Mayotte signalent déjà un contact avec les peuples islamisés. Des sépultures de rite musulman se retrouvent parmi les plus anciennes fouillées sur la nécropole littorale de Bagamoyo, utilisée du IX^e au XIV^e siècle. Du X^e au XII^e siècle, période dite « shirazie », intervient une migration directe du Golfe Persique vers l'Afrique orientale. Dans la nécropole d'Acoua Antsiraka Boira, utilisée du XI^e au XIII^e siècle, les tombes d'architecture musulmane se distinguent par la présence atypique de mobilier, notamment de parures (perles de coquillage d'Afrique, perles de verre d'Inde et d'Asie-Pacifique) indiquant peut-être un syncrétisme culturel local. Il s'agira de poursuivre l'exploration de ces ensembles funéraires, en intégrant les sites nouveaux régulièrement découverts, en recherchant les lieux de culte associés, et en précisant leur phasage par des datations absolues. Des analyses paléogénétiques, déjà en cours, tenteront d'approcher les aires de provenance et le métissage éventuel des populations.

Villages et mosquées

Du XIII^e au XV^e siècle, des migrations sont liées à des élites swahilies, d'une mythique origine shirazie, qui se déplacent et s'allient. À Mayotte se développent des chefferies, telles celle d'Acoua Agnala Mkiri, où ont été fouillés un quartier de notables et un enclos pastoral, l'introduction dans l'île des animaux d'élevage (zébu) et des plantes cultivées restant à étudier. On analysera l'organisation spatiale intrasite de ces villages, souvent construits en matériaux périssables, et le maillage intersites de l'île, dans le cadre de la carte archéologique. Deux mosquées fondées vers la fin du XV^e siècle sont conservées en élévation et protégées, à Polé et Tsingoni. Cette dernière, encore utilisée pour le culte, pourra être étudiée en préventif avant d'être restaurée.

Escales et pouvoirs

Aux XVI^e et XVII^e siècles, l'archipel est une escale pour les navigateurs européens. Le site de Soulou Mtsanga Guini, dont la fouille doit se poursuivre, présente ainsi un ensemble de mobilier rare. Aux XVIII^e et XIX^e siècles, il s'organise entre de petits sultanats rivaux et le contrôle des puissances régionales. À Dzaoudzi, capitale des derniers sultans puis des gouverneurs français, des fouilles systématiques permettront d'étudier les fonctionnements successifs du palais et de l'établissement colonial.

Si la situation géopolitique actuelle ne permet pas d'anticiper la coopération régionale souhaitable, la recherche archéologique à Mayotte se pense évidemment à la dimension de l'océan Indien. C'est à cette échelle que se comprennent les phénomènes qui lui revient de discerner : migrations et métissages de populations ; influences croisées, commerciales, politiques, militaires et religieuses, suivant les rivalités entre puissances régionales ; échanges de biens et diffusions des idées. Mayotte demeure un carrefour maritime.

L'archéologie de l'Outre-Mer moderne et contemporain

L'appropriation ou la conquête de territoires par les colons européens est à l'origine de modifications radicales pour l'environnement et les populations. Les territoires conquis deviennent alors l'instrument d'un programme économique et de civilisation qui constitue l'un des fondements des cultures créoles. Des pans entiers de cette histoire ayant laissé peu de traces dans les archives (par exemple les conditions de vie des esclaves ou des petits colons), le rôle de l'archéologie dans l'approche historique de ce phénomène est loin d'être négligeable.

Cette recherche archéologique ne doit en aucun cas être découplée de la documentation historique ni des recherches en cours dans ce domaine. Sur ce dernier point, il apparaît nécessaire d'insister pour que la programmation des travaux de terrain donne les orientations et prévoit des moyens d'études préalables approfondies des sources écrites et iconographiques. Une simple recension et reproduction des cartes anciennes ne suffit pas en effet à établir le cadre historique dans lequel s'inscrit un site archéologique.

Deux axes de recherche majeurs sont à promouvoir. Dans leurs composantes matérielles, ils trouvent pour la plupart des parallèles dans la programmation métropolitaine mais les enjeux ultramarins semblent suffisamment spécifiques pour qu'un programme leur soit réservé.

La structuration des territoires coloniaux

Le projet économique et de civilisation engagé par les colons européens conduit à un modelage rapide et en profondeur des paysages. La mise en ordre et l'administration de ces territoires majoritairement dédiés à la monoculture se sont produites en tout en un peu plus d'un siècle et demi au cours duquel plusieurs étapes peuvent être distinguées depuis le front pionnier jusqu'au territoire ordonné. C'est cette rapidité et le foisonnement apparent qui l'accompagne qui présentent une véritable spécificité justifiant notamment que l'on insiste sur quelques points essentiels.

L'ossature territoriale, la cadastration, l'irrigation, les voies de communication sont encore des domaines peu traités par l'archéologie ultramarine. Ils sont, bien entendu, largement tributaires des installations agricoles pionnières sur lesquelles la programmation précédente avait déjà insisté et qui seront évoquées plus bas. À l'heure où l'aménagement du territoire conduit à des modifications radicales du paysage, la mise en place de programmes de prospection thématiques portant sur des unités paysagères homogènes apparaît par conséquent

indispensable. De tels programmes devraient s'appuyer sur une analyse des sources écrites et cartographiques permettant en particulier de sélectionner les unités territoriales les plus représentatives et dégagant les principaux éléments de leur évolution (phases de regroupement, d'éclatement, modification des cultures...).

Les implantations agricoles ou agro-manufacturières, ou encore les établissements industriels, du type chauteries ou poteries, ainsi que l'histoire urbaine coloniale sont bien évidemment largement tributaires de la côte et en particulier des mouillages et ports qui desservent aussi bien les agglomérations que les habitations. La reconnaissance et l'étude de tels sites passe par une approche conjointe et parfaitement coordonnée des parties émergées et immergées. Les travaux débutent seulement au travers d'explorations sous-marines ponctuelles (Saint-Pierre en Martinique, Grand et Petit Cul-de-Sac Marin en Guadeloupe) dont les premiers résultats mériteront d'être consolidés par l'inventaire et la recherche systématique des installations portuaires et des mouillages qui devraient s'appuyer sur des modèles prédictifs basés sur des critères topographiques et de navigation ainsi que sur le dépouillement des archives. Ces sites, la plupart du temps des criques ou des plages, sont par ailleurs propices à la conservation de séquences sédimentaires livrant de précieuses données sur l'évolution du milieu (évolution du trait de côte, incidence des grands défrichages, accidents climatiques...) dont il est important de tenir compte.

De même, bien que répondant avant tout aux aléas géopolitiques et aux nombreux affrontements entre grands pays occidentaux qui en découlent, l'organisation des défenses côtières contribue au développement ou à la pérennisation de l'occupation des territoires. En ce sens, les travaux engagés aux Antilles montrent combien l'exploitation des archives et les reconnaissances de terrain sont à même d'apporter des données originales sur la répartition, l'architecture et la chronologie des batteries notamment. La localisation et la caractérisation de ces équipements militaires dont certains sont menacés à court terme mériteraient d'être systématique.

Un point particulier est celui de l'occupation des reliefs. Longtemps refuge des « noirs marrons », leur conquête au cours du XIX^e siècle à la Réunion par les « petits blancs » commence à être documentée par les prospections mettant en évidence en particulier les modifications radicales subies par le couvert végétal. Dans les îles antillaises, la chronologie et les modalités de l'extension des cultures dans les zones de moyenne altitude restent quant à elles encore à préciser.

Enfin, dans cette dynamique territoriale, la formation et l'évolution des noyaux urbains répondent à un certain nombre de préceptes et constantes qu'une enquête systématique en Guadeloupe avait bien mis en évidence. Leur développement, comme leur évolution, sont cependant peu documentés par l'archéologie et l'histoire. Seuls quelques fouilles ou diagnostics à Basse-Terre (Guadeloupe) ou Saint-Pierre (Martinique) ou plus récemment Cayenne (Guyane) apportent un éclairage ponctuel sur la mise en place du maillage urbain, l'évolution des parcelles... Ces bourgs et villes tenant un rôle prépondérant dans l'organisation du territoire et la vie économique, il paraît urgent maintenant de programmer des recherches archéologiques systématiques sur les

ensembles urbains connaissant une histoire longue en vue de documenter notamment les conditions de mise en place et l'évolution des parcelles bâties et des réseaux viaires.

Économie et société d'habitation

La culture de plantes ayant une valeur marchande est une constante sur l'ensemble des territoires colonisés. Conduite de pair avec les activités agricoles assurant l'autosuffisance alimentaire des exploitations, elle est à l'origine d'une économie de production et de transformation d'un nombre restreint de produits agricoles (tabac, indigo, cacao, canne, café; en Guyane, « épicerie » exploitant des arbres à épices...) dont il est attendu une forte valeur ajoutée. L'économie coloniale s'articule autour de ces unités de production dont les composantes les plus emblématiques sont l'habitation et l'esclavage. Les recherches historiques conduites sur les grands domaines agricoles antillais en particulier ont permis de mieux comprendre les fondements économiques mais aussi la fragilité de ces habitations qui, depuis le XVIII^e siècle, sont allées vers une spécialisation croissante. Il demeure cependant à documenter en croisant les sources historiques et archéologiques les conditions de mise en place de ces exploitations, avec notamment la recherche des installations pionnières et l'évolution des méthodes de transformation des produits et en particulier l'importation et l'adaptation de procédés et machines.

Cette économie agricole repose sur des exploitations de tailles très diverses. L'archéologie a apporté un éclairage particulier sur les plus petites, bien souvent peu documentées par les sources historiques, à l'exception des cafésières. Des prospections systématiques et quelques fouilles préventives, notamment en Guadeloupe, ont révélé l'essentiel de leurs composantes (bâtiments, enclos, fossés, mares...). On peut supposer qu'il s'agit pour certaines d'entre elles d'installations pionnières du XVII^e ou du début XVIII^e siècle. Cette forme d'unité agricole de modeste dimension perdure jusqu'au milieu du XIX^e siècle. Du mobilier ou des équipements spécifiques montrent que certaines d'entre elles procèdent également à la transformation d'une partie au moins des récoltes. Présentant semble-t-il une organisation et une architecture assez stéréotypées qu'il reste toutefois à mieux cerner, ces petites unités agricoles mériteraient d'être étudiées de manière extensive et approfondie afin d'en mieux comprendre les fondements économiques et culturels, les constructions modulaires de modestes dimensions sur poteaux porteurs pouvant, par exemple, apparaître comme une spécificité méritant d'être vérifiée et étudiée.

À l'autre extrémité de l'échelle, l'habitation est une entreprise maîtrisant dans bien des cas l'ensemble du processus depuis la culture jusqu'à la commercialisation d'un produit fini. Nombre d'entre elles sont connues et bien documentées, particulièrement en Guadeloupe et en Martinique. Mis à part le bâtiment du maître, dont l'archéologie n'a jusqu'alors approché au mieux que les communs ou les riches dépotoirs alentours, plusieurs fouilles ont permis d'étudier partiellement diverses unités de transformation : sucreries, distilleries, indigoteries. Les données réunies ne constituent cependant pas encore un corpus exploitable. En revanche, il est clair que les vestiges

en question, souvent particulièrement bien conservés, montrent que ces installations étaient en perpétuelle évolution; de fait elles constituent une documentation de tout premier ordre sur l'histoire des techniques. Cet aspect est d'autant plus important qu'une partie non négligeable des habitations les plus prestigieuses des Petites Antilles, souvent les plus novatrices du point de vue technique, sont protégées au titre des Monuments historiques et font l'objet de projets de valorisation. De tels programmes doivent être l'occasion de développer une recherche archéologique de qualité ne se limitant pas au seul suivi des travaux de consolidation mais s'attachant à étudier l'intégralité des processus de transformation.

Toujours dans ce domaine, en Guyane, notamment sur le bas Approuague, une catégorie particulière d'habitations, créées *ex nihilo* à la fin du XVIII^e et au début du XIX^e siècle, relève d'ambitieux projets ayant entraîné le défrichement, la cadastration et l'aménagement de vastes territoires. Abandonnées dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, ces habitations apportent un témoignage particulièrement riche sur les derniers instants d'un modèle agricole et économique où l'on assiste à la mécanisation d'une partie de la chaîne opératoire. Nombre de ces sites recèlent ainsi des installations de cuisson, moteurs à vapeur et machines diverses dont peu d'exemplaires sont recensés dans le monde. Il s'agit là d'un patrimoine industriel exceptionnel dont l'étude et la valorisation méritent d'être entreprises en urgence.

Les besoins de l'industrie de transformation de la canne sont aussi à l'origine d'une production de masse de céramique et de terre cuite architecturale. D'abord importées de métropole, les céramiques nécessaires au raffinage du sucre ont ensuite fait l'objet d'une production locale. Certaines de ces poteries (poterie Fidelin en Guadeloupe) ont été partiellement fouillées ou relevées. La caractérisation et la diffusion des productions de ces ateliers restent cependant pour partie à préciser. À ce titre, le PCR « Poteries des îles », qui devrait prochainement livrer ses premières synthèses, a constitué une base documentaire sur l'approvisionnement du marché qui devrait permettre de mesurer toute l'importance de l'industrie insulaire, dont il convient de singulariser la production de chacun des centres de production. Malgré les progrès enregistrés, l'étude exhaustive (archéologie et archives) de l'une au moins de ces poteries reste à mener.

Vers une approche archéologique de l'esclavage

La population servile, présente dans l'ensemble des sujets évoqués, aussi bien par son poids démographique que pour le rôle qu'elle a tenu dans l'organisation de la société et l'économie, fait son entrée dans l'approche archéologique au travers de faits matériels pouvant lui être directement rattachés.

Quelques quartiers d'esclaves ont été reconnus au cours de diverses opérations de terrain. Datant du XVIII^e ou du début du XIX^e siècle dans leur grande majorité, ils apportent un témoignage irremplaçable sur la rationalisation des habitats serviles et les conditions de vie. De récentes opérations d'archéologie préventive ainsi que deux programmes de recherche en particulier (Crève Cœur en Martinique, la Mahaudière en Guadeloupe) se sont intéressés à ces habitats. La recherche

devra se poursuivre en s'attachant notamment à travailler de manière plus extensive afin d'aborder ces ensembles dans leur intégralité et d'appréhender les formes, les fonctions et l'évolution des unités bâties. Il apparaît également nécessaire d'approcher plus systématiquement la question de l'équipement domestique et des ressources alimentaires des esclaves par une approche des dépotoirs n'écartant pas la recherche et l'étude des restes animaux et végétaux. De même, la recherche de productions céramiques spécifiques aux esclaves devrait, préalablement à la recherche de filiations africaines dans les formes et décors, s'attacher à définir plus précisément les proportions de telles productions, les techniques mises en œuvre, la typologie, les usages ainsi que la diffusion des formes.

Par ailleurs, corollaire de la condition d'esclave, le marronnage fait l'objet d'un programme de recherche initié récemment à la Réunion. L'organisation de ces refuges plutôt qu'habitats, les modes de subsistance de ces communautés parfois hiérarchisées, seulement entraperçus dans quelques mentions anciennes, peuvent être documentés de manière très pertinente par la recherche archéologique. L'expérience réunionnaise aboutit notamment à la mise en place de modèles en vue de la détection de tels sites en s'appuyant sur les mentions anciennes aussi bien que sur des critères topographiques ou écologiques liés notamment aux ressources alimentaires. Intéressant des zones reculées encore peu touchées par les aménagements de l'homme, les sites de marronnage sont rares et fragiles et, ne serait-ce qu'à ce titre, leur recherche mérite d'être développée de toute urgence. Il y aurait par ailleurs avantage à transposer l'expérience réunionnaise aux Petites Antilles et à la Guyane où, pour cette dernière, ce sujet intéresse plus directement et à grande échelle l'histoire du peuplement.

Enfin, la question des bouleversements entraînés par l'abolition définitive de l'esclavage en 1848 devrait faire l'objet d'un examen plus approfondi, que ce soit pour son impact direct sur l'organisation et la géographie des habitations ou pour ses conséquences indirectes, tel le remplacement des esclaves par les bagnards en Guyane, impliquant des transformations profondes du territoire guyanais (réoccupation des îlets, création de bagnes forestiers...).

Perspectives

L'archéologie d'Outre-Mer a connu un véritable développement ces trois dernières décennies, notamment par la mise en place progressive de l'archéologie préventive permettant la multiplication des opérations concernant tout autant l'archéologie précolombienne que l'archéologie de la colonisation, prolongeant et amplifiant dans ce dernier domaine les travaux pionniers entrepris, aux Antilles et en Guyane, sur de rares habitations et sur les villes de Basse-Terre et Saint-Pierre de la Martinique. Ce même moteur de l'archéologie de sauvetage puis préventive a permis les premiers travaux de recherche de terrains à la Réunion et à Mayotte.

C'est cette archéologie préventive qui favorise une réelle professionnalisation de la pratique archéologique en raison de la rareté des chercheurs institutionnels sur ces territoires : aujourd'hui, en dehors des agents des services régionaux du ministère de la Culture et de la Communication, les

seuls chercheurs résidents sont deux maîtres de conférences de l'université des Antilles ; un maître de conférences du Muséum national d'histoire naturelle se consacre à l'étude des faunes des Caraïbes, mais aucun chercheur au CNRS ne s'intéresse de façon exclusive ou prioritaire à l'archéologie d'Outre-Mer.

Pour ces territoires antillais, guyanais ou de l'océan Indien, le développement de l'archéologie ne peut se concevoir sans une véritable intégration régionale avec les îles et pays voisins, faisant fi des frontières issues de la colonisation qui n'ont que peu de sens au regard des cultures pré-européennes et même, dans une certaine mesure, des dynamiques complexes de la colonisation et des créolisations.

Cette réalité implique la mise en place de coopérations internationales avec les équipes de recherches des pays limitrophes, mais aussi des États-Unis, du Brésil et d'Europe – notamment Pays-Bas, œuvrant dans ces régions. Cela doit aussi inciter à rechercher des collaborations plus étroites avec les équipes françaises s'intéressant à l'Amérique précolombienne – UMR 8096 ArchAM, ou aux relations entre la métropole et ses anciennes colonies – comme c'est le cas avec l'UMR 7298-LA3M, voire, pour Mayotte et la Réunion, à l'Afrique de l'Est à Madagascar, au sud de la Péninsule Arabique et à la Corne de l'Afrique. L'archéologie de la colonie devrait aussi être un terrain privilégié de l'archéologie des époques moderne et contemporaine, dont elle partage les problématiques et les méthodes, dans un dialogue permanent avec les historiens. Un effort particulier devra être porté à la divulgation des résultats de ces recherches jusqu'à présent trop peu diffusés. L'archéologie programmée, avec ses travaux de terrain s'inscrivant dans la durée et les programmes collectifs de recherche, doit jouer tout son rôle et être le ferment de travaux universitaires.

Les axes proposés pour les recherches en archéologie de l'Outre-Mer comptent chacun des volets nécessitant des approches pluridisciplinaires notamment dans le domaine de la connaissance de l'environnement, des ressources alimentaires, de la mobilité des populations ou des produits manufacturés qu'il conviendra de soutenir.

Références bibliographiques

- Abenon L., Bégot D., Sainton J.-P. (dir.) (2002), *Construire l'histoire antillaise*, Paris, CTHS, coll. « Histoire », 10, 550 p.
- Bégot D. (dir.) (2008), *La plantation coloniale esclavagiste XVII^e-XIX^e siècles*, Paris, CTHS, coll. « Histoire », 30, 346 p.
- Bégot D. (dir.) (2012), *Guide de la recherche en histoire antillaise et guyanaise*, Paris, CTHS, 968 p.
- Pérotin-Dumon A. (2000), *La ville aux îles, la ville dans l'île. Basse-Terre et Pointe-à-Pitre, Guadeloupe, 1650-1820*, Paris, Éditions Karthala, 990 p.

•••

•••

Sainton J.-P. (dir.) (2005), *Histoire et civilisation de la Caraïbe (Guadeloupe, Martinique, Petites Antilles)*, t. I : *Le temps des Genèses, des origines à 1685*, Paris, Maisonneuve et Larose, 414 p.

Sainton J.-P. (dir.) (2012), *Histoire et civilisation de la Caraïbe (Guadeloupe, Martinique, Petites Antilles)*, t. II : *Le temps des matrices : économie et cadres sociaux du long XVIII^e siècle*, Paris, Khartala, 394 p.

Archéologie précolombienne

Bérard B. (2004), Les premières occupations agricoles de l'arc antillais, migrations et insularité, E. Taladoire (ed.), Oxford, Archaeopress, British Archaeological Reports, International Series, 1299, Paris Monographs in American Archaeology, 15, 214 p.

Bérard B. (dir.) (2013), *Martinique, terre amérindienne. Une approche pluridisciplinaire*, Leiden, Sidestones Press, 280 p.

Bonnissent D. (2010), *Archéologie précolombienne de l'île de Saint-Martin, Petites Antilles. Des campements des nomades des mers aux villages des agriculteurs-potiers (3300 BC-1600 AD)*, Sarrebruck, Éditions universitaires européennes, 636 p.

Bonnissent D. (dir.) (2012), *Les gisements précolombiens de la Baie Orientale (Saint-Martin). Campements du Mésoindien et du Néoindien sur l'île de Saint-Martin (Petites Antilles)*, Paris, Maison des sciences de l'Homme, coll. « Documents d'archéologie française », 107, 250 p.

Boomert A. (2000), *Trinidad, Tobago and the Lower Orinoco Interaction Sphere. An archaeological/ethnohistorical study*, Alkmaar, Cairi Publications, 578 p.

Collectif (2010), *Amérindiens de Guyane. Entre les fleuves Approuague et Oyapock, des cultures millénaires*, Saint-Germain-en-Laye, Musée d'archéologie nationale, catalogue d'exposition, 260 p.

Delpuech A., Hofman C.L. (dir.) (2004), *Late Ceramic Age Societies in the Eastern Caribbean*, E. Taladoire (ed.), Oxford, Archaeopress, British Archaeological Reports, International Series, 1273, Paris Monographs in American Archaeology, 14, 330 p.

Hofman C.L., Hoogland M.L.P. (eds.) (1999), *Archaeological Investigations on St. Martin (Lesser Antilles). The sites of Norman Estate, Anse des Pères and Hope Estate. With a contribution to the "La Hueca problem"*, Leiden, Leiden University, Archaeological Studies, 4, 330 p.

Hofman C.L., van Duijvenbode A. (dir.) (2011), *Communities in Contact. Essays in archaeology, ethnohistory and ethnography of the Amerindian circum-Caribbean*, Leiden, Sidestone Press, 510 p.

Keegan W.F., Hofman C.L., Rodriguez Ramos R. (eds.) (2013), *The Oxford Handbook of Caribbean Archaeology*, Oxford, Oxford University Press, Oxford Handbooks of Archaeology.

Newsom L.A., Wing E.S. (2004), *On Land and Sea. Native American Uses of Biological Resources in the West Indies*, Tuscaloosa, University of Alabama Press, 324 p.

Rostain S. (1994), "The French Guiana coast: a key area in pre-history between the Orinoco and Amazon Rivers", in *Between St. Eustatius and the Guianas*, St. Eustatius, Publication of the St. Eustatius Historical Foundation, 3, p. 53-97.

Rostain S. (1994), « Archéologie du littoral de Guyane. Une région charnière entre les influences culturelles de l'Orénoque et de l'Amazone », *Journal de la Société des Américanistes*, 80, p. 9-46.

Rostain S., Versteeg A.H. (2003), "Territories and territoriality in the Guianas", in A. Oyuela-Caycedo, J.-P. Chaumeil (eds), *Territoriality, Territories and Boundaries on the last Frontier of Amazonia*.

Rouse I. (1992), *The Tainos: Rise and Decline of the People Who Greeted Columbus*, New Haven and London, Yale University Press, 224 p.

Vacher S., Jérémie S., Briand J. (eds) (1998), *Amérindiens du Sinnamary (Guyane). Archéologie en forêt équatoriale*, Paris, Maison des sciences de l'Homme, coll. « Documents d'archéologie française », 70, 302 p.

Versteeg A.H., Schinkel K. (eds) (1992), *The Archaeology of St Eustatius: the Golden Rock Site*, St. Eustatius, Publication of the St. Eustatius Historical Foundation, 2, 284 p.

Archéologie coloniale

Antilles et Guyane

Armstrong D.V. (2003), *Creole Transformation from Slavery to Freedom. Historical Archaeology of the East End Community, St. John, Virgin Islands*, Gainesville, University Press of Florida, 416 p.

Armstrong D.V. (1990), *The Old Village and the Great House. An Archaeological and Historical Examination of Drax Hall Plantation, St. Ann's Bay Jamaica*, Urbana, University of Illinois Press, 424 p.

Farnsworth P. (ed.) (2001), *Island Lives: Historical Archaeologies of the Caribbean*, Tuscaloosa, University of Alabama Press, 378 p.

Kelly K.G. (ed.) (2004), "Historical Archaeology in the French Caribbean", *Journal of Caribbean Archaeology*, Special Issue, 1, p. 1-10.

Kelly K.G., Bérard B. (dir.) (2014), « Bitasion. Archéologie des habitations-plantations des Petites Antilles » [« Lesser

Antilles Plantation Archaeology”], AIHP/GEODE, Leiden, Université des Antilles et de la Guyane, Sidestone Press, coll. « Taboui », 1, 180 p.

Le Roux Y., Auger R., Cazelles N. (2009), *Les jésuites et l'esclavage, Loyola, l'habitation jésuite de Rémire en Guyane française*. Québec, Presses de l'Université du Québec, 294 p.

Le Roux Y. (2013), « Loyola, l'habitation des jésuites de Rémire en Guyane française », *In Situ*, 20 [https://insitu.revues.org/10170].

Veuve S. et al. (1999), *Saint-Pierre et la mer*, Paris, ministère de la Culture et de la Communication, Documents d'évaluation du patrimoine archéologique des villes de France, 17, 216 p.

Yvon T. (2015), *La production d'indigo en Guadeloupe et Martinique (XVII^e-XIX^e siècles)*. Histoire et archéologie, Paris, Karthala, 2004 p.

Aiac

Bérard B. (dir.) (2014), *50 ans d'archéologie caribéenne 1961-2011 Martinique. Actes du 24^e congrès de l'Association internationale d'archéologie de la Caraïbe*, AIHP/GEODE, Schoelcher, Université des Antilles et de la Guyane, 518 p.

Rodriguez M. (dir.) (2015), *Actes du XXV^e congrès de l'Association internationale d'archéologie de la Caraïbe, San Juan, 15-20 juillet 2013*, San Juan, Instituto de Cultura Puertorriqueña, Centro de Estudios Avanzados de Puerto Rico y el Caribe & Universidad de Puerto Rico, Recinto de Río Piedras, 1055 p.

Mayotte

Allibert C., Argant A. et J. (1983), « Le site de Bagamoyo (Mayotte, Archipel des Comores) », *Études Océan Indien*, 2, p. 5-40.

Courtaud P., Convertini F., M'Trengoueni M. (2015), « L'ensemble funéraire de Bagamoyo (Petite-Terre, Mayotte) : premiers témoignages des populations musulmanes de l'île », in P. Courtaud, S. Kacki, T. Romon, *Cimetières et identités*, Bordeaux, Ausonius, coll. « Thanat' Os », 3, p. 45-53.

Kus S., Wright H.T. (1976), « Notes préliminaires sur une reconnaissance archéologique de l'île de Mayotte (Archipel des Comores) », Paris, EHESS & CNRS Éditions, coll. « Asie du Sud-Est et Monde insulindien », vol. VII, 2-3, p. 123-135.

Liszkowski H.D. (1997), *Répertoire des sites archéologiques de Mayotte*, Saint-Médard-en-Jalles, SHAM. 63 p.

Liszkowski H.D. (2000), *Mayotte et les Comores. Escales sur la route des Indes au XV^e et XVIII^e siècles*, Mamoudzou, Éditions du Baobab, coll. « Mémoires », 416 p.

Liszkowski H.D. (2003), *Promenades historiques et archéologiques, terrestres et sous-marines à Mayotte*, Mamoudzou, Éditions du Baobab, 128 p.

Liszkowski H.D. (2014), « Archéologie », in T. Mesas (dir.), *Patrimoines de Mayotte*, Majicavo Koropa, Éditions Couleurs métisses, p. 84-125.

Pauly M. (2013), « Acoua-Agnala M'kiri (Mayotte, 976), Archéologie d'une localité médiévale (XI^e-XV^e siècles EC), entre Afrique et Madagascar », *Nyame Akuma*, p. 73-90.

Pauly M. (2014), *Acoua, Antsiraka Boira, la nécropole aux perles. Océan Indien, Mayotte*, Mamoudzou, Direction des affaires culturelles, Préfecture de Mayotte, coll. « Les patrimoines cachés », 62 p.

Pradines S., Brial P. (2012), « Dembeni, Mayotte (976). Archéologie swahilie dans un département français », *Nyame Akuma*, 77, p. 68-81.

Pradines S. (2013), “The Rock Crystal of Dembeni, Mayotte Mission Report 2013”, *Nyame Akuma*, 80, p. 59-72.

Wright H.T. (1984), “Early Seafarers of the Comoro Islands: the Dembeni Phase of the IXth-Xth Centuries AD”, *Azania*, vol. 19, p. 13-59.

La Réunion

DAC (sous-pression), *Bilan scientifique régional, Île de La Réunion, 2010-2015*, Service de l'archéologie, Direction des affaires culturelles, Océan Indien, 196 p.

Dijoux A.-L. (2013), *Opération archéologique programmée au Lazaret n° 2. Rapport de sondages archéologiques réalisés en 2012*, Conseil général de La Réunion, Musée historique de Villèle, Lazaret de la Grande Chaloupe, 170 p.

Dijoux A.-L. (2014), « L'archéologie du marronnage à La Réunion : le site de la “vallée secrète” dans le cirque de Cilaos », in A. Delpuech, J.-P. Jacob (dir.), *Archéologie de l'esclavage colonial*, Paris, La Découverte & Inrap, p. 245-260.

Dijoux A.-L. (2014), « La “vallée secrète” à La Réunion. Un refuge extrême pour les esclaves “marrons” caractérisé pour la première fois par l'archéologie », *Archéopages*, 38, p. 20-23.

Gutierrez M., Dijoux A.-L. (2010), *Recherches archéologiques à La Réunion*, Paris, Éditions Sépia, 124 p.

Jacquot E. (2014), « De la découverte d'un cimetière d'esclaves à la création d'un service d'archéologie à La Réunion », in A. Delpuech, J.-P. Jacob (dir.), *Archéologie de l'esclavage colonial*, Paris, La Découverte & Inrap, p. 83-94.

Annexe

Programmation nationale de la recherche archéologique

Pour mémoire, afin de faire le lien entre l'ancienne programmation et la nouvelle, le lecteur trouvera ci-dessous le détail des « programmes » alors en vigueur dans l'ancienne programmation nationale de la recherche archéologique mise en œuvre dans le cadre de la circulaire du 1^{er} juin 2004.

Du Paléolithique au Mésolithique

- P1 Gisements paléontologiques avec ou sans indices de présence humaine
- P2 Les premières occupations paléolithiques (contemporaines ou antérieures au stade isotopique 9 > 300 000 ans)
- P3 Les peuplements néandertaliens l.s. (stades isotopiques 8 à 4 : 300 000 à 40 000 ans; Paléolithique moyen l.s.)
- P4 Derniers Néandertaliens et premiers *Homo sapiens sapiens* (Châtelperronien, Aurignacien ancien)
- P5 Développement des cultures aurignaciennes et gravettiennes
- P6 Solutréen, Badegoulien et prémices du Magdalénien (cultures contemporaines du maximum du froid du Dernier Glaciaire)
- P7 Magdalénien, Épigravettien
- P8 La fin du Paléolithique
- P9 L'art paléolithique et épipaléolithique (art pariétal, rupestre, mobilier, sculpture, modelage, parure)
- P10 Le Mésolithique

Néolithique

- P11 Apparition du Néolithique et Néolithique ancien
- P12 Le Néolithique : habitats, sépultures, productions, échanges
- P13 Processus de l'évolution, du Néolithique à l'âge du Bronze

Protohistoire

- P14 Approches spatiales, interactions homme-milieu
- P15 Les formes de l'habitat
- P16 Le monde des morts, nécropoles et cultes associés
- P17 Sanctuaires, rites publics et domestiques
- P18 Approfondissement des chronologies (absolues et relatives)

Périodes historiques

- P19 Le fait urbain
- P20 Espace rural, peuplement et productions agricoles aux époques gallo-romaine, médiévale et moderne
- P21 Architecture monumentale gallo-romaine
- P22 Lieux de culte et pratiques rituelles gallo-romains
- P23 Établissements religieux et nécropoles depuis la fin de l'Antiquité : origine, évolution, fonctions
- P24 Naissance, évolution et fonctions du château médiéval

Histoire des techniques

- P25 Histoire des techniques, de la Protohistoire au XVIII^e siècle et archéologie industrielle
- P26 Culture matérielle, de l'Antiquité aux Temps modernes

Réseau des communications, aménagements portuaires et archéologie navale

- P27 Le réseau des communications : voies terrestres et voies d'eau
- P28 Aménagements portuaires et commerce maritime
- P29 Archéologie navale

Thèmes diachroniques

- P30 L'art postglaciaire (hors Mésolithique)
- P31 Anthropisation et aménagement des milieux durant l'Holocène (paléoenvironnement et géoarchéologie)
- P32 L'Outre-Mer

Mise en concordance indicative des axes de la programmation actuelle avec les anciens programmes

Axe 1 – Le Paléolithique ancien et moyen

- P1 Gisements paléontologiques avec ou sans indices de présence humaine
- P2 Les premières occupations paléolithiques (contemporaines ou antérieures au stade isotopique 9 > 300 000 ans)
- P3 Les peuplements néandertaliens *l.s.* (stades isotopiques 8 à 4 : 300 000 à 40 000 ans; Paléolithique moyen *l.s.*)
- P4 Derniers Néanderthaliens et premiers *Homo sapiens sapiens* (Châtelperronien, Aurignacien ancien)

Axe 2 – Le Paléolithique supérieur

- P5 Développement des cultures aurignaciennes et gravettiennes
- P6 Solutréen, Badegoulien et prémices du Magdalénien (cultures contemporaines du maximum du froid du Dernier Glaciaire)
- P7 Magdalénien, Épipgravettien
- P8 La fin du Paléolithique

Axe 3 – Les expressions graphiques préhistoriques : approches intégrées des milieux et des cultures

- P9 L'art paléolithique et épipaléolithique (art pariétal, rupestre, mobilier, sculpture, modelage, parure)
- P30 L'art postglaciaire (hors Mésolithique)
- P31 Anthropisation et aménagement des milieux durant l'Holocène (paléoenvironnement et géoarchéologie)

Axe 4 – Mésolithisations, néolithisations, chalcolithisations

- P10 Le Mésolithique
- P11 Apparition du Néolithique et Néolithique ancien
- P12 Le Néolithique : habitats, sépultures, productions, échanges
- P27 Le réseau des communications : voies terrestres et voies d'eau
- P29 Archéologie navale
- P31 Anthropisation et aménagement des milieux durant l'Holocène (paléoenvironnement et géoarchéologie)

Axe 5 – Les âges des métaux

- P13 Processus de l'évolution, du Néolithique à l'âge du Bronze
- P14 Approches spatiales, interactions homme-milieu
- P15 Les formes de l'habitat
- P16 Le monde des morts, nécropoles et cultes associés
- P17 Sanctuaires, rites publics et domestiques
- P18 Approfondissement des chronologies (absolues et relatives)
- P25 Histoire des techniques
- P27 Le réseau des communications : voies terrestres et voies d'eau
- P28 Aménagements portuaires et commerce maritime
- P29 Archéologie navale
- P31 Anthropisation et aménagement des milieux durant l'Holocène (paléoenvironnement et géoarchéologie)

Axe 6 – Paysages religieux, sanctuaires et rites d'époque romaine

- P21 Architecture monumentale gallo-romaine
- P22 Lieux de culte et pratiques rituelles gallo-romains
- P23 Établissements religieux et nécropoles depuis la fin de l'Antiquité : origine, évolution, fonctions
- P26 Culture matérielle depuis l'Antiquité...
- P31 Anthropisation et aménagement des milieux durant l'Holocène (paléoenvironnement et géoarchéologie)

Axe 7 – Phénomènes funéraires depuis la fin de l'Antiquité : origine, évolution, fonctions

- P23 Établissements religieux et nécropoles depuis la fin de l'Antiquité : origine, évolution, fonctions
- P26 Culture matérielle depuis l'Antiquité...
- P31 Anthropisation et aménagement des milieux durant l'Holocène (paléoenvironnement et géoarchéologie)

Axe 8 – Édifices de culte chrétien depuis la fin de l'Antiquité

- P21 Architecture monumentale gallo-romaine
- P23 Établissements religieux et nécropoles depuis la fin de l'Antiquité : origine, évolution, fonctions
- P26 Culture matérielle depuis l'Antiquité
- P31 Anthropisation et aménagement des milieux durant l'Holocène (paléoenvironnement et géoarchéologie)

Axe 9 – Le phénomène urbain

- P17 Sanctuaires, rites publics et domestiques
- P19 Le fait urbain
- P21 Architecture monumentale gallo-romaine
- P23 Établissements religieux et nécropoles depuis la fin de l'Antiquité : origine, évolution, fonctions
- P25 Histoire des techniques
- P26 Culture matérielle depuis l'Antiquité
- P29 Archéologie navale
- P31 Anthropisation et aménagement des milieux durant l'Holocène (paléoenvironnement et géoarchéologie)

Axe 10 – Espace rural, peuplement et productions agricoles aux époques gallo-romaine, médiévale et moderne

- P20 Espace rural, peuplement et productions agricoles aux époques gallo-romaine, médiévale et moderne
- P25 Histoire des techniques
- P26 Culture matérielle depuis l'Antiquité
- P31 Anthropisation et aménagement des milieux durant l'Holocène (paléoenvironnement et géoarchéologie)

Axe 11 – Les constructions élitaires, fortifiées ou non, du début du haut Moyen Âge à la période moderne

- P24 Naissance, évolution et fonctions du château médiéval
- P25 Histoire des techniques
- P26 Culture matérielle depuis l'Antiquité
- P31 Anthropisation et aménagement des milieux durant l'Holocène (paléoenvironnement et géoarchéologie)

Axe 12 – Mines et matériaux associés

- P25 Histoire des techniques et archéologie industrielle
- P26 Culture matérielle depuis l'Antiquité
- P31 Anthropisation et aménagement des milieux durant l'Holocène (paléoenvironnement et géoarchéologie)

Axe 13 – Aménagements portuaires et commerce

- P26 Culture matérielle depuis l'Antiquité
- P27 Le réseau des communications : voies terrestres et voies d'eau
- P28 Aménagements portuaires et commerce maritime
- P29 Archéologie navale
- P31 Anthropisation et aménagement des milieux durant l'Holocène (paléoenvironnement et géoarchéologie)

Axe 14 – L'archéologie des périodes moderne et contemporaine

- P23 Établissements religieux et nécropoles depuis la fin de l'Antiquité : origine, évolution, fonctions
- P25 Histoire des techniques
- P26 Culture matérielle depuis l'Antiquité
- P27 Le réseau des communications : voies terrestres et voies d'eau
- P29 Archéologie navale
- P31 Anthropisation et aménagement des milieux durant l'Holocène (paléoenvironnement et géoarchéologie)

Axe 15 – Archéologie d'Outre-Mer

- P23 Établissements religieux et nécropoles depuis la fin de l'Antiquité : origine, évolution, fonctions
- P25 Histoire des techniques
- P26 Culture matérielle
- P27 Le réseau des communications : voies terrestres et voies d'eau
- P29 Archéologie navale
- P31 Anthropisation et aménagement des milieux durant l'Holocène (paléoenvironnement et géoarchéologie)
- P32 L'Outre-Mer

Ont contribué à l'élaboration de la programmation

Les membres du CNRA présidé par François BARATTE
Les membres du CNRA présidé par Dominique GARCIA
Les membres du CNRA présidé par Anne LEHOËRFF

et, plus particulièrement :

Anne-Marie ADAM, Pierre ALLARD, Bernard ANCEL, Danielle ARRIBET-DEROIN, Gérard AUBIN, Pierre AUPERT, Marie-Christine BAILLY-MAITRE, Philippe BARRAL, Dany BARRAUD, Didier BAYARD, Danielle BEGOT, Gilles BELLAN, Benoît BERARD, Didier BINDER, Bruno BIZOT, Jean-Marie BLAISING, Geertrui BLANCQUAERT, François BLARY, François BON, Dominique BONNISSENT, Élise BOUCHARLAT, Jean-Pierre BRACCO, Véronique BROUQUIER-REDDE, Laurent BRUXELLES, Jacques BUISSON-CATIL, Vincent CARPENTIER, Florence CARRE, Isabelle CATTEDDU, Béatrice CAUUEET, Julie CHARMOILLAUX, Patrick CHOPELAIN, Patrick CLERC, Patrice CONTE, David COXALL, Catherine CRETIN, Christian CRIBELLIER, Sylvie CROGIEZ-PETREQUIN, Anne DELAGNES, Claire DELHON, Herveline DELHUMEAU, Stéphane DESCHAMPS, Philippe DILLMANN, Jean-Pierre FAIVRE, Laurent FAU, Isabelle FAUDUET, Alain FERDIERE, François FICHET DE CLAIRFONTAINE, Stefan FICHTL, Anne-Marie FLAMBARD-HERICHER, Éric GAILLED RAT, Sébastien GAIME, Muriel GANDELIN, Dominique GARCIA, François GENTILI, Franck GERARD, Karim GERNIGON, Jean-Pierre GIRAUD, Jean-Olivier GUILHOT, Claire HANUSSE, Fabrice HENRION, Claude HERON, Vincent HINCKER, Séverine HURARD, Édouard JACQUOT, Marc JARRY, Sébastien JESSET, Christian JEUNESSE, Marc-Antoine KAESER, Michel KASPRZYK, Isabelle KEROUANTON, Jean-Denis LAFFITE, Anne LEHOËRFF, Muriel LEROY, Maxime L'HERITIER, Sophie LIEGARD, Jean-Luc LOCHT, Catherine LOUBOUTIN, François MALRAIN, Claire MANEN, Vincent MARCHAISSEAU, Grégoire MARCHAND, Odile MAUFRAS, Stéphane MAUNE, Patrice MENIEL, Marie-Hélène MONCEL, Martial MONTEIL, Cyril MONTOYA, Núria NIN, Anne NISSEN-JAUBERT, Pierre OUZOULIAS, Céline PALLIER, Nicolas PAYRAULT, Christophe PELLECUER, Édith PEYTREMANN, Élisabeth PIGEAU, Geneviève PINÇON, Francis PROST, Jean-Paul RAYNAL, Claude RAYNAUD, Arnaud REMY, Olivier RUFFIER, Benjamin SAINT-JEAN VITUS, Corinne SANCHEZ, Daniel SCHAAD, Laurent SCHNEIDER, Jean-Marc SEGUIER, Claude SINTES, Florian TEREYGEOL, Pierre-Jean TEXIER, Jean-Michel TREFFORT, Marie-Cécile TRUC, Alain TURQ, Alain VALAIS, William VAN ANDRINGA, Christian VERJUX, Antide VIAND, Julian WIETHOLD.

